This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

HARVARD COLLEGE
LIBRARY

FROM THE FUND OF
CHARLES MINOT
CLASS OF 1828

ESSAI

SUR

L'HISTOIRE DU DROIT FRANÇAIS

AU MOYEN AGE.

II.

IMPRIMERIE DE PLON FRÈRES,

Rue de Vaugirard, 36.

ESSAI

SUR L'HISTOIRE

DU

DROIT FRANÇAIS

AU MOYEN AGE,

PAR M. CH. GIRAUD,

MEMBRE DE L'INSTITUT,

INSPECTEUR GÉNÉRAL DES ÉTUDES DE DROIT.

TOME DEUXIÈME.

DEUXIÈME PARTIE. CHARTES ET COUTUMES.

PARIS,

VIDECOQ, PÈRE ET FILS, ÉDITEURS,

PLACE DU PANTHÉON, 1, PRÈS DE LA FACULTÉ DE DROIT.

LEIPZIG,

LÉOPOLD MICHELSEN, LIBRAIRE.

1846

~~535.19~~
Er97.3

1872, Apr. 26.
Minot Fund.

HARVARD UNIVERSITY
LIBRARY
OCT 0 2 1990

Ce volume contient les pièces justificatives suivantes :

1° La *Charte du consulat d'Arles*. Elle a été imprimée pour la première fois dans le tome I de la *Gallia christiana* (Voy. p. 98 des *Instrumenta*, édit. de 1715), mais d'après une copie inexacte et tronquée fournie aux frères de Sainte-Marthe et tirée du cartulaire de saint Césaire. Le texte que je donne est tiré des archives de l'hôtel-de-ville d'Arles, et m'a été communiqué par M. Clair, avocat, dont le savoir et l'exactitude sont connus de tous les hommes de lettres.

2° Les *Constitutions, statuts et coutumes de Provence*, imprimés aux pages 4 à 88, paraissent ici, je crois, pour la première fois. Je les ai tirés d'un manuscrit du XIVe siècle, in-fol. et sur vélin, que je possède, et qui provenait de la bibliothèque de l'abbé Rive, d'où il avait passé dans celle de M. Faucon d'Aix.

3° Les *Actes du concile d'Avignon* de 1337 étaient déjà connus. (Voyez Cave, *Script. eccles. hist. litter.*, tome II, page 95 de l'*appendice;* les *Concilia Galliæ Narbonensis* de Baluze, Paris, 1688, in-8° ; et la *Conciliorum nova Collectio* de Mansi, tome XXV, page 1094.) Mais le texte publié par ces savants est inexact et tronqué. Ainsi, le § *De claudendis fontibus baptismalibus*, page 91 de ce volume, manque dans le texte de Mansi. Une lacune aussi considérable y peut être remarquée, en lisant notre page 93. Les autres corrections et restitutions de texte sont fort nombreuses. Plusieurs copies des actes de ce concile avaient été mises en circulation. Le texte de Mansi provient d'une copie ancienne faite pour les évêques de Sénez, de Digne, de Glandevez, de Vence et de Nice. Le texte que je donne provient d'une copie du XIVe siècle faite pour les évêques de Fréjus, de Riez, de Sisteron et d'Apt. Le manuscrit est sur vélin, in-folio, et provient

des mêmes bibliothèques que les Coutumes manuscrites de Provence. Il est également en ma possession.

4° Les *Statuts d'Apt* étaient encore inédits. J'en ai tiré le texte d'un manuscrit sur vélin, in-4°, déposé aux archives de la mairie d'Apt. Ce manuscrit est de divers temps. Les premiers statuts y ont été transcrits au XIVe siècle.

5° Les *Statuts d'Arles* étaient également inédits. Une copie en avait été communiquée par M. Brunet d'Arles à Ducange (Voy. v° *Lobia*, au *Gloss. med. et infim. latin.*) qui en a fait un fréquent usage. Ils avaient été corrigés par un jurisconsulte nommé Alvernazzi (Alvernatius). Le père Le Long en indique un manuscrit, tome III, page 559, édition de Fontette. J'ai suivi le manuscrit n° 4768, *a*, sur vélin, in-4°, de la Bibliothèque royale, collationné avec une copie faite avec un grand soin par M. Robolly, archiviste de la ville d'Arles, sur cinq manuscrits anciens de cette ville, déposés aux archives de la mairie. Cette copie avait été faite pour M. Pardessus, de l'Institut, et j'en dois la communication obligeante à la bienveillance de ce savant respectable. Il m'a paru seulement que Ducange avait eu trop de confiance dans le manuscrit n° 4768, *a*, dont il a eu également communication. Ainsi il regardait l'*initium* des statuts transcrits sur ce volume comme authentique. Je ne partage pas son opinion, et je crois qu'une main étrangère a lavé la portion supérieure de cette première page, pour y ajouter une formule qui attribuait la souveraine seigneurie d'Arles à l'archevêque de cette ville. Il suffit de voir le manuscrit pour être convaincu de cette altération. Voici du reste cette formule initiale, qui ne se rencontre pas dans les anciens manuscrits compulsés par M. Robolly : *In nomine Domini nri Jhu Chri, ego Raymundus arelatensis archiepiscopus, cum consilio quorumdam proborum militum et proborum virorum quos nobis habere volumus, et voluntate et assensu aliorum, ad honorem Dei et gloriose Virginis matris ejus ac Sti Trophimi et ecclesie ejus invocando* MAGNUM DEUM ET SALVATOREM, etc.

6° Les *Statuts de Salon* étaient également inédits. Je les ai tirés

d'une copie authentique déposée aux archives de la mairie de cette ville.

7° La *Coutume de Bourgogne* peut être considérée comme inédite, puisque le président Bouhier n'en avait publié que des fragments tronqués et altérés. Je l'ai tirée du manuscrit n° 216, in-folio, sur papier, déposé à la bibliothèque de Dijon. La première partie de cette *coutume* a déjà été publiée dans la *Revue de législation*, mais avec des incorrections qui ont disparu dans le texte actuel.

8° La *Coutume de Beaune* et la *Coutume de Châtillon* m'ont été communiquées par M. Garnier, archiviste de la ville de Dijon, connu dans le monde savant par un mémoire couronné par l'Académie des inscriptions et belles-lettres. Cet habile et exact paléographe a relevé lui-même dans les registres originaux des communes de Beaune et de Châtillon les copies sur lesquelles j'ai établi mon texte.

9° Les *Coutumes de Charroux* ont été déjà publiées par M. de la Fontenelle d'après les manuscrits de dom Fonteneau, avec une traduction française et une introduction historique, Poitiers, 1843, in-8° de 52 pag. J'ai suivi le texte de ce savant magistrat, mais avec des corrections qui m'ont paru nécessaires.

10° Les *Coutumes de Malthay* ont été publiées par Perreciot, dans son ouvrage sur la *Condition des personnes et des terres*. J'ai suivi exactement son texte.

11° Les *Coutumes de Reims* ont été publiées par le savant et laborieux M. Varin, dans un supplément aux *Archives législatives de la ville de Reims*. J'ai suivi son texte, avec quelques corrections qui m'ont semblé indispensables.

12° Les *Coutumes de Chatel-Blanc* sont tirées des *Weisthümer* de J. Grimm, qui lui-même les avait tirées de la *Dissert. sur l'établissem. de l'abbaye de Saint-Claude*, (in, 1772, in-8°.

13° L'histoire du texte des *Formulæ andegavenses* est parfaitement tracée dans l'*introduction* qui les précède. J'en dois l'obligeante communication à M. de Rosière, et je lui en exprime ma gratitude.

14° Les *Usatici* de Barcelone étaient encore inédits. J'en ai tiré le texte des manuscrits n°s 4671 et 4673 de la Bibliothèque royale, conféré avec la traduction catalane insérée par fragments dans les *Constitutions de Catalunya*, Barcelone, 1588, 3 vol. in-fol., ainsi qu'avec le commentaire de Marquillez et celui de J. de Montjouy, et avec les fragments cités par Ducange dont le manuscrit ne s'accordait point, quant aux nombres, avec les manuscrits authentiques suivis par Marquillez et les rédacteurs des Constitutions de Catalogne.

15° Enfin les coutumes de La Reole ou de La Reüle avaient été vues par Marca; il en a même imprimé le préambule dans son *Histoire de Béarn*, p. 210. Mais le texte des Coutumes n'a été publié que par le P. Labbe, dans le tome II, p. 744 de sa *Nova Biblioth. manuscr.*, d'après un manuscrit du XIIe ou du XIIIe siècles.

Paris, le 1er octobre 1844.

CH. GIRAUD.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

CHARTES ET COUTUMES.

DEUXIÈME PARTIE.

CARTA

CONSULATUS (ARELATENSIS).

(1142-55.)

In nomine Domini nostri Jesu Christi. Ego Raymundus Arelatensis archiepiscopus, cum consilio quorumdam militum et proborum virorum quos nobiscum habere voluimus, et voluntate et assensu aliorum, ad honorem Dei et gloriose virginis Marie matris ejus, ac sancti Trophimi et ecclesie ejus, innovamus, injungimus et facimus in civitate Arelatensi et Burgo consolatum bonum, legalem et convenientem, salvo dominio et jure dominorum majorum et minorum illorum, videlicet qui in presenti consolatu fuerint vel antea se miserint; unusquisque vero in hoc consolatu jus suum habeat, justitiam consequatur per manus consulum et justitiam faciat, salvis statutis et bonis consuetudinibus que jam in aliis consolatibus recepte et jurate fuerunt.

Si quis autem deinceps miles, vel quislibet, in consolatu furtum, rapinam vel quamlibet injuriam fecerit, more judiciorum ac secundum leges punietur et justitiam pro voluntate atque arbitrio consulum dabit.

Cognitionem vero firmantie ad presens in nobis retinemus. Cum autem consul miles de alio milite, vel de quolibet de populo, firmantiam acceperit, pro se et pro aliis consulibus accipiet; similiter et in consulibus de populo statuimus.

Hec autem sunt possessionum consuetudines, quod possessiones que a possessoribus sunt detente per XL vel per XXX annos, secundum diferentiam quam inter seculares et ecclesiasticos honores inspici oportet, si nulla rationabili interruptione fuerint interrupte, sine ulla molestatione, ipsis possessoribus a consulibus custodiantur et deffendantur.

Et si aliquis aliquem honorem, sua propria voluntate, sine judicio invaserit, possessionem restituat, et fructus quos inde perceperit vel percipere potuit, et expensas quas petitor in petenda possessione fecit, ipsi petitori reddat et propter hoc dominis honorum nihil de jure

suo diminuatur. Si qui habent honores ab eis, in manibus eorum justitiam firment; et per manus illorum justitiam faciant et recipiant. Verumtamen si domini, ultra id quod debent, illos adgravaverint, ad consules recurrere possint et dominium quod aliqui habent in aliis, sine illorum consilio in quibus dominium illud habetur, nequaquam aliis vendant vel emant; et si filie dotate fuerint a patribus vel a matribus, post mortem, querimoniam illarum ad paternam vel maternam hereditatem venire cupientium cum aliis fratribus vel sororibus secundum antiquum morem Arelatis civitatis consules non recipiant. Similiter querellam sororum quas fratres dotaverint, non recusantibus illis, nec maritis earum, postea contra fratres de hereditate paterna vel materna litem moventium, consules non recipiant.

De injuriis vero illatis, consules similiter judicabunt, ita quod secundum qualitatem personarum, qui injuriam intulerit pena pecuniaria condempnetur, et qui passus est injuriam, illam pecuniariam penam habeat.

Consules vero deinceps a militibus et ab aliis justitiam, pro bono arbitrio, accipiant.

Furta, rapinas, adulteria, homicidia, sanguinis efusionem, raptus mulierum, et alias diversas injurias et turpitudines, juxta arbitrium suum et bonum consilium illorum qui in consiliis fuerint, tam militum quam aliorum proborum virorum, corrigant et castigent et puniant.

Si tamen domini servientes vel familiam suam, eo quod circa res eorum male versentur, vel turpiter eis respondeant, flagellaverint; vel aliqua nobilis persona aliquem vilissimum hominem turpiter respondentem, vel contumeliam verborum sibi inferentem, percusserit, illorum consules querimoniam non recipiant, nisi tam atrox injuria fuerit, que nec familie nec alicui libere persone inferenda sit.

Si qua vero publica consilia in consolatu sint habenda, si que immutationes consolatus, vel consuetudinum meliorationes, augmentationes et diminutiones, vel pro communi utilitate guerre vel vindicte, vel pecuniarum collectiones sint faciende, ad illas faciendas consules cum meliori et saniori consilio consolatus et archiepiscopi, civitati et consulatui provideant; et quod inde sic statuerint firmiter et bona fide teneatur.

Extranei vero, prima vice cum venerint in civitate placitare, non cogantur; nisi fuerint ignoti vel tales de quibus suspicio habeatur, quod de his justitia haberi non possit.

Qui fuerint in consolatu causas extraneorum non agant vel defendant, nisi sint consanguinitate, dominio vel affinitate eis conjuncti, vel consules advocatos illis dederint.

Consules tempore sui consolatus nullum in judicium vocent, nisi de his que in ipso consolatu facta fuerint, vel satisdatio ante sit facta.

Pro discutiendis negotiis, consules nullam promissionem, nullum premium accipiant; consul qui hoc fecerit a consolatu expellatur; consiliarius qui consilium secretum, similiter expellatur; litigator qui pecuniam promiserit vel dederit, competenti pena puniatur.

In hoc consolatu erunt duodecim consules, quatuor milites, quatuor de Burgo, duo de Mercato et duo de Borriano, per quos illi qui fuerint in consolatu regentur et gubernabuntur; et accepto regimine consolatus, habebunt potestatem judicandi, et quod judicatum fuerit exequendi, tam de honoribus quam de injuriis, et omnibus aliis maleficiis.

Qui electi fuerint ut consules eligant, jurabunt quod, remoto timore et amore, quos magis esse idoneos cognoverint, secundum suum intellectum et consilium archiepiscopi, ad gubernationem civitatis eligant.

Consul vero electus sic jurabit: Ego, talis, electus consul, juro quod omnibus modis, secundum scientiam meam, illos qui mecum fuerint in consolatu, cum meliori et discretiori consilio eorum qui erunt in consolatu, regam et gubernem; et quod consul esse non desinam donec alius eligatur; et si discordia aliqua inter nos consules fuerit orta, consilio archiepiscopi et meliori consolatus consilio eam terminabo, et sic teneri faciam; et pro discutiendo negotio promissionem aliquam vel pretium ab aliquo non accipiam, et nullum, tempore mei consolatus, in judicium vocabo, nisi de his qui in hoc consulatu fuerint, vel satisdatio(ne) ante facta: sic me Deus adjuvet et hec sancta Dei Evangelia.

Illi vero qui intrabunt in consolatu, sic jurabunt: Ego, talis, juro consolatum usque ad quinquaginta annos, ad bonam fidem et ad bonum intellectum et obedimentum consulum; et si consul electus fuero, non me vetabo; sic me Deus adjuvet et hec sancta evangelia.

Hic consolatus erit pacis, restaurationis et reformationis: et ecclesia Dei, monasteria et loca religionis, camini et strata, aque et terre, per ipsum, pro posse, regentur et gubernabuntur; et jurabitur usque ad quinquaginta annos, et in uno quoque quinquennio omnes extranei et advenientes jurabunt, ut sic consolatus renovetur, et in suo statu

permanent, et totus in integrum consolatus ad servitium Dei et utilitatem terre, sicut scriptum est, tenebitur et jurabitur ad bonum archiepiscopi intellectum.

Si juramenta vel enprenementa, in civitate vel in burgo, durante consolatu fierent, nullius momenti sint et per consolatum destruantur.

Si vero civilis discordia quoquomodo oriretur vel emergeret, nullus balistarius, nullus archiarius, cum balistis et arcubus, ceteros infra civitatem vel burgum ausus sit impugnare vel debellare.

Nullus extraneorum recipiatur in consulatu sine archiepiscopi et omnium consulum consensu et voluntate.

STATUTA

DOMINI RAYMUNDI BERENGARII

COMITIS PROVINCIÆ,

CONCESSA NOBILIBUS ET UNIVERSITATIBUS

LOCORUM

VICARIÆ DRAGUINIANI, FOROJULIENSIS DIŒCESIS.

INCIPIT PRIMO PREAMBULUM.

In nomine Domini nostri Jesu Christi, amen.

Anno incarnationis ejusdem millesimo ducentesimo trigesimo quinto, mense octobris die septimâ, indictione octavâ, juravit dominus Raymundus Berengarius, Dei gratiâ illustris comes de marchio Provinciæ et comes Forcalquerii et baro de Alamanono ex unâ parte, et barones et milites: S. Blacascius Aycardus de Vida Albano, S. de Pugeto, R. de Taradello, G. de Mosteriis, B. de Ayguinâ, Pandebertus Rostagnetus de Antrecastels, G. de Draguiniano et multi alii,

ex aliâ : qui ipsi per se et heredes suos in perpetuum servabunt et custodient et pro jure et lege habebunt et statuta et consuetudines quæ vel quas dominus Raymundus Forojuliensis episcopus, R. Laugerius de de Rochabrunâ, G. de Cotiniacho et Romeus de Villanovâ, statuent, scribent seu scribi facient in bajuliâ Forojuliensi, super capitulis infrà scriptis; videlicet : super jurisdictione et justiciis, item super cavalcatis, item super albergis, item super questu, item super exactionibus, item super consulatibus, item super novis pedagiis, item super libertatibus, item super militum et caslanorum serviciis, item super pascuis hiemalibus, et super quibusdam aliis. Item juraverunt prædicti quatuor, scilicet : dominus Raymundus Forojuliensis episcopus, Raymundus Laugerius, Guilhelmus de Cotiniacho et Romeus de Villanovâ, ut, super prædictis capitulis, statuta et consuetudines bonâ fide faciant et querelas sapiant suprà dictas. Si verò suprà dicti quatuor in unum non convenirent, quod major pars eorum statuerit perpetuò observetur, et pro jure et lege, tam dictus dominus comes quàm dicti barones et milites habebunt et observabunt. Actum in castro Draguiniani, in porticu, ante cameram domini abbatis Guilhelmi Floregie, Mathei de Forte, jurisperiti, P. de Montalivo, Malvesini magistri, Raymundi Hugonis de Cagnosco, et Bonifacii de Figanerià testium vocatorum et rogatorum. Et ego Raymundus Andreas notarius, à domino Raymundo Berengario, comite provinciæ, constitutus interfui et de mandato dicti domini comitis hanc chartam scripsi et hoc meo confirmavi. *(Locum signi.)*

Pronunciatio Dictorum Arbitrorum.

Anno quo suprà, mense octobris die duodecimâ, nos Raymundus Forojuliensis episcopus, Guilhelmus de Cotiniaco, Raymundus Laugerius et Romeus de Villanovâ, unanimiter et in unum concordantes et convenientes, statuimus et in publicum deducimus statuta inferiùs scripta, mandantes et injungentes tam domino comiti quàm baronibus et militibus ex alterâ parte constitutis, ut statuta inferiùs scripta per se et successores suos in perpetuum firmè teneant et illibata, et in nullo contra veniant de jure vel de facto.

vel obsessam teneret vel talaret, præter suprà dictas cavalcatas quæ inferiùs continentur, teneantur pedites esse C cum domino comite vel ejus bajulo in cavalcatis; pro sex focis unus pedes, quantùm dictus dominus comes vel ejus bajuli in obsessione alicujus castri manerent: et hoc intelligimus de peditibus circumstantibus per sex leucas. Item, statuimus ut milites semel in anno tantùm predictas cavalcatas XL dierum facere teneantur, et etiam pedites qui cum prædictis militibus pro cavalcatis sunt infrà scripti.

De Cavalcatis iterùm faciendis.

Item, statuimus ut si accideret barones et milites fecisse domino comiti cavalcatas et factis cavalcatis infra eumdem annum, aliquis cum tanto exercitu intraret comitatus Provinciæ et Forcalquerii, ut obsideret castrum vel villam, vel obsidere vellet, vel ei facere bellum, prædicti barones et milites, iterato, prædicto domino comiti teneantur facere cavalcatas ut superiùs est dictum.

Aliud Capitulum de Cavalcatis.

Item, statuimus ut castrum de Gonfarono faciat pro cavalcatis unum militem cum equo non armato. Item Signosc, unum militem cum equo armato; item castrum de Lucco, duos milites cum equis armatis, et unum militem non cum equo armato; item Flassans, unum militem non cum equo armato; item castrum de Canneto, duos milites cum equis armatis; item castrum de Vidalbano, unum militem non cum equo armato; item castrum de Violâ, unum militem non cum equo armato; item castrum de Garcino cum sancto Tropeto, unum militem cum equo armato; item castrum de Grimaudo, unum militem cum equo armato, et unum militem non cum equo armato; item Rochabruna et Villapeys, unum militem cum equo armato, et unum militem non cum equo armato; item Forojulium, duos milites cum equis armatis; item castrum de Arcubus, unum militem non cum equo armato; item castrum de Revesto, unum militem non cum equo armato; item castrum de Gardâ, unum militem non cum equo armato; item castrum de Otanis, unum militem non cum equo armato; item castrum d'Esclans et de Motâ, unum militem non cum equo armato; item castrum de Draguiniano, tres milites non cum equis armatis; item castrum de Taradello, unum mili-

tem non cum equo armato; item castrum de Flagnosco, unum militem cum equo armato, et unum militem non cum equo armato; item castrum de Antrecastels, unum militem cum equo armato; item castrum de Cotiniaco, unum militem cum equo armato; item Carites, unum militem non cum equo armato; item castrum de Vesuis, duos pedites armatos; item castrum de Silhans et de Bastidà et de Pontevès et de Barremà et de Artiniosc, tres milites cum equis armatis; item Beldisnars et Contelars, unum militem cum equo armato; item Aygyna et Saletas, unum militem cum equo armato; item castrum de Alps et de Tortor et de Fabricis et de Moyssehac et Vallis de Fos, tres milites cum equis armatis; item castrum de Salernis et de Villacrosà duos milites cum equis armatis; item vallis de Ampurs et de Ramer, unum militem cum equo armato et duos pedites armatos; item castrum Dayglun et Gardà, unum militem cum equo armato; item Figaniera, unum militem cum equo armato; item Aspels et Monferrat, unum militem cum equo armato; item Barjamons, unum militem cum equo armato, et duos pedites armatos; item Favars, unum militem cum equo armato; item Malvion, unum militem cum equo armato; item Baudrun et Clamer, unum militem cum equo armato; item castrum de Comps, unum militem cum equo armato; item bastida d'Esclapon et Rocca, unum militem non cum equo armato; item Clappous, unum militem non cum equo armato; item Mons, unum militem non cum equo armato; item Fasenssa, duos milites cum equis armatis et duos pedites armatos; item Cellans, unum militem cum equo armato et duos pedites armatos; item Podium Brisson, unum militem cum equo armato; item Calians et Montauros, unum militem cum equo armato, et unum militem non cum equo armato; item Claramola, unum militem non cum equo armato; item castrum de Sancto Albano, unum militem cum equo armato; item Cornet cum Grauleriis superioribus, unum militem non cum equo armato; item Andaons et Graulieras inferiores, unum militem cum equo armato; item Cansols et Aperieras, unum militem cum equo armato; item castrum de Sancto Cæsario, unum militem cum equo armato; item castrum de Antiniac, duas partes unius militis et non equi armati; item Cabries de Sancto Pandocio et cum affari de Amallo, unum militem cum equo armato; item castrum de Avinhoneto, quindecim pedites armatos; item Scerels cum Nonneto, unum militem non cum equo armato; item Castrum novum quatuor pedites armatos; item Cartegolas, unum militem non cum equo armato; item Malvana, unum militem non cum equo armato;

item Torretas, unum militem non cum equo armato, et duos pedites armatos; item Vensà, unum militem cum equo armato, et duos pedites armatos; item castrum de Sancto Laurentio, duos pedites armatos; item castrum de Balmà Sancti Joannis, unum peditem armatum et alium desarmatum; item castrum de Gaulà, unum militem non cum equo armato; item castrum de Sancto Paulo, duos milites cum equis armatis et quatuor pedites armatos; item vallis de Gauchà cum Villanovà, unum militem non cum equo armato; item castrum de Pugeto, tres pedites armatos; item castrum de Cauteriis, unum militem non cum equo armato; item castrum de Catoys cum Oluià, unum militem non cum equo armato; item castrum de Broco, unum militem non cum equo armato; item Basisani, unum militem non cum equo armato; item castrum de Foras, cum iis quos habet sub ejus dominio, unum militem cum equo armato; item castrum de Turbià, unum militem non cum equo armato; item castrum de Piliono, quatuor pedites armatos; item castrum de Drapo, duos pedites armatos; item castrum de Pella, decem pedites armatos; item castrum de Lucerano, sex pedites armatos; item Cosarassa, sex pedites armatos; item Leucus, unum peditem cum equo armato; item Berra, quinque pedites armatos; item Comptes, sex pedites armatos; item Castrum novum, unum militem non cum equo armato; item Torretas et Aspramons et castrum de Sancto Blasio, unum militem cum equo armato; item Banols, unum militem cum equo armato. Quod diximus de equis et militibus armatis et militibus sine equis armatis et peditibus armatis, ità intelligimus et ità statuimus: militem cum equo armato, ità intelligimus armatum loricà et caligis ferreis; et militem armatum sine equo armato, intelligimus armatum albergato et scofà, seu capello ferreo et targà vel scuto; targam vel scutum inter duos pedites. Peditem armatum ità intelligimus. Item, statuimus ut dominus comes vel bajulus ejus, vel alius pro eo, non possit exigere ab aliquo milite denarios pro cavalcatis, nisi procederet de voluntate expressa militis.

De Albergis.

Item, statuimus quod Albergæ episcopatûs Forojuliensis et totius bajuliæ solvantur apud Draguinianum vel circà, vel ubi bajulus singulis annis mandaverit, in octavâ sancti Michaëlis vel antè. Si verò remaneret vel staret per eos qui solvere debent Albergas, duplum ab eis possit exigere dominus comes vel ejus bajulus.

Iterùm de Albergis.

Item, statuimus ut solutâ albergâ, dominus comes vel ejus bajuli non possint albergare in aliquo castro vel villâ, nisi propriis expensis.

De Quistis et talhiis.

Item, statuimus ut dominus comes possit facere quistas ob causas infrà scriptas, scilicet : semel pro itinere faciendo ad dominum imperatorem, sinè armis, et quotiescumque requisitus à domino imperatore cum armis ad eum iverit. Item quod diximus semel sinè armis, intelligimus ad eumdem imperatorem et de eodem comite. Item si factus fuerit novus miles, ipse vel major filius ejus qui comes futurus sit, possit facere quistam. Item si filiam vel filias in matrimonium collocaverit pro qualibet earum, semel quistam facere possit. Item *quod* diximus: si ad imperatorem cum armis iverit, vel ultra mare, intelligimus, omni dolo et fraude cessante. Si verò aliquis de baronibus vel de militibus cum armis, cum domino comite ad dominum imperatorem iverit, dominus comes in hominibus ejus non faciat quistam, sed prædictam quistam dimittat pro emendis necessariis, scilicet : equis et vestibus et aliis ad iter peragendum. Item quod diximus: si cum armis transfretaverit, intelligimus si exercitum cruce signatorum transfretaverit in subsidium terræ sanctæ. Item statuimus ut si aliquis miles domini comitis cum ipso transfretaverit propriis expensis, in hominibus ejus dominus comes non faciat quistam. Item statuimus ut nullis aliis de causis dominus comes possit facere quistam, in hominibus militum vel aliorum sibi subjectorum. Item statuimus ut dominus comes suprà dictas quistas possit facere sub modo infrà scripto, scilicet ut pro quolibet foco possit exigere et habere VJ solidos regalium et non ultrà, secundùm magis et minùs : focum autem intelligimus illum habere qui habet domicilium proprium in civitate, castro, vel villâ.

Capitulum de Consulatibus.

Item, statuimus ut neque dominus comes neque barones, neque milites, consulatum dent aliquibus rusticis vel alicui universitati, vel aliquid quod loco consulatûs habeatur.

Capitulum de Pascuis Ovium.

Statuimus ut in pascuis ovium de montanis descendentibus à collibus suprà, dominus comes habeat medietatem. Ultra colles intelligimus à castro de Ayguinâ, et de Favas, et de Antonaco, et de Cabreis, et de Albartio, et de Malvans, usque ad castrum de Cotrocino, supra versus montes. Item statuimus, ut nullus accipiat ratione pulidagii vel pedagii aliquid de ovibus suprà dictis in eundo vel redeundo.

De Gabellis.

Item statuimus, ut quatuor denarii bladi quos recipit aliquando dominus Comes, apud Forojulium vel alibi in bajuliâ, de singulis sestariis bladi, de cætero non recipiantur, cum de novo statutum esset apud Forojulienses vel in aliquo loco totius episcopatus vel bajulie.

De Libertatibus militum.

Item statuimus, ut milites et filii militum et nepotes militis, scilicet filii filiorum militum, sint liberi et immunes ab omni quista et exactione. Si tamen filius filii militis attigerit xxx annum, neque interim militiam fuerit assecutus, tunc non habeat militis libertatem. Item statuimus ut si quis miles vel ejus filius vel nepotes ut suprà dictum est opera rustica fecerit, scilicet arando, fodiendo, ligno adducendo cum asino, vel fimum et alia opera rustica faciendo pro magnâ parte, non habeat militis libertatem. Item statuimus ut cassam in omnibus suprà dictis quistis et albergis et cavalcatis donent sicut cæteri homines castri vel villæ. Suprà dicta autem statuimus, salvis privilegiis et immunitatibus et donationibus seu compensationibus, vel concessionibus per dominum Comitem vel antecessores ejus alicui vel aliquibus factis.

Contra Adulteros puniendos pecunialiter et expellendos à loco.

Item statuimus, ut si quis publicè adulteretur et ex eo fuerit excommunicatus, dominus ejus teneatur eum punire pecunialiter et expellere eum de castro; et adulteram, si infra octo dies non respuerit eam post excommunicationem. Si autem domini ipsorum, infra octo dies ex quo ad eos pervenerit scientia excommunicationis prædictos ex-

communicatos non punierint et expulerint, dominus Comes et curia ipsius, possit punire et expellere eos. Item statuimus, ut omnes causæ civiles seu criminales de quibus quæstio nondum est habita in curiâ, si quæstio vel quærimonia oriatur, secundùm statuta predicta omnes determinentur. Item statuimus, ut si super prædictas aliqua quæstio vel ambiguitas orietur, illa per Raymumdum Forojuliensem episcopum et Guilhelmum de Cotiniaco, et Romeum, et R. Laugerii determinentur semper, vel per superstites : et si aliquis ipsorum non superesset, semper per episcopum Forojuliensem, et per duos barones vel milites quorum unus eligeretur a domino comite, et alter a baronibus, quæstio vel ambiguitas determinetur.

Notabile Statutum.

Item, statuimus ut omnia suprà dicta capitula et statuta in chartis publicis per manum publici notarii redigantur, et cum Sigillo domini Comitis, et cum sigillo domini R. Forojuliensis episcopi sigillentur. Si verò prædicta sigilla frangerentur, vel vetustate abolirentur, ideò non minùs valeant instrumenta et statuta, sed suam obtineant firmitatem.

Item aliud Statutum de Cavalcatis.

Item, super cavalcatis statuimus ut domini Castrorum vel Coheredes non dividant inter se denarios cavalcatarum, sed eos habeant milites qui ibunt pro cavalcatis. Item, statuimus ut militi cum equo armato dentur XX libræ Raymundi pro XL diebus, et pro equo non armato dentur militi X libræ Raymundi pro XL diebus.

Item super Cavalcatis.

Item, statuimus ut si miles dùm erit in cavalcatis equum suum amittat cum armis vel ei auferatur ex quo castrum suum exierit, pretium equi ei restituatur ab hominibus castri vel villæ pro quo fuerit in cavalcatis. Pretium verò dicti equi sit mille solidorum Raymundi. Si vero Rossinum amitteret, pro pretio dicti Rossini decem libræ Raymundi restituantur : et istæ restitutiones fiant infra tres menses.

De Ovibus euntibus ad montana.

Item, die ut suprà, in dicto parlamento, dictus dominus comes vel Romeus statuit et ordinavit, ut oves ascendentes ad montana et indè descendentes possint transitus facere juxta vias publicas et drayas antiquas, sive sint per defensa sive extrà : et per territoria ubi non sunt defensa antiqua possint pascere transeundo de plano propè vias publicas et drayas, non faciendo malum messibus, pratis neque defensis. Item statuit et ordinavit ut oves euntes et redeuntes, ut dictum est, possint pascere bono modo, ità ut dicant et faciant ad cognitionem curiæ in territoriis propè vias publicas et drayas. Item statuit et ordinavit ut ad aquas, causâ bibendi, possint pecora et armenta ire et redire per vias et drayas ad hoc statutas, secundùm quod visum est, sine banno. Item statuit et ordinavit, ut nullus Castellanus vel miles ab ovibus euntibus et redeuntibus à montanis, in formâ ut dictum est suprà, possit exigere vel petere aliquid, sive mutonem, sive aliquam bestiam, seu tomam, vel aliquid in pecuniâ numeratâ.

Capitulum de Bannis.

Item, statuit et ordinavit quod si in defenso intraverint oves a triginta supra, dent quinque solidos pro banno, vel pignus v solidorum. Item si in messibus sive pratis bannum fregerint, à trentenario suprà dent tres solidos : et hoc de die intelligitur ; et ubi pastores damnum non darent ex industriâ, restituant damnum et solvant. Si verò de nocte oves damnum darent in defensis, messibus vel pratis, à triginta suprà : si in defensis, quinque solidos; si in messibus sive pratis, duos solidos, et hoc si non fieret ex industria pastorum.

De Bannis armentorum.

Item, statuit et ordinavit quod equæ bannum frangentes in messibus, pratis et defensis : si in messibus seu pratis, dent pro quâlibet bestiâ duos denarios; si in defensis, duos denarios. De vaccis verò vel bestiis bovinis, duos denarios de quolibet, et hoc de die vel de nocte. Et hoc non intelligitur de bestiis equinis vel bovinis unius anni, vel infrà, sequentibus matres suas. Damnum restituant et solvant.

De Pascuis et Deffendutis.

Item, statuit et ordinavit quod domini Castellorum non exigant vel capiant ab hominibus quibus territoria sua ad pascua locaverunt, nisi ea quæ pacti sunt de loguerio. Item statuit et ordinavit quod domini Castellorum vel homines qui locaverunt terram suam civibus et averi, non possint facere defendutas nisi habeant proprios boves, et tunc non possint defendere, nisi unum campum tantum, ut dictum est suprà. Item statuit et ordinavit quod avere, quod fuerit ad loguerium in uvernholâ possit stare in terris locatis, si voluerit, per unum mensem post pascha : et illud avere possit stare in estivalibus usquè ad festum sancti Michaëlis.

Contra Usurarios et Fraudem usurarum.

Anno quo suprà, die xx maii, statuit et ordinavit quod si quis majores usuras quàm sint IV pro V acceperint in capite anni, secundùm voluntatem curiæ puniantur; non concedentes quod de voluntate curiæ vel consensu possint aliquæ usuræ exigi. Item statuit et ordinavit quod in venditione alicujus rei non debeat fieri fraus usurarum, et quicumque eam fecerit, quoquo modo à curiâ puniatur. Item statuit quod nullum debitum usurarium hinc usque ad festum sancti Michaëlis ab aliquo exigatur. Quod dictum est de fraude, specialiter dicitur de fraude quæ habetur in venditione pannorum.

In quibus non debet fieri Pignoratio.

Item statuimus quod nullus cursor, seu exactor, seu executor, vel alius officialis, pignoret nec pignorare audeat pro condemnatione aut debito quocunque vel qualibet aliâ ratione, seu causâ, quemquam de armis necessariis ad opus ipsius suæ que familiæ, nec de equis armorum, aut rebus vel bestiis aliis arantibus, nec de instrumentis ad opus arandi necessariis, nec etiam de bestiis salis et merces per vias publicas vehentibus quæ in vulgò apellantur bestiæ de camino, nisi caminarii vectigal seu pedagium vel gabellam subtraherent in damnum curiæ regiæ vel cæterorum in comitatibus Provinciæ et Forcalquerii habentium pedagia. Quo casu servetur et fiat sicut hactenùs est fieri consuetum.

HÆC SUNT STATUTA

CURIÆ AQUENSIS

FACTA

PER DOMINUM RAYMUNDUM BERENGARII

QUONDAM BONÆ MEMORIÆ,

COMITEM PROVINCIÆ ET FORCHALQUERII.

De Sacramento judicis quando intrat judicaturam.

In nomine Domini nostri Jesu Christi, qui est judex justus, fortis et patiens : Juro ego, Hugo vel talis judex in curiâ Aquensi, per Deum Patrem et Filium ejus unigenitum Dominum nostrum Jesum Christum et Spiritum Sanctum, et per gloriosam suam Genitricem semperque Virginem Mariam, et per sancta quatuor Evangelia, quæ in manibus meis teneo, quod puram conscientiam servabo et omnem justitiam et equitatem omnibus personis coràm me causantibus vel litigantibus quibuscumque, in curiâ supradictâ ; et quod in omnibus causis et litibus quæ coràm me ventilabuntur in dictâ curiâ, in quantum ad officium judicaturæ spectabit, et secundùm leges et jus et statuta domini comitis, omnia agam et faciam prout mihi melius visum fuerit justum ; et similiter quod domino comiti sanum et rectum consilium dabo, et consulam ei fideliter et bonâ fide prout mihi melius et justum fuerit visum. Et hæc omnia attendam bonâ fide, fideliter et legitimè, absque omni dolo et fraude ac sine malo ingenio, remotis semper indè omni avaritiâ, amicitiâ, inimicitiâ, parentelâ, precibus vel promissis, ac timore, odio et amore et pretio, excepto dumtaxat quod mihi concessum est, vel erit, pro salario à domino comite. Nec recipiam etiam esculentum vel poculentum ab aliquo quem sciam habere causam suam sub examine meo ; salvis per omnia reverentiâ et

honore domini comitis et dominæ comitissæ. Item nec recipias aliquid ab aliquo curiæ Aquensis nec ab aliquo de judicaturâ, etsi causam non habeat sub examine meo, excepto esculento vel poculento quod recipere possum ab hiis qui causam non habent sub examine meo. Esculentum verò et poculentum intelligimus ea quæ brevi horâ per duos vel per tres homines consumi possunt.

AD HONOREM DEI

ET GLORIOSÆ VIRGINIS MARIÆ

ET OMNIUM SANCTORUM

ET AD OBSERVATIONEM JURIS ET JUSTITIÆ

HAS CONSTITUTIONES FECIT

DOMINUS RAYMUNDUS BERENGARII,

COMES ET MARCHIO PROVINCIÆ ET FORCALQUERII IN CURIA AQUENSI.

Et sequitur qualiter puniantur inobedientes.

Quicumque vocatus fuerit ad curiam pro justiciâ faciendâ vel aliquo facto seu negocio, veniat secundùm quod injunctum fuerit sibi, et præsentet se judici curiæ, nec discedat sine judicis licentiâ, alioquin miles solvat pro pœnâ II solidos et quilibet alius XII denarios in primâ citatione. Si verò secundò citatus fuerit et non venerit, miles solvat IV solidos et quilibet alius II solidos. In tertiâ verò citatione si non venerit, miles solvat X solidos et quilibet alius V solidos. Quod autem dictum est de militibus, intelligitur de filiis eorumdem, et locum habeat in civibus in civitate Aquensi habitantibus. Si verò habitantes extrà civitatem hanc in castris vel villis et bajuliâ Aquensi citati fuerint primò, vel secundò vel tertiò et non venerint, prædicta banna duplicentur in eis, ne homines in consequendâ justiciâ suâ diutiùs fatigentur; et propterea judex nihilominùs puniat arbitrio suo tàm cives quàm forenses qui venire contempserint in captionem bo-

norum permissione contumacis, vel alio modo, secundùm quod ipsi judici videbitur expedire. Et hoc locum habeat, sive citatio pervenerit ad personam ad quam citatio mittitur, sive ad domum habitationis ipsius.

De Extimatione rei faciendâ indebitè petitæ.

Item statuimus ut quicumque fecerit reclamationem in curiâ rei petitæ extimatione teneatur et tàm actor quàm reus dent pignora vel fidejussores curiæ ad rationem trium solidorum pro librâ, et si reus confiteatur debitum sinè aliquâ controversiâ, victus XII denarios pro librâ solvere teneatur. Si verò in continenti à principio non confiteatur debitum reus, et antequàm lis contestetur componant actor et reus, uterque solvat sex denarios pro librâ. Si verò litis contestationem expectaverit reus et antè mandatum vel sententiam composuerit cum actore, uterque XVIII denarios pro librâ præstare curiæ teneatur. Si autem mandatum vel sententia indè detur, uterque, de eo in quo victus fuerit, det III solidos pro librâ. De eo autem in quo victus non fuerit nihil det. Tamen actor expensas quas fecerit in solvendo in curiâ si eas petierit à victo restitui, officio judicis sibi restituantur à victo. Habitâ diligenti consideratione in quo vel in quantum actor vel reus victor extiterit sive victus, hoc addendo prædictis, quod reus in solvendo extimationem quam actor in reclamatione factâ posuerit liberetur, ità quòd sit in electione rei ut extimationem factam ab actore solvere vel restituere rem petitam.

De Expensis condemnati, infra quod tempus restituere eas debeat et causa appellationis incipi debeat et terminare.

Statuimus etiam quòd si quis per sententiam vel per mandamentum fuerit condemnatus, infra XXX dies teneatur victori satisfacere tàm in expensis curiæ quàm in illo in quo fuerit condemnatus. Item, si quis condemnatus fuerit per sententiam, et appellaverit, statuimus ut infra XXX dies à tempore latæ sententiæ causam appellationis incipere teneatur, vel condemnatus in eo in quo fuerit condemnatus satisfacere teneatur. Si verò infra mensem vel usque ad XXX dies inceperit causam appellationis, necesse erit illam causam appellationis infra sex menses à tempore latæ sententiæ terminare, quod nisi factum fuerit, deindè non audiatur, et in eo in quo condemnatus fuerit satisfacere teneatur. Et judex ex suo officio sententiam executoriam mandet.

De Instrumentis usurariorum infra quod tempus valeant vel non.

Statuimus etiam, si quis Judeus vel quivis usurarius ostenderit publicum instrumentum, usuras seu pœnam continens, non valeat, si triennium elapsum fuerit à termino primæ solutionis fiendæ, nisi querimonia fuisset in medio tempore deposita in curiâ, et ità sit reus tutus in toto debito sortis et usurarum, ipso tamen jurante se sortem solvisse. Si verò jurare noluerit, non sit in aliquo quoad sortem tutus; si verò debitor cum juramento vel sinè juramento, elapso termino, confiteatur se adhuc debere debitum vel partem, nihilominùs sit tutus quoad usuras tantùm. Et hæc ad futura negocia sive instrumenta extenduntur. De prædictis verò instrumentis statuerunt quod de cætero non valeant à tempore publicationis hujus statuti, elapso biennio, nisi medio tempore in curiâ esset querimonia deposita coràm debitore, ut suprà dictum est. Scilicet hoc statutum et infrà omnia statuta habent locum in judicaturâ Aquensi et Brinoniæ et Sancti Maximini, et inter eos qui sunt infra eorumdem judicaturam. Si verò principalis debitor esset alienæ judicaturæ, et fidejussores et mandatores et constitutores essent prædictarum judicaturarum et extendatur hoc statutum ad dictos fidejussores et mandatores.

Idem.

Item, post hoc, anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo quarto, Idibus septembris, dominus comes voluit et concessit Judeis, quòd præsens statutum nullum prejudicium eis generaret, durante tempore guerræ. Posteà verò statîm pace factâ, dictum statutum suum robur obtinere debeat.

Item de eodem.

Item, post hoc, anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo quarto, Idibus septembris, dominus comes voluit et concessit Judeis quòd præsens statutum (nullum) prejudicium eis generaret ab hodiè usque ad tres annos continuos et completos. Posteà verò statîm dictum statutum incipiat suum robur habere, in omnibus, in civitate Aquensi et non in aliis.

De usuris quæ lucrari debent.

Statuimus quòd Judei possint usuras quinque denariorum pro

librâ, quolibet mense, recipere, quantuncunque quantitatis fuerit debitum, et non ultrà, tàm à principali debitore quàm à fidejussore vel mandatore vel constitutore; et ipsi Judei de usuris alias usuras non recipiant, nec etiam stipulentur: quòd si fecerint, deindè integrè usuram amittant et si hoc ultimum ad futurum tempus, tamen et hoc secundum statutum ad præteritos, præsentes et futuros contractus extenditur.

De Cessione bonorum, et quòd bona debitoris primò excussiantur quàm bona fidejussoris.

Statuimus quòd si fidejussores aliqui sint vel fuerint qui renunciaverint novæ epistolæ divi Adriani, vel novæ constitutioni, vel etiam constitutores vel mandatores, et oporteat ex necessitate bonis cedere, vel bona sua tradere in solutum creditoribus, quia non habent venalia undè reficiant vel undè possint habere denarios, si debitores pro solvendo inveniantur non habitâ ratione ne egeant, non obest predicta renunciatio; scilicet bona debitorum primò distrahantur, vel in solutum dentur creditoribus, quàm bona prædictorum fidejussorum vel mandatorum vel cæterorum, et hoc si confiteantur debitum, et nullam exceptionem obtineant, quâ se tueri possint. Si tamen bona debitoris non sufficiant, habeatur recursus ad bona fidejussoris, seu constitutoris vel mandatoris.

Quòd judex arbitrio suo possit arctare XXX *dies, qui condempnatis dari consueverunt.*

Statuimus quòd judex arbitrio suo possit arctare XXX dies qui in hâc curiâ dari consueti sunt condemnatis, inspectâ personâ debitoris et creditoris et inspectâ quantitate debiti.

De condemnatis quòd teneant hostagia.

Statuimus quòd si quis condemnàtus fuerit et vocàtus à curiâ ut detineatur vel debeat tenere hostagia ad præceptum judicis; et si quis tenens hostagia recesserit ab hostagiis sine licentiâ judicis vel baiuli vel alicujus officialis istius curiæ, solvat curiæ duos solidos, si non juraverit tenere hostagia. Si verò juraverit, solvat x solidos pro pœna, et hæc eadem pœna imponenda erit cuilibet sæpè et sæpiùs qui contrà mandatum et præceptum judicis vel curiæ fecerit.

Quòd judex possit de maleficiis et damnis datis inquirere.

Statuimus quòd judex ex officio suo possit de maleficiis et damnis omnibus datis inquirere et punire et quoad justiciam curiæ applicandam et etiam quoad emendam faciendam damnum passo. Et hoc quod dictum est de emendâ faciendâ, judex ex necessitate facere teneatur, denunciatione tamen priùs factâ ab illo qui passus est, persecutione pœnæ salvâ permanente eî qui denuntiaverit, licet ad suam denunciationem curia punierit. Et hoc statutum etiam ad preterita extenditur.

Quòd judex possit inquirere de injuriis descendentibus ex lege Corneliâ.

Statuimus quòd, sinè denunciatione, judex officio suo inquirere possit et punire, quoad curiam tamen, de injuriis descendentibus ex lege Corneliâ. Ubi verò curia punit aliquem, scilicet de injuriâ descendente e lege Corneliâ, ad denunciationem alicujus passi injurias, non possit qui denunciavit posteà agere injuriam.

Quòd judex possit deferre jusjurandum usque ad centum solidos.

Statuimus quòd judex possit deferre jusjurandum usque ad centum solidos, inspectâ qualitâte personæ, rei, et actoris, et etiam testium, et aliarum præsumptionum si quæ in causâ fuerint.

De eo qui fecit reclamationem, in quo curiæ solvere teneatur.

Statuimus quòd si quis fecerit querimoniam suam scribi in cartulario curiæ, et posteà nolit querimoniam suam persequi : si desierit, nullâ compositione factâ cum adversario, solvat pro justiciâ XII denarios pro librâ, si adversarium suum fecerit ad curiam venire. Alias verò tantùm VI denarios pro librâ. Si venit adversarius, nec facit scribi in cartulario, nihil solvat. Scriptum verò intelligimus quandò libellus porrectus est, vel solùm petitio scripta in cartulario de actis fuerit vel in cartulario saltim clavarico ad petitionem saltem conquerentis.

Quantùm detur nunciis curiæ.

Statuimus quòd nuncius curiæ habeat, pro querendo quemlibet hominem ob hoc ut veniat ad curiam ad instanciam alicujus, ab illo qui alterum facit venire, habeat unum denarium, et hoc in hâc villâ et

burgo. Si verò quereret ad villam archiepiscopi, habeat duos denarios. Nuncius verò tàmdiù illum hominem querat in hâc villâ et burgo pro uno denario, et in villâ archiepiscopi pro duobus denariis, ut suprà dictum est, quousque eum curiæ presentaverit semel.

Quòd litigantes prope sententiam dent pignorà ad cognitionem judicis vel clavarii.

Statuimus quod litigantes in curiâ, dent pignora curiæ pro justiciis causarum, ad arbitrium judicis vel clavarii, et hoc prope sententiam, cùm fuerint requisiti. Curia verò teneatur expectare illos qui dederunt pignora per xxx dies numerandos à tempore sententiæ latæ; nec medio tempore possit distrahere pignora, elapso verò illo spacio possit ea distrahere vel obligare prout voluerit et usque ad quantitatem justiciæ debitæ, ille cujus erunt pignora; posteà a curia pignoris alii obligati usuras solvere teneatur, scilicet illi cui fuerint obligati. Si tamen curia distraxerit pignora, solvat sibi justicia, residuum restituat illi cujus erunt pignora.

Quòd de xx *solidis non detur libellus.*

Statuimus quod de xx solidis et infrà non teneatur aliquis libellum porrigere.

De femoraciis inhibendis.

Statuimus ne aliquis faciat femoracium in viis rectis intra villam (et) compita, nec extrà in stratis publicis prope portas civitatis per tractum balistæ, nec etiam ultrà, ità ut vias publicas non destruant vel etiam impediant, apponendo fimum, vel etiam removendo terram propter fimum apponendum, vel propter aliquod aliud faciendum. Quod si quis contra hoc statutum fecerit femoracium, de cætero pro pœnâ pro qualibet die xii denarios solvat curiæ. Qui verò destruxerit viam, eam reficiat. Hoc tamen addiderunt quod si quis de stabulo suo fimum in viâ publicâ posuerit, prima die et secundâ nihil solvat, si tamen tertiâ die eum faciat ad terram suam vel ad vineam deportari, sive de viâ publicâ removeri. Item addiderunt quòd si quis ante domum suam lutum habeat et paleas ibi apposuerit causâ removendi eumdem lutum, sive causâ desiccandi sive putrefaciendi dictas paleas, nihil primâ die et secundâ solvat, si tamen tertiâ die per totam diem eas removeat.

De Auuantis quæ sunt antè portam.

Statuimus quòd si quis faciat auuantum super domum suam, sive ante domum suam, super viam publicam, et rectum sit spacium XIII palmarum à solo viæ publicæ usque ad dictum auuantum vel unius cannæ et dimidiæ ad minùs.

De Punitione illorum qui ponunt ignem.

Statuimus quòd si quis in aliquo loco ignem apposuerit et damnum dederit in grangiis vel etiam aliquo alio loco, damnum emendet, et ultrà curia possit eum ex officio prout justum videbitur punire, sive violentiam imponere.

De Frumento loco usurarum.

Statuimus quòd si quis Judæus fuerit stipulatus ab aliquo aliquam messem loco usurarum (et) suprà dictum frumentum sive messis, tempore condemnationis, valeat ultra usuras suprà in alio statuto concessas, liberetur debitor solvendo usuras V denarios pro librâ.

Quòd Fidejussor non teneat hostagia, si principalis sit presens.

Statuimus quòd fidejussor seu constitutor non teneat hostagia pro debito alicujus, si principalis sit presens pro solvendo et confiteatur debitum et nullam exceptionem opponat quâ se tueri possit. Sed ipse principalis teneat hostagia, si hoc fidejussor vel constitutor requirat, loco fidejussoris vel constitutoris.

De Bonis offerendis.

Statuimus quòd si quis non solverit debitum in termino sibi dato à curiâ, si vult offerre bona sua omnia cum juramento, quòd non teneatur tenere hostagia. Si verò non vult offerre bona sua vel bona non habeat quæ offerat, teneat hostagia ad cognitionem judicis. Idem dicendum est, et si non offerat omnia bona sua, cum juraverit, si celat bona sua et nihilominùs pœna scilicet X solidorum perjurii contrà eum locum habeat. Et hæc quæ dicta sunt de oblatione bonorum faciendâ, intelligenda sunt, si offerat bona quæ ipse habet in eodem territorio, cùm ipsi duo scilicet reus et actor sunt ejusdem loci. Elapso verò mense à tempore quo inceperit tenere hos-

hominibus, et pontem faciant ubicumquè oportet. Studeant autem ut proprii parietes et aliorum aliqua quæ circa domos quæ ad viam ducunt non labilia sint, id est non ruinosa sint. Si autem non emendaverint neque construxerint, molestent eos qui labilia faciant. Curam autem habeant ut nullus effodiat vias, neque subruat neque construat in viis aliquid. Si autem servus quidam vel vias effodiens, subruens vel in eis aliquid construens fuerit, ab obviante id est itinerante fustigetur. Liber autem demonstretur edilibus. Ediles autem damnificent id est puniant illum liberum secundùm legem et quod factum est dissolvant. Construant autem vias publicas secundùm propriam domum unusquisque, et aquæ ductus purget et construat dominus; ipsi construentes computent dispendium in mercede, id est sumptus factos in constructo. Studeant autem ut antè ergasteria, id est operatoria nihil projectum sit, præterquàm si fullo vestimenta siccet, quæ lanavit, terxit, polivit, superflua elevando talis dictus fullo, aut retronchos exteriùs ponat. Ponant autem et hii ut non prohibeant..... id est rotas quibus vehuntur ligna; idem similibus vehiculis ire. Non permittant autem rixari in viis, neque stercora projicere, neque morticina neque coria jacere.

SEQUUNTUR ORDINATIONES ET STATUTA

FACTA

PER DOMINUM CAROLUM PRIMUM,

TUNC COMITEM PROVINCIÆ, SUPER OFFICIALIBUS.

Statuimus, et ità subaudias in quolibet statuto, primo quod specialiter bonus Senescallus, et judex major, legalis et justus et alii officiales similiter, prout minùs mali, sive meliores inveniri poterunt ordinentur, nec constituatur aliquis malæ famæ. Item, quod ter in anno fiat parlamentum, semel Dignæ, semel Draguignani, semel Aquis in comitatu Provinciæ et in comitatu Forcalquerii, apud Forcalquerium semel in anno specialiter, pro communi statu terræ, per Senescallum. Et dominus Rex eligat sibi consiliarios, scilicet quos voluerit, de

quorum consilio et assensu, officialium inferiorum delicta sive excessus, si qui reperti fuerint, Senescallus corrigat et emendet, diffiniendo in parlamento si fieri potest; ità tamen quod ad parlamentum conveniant illi qui habent querelas contrà officiales de quibus conquerentur, à tempore isto usque ad tempus illud et in futurum. Item quod Senescallo, bajulis, judicibus, clavariis, salaria assignentur quibus sint contenti et nihil ultrà recipiant à subditis, et hoc teneatur servare quilibet proprio juramento. Et si contrà venerint aliqui secundùm quod in jure cautum est puniantur. Item quod nullus officialis recipiat in se compromissum aliquod à subditis, nisi ad expediendum partes amicabiliter, prout in jure. Cavetur et tunc à partibus nihil ob hoc exigat vel recipiat, excepto dato à curiâ. Item quod nullus bajulus vel alius officialis inferior aliquam condemnationem sive exactionem, occasione alicujus fore facti, faciat sine judice. Item quod nullus penam sive mulctam imponat, nisi senescallus, judex vel bajulus, vel de speciali mandato suo; nec imposita levetur sive exigatur nisi permissa per judicem condemnatione. Item quod senescallus vel aliquis alius officialis inferior, non petat, nec peti faciat beneficium ecclesiasticum pro aliquo consanguineo vel familiare suo beneficiando, nisi de licenciâ domini Regis. Item quod nullus ejiciatur de possessione suâ vel quasi sine causæ cognitione judiciali, salvo eo quod si curia denunciaret alicui, quod emisset vel aliter acquisivissset sinè consensu domini, et assignato eidem termino infrà quem probet consensum vel solutionem census, vel non solvisset censum debitum. Item quod nullus condemnetur non vocatus nec citatus ad domum vel voce preconis; et cuilibet, contra quem fit inquisitio, fiat copia inquisitionis; et cuilibet deffensio legitima reservetur si est justa, et de nominibus sive dictis et de dictis sive nominibus fiat copia. Item quod nullus judex vel bajulus maior constituatur in loco undè originem duxit vel ubi domicilium habet, sinè speciali licentiâ domini Regis. Item quod causæ peregrinorum et pauperum miserabilium expediantur purè et per simplex judicis officium, et sinè strepitu judicii et figurâ; et in aliis ordo judiciarius observetur, et pauperes sinè latâ et dispendio expendio expediantur. Qui autem pauperes dicantur arbitrio judicis relinquatur. Item quod judex teneatur bis in die reddere jus, et in publico, sedendo pro tribunali, comparere horis et locis et diebus et temporibus consuetis. Item quod nullus bajulus vel clavarius, vel alius, faciat fieri pignorationes sinè judice, et, justâ causâ interveniente, hoc fiat vel faciat. Itemque quod nullos milites vel domicellos pignoret

infra hospicium suum, quamdiù vellent sufficienter cavere; nec aliquo modo uxor sua, vel alia nobilis in puerperio jacens, scilicet de raubâ lecti sui vel vestimentorum suorum pignoretur. Item quod homines alicujus militis non pignorentur occasione debiti vel delicti domini, nisi invenirentur obligati, vel in culpâ, vel usquè ad quantitatem vel jus in quo domino tenerentur. Istud dimittatur in arbitrio senescalli. Item quod nullus judeus ponatur bajulus vel officialis, nec detur alicui talis potestas in aliquem christianum; consilarii possunt esse officialium. Item quod curiâ ad requisitionem domini juvet ipsum ad compellendos subjectos super fermancia facienda in manibus domini sui, si qui sunt accusati subjecti et inquisiti super aliquâ causâ criminali vel civili et nolunt fide jubere, salvo jure curiæ in omnibus. Item quod dominus vel senescallus ponat officiales omnes, ità tamen quòd senescallus nullum officialem ponat de genere suo sine speciali licentiâ domini Regis. Item quod super novitatibus et injuriis factis in comitatu Provinciæ et Forcalquerii, à tempore domini Regis qui tunc erat comes citrà, fiat inquisitio per aliquos honestos viros, et ea quæ invenerint facta in quibus vertitur mortale peccatum competenter emendentur. Item quod nullus bajulus ponatur in aliquo castro in quo dominus Rex ad manum suam nullam tenet proprietatem; positus autem in castris in quibus habet proprietatem, sit contentus proprietate et ad ipsam pertinentibus, nec extendat manum ad jura parerio-rum sive militum, nec de novo occupet aliquid quòd possideant vel quasi, sinè cognitione judiciariâ nisi domino regi vel senescallo videretur aliquid statuendum. Item quod bajulus et clavarius capitum bajuliarum, de omnibus receptis quibuscunque et ex quâcunque causâ fiat, faciat fieri scripturam per notarium curiæ; ità quod notarius ponat omnia suprà dicta in cartulario speciali, ponendo personam et causam et diem et annum; et si prædicta, infra hebdomadam post receptionem annumerandam ipsam, notarius curiæ non manifestaverit, tanquàm fur puniatur. Et notarius quolibet mense veniat ad computum cum suo judice, et faciat summam de receptis, infra mensem, et summa ipsius mensis de receptis cujuslibet ponatur per manum ejusdem notarii in quodam cartulario, quod custodiat ad hoc specialiter deputatus. Et judex eamdem summam ponat de manu suâ in cartulario notarii. Et bajulus habeat cartularium suum quo similiter omnia faciat scribi. Item quod omnes etiam bajuli et subbajuli omnia recepta faciant poni in cartulario per manum publicam et in adventu judicis sibi omnia revelentur, et fiat indè summa quæ

ponatur in cartulario judicis ut suprà et clavarii et bajuli. Supradicta omnia intelliguntur salvo in omnibus jure domini Regis et dominæ Reginæ uxoris ejus et heredum suorum, et salvâ voluntate dicti domini Regis et senescalli sui, si fortè videretur eisdem aliter observandum; salvis hiis quæ prohibita sunt, specialiter senescallo.

SEQUUNTUR STATUTA

DOMINI CAROLI SECUNDI REGIS.

Statuimus quòd nullus sit disazitus de aliquâ re, quam teneat, nisi priùs cognoscatur de jure vel auctoritate judicis, vel, per defectum, per talem per quem debeat disaziri, et quod auctoritas judicis scribatur antequàm tenens sit disazitus. Item quod judices faciant condemnationes secundùm monetam quæ currit in terrâ ubi condemnationes fient, et quòt habeant respectum ad delictum et monetam; item semper statui quòd nullus officialis qui habeat vadia domini regis mercandare audeat.

Ne uxorati teneant concubinas.

Quia pudicè nobis per omnia pertinet vivere, interdicimus omnibus et singulis uxores habentibus, habere, vel tenere concubinas in domo secum, vel etiam extra domum. Qui verò contrà fecerit, si quidem burgensis, vel nobilis fuerit decem, si plebeius quinque marchas argenti fini, pœnæ nomine, solvere compellatur. Cujus pœnæ decima pars detur ei qui detulerit, residuum sit curiæ temporali; et si quis pœnam prædictam solvere non poterit, ponatur die dominicâ, horâ primâ, publicè, in castello et ibidem usque ad horam comestionis teneatur, ut alii hoc videntes à similibus arceantur. Si quis autem postquàm prædictam pœnam pecuniariam solverit vel corporaliter sustinuerit, concubinam ipsam habere presumpserit, sicut priùs, pœnam prædictam pecuniariam vel corporalem, iterùm subire cogatur; et sic deinceps, quàmdiù in eodem peccato permanserit, teneatur totiens quotiens in eodem peccato deprehensus fuerit, ut est dictum, ut, pœnâ docente, discat castè vivere, non autem delectare vel amare illicita, divinoque atque nostro

beneplacito repugnare. Ipsæ verò concubinæ pœnâ per omnia consimili imminente, delicto etiam æquali, proximas eis consimiles pœnas imminere justum reputamus.

Statutum ne bis idem debitum petatur.

Volentes quantùm possumus illorum fraudibus obviare, qui lucris illicitis inhiantes, contra bonam fidem, bis idem debitum exigere moliuntur, statuimus ut mandamenta judicialia, vel qualibet alia instrumenta de quocumque debito facienda, si à tempore ultimi debiti, solutione ejusdem debiti non factâ, in jure et querellâ, vel postquàm desierit creditor in curiâ litigare seu conqueri triennium transierit, nullius firmitatis existant, nec debitum in talibus mandamentis vel instrumentis descriptum exigatur; et tunc vel aliqua ipsius pro ipso compensatio, exceptio vel receptio concedatur, nisi infrà triennium mandamentum, vel instrumenta prædicta fuerint renovata. Hoc autem in mandamentis de cætero faciendis, et etiam jam factis seu receptis, si tamen solutionis debiti in eis descripti terminus ultimus venerit, locum habere sanximus, ut tamen in hujus mandamentis vel instrumentis quorum ultimus terminus jam transiit, incipiat terminum computari ab eo tempore quo presens nostra constitutio fuerit publicata. Si pro causis temporalibus cogitamus, multò magis pro animarum salute providentia est nostræ sollicitudinis adhibenda.

Ne Judei habeant nuncium christianum, vel pedisecam, vel nutricem.

Absurdum est ut blasphemus Christi Judeus imperet orthodoxis, aut in christianos vim alicujus exerceat potestatis; undè districtiùs inhibemus Judeos cujuscumque sexus habere nutricem vel ancillam seu pedisecam christianam, vel nuncium aliquem christianum. Christiani verò seu christiana non presumant se subjicere Judeis, modo aliquo prædictorum.

Ne Judei exerceant officium curiæ.

Prætereà sanximus neminem Judeorum quodcumque publicum officium cujuscumque curiæ administrare, vel gerere, occasione cujus possit in christianos aliquam potestatem publicam exercere. Qui verò contra nostram præsentem constitutionem personam christianam tenere, vel habere cum Judeis, ut nutrix vel pediseca, vel etiam ut nuncius moram facere, vel aliquod officium gerere, vel administrare presumpse-

rit, duas marchas argenti fini curiæ temporali solvere teneatur. Et si quis pœnam prædictam solvere non poterit, ponatur quatuor diebus dominicis publicè in castello, et ibidem, quâlibet vice, usque ad horam comestionis teneatur, ut alii hoc videntes à similibus arceantur. Si quis autem postquàm prædictam pœnam pecuniariam solverit vel corporalem sustinuerit, presentem nostram constitutionem in aliquâ sui parte, iterùm violare presumpserit, sicut priùs pœnam prædictam pecuniariam vel corporalem, iterùm subire cogatur, et sic deinceps quamdiù in eodem delicto deprehensus fuerit, ut est dictum. Ille verò qui aliquod de prædictis officiis gerendum vel administrandum alicui Judeo tradere visus fuerit, quatuor marchas argenti fini pœnæ nomine teneatur solvere. In omnibus autem casibus qui in prædictis omnibus et singulis constitutionibus continentur, volumus procedi ad veritatem, exactionem et delinquentium coercitionem per simplex officium judicis competentis et sinè strepitu judicii et figurâ. Per premissas autem constitutiones non intendimus derogari aliis pœnis legalibus quæ premissis causis delinquentibus imponuntur. Volumus etiam, presenti edicto in perpetuum valituro sanximus, quòd pœnæ omnes pecuniariæ contrà transgressores, in prescriptis constitutionibus, constitutæ et stabilitæ, quarum delatio et exactio ad nostram pertinebat curiam, ad eleemosinarium nostrum debeant pervenire, per eum pauperibus eroganda. De aliis verò quarum delatio et exactio ad eamdem curiam immediate non pertinet, fiat juxta provisionem eorum ad quos pervenire debeant et pertinere noscuntur. Quæ igitur placuit nobis et per prædictas constitutiones nostras salubriter sunt sanxita, faciat tam presens senescallus in noticiam omnium subditorum dictorum comitatuum pervenire, et ea tam tu presens quàm vos alii futuri studeatis efficaciter observari, ac per alios subditos nostros, prout pertinebat ad juridictionem cujuslibet, facere observari. Datum Aquis, anno Domini MCCXC die octava februarii, septimâ indictione, regnorum nostrorum anno quinto. Ipsius igitur auctoritate mandati, vobis omnibus et singulis districtè præcipiendo mandamus quatenùs prædictas constitutiones regias faciatis singuli vestrûm ad subditorum nostrorum omnium audientiam pervenire, easque tàm vos presentes quàm alii futuri sinè corruptione faciatis servare, ac per alios subditos dicti domini regis, prout pertinebit ad juridictionem cujuslibet, facere inviolabiliter observare; facientes totam pecuniam, propter transgressionem dictarum constitutionum perventarum, domino procuratori regio, vel ad hoc constituendo, per eum integraliter assignari, juxta ordinationem regiam

suprà scriptam, in eleemosinam majoris curiæ regiæ convertendam. Præsentes autem litteras per vestrùm quemlibet latori ipsarum, postquàm in cartulario curiæ per manum publicam notatæ fuerint, restitui volumus et sigilli curiæ nostræ in iisdem apponi, in signum mandati fideliter exsequti. Datum Dignæ, anno quo suprà, die nona septembris. Item postèà publicè fuerunt publicata Aquis.

Quòd curia secularis potest capere bona excommunicatorum si infra annum non sunt absoluti.

Si pro causis temporalibus cogitamus, multò magis pro animarum salute providentia nostræ sollicitudinis adhibenda. Quia igitur nonnulli insolertes excommunicationis, sententiam quæ medicinalis est, si contempta non fuerit, in animarum suarum dispendium vilipendunt, idcircò ne culpam facientis videamus incurrere quam habet ille qui quod potest corrigere negligit emendare, statuimus ut si quis de cætero excommunicationis sententiam latam à jure, postquàm legitimè monitus fuerit, per aliquem archiepiscopum vel episcopum terræ nostræ, vel de ipsius expresso et speciali mandato publicatam vel promulgatam in ipsum, ritè et legitimè, per aliquem archiepiscoporum vel episcoporum prædictorum, et legitimè publicatam sustinuerit per annum, animo indurato, bona omnia ipsius capiantur per curiam secularem cui fuerit ille subjectus, tenenda per ipsam donec fuerit absolutus.

Ut excommunicatus publica officia exercere non presumat et officiales seculares processum judicibus ecclesiasticis per pœnarum impositionem non turbent, sed auxilientur eisdem.

Item, quia cum illis quos sacrosancta vetat ecclesia, nulla nobis communio esse debeat, statuimus quòd nullus excommunicatus à jure vel ab homine de cujus excommunicatione sit curia debito modo certa, recipiatur ad aliquod publicum officium pro aliquâ temporali curiâ exercendum; et si quis publicorum officialium sententiam excommunicationis incurrerit, et de hoc fuerit curia modo debito certa, non permittatur officium exercere donec fuerit absolutus. Cùm spiritualis et secularis potestas sibi invicem non repugnent, sed mutuò sese coadjuvant, est consonantia quædam bona, omne quidquid est utile humano conferens generi; quapropter præcipimus quòd nullus officialium nostrorum juridictionem vel processum spiritualis judicis

ecclesiastici audeat, pœnarum impositionibus seu præconisationibus vel aliter, indebitè impedire. Quinimò per judices ecclesiasticos in spiritualibus requisiti, præstent ipsis, prout jura volunt, auxilium brachii sæcularis. Qui verò, impediendo prædictam juridictionem, vel processum spiritualem, vel non præstando, ut est dictum, auxilium brachii sæcularis, presens statutum violare presumpserit, unam marcham argenti fini pro pœnâ nostræ curiæ quâlibet vice cogatur inferre.

Ne laïci portent tonsuram in formâ clericalis tonsuræ.

Prohibemus etiam ne aliquis laïcus tonsuram vel rasuram capitis, factam in formâ seu figurâ tonsuræ seu coronæ clericalis, audeat, quâcunque causâ vel occasione, portare : cùm hoc tàm jura quàm honestas repugnent, et sit perniciosum exemplo. Qui verò contrà fecerit unam marcham argenti curiæ temporali solvere pœnæ nomine compellatur. Et si quis pœnam prædictam solvere non poterit ponatur die dominica, horâ primâ, publicè, in castello et ibidem usque ad horam comestionis teneatur, ut alii hoc videntes à similibus arceantur. Si quis autem, postquàm pœnam prædictam pecuniariàm vel corporalem sustinuerit, tonsuram vel rasuram portare presumpserit, sicut priùs, pœnam prædictam pecuniariam vel corporalem iterùm subire cogatur. Et sic deinceps, quamdiù in eodem delicto permanserit, pœna prædicta coerceatur, totiens quotiens in eodem delicto deprehensus fuerit, ut est dictum.

Ne officiales possint aliquid emere.

Item, quòd redditus castrorum vendantur, retentis justiciis et trezenis, tali modo quòd nullus serviens, nec bajulus, judex, nec castellanus, neque senescallus, nec aliquis qui habeat vadia regis, possit nec debeat indè aliquid emere.

Contra illos qui non colunt festa.

Item, quia quidam dies dominicas et alia festa quæ per ecclesiam inducuntur et sunt ipso jure inducta, presumunt temerè violare, opera prohibita faciendo, statuimus quòd quicunque talis inventus fuerit XIII denarios regales coronatos, pœnæ nomine, solvere teneatur, quorum denariorum sex denarii sunt curiæ temporalis, et sex alii parrochialis ecclesiæ, et unus exsequtoris curiæ per quem fiet exactio hujus pœnæ.

Qualiter quilibet vel una persona vadat ad ecclesiam diebus dominicis et qualiter puniatur qui facit contrarium.

Hortamur et præcipimus quòd omnes qui nobis sunt immediatè vel mediatè subjecti veniant ad ecclesiam et ibi divinum officium et mandamenta ecclesiæ audiant et suscipiant, ut tenentur; et specialiter statuimus quòd omni die dominicâ veniat ad ecclesiam parrochialem unâ saltem persona de quâlibet domo et in ipsâ ecclesiâ missam et mandamenta ecclesiæ audiat reverenter. Si verò contingerit ut die dominica non venerit saltem una persona de quâlibet domo, ut est dictum, dominus vel domina illius domûs XII denarios regalium coronatorum, pro pœnâ, solvere teneatur, nisi excusâ necessitatis se valuerint excusare, quorum denariorum sex sint curiæ temporalis, et sex alii parrochialis ecclesiæ, et unus exsequtoris curiæ per quem fiet exsequtio hujus pœnæ.

LITTERA

ILLUSTRISSIMI DOMINI CAROLI SECUNDI,

DEI GRATIA

REGIS JHERUSALEM ET SICILIÆ.

Ubi pecunia convertatur illorum qui operantur diebus festivis et tenent concubinas.

Anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo octavo, die secundâ junii, litera cujus tenor talis est presentata fuit per Johannetum Martini in Castro Despitello.

Carolus secundus Dei gratiâ rex Jherusalem et Siciliæ, ducatus Apuliæ, et principatus Capuæ, Provinciæ et Forcalquerii comes, Senescallo, vicariis, bajulio, judicibus, cæterisque tàm officialibus quàm aliis per comitatus Provinciæ et Forcalquerii constitutis, tàm presentibus quàm futuris fidelibus suis, gratam suam et bonam voluntatem. Olim, de subditorum nostrorum in prædictis comitatibus honestâ vitâ, dominicâ vigilatione agentes, ut vita ipsorum accepta

esset hominibus et Deo grata, inter alia statuisse meminimus eosdem subditos christianos et christianas, scilicet ecclesia subscripta, sub determinatione diversarum pœnarum, pro diversitate criminum, nostræ curiæ applicandarum, vivere modo sub scripto : Videlicet quòd singulis diebus dominicis et festivis, quos sancta mater ecclesia sollemnia indicit, quilibet christianus ab operibus vetitis prorsùs abstinere, nec ipsorum dierum sollemnitates, alias celebres celebriis, turpibus actibus maculare presumat. Hortantes etiam et mandantes ut omnes, in diebus hujus modi, una saltem persona de domo quàlibet ad ecclesiam veneranter accedant, divinum officium ibi auditura et mandata ecclesiastica subitura. Statuimus insuper, ne aliquis laïcus tonsuram vel rasuram capitis, ad formam clericalis coronationis defferat, veluti tàm juri quàm honestati repugnant. Cæterùm, decernentes absurdum Judæos Christi blasphemos in christianos habere imperium et auctoritatem mandandi, vetuimus quòd nullus Judæus haberet christianam nutricem Judæorum infantum, nec sexùs alterutrius quomodo libet servitorem. Item detestabile tenentes et pravum quòd quis accipiat in vanum nomen Domini nostri, statuimus perjuros omnes, secundùm diversitatem personarum, diversâ pœnâ plectendos. Insuper in decore pudiciciæ delectari ediximus, inhibentes quòd nullus in domo secum vel extra domum tenere presumat coucubinas. Verum quia dignum fore conspicimus quòd obventiones pœnarum quæ perveniunt de dictis criminibus, cedant in honorem et laudem Domini qui offenditur in peccatis, statuimus ad beneplacitum nostrum et vestrum cuilibet præcipiendo mandamus, quatenùs quidquid ex premissis excessibus et quomodolibet premissorum, nomine pœnæ, juxta statuta nostra debet ad curiam nostram pervenire, religioso viro fratri Petro de ordine predicatorum, eleemosinario nostro, aut ejus procuratori, seu nuncio, solvere et assignare curetis, per eum in eleemosinis convertendam. Et quia prædictum statutum contra perjuros et concubinarios sic est compendiosè contextum quòd ipsius brevitas posset aliquibus nubilum dubietatis ingerere: declarando decrevimus inter perjuros quòd dictum statutum complectitur contineri: continentes etiam perjuros qui suis creditoribus, pro creditis solvendis, aut aliis eorum conventionibus adimplendis, jurant ad sancta Dei evangelia, post lapsum certorum terminorum in certis locis tenere hostagia, et contra hujusmodi eorum juramentum venire presumunt. Item concubinarios etiam de quibus facit præscriptum capitulum mentionem astringi et contineri volumus omnes et singulos adulteros qui semel aut pluriès in-

tercipientur aut convenientur adulterium commisisse, quorum adulterorum pecuniaria pœna, si quæ debetur, curiæ nostræ commodis applicari, ad prædictam eleemosinam deportetur, et præfato eleemosinario nostro, seu ejus nuncio propterèà tribuatur. Datum Aquis, anno Domini MCCXCVIII, die XI mensis februarii, XI indictione, regnorum nostrorum anno XIV.

DECLARATIO SANCTA.

Carolus, etc., bonam voluntatem, etc. Olim deliberatione consultâ in comitatibus nostris prædictis, inter alias constitutiones, ediximus continentiæ sequenti, volentes quantùm possumus illorum fraudibus obviare quæ lucris (illicitis) et superiùs usquè renovantur; ut autem nulla de præmissis dubietas oriatur, quæ velut relatibus fide dignis accepimus, nonnullos ex fidelibus nostris eorumdem comitatuum minùs debitè discriminosè vexant, præsentibus declaramus, volumus et expressè jubemus, quòd dicti triennii spatium de quo in eâdem constitutione fit mentio ad eos dumtaxat qui diffamati fuerunt, sunt vel erunt, quòd (qui) bis idem quodcunque debitum, conscientiæ laxatis habenis, propterèà conantur exigere intelligent extendi. Quarè vobis universis et singulis sub obtentu gratiæ nostræ, presentium tenore, districtè præcipimus quatenùs dictam constitutionem nostram, sub triennii spatium in eâ contentum, juxta declarationem nostram hujus intelligere de cætero habeatis. Præsentes autem nostræ declarationis originales litteras, postquàm earum transcriptum quicunque vestrûm ad quem ipsas contingerit in publicam formam redigi fecerit, ad cautelam petentis cujuslibet, cujus interesse nosciter tradi et exhiberi, mandamus efficaciter in anteà ad vestrum singulos valituras. Datum Brinoniæ, anno Domini MCCXCVII, die duodecima augusti, decimâ indictione, regnorum nostrorum anno decimo tertio.

LITTERA

HUGONIS DE VICINIS SENESCALLI PROVINCIÆ.

Hugo de Vicinis miles, Provinciæ et Forcalquerii senescallus, vicario et judici Tarasconis, et eorum alteri, salutem et amorem sincerum, litteras sacræ regiæ majestatis Jherusalem et Siciliæ nos de novo recepisse noveritis, formam hujus continentes :

LITTERA DOMINI CAROLI SECUNDI REGIS.

Carolus secundus, Dei gratiâ rex Jherusalem et Siciliæ, ducatus Apuliæ et principatus Capuæ, Provinciæ et Forcalquerii comes, seneschallo Provinciæ, presentibus et futuris fidelibus suis, gratam suam et bonam voluntatem. Decet regalem providentiam ità reipublicæ curam gerere, et investigare commoda subditorum, ut sublatis, prout est possibile, maliciosis adinventionibus quibuscunque, publica utilitas incorrupta permaneat, et singulorum status jugiter servetur illæsus. Sanè fide digno relatu plurium intelleximus quòd nonnulli propriis commodis in aliorum præjudicium inhiantes, possessiones et jura in comitatibus nostris Provinciæ et Forcalquerii, et terris aliis covicinis nostro subjectis dominio constituta, quæ non possunt titulo venditionis vel alio consimili, sine curiæ nostræ vel consensu, transferri, et pro quibus præstandum est trezenum seu laudimium curiæ nostræ vel aliis, cùm possessiones ipsæ, vel jura venditionis, vel alio consimili transferruntur, presumunt concedere seu transferre sine consensu prædicto et nullo præstito laudimio seu trezeno, recepta pro ipsis possessionibus seu juribus magnâ quantitate pecuniæ ac recepto aliquo censu modico in eisdem seu etiam pro eisdem; nos igitur hujus (modi) calliditatibus obviantes et attendentes quòd contractus naturam sapiunt venditionis, et est de ipsis circà præmissa, ut de venditionibus, nec non de venditionum contractibus judicandum, prohibemus hoc edicto in perpetuum valituro, tales contractus in comitatibus et terris prædictis de cætero fieri, sine consensu illorum quorum consensus in vendi-

tione fuerat requirendus : statuentes quòd pro contractibus hujus(modi), tanquàm pro venditionibus præstari trezenum. Si verò contrà factum fuerit, possessiones seu jura super quibus contractus hujusmodi fuerit attempptatus, ipso jure illi applicentur cujus consensus requirendus fuerat et cui debuerat præstari trezenum ; liceatque ipsi domino ea capere seu apprehendere, auctoritate propriâ, vel, si voluerit in judicio experiri, audiatur mero judicis officio et sine strepitu judicii et figurâ. De hiis verò alienationibus quæ per prædictas fraudes et machinationes antè tempus presentis edicti sunt facta, statuimus sollicitè et diligenter inquiri per officium judicis et, veritate compertâ, alienationibus ipsis penitùs irritatis, possessiones ipsas et jura hujusmodi, in statum pristinum revocari, vel si fortè illi in quorum prejudicium facti sunt predicti contractus dicant prædicta sic alienata in commissum incidisse per jura scripta vel alia, quibus quidem in hâc parte non intendimus derogare, sed uti possint liberè jure suo. Volumus igitur et fidelitati vestræ præcipiendo mandamus, quatenùs edictum nostrum et ordinationem hujusmodi faciatis in comitatibus et terris prædictis solemniter publicari et inviolabiliter observari, præsentibus litteris, in archivo nostræ curiæ perpetuè observandis. Datum Neapoli per Bartholomeum de Capuâ militem, regni Siciliæ protonotarium et magnæ curiæ nostræ magistrum rationalem. Anno Domini MCCXCIV, die XXV maii, VII indictione, regnorum nostrorum anno X.

STATUTUM DOMINI REGIS

FACTUM CONTRA USURARIOS.

Carolus vel Robertus, etc.; ad audientiam nostram clamosâ insinuatione pervenit, usurarii pravitatem quæ adquisitarum rerum plenitudine non minuit, sed adquirendarum cupiditatem plùs accendit, in comitatibus nostris Provinciæ et Fercalquerii, tàm in animarum periculum quàm in dispendium facultatum multipliciter excrevisse, ut jam producta in publicum nec humanæ legis edicta, nec sanctorum Patrum sententiam deformidant, divinam vilipendendo ultionem, temporalem etiam pœnam ex eo propterea contemnunt, quòd apud humanum judicium veritatis indaginem probationis efficit difficultas. Crimen istud voluit utriusque juris ratio dampnatum meritò, per se-

quientes, de prelatorum, religiosorum, baronum et sapientum nostrorum consilio; *igitur* præsenti constitutione in suprà dictas communiter perpetuò valiturâ statuimus, ne quis in comitatibus ipsis, indè oriundus vel aliundè, de pecuniâ vel rebus suis, per se vel alium, usuras exerceant publicè vel occultè: neque in contractu usurarum, vel quo usuraria pravitas fraudulenta contineatur, facere aliqualiter præsumant. Quòd si quis de cætero atemptaverit, et indè legitimè convictus fuerit, ad tollendum sibi hujus probationis difficultatis fiduciam, si publicâ contra eum famâ præcedenter, quatuor saltem testibus fide dignis et omni exceptione majoribus, usurarius sit inventus; quamvis idem testes inscii sint, quoàd loca et quantitates et tempora, singulares, dùm tamen ad id concordent, quòd principaliter agitur: scilicet, ut infamatus deinceps usurariam exerceat pravitatem, habeatur idem usurarius pro convicto et pro quâlibet librâ cujuslibet monetæ quam dicto utroque (judicio) convictionis, vel eorum altero, habuisse inventus fuerit, pro usuris, in centum solidos ejusdem monetæ multetur, nostræ curiæ applicandis, et usuras hiis à quibus receperit eas restituere teneatur. De quarum utiquè usurarum quantitate, ubi legitima probatio fortè defuerit, dictorum quatuor testium, cujuslibet de quantitate de quâ testificatur, stare volumus juramento. Et si testes plures quàm quatuor contra ipsum fœneratorem, post dictam conventionis sententiam exercerint, forma eadem, in prædictis quatuor testibus prænotata, de pluribus observetur. Adjicimus etiam in crimine isto, sicuti et in aliis, defferente aliquo ad inquisitionem, ex officio per curiam nostram procedi, et ex eo exigi pœnam suprà dictam. Et nihilominùs curia eumdem fœneratorem, in casibus suprà dictis, similiter ex officio cogat ad restitutionem usurarum hiis qui eas solverunt faciendam.

Hæc est forma inquirendi contra usurarios, secundùm tenorem statuti regii.

Anno, etc.; cùm usurarum voracitas verum... in tali castro exercerint, per nonnullos homines incolas et habitatores dicti castri, quòd Deum postponant, usuras manifestè exercendo, ac contractus usurarios publicè in fraudem usurarum contrahendos; edictum idcircò, ad extirpandam radicem vicii et pestis suprà dictæ contra delatos in prædicto delicto et super eodem diffamatos, tàm super famâ quàm super mutuo, quàm etiam super contractibus in fraudem usurarum factis, ac pœna commissa per eosdem usurarios, per statutum regium contra

usurarios ordinata; talis curia infrà se et quilibet prædictorum ad inquirendum veritatem de prædictis, et reperta veritate puniendos processit, prout juris ratio, et statutum regium suadebit. Item eadem curia ex officio suo inquirere voluit quòd nonnulli homines talis castri et specialiter usurarii, contractus usurarios in fraudem usurarum facientes, quantumcunque debitum in toto vel in parte creditoribus sit solutum per debitores, contrà statutum regium et pœnam in eo contentam, instrumenta debitoribus minimè restituerunt. Undè cùm homines infrà scripti creditoribus fuerint plurium debitorum obligati et instrumenta habuerunt de ipsis debitis jam solutis in totum vel in parte quæ nondùm sunt restituta debitoribus ipsis, scilicet ea penitùs retinuerunt et adhuc retinent, contra formam statuti regii, et pœnam in eo contentam. Idcircò curia prædictâ possit contra infrà scriptos et quemlibet ipsorum et maximè contra diffamatos de crimine usurarum, ad inquirendum veritatem, et eâ repertâ puniendum juxta tenorem statuti, prout juris ratio suadebit.

STATUTA

FACTA

PER DOMINUM JOHANNEM SCOTI SENESCALLUM

SUPER

FACTO OFFICIALIUM, PER DOMINUM REGEM CAROLUM.

(1288-92.)

In primis statuimus quòd quilibet vicarius seu bajulus teneatur reddere computum et venire cum clavario Aquis, coram auditoribus rationum, adeò benè, quemadmodùm clavarius de hiis quæ recipiet à clavariis, et quòd restat sic ut remaneat semper super clavario.

ALIUD STATUTUM.

Item, quòd vicarii sive bajuli habeant cartularium in quo scribantur, per manum notarii curiæ regiæ, recepta clavarii et expensæ quas faciet de mense ad mensem, sicut aliàs per dominum nostrum regem extitit ordinatum. Et vicarius, bajulus et clavarius hoc jurent. Et si contingat quòd vicarius sive bajulus non esset in curiâ præsens, quòd

clavarius teneatur cum uno ex notariis curiæ computare, sicut cum illo quem vicarius sivè bajulus elegerit ad dictum computum faciendum.

STATUTUM.

Item, quòd omnes latæ, grossæ et minutæ, et trezenà, scribantur in uno cartulario, et omnes contestatores litium, in quo cartulario nihil aliud scribatur, et quòd vicarius, bajulus sive clavarius, dictum cartularium non teneant, scilicet semper in curiâ remaneat, et quicunque voluerint aliquid de cartulario, possint habere transcriptum sive translatum.

STATUTUM.

Item, in quodam alio cartulario scribatur bannum impositum de die et nocte, et preconisationes et termini falliti, et litteræ non obtemperatæ pœnam constituentes. Et quòd judex teneatur, prout justum fuerit, condemnare inobedientes. Et prædictum cartularium remaneat semper, penes notarium in curiâ; cujus cartularii vicarius, bajulus seu clavarius possint habere transcriptum.

ALIUD STATUTUM.

Item, cartularia in quibus scribentur omnes condemnationes, grossæ et minutæ, non liceat vicario, bajulo seu clavario portare secum extra curiam; sed semper remaneant in tabulario notariorum; tamen vicarius, bajulus seu clavarius transcriptum condemnationum teneantur penes se habere.

ALIUD STATUTUM.

Item, quòd omnes condemnationes quæ poterunt extrahi à condemnatis, à quibus non fuerit appellatum, extrahantur infra tres menses, nisi per majorem dilatio ducta esset. Et quòd illæ condemnationes, à quibus extiterit appellatum, post confirmationem infra duos menses exigantur, secundùm formam suprà dictam.

ALIUD STATUTUM.

Item, quòd quilibet vicarius seu bajulus in introïtu sui officii teneatur retinere et habere penes se nomina condemnatorum et quantitates condemnationum non cancellatarum in cartulariis curiæ, à xv annis citrà. Ità, quòd tàm de nominibus quàm de quantitatibus possit facere fidem quicunque per curiam fuerit requisitus.

ALIUD STATUTUM.

Item, nullus de bajulis minutis, constitutis per bajuliam seu vicariam, in aliquo castro, possit audire aliquam quæstionem à v solidis suprà; sed partes remittant ad curiam ordinariam suam. Nec possint laudare aliquam venditionem, cujus trezenum excedit summam v solidorum. Nec laudare possit aliquam aliam venditionem seu possessionem in quâ jurisdictio alienetur. Vicarii verò et majores bajuli alienationes quascunque in quibus alienabitur jurisdictio, laudare possint, retentâ voluntate domini senescalli; et quòd ipsarum alienationem, infra mensem à tempore ipsius laudationis, notificent domino senescallo sub pœnâ dupli valoris rei ablatæ.

ALIUD STATUTUM.

Item, omnes vicarii et bajuli sub sacramento teneantur visitare bis in anno totam vicariam vel bajuliam, ne jura curiæ per aliquos occupari valeat vel aliquatenùs usurpari.

ALIUD STATUTUM.

Item, omnes accusationes, denunciationes et omnia alia quæ curiæ per personam aliquam denunciabuntur et quæ pertinent ad curiam regiam, ponantur in cartulario curiæ, et notarii infra mensem unum teneantur prædicta inquirere et complere illud quod compleverit per eosdem.

ALIUD STATUTUM.

Item, quòd judices, de duobus in duobus mensibus, ad minùs, debeant facere condemnationes et sepiùs si poterunt, bono modo, et factis condemnationibus, nomina condemnatorum et quantitates condemnationum ad cameram thesaurarii infra XL dies debeant assignare.

ALIUD STATUTUM.

Item, quòd dicti judices teneantur, infra trium septimanarum spacium, carceratos expedire condemnando vel absolvendo, nisi talis esset causa propter quam essent non immeritò detinendi et à tribus verò septimanis in anteà, nisi fuerint plùs ex justâ causâ detinendi ut dictum est, dicti judices solvant expensas eorum.

ALIUD STATUTUM.

Item, quòd quilibet clavarius teneatur, de mense in mensem, cum suo vicario vel bajulo computare de expensis et receptis per eum factis, vel saltem de duobus in duobus mensibus. Cujus computi transcriptum vicarius seu bajulus penes se retineat et habeat et cùm ad computos venerit, secum ad dictos computos habeat apportare.

STATUTUM.

Item, quòd clavarii seu bajuli illi qui in recipiendo pecuniam, exercent officium clavarii, teneantur quàm citò, de condemnationibus de quibus fuerit satisfactum, condemnationes ipsas cancellare, per totam diem crastinam ex quo soluti fuerint, et hoc sub poenâ duplicis condemnationis ejusdem.

STATUTUM.

Item, quòd cursores teneantur portare insulas de die, de signo curiæ, in capite vel in collo, ità ut ab hominibus cognoscantur; et hoc sub poenâ

v solidorum, pro singulis vicibus quibus de die sine ipsis reperirentur: quas calotas sive beretas eis fieri faciant clavarii suprà dicti.

ALIUD STATUTUM.

Item, quòd nullus officialis, cujuscunque conditionis existat, recedat seu exeat juridictionem, seu terram sibi commissam vel officium suum, nisi de licenciâ domini senescalli vel pro expressis negociis curiæ. Propriis autem negociis exire possint et moram facere absque licenciâ, per quatuor dies tantùm.

ALIUD STATUTUM.

Item, quòd cùm appellantes sæpè fraudem committant in presentatione literarum quæ concedantur eisdem per dominum senescallum vel majorem judicem, videlicet in præsentando eas ut possint eorum quæstiones differre et solutiones tardare, quòd si contingat eas non presentasse, coràm senescallo vel majori judice, procedere paratos in quæstione seu quæstionibus eorum, infra duos menses à tempore concessionis literarum quibus cavetur, quòd exactio non fiat vel pignoratio; quòd tunc in anteà procedatur ad exactionem condemnationis prædictæ nisi paratus esset in continenti fore se impeditum justo impedimento. Et hoc intelligatur de condemnationibus factis ex officio judicis, et non causis ordinariis et hiis tantùm quæ ad curiam pertinent sive exspectant.

ALIUD STATUTUM.

Item, quòd quilibet sciat et scire teneatur nomina servientum cujuslibet castri; et, cùm mutuum eis faciet particulariter et distinctè, ne castellani possint eorum mutuum retinere vel in aliquo diminuere.

ALIUD STATUTUM.

Item, quòd quilibet castellanus non possit nec debeat mutare aliquem servientem de hiis qui ibi sunt, vel aliquem ibi de novo instituere, quamvis esset ibi defectus, absque licenciâ domini senescalli. Exceptis tamen illis servientibus qui morantur cum ipsis castellanis, et qui concessi sunt eis per curiam, quòd eis liceat mutare pro suo arbitrio voluntatis.

STATUTUM.

Item, quòd quilibet bajulus, clavarius, pedagerius, seu gabellarius aut alius pecuniam curiæ recipiens, teneatur aportare, cùm venerit ad computos, cartularium tàm de receptis quàm de expensis, ità quòd unum ex eis dimittatur in camerâ rationum. Et quòd quilibet clavarius adducat secum unum ex notariis curiæ, pro suâ ratione reddendâ.

ALIUD STATUTUM.

Item, quòd vicarii, bajuli, judices ordinarii, ea quæ per se poterunt expedire non remittant ad dominum senescallum vel majorem judicem sub pœnâ x librarum; nec faciant venire subjectos ad prædictos dominos senescallum et majorem judicem, prope missis quæ ipsorum officio incumbunt.

STATUTA

FACTA

PER DOMINUM CAROLUM SECUNDUM,

REGEM JHEROSOLYMÆ ET SICILIÆ,

ET CONFIRMATIO STATUTORUM DOMINI CAROLI PRIMI

ET DOMINI RAYMUNDI BERENGARII.

Hugo de Vicinis miles, talis loci dominus, Provinciæ et Forcalquerii senescallus, vicario et judici, clavario et notariis Aquensibus, salutem et amorem sincerum; à sacrâ majestate regiâ litteras nos recepisse noveritis in hâc formâ.

LITTERÆ DOMINI CAROLI REGIS JHEROSOLYMÆ ET SICILIÆ.

Cărolus secundus, Dei gratiâ Hierosolymæ et Siciliæ rex, ducatus Apuliæ et principatus Capuæ, Provinciæ et Forcalquerii comes, Hu-

goni de Vicinis militi, manescalliæ nostræ magistro, senescallo Provinciæ et Forcalquerii, dilecto consiliario, familiari et fideli suo, gratiam suam et bonam voluntatem. Mentem nostram, inter sollicitudines alias, hæc cura præstimulat ut reipublicæ fructuum dispendiis occurrentes, ex quibus nonnunquàm ipsius privatæ rei commodum læditur statusque vexatur, et ejus consulamus detrimenta, tollamusque quæ per quosdam jàm quodammodo abusum irrepresentant et fidelibus etiam nostris comitatuum Provinciæ et Forcalquerii ad quos regiæ majestatis affectione dirigimur, status debitæ prosperitatis arrideat, et conditio meliorata succurrat; per hoc et ejusdem tàm rei publicæ quàm privatæ provisio altera per alteram plus valebit. Ecce igitur dispositis fieri hactenùs, cùm in partibus Provinciæ fuimus, constitutiones nuperiùs edimus et redactas in valituram perpetuò sanxionem, tibi presentibus insertis transmittimus per presentem portitorem. Tuæ igitur fidelitati præcipiendo mandamus quatenùs condentis beneplacito complacens, et sanxiones te judicio et sanxioni conformans, statìm receptis presentibus, constitutiones ipsas et capitula facias in publicum divulgari, et ad clariorem certioremque notitiam eorumdem, singulis Vigueriis comitatuum prædictorum, formam et copiam, de verbo ad verbum illorum, sub tuo sigillo, gratis exhibeas, sub certâ et formidabili pœnâ, tàm eis quàm singulis aliis inducturus, ut constitutiones et capitula ipsa observent tenaciter et contra illa penitùs nihil temptent. Tuque, in exemplum laudabile aliorum, illa inviolabiliter serves et teneas et intransgressabiliter exsequaris. Sicque statuas prudenter et ordines quod unusquisque aliorum officialium comitatuum predictorum, tàm presens quàm successivè futurus, in assumpsione seu ad officium exercendum, priusquàm illud exercere incipiant, specialiter jurent, tactis sacrosanctis evangeliis, quòd constitutiones et capitula, tàm bonæ memoriæ domini patris nostri et comitis Raymundi Berengarii, quàm præsentia ipsa nostra, toto sui officii tempore teneant et observent et faciant inviolabiliter observari. Tu autem de exsecutione præsentium fieri facias scripta competentia publica, quorum alium tibi retineas, et alium ad curiam nobis mittas.

CONSTITUTIONES VERO

ET

CAPITULA IPSA

sunt hæc videlicet :

Veteris juris laudabilia sequentes exempla, quæ inter privatum et fiscum specialiter judicis delegant cognitionis examen, hujus constitutionis edicto statuimus ut de omnibus causis et litibus quæ inter curiam et fideles nostros comitatuum Provinciæ et Forcalquerii oriri contingit, senescallus et major judex eorumdem comitatuum per modum ordinarium, seu extra ordinarium, præsente procuratore nostro, cognoscant, ne sub diversis tribunalibus quod contingebat, hactenùs curia nostra subeundo judicia diversa vexetur, et ipsius indemnitatibus per delegationem certi et determinati judicis consulatur. Cognitiones autem prædictarum litium et causarum coram aliis judicibus habitas, ipso jure nullas esse jubemus, ut coram ipsis incompetentibus judicibus actitata, in ordinario judicio vel arbitrali vacatione, ad aliquam probationis vel præsumptionis speciem addnci non possit, consuetudine obtentâ in contrarium hactenùs super hujusmodi presentis sanxionis vigore sublatâ quam in futuris negociis tantùm unius volumus obtinere. Placeat, rationalis consilii tenore propenso, presente nostrâ inviolabili ordinatione præscribere, ut de singulis terris, possessionibus, redditibus, proventibus, obventionibus et juribus aliis quibuscunque dictorum comitatuum indagatio diligens, et solers inquisitio per viros probatæ fidei et opinionis electæ celebretur instanter, quæ in tribus inventariis seu caternis per partes et membra particulariter et distinctæ per res et species sigillatim et lucidè describantur, quorum unus sit semper in camerâ, alius penes senescallum Provinciæ, tertius penes procuratorem et officiales nostros super computis ordinatos. Senescallus verò, finito suo administrationis officio, inventarium ipsum cum augmento et diminutione factis per eum, sui officii tempore, assignare teneatur in camerâ et aliud uniforme per omnia successori; ideinque successor thesaurarius vel statutus super camerâ ipsâ Provinciæ, de dictis augmento et diminutione, ubi-

cunquè fuerimus, conscientiam nostræ majestatis informent, ut benefacta probemus et delictum aut negligentiam pœnâ debitâ feriamus. Præsentis nostræ ordinationis edicto, præcipimus ut in quâlibet vicariâ habeat viguerius caternum unum, et clavarius unum, in quibus omnes res et pecuniæ ad clavarium pervenientes, easdem tàm de condemnationibus, latis, trezenis, pœnis quantumcunquè minutis, bannis, quàm aliis quibuscunque redditibus seu proventibus, quocumque nomine nuncupentur, et ex quibus causis pervenerint. Habeantque similiter dicti viguerius et clavarius duos caternos consimiles in quibus totalis exitus et expensæ pecuniæ per ipsum clavarium, cum distinctione causarum et personarum descriptione quibus soluta fuerit, contineantur apertè. Ità ut nomen pecuniæ et generales res omnes et species comprehendat unum caternum, ut tempore rationum seu computi ab ipso clavario faciendi, de introitu et exitu, caternus dicti viguerii, ad concordiam cum caterno clavarii, in computo producatur. Vigilentque sollicitè solventes, vel reddentes ipsi clavario, ut omnia quæ solvent aut reddent, ex quibuscunque sint causis, propter condemnationes, latas, pœnas et similia, per manus alterius notarii consistorii, ubi facienda est solutio, scribi procurent solutionem seu redditionem quam facient præscripto modo particulariter et distinctè tàm in caterno viguerii quàm clavarii; et post solutionem, singulis caternis ejusdem tabularii, per ordinem, subscriptionem apponi. Quæ scriptio et suscriptio per curiarum nostrarum notarios fiant; nisi autem per clavarium tàm in introitu quàm exitu prædicta cautela observetur. De omni autem eo quod non invenitur in introitu per utrumque caternum, si per culpam aut negligentiam hoc fortè processerit, idem clavarius tanquàm de substracto nostræ curiæ teneatur in duplum. Et in exitu, si culpa vel negligentia intervenerit, alia quàm prædicta, probatio clavarium non absolvat. Solventes autem aut reddentes ipsi clavario, contra formam prædictam, ab eo quod debent, pro sic soluto, in nullo penitùs liberentur, sed si per viguerium aut tabularium steterit, quominùs prædicti solventes, juxta prædestinatam formam, solutionem vel redditionem fecerint, idem viguerius et tabularius ad omne damnum et interesse ipsis solventibus teneantur.

De officialibus creandis.

Indignum censentes et grave, quòd aliquis minùs idoneus ad receptionem nostræ pecuniæ statuatur, presenti ordinatione decer-

nimus quòd senescallus Provinciæ et alii officiales nostri ad quorum spectat officium, nullum officialem qui pecuniam vel res alias curiæ nostræ recipere debeat ordinare presumat, nisi per officialem ipsum receptorem pecuniæ de indemnitate dictæ curiæ plenè sit cautum per fidejussores idoneos, in comitatibus nostris Provinciæ et Forcalquerii convenientem substanciam possidentes. Et si contrà factum fuerit, damnum quod perindè curiæ præfatæ continget, de bonis et facultatibus dicti senescalli vel officialis qui cautionem recipere debuit sarcietur. Hujus autem ordinationis nostræ edictum, non solùm ad futuros officiales extendimus sed præsentes, ut infrà certi temporis spatium pro locorum distantiâ, senescallus præsens Provinciæ, et officiales alii, ad quorum spectat officium à singulis clavariis et aliis receptoribus pecuniæ, aliarumque rerum curiæ nostræ, de indemnitate præfatâ, perdistinctam recipiant cautionem.

STATUTUM SUPER NOTARIIS CREANDIS.

Inordinatam et effrenatam pariter creationem notariorum in dictis comitatibus modo debito limitantes, consultâ deliberatione providimus perpetuò tenaciter observandum, quòd quilibet notarius, creandus in comitatibus ipsis, habeat instrumentum publicum vel testimoniales litteras duorum publicorum notariorum, aut unius in deffectu duorum aut sex proborum virorum oriundorum de loco undè notarius est creandus, de fide et legalitate ipsius, et quòd de legitimo matrimonio creatus existat, certius attestantes. De sufficienciâ verò, in camerâ nostrâ per eum ad quem pertinere dignoscitur, approbetur. Contra autem prædictam formam creatum notarium, quantùm ad ipsum officium exercendum, ab omnibus nostris fidelibus refutare præcipimus ut nec in judiciis vel contractibus ejus scripta ad investigandam veritatem, fides sic publica possit adduci, sed à judicibus eorum auctoritate repelli. Clericum verò nullum ad idem officium assumi jubemus, assumptumque à jus dicentibus, reique et omni auctoritate et potestate ejusdem officii vacuari, et ex ejus scripturâ nullius probationis aut præsumptionis saltem robur possit haberi. Et quia turpiùs ejicitur quàm non recipitur hospes edicendo Statuimus: Quòd si quis fuerit in notarium promovendus, habeat litteras testimoniales episcopi vel, si locus ubi eligitur episcopo careat, alterius qui per se vel per alium

spiritualiter præsit; quod idem in notarium promovendus non sit clericus, nec idem episcopus, vel alius præses, aut habeatur pro clerico. Et si propter testificationis prædictæ cautelam, aliquis ad idem ofûcium promoveri se spectat, repellatur instanter; et si admissus de facto fuerit, eum pro notario publico decrevimus non haberi.

STATUTUM SUPER MEDICIS ET CYRURGICIS.

Sæpè contingit ut quem quis ad medelam langoris invitat et ipse causam peremptionis inducat et indè extremum mortis incurritur undè salutis remedium sperabat. Presentis igitur constitutionis edicto expressiùs prohibemus, ne quis, cujuscunque conditionis aut status sit, in medicinâ aut cyrurgiâ practicare presumat, nisi priùs de ipsius fide et legalitate in curiâ nostrâ, testimonio sufficienti perhabito, in eàdem curiâ, ad cujus officium spectare censetur, de suæ artis peritiâ, idoneus approbetur. Practicantes autem contra præsentis nostræ prohibitionis et determinationis edictum pœnam quinquaginta librarum turonensium multandum fore sanximus nostro ærario applicandam. Datum Neapoli per Bartholomeum de Capuâ logothetam et protonotarium regni Siciliæ, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo sexto, die duodecimâ julii, indictione octavâ, regnorum nostrorum anno duodecimo.

EXSEQUTIO.

Nos autem cupientes mandatis majestatis regiæ obedire, suprà dictas constitutiones et capitula per dominum nostrum regem edita et perpetuò valitura, ad notitiam vestram deduximus, vobis mandantes districtè et cuilibet vestrûm, sub pœnâ: vobis vicario, ccc marcharum argenti fini; judici et clavario, pro quolibet, cc marcharum; notariis c marcharum pro quolibet; et cuilibet personæ extraneæ c librarum; quatenùs tàm constitutiones et capitula domini nostri regis bonæ memoriæ, dominique bonæ recordationis domini Raymundi Berengarii, comitis Provinciæ et Forcalquerii: quas præsentes constitutiones et capitula domini nostri prædicti inviolabiliter observetis et observari, per totam jurisdictionem vobis commissam, sine corruptione aliquâ, in omnibus punctis et clausulis tenaciter faciatis, nec contra constitutiones et capitula hujusmodi aliquid penitùs attemptetis seu per aliquem

attemptare aliquatenùs permittatis. Hæc autem omnia cum tanto studio perfectionis edita, quæ sub sigillo nostro vobis et cuilibet vestrùm per latorem mittimus, vestra diligentia omnibus et universis juridictioni vestræ subjectis manifesta faciat edita à nobis ac pro gramınate directis, in curiâ publicè positis, ut omnes ägnoscant quæ per dominum nostrum regem saluberrimè sunt sanxita, et ut pœnas evitent impositas in eisdem, solemniter notoria facere vestra fidelitas manifestet ut præmittitur universis. Datum Aquis, die vigesimâ secundâ septembris, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo sexto.

STATUTA

DOMINI PETRI DE FERRARIIS,

CUM LITTERIS

DOMINI CAROLI SECUNDI ET SUI SENESCALLI.

Ricardus de Cambatesâ, miles regius, magister hostiarius ac comitatuum Provinciæ et Forcalquerii senescallus, vicariis, judicibus et clavariis Forojulii, Sistaronis, Barchiloniæ, Sedenæ et Vallisnuncii, salutem et amorem sincerum. Sicut bona incognita, propenso consilio condita, frequentiùs humano statui pariunt nocumentum, sicubi nota sunt et vulgariter cum sonoritate profusa, statum edificant et non mediocriter profecisse noscuntur; porrò per reverendum patrem dominum Petrum Dei gratiâ sanctæ Arelatensis ecclesiæ archiepiscopum ac regni Siciliæ cancellarium, tanquàm plenam potestatem habentem, à domino nostro rege concessam, sicut in sequentibus litteris regiis apertiùs continetur, ad reformationes status et conditionum comitatuum prædictorum constitutum, et ordinationes infrà scriptæ fuerint editæ cum deliberatione consultà, quæ nisi illibatæ protinùs servarentur et pœna corriperet transgressores, transirent illicitè in abusum. Undè vobis universis et singulis, sub pœnâ regiæ gratiæ, præsentium tenore jubemus, ut registratis constitutionibus istis in cartulariis curiæ cui præestis, eas observetis, et observari faciatis prout continent et declarant, et transgressores illarum pœnâ debitâ puniendo, ut nos punire volumus.

LITTERA COMMISSIONIS DOMINI REGIS DIRIGENDA AD IPSUM DOMINUM PETRUM DE FERRARIIS.

Carolus secundus Dei gratiâ rex Hierosolymæ et Siciliæ, ducatûs Apuliæ et principatûs Capuæ, Provinciæ et Forcalquerii comes, venerabili in Christo patri Petro eâdem gratiâ archiepiscopo Arelatensi, cancellario regni nostri Siciliæ, consiliario familiari, et fideli nostro dilecto, gratam et bonam voluntatem. Sicut inefficax est exigere ab homine quod noscitur non habere, sic confidenter recurritur quod inesse sentitur. Cùm itaque in comitatibus nostris Provinciæ et Forcalquerii, quo versus in presentiâ acceditis, quàm plura pro bono præsertìm statu fidelium nostrorum partium earumdem facienda, corrigenda et emendanda fore dicatur, nos igitur attendentes quantis persona vestra ubicunque meritis fluit, quantoque meritorum nitore laudabiliter decoratur, ac conjecturantes ex hoc, imò jam indubitanter experti, quod commune bonum vehementer diligentes, atque certi ex intimo dilectionis et devotionis zelo, quem ad nos per vos haberi constat, quòd honorem nostrum et commodum præcordialiter affectatis; fidenter vobis tenore presentium committimus et mandamus ut in faciendis, corrigendis, dirigendis et emendandis illis, ad honorem commodumque nostrum, ac bonum statum jam dictorum fidelium *curam habeatis* omnibus fieri, corrigi, dirigi et emendari opus habentibus, usque ad nostrum beneplacitum vice nostrâ. Datum Neapoli per Bartholomeum de Capuâ, militem, logothetam et procuratorem regni Siciliæ, anno Domini millesimo trecentesimo quarto, die vigesimâ martii, secundâ indictionis: regnorum nostrorum anno vigesimo.

STATUTA

EDITA PER REVERENDUM PATREM

DICTUM DOMINUM PETRUM DE FERRARIIS,

MISERATIONE DIVINA

SANCTÆ ARELATENSIS ECCLESIÆ ARCHIEPISCOPUM
ET CANCELLARIUM REGNI SICILIÆ,

SUPER REFORMATIONE ET BONO STATU PROVINCIÆ.

Petrus miseratione divinâ sanctæ Arelatensis ecclesiæ archiepiscopus, regni Siciliæ cancellarius, vicariis et judicibus Aquensibus presentibus videlicet et futuris, salutem et sincerum dilectionis affectum. Regalis auctoritas cui cura præcipua de rebus debet esse communibus officialium et superiorum, ad subditos opportunis, habet exhibere remediis suæ voluntatis arbitrium, fideliumque gravaminibus ac infestis invicem odiis radicitùs extirpatis, commune bonum illorum quærere ac statum procurare tranquillum. Hæc quidem serenissimus princeps dominus Carolus secundus Jerosolymæ et Siciliæ illustris, ab olim in mente frequenti meditatione revolutus, auditu interdùm officialium suorum Provinciæ ad prelatos et barones, et baronum ipsorum ad subditos, oppressionum gravium tædiis injustis, usurpationibus et extorsionibus insuetis providere sæpè concepit et salubre propositum exhibere clementer oppressis presidium opportunum; sed sic occupatum hactenùs propter bellicum fremitum variorum agendorum sarcina tenuit, ut ad id commodè prosilire nequivit. Nunc verò conceptum regiæ compassionis ad subditos affectibus volens probatis ostendere, et casus hujusmodi molestos et varios, dùm ad id implicitus in volucris majestatis suæ presentiâ exhibere non potuit, insufficientiæ nostræ prædicta corrigenda et reformanda commisit. Nos autem, pro nostrarum modulo virium regium cupientes implere mandamentum, ad diem octavam præsentis mensis novembris apud Aquas, prelatorum, baronum et nobilium nonnullorum comitatuum Provinciæ et Forcalquerii duximus ex causâ prædictâ, consilium convocandum. Quâ die, comparentibus coram nobis, et consilio regio comitatuum eorumdem:

venerabilibus in Christo patribus domino Rostagno Aquensi archiepiscopo, domino Ja. Forojuliensi episcopo, Hugo Aptensi, G. Vapincensi, Durando Marsiliensi, B. Avinionis episcopo; et dominis G. Sancti Victoris, et B. Montis Majoris abbatibus; et egregiis viris et dominis, B. comite Avellini, B. domino Berræ, B. Raybaudi, R. de Baucio de Podio Ricardo, Isnardo de Aleriis, Ricardo de Alamanono, et Guilhelmo Faraudo militibus, et Guirando de Symiana domicello, et quàm pluribus aliis baronibus et nobilibus comitatuum prædictorum. Nos eis regiæ voluntatis intentum circa prædicta proposuimus publicè, et quæ nobis exponere voluerunt audivimus et benignè. Super quibus et aliis, quæ corrigenda, reformanda et restauranda circa statum Provinciæ vidimus, perhabita deliberatione consilii, cum præfato domino Forojuliensi episcopo, egregio viro domino Ricardo de Cambatesâ senescallo, domino Johanne Cabassole, juris civilis professore, judice majori, domino Alpherio de Ysernià judice primarum appellationum comitatuum prædictorum, et aliis de regio consilio Provinciæ, negociorum et temporum qualitate pensatâ, pro bono statu Provinciæ et fidelium regiorum, in modum qui sequitur ordinandum et statuendum duximus et etiam providendum.

De Juramento per officiales prestando.

In primis, ut vicarii, bajuli et judices et alii ad administrandum justiciam ordinati, sint circa observationes justiciæ et ad jus reddendum magis solliciti, cùm plùs timeri soleat quod in plurium presentiâ est promissum, ordinamus quòd à modo singuli prædictorum, cùm ad locum sibi decretum venerint, præstent, priùs quàm officium sibi injunctum exerceant, juxta formam et juxta statutum, publicè juramentum. Per hoc autem universitatibus jurari debere per eos non intelligimus, nec ipsis universitatibus vel aliis personis singularibus, super exigendo ab eis juramento, volumus jus novum acquiri. Ne autem impunita ipsorum officialium culpa remaneat, statuimus ut nullus prædictorum officialium, post finem sui officii, ac successoris adventum, de locis quò rexisse noscitur recedere audeat antequàm x, si per annum, vel xx, si per biennium administraverit, dierum numerus finiatur, et sic proportionabiliter plùs vel minùs, si majori vel minori tempore administrasse noscatur; ità tamen quòd tempus remanendi non arctetur infra octo dierum, nec ultra xxx dierum numerus extendatur; ità quòd successor unà cum judice ordinario sibi

dato et alio de locis in quibus gessit officium per senescallum Provinciæ adjungendo seu altero eorum, si utriusquam copia habere non possit, querimoniam benignè recipiat propositam contra prædecessorem ipsius et alias contra ipsum ex officio diligenter inquirat. Et si, vel per querelam, propositionem vel inquisitionem, ipsum de aliquo crimine notatum reperiat, procedat juxta delicti qualitatem et merita probatorum ad condemnationem vel absolutionem, si de causâ liqueret, aut personæ recursionem vel fidejussorum receptionem, ubi de causâ non liquet, prout criminis diversitas hoc exposcit. Post tempus verò prædictum elapsum, liceat ei de loco recedere, procuratore dimisso pro causis incohatis contra ipsum civiliter terminandis. Ut autem nulla fraus circa hoc committatur, à singulis officialibus senescallus recipiat juramentum, quod ad prædicta, contra suum prædecessorem agenda, intendat sollicitus, antequàm assumat alia per quæ posset præmissum impedimentum afferri.

De Appellationibus quæ pertinent ad barones.

Quia de appellationibus quas à sententiis judicum prælatorum, in temporalibus, baronum et aliorum nobilium, comitatuum Provinciæ et Forcalquerii, contingit emitti, uniformis et generalis definitio ut videlicet ad curiam regiam, vel ad ipsos prælatos, barones seu nobiles alios appelletur, propter diversitatem conditionis personarum, ipsorum et jurium quæ ipsi diversimodè habere se asserunt, dari non potest; præcipimus singulis officialibus domini nostri regis, per comitatus prædictos constitutis, quòd contra privilegia seu consuetudines legitimè et rationabiliter prescripta, circa appellationes prædictas, ipsos prælatos, barones et nobiles calumniosè, vel maliciosè, seu colore aliquo maliciosè quæsito, non perturbent, sed secundùm tenorem privilegiorum vel consuetum et debitum, eos de appellationibus ad ipsos interpositas cognoscere vel judices dare permittant. Quòd si fortè, super ipsis privilegiis seu consuetudine, dubium, inter curiam regiam et præfatos prælatos, barones seu nobiles, aliquod oriri contingat, ordinamus et statuimus ut, istud cognito summariè et de plano, sine strepitu et figurâ judicii, per senescallum Provinciæ, seu delegandum ab eo, vel per alium ad cujus juridictionem pertinere continget, celeriter decidatur. Ipsum autem delegatum, si per eum cognoscatur, sportulas, stipendia seu salarium etiam pro expensis, cum de hiis curia sibi provideat, à præfatis prælatis, baronibus seu nobilibus, recipere prohibemus.

De Privilegiis.

Quia privilegia principium debent esse et mensura presentis seriei, omnibus officialibus regiis per comitatus Provinciæ et Forcalquerii districtè præcipimus, ut omnia privilegia prælatis, baronibus, castellanis, nobilibus, et aliis quibuscunque, per inclitæ recordationis dominum Carolum, genitorem domini nostri Hierosolymæ et Siciliæ regis illustris et comitem Provinciæ et Forcalquerii, seu per ipsum dominum nostrum dominum Raymundum Berengarii avum ejus, seu prædecessores eorum, in comitatibus prædictis, vel alterum eorum concessa, firma et illibata conservent, nisi ex causâ rationabili et legitimâ sit recessum ab eis. Adjicientes quòd neminem de possessione, seu quasi, rerum et jurium quæ pacificè diutiùs possiderunt prælati prænominati, sine causæ cognitione, ejiciant. Nec eis, super ea, præfati officiales vel eorum aliquis, causâ non cognitâ, molestiam indebitam inferant vel gravamen; sed contrà eos sic possidentes, vel quasi, curia regia civili experiatur modo, si se jus putat habere.

De Remissione delinquentium faciendâ.

Ut crimina quæ punire magna ratio suadet, citiùs reperiri contingat, et ut pœna pro ipsis imponenda in majus cedat exemplum, jure rationabiliter statutum est delinquentes ad locum maleficii remittendos. Statuimus igitur quòd à modo, in comitatibus antedictis, curia regia delinquentes, etiam homines regios, in terris seu locis prælatorum, baronum vel aliorum in hiis jus habentium, ipsis prælatis, baronibus et aliis hujus modi jus habentibus, ad requisitionem eorum, et è contrà prælati, barones et ceteri, juridictionem habentes, curiæ regiæ, cùm in loco immediatè sibi subjecto delinquentes, in casibus in quibus est facienda remissio, remittere teneantur, licet per judicem regium, prælati seu baronis à quo remissio fieri petitur, in criminis inquisitione preventum.

De Cavalcatis.

Cavalcatæ nobilibus qui eas personaliter præstare tenentur non indicantur, nisi cùm necessitas imminebit; ubi autem illi qui cavalcatas debent in casu licito vocati fuerunt, mostram coram illo de quo dominus rex vel ejus senescallus ordinaverit facere teneantur. Monemus autem præsentis edicti tenore singulos ad cavalcatas adstrictos, ut sicut

status eorum et obligatio hoc exposcit, sint muniti equis decenter et armis : cùm, præter obligationem et necessitatem istius, eorum decet honestatem.

De Juridictione prælatorum et baronum propter negligenciam ipsorum.

Prætereà prælati, baronis vel alterius juridictionem habentis temporalem, *propter* negligenciam, ad curiam regiam, ut potè superiorem, cum in eo casu in quo fuerit negligens, juridictio devolvenda; nullum ex hoc, in alio casu in *quo* negligentiam non commiserit, prejudicium generando. Tunc autem potest meritò negligens judicari, cùm expressè dicit se nolle justiciam facere, vel requisitus per curiam regiam ut competenti, statuto termino, jus reddere non curavit; seu etiam ubi delinquentem cujus est crimen notorium vel manifestum, tractat familiariter et eidem favorem impendit, cùm ex hoc criminis particeps valeat justè vel jure censeri.

De Salario consiliarii.

Si super litem quæ inter fiscum et privatum vertitur, sit per judicem consilium à jurisperito aliquo requirendum, ille ad cujus justiciam petitur satisfaciat de salario consilii impendendi, si neutra partium consentiat; solvat judex qui electus est ut peritus. Ab illo autem consilium peti vetamus ad quem potest per appellationem causa devolvi; et quod est inter privatos volumus observari.

De Salario notariorum.

Notario satisfaciat, pro actis, illa pars quæ acta ab illo recipiet; pro dictis verò quas fecit ad procuratoris fisci instanciam, fisci adversarius nihil dabit; secus si utroque requirente. Notarius extra locum ubi exercet officium nec contingat; solvet (enim?), pro dimidio, sumptum eidem qui cum fisco litigat *et* respondebit.

De Commissione faciendâ propter procuratores regios.

Ne autem propter procuratoris fisci absentiam per causas plùs debito pronunciari contingat, ordinamus ut juxta domini nostri regis statutum, videlicet cùm litis extimatio infra x librarum quantitatem subsistit, eo non vocato : cùm verò quantitatem excedit, eo vocato, judex coram quo, ex judicii naturâ, movetur causa, procedat; procurator verò, per se vel substitutum, ad eam agendam veniat, nec calumniosè

se substrahat, ne litem ex hoc plus differre contingat; senescallo autem liceat, nonobstante procuratoris contradictione, ut coram fiscalem, si hoc expedire videbitur, committere, ut per alium examinatorem continuè intendentem, vel ad loci de cujus fortè finibus agitur presentiam accedentem, causa citiùs terminetur.

De Latis seu Sportulis.

Lata quæ plùs consuetudine quàm jure scripto debetur, rationabili locorum consuetudine quàm ex locorum diversitate diffo mitter præcipimus exigi relinquatur; sic tamen ut per usum à x annis citra servatum nullum circa eam exigendam adminiculum præbeatur.

De Nunciis mittendis.

Cùm pro executione sententiarum seu multarum apparitores mitti continget, mittatur unus regulariter, vel, si necesse sit, duo, ubi propter resistentiam et contradictionem illius contra quem mittitur major numerus necessarius judicetur; sed attendant judices, ne circa hoc fraudem committant, necessitatem, ubi non est, allegantes cum, præter pœnam perjurii quam injustè gravando partem incurrunt, ad interesse partis lesæ, utpote qui litem suam faciunt, eos teneri præsentium serie declaramus.

De Salario nunciorum in die.

Apparitor verò, pro die quo executiones vel pignorationes communes faciet, XII denariis refforciatis sit contentus; plus autem a partibus etiam exigens ab officio amoveatur perpetuò et duplum illi à quo exigit restituere compellatur.

De Bajulis amovendis ubi dominus rex proprietatem non habet.

Juxta domini nostri regis ordinationem statutam circa hoc vel editam, bajulos de locis in quibus curia regia proprietatem non habet præcipimus amoveri.

De animalibus advenis.

Circa animalia advena seu adventitia quorum....., stari volumus antiquæ consuetudini, præcipientes, ne super hiis quæ in terris prelatorum, baronum et aliorum juridictionem habentium reperiri contingit, ipsi prelati et barones per curiam regiam molestentur.

De illis qui mutant domicilium, qualiter contribuant.

Qui de unâ civitate vel castro ad locum alium domicilium trans-

ferunt, realia et quæ pro rebus et personis inducuntur possessiones quas habent in loco undè se transferunt, munera subire cogantur. Domini verò locorum quos priùs inhabitant, jus sibi bona se transferentium retinendi non habent, nisi essent adscripticii seu servi vulgariter angarii, aut de corpore vel casalagio homines censerentur.

De incarceratis sine culpâ.

Qui sine culpâ captus fuerit, pro jure carceris nihil solvat, ne injustè gravato et afflicto gravamen addatur.

De illis qui non tenentur conferre in fogagiis.

Mendicantes qui nulla stabilia vel immobilia obtinent, in fogagiis non conferant, nec in focalariorum numero computentur. Item, fogagia curia recipiat in locis in quibus recipere consuevit, nec sine causæ cognitione compellat aliquos ad solvendum, quos in quasi possessione libertatis non solvendi esse constabit. Et si fortè aliqui sint qui se gravari ex fogagiorum receptione in totum vel in parte conquerantur, fiat eis justicia brevis summariè et de plano, vocato procuratore fiscali. Item, dùm causa agitur, curia in quasi possessione percipiendi in quâ fuit diutiùs remaneat.

De illis qui non mutant domicilium.

Ne curia regia homines prælatorum, baronum vel aliorum domicilium non mutantes, sed sub eisdem domiciliis remanentes et continuè habitantes, et homines regios contra prælatum, baronem vel alium nobilem tueatur; cùm hoc ad invidiam et gravamen prælatorum et aliorum dominorum fieri principaliter videatur; et quod in contrarium factum est revocetur districtè jubemus.

Quibus sit licitum arma portare.

Hiis qui juridictionem talem habent per quam eis competit personam vel pignora pro executione capere, liceat infra suum territorium pro exsequtione hujusmodi, si eam aliter commodè vel tutè exercere non posset, per se et apparitores suos ad hoc necessarios arma portare.

De causis fiscalibus qualiter ventilentur.

Quia quæstiones fiscales quarum justicia lapsu non poterit trien-

nium, plus debito interdùm propter advocatorum malitiam seu imperitiam, dùm videlicet judiciarii ritum ordinis non observant, prorogari contingit in grave damnum fisci et subjectorum qui in causis substancias suas pro magnâ parte consumunt, quod contra domini nostri regis intentionem, qui more justi et pii principis se abundare indicat locupletibus subjectis fieri utendo novimus; ordinamus et statuimus ex potestate permissâ, et hoc ex ipsius domini regis dispositione esse censemus, ut à modo in causis fiscalibus sive per fiscum privato, sive per privatum fisco eas moveri contingat, ex necessitate judiciorum solemnitas non servetur: sed in eis procedatur summariè et de plano, nec ex protestatione seu omissione soliti judiciarii ordinis, qui potiùs ritum et solemnitatem quàm substancialia causæ respicit, nulli processus seu sententia censeantur.

De Delictis qui committuntur in viis publicis et in locis religiosis.

Licet delicta in viis publicis, locis religiosis et sacris seu divino cultui deputatis, et in personis clericorum seu religiosorum commissa, tàm dominus noster rex quàm predecessores ejusdem, ut putà ad eos seu eorum juridictionem juri regali pertinentia, punire consueverunt ab antiquo; quia tamen nonnulli prælati, barones et nobiles comitatuum prædictorum de præmissis quasi ad eorum cognitionem ea vel ex eis aliqua debeant pertinere queruntur, ordinamus ut illi qui de jure suo coram senescallo Provinciæ, vel delegando per eum, querimoniam defferre voluerint, vocato fisci procuratore, audiantur summariè et de plano, servatâ formâ quæ in examinatione et decisione causarum fiscalium est statuta.

Qui censeantur Clerici.

Quia tamen per al'quos officiales, circa personas clericorum et determinationem itinerum publicorum, calumnias et molestias indebitas ipsis prælatis, baronibus et nobilibus aliis, ingeri relatu multorum audivimus; præsentis edictionis tenore describimus prælatos et quoscunque in sacris ordinibus constitutos, nec non alios simplices clericos non conjugatos, vitam clericalem agentes et eorum familiam necessariam et honestam quæ, sinè fraude et fictione, qualium prælatorum et clericorum sumptibus victum et vestitum continuè servitiis ipsorum insistunt, clericorum appellatione censeri.

Contra clericos vagantes et tonsuram dimittentes.

Clerici verò extra sacros ordines constituti, qui ad serviendum in tabernâ publicâ operas suas locant et manifestè usuras exercent, aut officio macellarii, lenonis seu parandi propriis manibus pelles et coria principaliter vaccant; et qui relicto habitu clericali, et gestare arma militaria non verentur, illi etiam qui nec in modum tonsuræ nec in vestimentorum formâ de clerico quidcunque ostendunt, et qui turpiùs et iniquè clericorum professioni adversantur negociis, divinis officiis prætermissis intendunt, quantùm ad præmissa pertinent, clericos non censemus. Præsentem autem declarationem ad præmissum referimus dumtaxat articulum nec intendimus ut ad alia ipsis clericis quoad forum, vel aliter indulta privilegia extendatur, nec illos quos ex præmissis expressimus clericos non censendos sine tutelâ dimittimus cùm ad puniendas eisdem factas offensas, judices offendentium et locorum in quibus offensa committitur, et in eorum defectum si offendens juridictioni temporali subsit, curia regia ad hujusmodi crimina coercenda non desinit, sed ipsos, potiùs per spiritualis tuitionis præmissum, ad meliora vitæ, et ad evitandum clericalis professionis opprobrium invitamus.

De Viis publicis.

Vias verò publicas juxta juris interpretationem edicimus quæ ad mare, flumen publicum et navigabile aut urbem, seu castrum territorium districtum et limitatum habens, aut ad aliquam aliam viam publicam, quæ militaris interdùm dicitur, exitum habere probantur. Alias autem quæ de agro ad agrum ducunt, seu de vico ad vicum, territorium non habentem, licèt earum non extet memoria; carrerias etiam quæ infra civitates, castra, vel burgos et suburbia constitutæ sunt, licèt de jure publicæ nominentur, quoad præsentem materiam publicarum viarum censemus numero non haberi. Sed qui per viam incedens publicam, et ejusdem inscitia seu imprudentia, vel ex aliâ justâ causâ, per agros vicinos iter continuat, faciem publicæ viæ sequens, esse extra viam publicam non videtur. Si autem pro aliquo in vico seu agro visitando, seu causâ abreviationis viæ, ab itineris publici conspectu recedat, vel necessitate seu utilitate cessante, secùs viam publicam, ingrediatur vicina prædia dans damnum in eis et ibi præsertìm per bannerios seu alios custodes agrorum quomodolicet offenditur, non reputabitur in viâ publicâ offensa commissa.

De eodem.

Si pastores etiam gregem juxta viam custodientes publicam, vel cultores, alias custodes agrorum, invicem in viâ rixentur publicâ, vel rixantes in agro incidant, in eodem non debet ad curiam regiam jure regaliæ pertinere. Per præmissa verò vel aliqua præmissorum detrahere non intendimus (sic non possumus nec debemus) juri si quid prælatis, baronibus, universitatibus vel personis aliis singularibus per conventiones, privilegia aut consuetudinem prescriptam, legitimè vel aliter rationabiliter in contrarium est quæsitum.

Hanc igitur ordinationem quam ad cohibitionem excessuum, reformationem Provinciæ, ac bonum statum fidelium regiorum, auctoritate regiâ facimus, per vos eadem inviolabiliter servare mandamus. Datum Aquis anno Domini millesimo trecentesimo quarto, die duodecimâ mensis novembris, tertio indictionis.

DECLARATIO STATUTORUM REGIORUM

ET MODIFICATIO EORUM,

SUPER

OFFICIO NOTARIORUM ET CREDITORUM PRÆSERTIM USURARIORUM

NON RESTITUENTIUM DEBITORIBUS INSTRUMENTA.

In nomine Domini, amen. Anno à nativitate ejusdem millesimo trecentesimo sexto, die decimâ quintâ mensis januarii. Præsens littera extitit presentata in curiâ Espitelli.

LITTERA DOMINI JOHANNIS CABASSOLE MILITIS.

Johannes Cabassole miles, juris civilis professor, in comitatibus Provinciæ et Forcalquerii judex major, ac domini senescalli eorumdem comitatuum locum tenens, vicariis et judicibus Aquis, Draguiniani, Dignæ, Sistarici, Grassæ, comitatûs Vintimilii, salutem et amorem sincerum. Inter alias constitutiones quas inclytus princeps dominus

noster Robertus, primogenitus illustris Jerosolymæ et Siciliæ regis, dux Calabriæ, ac ejus in regno Siciliæ et comitatibus Provinciæ et Forcalquerii vicarius generalis, nuper edidit pro communi commodo subjectorum, unam in illis inseruit specialiter et expresso per quam certam formam notariis comitatuum prædictorum tradidit in scriptis continentem linearum numerum ac etiam dictionum, quam ad nostram credimus noticiam pervenisse et certum salarium statuit propterea exhibendum, volens amputare super exactiones indebitas quas notarii ipsi ab olim pro redimendis scripturis facere consueverant, subjectos quàm plurimùm aggravando; quàm sub pœnâ perjurii notariis irrefragabiliter observare præcepit. Et quia in observatione literarum et potissimè dictionum quòd nihil obliviscerentur ex eis, ipsis notariis parari perjurium videbatur, de sui famâ solliciti super hoc conquerebantur, asserentes fore dubium et difficile per illos posse servari. Propter quod reverendus pater dominus Petrus divina Providentia sanctæ Arelatensis ecclesiæ archiepiscopus, ac regni Siciliæ cancellarius, qui instituentis mentem cognovit, constitutionem ipsam auctoritate regiâ, et suarum literarum seriem declaravit, et illam nobis misit, sigilli sui impressione fideliter sigillatam et per universam provinciam publicari mandavit; quam reverenter recepimus, et ipsius constitutionis declarationem per prædictum dominum cancellarium nobis missam ecce vobis misimus, per omnia continentem infrà scripta pridiè cum deliberatione consilii, circa moderationem pretii seu salarii pro scripturis tribuendi. Inclitus princeps dominus Robertus primogenitus illustris Hierosolymæ et Siciliæ regis, dux Calabriæ, ac ejus in regno Siciliæ et comitatibus Provinciæ et Forcalquerii vicarius generalis, certo modo providit, in quâ provisione juris carta seu folium certum contineret numerum linearum recipiant in ibi notarii quantitatem expressam. Nunc verò notarii et qui ad observationem ordinationis hujusmodi debeant per juramentum astringi conqueruntur ut potè de sui famâ solliciti, anceps præsertìm quoad vocem populi, sibi parari perjurium, cùm difficile sit et grave sic tenere numerum linearum et maximè dictionum quòd nihil obmitatur ex eis, nam calami et atramenti mutatio cum aliter et langor frequenter similitudinis scribendi prohibet paritatem, circa premissa salubriter providere; nos igitur qui mentem novimus statuentis, intendentes priùs intentioni servire quàm verbis, presentium serie declaramus, quòd si notarii dictionum vel linearum numerum ex errore potiùs quàm ex malitiâ, vel etiam ex industriâ, dùm modò proportionabiliter tantò minùs pretii recipiant,

quantùm de numero linearum vel dictionum omittitur, non observant, non ideò debeant censeri perjuri, vel si fortassis in duabus lineis tot dictiones aut in duabus paginis tot lineas ponere velint quot in unà ponere debuerunt, recipientes sicut pro unà dumtaxat paginà, mentem hujus non offendunt. Adverbia verò, conjunctiones, propositiones, interjectiones vel monosyllabas, et nomina vel cognomina, cùm sit spatium scripturæ, dicimus dictionis vocabulo comprehendi.

Item super eodem.

Ad hæc quia de notis antè presentem ordinationem receptis nec tamen in unum redactis vel etiam instrumentis nondùm partibus assignatis, posset in anteà statutum intendi debeat in posterum dubitari; ecce describimus quòd cùm potiùs ad moderationem debiti quàm ad editionem juris novi statutum hujusmodi dirigatur ad scripturas notarum, instrumentorum vel actorum jam factis, etiam dùm modò de pretio satisfactum non fuerit vel spontè conventum, rationabiliter debeat extendi. Vos igitur requirimus, regiâ nihilominùs autoritate mandantes, in præfatam declarationem interpretationem observetis et faciatis inviolabiliter observari. Per hæc tamen, pœnæ statuti, si quid contra illud sic intellectum committerent, in nullo intendimus derogare. Quocircà discretioni vestræ mandamus expressè, quatinùs statìm post receptionem presentium declarationem prædictam per terras et loca vobis subditas publicè divulgantes, ne aliquis causas ignorantiæ pretendere valeat in eâdem, et vos servetis illam et faciat is ab aliis inviolabiliter observari. Cauti attentiùs, quòd de publicatione earum pateat per publicum instrumentum ut nullum in posterùm proindè valeat dubium exoriri.

Sanè quia inter constitutiones præfatas una inveniatur per quam epressè cavetur ut quodcunque debitum aut pars debiti creditoribus et præsertim usurariis solvetur, instrumentum originale totius debiti continens quantitatem, debitori solventi creditores restituere teneantur, sufficienti cautelà de residuo dicti debiti per debitorem noviter creditori; et super hoc periculum immineat creditoribus qui contractus faciunt sinè vitio usurarum, ad quos constituens suum intuitum non direxit; de consciencià et mandato domini Arelatensis archiepiscopi et regni Siciliæ cancellarii litteratorie vobis facto qui mentem instituentis ut præmittitur plenè novit, constitutionem ipsam de parte solvens debiti exprimente serie præsentium declaramus; videlicet quòd illa, ubi pars est debiti persoluta, extendatur duntaxat quoad usurarios

manifestos vel qui de usurâ rationabiliter sunt suspecti et contra quos super hoc est fama communis, qui ex retentione instrumentorum hujusmodi debitores suos solliciti sunt aggravare, quos nisi constitutionem ipsam servaverint pœnis in eodem adjectis subjacere volumus et jubemus. Creditores reliquos qui super usurarum voragine suspecti rationabiliter non habentur, ubi solùm partem aliquam eis debiti receperunt non comprehendi sub illâ, de prædicti reverendi patris conscienciâ declarantes, et expressiùs injungentes, ut declarationem hujusmodi in formâ publicâ publicetis et faciatis à vestris subditis inviolabiliter observari. Præsentes autem literas post convenientem inspectionem earum, quantùm opportunum fuerit, et earum tenore in nostram curiam registrato restitui volumus præsentanti. Datum Aquis, anno Domini millesimo trecentesimo sexto, die quintâ junii, quarto indictionis.

EXSEQUTIO LITTERÆ SUPRADICTÆ.

Quâ litterâ lectâ et publicatâ latinis verbis in præsentiâ dicti domini judicis et testium infrà scriptorum, in domo Rostagni Guirandi, in quâ curiâ registratur per me Guinotum Guinoti notarium comitatus Vintimilii, præfatus dominus judex jussit indè per me dictum notarium, si opus fuerit, facere publicum instrumentum. Actum in dictâ domo in presentiâ Gandulfi Joannis Raymundi Boneti, Petri Giraudi, Antonii Giraudi notariorum et Stephani Joannis clerici conjugati de Sespitello, testium vocatorum et rogatorum.

STATUTA

EDITA

PER ILLUSTRISSIMUM DOMINUM ROBERTUM,

DEI GRATIA PRIMOGENITUM DOMINI REGIS CAROLI SECUNDI,

DUCEM CALABRIÆ, ET DICTI REGNI VICARIUM GENERALEM.

Johannes Cabassole, miles, juris civilis professor, comitatuum Provinciæ et Forcalquerii major judex et locum tenens egregii viri do-

mini Ricardi de Cambatezâ militis regii, magni hostiarii ac dictorum comitatuum Provinciæ ac Forcalquerii senescalli, vicariis, judicibus, bajulis et clavariis Aquis, Sancti Maximini, Brinoniæ, Draguiniani, Grassæ, Marsiliæ, Arearum comitatus Vintimilii et Niciæ, presentibus et futuris salutem et amorem sincerum. Constitutiones laudabiles et pro communi ac subjectorum commodo noviter editas per inclitum principem dominum Robertum primogenitum illustris Jerosolymæ et Siciliæ regis, ducem Calabriæ ac ejus in regno Siciliæ et comitatibus Provinciæ et Forcalquerii vicarium generalem, domini ducis prædicto sigillo solito et pendente munitas reverenter recepimus, quæ sunt tenoris et continentiæ subsequentis.

Anno Domini millesimo trecentesimo sexto, die vigesimâ quintâ junii, Robertus illustris Hierosolymæ et Siciliæ regis primogenitus, Calabriæ dux, ejusque in regno Siciliæ ac comitatibus Provinciæ et Forcalquerii vicarius generalis, senescallo, vicariis, judicibus, clavariis et universis aliis officialibus regiis per comitatus eosdem constitutis, tàm presentibus quàm futuris paternis fidelibus sibique devotis, cum sincerâ dilectione salutem. Nostro tempore laboravit hactenùs nec laborare cessat, ut ipsius prædilecti fideles paterni comitatuum Provinciæ et Forcalquerii ipsius utique domini genitoris nostri et nostrum peculiare patrimonium, post labores multiplices quæ pro ejusdem domini patris nostri fide sustinuerunt, officialium transgressionibus prædisque cessantibus, solatia resumerent quietis et pacis. Adveniente igitur acceptabili tempore quo noster affectus producatur in actum, ejusdem vicariatûs auctoritate quâ fungimur de salubribus remediis per ordinationes subscriptas duximus providendum.

Forma notariorum quantùm nec qualiter debent recipere pro scripturis.

In primis ne notarii seu tabelliones publica instrumenta et acta publica perscribentes immoderatè gravent subjectos et fideles regios sicut frequenter per multos factum esse comperimus, statuimus ut ipsi notarii pro scripturis quas facient sub hâc formâ recipiant pro singulis cartis ab unâ parte integraliter scriptis in quarum quâlibet parte sint XXVI lineæ et in singulis lineis sint XII dictiones, recipiant denarios VI dumtaxat. Ubi tamen essent cartæ et receptiones testium conscriptæ, quia ibi plùs laborant, recipiant denarios octo; pro medio folio ab uno latere scripto in formâ cedularum, tres denarios; ità

tamen quòd cedula quælibet habeat quinquaginta lineas. Pro instrumentis publicis continentibus pargamenum unum minoris formæ, quinque solidos; majoris formæ, duodecim solidos; mediocris formæ octo solidos. Et ipsum majoris formæ contineat lineas LX et dictiones XXX in singulis lineis perfectis et proportionetur de pargamenis minoris et mediocris formæ et de continentibus medium vel quartum pargameni. Ad hoc observandum per juramentum quilibet tabellio astringatur. Qui verò contra statutum receperit juramentum et suæ salutis immemor violando duplum restituat parti quam immoderatè gravavit, et ut perjurus officio perpetuo sit ipso jure privatus. Ut autem presens statutum efficacius observetur, ordinamus ut quilibet judex ordinarius vel delegatus in manus senescalli jurare debeat quòd cùm notarius qui coram eo acta conscribet, lucrum non participabit actoris, et nihilominùs in quâlibet vicariâ seu bajuliâ in loco ubi judex vel vicarius aut bajulus residere principaliter consuevit, constituantur per vicarium seu bajulum cum consilio bonorum virorum tres viri fideles opinionis probatæ et in talibus experti qui unus vel duo ex eis, si dubium circà observationem presentis statuti aliquod oriatur, illud suo arbitrio determinent et declarent. Prædicti autem tres viri juramentum in manibus prædicti vicarii seu bajuli præbeant quòd quæcunque orientur dubia, rectè secundùm conscienciam determinabunt post positis odio, pretio vel amore.

Ne officiales creari debeant de loco suo.

Præcipimus etiam sicut et juri convenit, et jàm per dominum genitorem nostrum intelleximus ordinatum; ne vicarius judex, jurisdictionis exercicium habens, aut notarius tabularium tenens à modo creari debeat, cui de vicariâ seu bajuliâ ipsâ in quâ gerit officium sit origo. Et illos qui contra presentem constitutionem in officiis nunc existunt amoveri jubemus, ipsis si sufficientes sint et benè se gesserint in locis aliis collocandis. Hoc tamen statutum extendi nolumus ad illas civitates in quibus ex conventione speciali est contrarium ordinatum.

Ne in ciminteriis fiant nundinæ.

Ad hoc quod locus religiosus in locum negociationis converti non debeat, precipimus ut juxta ordinationem Gregorii decimi factam in concilio lugdunensi cessent in ciminteriis negociationes precipuè nundinarum et fori cujuscunque tumultus. Adjicientes ut in civitatibus, castris, vel villis in quibus contrarium fieri consuevit, per officiales ipsarum civitatum, vel castrorum, vel villarum ipsarum, locus alius

conveniens ad forum hujusmodi deputetur. Qui verò presentis ordinationis et publicationis quam in singulis civitatibus, castris et locis, per vicarios et bajulos jubemus fieri contrarium fecerint, dimidiâ parte mercium seu rerum quas causâ negociandi ad ciminterium portaverint sint ipso facto privati, curiæ applicanda.

Ut nullus christianus infirmus vocet judeum medicum, et ne Judei vel alii infideles sint ausi exercère officium medicinæ.

Quia verò ad curam infirmorum tales vocandi sint, qui non tantùm corporis medela, quantùm animæ monita suadent salutis, districtè precipimus, ut juxta quod est in sanctâ synodo sacris canonibus institutum, nullus in infirmitate vocare debeat medicum judeum vel alterum infidelem, nec ab eo seu ejus consilio recipere medicinam, nec per senescallum vel officialem alium, judeo vel alii à fide devio practicandi inter fideles licentia in posterum concedatur. Et si fortè alicui ante hæc tempora sit concessa, eam decernimus non tenere, revocantes eamdem quantùm de facto processit. Judeus verò qui contrà presentem ordinationem vocatus accesserit, in x libris reforciatorum pœnam incidit nostræ curiæ applicandam. Quam si solvere nequiverit, corpore eum castigari jubemus : vocans verò fidelis arbitrio judicis cujus jurisdictioni subest puniatur.

Quòd macellus Judeorum sit separatus à macello Christianorum.

Ut etiam inter Christianos et Judeos nulla sit communio, statuimus ut à modo macellus Judeorum sit à macello fidelium separatus, ne carnes à Judeis judayco modo mactatas et fortassis, eo accepto quod eis necessarium est, quasi superfluas venditioni expositas, à Christianis emi contingat. Quod quidem indignum et velut sacrilegium censentur omnia ab ipsis quæ per fidelium manus parata sunt, judicentur immunda, ac si inferiores ipsorum reputarentur Christiani, si ab ipsis parata reciperent velut munda.

Ut Judei signum rotæ portent, ut discernantur à Christianis.

Ut etiam quos ritus dividit, habitus distinctos ostendunt, statuimus ut juxta canonica instituta Judei signum portent notabile et apparens videlicet rotam seu circulum in medio vestis superioris, sic quod videri palàm possit, ut per hoc à fidelibus distinguantur. Qui verò non portaverit, sit veste superiori ipso jure privatus. Cujus vestis dimidia

curiæ et alia dimidia delatori conquerenti. Sed per hoc juri illorum prejudiciari nolumus quibus ex statuto vel ex consuetudine prescriptâ, sicut in aliquibus locis esse asseritur, vestis hujusmodi consuevit acquiri.

Ut ubi multi sunt notarii, duo deputentur ad inquisitiones faciendas vel unus secundùm quantitatem vicariæ.

Quia quod distinctè et specialiter injungitur diligentiùs custoditur et frequenter negligitur quod cum aliis commune tenetur, presentis editi tenore mandamus, ut in singulis vicariis seu bajuliis in quibus sunt multi notarii tabularii per curiam constituti, duo vel unus saltem notariorum secundùm numerum et magnitudinem vicariæ seu bajuliæ ad inquisitiones faciendas deputentur, sic quòd in aliis curiis processibus se occupare non debeant, nisi in subsidium, aliis defficientibus, per vicarium seu bajulum ordinentur.

Super litium alleviatione.

Considerantes ex prorogatione litium et multiplicatione processuum paternos nimis et expensis et laboribus gravari subjectos, quibus etiam nos non minùs gravari sentimus, et ne ut plurimùm ex negligentiâ vel maliciâ judicum hoc contingat, cùm nullus tàm audax inveniatur qui litem possit invito judice prorogare, hoc edito statuimus ut quilibet judex ordinarius coram senescallo vel ejus locum tenente, delegatus verò coram delegante juramentum in publico præstet quod ad abreviationem causarum et processuum amotis calumpniosis et frustratoriis dilationibus diligenter intendet. Specialiter autem in causis appellationum quæ à condempnationibus pecuniariis factis pro excessibus seu criminibus vel in causis fiscalibus emittuntur, quia in eis frequentiùs fideles regios gravamina sentire percipimus. Ad tollendam omnem prorogationis materiam sic consultè duximus providendum, ut videlicet appellans postquàm processum causæ principalis a judice a quo apellatur recepit, quod infra xxx dies ad longius ad instantiam apellantis teneatur tradere judex ipse appellationem cum processu judici ad quem appellavit infrà xx dies, nisi judex à quo appellatur breviorem ex causâ statuerit terminum, infallibiliter representet et instanter postulet in causâ procedi. Oblatio verò appellationis et processus hujusmodi petitionis et contestationis litis obtineat vicem. Judex autem appellationis recepto processu et appellatione præmissis, utrique parti x dierum præfigat terminum peremptorium, infra quem utraque pars

quidquid de facto intendit priori processu dicere vel proponere teneatur, sic quòd non audiatur ulteriùs, nisi esset acquisitum noviter vel de novo ad ejus audientiam pervenisset. Sed terminum prædictum x dierum judex appellationum ex causâ possit semel tantùm, secundùm locorum distanciam, minuere vel augere. Præsens autem statutum, quantùm ad præfinitionem temporis infra quod est processus et appellationis oblatio facienda, nolumus ad illas appellationes extendi, propter quas dominum regem extra provinciam existentem, adiri necessario opporteret.

Ut officialibus non residentibus, gagia non solvantur.

Ad hoc enim intelleximus, quòd contra ordinationem regiam clavarii officialibus regiis pro tempore quo ab officiis absque senescalli vel superioris licenciâ se absentant, gagia solverunt, cùm tamen solvere non deberent. Statuimus et jubemus Rationalibus Provinciæ qui nunc sunt vel pro tempore futuro fuerint in ratione thesaurarii vel clavariorum solutionem gagiorum officialibus factam non admittant, nisi fide factâ quòd presentes in officio fuerint vel ex legitimâ, ut permittitur, causâ absentes fuerint eo tempore, pro quo gagia soluta dicuntur. Ad fidem autem faciendam de residentiâ vicarii, si in dubium revocetur, sufficiat juratoria assertio judicis et unius notarii cùriæ. Et ità de residentiâ judicis, vicarius cum uno ex notariis suo juramento testetur; ubi tamen vicarius, judex vel notarius non adesset, locum tenens quoad depositionem seu assertionem hujusmodi suppleat ejus vicem.

De confirmatione et observatione statutorum domini Petri dè Ferrariis et de pœnâ non servantium ea.

Ad nostram insuper noticiam pervenit, quòd statuta quæ per reverendum patrem dominum Petrum sanctæ Arelatensis ecclesiæ archiepiscopum, regni Siciliæ cancellarium, pro bono statu Provinciæ ordinata, et per celsitudinem regiam confirmata ab officialibus non servantur, jubemus ut officiales singuli in manus senescalli jurare debeant se presentia prædicta statuta inviolabiliter servaturos, et in litterâ commissionis officii de juramento hujusmodi præstito, specialis mentio habeatur. Qui autem eadem statuta prædicta non servaverit officiis et honoribus publicis ut perjuri perpetuò sint privati.

Ut notarii per substitutum sine senescalli licentiâ non serviant.

Quia cujus persona industria eligitur per se servire tenetur, ne

notarius seu tabellionarius qui propter merita personæ debet ad officium ipsum assumi substitutum ponere *possit*, ne lucrum quod ex officio tabularii seu inquisitionis alicujus per ipsum scribentem contingerit, ipsum vendere valeat, hoc edito in perpetuum valituro jubemus. Concedimus tamen ut senescallus vel eo superior possit ad tempus pro necessitatibus aliquem notarium et tabularium habentem ad servitia aliæ curiæ evocare, posito idoneo alio loco sui quandiù ipsum ad quod vacavit servitium duraverit. Notarius verò qui contra præmissa vel aliquid præmissorum fecerit, officio sit ipso jure privatus.

SEQUUNTUR STATUTA

ILLUSTRISSIMI DOMINI ROBERTI,

DEI GRATIA

JEROSOLYMÆ ET SICILIÆ REGIS.

Ricardus de Cambatezâ, miles, regius cambellanus et comitatuum Provinciæ et Forcalquerii senescallus, vicariis, bajulis, clavariis, aliisque officialibus Marsiliæ, Aquis, Arelatis et villarum regiis presentibus et futuris, salutem et amorem sincerum. Litteras patentes regias magno pendenti sigillo munitas recepimus noveritis continentiæ subsequentis: Robertus Dei gratiâ rex Jerosolymæ et Siciliæ, ducatus Apuliæ et principatus Capuæ, Provinciæ et Forcalquerii comes, senescallis, majoribus judicibus, vicariis et clavariis, aliisque officialibus majoribus et minoribus in prædictis comitatibus constitutis presentibus et futuris fidelibus suis, gratam suam et bonam voluntatem. Regiminis presidentes curis sollicitamur continuis et assiduâ meditatione urgemur, ut juxta nobis creditæ dispensationis officium subjectorum commodis in quorum prosperitate utiquè prosperamus, jungi quantùm nobis ex alto concessum fuerit sollicitudinis intendamus. Amplectimur quippè voluntarios pro ipsorum quiete labores, noctesque transimus insomnes, ut scandala removeamus ab ipsis, et viam maliciis, prout est nobis possibile, precludamus. Sanè cùm in comitatibus Provinciæ et Forcalquerii multa invenerimus correctione digna et aliqua pro bonò et pacifico subditorum et prædictorum comitatuum statu de novo provide-

rimus statutenda, volumus et fidelitati vestræ præcipiendo, mandamus ut infrà scripta statuta per nos ordinata vos servetis et servari ab aliis inviolabiliter faciatis. Tu verò senescallus, omnibus universitatibus et civitatibus tuæ juridictioni subjectis per nos statuta et ordinata facias manifesta, eaque in archivo nostro Aquensi ad perpetuam rei memoriam conservari.

De vicariis, judicibus et bajulis, quanto tempore debent in suis officiis collocari.

Statuimus igitur et ordinamus ut vicarii, judices et bajuli sint annuales, nisi eos providerimus ad tempus longius de certâ nostrâ sciencià statuendos. Item constituti jam ad vitam debeant amoveri.

Clavarii et recipientes fiscalem pecuniam ad biennium eligantur.

Clavarii verò et quicunque alii receptores fiscalis pecuniæ ad biennium statuentur, dummodò benè et fideliter se gerant; qui equidem priusquàm officium exerceant caveant idoneæ curiæ de officio ipso exercendo legaliter et reddendi exindè statutis temporibus debitam rationem, et hoc sub certâ pœnâ, ut in fine illius capituli de clavariis continetur curiæ, si contrà fecerint exsolvenda.

Ut redditus sine vicario et judice non vendantur.

Item super receptionem fiscalis pecuniæ ordinationem certa, ad editum per claræ memoriæ regem inclitum dominum patrem nostrum quæ in archivo Aquensi habentur, observent: illa transgredientibus pœnam XXV librarum refforciatorum curiæ solituris; jura curiæ non presumant absque consciencià et consensu vicariorum seu bajulorum suorum et judicum vendere; eaque curent tàm in loco qui vicariæ et bajuliæ, quàm in locis famosis aliis vicariæ et bajuliæ hujusmodi modo debito facere subhastari.

Ut officiales non recedant aliqualiter de eorum officio, ante successoris adventum sine licentiâ.

Item, post officium eorum finitum de loco ubi illud gesserint non recedant ante successoris adventum cui mandata pendentia et residua quælibet, infra quindenam à die quo successor ille venerit computandam, assignare ipsum successori de juribus curiæ et opportunis aliis informare procurent in scriptis sub sigillis eorum. Deindè quo-

que, infra mensem unum à quindenâ hujusmodi numerandum, debeant coram auditore, seu rationali absque vocatione aliquâ comparere, ad ponendum de dicto officio rationem debitam, non discessuri donec rationem ipsam posuerint et compleverint, et reliqua seu residua omnia solverint thesaurario, nec antè rationis ipsius redditionem et satisfactionem integram, ad officium aliud assumatur. Præterea tamen non obmittant rationem ponere terminis aliàs consuetis. Quòd si non curaverint adimplere præmissa, perdant dimidiam gagiorum unius anni et teneantur ad pœnam. In cautione igitur per eos præstanda debeat juxta officii conditionem imponi ad arbitrium senescalli cui cura indè incumbit, et nihilominùs ultra pœnam ad prædicta cogantur.

Ne officiales in terrâ originis vel domicilii vel uxoris possint habere officium.

Item, statuimus quòd nullus in terrâ originis vel domicilii proprii aut uxoris possit officium gerere; bajulis tamen inferioribus, custodibus palaciorum et aliis hujusmodi quibus à curiâ gagia non dantur exceptis

De ordinatione notariorum ad inquisitiones faciendas.

Item, volumus et ordinamus quòd singulis vicariis seu bajulis magnis statuantur quatuor notarii quorum duo tribus mensibus vaccent in inquisitionibus faciendis; duobus aliis circa civilia vacaturis. Et deindè duo illi qui in inquisitionibus faciendis vaccaverint, ad inquisitiones faciendas intendant, ità quòd vicissìm laborem invicem patiantur, de tribus mensibus in tres menses; locis etiàm aliis ubi erunt notarii pauciores, idem juxta eorum numerum observetur. Notarii verò, quantùm in eis erit, ipsas inquisitiones infra mensem unum ad minùs incipere et complere singulisque mensibus nunciare procurent judici in præsentiâ vicarii seu bajuli et clavarii vel alterius eorumdem, dùm omnes inquisitiones inchoatas et perfectas per eos ipsumque, sub prædictorum testimonio, requirere non obmittant ut inquisitiones ipsas determinet et decidat. Et quâlibet vice quâ deficient in præmissis, solvant pro parte curiæ solidos quinquaginta et nihilominùs officio sint privati. Registrent præterea ipsi notarii singula quæ per judicem continget fieri mandamenta ne curia perdat latam. Pro scripturâ tamen et extractione mandamentorum cujuslibet, non nisi duo denarii eis dentur. Ubi autem quatuor fuerint notarii statuti, duo mutentur uno anno, et duo alio, ità quòd duo novi informentur de inquisitionibus inchoatis per duos alios remanentes.

De bajulis ponendis in locis Castellanæ, Sedenæ et Barciloniæ, ad gagia clavarii.

Item, volumus et ordinamus quòd ex nunc Castellanæ sit unus notarius tantùm, qui locum bajuli et judicis teneat. Sedenæ verò ponatur unus qui sit bajulus atque clavarius, ad gagia librarum quadraginta per annum. Et Barciloniæ idem fiat.

De bajulo ponendo in loco Brinoniæ et Sancti Maximini, qui etiam clavarius existat in locis prædictis.

Item, in castris Brinoniæ et Sancti Maximini ex nunc statui volumus unicum qui in utroque loco bajuli et clavarii vicem gerat, et in uno ipsorum locorum per duos menses et in altero per duos alios et sic in anteà successivè usque ad finem anni, residenciam facere teneatur.

De bajulis ponendis in locis Forcineti, Luci et Toloni ad gagia XVIII *denariorum pro die.*

Item, Forcineti et Luci sit ex nunc bajulus unicus qui locum gerat utrumque, ad gagia XVIII denariorum pro die, Rocobruna sub vicariâ Draguiniani de cetero existente. Bajulum verò Tholoni ultra XVIII denarios per diem, volumus ex nunc habere pro gagiis, quamvis aliquandùm aliqui forsitan bajuli gagia ibidem consueverunt habere majora.

De visitatione faciendâ per vicarium, bajulum vel judicem ter in anno.

Item, statuimus quòd quilibet vicarius, bajulus, judex vel alter eorum debeat saltem ter in anno ad minùs loca demanii et alia principaliter visitare. Et quâlibet vice quâ in hoc defecerint quadrimestriis temporis gagiorum amissione multentur.

Ut vicarii et judices de tribus in tribus mensibus quaternum ad cameram mittant.

Item, statuimus quòd quilibet vicarius seu bajulus et judex debeant de singulis condempnationibus, latis et trezenis et quâlibet aliâ pecuniâ ad curiam perventura, mittere quolibet trimestri tempore senescallo et auditori rationum provinciæ quaternum sigillo curiæ sigillatum. Et si secùs fecerint x libras refforciatas, pœnæ nomine curiæ nostræ solvant.

Ut judices sex parlamenta in anno facere teneantur.

Item, volumus et ordinamus quòd judices teneantur facere, anno quolibet, sex parlamenta, ità quòd inquisitiones inchoatæ anteà in primo parlamento terminentur in ipso primo parlamento; inchoatæ post primum terminentur in secundo parlamento, et sic de singulis: sic tamen quòd præterea medio tempore non obmittant condempnare, vel absolvere, pervià ratione, quotiens casus imminerit. Et tunc debeant quaternum ad senescallum vel ad auditorem rationum, ut præmititur in superiore capitulo, destinare. Inquisitiones prætereà quæ per notarium presentabuntur eisdem modo prescripto, infra mensem unum ad tardiùs, nisi negocii qualitas tempus prolixius aliud suaderet à die prædictæ presentationis et requisitionis in anteà numerandum, debeant finaliter terminare. Qui si contrà fecerint gagiis unius mensis vicè quâlibet sint privati.

Ut acta appellantibus mox tradantur.

Item, ne questionum terminationes et decisiones propter deffectum copiæ processus diutiùs quàm decet retardentur, et subjecti proindè graventur indebitis laboribus et expensis, ordinamus et statuimus quòd judices et notarii personis appellantibus, infra tempus ad præsentandum se coram judice appellationum prefixum seu prefingendum quod mensem non transcindat, acta questionum hujusmodi teneantur et debeant assignare. Qui contrà fecerint judices vice quâlibet sint privati gagiis consuetis unius mensis ad opus curiæ retinendis. Et notarii ad pœnam XXV solidorum vice quâlibet teneantur.

Quantùm infra vicariam judex à subditis percipiat pro suo labore.

Item, ad obviandum gravaminibus subjectorum, ordinamus expressè quòd nullus ex judicibus particularibus, quandò ibit per vicariam seu bajuliam suam, pro negociis privatorum, suum officium exercendo presumat ab eis recipere, pro expensis et quibuscunque aliis, ultra quinque solidos refforciatos, per diem. Sic etiam quòd si pro pluribus privatis vadat, nil ab eis omnibus in die ampliùs habeat, sed omnes contribuant in ipsorum quinque solidorum solutione prorata. Quòd si vadat pro negociis communibus curiæ et privatorum solvatur ei pro rata per curiam juxta solitum et privatos.

Ne judex pro dictamine judiciorum aliquid percipiat.

Jubemus præterea ne judex aliquis pro interpositione decreti seu donationis insinuatione ac datione tutelæ seu curæ, quandò propterea principalem locum vicariæ non habebit exire, quodcunque recipiat; quòd si fecerit, pœnâ quadrupli multetur cujus semiduplum danti, et triplum nostræ curiæ solvat. Ubi verò haberet extra locum propterea se conferre, quinque solidos recipiat ut prescribitur et non aliter

Ne judices recipiant compromissum.

Interdicimus etiam judicibus ipsis, de cætero, arbitria seu arbitrationes officio durante recipere. Quòd si fecerint unius anni gagia prorsùs perdant. Editum etiam seu sentencia quæ ex arbitrio seu ex arbitratione suscepta protulerunt, cassa sit penitùs atque nulla; sed pro dictando instrumenta processus seu mandamentorum et aliorum hujusmodi, quodcunque recipere non presumant.

Quod nullus officialis recedat de suo officio antè adventum successoris sine licenciâ.

Item, statuimus quòd nullus vicarius, bajulus, judex, clavarius, notarius aut officialis quilibet alius, in tempore commissi sibi officii, recedat ab illo sine licenciâ senescalli, et tunc ad illud redire infra statutum sibi terminum pro senescallo teneatur. Quòd si illicenciatus recesserit vel licenciatus non redierit, infra terminum sibi datum, hoc ipso eodem officio sit privatus, nisi aliter eum morbus evidens excusaret.

De cartulariis notarii mortui.

Item, volumus et ordinamus quòd officialis aliquis cartularia seu protocolla notarii defuncti non commitat alicui notario seu concedat, absque senescalli licenciâ speciali.

Quòd officiales majores non recipiant gagia nisi à thesaurario.

Item, quòd nullus ex officialibus majoribus, cùm ibit per comitatus Provinciæ et Forcalquerii pro negociis curiæ, ultra gagia stabilita, recipiat aliquid ab alio quàm à thesaurario à quo ipso gagia sibi solvi faciat.

Quòd senescallus debeat visitare totam Provinciam singulis annis.

Item statuimus quòd senescallus debeat singulis annis totam visitare Provinciam, nisi eum infirmitas rationabiliter excusaret. Cui quidem senescallo et majori judici tàm presentibus quàm futuris plenam tribuimus potestatem contra minores officiales inquirendi, et quos reos reperierint secundùm justiciam puniendi. Concessa eis nihilominùs licencia, quòd contra diffamatos valeant in inquirendo et puniendo secundùm capitula regni nostri edita per claræ memoriæ dominum patrem nostrum procedere modo, et prout eis videbitur expedire.

De pœnâ officialium amotorum de eorum officio pro delicto.

Item ordinamus quòd officialis amotus ab officio propter malè gesta non possit per senescallum ad aliud promoveri, nisi de speciali nostrâ consciencià et mandato: sic quòd in litterâ nostrâ quæ forsitan indè fiet causa amotionis hujusmodi exprimatur; ultra hoc autem, si certa crimina alia in se habuerit infideliter, per tres menses ad minùs detineatur in carcere, et taliter quòd modo debito, per senescallum et majorem judicem puniatur. Si verò redditus seu proventus curiæ nostræ occupare seu usurpare presumpserit, pro quolibet denario novem ipsi curiæ restituat. Si autem bona stabilia ipsius curiæ, sive jura quælibet permiserit per quempiam vel fecerit occupari, detineatur in carcere usquè ad nostræ beneplacitum voluntatis. Et nihilominùs puniatur secundùm quantitatem dampni illati in bonis stabilibus, si per fraudem in noviplo, si per simplicitatem in triplo.

Ut nullus ordinetur ad officia regia, nisi sit de terrâ regiâ oriundus vel incola.

Item, certâ et rationabili causâ suadente, statuimus quòd ex nunc nullus qui non sit oriundus vel incola de terrâ nostrâ seu regni Siciliæ et comitatuum nostrorum Provinciæ et Forcalquerii et Pedemontis et in eis bona mobilia possideat secundùm commissionem officii committendi, statuatur officialis in regno vel in quovis comitatuum prædictorum, nisi hoc de certâ nostrâ sciencià procederet, vel aliud per nostras litteras mandaremus: plenam et expressam, de verbo ad verbum, facientes de ordinatione hujusmodi mentionem.

De thesaurariis et rationalibus constituendis.

Item ordinamus quòd in comitatibus ipsis Provinciæ et Forcalquerii sit tantùm unus thesaurarius et unus rationalis auditor rationum, cui adjungatur scriptor unus qui per nos dùm præsens erimus vel dùm abierimus per senescallum inibi ordinetur ad adjuvandum auditorem eumdem et custodiendum archivum. Auditor autem, caternos rationum sigillet et sigillatos tradat ipsi notario conservandos.

Qualiter in civilibus et criminalibus appellari potest.

Item pro subditorum compendio volumus quòd in questionibus de rebus mobilibus et condempnationibus pecuniariis per curiam faciendis semel tantùm possit ad majorem judicem appellari, in criminalibus verò putà de morte, membrique mutilatione, et quæstionibus de terris, castris baronum et bonis stabilibus aliis, et juridictionibus, possint ad senescallum secundò appellare. Si inter privatos vertatur quæstio hujusmodi, de hiis cognoscat senescallus, easque decidat adhibito sibi uno ex procuratoribus fisci nostri. Ubi verò curiæ tangeret in causis hujusmodi, tunc ad senescallum ipsum et unum prelatum eligendum per jus secunda appellatio admittatur. In his autem secundis appellationibus, summariè et de plano sine strepitu et figurâ judicii procedatur.

Qualiter exceptio dilatoria et infra quod tempus in causâ civili et criminali, oblato libello, sit proponenda.

Item statuimus exceptiones dilatorias, prout communis juris etiam regalis est indultum, in ipso judicii exordio proponendas infra triduum à die oblati libelli in civili causâ vel criminali debere proponi; in quibus si de eis in continenti constare non possit, dilationem quam requirit qui objicit, sacramento priùs si de hoc judex decreverit prestito, quòd non tantùm eam causâ differendi judicii ipse convictus apponit, sed quòd eas causæ suæ proficere probare intendit. Ad quod probandum eidem octo dierum terminus qui peremptorius est, per judicem qui de causâ cognoscet, hujusmodi assignetur, nisi reus in longinquis partibus probationes se habere jurat. Quo quidem casu, consideratis locorum distanciis causarum quantitatibus et conditionibus personarum, cognitioni causæ terminus hujusmodi moderetur. Et si in eorum probatione reus defecerit in omnibus expensis sacramento actoris cum

taxatione judicis declarandis ab eo occasione dictæ dilationis factis ipsum duximus condempnandum.

De sacramento calumpniæ præstando et induciæ eo prestito ad proponendas deffensiones assignentur.

Item statuimus, lite contestatâ legitimè, sacramentum de calumpniâ ab utràque parte præstitum præstari juxta divales veterum principum sanctiones, quorum irremissibiliter subscripto principalis actoris aut accusatoris persona simul omnia quæ probationes seu adminiculum suæ probationis faciunt per se vel per advocatum suum offerat. Et eâdem die vel subsequenti ad plùs, proponat in scriptis, ulterius nullatenùs audiatur, nisi personæ minoris aut mulieris privilegium vel causa alia superveniens allegetur; reus principaliter convictus et accusatus deffensiones sibi de facto competentes in judicio proponere studeat, simulque et semel eas in scriptis per se vel per advocatum suum in prædicto spacio, curiæ dare procuret alias proponat. Eumdem terminum ad oblata probanda recipiant ambæ partes. Quòd si procuratores aut deffensores in hiis in quibus intervenire possint causæ agantur, ea jura procurator alleget, aut deffensor illas deffensiones opponat, quæ principali parte competere non ignoret. Ceterùm si ignorantiam fortè pretendit, jura sua principalis partis conscienciæ poterit reservare, ut causa infrà prædictum terminum quem ambæ partes receperint ad probandum, procurator tàm ea quæ primò apposuit probet quàm ea quæ per duratum litis posteà ad ipsius consciencìam pervenerunt. Terminum autem quem ad probandum in omnibus suprà dictis et aliis quæ judiciorum merita requirunt dedimus, quantùm sine causæ periculo et rerum dispendio fieri potest, per judices qui cognitionibus president in causis omnibus vel assignari breviari jubemus. Ità tamen quòd judices infrà annum à die contestationis litis in anteà numerandum causam ipsam finaliter terminent et decidant sentencialiter. Quòd si fortè infra annum causa non fuerit sentenciâ aliter terminatâ, volumus quòd, sicut à jure civili scripto causæ civiles infra triennium et criminales infra biennium terminatæ non fuerint, perit causæ instancia; sic si infra annum causa terminata non fuerit, ipso anno elapso instancia causæ pereat, nisi justa impedimenti causa intervenerit, quia tunc volumus questionis decursum et justum impedimentum restitui.

Ut nullus clericus officium aliquod habeat in terris nostris.

Item, statuimus quòd nullus clericus sive conjugatus, sive non conjugatus debeat habere vel possit officium in terris nostris.

Sub cujus rectoris nomine debent fieri præconisationes, et per quos excubiæ et executiones seu personarum captiones.

Et quia sæpè bajuli, vicarii, judices, clavarii, notarii, in disceptationem temerè ducere non verentes eorum officii potestatem, disceptantes de hiis quæ non multùm expendunt, et plura sapere quàm oportet temerariè petentes, dùm deberent subditorum corripere excessus et jura nostra perquirere ac justiciam ministrare, ambiunt insolertè querentque non querenda, et ut de fortunis propriis disceptationem in publicum, contra bonum statum virorum fidelium, non verentur; hùic morbo obviare volentes, consultâ deliberatione providimus, ut vicarii, bajuli præconisationes eorum nomine fieri faciant, non nomine judicis seu officialium aliorum, causâ cognitâ præcedente de consilio judicis. Excubiam et executiones faciant ipsi, vel eorum familia, malefactores deferant et carceri mancipent si eos invenerint delinquentes, à quo non exeant nisi priùs factâ inquisitione et fidejussione idoneâ notarii periculo: quam deliberationem bajulus, vicarius, notarius nec clavarius facere audeant, nec aliorum incarceratorum, pro quibuscunque capti criminibus, sed judex tantùm, vel de ipsius consciencià causâ cognitâ, quæ in ipsius pendet officio sint talia peragenda.

De sentenciis per judicem cum maturitate proferendis, et ad quem spectet cognitio liberationis carceris et torturæ.

Item volumus insuper quòd mandamenta ac sentencias criminales et civiles, cùm ad ipsius judicis spectet officium, tantùm sollicitè et cum maturitate procedat circa inquisitiones quæ per torturam seu terrorem vel alias per judicem sunt complendæ, quæ solum ejus officium, juxta juris formam pertinere noscuntur, sollicitè se habeat, nec sine causâ rationabili diù incarcerationes teneat, cùm ob custodiam non ob pœnam carceris sit custodia adinventa.

In quibus casibus sit carcerario salarium præstandum.

Sed quia hominum et regionum varietate difformiter officialium

regimine est censendum, cùm pro jure curiæ, vel pro fore facto non probabili vel alias pro fidejussione præstandâ, vel pro bono regimine, officiales præcipiunt ut infra curiam quis permaneat sub pœnâ vel banno eidem imposito, nisi in compedibus, vinculis, vel infra carcerem includatur, pro jure carceris nihil solvat. Cùm carcerarii in talibus laborem non sentiant, quia si eos evadere seu recedere contingeret, non carcerariis sed incarcerati est culpa potiùs est adscribenda. Datum Aquis per magistrum Matheum Filmarium de Neapoli, utriusque juris professorem et locum tenentem protonotarii regni Siciliæ, et in ejus absentiâ dilectum consiliarium familiarem et fidelem nostrum, anno Domini millesimo trecentesimo decimo, die vigesimâ secundâ madii, octavâ indictione, regnorum nostrorum anno secundo.

Cupientes igitur ordinationem regiam prout nobis injungitur inviolabiliter observare, volumus et unicuique vestrùm cum omni expressione mandamus quatenùs prescriptam regiorum mandatorum formam et tenorem diligenter attendentes. Statuta ipsa per eamdem majestatem regiam ordinata vos servetis tenaciter, et servari ab aliis sine transgressione quâlibet faciatis. Et ne quis possit super hujusmodi ignorantiam pretendere, subjungimus et mandamus ut statuta ipsa, in quâlibet curiarum nostrarum pro futurâ memoriâ registratis, vos officiales presentes et futuri sæpè statuta ipsa regia publicari et divulgari faciatis, ut illa omnibus valeant esse nota. Datum Aquis die quartâ novembris, nonâ indictione.

De instrumentis reddendis parte debiti solutâ.

Creditorum et usurariorum fraudibus obviare volentes, statuimus ut quæcunque debita vel pars debiti soluta eisdem, ipsum instrumentum originale, in quâ tota debiti quantitas continetur debitori solventi restituere teneantur, licet etiam instanter debitor hoc non petat. Si tamen pars debiti remanet, fiat pro ipso debiti residuo per debitorem sufficiens creditori cautela. Creditor verò qui contra hujus statuti tenorem instrumentum tenuerit pro quâlibet libra in instrumento contentâ, curiæ solidos decem nomine solvat pœnæ, in quam pœnam incidat ipso facto. Quod etiam ad præterita referri volumus, nisi, infra duos menses à tempore publicationis presentis editi computandos, creditores qui debitum vel partem debiti receperunt juxta presentis formam statuti, instrumentum velint reddere, vel saltem obtulerint reddere, vel apud publicam personam de loco ubi non invenirent cui reddere. Ut autem hæc ordinationum nostrarum summa.

quas sub dissimulatione transire nolumus in singulorum notitiam veniat, sic quòd nullus ignorantiæ causam allegare præsumat, vobis senescallo, vicariatûs auctoritate quâ fungimur, districtè præcipiendo mandamus quatenùs illas statîm per famosas litteras ad loca civitatum nostrarum et ubicunquè expedire videritis publicè divulgari faciatis. Et deindè tàm vos quàm officiales alii præsentes quidem et successivè futuri, sic observetis et observari faciatis ordinationes easdem, quòd ne pœnarum contentarum in ipsis fiatis obnoxii nec paternæ ac nostræ bonæ voluntatis subditi temerarii contemptores valeatis contra nostrum propositum inveniri. In quorum omnium testimonium, præsentes litteras jussimus nostri sigilli pendentis munimine communiri. Actum Marsiliæ et datum ibidem, anno Domini millesimo trecentesimo sexto die VI madii, quartâ indictione. Cupientes igitur tàm pro jure quàm reverentiâ constitutiones hujusmodi quantùm ad nostrum spectat officium, et per eumdem dominum ducem injungitur et mandatur, executioni mandare, ecce quòd constitutiones ipsas discretioni vestræ transmittimus expressè mandantes quatenùs sàltîm post receptionem præsentium per loca jurisdictioni vestræ subdita, et prout expedire videritis illas divulgari publicè faciatis solempniter publicari, ut in singulorum veniant noticiam et nullus causam ignoranciæ allegare presumat. Et tàm vos officiales præsentes quàm successivè futuri, sic in antèà constitutiones ipsas in quolibet dictorum capitulorum ordinatas irrefragabiliter observetis, et faciatis ab aliis nobis subditis observari, quòd ne pœnarum contentarum in ipsis fiatis obnoxii, nec dicti domini regis ac nostræ bonæ voluntatis à subditis temerarii inveniamini corruptores. Prædictam autem constitutionem sic patere volumus per publica documenta ut in posterum nullum dubium exoriri valeat quò minùs publicè ipsa, ut convenit, sint secuta.

Expliciunt statuta Provinciæ domini Raymundi Berengarii comitis Provinciæ. Nec non et statuta illustrissimorum dominorum Caroli primi et secundi, Dei gratiâ regum Hierosolymæ et Siciliæ, et reverendi in Christo patris domini Petri de Ferrariis permissione divinâ archiepiscopi Arelatensis et Cancellarii regni Siciliæ, et serenissimi principis domini Roberti primogeniti domini Caroli secundi, ducis Calabriæ et regni Siciliæ vicarii generalis, ac etiam ipsius domini Roberti Dei gratiâ illustris Hierosolymæ et Siciliæ regis.

Tamen sequuntur quædam alia statuta, edita per dictum dominum comitem Provinciæ et per illustrissimum dominum Carolum secundum quæ fuerant dimissa ex inadvertenciâ.

STATUTUM

DOMINI COMITIS PROVINCIÆ

SUPER STATU ADVOCATORUM.

(1280?)

Hæc est forma tradita per dominum comitem et ejus curiam super officio advocatorum. In primis jurabit quilibet advocatus antequàm admittatur ad advocatidum in terrâ domini comitis servare statuta infrà scripta. Primò promittet benè et fideliter pro clientulo suo advocare et nullam injustam causam scienter et contra conscientiam suam manu tenere nec causam sibi commissam protelare seu differre, nisi ob justam causam vel expedientem sibi vel ipsi causæ, nec tractare de compositione sine scientiâ clienticuli sui, et sine fraude et dolo, et nihil accipere ab adversâ parte et advocare pro pauperibus personis, viduis et orphanis; nec dimittere timore alicujus potestatis, dato sibi salario infrà scripto, quodcunque sibi preceptum fuerit à judice nisi justam causam ostenderet quare hoc facere non teneatur. Item advocatus nullam pactionem tangentem causam seu causas habebit cum judice causæ, nec cum aliquo officiali illius curiæ in cujus examine examinabitur seu ventilabitur causa. Nec socius erit cum aliquo prædictorum in hospicio, vel aliquod tractatum privatum habebit cum aliquo prædictorum de advocatione præstandâ alicui nisi concessum à jure. Item quòd nullus notarius contra instrumentum ab eo confectum advocabitur. Item quòd nullus advocatorum qui non habitat... nisi causæ ubi advocat agerentur; sed si alius veniat causâ advocandi quocunquè et undecunquè veniat, non audeat accipere pro advocatione, ultra II solidorum pro librâ, à C librarum infrà : à centum verò libris usque ad quingentas libras sit contentus XVIII denariis pro librâ, et ultrà non recipiat. Et à quingentis libris usque ad mille et ultrà recipiat XII denarios pro librâ, ità tamen quòd quantacunque sit summa, ultra quinquaginta libras salarium non excedat et causam teneatur manu tenere bonâ fide usque ad diffinitiva sententiam prolatam. Et prædicta intelligantur quòd si summa excedat C libras usque ad quingentas vel infrà, quod habeat, de totâ summâ XVIII denarios pro librâ ità quòd de libris C intermixtis non

habeat II solidos pro librâ, sed tamen XVIII denarios. A quingentis verò libris suprà, non accipiat nisi XII denarios pro librâ tantùm, ab unâ scilicet librâ usque ad infinitum, salvo quòd salarium non excedat libras L sicut suprà dictum est. Item quòd nullus advocatorum qui causâ advocandi exibit extra locum, ubi domicilium habeat, accipiat occasione expensarum aliquid ultra V solidos in die, pro tempore illo quo operam dedit vel dabit causæ seu causis pro quibus advocatus eundo et redeundo, vel patrocinium præstando; et si summâ die in pluribus causis advocaverit, possit accipere occasione expensarum VIII solidos in die et non ultrà, et illi proportionaliter à clienticulis contribuant, secundùm qualitatem causarum. Et si ab uno vel pluribus eundo vel redeundo ad causas recepit vel recipere debuerit prædictas summas, ab aliis post modum pro illâ die pro quâ receperit vel recipere debuerit seu potuit ulterius accipere non attemptet. Item nullus advocatus qui habitat in locò ubi causæ in quibus patrocinium præstat ventilentur, ausus sit accipere pro salario suo ultra XVIII denarios pro librâ usque ad centum libras et à C verò libris usque ad quingentas libras possit accipere pro salario suo XII denarios pro libris C de quibus suprà dictum est quod reciperent XVIII denarios. A quingentis verò libris suprà, possit accipere VI denarios pro librâ, quantuncunque sit summâ, ità quòd usque ad quingentas libras possit accipere XII denarios sicut dictum est suprà et de residuo sex denarios sicut suprà dictum est; ità videlicet quòd quantuncunque sit summa, XL libras salarium non excedat. Pro expensis verò nihil à clientulo seu clientulis accipiat nisi esculentum vel poculentum, quod brevi horâ consumi possit, cujus quantitas in die XII denarios non excedat. Item nullus advocatorum prædictorum audeat aliquid petere à clientulo seu clientulis occasione consilii habiti vel habendi tangentis causam illam in quâ patrocinium præstat ab alio sapiente nisi de consensu clientuli seu clientulorum, et quod sciat clientulus seu clientuli, quantùm erit illud quod dabitur et cui dabitur et ipsemet clientulus solvat illi à quo fuerit petitum consilium. Item et de salario advocatorum statutum est quòd advocatus recipiat medietatem sui salarii, postquàm lis fuerit contestata et non antè et aliam medietatem postquàm conclusum fuerit et allegatum in causâ. Et tunc curia compellat partes ad satisfaciendum advocatis, cùm ab eis fuerit requisita antequàm diffinitivè sententia proferatur, cujus prolationi advocatus teneatur nihilominùs interesse. Si verò antè litem contestatam concordia fieret inter partes, habeat advocatus quartam partem salarii, sive si libellus fuerit porrectus et

dies assignata ad respondendum, sive non, ità quòd ista quarta pars summam c solidorum non excedat. Item quòd nullus advocatus sit ausus clientulo suo vel clientulis consulere aliquo modo, quandò de facto interrogabitur, dùm est coram judice constitutus nisi de licenciâ judicis, qui judex dare teneatur licentiam advocato cùm viderit expedire. Quod autem dictum est, de salario et expensis advocatorum intelligitur quòd non plus accipiant, minùs autem possint. Hæc omnia suprà dicta singula et universa promittent et jurabunt advocati se servaturos bonâ fide et sine fraude. Et nomina juratorum scribentur in cartulario curiæ, in cujus juridictione habitant et literas testimoniales habeant de juramento facto. Antè verò quòd juraverint ut suprà, nullus admittatur ad advocationem. Et si contra prædicta aliquis prædictorum vel aliqui venerint, sit privatus vel privati ipso facto officio advocationis nisi per dominum comitem restituatur. Et vicarii, bajuli, judices, clavarii et notarii cujùslibet curiæ domini comitis jurent omnia suprà dicta quantùm in ipsis fuerit observare. Et si aliquis de advocatis contra prædicta venerit, suæ salutis immemor, teneatur denunciare et denuncietur senescallo.

ITEM ALIUD STATUTUM

DICTI DOMINI COMITIS PROVINCIÆ

SUPER STATU TABELLIONUM.

(1280-90?)

Super officio tabellionis ità ordinatum est per dominum comitem et ejus curiam prout in sequentibus continetur. In primis, de libello ponendo in cartulario II denarios tantùm et de extrahendo III denarios de monetâ currente. Item de quâlibet positione ponenda in cartulario I denarium et de extrahenda I denarium. Item de qualibet protestatione et exceptione ponenda in cartulario I denarium et de extrahenda II denarios. Item de quolibet teste de quo dicitur : idem sicut precedens testis, ponendo in cartulario I denarium et de extrahendo I denarium. Et de eo qui dicit nihil scire et de quolibet teste cujus dictum scribitur totum ponendo in cartulario II denarios et extrahendo II denarios. Item de quolibet mandato, seu injunctione seu libello preceptorio ponendo in cartulario I denarium et de extrahendo I denarium et super

primum mandatum seu injunctionem ponatur in cartulario. Item et de extrahendo in papiro VIII denarios et de extrahendo in pargameno XII denarios. Et de interlocutorio I denarium. Et de protestatione et exceptione, et de extrahendo in pargameno III denarios. Item de sciencià à XXV libris suprà usque ad C libras ponendo in cartulario XII denarios et de extrahendo in publicam formam II solidos. Et de C libris suprà usque ad CC libras de ponendo in cartulario et extrahendo in pargameno IV solidos. Et à CC libris suprà, V solidos. Item de sciencià arbitrii idem quod suprà de sciencià judicis. Item de compromisso ponendo in cartulario et de extrahendo in papiro XII denarios pro quolibet. Et si compromissum ponatur in sciencià XII denarios plusquàm in aliis sentenciis et in quâlibet quantùm propter adjunctionem compromissi. Item de litteris citatoriis vel debito exhibendo, seu de aliis literis cum sigillo III denarios. Item de instrumento tutelæ vel curæ seu procurationis ponendo in cartulario XII denarios et de extrahendo in publicam formam XII denarios. Item de instrumento syndicatùs illud idem, nisi nomina constituentium usque ad L exprimantur in instrumento; et si exprimantur, tunc de ponendo in cartulario IX denarios et de extrahendo in papiro IX denarios et de extrahendo in publicam formam XVIII denarios. Item de instrumento inventorii à XXV libris infrà ponendo in cartulario XII denarios et de extrahendo in papiro XII denarios et de extrahendo in publicam formam II solidos. Et à XXV libris usque ad C libras de ponendo in cartulario et extrahendo in papiro idem, et in publicam formam IV solidos. Et à C libris usque ad CC libras proponendo in cartulario XII denarios et de extrahendo in papiro XII denarios et de extrahendo in publicam formam VIII solidos. Et à CC libris suprà, X solidos. Item de instrumento emancipationis et adoptionis, arrogationis, de ponendo in cartulario XII denarios et in publicam formam XVIII denarios. Item de instrumento missionis in possessionem, de ponendo in cartulario VI denarios et de extrahendo in papiro VI denarios et in publicam formam XII denarios. Item quandò contingeret notarium exire locum suum, habeat in die pro loquerio bestiæ XII denarios et pro expensis suis et equi II solidos. Die verò quâ exierit locum suum et die quâ redibit ad locum suum, habeat II solidos pro se et pro bestiâ. Item de instrumento baratæ, mutui, depositi, confessionis alicujus summæ à C solidis et infrà, pro ponendo, in cartulario III denarios et de extrahendo in papiro III denarios. Et à C solidis suprà, duplum, quantuncunque fuerit summa. Item de instrumento societatis, cambii, donationis sim-

plicis, sive propter infirmos, sive causâ mortis, sive in emphiteosim, vel à xxv libris suprà, quantuncunque fuerit summa, in duplum. Item de instrumento venditionis à x libris et infrà, ponendo in cartulario et in papiro, pro quâlibet IV dēnarios et in publicam formam VIII denarios. Et à x libris usquè ad x libras, pro ponendo in cartulario vel extrahendo in papiro, idem, et in publicam formam XII denarios. Et à xxv libris usque ad c libras, pro ponendo in cartulario, VI den. et in papiro VI den. et de extrahendo in publicâ formâ XVIII denarios. Et à c libris suprà, quantacunque fuerit quantitas, idem de ponendo in cartulario, et de extrahendo in papiro et in publicam formam IV solidos. Ubi castrum vel villa venderetur, habeat V solidos usque ad c, quantacunque sit summa vel quantitas, de quolibet miliario ad x miliaria XII denarios, et ultra x solidos non ascendat. Item de instrumento appellationis ponendo in cartulario VI denarios et de extrahendo in papiro VI denarios et in publicam formam VI denarios. Item de instrumento restitutionis à x libris et infrà, pro ponendo in cartulario VI denarios et de extrahendo in papiro VI denarios et de publicâ formâ XII denarios. Et à x libris usque ad xx libras pro ponendo in cartulario, et extrahendo in papiro idem et de publicâ formâ II solidos. Item à xxv libris usque ad c libras pro ponendo in cartulario XII denarios et de extrahendo in papiro XII denarios et de publicâ formâ III solidos. Et à c libris suprà, de ponendo in cartulario et extrahendo in papiro idem et de publicâ formâ V solidos quantuncunque fuerit magna quantitas. Item de instrumento divisionis hereditatis et immissione possessionis idem per omnia. Item de compositione idem quod de divisione hereditatis. Item notarius teneatur facere et legere notam totam in presentiâ partium et sine remissione et ponere in cartulario infra tres dies. Et reddere instrumentum infra mensem postquàm fuerit requisitus, nisi aliter convenirent partes pro dictando instrumento; et tunc substancia facti sive contractùs tota apponatur in presentia partium et legatur et dictata nota teneatur reddere instrumentum ut suprà. Item de literis cum sigillo senescalli citatoriis simplicis justitiæ et de debito solvendo et de legatione judicis, et de litera clausa solvant VI denarios et de aperta XII denarios. Item de incarceratis qui capti sunt sine culpa nihil accipiatur ab aliquo aliqua ratione. Item notarii jurabunt omnia præmissa et singula attendere et observare et si faciunt contrà puniantur in decem libris et priventur ab officio in perpetuum.

ITEM QUÆDAM ALIA STATUTA

EDITA PER

ILLUSTRISSIMUM DOMINUM REGEM CAROLUM SECUNDUM

SUPER

BLASFEMIIS ET PERJURIIS.

Anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo quarto, die decimâ sextâ mensis septembris, fuerunt literæ infrà scripsæ presentatæ. Hugo de Vicinis, miles, Provinciæ et Forcalquerii senescallus, vicariis Draguiniani, Grassæ, Niciæ, et bajulis ac judicibus dictorum locorum presentibus et futuris, salutem et amorem sincerum. Constitutiones per regiam majestatem de novo editas, et in ejus patentibus literis nobis missis contentas nos de novo recepisse noveritis, formæ et continentiæ subsequentis :

Carolus secundus, Dei gratiâ, Jerosolymæ et Siciliæ rex, ducatus Apuliæ et principatus Capuæ, Provinciæ et Forcalquerii comes, senescallis Provinciæ et Forchalquerii presentibus et futuris gratam suam et bonam voluntatem. Omne nobis est studium ut crediti nobis à Domino benè vivant et ejus inveniant placationem. Intuentes igitur quòd plures subditi nostri in animarum suarum grande dispendium nimis assiduè delinquunt, circa ea quæ inferiùs describuntur; idcircò diligenti deliberatione præhabitâ, communicato multorum consilio sapientium, constitutiones infrà scriptas Deo placentes, pro salute nostrorum edidimus subditorum quas in omnibus terris nostris et subditorum nostrorum comitatuum Provinciæ et Forchalquerii volumus et præcipimus in perpetuum inviolabiliter observari.

Super Blasfemiis.

In primis quidem, quùm blasphema verba et sacramenta de Deo vel de sanctâ et gloriosâ semperque Virgine Dei genitrice Mariâ vel de aliis sanctis Dei dicere presumunt, Deum ad iracundiam provocantes injungimus omnibus abstinere ab hujusmodi blasfemiis verbis. Qui verò contrà fecerit, si burgensis vel miles vel alius nobilis fuerit,

xx solidos regalium coronatorum; si verò plebeus x solidos ejusdem monetæ, nomine pœnæ solvere compellantur. Cujus pœnæ quarta pars solvatur deferenti; residuum verò curiæ. Et si quis pœnam prædictam solvere non poterit ponatur die dominicâ, horâ primâ, publicè in castello, et ibidem usque ad horam comestionis teneatur ut alii hoc videntes à similibus arceantur.

Super Perjuriis.

Item quia quidem contra fidem promissam et suo juramento firmatam temerè, in aliorum prejudicium venientes nomen Domini Dei nostri vilipendendo non verentur, præcipimus quòd tales perjuri, si burgenses vel nobiles fuerint xx solidos regalium coronatorum, si plebei x solidos, temporali curiæ applicandos, pro pœnâ dictæ curiæ solvere teneantur. Et si quis pœnam prædictam solvere non poterit ponatur die dominicâ, horâ primâ, publicè in castello. Et ibidem usque ad horam comestionis teneatur ut alii hoc videntes à similibus arceantur.

SEQUUNTUR QUÆDAM ALIA STATUTA

ET

CONSTITUTIONES PROVINCIALES

EDITÆ A MULTIS PRÆLATIS.

(1337.)

In nomine Domini amen. Antiqui patres sanctitatis gratiâ prædîti et tàm exemplo quàm opere beatitudinis munere affluentes, curam pastoralis sollicitudinis salubriter exercentes, sua sæpius concilia celebrarunt, in quibus per justitiæ regulam, suis consuluerunt temporibus opportuno regimine ecclesiasticæ disciplinæ, morum gestus induxerunt laudabiles et subditorum errantium periculis feliciter obviarunt. Idcòque nos permissione divinâ: Gasbertus Arelatensis, Bertrandus Ebrodunensis, et Armandus Aquensis archiepiscopi, prædictorum patrum antiquorum vestigiis inhærentes, et subditorum nostrorum saluti, quantùm nobis ex alto permittitur, prospicere cupientes, de infrà scriptorum episcoporum suffraganeorum nostrorum præsentium, et procuratorum suffraganeorum et capitulorum nostrarum provinciarum absentium consilio et assensu, videlicet: nos Gasbertus Arelatensis archi-

episcopus, cum venerabilibus in Christo patribus dominis eàdem gratiâ, Petro Aurasicensi, Hugone Tricastinensi, Jacobo Tholonensi, Hugone Carpentoractensi, Philippo Cavallicensi, Johanne Marsiliensi, Johanne Avinionensi, et Rocherio Vasionensi; et cum Arelatensis, Aurasicensis, Tricastinsis, Tholonensis, Carpentoractensis, Cavallicensis, Marsiliensis, Avinionensis, Vasionensis capitulorum procuratoribus sufficienter comparentibus; et nos Bertrandus Ebrodunensis archiepiscopus cum Bertrando Senescenci, Elziario Dignensi, Jacobo Glandatensi, Arnaudo Ventionensi, et Guilhelmo Nissiensi, et cum discreto viro magistro Johanne Durandi clerico intitulato in ecclesiâ Grassensi, Grassensis episcopi absentis procuratore, et cum Senescensis, Glandatensis, Grassensis, Ventiensis et Nissiensis capitulorum procuratoribus sufficienter comparentibus; et nos Armandus Aquensis archiepiscopus cum Bartolomeo Forojuliensi, Gaufrido Regensi, Rostagno Sistaricensi et Guilhelmo Aptensi, episcopis nostris subfraganeis, ac cum religioso viro fratre Lantelmo Desparonis priore prioratus de Alamanono, Vapincensis diocesis procuratore, venerabilis patris domini Dragoneti episcopi Vapincensis absentis, et cum Regensis, Sistaricensis, Aptensis et Vapincensis capitulorum procuratoribus sufficienter comparentibus: in loco seu monasterio Sancti Ruffi, ordinis Sancti Augustini, diœcesis Avinionensis, Arelatensis provinciæ supradictæ provinciale concilium celebrantes, prorogatâ primo juridictione de locis per nos Ebrodunensem et Aquensem archiepiscopos, nostrosque subfraganeos presentes, nobis Gasberto Arelatensi archiepiscopo et Johanne Avinionensi episcopo et procuratoribus supradictis hâc vice consentientibus: ad honorem omnipotentis Dei et perexcelsæ gloriosæ Virginis matris suæ totiusque celestis curiæ beatorum et morum reformationem ac delictorum et excessuum correctionem, ac animarum nostrarum et subditorum nostrorum utilitatem, et statum ecclesiasticum salubriùs conservandum: hoc sacro approbante concilio, ad infrà scripta statuta edenda seu eorum aliqua innovanda, reformanda et declaranda processimus ut inferiùs continetur. Protestati tamen fuimus antè omnia, quòd per infrà scripta statuta seu aliqua eorumdem statutis provincialibus seu ecclesiarum cathedralium vel collegiatarum olim rationalibiter editis in nostris provinciis derogare non intendimus, nisi si et in quantùm dictis nostris statutis infrà scriptis reperirentur per contrarietatem vel alias obviare.

De Missâ Beatæ Mariæ semel in ebdomadâ celebrandâ.

In primis statuimus et communiter ordinamus quòd missa de beatâ

Mariâ, additis collectis: *ecclesiæ sanctæ* et *Deus à quo sancta* in die sabbati si festum, IX lectionum non impediat, alioquin in aliâ vacante feriâ ipsius ebdomadæ, pro pace et tranquillitate ac bono statu ecclesiæ conservando ac inimicis ejus ad cor et penitenciam convertendis solempniter in singulis nostrarum provinciarum ecclesiis celebretur; et ut ad veniendum fideles ferventiùs inducantur, singulis ad dictam missam venientibus verè penitentibus et confessis IX dies de injunctis penitenciis misericorditer relaxamus.

De indulgenciâ associantibus corpus Christi, cum ad infirmos portatur, concessâ.

Si propter Christi reverentiam, sanctis ejus in corde precipitur, dignum est sacrum corpus ejus coli veneratione precipuâ, quod utiquè pro nobis in illius passionis memoriam consecretur. Statuimus igitur et jubemus quatinùs singuli rectores, priores et vicarii ecclesiarum nostrarum provinciarum, civitatum et dyocesum parrochianos suos salutaribus monitis inducere studeant, ut sanctissimum corpus dominicum, dùm presbyter ipsum portat in viaticum ministrandum ægris, reverenter associent ac luminarium adhibitione decenter honorent, illis qui associabunt de die vel de nocte sine luminaribus, X; qui verò cum luminaribus vel etiam luminaria mittent per alium, de die, XX, de nocte XXX dierum indulgentiam ex concessione nostrâ misericorditer relaxamus, dùm tamen verè pœnitentes et confessi fuerint.

De Indulgenciâ concessâ devotè intercedentibus apud Deum pro domino papâ et ejus regimine prosperando.

Item, cùm secundùm sacræ scripturæ testimonium, multùm valeat precatio justi assidua, et quòd oculi Domini super justos et aures ejus in preces eorum, ut Psalmista testatur, piâ deliberatione presentis concilii duximus concedendum quòd quicunque Christianus fidelis verè penitens et confessus nostrarum provinciarum, civitatum et dyocesum, devotas orationes effundere, et pia vota emittere curaverit, presertìm in missarum solempniis, antè Dei majestatis conspectum, à quo cuncta bona procedunt ut per suam ineffabilem clementiam sanctissimum patrem dominum nostrum papam regere et in suæ pacis gratiâ conservare, ac custodire, fidemque catholicam toto orbe terrarum multiplicare dignetur, videlicet quilibet nostrorum archiepiscoporum per totam suam provinciam, et quilibet nostrorum episcoporum per

totam suam civitatem et dyocesim de injunctis sibi pœnitenciis XL dies misericorditer relaxamus.

De Indulgenciâ concessâ fidelibus, audito nomine Jesu, inclinantibus se devotè.

Cùm fe. m. dominus Gregorius papa decimus per sacrum constitutionis oraculum invitaverit quoslibet christiani nominis charactere insignitos, ut nomen illud quod est super omne nomen, à quo non est sub cœlo aliud datum hominibus nomen, videlicet Jesu Christi, exhibitione reverentiæ specialis attollerent, et precipuè dùm aguntur sacra mysteria, illico quàndocunque recolitur, veneratione dignum devotâ capitis inclinatione monstrarent; nos de nostrorum subditorum salute solliciti, volumus ut singuli rectores ecclesiarum et vicarii nostrarum provinciarum et dyocesum ad hoc ipsum faciendum plebeos sibi subjectos moneant efficaciter et inducant, et ut illi id libentiùs faciant, quo uberioris retributionis premium exindè censerint proventurum, nos singulis in illius gloriosi nominis memoriâ se inclinantibus reverenter, utiquè verè pœnitentibus et confessis, x dierum concedimus indulgenciam quotiens, ut prefertur, id fecerint, valituram.

De claudendis fontibus baptismalibus, ne quid in eis sordidum immittatur.

Item, cùm sacri fontes in quibus originalis aboletur culpæ contagium per baptismalis aquæ visibile sacramentum coli debeant digno venerationis honore, ut nec indevotis contrectationibus pateant, nec extrinsecùs advenientium inquinamento sordescant, statuimus igitur ut singuli parrochialium ecclesiarum rectores nostrarum provinciarum, civitatum et dyocesum in quibus sunt fundati fontes hujusmodi eos infrà instans festum nativitatis dominicæ habeant sic claudi cum clavibus et faciant aptari et clausos teneant et aptatos, quòd nullus sordibus ad illos ingressus immineat, potiorque reverentia illius quòd ibi traditur sancti sacramenti habeat; v solidorum pœna quibuslibet feriendis qui hoc contempserint agere, in opus ecclesiæ, vel pios usus alios ad nostrum arbitrium solvendorum.

De sacramento Eucharistiæ in tempore paschali à parrochialibus solùm presbyteris ministrando.

Item, desiderantes illud preceptum generalis concilii pro animarum salute et catholicæ fidei testimonio salubriter institutum, quod omnis

utriusque sexûs postquam ad annos discretionis pervenerint reverenter recipiant ad minùs in Paschâ Eucharistiæ sacramentum, sic à Christi fidelibus sollicitudini nostræ concessis efficaciter observari, quòd nulli quesitis coloribus à simulatis devotionibus vel alias dùm ab aliis quàm à propriis sacerdotibus recipere velle se asserunt corpus Christi, fraudem querentes facere canoni, fraudant potiùs semetipsos; presentis deliberatione concilii, statuimus inhibendo quòd curati nostrarum civitatum, dyocesum et provinciarum, nulli parrochiano suo, cujuscunque conditionis aut sexûs existat, in festo Paschæ, nec in VIII diebus precedentibus immediatè et VIII subsequentibus, concedant licenciam recipiendi, nisi ex causâ infirmitatis, nec etiam alicui ministrandi seu conferendi sacramentum Eucharistiæ, extra ecclesias suas parrochiales, vel alias ecclesias ubi per ipsos curatos extitit ministrari consuetum. Si qui autem curati hujus statuti fuerint transgressores, auctoritate presentis consilii excommunicationis incurrant sententiam ipso facto. Prelati autem sic presens statutum diligenter observent, ut alicui nisi ex causâ rationabili recipiendi sacramentum prædictum illo tempore, alibi quàm in parrochiali ecclesiâ licenciam non concedant.

Ut beneficiati et in sacris ordinibus constituti in diebus sabbati à carnibus habeant abstinere.

Item, cùm deceat viros ecclesiasticos, præsertìm beneficia ecclesiastica obtinentes, in modo vivendi sic inter homines exemplariter conversari, ut layci eorum informentur exemplo, non autem ex clericorum abusu corruptis moribus deformentur, statuimus quòd clerici beneficiati aut in sacris ordinibus constituti, ab indè in anteà semper in diebus sabbati pro honore beatæ Mariæ à carnibus abstineant, nisi ex causâ necessitatis; de quâ comedentis conscientiæ relinquatur, vel nisi festum nativitatis Domini in die sabbati contingerit evenire; alioquìn contrarium facientes pro qualibet die qua carnes comedere attemptaverint, per unum mensem ipso facto ab ingressu ecclesiæ sint suspensi.

Qualiter prælati possint benedicere in dyocesi alienâ.

Item, statuimus quòd quilibet nostrorum archiepiscoporum prædictorum et singuli episcopi provinciarum nostrarum, dùm transitum facient per dictas provincias, possint etiam in aliâ dyocesi dictarum provinciarum populum benedicere ut ex hoc populi devotio augeatur et etiam in dyocesi Arelatensi, Aquensi, Ebrodunensi, civitatibus exceptis dumtaxat, et aliis locis in quibus alter ex nobis dictis archiepi-

scopis vel dyocesanis presens esset; ut si contingat in pontificalibus celebrare vel prædicare, vel facere coram se prædicari, possint benedictionem episcopalem et indulgentiam concedere, et vestes, altaria, ornamenta benedicere, et calices et altaria portatilia consecrare. Item sententiam excommunicationis vel interdicti latam ab uno, alio denunciari et observari faciant cùm à proferente super hoc fuerint requisiti; addentes quòd prædictæ sententiæ excommunicationis et interdicti non nisi ex justis causis et cum maturitate et sollempnitate proferantur.

De sententiâ excommunicationis latâ ab ordinario, exigente excommunicati inobediencià, per prælatos et alios publicandâ.

Item, statuimus quòd ex quo per propriam civitatem et dyocesim lata per prælatum aliquem excommunicationis, suspensionis vel interdicti sententia, competenti tempore fuerit publicata, et ibidem exigente rebellium et inobedientium duritiâ, per decem dies extiterit solempniter et publicè aggravata, ex tunc requisito proprio metropolitano seu ejus officiali, et approbatam publicante seu publicari faciente dictam sententiam, licitum sit eidem prælato hujus auctoritate concilii, cæteros episcopos et prælatos requirere, ut ipsius sententias quarum tenorem et causam declaret in scriptis, in suis districtibus servent et faciant observari, publicent et faciant diebus ad hoc congruentibus publicari.

Ut censura ecclesiastica sic exigente contumaciâ exerceatur, quòd nullus eâ ultra juris tramites abutatur.

Item cùm censura ecclesiastica sit eo moderamine à viris ecclesiasticis exercenda, quòd officium debitum operando non cogatur ad noxam et scandalum tendere, quæ ad medelam et remedium est inducta, et excommunicationis lata sententia contra contumaces et in excommunicationis sententia dormientes possit expressis à jure provisionibus agravari, quod ad peregrinas adinventiones et multipliciter perniciosas recurrere sit tàm inutile quàm dampnosum; statuimus quòd ab indè in anteà nullus ecclesiasticam jurisdictionem exercens contra excommunicatos ab ipsis, quantocunque tempore excommunicationis sententiam animo sustinuerint indurato, procedat ad faciendum projici lapides in domum excommunicationis sententia innodati vel ad faciendum venire capellanum indutum veste sacerdotali, vel alias ad domum excommunicati prædicti, vel ad portandum libitinam seu

feretrum vel alia similia quæ à jure non reperiuntur expressa, sed aliis à jure provisis remediis utatur ad pœnam contumacium agravandum. Exercentes autem juridictionem ecclesiasticam hujusmodi qui contrarium fecerint, excommunicationis incurrant sentenciam ipso facto nec subditi nostri curati vel alii eisdem teneantur in prædictis aliqualiter obedire.

Qualiter contra illos qui excommunicationis sentenciam contempnentes exemplo perniciose peragunt procedatur.

Cæterùm abhominalis, proh dolor! sicut ad nostrum tàm de longinco quàm e vicino pervenit auditum, in quibusdam partibus inolere incepit abusio. Nam aliqui filii Belial, qui nec Deum timent, nec homines reverentur, iniquitatem bibunt ut aquam: qui dùm sentencias vilipendunt, dùm medicinam quæ fuerat ad salutem rejiciunt, mortis incurrunt periculum et ad interitum, suæ perversitatis exemplo, nonnunquàm inducunt alios et seducunt. Isti siquidem in Dei opprobrium et in contemptum promulgatoris et sententiæ promulgatæ neglectum, non minùs viliter quàm dampnabiliter procedere, imò veriùs execrabiliter excedere non formidant, ut potè dùm adulterium presbiteri vel prælati confingentes, officium et jurisdictionis usurpantes ministerium, excommunicationem, imò veriùs execrationem, versa sed perversa vice in excommunicatores seu denunciatores suos, simulare presumunt, accensos palearum fasciculos aut candelas de cepo, seu carbones, seu tizones ardentes, in patellis, conchis aut sartaginibus vel similibus, vituperabiliter extinguendo. Cùm igitur talia et hiis similia in Dei vergant opprobrium, et in ecclesiasticæ disciplinæ redundent contemptum: statuimus et sub pœnâ excommunicationis inhibemus, ne quis clericus vel laycus, cujuscunque ordinis, dignitatis, conditionis vel statùs existat, rem tantæ perniciei de cæterò per se, vel per alium aut per alios aut alias attemptare presumant. Qui verò hujus saluberrimi statuti transgressor extiterit, et infrà triduum ex indè competentem non exhibuerit, ex tunc se sciat ipso facto excommunicationis vinculo innodatum; et locus aut villa ubi hæc vel similia, domino loci sciente, vel mandante, vel ratum habente, vel postquàm requisitus fuerit, vel ejus locum tenens, infra decem dies corrigere negligente, præsumpta fuerint, ecclesiastico tamdiù sit et remaneat subpositus interdicto, donec ad mandatum ecclesiæ, quam delinquens offendit et prælato quem irreverenter despexit, sufficiens et ydonea satisfactio, et realis emenda præstita fuerit, per eumdem: quam, cum in talibus non sit relaxanda

vindicta offensus prælatus non remittere valeat ullo casu, sed eisdem pœnis subjacere volumus illos et illas qui vel quæ talia fieri mandaverint, vel alias opem vel operam aut consilium præbuerint, si rem tàm detestabilem prodire contigerit detestabiliter in effectum : addito, quod eorum posteri usque ad secundam generationem in clericorum collegium nullatenùs admittantur, nisi priùs per metropolitanum cum uno subfraganeorum, fuerit super hoc misericorditer dispensatum. Si verò clericus beneficiatus, vel in dignitate seu personatu vel officio constitutus, taliter excesserit : ultra pœnam layco inflictam, beneficio, si quod in provinciis nostris obtinet, sit ipso facto presentis concilii auctoritate privatus : non beneficiatus autem, ad obtinendum beneficium ecclesiasticum sit ex tunc inhabilis et indignus.

Ne ecclesiasticæ personæ titulum jurisdictionis quam pacificè possiderunt secularibus ostendere teneantur.

Item quòd seculares domini, cujuscunque conditionis existant, vel baillivi seu officiales eorum qui prælatos vel alios ecclesiarum rectores cogunt ostendere, quàrè merum vel mixtum imperium, aut justicias altas, medias vel infimores tenent, licèt tenuerint pacificè multis annis, et si coram eis hoc non probent, usurpare, accipere et sibi applicare sine alia causæ cognitione, motu proprio, non verentur : si à talibus excessibus desistere moniti neglexerint, et ad usurpandum sine alia rationabili causa processerint, tàm ipsi quàm illi qui eis in hâc parte obedient, excommunicationis incurrant sententiam ipso facto.

Ut persona ecclesiastica per nullum judicem temporalem in criminalibus vel personalibus distringatur.

Item quòd nullus dominus temporalis vel judex seu delegatus ejusdem, cujuscunque conditionis, dignitatis vel statùs existat, clericum vel personam ecclesiasticam aut religiosam, coram se, super criminalibus vel personalibus citet vel citari faciat, seu quoquomodò distringat, exceptis causis feudalibus in casibus à jure concessis. Quòd si fecerit et in hoc perstiterit et infra dies VIII non se correxerit, et quod incautè presumpsit non relaxaverit, ex tunc sententiam excommunicationis incurrat.

Ut clericus contra clericum ad judicem secularem vel alium laycum pro faciendâ justiciâ vel inferendâ violenciâ non recurrat.

Item prohibemus statuendo et statuimus prohibendo ut nulla persona ecclesiastica de clerico vel persona ecclesiastica qualitercunque,

conquerens super spiritualibus vel ecclesiasticis, aut criminalibus vel personalibus quibuscunque, recurrat ad curiam vel principem aut alium dominum secularem vel laycum quemcunque super justicia facienda, vel violencia clerico, in persona vel rebus ad eum pertinentibus, inferenda : nec cum ipso vel ipsis super eisdem, sine consciencia prælati vel officialis sui, pactum aliquod inire presumat, nec factum observet; alioquìn querelam exponens vel denunciationem faciens et in eis persistens vel paciscens, et pactum observans, à jure suo eo ipso cadat, nulla alia super hoc sentenciâ expectata et donec super hoc ad arbitrium prælati satisfecerit : omni beneficio ecclesiastico quod obtinet noverit se suspensum et ab obtinendo indignum.

Provisio contra illos qui bona et jura ecclesiarum et ecclesiasticarum personarum subtrahunt, diminuunt, dissipant et invadunt.

Quoniam aliqui, suis finibus non contenti, passìm aliena diripiunt et ecclesiasticas libertates infringere non verentur; approbante presenti concilio, statuimus, quòd quælibet persona sæcularis aut ecclesiastica, nobilis aut alia, cujuscunque proheminentiæ, dignitatis, officii, conditionis aut statûs fuerit, quæ ecclesias aut capellas, seu earum cimiterta, hospitalia, reclusoria, domos, possessiones, loca, villas, castra, census, tascas, trezena, laudimia, vintena, feuda, lesda, pedagia, molendina, piscarias, pasqueria, sive reclausas, jurisdictiones seu alia quæcunque jura seu etiam eorum homines, aut familias aut animalia, seu bona quælibet immobilia seu mobilia, quæ quidem mobilia valorem x solidorum monetæ currentis excedant, sive domos religiosas, aut hospitalia, seu reclusoria vel leprosaria quomodolibet invadere, capere, occupare, detinere, pignorare, seu gadiare per se vel per alium, vel inquietare quomodolibet, seu turbare; nec non et qui contra ecclesias sive capellas, aut clericos, sive personas ecclesiasticas sive earum hominès, loca, villas, castra seu mansiones, aut contra libertates ecclesiasticas, vel domos religiosas aut hospitalia, seu reclusoria, vel leprosaria quomodolibet edere, vel facere quævis statuta seu banna vel preconizationes, aut novitates quascunque, sive quibuscunque ex prædictis directe vel indirecte violencias, aut molestias irrogare; seu eis super bonis quibuslibet ecclesiasticis seu patrimonialibus, quæstas aut talhias, angarias sive perangarias aut necessitates quaslibet aliqualiter imponere vel inferre; sive domos ecclesiarum aut clericorum seu personarum ecclesiasticarum, occasione quacunque serrere sive claudere quoquo modo seu eorum bona quæcunque bannire, seu etiam

vias novas aliquas ubilibet adinvenire vel facere, per quas ecclesiæ seu earum villa, castra vel loca in pedagiis seu lesdis aut quibuslibet aliis juribus possint in aliquo diminui vel etiam pejerari; sive itinera aut vias, stratas publicas aut privatas, infra limites sive territoria, vel districtus locorum, villarum sive castrorum ecclesiasticæ jurisdictionis, auferre vel sibi quomodolibet apropriare, attribuere seu etiam applicare vel terminos eorum arctare presumpserit seu attemptaverit per suam potenciam aut violenciam sive maliciam; aut in dictis vel aliquo prædictorum, mandatum dederit, auxilium, consilium seu favorem, publicè vel occultè, nisi infra sex dies super hiis à die captionis seu invasionis, attemptationis, turbationis, vel inquietationis sive presumptionis hujus per emendam aut revocationem debitam seu alias, ut res exegerit, plenè satisfecerit, excommunicationis sententiæ subiaceat ipso facto. Quam siquidem excommunicationis sententiam, cum de premissis seu eorum aliquibus cuilibet ordinario vel ejus officiali summarie constiterit aut de plano ex mero officio et sine strepitu judicii et figura, volumus et statuendo mandamus exsequtioni debitæ per ipsum quemlibet ordinarium seu officialem ipsius certificatum de plano, mandari per universas ecclesias nostrarum provinciarum, civitatum et dyocesum, sicut viderit commodiùs expedire. Super quo tàm in genere quàm etiam contra quascunque personas singulariter nominandas, plenam habeat facultatem, et insuper etiam ad agravandam hujus sententiam prout ei videbitur expedire. Et si dominus vel rector civitatis, castri, villæ vel loci alicujus aut officialis ejus in prædictis vel aliquo prædictorum culpabilis fuerit, et per sex dies in excommunicatione perstiterit: civitas, castrum, villa, vel locus hujusmodi ecclesiastico subjaceat interdicto. Si verò universitas deliquerit in prædictis, illi qui universitatem vel singulares personas ad id induxerint, commoverint, vel deffenderint, et singuli qui in aliquo præmissorum culpabiles fuerint, post sex dies ipso facto sententiam excommunicationis incurrant. Universitas verò ipsa, nisi infra x dies emendam fecerit competentem, ecclesiastico subjaceat interdicto. Si verò injuria prædicta per alium quemlibet illata fuerit et dominus vel rector aut officialis infra cujus jurisdictionem prædictam injuria fuerit irrogata, requisitus per ordinarium seu vicarium vel officialem ejusdem, aut locum tenentem vel vices gerentem aut etiam delegatum, infra x dies satisfactionem vel emendam fieri non fecerit competentem, excommunicationem se noverit incurrisse, quam si per x dies sustinuerit, terra cui præfuerit ecclesiastico subjaceat interdicto.

Provisio facta contra illos qui bona et jura ecclesiastica vel ecclesiasticarum personarum invaserunt, vel quomodolibet occupaverunt.

Item statuimus et ordinamus quòd quæcunq ue persona cujuscunqu gradûs, dignitatis, statûs vel conditionis existat, quæ bona quæcunque sive jura ad ecclesias vel ecclesiasticas personas quaslibet pertinentia detinet occupata, vel quæ in prejudicium ecclesiarum seu ecclesiasticarum personarum et jurium earumdem, aliquas fecerit indebitas novitates plenè restituat et cum effectu revocet et satisfactionem faciat infra mensem, postquàm fuerit requisita. Et si universitas vel dominus seu rector aut officialis fuerit in prædictis culpabilis, universitas ipsa et locus hujusmodi ubi prædicta seu aliqua præmissorum commissa fuerint, si sub ejus dominio fuerint, alioquin locus suus, ubi habet suum domicilium principale, ecclesiastico subjaceant interdicto. Universitatem autem suffic enter requisitam quoad presens propositum reputamus, cum dominus vel officialis qui ibi præfuerint, nominatim expressâ injuriâ, ut eam revocari faciat fuerit requisitus, vel cùm per tres dies dominicas publicè, dùm celebrantur divina mysteria per sacerdotem parrochialem vel ejus locum tenentem de mandato ordinarii, vel officialis ejusdem significatum fuerit quòd de injuriâ, novitate et dampnis nominatîm exprimendis, satisfaciat competenter.

Ut hii qui res ab ecclesiis qualitercunque tenent, in alienatione earum, sicut et notarii instrumentum de alienatione hujus facientes, teneantur de jure ecclesiarum expressam facere mentionem.

Item cùm quidam suæ salutis immemores, tenentes ab ecclesiis castra, villas, domos, terras, nemora, prata, seu quasvis alias possessiones in emphiteosim, vel sub certo feudo, dominio, senhoriâ, censu, servicio, pensione vel prestatione quâcunque, plerumquè illas vel illa vendunt, permutant, vel donant seu alias ignoranle domino distrahunt, nulla de emphiteosi, feudo, dominio seu senhoriâ, censu, servitio, pensione vel prestatione, quòdve ab ecclesia teneatur, habita mentione; quinimò interdum ipsas seu ipsos, tanquam ab omni censu, servicio, pensione, seu quovis alio jure ecclesiis debito liberas, alienant: Nos tàm saluti talia volentium attemptare, quàm indempnitati ecclesiarum providere volentes, statuimus quòd quicunque tenens ab ecclesiis nostris vel nobis subjectis, castra, villas, domos, possessiones vel alias res immobiles, seu loca vel jura, cùm

ad venditionem, donationem, permutationem vel quamvis aliam alienationem earum vel eorum, duxerint procedendum, de feudo, emphiteosi, etiam si canon vel pensio propria non solvatur, censu, servicio vel senhoriâ, pensione seu quàvis aliâ prestatione eisdem ecclesiis debitis, etiam si in alienatione de jure vel consuetudine non sit illius à quo tenetur requirenda sciencia vel consensus, expressam debeat facere mentionem. Aliàs si aliquod prædictorum ecclesiis debitorum in contractu seu alienatione hujusmodi negaverit, vel scienter omiserit, excommunicationis incurrat sententiam ipso facto; eamdem pœnam incurrat notarius qui scienter, sine expressione hujusmodi jurium de contractu fecerit instrumentum.

Ne quis in loco suo retineat bona ecclesiastica alibi indebitè ablata.

Item quòd loca ad quæ bona ecclesiarum vel ecclesiasticarum personarum per violenciam manifestam seu notoriam injuriam, sine causâ probabili ablata, occupata seu arrestata devenerint, tamdiù post x dies ex quo significatum fuerit locorum domino vel rectori, interdicta sint et permaneant, quamdiù bona hujusmodi ibi fuerint et competens non exhibeatur emenda.

Ut secularis potestas clericum per ipsam captum citò judici suo restituat nihil exigens ab eodem.

Item quia privilegium meretur amittere qui permissâ sibi abutitur potestate, attendentes quòd nonnulli domini temporales, vicarii et alii secularium curiarum officiales, obtentu seu occasione aliquarum licenciarum, ex causâ eis ad certum tempus, vel simpliciter, vel ad certas personas, ab archiepiscopis et episcopis concessarum, hâc occasione, prout comperimus, manus temerarias ad capiendum clericos passim et indifferenter aliasque personas ecclesiasticas incurialiter, et eo modo quo possunt turpiùs ad majorem confusionem ecclesiæ atque cleri, excedere non verentur; quinimò ipsos suis mancipant carceribus et ibidem nonnunquàm radi faciunt totaliter, seu radi et permutare habitum permittunt, ut palliare possint excessus suos et illos confingere clericos non fuisse vel non esse in possessione clericatûs, vel quasi, in suarum periculum animarum et enervationem ecclesiasticæ libertatis; prohibemus ne aliqua talia vel similia nullatenùs de cætero attemptent, revocantes ex nunc licentias sub quâcunque formâ verborum super hujusmodi captionibus aut detentionibus generaliter vel spe-

cialiter per litteras vel alias oraculo vivæ vocis vel quomodolibet faciendis concessas. Alioquin contrarium facientes, cujuscunque statûs, conditionis vel dignitatis existant, sive sint layci sive ecclesiasticæ personæ, regulares vel etiam seculares, hanc nostram excommunicationis sententiam quam in hiis scriptis presentibus ferimus, incurrere volumus ipso facto, nisi forte in eo dumtaxat casu cùm scilicet eos adhuc flagrante crimine capi contingit, antequàm ad alios actus extraneos divertant, rectâ viâ eos ad curiam ecclesiasticam duxerint et eos restituerint sine fraude. Si verò de nocte tales ceperint, debeant ultrò in crastinum, sine retentione bonorum ipsorum et lesione personarum sine requisitione aliâ reddere eos curiæ suprà dictæ; nec eis liceat aliquid à captis hujusmodi dono vel gratiâ sub colore aliquo extorquere, vel recipere gratis data. Quòd si in castris vel villis captionem hujusmodi fieri contingat, adducant ipsos ad ecclesiasticam curiam, vel transmittant quamcitius sub fidâ custodiâ, in expensis ipsius curiæ moderatis. Quòd si secùs egerint vel in fraudem super hoc aliquid attemptaverint, eadem sententia involvantur; et si clericum detentum de loco ad locum mutaverint, omnia illa loca tamdiù remaneant interdicta, donec clericum captum cum armis et omnibus aliis rebus suis, dyocesano restituerint et de injuriâ irrogatâ ad arbitrium dyocesani satisfecerint, et ipsa sentencia per ipsum fuerit relaxata.

Ut defferentibus litteras pro jurisdictione ecclesiasticâ exercendâ nulla injuria vel violencia inferatur.

Cùm justiciæ jus suum cuilibet tribuenti et ipsius ministris ac rei publicæ plurimum detrahatur, si processus ipsorum ministrorum justiciæ, iniquorum contingat machinationibus impediri : nos volentes talem justiciæ cultum impedientium ausus temerarios timore cohibere ecclesiasticæ disciplinæ, provisione presentis concilii duximus statuendum quòd si quis cujuscunque conditionis aut statûs existat, nuncios aut exsequtores nostros et subfraganeorum nostrorum, officialium et vicariorum seu eorum locum tenentium, vel vices gerentium aut alias literas et scripturas judiciales nostras, vel subfraganeorum, vicariorum et officialium prædictorum defferentes, hâc occasione verberare, capere, detinere, occultare, carceri mancipare, vulnerare, interficere, vel mutilare, seu literas vel scripturas prædictas aufferre, seu eas rumpere, cancellare vel destruere quoquomodò, vel ablata celare, vel defferentes compellere ad frangendum, vel, ut verbis eorum utamur ad manducandum hujusmodi literas vel scripturas, aut quòd

prædicta seu aliqua prædictorum fiant procuraverit, aut facientibus dederit consilium et favorem : excommunicationis sententiæ quam ex nunc ferimus subjaceat ipso facto; à quâ, nisi priùs judici cujus auctoritatem contempserit, et passo injuriam et cæteris quorum intererit, prout excessûs exigit atrocitas, satisfecerit, nullatenùs absolvatur.

Prorogatio jurisdictionis in invasores et occupatores ecclesiasticorum bonorum ac jurium exercendæ.

Item cùm quantò quis passus injuriam in majori statu existit, tantò atrocior injuria judicetur, et idcircò sit cautiùs et uberiùs providendum : statuimus, ut si cui nostrûm archiepiscoporum et episcoporum vel ecclesiarum nostrarum familiarium in personis vel rebus fuerit injuria vel violencia irrogata, vel possessio seu quasi turbata sit: possit quilibet ex nobis archiepiscopis, episcopis et nostris officialibus et vicariis, et vices gerentibus, et loca tenentibus eorumdem procedere, de jure, consuetudine vel statuto, contra injuriatores, violatores et turbatores hujusmodi si in propriâ dyocesi facta essent; sic etiam possit, si extra propriam dyocesim et provinciam, dùm tamen infra nostras provincias sint commissa, simpliciter et de plano sine strepitu et figurâ judicii, nec non citare, informationes recipere, inquirere, diffinire et declarare, et omnem jurisdictionem et censuram ecclesiasticam exercere ad satisfactionem sufficientem et debitam obtinendam. Per hoc autem non intendimus quòd ordinario prejudicium generetur, quin etiam ex officio possit procedere ad pœnam debitam imponendam, et etiam ad faciendum satisfieri injuriam passis, si ab eis fuerit requisitus. Et ut prædicta omnia et singula roboris teneant firmitatem, nos omnes archiepiscopi, episcopi, procuratores episcoporum absentium, habentes ad hoc mandatum sufficiens, super hiis plenam et expressam concedimus facultatem ; nec objici valeat contra tales processus, quòd extra territorium jus dixerit sic procedens, quia quoad præmissa et quælibet præmissorum jurisdictionem nostram et nostrûm cujuslibet vicissim inter nos prorogavimus, vices nostras nobis ad invicem ac dictarum provinciarum, civitatum et dyocesum, singulisque officialibûs et locum tenentibus, presentibus et futuris in solidum commitentes, universis nostris subditis injungentes, ut in præmissis ordinario aut ejus officiali aut locum tenenti, sic procedenti pareant et intendant. Quòd nisi fecerint, possit procedens per censuram ecclesiasticam animadvertere in eosdem. Et nihilominùs si nos archiepiscopi aut episcopi per sic procedentem requisiti, prætermiserimus suas in hâc parte requi-

sitiones aliquatenùs exaudire, aut id super quo requisiti fuerimus non curaverimus perducere in effectum: sic non exaudiens, nec ad effectum producens per unum mensem auctoritate presentis concilii à pontificalibus eo ipso sit suspensus, presenti statuto per decennium et post illud decennium, nisi iterùm revocatum fuerit, valituro. Ità tamen quòd per hoc sic procedenti in alienâ civitate vel dyocesi, nullum jus aut jurisdictio in posterum ex longinquitate temporis vel aliàs post statum proximè terminum acquiratur.

Ut excommunicati ad nullum publicum officium admittantur.

Item statuimus quòd excommunicati in judices, rectores, consules, bajulos, potestates, assessores vel notarios, vel ad alia quævis publica officia nullatenùs assumantur, nec etiam admittantur; et si de facto admissi fuerint, sentencia per eos vel eorum auctoritate lata et quicunque processus per eos vel eorum auctoritate in judicio vel extrà habiti, et monimenta coram eis vel per eos facta, nulla et nulli sint ipso jure. Et nihilominùs quicunque cujuscunque dignitatis, statùs aut conditionis existant, si tales excommunicatos ad aliquod officiorum prædictorum scienter assumpserint, vel assumptos per alios approbaverint vel confirmaverint, excommunicationis incurrant sententiam, ipso facto; et si requisiti per ordinarium, vel alium ejus nomine, excommunicatos infra x dies à tempore requisitionis, à prædictis officiis sic assumptos non amoverint cum effectu: loca illa in quibus ad aliquod prædictorum officiorum assumpti fuerint, sint et tamdiù remaneant ecclesiastico supposita interdicto, donec sic excommunicati à susceptis officiis, realiter et sine fraude, et absque aliquâ restitutionis spe quamdiù in excommunicatione perstiterint, sint amoti. Universitas autem civitatis, castri vel villæ, quæ excommunicatos et in ecclesiâ publicè denunciatos, ad aliquod prædictorum officiorum assumpserit vel elegerit, ubi eis aliàs hoc liceret, ecclesiastico etiam sit supposita interdicto.

Ut nullus sine superioris licencià alicui quomodolibet debeat vendere toxicum vel alia venenosa.

Item statuimus, et sub pœnâ excommunicationis districtiùs inhibemus ne quis apothecariorum vel quisvis alius cujuscunque conditionis vel sexûs existat, toxicum vendat vel donet, nec alio modo ministret alicui, vel alia venenosa, nisi priùs significet curiæ ordinarii, ut sciri possit suis temporibus, si casus toxicationis contingeret, quis fuerit emptor ille vel alius qualiscunque: quodque apothecarius quilibet

ad hoc servandum coràm suo superiori corporaliter præstito juramento pro se et suâ familiâ specialiter astringatur. Aliter autem dantes, vendentes et ad homicidium perpetrandum recipientes quomodolibet vel ementes, et ad hoc consilium vel consensum tacitè vel expressè præstantes excommunicationis vinculo subjaceant, ad sedem apostolicam pro absolutionis beneficio remittendi, et alias sicut justum videbitur puniendi.

De pœnis, toxicum vel herbas mortiferas in mortem alterius ministrantibus, inferendis.

Item quòd quicunque alium toxicare aut opem ad hoc vel consilium dare, vel in necem alterius toxicum dictare vel vendere, aut aliter ministrare presumpserit, vel herbas mortiferas in mortem vel abortivum cuiquam dederit, eo facto, ipse excommunicationem incurrat, a qua non nisi per sedem apostolicam absolvatur. Et si clericus beneficiatus fuerit, sit illo privatus beneficio, ipso facto, et ab ordine quem susceperit degradetur, tradendus curiæ seculari; vel si tali vel simili suspicione probabili infamatus ex verisimilibus presumptionibus et perspicuis indiciis apud bonos et graves notatus, ad honorem vel dignitatem ecclesiasticam nullatenùs admittatur, et nihilominùs ad detentionem personæ honestam, prout requiret personæ status et sceleris immanitas suadebit, ad invèniendam veritatis certitudinem, sicut superiorum discretioni visum fuerit, procedatur.

Qualiter contra exemptos et privilegiatos in diversis abutentes suis privilegiis procedatur.

Item dolentes referimus, quòd nonnulli religiosi, hospitalarii, Cistercienses et alii tàm privilegiati quàm exempti, de privilegiorum sibi fortè aut ordini suo indultorum prerogativâ temerè confidentes, excommunicationis, suspensionis vel interdicti sentencias ab ordinariis vel officialibus ipsorum rationabiliter promulgatas observare non curant; quinimò in contemptum clavium suspensos, excommunicatos et interdictos hujusmodi ad divina recipiunt aut interdum in donatos aut confratres, contra mentem concilii lateranensis admittunt: receptatorum in hâc parte genus imitantes sine quibus delinquentes in hiis et similibus diù forsitan non laterent. Sed nec hiis contenti domos conventuales alterius ordinis quàm sui, eisdem ordinariis lege dyocesanâ subjectas, et a sui fundatione jurisdictioni prælatorum, salvâ regulâ seu ordinis sui disciplinâ, suppositas, tàm prænominati quàm cæteri reli-

giosi, etiam non exempti nec privilegiati, vendicant sibi; et prælatis, quasi furtùm succedente post modum violentia, subtrahere moliuntur: sicque de suis indulgenciis seu privilegiis confidentes alios fidentius, in jure suo molestant, ità quòd auctoritate, imo temeritate propria, nunc in vestimentis ovium venientes, nunc seculari fulti potentiâ, violentiam per se vel per alium inferentes, possessiones, et quasi, domorum hujusmodi ac rerum et jurium ad eos spectantium, occupare, et cum armis aliquoties invadere non verentur, et occupata tenere contendunt in prælatorum præjudicium, plurimorum scandalum et enormem nihilominùs illius ordinis cujus erant ab initio, et cui ab antiquo subesse consueverunt lesionem. Cùm igitur tales et tàm enormiter excedentes et notoriè delinquentes, receptatoribus non impares, ac improbis raptoribus nequiores, perinde ut alios jura censeant puniendos, nos quatenùs animadvertere in ipsos possumus et à jure nobis permittitur, et maximè si de privilegiis suis non velint copiam facere requisiti: volentes, ubi eos indulta sibi privilegia non deffendunt, correctionis et reformationis officium exercere, ac effrenatam ambientium cupidinem reprimere cupientes: statuimus et concorditer ordinamus ut tales et similes in premissis et similibus tàm enormiter delinquentes et tàm notoriè excedentes, nisi desisterint et saniori ducti consilio congruenter infra octo dies ex quo fuerint requisiti revocare seu emendare distulerint, unà cum illis qui se ad eos sic ligati reduxerint, et eis qui translationem hujusmodi attemptaverint et exindè monasteria, domos vel conventuales res et jura hujusmodi occupare seu invadere cum armis vel sine armis presumpserint, nec non et omnes qui eis ad hoc opem vel operam præstiterint, aut ut occupata detineant consilium vel juvamen prebuerint, excommunicationi subjaceant ipso facto. Sed et cum ipsi prælatis non deferant, sed potiùs vilipendant eosdem: prælati è contrà, quamdiù sic steterint, et ausu temerario eis vel officialibus eorum in premissis restiterint, in privilegiis vel aliis juribus suis tueri eos vel deffendere minimè teneantur; dignum est enim ut quâ mensurâ mensi fuerint, eâdem remetiatur et eis, et ut ignorantes ignorari et contemptores sentiant se contempni: quâ enim fronte prælatorum invocabunt auxilium qui committere non formidant in ipsos? Statuimus insuper et precipimus, et communiter mandamus ut singulares personæ tàm suimet quàm alterius conventus mixtùm translationem taliter fieri procurantes, ab illius domùs seu conventùs consortio penitus et in perpetuum excludantur, vitam suam alibi sub arctâ pœnitentiâ, sui superioris arbitrio, finituræ. Circa translationem autem sin-

gularium personarum ad rectiorem fortè regulam transire cupientium, nihil intendimus per hoc extra formam à jure traditam immutare.

Ut presbiteri testamentis parrochianorum intersint et per episcopum distribuantur restitutiones incertæ.

Item ne relictæ in testamentis vel aliis ultimis voluntatibus emendæ vel ad pias causas eleemosynæ, vel restitutiones certæ vel incertæ, forsitan occultentur : statuimus ut vel presbiter parrochialis ecclesiæ interesse rogetur ordinationi testamenti, si haberi poterit, aut quod notarius infra VIII dies à die obitûs numerandos prælato vel officiali aut presbitero parrochiali copiam illius articuli ubi quævis eleemosina piis est usibus deputata, vel emenda seu restitutio facienda, sub pœnâ excommunicationis, quam ipso facto, si negaret, incurrat, facere fideliter teneatur; et ille vel illi sic cum hæredibus, vel exsequtoribus testatoris, ordinare festinent quod emendæ non occultentur et eleemosinæ sic relictæ, vel restitutiones hujusmodi non pereant, ad tempus magnum vel modicum, aut fortè perpetuò faciendæ. Adjicientes insuper quòd incertæ restitutiones nulli per aliquem executorem testamenti vel alium præter dyocesiani licentiam prebeantur; nec aliqui distribuere presumant alibi, quàm ubi prælatus duxerit ordinandum, nisi testator contrarium vel exsequtorum suorum arbitrio fiendam restitutionem et distributionem hujusmodi ordinasset : quo casu exsequtores à tempore mortis, ubi temporis restitutionis vel distributionis non esset testamento incertum, alias ab illo expressè tempore computandos infra sex menses debeant fideliter defuncti exsequi voluntatem. Quòd si non fecerint ex tunc dyocesani restitutiones et retributiones incertas faciant, intentioni defuncti quantùm poterunt, mutantes exsequtores; et prædicti magis materiam habeant fideliter exsequendi et distributis et restitutis prædictis dyocesano teneantur reddere rationem. Ad hoc autem addimus, quòd presbiteri in synodis venientes prælato suo vel officiali, ejus in scriptis, testatorum et exsequtorum nomina et quantitatem hujusmodi præsentare in virtute obedientiæ teneantur.

Quòd episcopi in distributionibus legatorum vocentur prout ad eos pertinet de jure vel de consuetudine.

Cùm in eo casu, in quo alicujus interesse rationabiliter tangitur, ejus vocatio debita requiratur : Volumus et jubemus quòd in distributionibus legatorum quorum divisioni seu exsequtioni habent interesse episcopi, de consuetudine vel de jure, vocari debeant episcopi seu lo-

cum tenentes ipsorum. Quibus equidem non vocatis, nulla presumatur fieri distributio de legatis; et si facta fuerit, heredi seu successori, vel illi à quo relictum est, nulla ex tali distributione liberatio acquiratur.

Ut nullus confessor sine dyocesani licentiâ quemcunque presumat absolvere in casibus infrà scriptis.

Item ut nullus cujuscunque religionis vel ordinis seu conditionis existat, confitentes in cujusquam civitate vel dyocesi, præter specialem vel generalem licentiam ipsius dyocesani de facto absolvere quempiam vel ligare presumat, in casibus eidem dyocesano à jure, consuetudine, vel statuto provinciali vel synodali specialiter reservatis.

Casus sunt vero hi :

In excommunicato à canone,
In incendiario nondùm etiam publicato,
In blasfemo famoso,
In votis commutandis vel relaxandis,
In hiis quæ consuetâ sunt in dyocesano episcopo reservari, ut potè:
In oppressione puerorum,
In homicidiis,
In sacrilegiis ultra x solidos,
In violatoribus ecclesiarum, ecclesiasticæ libertatis et immunitatis,
In incestu cum consanguíneis seu affinibus, in ascendentibus vel descendentibus in infinitum et in collateralibus usque ad secundum gradum inclusivè,
In carnali cognitione cum sanctimoniali,
Aut in defloratione virginis violentâ,
In eis qui luxuriam commiserunt per carnalem copulam in ecclesiâ,
In restitutionibus incertis ultra xx solidos in unâ personâ,
In clandestinè contrahentibus,
In eo qui consuetus est in multo tempore pravitatem usurariam exercere,
In falso teste,
In falsario litterarum vel instrumentorum, vel subtrahente aliena instrumenta seu delente,
In falsario monetæ,
In impediente legatum sedis apostolicæ,
In proditore domini vel patris,
In heresis sectatore,

n supponente partum, vel necante, vel aborsum sibi vel alii procurante,

n muliere quæ ab alio quam à marito suo proprio concepit infantem quem maritus suus etiam existimat esse suum, propter quem legitimi defraudantur hereditate paternâ,

n toxicatione vel aliud mortiferum ministrante, vel opere aut consilium adhibente,

n coeunte cum Judeâ vel Sarracenâ, vel bruto, vel e contra,

n sortilegis ad quos recurritur communiter pro sortilegiis faciendis qui corpore Christi, oleo sancto vel chrismate abutuntur,

n depopulatoribus agrorum, vinearum vel arborum,

n excommunicatis qui scienter se ingerunt divinis et commoniti nolunt ecclesiam exire, divinum officium perturbantes,

n illis qui scienter excommunicatorum corpora recipiunt ad ecclesiasticam sepulturam vel ea sepeliunt ibi, contra parrochialis presbiteri voluntatem,

n illis qui scienter celebrant in ecclesiâ interdictâ quibus a jure non est vel privilegio concessum, cùm ex hoc reconcilianda sit ecclesia suprà dicta.

Ut nullus occasione cessionis factæ sibi coram extraordinario judice quemquam audeat convenire.

Item, quòd nullus clericus vel persona ecclesiastica ex causâ vel occasione vel ratione donationis vel cessionis sibi factæ, vel de cætero faciendæ, aut emptionis, permutationis vel in solutum dationis, quæ emptio, permutatio vel in solutum datio in fraudem fierent, quemquam coram judice extraordinario audeat convenire : quòd si secus egerit excommunicationis incurrat sententiam ipso facto.

De instrumentis debitorum soluto debito restituendis et si apud creditores remaneant cancellandis.

Item, cùm nulla juris patiatur ratio, quòd bis idem debitum exigatur, nos nolentes materiam exigendi bis idem debitum et vexationes indebitas quantùm possumus amputare : statuimus quòd nullus creditor christianus vel judeus postquàm sibi fuerit integrè de debito satisfactum possit contra voluntatem debitoris instrumentum vel mandamentum soluti jàm debiti retinere ; nisi forsitan creditor, ad aliquàlem cautelam, vellet instrumentum prædictum vel mandamentum in

presentiâ solventis cancellare et ruptum apud se conservare. Quòd si instrumentum vel mandamentum, ut præmittitur, cancellatum et ruptum penès se conservare voluerit, ypotecam si petatur, teneatur facere de soluto; creditor autem postquàm per debitorem soluto debito requisitus, restituere vel rumpere et cancellare non curaverit instrumentum vel mandamentum prædictum si christianus fuerit, eâ propriâ auctoritate presentis concilii, excommunicationis incurrat sententiam ipso facto. Si verò Judeus fuerit, à participatione fidelium sit exclusus.

Ut instrumenta debitorum et mandamenta, post certum tempus, nullum in foro ecclesiastico, ad probationem debitorum, habeant roboris firmitatem.

Item fraudibus creditorum qui sibi debitum bis in toto vel in parte exigere plerumquè nituntur, occurrere cupientes, ac negligentes jus suum prosequi ad persecutionis diligentiam invitantes : statuimus et auctoritate presentis concilii ordinamus, quòd in curiis nostris et subfraganeorum nostrorum spiritualibus, seu coram officialibus nostris et subfraganeorum nostrorum, nullum instrumentum publicum super mutuo, seu deposito, seu venditione et emptione rerum mobilium confectum, post x annos à tempore contractûs et confectionis instrumenti, si dies solutionis vel solutionum non sit ibi appositus vel à tempore solutionis ultimæ computandos, nullam fidem faciat nec ad probationem debiti aliquid suffragetur; et hoc mandamentum sive instrumentum hujusmodi ad faciendum probationem contra clericos sive etiam contra laycos ratione juramenti, vel alias de consuetudine vel de jure in curiâ spirituali conventos, quomodolibet inducatur, nisi infra prædictum x annxorum spatium hujusmodi prescriptio per citationem competentem judicis, vel requisitionem sub testimonio publici instrumenti facta fuisset quodam modo interrupta. Mandamentum autem vulgariter apellatum... post tres annos computandos, ut suprà in prædictis curiis spiritualibus nullam fidem faciat, nec aliam habeat roboris firmitatem.

Ut nullus bona ecclesiarum vacantium occupet, nisi sibi per consuetudinem vel privilegium hoc liceret.

Item quòd nullus omninò prælatus, abbas, prior vel patronus, clericus vel laicus, cujuscunque conditionis, statûs vel dignitatis, ordinis vel religionis existat, bona ecclesiarum vacantium, metropolitanæ vel

uffraganeæ, prioratûs, abbatiæ vel alterius cujuscunque monasterii, el ecclesiæ, seu beneficii, officii, vel administrationis ecclesiasticæ, er promotionem aut mortem vel resignationem, aut mutationem vel bsolutionem aut alio quocunque modo vacantium, capere per se vel er alium, occupare vel usurpare presumat, nisi sibi de jure vel per rivilegium aut per consuetudinem hoc liceret; quòd si fecerit, tàm pse quàm singùli obedientes ei aliqualiter in hâc parte excommuniationis incurrant sententiam ipso facto.

Ut nulla persona ecclesiastica cum potestatibus secularibus posse habens, det consilium vel juvamen contra ecclesiasticas libertates.

Item quòd quælibet ecclesiasticæ personæ, secularium fortè princium curias et consilia frequentantes, majores vel minores, vel mediæ, ujuscunque dignitatis, ordinis, conditionis vel statûs existant, si cienter contra Deum et justitiam et ecclesiasticam libertatem, in rejudicium alicujus ecclesiæ vel prælati, seu rectoris ecclesiastici, onsilium vel favorem, aut juvamen ecclesiasticæ libertati contrarium ederint, darive procuraverint, publicè vel occultè, excommunicationis ncurrant sententiam ipso facto, à quâ non nisi emendato dampno eu alio dispendio, circa sedem apostolicam absolvantur.

Ut nullus in sacris ordinibus constitutus vel curam animarum habens in judiciis curiarum secularium gerat officium publicum vel privatum.

Item quòd nullus clericus habens curam animarum vel in sacris ordiibus constitutus, possit esse de cætero, sine sui prælati licenciâ, in juliciis sive causis in curiâ seculari, procurator, sindicus vel actor, pro liquo laïco, vel judex etiam, vel bajulius, in exercendâ jurisdictione lomini temporalis; quòd si monitus, infra mensem non destiterit: ex unc talis, si beneficiatus fuerit, beneficiis suis hujusmodi auctoritate resentis concilii suspendatur; non beneficiati verò à liminibus eccleiæ arceantur.

De modo probandi electionem sepulturæ illorum qui apud religiosos eam elegisse dicuntur.

Item statuimus ne quis illorum funera defunctorum, quos fratres prædicatorum, minimorum et aliorum religiosorum apud se ipsos sepulturam elegisse probaverint, deferri ad domos et ecclesias eorum impediat: salvo tamen jure portandi funus ad parrochialem ecclesiam,

ex consuetudine laudabili hactenùs observata : nec circa prædicta injuriam fratribus ipsis aut funeri, obmittendo solitam campanarum pulsationem vel aliter inferre presumat. Super hâc autem probatione, volumus, summariè et de plano, sine sumptibus et scriptis quibuscunque per exhibitionem ordinationis testantis aut productione testium coram parrochialis ecclesiæ rectore procedi, si tamen potuerit et voluerit interesse. Quo absente utiquè, vel interesse nolente, coram officiali vel locum tenente ipsius, si funus in civitate fuerit, hoc probari sufficiat, vel coram personis publicis et honestis, si hoc extra civitatem fortassè contingat. Aliter equidem ubi erunt funera, ea ab eis de domibus extrahi prohibemus; incursuris excommunicationis sententiam, ipso facto, quibuscunque contra tenorem hujus constitutionis extrahentibus de domibus funera, procurantibus seu permittentibus extrahi, aut facientibus, et presumentibus, in hoc, auxilium, favorem aut consilium impertiri; et si infra unam diem naturalem, non fuerit facta probatio suprà dicta, funus sepeliendum in cimiterio parrochialis ecclesiæ deponatur, ibi donec sit facta probatio remansurum.

Ut sine novi censûs impositione vel veteris augmentatione, beneficia conferantur.

Item quòd prioratus seu beneficii alterius ecclesiastici facta cum novi censûs impositione vel pensionis antiquæ augmentatione collatio non valeat ipso jure et per proximum superiorem, illâ vice, personæ idoneæ sine dicti oneris vitio conferatur, ac si ad eum propter negligentiam fuisset aliàs collatio dicti beneficii devoluta.

Ut monachi infra certum tempus in ecclesiis suis perpetuos vicarios ordinariis representent.

Item statuimus quòd in singulis ecclesiis per monachos solitis gubernari infra sex menses priores earum dyocesanis suis ad curam animarum perpetuos presbiteros representent. Quod nisi fecerint, ex tunc eâ vice, episcopi instituant presbiteros perpetuos in curâ prædictâ et ipsos priores compellant ad providendum eisdem presbiteris, prout idem instituens, observato Viennensis concilii statuto, duxerit ordinandum. Si quis verò super præmissis privilegia asserat se habere, ea infra sex menses ordinariis debeat exhibere. Quæ privilegia observentur eisdem.

Ut nullus beneficium conferat in quo jus tantùm obtinet patronatûs.

Item statuimus quòd nullus in aliquo beneficio ecclesiastico solum

us obtinens patronâtûs, vel presentationis dumtaxat, cùm ipsum vacare contigerit, ad ipsum conferendum procedat; quòd si secùs egerit, in illâ vacatione jus presentandi ipso facto amittat, et superior ad quem institutio pertinet plenam ejus dispositionem habeat illâ vice.

Ut presentatus patrono non juret sine dyocesani licentiâ nec ab alio se instituì patiatur nec beneficium obtentum dimittat.

Item sub pœnâ excommunicationis precipimus, ne quis à patrono clerico vel laîco presentatus aut esse presentandus, ante institutionem præstet aliquod juramentum in manibus patroni vel alterius cujuscunque, sine speciali ipsius ordinarii licentiâ et consensu. In institutione verò vel post, possit præstare juramentum patronis, ratione temporalium prout eis competit de consuetudine vel de jure. Quodque presentatus seu presentandus hujusmodi ab alio quàm ab ordinario cui de jure competit in ecclesiâ parrochiali se institui nullatenùs patiatur; nec ex quo per ordinarium institutus fuerit vel admissus, beneficium dimittat hujusmodi non petitâ ipsius ordinarii licentiâ vel consensu, vel nisi alia sufficiens causa subsit, legitima, probabilis et honesta.

Ut ecclesiæ et ecclesiasticæ personæ à talhiis et exactionibus secularium per ordinarios deffendantur.

Item quòd clerici et hospitalia et ecclesiæ à talhiis et exactionibus quas domini temporales faciunt, etiam ratione possessionum temporalium, nec non et in patrimonialibus clericorum solutorum, secundùm leges et canones deffendantur per ordinarios, nimis hactenùs super hoc negligentes, ne paulatim totum usurpent temporales domini, in prejudicium et enervationem ecclesiasticæ libertatis.

Ut clerici macellariorum et tabernariorum officia personaliter exercentes, moneantur ut à prædictis desistant officiis, si gaudere voluerint privilegio clericali.

Item cupientes clericos, in domini sortem electos, sic professionis viam quam elegerunt modestè servare, quòd respicientes retrò, negociationes non exerceant ecclesiastico statuto minimè congruentes; ac attendentes quod dignum extitit, ut qui similem cum secularibus vitam suscipiunt, similem sentiant in legibus disciplinam : auctoritate presentis concilii ordinamus, quòd nos archiepiscopi et episcopi, per nos et officiales nostros, infra mensem, sub obtestatione divini nominis, omnibus

curatis nostrarum civitatum et dyocesum districtè precipiendò mandemus, quòd ipsi omnes clericos, solutos et conjugatos, carnificum seu macellariorum aut tabernariorum officium publicè pèrsonaliter exercentes, sub pœnâ excommunicationis, infra mensem à tempore publicationis statuti hujus certificati in scriptis, specificè debeant nobis vel nostris officialibus intimare; quâ intimatione et informatione receptâ, nos sine moræ dispendio per nos aut officiales nostros prædictos, ad monitionem nominatim faciendam, et alia contenta in constitutione Viennensis concilii super hoc editâ, exactâ diligencià procedamus.

Ne quistæ aut aliæ exactiones per sæculares hospitalibus imponantur.

Item quòd Domini sæculares, vel quicunque alii, cujuscunque gradùs, dignitatis seu conditionis existant, hospitalia usibus pauperum deputata, occasione cavalcatarum, talhiarum, quistarum vel aliarum illicitarum exactionum quocunque nomine appellentur, nec onerare nec molestare presumant; alioquìn si requisiti desistere et emendam præstare noluerint, vel si de ceterò contrà fecerint, ipso facto excommunicationis sententiam incurrant.

Ne layci pretextu alicujus statuti prohibeant clericis extrahere bladum de terris eorum.

Item cùm statuta sæcularium ecclesias aut personas ecclesiasticas non astringant, statuimus ut sæculares cujuscunquè dignitatis, conditionis aut statûs fuerint, qui pretextu statuti ne bladum extrahatur de terrâ, vel castro, vel villâ, vel quòd certo pretio vendatur, invitos clericos vel ecclesiasticas personas astringere, maximè cum ipsi non habeant aliundè forsitan undè vivant, aut super angariis vel perangariis aut aliis quibuscunquè, cùm nec in eis nec eorum bonis, aliquam habeant potestatem, coarctare presumpserint, excommunicationi subjaceant ipso facto. Et locus ubi hoc per dominum loci, vel universitatem ejus, aut eorum conniventia vel commissu attemptatum fuerit, ecclesiastico subjaceat interdicto, nisi moniti infra mensem emendaverint et de perpetratis satisfactionem studuerint exhibere competentem.

Ut domini temporales non impediant vel prohibeant quominùs ecclesiarum rectoribus decimæ persolvantur.

Item quòd domini temporales, baylivi, seu officiales ipsorum, clericos, et ecclesiarum rectores non impediant quominus decimæ ipsis,

prout ad eos pertinet, per parrochianos suos præstentur fideliter et solvantur; nec eisdem parrochianis inhibeant quòd non solvant, alioquin si contrà fecerint excommunicationis sententiam eo ipso incurrant.

Ne ordinationes et statuta fiant super decimis, funeralibus, oblationibus et aliis contra laudabiles consuetudines et ecclesiæ libertates.

Item quòd layci cujuscunque gradûs, dignitatis vel conditionis existant, vel universitates statuentes vel ordinantes, in se vel inter se vel preconizari facientes, vel subditis suis mandantes quòd non præstent decimas ecclesiis, vel non offerant, vel in ultimis voluntatibus quidquam relinquant eis vel rectoribus earumdem, vel quòd laudabiles consuetudines ecclesiæ in spiritualibus vel aliis infringant, vel alias non observent, vel aliud equipollens directè vel indirectè, tacitè vel expressè vel quomodolibet injungentes, ipso facto excommunicationem incurrant, à quâ, antequàm emenda competens præstita fuerit, minimè absolvantur; universitas autem ecclesiastico subjaceat interdicto.

De societatibus, colligationibus et conjurationibus quas confratrias appellant radicitùs extirpandis.

Item quia in quibusdam nostrarum provinciarum partibus, nobiles plerumquè, interdùm alii, colligationes, societates et conjurationes faciunt, tàm canonibus quàm humanis legibus interdictas, semel in anno sub confratriæ nomine, se in loco aliquo congregantes, ubi congregationes, conventiculas et colligationes faciunt, et pacto jurato vallata ineunt quòd se adversùs quoscunque præterquàm dominos suos ad invicem adjuvent et in omni casu unus alteri det consilium et favorem; et interdùm se omnes veste consimili cum aliquibus signis exquisitis vel caracteribus inducentes, unum majorem inter se eligunt, cui jurant in omnibus obedire; ex quibus justitia offenditur, mortes et depredationes sequuntur, pax et securitas exulant, innocentes et inopes opprimuntur, et ecclesiæ et ecclesiasticæ personæ quibus tales oppido infesti sunt in personis, rebus, juribus et jurisdictionibus, injurias diversas et damna plurima patiuntur. Nos volentes hiis ausibus pestiferis et conatibus perniciosis extemplo occurrere et remedio possibili providere et à peccato subditos nostros prout pastorali incumbit officio cohibere, auctoritate presentis concilii, omnes conventiculas, colligationes, societates, et conjurationes quas fraternitates vel confra-

trias apellant, ab olim factas per clericos vel laycos, cujuscunque gradûs, statûs, dignitâtis vel conditionis existant, nec non prædictas conventiones et pacta inter eos habitas et habita irritamus, dissolvimus et cassamus, et cassas et cassa, irritas et irrita nunciamus: decernentes, omnia juramenta super observandis prædictis præstita, adeò illicita et temeraria ut nullum teneri volumus ad observantiam eorumdem; à quibus juramentis eos etiam absolvimus ad cautelam. Ut tamen pro incauto sacramento à suis confessoribus, pœnitentiam recipiant salutarem, auctoritate prædictâ prohibentes eisdem, sub excommunicationis pœnâ, quam venientes in contrarium postquàm præsens statutum in ecclesiis quarum parrochiani existunt fuerit per duos dies dominicos publicatum, incurrere volumus ipso facto, quòd occasione prædictarum colligationum, societatum, conventionum et juramentorum, ab indè in anteà simul non conveniant, hujusmodi confratrias non faciant, alter alteri non obediat nec præstet adjutorium nec favorem, nec vestes signa rei dampnatæ deferant, nec se confratres, priores vel abbates prædictæ societatis appellent. Quinimò infra x dies à tempore dictæ publicationis unusquisque alios quantùm est in eo à prædictis juramentis absolvat; et se nolle esse de prædictâ societate ulterius publicè protestetur. Prohibemus etiam quòd à modo tales conjurationes, conspirationes, conventiones etiam sub nomine confratriæ non faciant; alioquin et de facto attemptatas cassamus et irritamus et facientes et attemptantes excommunicationi, à quâ non nisi per concilium provinciale, præterquàm in mortis articulo, nullatenùs absolvantur, volumus subjacere. Per hoc autem, confratrias olim in honorem Dei et beatæ Mariæ et aliorum sanctorum et pro subsidiis pauperum introductas, in quibus conjurationes et juramenta non interveniunt hujusmodi, non intendimus reprobare.

Ut clerici præter dyocesani licenciam ecclesias non muniant, nec ibi armatos tenere presumant.

Item prohibemus sub pœnâ excommunicationis, quam ipso facto contrarium facientes incurrant, ne regulares aut etiam clerici seculares, ad muniendas contra ordinarios ecclesias vel ipsa jura indebita occupanda, præter dyocesani cui dictæ subsunt ecclesiæ, vel ejus locum tenentis licenciam vel mandamentum, arma portare, vel armatos adducere vel tenere, vel receptare de propria dyocesi, vel aliena, presumant.

De clericis arma portantibus, qualiter puniantur.

Item statuimus ut nullus clericus arma ferre presumat, absque illius cui competit licenciâ speciali, nisi in casibus à jure concessis. Qui verò contrà fecerit, præter id quod armorum amissione mulctantur, si de nocte portaverit, x librarum; si de die, c solidorum pœnâ, monetæ currentis, irremissibiliter feriatur.

De honestate clericorum circa barbam non nutriendam et coronam debitam deferendam.

Insolentias clericorum quæ tàm ex inordinato habitu quàm gestu deformi, dissolutiones ridiculosas non solùm gignunt in clero, sed apud ipsos laycos indevotionem pariunt, et exempla scandalosa quæ producunt compescere cupientes, statuimus quòd omnes clerici cujuscunque statûs vel conditionis existant, coronam rotundam deferant non nimiâ parvitate notandam, infrà octo dies ex quo tonsuram receperint et à barbis nutriendis, postquàm ad tempus rasuræ congruens pervenerint, studeant abstinere. Exindè verò tàm barbam, cùm ad tempus rasuræ congruens pervenerint, ut præfertur, quàm tonsuram singulis mensibus, nisi ex justâ causâ id facere distulerint, quâ cessante ad hoc illos arctari volumus, radi facere teneantur. Quòd si premissa non fecerint, beneficia in nostris provinciis obtinentes seu dyocesibus pœnam centesimæ partis fructuum beneficiorum hujusmodi quoties defecerint in premissis, valore tamen ipsorum fructuum juxtà taxationem decimæ quoad ad hoc attinet extimato, ipso facto incurrant. Quam centesimam si occupaverint aut sibi appropriaverint, tamdiù sint ab omnium fructuum prædictorum beneficiorum perceptione ipso jure suspensi, donec integram ejusdem centesimæ partis semel vel pluries commissæ restitutionem ordinariis suis fecerint seu emendam. Clerici verò soluti, beneficia non habentes, in clericatûs tamen statu viventes, quoties contra præmissa fecerint, in pœnâ XII denariorum monetæ currentis incidant ipso facto, in usus pios ordinariorum arbitrio convertendam.

De honestate canonicorum secularium et dignitates habentium in vestibus deferendis.

Item statuimus quòd in nostris provinciis seu dyocesibus, omnes

canonici cathedralium et collegiatarum ecclesiarum, necnon rectores ac perpetui vicarii, et capellani curati parrochialium ecclesiarum, presentes et posteri: videlicet canonici, in dignitatibus seu personatibus constituti in ecclesiis et civitatibus, alii verò canonici et rectores, perpetui vicarii ac capellani, curati in suis ecclesiis et parrochiis, vestes superiores clausas, non nimiâ brevitate notandas, cum manicis decenter longis pariter ac rotundis, ac capuciis aut capsanis vulgariter appellatis, notabiliter non apertis aut magnis: videlicet omnes præfati canonici tàm dignitates seu personatus habentes quàm etiam non habentes, post medium, et aliæ suprà scriptæ personæ post unum annum, à tempore publicationis statuti hujus numerandum, adstringantur portare precisè. Quòd si præmissa facere neglexerint, vestibus quas contra presens statutum portaverint, sint ipso facto privati: Quas si etiam requisiti non tradiderint ordinariis per ipsos in pia opera convertendas, illi qui distributiones percipiunt, eas, quamdiù dictas vestes tradere distulerint, perdant etiam ipso facto; quarum quidem distributionum medietas capitulo, et alia medietas, ordinarii arbitrio, præfatis operibus applicetur: aliæ verò personæ prædictæ, quæ distributiones non recipiunt, ipso jure vestes amittant, in usus quoscumque premissos per ordinarios convertendas.

Ut hii qui voces in capitulis non habent cum habentibus se non ingerant, nec ad distributionem quæ datur capitulantibus admittantur.

Item cùm nullus cathedralis vel collegiatæ ecclesiæ canonicus, nisi sit subdyaconus, nec etiam habens dignitatem, personatum, prebendam vel officium certum requirens ordinem, nisi in illo sit ordine constitutus, vocem de jure in capitulo non habeat, etiam si ab aliis liberè concedatur: statuimus, inhibentes ne prædicti vocem in capitulo non habentes, cum vocem habentibus in ipsum capitulum se nullatenùs ingerant, nec per alios admittantur, etiam ex causâ videndi, audiendi, vel sciendi quæ per tenentes capitulum dicentur, tractabuntur, ordinabuntur, vel etiam statuentur; nec de distributionibus seu emolumentis quas tenentes capitulum pro interessendo capitulo recipiunt de consuetudine vel statuto quidquam recipiant prædicti vocem in capitulo non habentes. Quod si contra præmissa fecerint, vel aliquid, seu aliqua præmissorum, sint per mensem à perceptione fructuum beneficiorum suorum quæ in illâ obtinent ecclesiâ et distributionum, ipso facto, suspensi. Qui si de his quidquam perceperint, durante suspensione prædictâ, duplum capitulo intra sex dies reddere te-

neantur. Quod si non fecerint, duret dicta suspensio donec duplum solverint supradictum, quâcunque concessione, donatione, remissione, vel gratiâ, contra hoc nullatenùs valiturâ.

Ut canonici, præsertim dignitates habentes, per duos menses in ecclesiis suis residentiam annis singulis facere personaliter teneantur.

Item quòd omnes canonici et maximè dignitates, personatus vel officia in cathedralibus vel collegiatis ecclesiis obtinentes, presentes et futuri, teneantur annis singulis per duos menses in dictis ecclesiis, residentiam facere personalem, quocunque statuto vel consuetudine contrariâ non obstante. Quam nisi fecerint, ex tunc omnium fructuum et obventuum beneficiorum suorum totius anni, quæ in illâ ecclesiâ obtinent, quartam partem secundùm taxationem decimæ ipso jure amittant; cujus quartæ medietas capitulo, alia medietas fabricæ vel aliæ necessitati ecclesiæ, ad arbitrium episcopi et capituli applicetur. Quæ pœna nullatenùs remitti valeat, etiam si prælatus et capitulum super hoc convenirent; nec super residentiâ non faciendâ in duobus mensibus suprà dictis valeat idem prælatus, nisi ex causâ studii, dispensare. Premissa autem pœna pro longâ infirmitate impeditus aut existentibus obsequiis domini nostri papæ, vel prælati proprii, sive prosequentibus ecclesiæ negociis sine fictione vel fraude, aut in hiis qui dispensationem obtinuerant absentandi ex causâ studii, non vendicet sibi locum. Per premissa vèrò, circa illos qui de consuetudine vel statuto ecclesiarum ad continuam vel majorem residentiam, per se vel per alium sunt astricti, non intendimus aliquid immutare.

Ut canonici, prætextu seu colore officii seu servicii, distributiones non recipiant quas non essent recepturi.

Item cùm laborantibus in vineis Domini diurnus denarius debeatur, et negligentibus seminare in benedictionibus, etiam messis temporàlis justè debeat denegari; auctoritate presentis concilii constituimus et etiam ordinamus ut nullus canonicus cathedralis seu collegiatæ ecclesiæ seu alii clerici perpetui, beneficiati in eisdem ecclesiis, cujuscunque statûs, dignitatis aut conditionis existant, etiam prætextu alicujus assumpti initi officii vel etiam servitii coloratı, distributiones quotidianas quæ solis canonicis horis interessentibus dari debeant, recipiat: nisi in eisdem horis personaliter intersit, aut occasione dicti officii, aut pro negociis capituli utilibus, omni fraude cessante, fuerit perso-

ualiter occupatus: quâcunque remissione, donatione vel gratiâ contrà hoc nullatenùs valiturâ.

Ut hii qui dignitates seu personatus habent, seu habituri sunt, infra certum tempus ad sacros ordines prout dignitates seu personatus hujusmodi exigunt se faciant promoveri.

Item quia decet illos et ipsis incumbit qui ad servicium altaris et ecclesiæ Domini dedicatæ fore ut specialiter dignoscantur, si sua dignè et salubriter velint adimplere ministeria, ad sacros ordines promoveri, ne lucra amplecti avidè et humeros ab oneribus presertim honorabilibus subducere censeantur: Nos attendentes quòd nonnulli canonici cathedralium et collegiatarum ecclesiarum nostrarum provinciarum, civitatum et dyocesum in dignitatibus seu personatibus constituti, in propriæ salutis dispendium non curaverint hactenùs, quod cum displicenciâ referimus, neque curant, imò potiùs in effectu recusant, ad sacros ordines quos requirunt, dignitates seu personatus quas obtinent promoveri, quasi sperantes verèsimiliter sed damnabiliter, quod cum de Christi patrimonio fuerint sublimati, à clericali statu, sicut à multis factum esse comperitur, illusis ecclesiis retrocedant; ex quibus minutus est cultus divinus et minui amplius excrescente abusu timetur, nisi super hoc provisionis acomodæ remedium apponatur. Et idcircò volentes prout nostro incumbit officio, hujusmodi abúsum illusivum et illusionem abusivam à nostris subditis abolere et insuper cultum divinum non minui, sed augeri nostris temporibus affectantes: Presentis auctoritate concilii statuimus concorditer et etiam ordinamus, utilitate et necessitate ecclesiarum nostrarum id summopere poscentibus, ut omnes et singuli canonici, in cathedralibus seu collegiatis ecclesiis nostrarum provinciarum dignitates seu personatus obtinentes vel qui in posterum obtinebunt, intra unum annum à die publicati statuti præsentis dignitates seu personatus præsentialiter obtinentes; qui autem obtinebunt in posterum, à die adeptæ possessionis pacificæ dignitatum seu personatuum hujusmodi in anteà continuè numerandum, ad sacros ordines, prout dignitates seu personatus hujusmodi exigunt, se faciant promoveri. Alioquin si infra idem tempus non se fecerint ut præmittitur promoveri, à perceptione fructuum et obventionum dignitatis seu personatûs hujusmodi, donec ad dictos ordines sint promoti, eo ipso noverint se suspensos. Et si durante suspensione hujusmodi, ad percipiendum fructus, redditus seu proventus dignitatis seu

personatûs hujus se ingerere presumpserint, prædictis dignitatibus seu personatibus sint ipso facto privati. Volumus autem quod fructus, redditus et proventus dignitatum qui durante suspensione prædictâ de dictis dignitatibus seu personatibus recipientur, in utilitatem dignitatum seu personatuum prædictorum per ordinarium et ejus capitulum integrè convertantur.

Ut prælati remissiones delinquentium ad invicem faciant requisiti.

Item statuimus quòd archiepiscopi et singuli episcopi et eorum officiales, vicarii, locumtenentes et vicem gerentes ipsorum, in delictis remissionem faciant cùm fuerint requisiti. Et si ille qui deliquisse dicitur, de dyocesi non fuerit ejus à quo remissio fieri postulatur: sufficiant solæ literæ requirentis. Si verò de ejus dyocesi fuerit, semiplena probatio sufficiat in hâc parte.

De contrahentibus matrimonia clandestinè in dyocesi alienâ.

Item statuimus quòd quæcunque persona quæ pro matrimonio clandestino celebrando dyocesim suam exierit et ibi ipsum matrimonium contraxerit sine licentiâ proprii sacerdotis, ipso facto sententiam excommunicationis incurrat, et ut excommunicatus nuncietur et publicetur, donec ad arbitrium dyocesani, ecclesiæ parrochiali satisfecerit in cujus injuriam hoc presumpserat et absolutionis beneficium meruerit obtinere.

De abusoribus literarum domini papæ et legatorum ejus, et qualiter puniantur.

Item quia nonnulli clerici et layci qui literas domini papæ vel legatorum ejus nequiter abutuntur: idcircò auctoritate presentis concilii excommunicamus omnes illos qui literas obtentas aliis ejusdem nominis ad abutendum tradiderunt, et eos qui eas receperunt tali modo. Item qui ad loca æquivoca aliquem citari faciunt ut fraudulenter et maliciosè vexent et decipiant sic citatum laboribus et expensis. Item omnes illos qui per literas domini papæ vel legatorum ejus, personas non comprehensas in rescriptis, per cogitatam maliciam, item ubi non est simulantes, citari faciunt vel procurant ad prohibendum testimonium veritatis. Item omnes illos qui literas apostolicas vel legatorum ejusdem sedis, contra jura, ad futuras trahunt controversias, quæ nondùm fuerant, tempore impetrationis exortæ. Item omnes illos qui

per literam, quasi de bonis pro suo prioratu vel pro suâ ecclesiâ, officio vel beneficio impetratam, ad instanciam aliquorum aliquos citari faciunt, cum quibus ratione prioratûs vel ecclesiæ, beneficii vel officii quorum nomine est litera impetrata, non habent aliquid quæstionis de literâ post iter arreptum. De hiis, prædicto modo abutentibus idem per omnia statutis, nec non de omnibus illis qui per quascunque literas apostolicas aliquos citari faciunt contra quos non habent aliquid quæstionis vel contra constitutionem felicis recordationis domini Bonifacii papæ VIII, adversarios ad remota loca notoriè vel non insignia faciunt evocari. Item judices, conservatores, delegatos et subdelegatos, qui scienter ad loca notoriè distantia vel non insignia, partem citari presumunt quemquam, auctoritate litterarum apostolicarum contra aliquem, citando vel alias procedunt ad instantiam alicujus, nisi sibi constiterit illum ad cujus instantiam procedunt, eum reverà vel ipsius procuratorem esse, qui in litteris apostolicis continetur. Si quis verò super rebus ad dotem spectantibus litteram apostolicam impetraverit, et illius auctoritate aliquem vel aliquos cum quibus ratione dotis non habet aliquid quæstionis, fecerit fatigari: Auctoritate presentis concilii, eâdem excommunicationis sententiâ quâ superiùs, nominatim noverit se ligatum. De illis verò qui falsò se cruce signatos asserunt, cùm non sint, et sic tanquàm cruce signati, litteras apostolicas impetrant per quas aliquos fatigant laboribus et expensis; item de illis qui privilegium cruce signatorum impetrant sub illâ formâ *postquàm iter arripuerit transmarinum*, et ante iter arreptum per illud privilegium aliquos faciunt: fatigari talium abusorum absolutione, postquàm parti lesæ plenè satisfecerint, suo ordinario reservatâ, aliis pœnis à jure statutis eis nihilominùs per suos ordinarios vel illius quem indebitè vexaverint, si ibi reperti fuerint infligendis. Hæc autem contra abusores litterarum domini papæ et legatorum ipsius, auctoritate presentis concilii duximus statuenda: ejusdem sedis apostolicæ et legatorum ipsius auctoritate in omnibus semper salvâ.

Ne beneficiati res ecclesiasticas absquè dyocesani licentiâ prætercquàm in certis casibus alienent.

Item statuimus prohibentes, ne aliquis cujuscunque statûs vel dignitatis existat, possessiones ecclesiasticas aut quæcunque alia jura immobilia alienet, quocunque titulo, in quascunque personas, cujuscunque statûs, ordinis vel religionis, aut dignitatis existat, sine sui dyocesan[i]

consensu et consilio : contractu hujusmodi irritè nihilominùs existente. Qui verò contrarium fecerit proventus sui beneficii unius anni ipso facto amittat, in propriam utilitatem ipsius beneficii ad dyocesani arbitrium convertendos. Addentes quòd ubi possessiones steriles vel aliæ, ut præmittitur, de consensu dyocesani in emphitheosim perpetuam concedantur; dans autem in emphitheosim pro acapito aut a primo introïtu nihil ultrà recipere audeat quàm valeat census vel canon, vel pars fructuum unius anni, quæ vel qui ratione dominii, retinetur. Salvis tamen circà alienationem hujusmodi consuetudinibus rationalibus hactenùs observatis, quas non intendimus immutare.

De excommunicatis compellendis ad gremium ecclesiæ per judicem secularem et appositionem pœnæ.

Item cùm nonnulli claves sanctæ matris ecclesiæ contempnentes, excommunicationis sententiam, non sine animarum periculo frequenter diù sustineant animo indurato, statuimus ut quicunque hujusmodi sententiam, per nos et nostras curias promulgatam, per duos menses postquàm noverit in se prolatam, eamdem duxerit pertinaci animo sustinendam, non curans modo debito absolutionis beneficium petere ab eisdem vel ab eà curiâ per quam fuerit excommunicationis vinculo innodatus : requiratur per eamdem curiam dominus temporalis aut ipsius bajulus vel judex loci ubi talis excommunicatus noscitur commorari et moneatur attentè, ut infra competentem terminum tùm ab ipsâ curiâ præfingendum, suum subditum sic excommunicatum compellat omninò satisfacere super eo pro quo in eo excommunicationis sententia fuerit promulgata et absolutionis beneficium postulare. Si verò dominus, bajulius sive judex, non curaverit hæc efficaciter adimplere, in ipsum per eamdem curiam excommunicationis sentencia proferatur. Et deindè si adhuc dictum subditum cogere contempserit : locus ille donec ipsum compulerit interdicto ecclesiastico supponatur. Cæterùm ut iidem excommunicati qui divino non inclinantur amore ut ad gremium ecclesiæ revertantur, temporalis metu pœnæ, ad id propensiùs inclinentur : Statuimus ut layci v sol. clerici verò x, presbiteri verò xv sol. Viennenses bonorum, pro quolibet mense, quo in excommunicatione prædictâ permanserint, solvere teneantur, nisi propter paupertatem vel aliam rationabilem causam memorata curia misericorditer agere voluerit cum eisdem; prædictis pœnis in ornamentis ecclesiæ seu eleemosinis ad dyocesani arbitrium convertendis,

Ne prohibeatur prælatis jurisdictionem suam exercere.

Item cum jure cautum existat, archiepiscopos et episcopos in totis suis dyocesibus jurisdictionem ordinariam obtinere et in quolibet loco suarum dyocesum non exempto, per se vel per alium posse pro tribunali sedere, causas audire spectantes ad forum ecclesiasticum et personas ecclesiasticas, cùm earum excessus exegerint, capere et carceribus mancipare, aliaque omnia et singula ad sua expectantia officia liberè exercere, et nonnulli domini temporales, judices et rectores, ac officiales eorum Deum et libertatem ecclesiasticam sacrorumque statuta canonum offendere in suarum animarum grande periculum non verentes, personas ecclesiasticas, quas in diversis locis nostrarum civitatum et dyocesum ac provinciarum, suis excessibus et delictis exigentibus, capi et carceri mancipari contigerit, interdùm de carceribus extrahunt violenter, impediendo quominùs de illis et earum delictis et excessibus per judices ecclesiasticos ad quos presertìm exhiberi valeat justitiæ complementum; nos talium obviari damnandis ausibus, jusque servari super his in eisdem civitatibus et dyocesibus ac provinciis cupientes, hoc approbante concilio statuimus, quòd omnes ac singuli temporales domini, judices, rectores vel officiales eorum qui talia de ceterò in eisdem civitatibus vel dyocesibus ac provinciis presumpserint attemptare, ipso facto sententiam excommunicationis incurrant: eorumque terræ aut loca, nisi infra x dies posquàm fuerint super hoc requisiti, ex tunc ecclesiastico subjaceant interdicto: donec spoliatis carceribus plenariè et liberè restitutis, ei cujus jurisdictionem sic leserint, emendam præstiterint condecentem.

Ne prohibeatur directè vel indirectè clericis contra suo judice litigare.

Item, cùm nonnulli temporale dominium obtinentes, seu secularis justiciæ potestatis gerentes officium, jurisdictionem sanctæ matris ecclesiæ subvertere vel minuere exquisitis astuciis moliantur; nos eorum malicias ultione canonicà reprimere cupientes, approbante presenti concilio, statuimus inhibentes ne quis in foro ecclesiastico litigantes seu litigare volentes super causis merè ecclesiasticis sive quæ ad forum ecclesiæ de antiquâ et approbatâ consuetudine et hactenùs pacificè observatâ, pertinere noscuntur, ad desistendum compellat per ipsorum vel parentum ac consanguineorum vel rerum eorum vel personarum captionem, modisve aliis quibuscunque. Si verò contrà presump-

serint, excommunicationis sententiæ presentis auctoritate concilii se noverint subjacere.

Ut infra domos prælatorum nec in eorum officialium presentiâ injuria nulli fiat.

Item cùm illos quos Dei timor à malo non revocat, saltem cohercere debeat severitas disciplinæ; presentis auctoritate concilii duximus statuendum quòd si persona, cujuscunquè conditionis, statûs seu ordinis existat, infra domos archiepiscopales vel episcopales nostrarum civitatum vel dyocesum, ac provinciarum vel alibi ubicunquè nos vel subfraganei seu officiales nostri causas audierint, aliquem facto graviter vituperaverit, seu injuriam irrogaverit, incurrat sententiam excommunicationis ipso facto et alias puniatur.

De bannis solvendis à clericis et per quos et qualiter exigantur.

Item statuimus et sub pœnâ excommunicationis quòd nullus dominus temporalis audeat compellere ecclesias vel personas ecclesiasticas vel earum familias, servitores, seu nuncios, solvere bannum seu banna pro animalibus suis quibuscunque, vel pro personis prædictis. Et ne personæ ecclesiasticæ vel earum familiæ materiam propter hoc habeant delinquendi; statuimus ut banna quæ clericis committuntur pro fructibus alienis susceptis vel eorum animalibus, in vineis, pratis aut possessionibus vel defensis inventis, eadem ab ipsis clericis vel personis ecclesiasticis seu earum familiis et animalibus earumdem, applicanda curiæ singulorum dyocesanorum de cetero committantur. Volentes et precipientes ut à presbiteris singularum nostrarum provinciarum, dyocesum et ecclesiarum nostrarum curam habentibus animarum, banna ipsa, quotiens in locis ipsorum committi contigerit, auctoritate cujuslibet dyocesani exigantur fideliter et leventur, eidem curiæ per eos post modum in singulis synodis ex integro assignanda. Si qui verò sic banna commissa solvere recusaverint, per ipsos presbiteros requisiti, ex tunc ad duplicata banna eadem teneantur et ad ea sic duplicata solvenda per eamdem curiam compellantur. Presbiteri verò prædicti dictæ curiæ banna hujusmodi solvere recusantes procurent manifestare; alioquin si super hoc fuerint negligentes, juxta ipsius curiæ arbitrium ex indè punientur. In civitatibus verò vel castris alicui nostrum vel nostrorum dyocesanorum temporali jurisdictioni subjectis, per mandatores nostros seu ipsorum dyocesanorum, banna prædicta exigi vo-

lumus et levari et cuilibet nostrorum et dyocesanorum nostrorum prout ad nos et quemlibet eorumdem pertinet restitui per eosdem. Ceterùm super denunciatione prædictorum, cùm ab aliquo vel aliquibus committentur, custodibus sive gardiis juratis fidem decernimus adhibendam. Porro per solutionem prædictorum bannorum ab emendandis talliis seu dampnis, prout justum fuerit, nullum volumus excusari. Prædictum autem statutum ad personas ecclesiasticas temporalem jurisdictionem habentes in locis sibi subditis volumus non extendi.

Ut beneficiati sine licencià dyocesani non componant.

Item sub interminatione anathematis prohibemus ne aliquis rector, vicarius, vel alius clericus, vel laycus prædictarum Arelatensis, Aquensis et Ebredunensis provinciarum, super decimis vel aliis juribus debitis ecclesiis parrochialibus, cum aliquibus religiosis componere audeat, sine auctoritate dyocesani, vel jus uni ecclesiæ debitum alteri audeat assignare.

In quo statu debent dimitti beneficia et per successores teneri.

Item statuimus quòd si contingat aliquem, aliquam ecclesiam suam quomodolibet dimittere, sine morte, juxta æstimationem legitimam et ejusdem ecclesiæ facultates relinquat ibidem in bonis mobilibus, quòd primò personæ necessariæ ipsi ecclesiæ et domui ejusdem indè possint vivere usque ad novos fructus et commodè sustentari et onera interim ecclesiæ incumbentia supportare et animalia aratoria et ornamenta ecclesiæ et supellectilem consuetam; quodque successor quilibet omnia ornamenta ecclesiæ et universam domus supellectilem, in pannis et aliis, in illo statu conservet et meliori, si poterit, ac reddere teneatur in eo in quo recipiet ecclesiam suprà dictam.

De inventario bonorum ecclesiasticorum infra certa tempora faciendo.

Item statuimus quòd priores ecclesiarum et rectores seu gubernatores hospitalium pauperum, et omnes alii, beneficia ecclesiastica obtinentes, inventarium faciant cum publico instrumento vel in cartulario quod penès ecclesiam debebit remanere, de omnibus immobilibus et mobilibus bonis, scilicet instrumentis, privilegiis, vasis æreis ac ferreis atque vinariis, in principio sui regiminis, infra sex menses, et idem faciant, instituti, post primam synodum infra sex menses. Et qui

prædicta non fecerit, in decimam fructuum dicti beneficii puniatur, operi vel ornamentis aut utilitati propriæ ecclesiæ per ordinarium applicandam.

De testamentis per beneficiatos secundùm consuetudines laudabiles faciendis.

Item statuta olim per predecessores nostros edita super testamentis vel ultimis voluntatibus per prælatos vel beneficiatos alios faciendis ac consuetudines rationabiles hactenùs in singulis provinciis observatas auctoritate presentis concilii approbamus et in suo robore volumus permanere.

De statutis, bannis et preconisationibus contra consuetudines ecclesiæ editis prohibendis.

Item statuimus quòd quicunque contra ecclesiasticas consuetudines antiquas rationabiliter approbatas et hactenùs pacificè observatas, statuta, banna, prohibitiones seu preconisationes aut precepta scienter fecerint aut fieri procuraverint aut servari, seu facientibus vel servantibus et in hoc consilium vel operam directè vel indirectè prestiterint, per dyocesanuos locorum aut officiales vel procuratores eorum, presentis auctoritate concilii moneantur, ut infra unum mensem à tempore monitionis hujus numerandum, statuta, banna, prohibitiones, preconisationes et precepta hujusmodi, cum effectu debeant revocare, ad consimilia nunquàm ulteriùs processuri; alioquin excommunicationis sententiâ, quam in his scriptis ex nunc ferimus, sint ligati.

De contributione expensarum necessariâ inter omnes beneficiatos dyocesum faciendâ.

Item statuimus quòd si archiepiscopus vel episcopus aut aliquis rector alicujus ecclesiæ, in civitatibus vel dyocesibus provinciarum prædictarum, expensas necessarias fecerit in legatis et nunciis sedis apostolicæ, expensâ illâ solvantur de communi distributione ecclesiarum, civitatum et dyocesum, infra quas dicta expensa fuerit facta et istæ expensæ semel in anno in unâ synodo colligantur.

Ut Judei utriusque sexûs signa deferant per quæ ab aliis discernantur.

Item decrevímus quòd Judei masculi, à XII annis et suprà, deferant extra domos, in superiori veste, in pectore signum rotæ cujus rotun-

ditas in quantitate sit trium vel quatuor digitorum, nisi sint in viagio constituti. Mulieres autem judeæ, à XII annis et suprà, cornalia deferant extra domos. Si verò Judei quocunque pretextu contrà fecerint, christianorum eis participatio denegetur. Hàc eâdem pœnâ Judeos decrevimus compellendos ad satisfaciendum ecclesiis pro decimis et oblationibus de domibus et possessionibus quas noscuntur in ipsarum parrochiis possidere.

De Judeis pro medicinâ exhibendâ non requirendis, nec, si se ingesserint, admittendis.

Item quia inter christianos non sine catholicæ fidei opprobrio adeò invaluit perniciosus abusus, ut hii qui Judeorum, utpotè nostræ inimicorum fidei, fœtidos actus et opera spernere et abhorrere deberent, ad ipsos Judeos qui se physicos vel cyrurgicos asserunt, pro medicamentis, imò verius nocumentis, indifferenter recurrant: propter quod eorumdem Judeorum servilis status ultra methas erigitur, inflatur et superbit cecitas, ei ipsi fidem catholicam parvipendunt et ex indè familiaritates et conversationes multiplices, multorum utiquè incentiva malorum, inter ipsos Christianos et Judeos prodeuntes, pluribus nefandis sceleribus quæ reperiuntur perpetrata, causam credunt verisimiliter prebuisse; et darent in posterùm aliis sceleribus, hiis forsitan pejoribus, occasionem sive causam, nisi salubris provisio talibus obviaret. Idcircò nos quibus est cura diligens per omnia superni numinis religionem tueri, subditosque nostros à noxiis quantùm cum Deo possumus preservare; statuimus et etiam ordinamus ut à modo nullus christianus nostrarum provinciarum, civitatum et dyocesum, cujusvis sexûs, statûs, conditionis aut dignitatis existat, in infirmitate suâ vel alias, Judeum quemquam physicum vel cyrurgicum pro aliquâ cujuscunque conditionis medicinâ vel medicamine sive curâ recipiendis ab eodem, adeat, requirat, aut requiri faciat: nec etiam ipsius Judei ad eum spontè vel venientis aut mittentis recipere audeat per se vel per alium, quovis exquisito colore, medicinam, consilium alias quam facturus fuerat sive curam; nisi facienti immineret periculum, et christiani periti, medici, physici vel cyrurgici haberi commodè in prefato periculo copia non valeret. Interdicentes pari modo Judeis utriusque sexûs ut in curandis infirmitatibus christianorum nullatenùs se audeant immiscere. Qui autem hujus statuti extiterit violator, si Judeus fuerit, eidem communio fidelium substrahatur; christianus verò superioris sui arbitrio puniatur.

Tunc sententia interdicti servetur cùm ab ordinario datum fuerit in mandatis.

In singulis autem casibus supradictis in quibus lata est sententia interdicti, tunc eam servari volumus et mandamus cùm ab ordinario vel ejus officiali, seu locum tenente, aut delegato, datum fuerit in mandatis. Mandatis autem diligenter advertat, quòd tunc demùm dictam sententiam mandet servari, quando illius loci dominus esset solus. Si verò plures fuerint pro indiviso obtinentes, quorum aliquis recusat, alius verò est obedire paratus, tunc dominus superior vel superiores, proximus si plures fuerint, vel ejus seu eorum officiales requirantur et moneantur ut, infra unum mensem à die monitionis in anteà numerandum, emendam fieri faciat et satisfactionem debitam super eis super quibus dicta sentencia est prolata; quòd si non fecerit, ex tunc per dictum ordinarium, officialem vel locum tenentem seu delegatum ejusdem, dictam interdicti sentenciam mandet et faciat per censuram ecclesiasticam firmiter observari.

Cùm absolutio vel dispensatio in casibus presentis concilii superiori non reservantur, per ordinarium vel per illum ad quem ordinarius remittet expediri poterit et debebit.

Item adjicimus, quòd in casibus ubi dispensatio vel absolutio non reperiretur in ordinatione presentis concilii sedi apostolicæ specialiter vel aliter reservata, episcopi pro suæ discretionis arbitrio, juxta negocii qualitatem, et personarum conditionem, provideant et dispensent; aut pro reconciliationis, vel absolutionis, seu dispensationis remedio remittant culpabilem ad suum vel aliquem alium de predictis metropolitanis, de quo sibi magis expedire videbitur: et sicut illius saluti, de cujus agetur excessu, spectatis tam negociis quàm personæ circumstanciis, magis crediderint opportunum.

In quorum omnium fidem et testimonium, nos Gasbertus Arelatensis, Bertrandus Ebredunensis, Armandus Aquensis archiepiscopi supràdicti, dicta statuta publicari mandamus per notarium infrà scriptum, et sigillorum nostrorum appensione muniri. Et nos si quidem Bartholomeus Forojuliensis, Gauffridus Regensis, Rostagnus Sistaricensis et Guilhelmus Aptensis episcopi supràdicti, priùs prædictorum procuratorum interveniente consensu, omnia et singula in dictis statutis contenta, rata habentes et grata. Ideò presenti instrumento

dicta statuta continenti sigilla nostra apponi facimus et appendi. Actum et datum in prædicto monasterio sancti Ruffi, anno Domini millesimo cccxxxvii, indictione quintâ, die tertiâ mensis septembris, pontificatûs sanctissimi patris et domini nostri Benedicti divinâ providentiâ papæ XII anno tertio; Præsentibus venerabilibus viris dominis Petro Vasconio juris civilis professore, Albiensis, Petro Gervasi, Vivariensis, ecclesiarum canonicis: Durando Mercatore rectore ecclesiæ de Monte Claro, Caturcensis, Amalrico Saonis clerico, Uticensis, dyocesis, et Raymundo Astorgii jurisperito, cive Montis Albani et pluribus aliis testibus.

STATUTS MUNICIPAUX

ET

CHARTES DE COUTUME

DE

LA VILLE DAPT.

SEQUITUR TENOR COMPROMISSI

OLIM FACTI

INTER DOMINOS DE SYMIANA, EX UNA PARTE,

ET

CONSULES CIVITATIS APTENSIS, EX ALTERA,

super

JURIBUS ET CAPITULIS CONSOLATUS.

Anno Domini 1252, sexto Kalendas Junii, sit notum omnibus hominibus tam presentibus quam futuris hanc cartam legentibus, quod cum diu varie et diverse questiones mote essent aut moveri preparentur inter dominos de Symiana: videlicet dominos Bertrandum Raybaudi et Guirandum et Raybaudum filios quondam domini Guideti de Sy-

miana, auctoritate Petri Ayrulfi curatoris eorumdem, ut apparet per quoddam instrumentum factum per Gicium imperialis aulæ notarium quod incipit: *post annos VIII et diem, universis et cunctis*, et fecit in publicam formam redigi, ex una parte; et consules Aptenses videlicet Bertrandum de Gorda et Berengarium de Lerida milites, et Jordanum de Lerida et Raymundum Soquerium, ex altera; super juribus, juridictionibus, usibus civitatis Aptensis et demum aliis omnibus que inter eos oriri possent, usque ad diem compromissi et appenditiis eorumdem.

Tandem dicte partes, post multas contentiones inter se habitas, compromiserunt super predictis omnibus in dominum R. Aptensis ecclesie archidiaconum et Raymundum Artaldum operarium et Isnardum sacristam et Bertrandum Botium et Guillelmum de Lerida et Tibaudum Berbiguieri et Raymundum Centulionem jurisperitos, tanquam in arbitros arbitratores seu amicabiles compositores ab utraque parte sponte electos presentes et recipientes. Et fuit actum in compromisso quod partes teneantur reddere pignora ad voluntatem dictorum arbitrorum qualia et quanta eisdem placuerit habere.

Item etiam, quod predicti arbitri possint questiones motas seu movendas inter predictas partes determinare simpliciter et de plano et brevitatem inquirere ex officio suo et ex potestate eis a partibus concessa expressim sine strepitu et juris rigore.

Item, fuit actum in compromisso quod dicti arbitri possint cognoscere super predictis questionibus et partes audire, in scriptis aut sine scriptis aut illo modo quo potius eis videbitur expedire.

Item, quod dicti arbitri possint procedere et sententiam aut mandamenta sua proferre, de jure tantum aut de voluntate tantum, aut partim de jure, partim de voluntate, prout eis melius videbitur faciendum.

Item, fuit actum in compromisso quod dicti arbitri debeant negotium terminare antequam separentur a loco isto, nisi de voluntate partium aut pro consilio habendo hoc fieret.

Item, quod si unus vel duo ex dictis arbitris nollent aut non possent super predictis intendere aut etiam interesse ipso aut ipsis semel et secundo citato aut citatis, quod alii possint in eam procedere et questiones sine eorum presentia, requisitione ulterius facta, terminare.

Item, fuit actum in compromisso quod unus ex dictis arbitris possit vice et nomine aliorum qui presentes fuerunt in diffinitionem mandamenta seu sententiam proferre, stando aut sedendo, de nocte aut de die, diebus feriatis aut non feriatis, partibus presentibus aut non presentibus, aut una presente et alia absente.

Item, quod partes ad requisitionem dictorum arbitrorum teneantur monstrare privilegia sua quibus mediantibus dicti arbitri possint instrui et dictas questiones sapire, in toto aut in parte reddere, si que habent.

Item, fuit actum in compromisso quod dicti arbitri possint huic compromisso quodcumque usque ad sententiam addere aut detraere, aut mutare, et partem inobedientem in expensas condempnare.

Item, fuit actum in compromisso quod si aliquis de dictis arbitris faceret aliquid super predictis questionibus, ita quod per eum, ut eos possit veritas elici, quod credatur ei aut eis, et ejus aut eorum verbo stetur, non obstante compromisso in se suscepto.

Hec omnia et singula partes promiserunt attendere et complere et in nullo contravenire, aliquo jure seu ratione, per se aut per alium, sub pena scilicet mille marcharum argenti a parte presenti stipulata et promissa corporali, nichilominus a partibus prestito juramento; renuntiantes illi juri quo cavetur ne causa juramenti religione in arbitros compromittatur.

Item, fuit actum in compromisso quod pena commissa et exacta et compromissum et mandamenta in sua maneant firmitate.

Item, fuit actum et de expresso concensu partium quod si contingeret penam comitti occasione unius capituli aut plurium, quod cognitio ipsius pene comisse et petite et adjudicatio et executio ejusdem pertineat ad dominum episcopum Cavallicensem qui pro tempore erit, cujus jurisdictioni et potestati partes ex certa scientia se subjecerunt; pena vero adjudicata et exacta, compromissum et mandamenta supra dictorum arbitrorum, singula et universa in sua maneant firmitate.

Item, fuit actum inter predictas partes et expressim dictum quod si in tota serie facti tam compromissi quam mandamentorum, esset aliquid dubium aut obscurum, aut oriretur ex predictis, interpretatio

pertineat ad superstites arbitros, aut ad majorem partem, si alii nollent aut non possent interesse; quam interpretationem et decisionem facere teneantur infrà mensem, postquam a partibus fuerint requisiti. Si vero contingeret quod dicti arbitri aut major pars concordare non possent, quod interpretatio aut decisio pertineat ad dominum episcopum Cavallicensem.

Item, promiserunt dicte partes quod nullum impetrabunt rescriptum seu privilegium quo mediante dictum compromissum in toto aut in parte possit vitiari, sive ratione arbitrorum, sive ratione partium, et illi juri certificati specialiter renuntiaverunt.

Item, fuit actum in compromisso quod dicti arbitri possint verba compromissi interpretari quacumque, usque ad sententiam, si qua essent dubia aut obscura.

Item, fuit actum in compromisso quod (*si*) super mandamento seu mandamentis ab ipsis placitis questio seu dubium emergeret, quod illud dubium determinetur secundum voluntatem arbitrorum predictorum.

Item, et quod partes ad requisitionem dictorum arbitrorum teneantur in compromisso, seu instrumento ex eo confecto, seu instrumento mandamentorum ab eisdem placitorum, ad majorem firmitatem sigilla sua apponere.

Quod compromissum dicti consules confessi fuerunt se fecisse et compromisisse in predictos arbitros, de voluntate et expresso concensu concilii dictorum consulum et universitatis civitatis Aptensis.

Et pro hiis omnibus et singulis attendendis et complendis tam pro pena quam pro pignoribus reddendis extiterunt fidejussores, ex parte dominorum de Symiana scilicet : dominus Helias de Apta, B. de Garenbodio, Berengarius de Vaqueriis, Arnaldus de Curello, Raymundus Artaldus miles, Hugo Artaldus, Raymundus Bompar et Rostagnus fratres et milites, Bertrandus Brunus et Petrus Cornutus. Isti fuerunt fidejussores et sacramentarii, scilicet : Bertrandus de Sancto Saturnino, Gastus de Montejustino, Raymundus de Borbone, Bertrandus de Villamuris, Guill. Cornuti, Berengarius de Vaqueriis, Jacobus de Montejustino, Bertrandetus de Gorda, Guill. Petri de Gorda; qui omnes et singuli tam fidejussores quam juratores, tam pro predicta pena, quam

pro pignoribus reddendis obligaverunt, eisdem consulibus petentibus et interrogantibus, nomine consulatus, omnia sua bona presentia et futura; dantes eisdem consulibus licentiam eos pignorandi; renuntiantes super predictis specialiter certificati, et beneficio ex lege divi Adriani et nove constitutioni que dicit principalem prius fore conveniendum quàm fidejussorem et privilegio fori, et omni exceptioni doli et in factum et beneficio pacis et consulatus et demum omni alio juri quo mediante suprà dicta possent vitiari in toto aut in parte, aut etiam infringi.

Ex parte vero consulum, fuerunt fidejussores, scilicet: dictus dominus Helias Salvaticus et Raymundus Artaldus, Rostagnus Bompar milites. Fidejussores et sacramentarii fuerunt scilicet: Raymundus Artaldus, miles, Bertrandus Bompar, Guillelmus de Apta, Hugo Centulio, Rostagnus Bompar, milites, Guillelmus Maneni, Guillelmus de Gargatio, Visianus Faber, Bertrandus Brunus et Petrus de Tors; qui promiserunt ipsis dominis (*de Symiana*) sed in formam qua fidejussoress dictorum promiserunt dictis consulibus.

Acta fuerunt hec in civitate Aptensi, in ecclesia sancti Castoris, in presentia Raymundi Autrici, Tibaudi Isoardi, Raymundi Petri, Guillelmi Visiani, Raymundi Sellerii, Michaelis Roque et multorum aliorum proborum virorum, militum et aliorum. Quod quidem compromissum singillatim partibus lectum partes approbaverunt.

Post hec, anno quo suprà, prefati consules, nomine consulatus, asseruerunt infrà scripta jura et capitula ad dictum consulatum pertinentia, videlicet in primis custodiam civitatis, scilicet quod debent habere et tenere claves portarum, aut alio nomine ipsorum portales claudere et aperire.

Item, vias mundare et curare ut femoracia removeantur et, si non fieret, punire inobedientes sicut alii consules qui pro tempore fuerunt puniebant et quam plurima alia capitula et jura et usus prout plenius inferius continetur.

È contra dominus Bertrandus Raybaudi et Guirandus et Raybaudus auctoritate curatoris supradicti asserebant quod merum imperium et omnis jurisdictio contentiosa pertinebat ad ipsos, videlicet habere gladii potestatem ad animadvertendum in facinorosos homines et datio tutoris et curatoris et universas causas audire et quedam alia quamplurima, sicut inferius plenius continetur.

Prefati vero arbitri videlicet dominus R. Aptensis archidiaconus, Raymundus Artaldi operarius, Isnardus sacrista Aptensis ecclesie, Bertrandus Boti, Tibaudus Berbiguieri, Guillelmus de Lerida, Raymundus Centulio, jurisperiti, veritate plenius inquisita tam per se ipsos quam per plures alios fide dignos, super petitionibus, capitulis, et juribus ab utraque parte propositis, auditis etiam dictis principalium personarum, dictis etiam testium diligenter consideratis et pensatis, visis etiam privilegiis imperatorum et aliis instrumentis, ab utraque parte propositis et productis et eorum tenore diligenter inspecto, habito prius super premissis plurium sapientum concilio; facta etiam comparatione instrumentorum hinc inde productorum; facta etiam comparatione juris ad factum; demum habentes pre oculis inspecti precipue utilitate communi tam Dominorum quam civitatis et civium, in modum infrà scriptum sequentia protulerunt mandamenta.

SENTENTIA

DE HIIS QUI IN SOLIDUM PERTINENT AD CONSULES CIVITATIS.

In primis, finaliter diffiniendo mandaverunt et cognoverunt quod prefati consules, nomine consulatus, et civitatis atque universitatis ejusdem, pleno jure ab hac die in anthea habeant, teneant, et possideant, aut quasy, custodiam civitatis et territorii. De C civi

Item, jus tenendi claves portarum aut alius nomine ipsorum et portales aperire et claudere et jus faciendi clausuras civitatis et jus erigendi muros et reficiendi et demoliendi, si necessarie fuerit pro utilitate civitatis et jus faciendi curare fossata. De C port et Cl civi

Item, jus mandandi excubias tam infra civitatem quam extrà.

Item, jus puniendi super premissis secundum quod consuetum est. De E et P ea

Item, pronuntiaverunt et mandaverunt quod consules habeant jus recipiendi sacramenta obedientie quoad jura consulatus a singulis de populo, et jus puniendi rebelles et contradictores secundum quod est consuetum. De Sac Obed

V. Consiliariis eligendis.

Item, habeant jus eligere consiliarios in concilio generali aut secreto et ad consilium prebendum eos astringere juramento, si contra fieret ab aliquo ad hoc vocato, et punire secundum quod consuetum est.

VI. Femoratiis Mundatione viarum.

Item, pronuntiaverunt et mandaverunt quod habeant jus faciendi femoracia removere, et jus faciendi mundare vias tam publicas quam privatas intus civitatem et extrà, et eas sine impedimento firmare.

VII Cognitione illicidiorum enestrarum

Item, habeant jus cognoscendi super stillicidio et jus faciendi et prohibendi ne vie impediantur per impositum hedifitium aut per aliud suprà impositum, aut per tabulas, aut scaleria, aut per aliquod consimile, ut est cognitio fenestrarum.

VIII. Punitione rebellium.

Item, jus puniendi rebelles, sicut consuetum est.

IX. Venatione uniculorum.

Item, pronuntiaverunt dictos consules habere jus dandi licentiam venandi cuniculos et prohibendi et puniendi latrones cuniculorum sive de die, sive de nocte.

X. Furonibus.

Item, habeant jus prohibendi ne quis teneat furonem aut habeat, et dandi licentiam tenendi; et si contra fieret, jus puniendi sicut consuetum est.

XI. Punitione latronum.

Item, finaliter diffinierunt dictos consules habere jus puniendi latrones garbarum, racemorum et vitium, sive de nocte, sivé de die, et jus prohibendi ne racematores intrent vineas alienas; et si contra fieret habeant jus puniendi sicut consuetum est.

XII. Impositione fori.

Item, pronuntiaverunt et mandaverunt quod dicti consules habeant jus imponendi forum, tempore vindemiarum, tam in bestiis quam in personis: et si contra fieret, jus puniendi sicut consuetum est.

XIII. De Veto victualium t venditione venalium.

Item, pronuntiaverunt dictos consules habere jus imponendi bannum ne victualia de civitate seu ejus territorio extrahantur et jus ponendi custodes ne talia fiant et quod omnia venalia justo pretio vendantur. S vero domini de Symiana vellent victualia de civitate extrahere propri domui necessaria, quod possint, non obstante banno superius hotato

XIV. De Bannis.

Item, finaliter diffinierunt dictos consules habere bannum omni vinearum, pratorum, ortorum, et omnium fructuum, et arborum et quarumcunque possessionum et habere bannum de predictis sicu consuetum est.

Item, adjudicaverunt predictis consulibus quod ipsi habeant jus puniendi talatores de die. X De Pu talat de

Item, adjudicaverunt dictis consulibus nomine consulatus jus cognoscendi super questionibus locationum tam rerum quam personarum. XV De Co questi locati

Item, adjudicaverunt eisdem consulibus, nomine quo suprà, pugnaderias quascumque et mensuras minores pugnaderiis, et jus puniendi eos qui falsas pugnaderias et inferiores mensuras tenerent. XV De P riis et m mino

Item, pronuntiaverunt dictos consules habere brocata oley et inferiores mensuras et jus puniendi eos qui falsas mensuras tenent aut in futurum tenerent. XV De B et mensur

Item, adjudicaverunt dictis consulibus omnes mensuras vini, sive sit Cupa, sive alia mensura et jus puniendi eos qui falsas tenerent, sive in majoritate sive in minoritate. XI De M vi

Item, adjudicaverunt dictis consulibus omnes cannas civitatis et medias cannas, tam mercatorum quam textorum quam aliorum qui cannas habent aut tenent; et jus puniendi eos qui falsas cannas et medias cannas tenerent. X De C et m Can

Item, adjudicaverunt dictis consulibus omnia pondera qualia specierum; quam cere, quam cepi; quam sagiminis et bladi et demum omnium aliarum rerum que ponderantur aut pondere venduntur et jus puniendi eos qui falsa pondera tenerent. XX De Pon omn rer

Item, adjudicaverunt dictis consulibus jus puniendi eos qui falsitatem comiserint in coreis, pipere, ficubus, et castaneis, cera, seu aliis mercimoniis que in foro seu nundinis seu aliis diebus in civitate Aptensi venderentur seu ad vendendum ab aliquo aut ab aliquibus exponerentur. XX De Pu illo qui fal comm

Item, voluerunt et mandaverunt quod dicti consules habeant curam carnium, macellorum videlicet, ut ubi carnes vendantur sine contagione, sine vitio, sine mendacio, et sine infirmitate, et jus puniendi eos qui in supradictis comitterent. XX De C carn

Item, adjudicaverunt dictis consuli [illegible] morbose, seu tantum fortuito mortue, aut vrcine [illegible] voluerint, XX De e et pun car

vendant et jus expellendi si eis videbitur faciendum; et si contrarium fieret, jus puniendi et mutandi macellum.

XXV. Curà panis. *Item*, adjudicaverunt dictis consulibus jus panatarie, curam panis scilicet, quod bene coquatur et sine inmoratione fiat et justo pretio vendatur et si contrarium fieret ab aliquo aut ab aliquibus jus puniendi eos.

XXVI. Elevatione thenarum. *Item*, adjudicaverunt jus imponendi et elevandi cathenas infra civitatem aut extrà in burgis et proprietatem earumdem.

XXVII. Clausuris assessionum cognitione xituum. *Item*, adjudicaverunt dictis consulibus jus clausurarum omnium possessionum et cognitionem super exitu quarumcumque possessionum.

XXVIII. Creatione judicum. *Item*, voluerunt et mandaverunt quod dicti consules habeant jus creandi judicem et notarium in civitate Aptensi, in juribus consulatus nominatis et nominandis.

XXIX. Convocaone populi. *Item*, adjudicaverunt eisdem jus convocandi populum et faciendi parlamentum et destinandi preconem per civitatem, intùs et extrà.

XXX. Exactione autionum. *Item*, pronuntiaverunt dictos consules habere jus exhigendi cautiones et satisdationes a civibus quibuscunque; causis seu rationibus propter quas exhigunt minime exprimendis.

XXXI. e Fidejusione danda o consolatu. *Item*, voluerunt et mandaverunt quod dicti consules possint mandare et precipere omnibus ut fidejubeant pro consolatu et pagatores existant.

XXXII. Compulione patris pro filio e converso. *Item*, adjudicaverunt eisdem jus compellendi patrem pro filio et e converso; et maritum pro uxore et e converso, in fractione banni tantum.

XXXIII. De quibus ossint conules vocari n judicio. *Item*, voluerunt et mandaverunt ut consules dum existunt in dignitate consolatus non possint in jus vocari nisi specialiter renuntiaverint beneficio consolatus; deposito vero officio, de suis propriis factis atque delictis ut ceteri privati respondere teneantur.

XXXIV. Rixantibus. *Item*, voluerunt et mandaverunt quod dicti consules habeant potestatem compescendi rixantes, si contingeret rixam fieri, aut pelegiam, in civitate aut extrà, inter aliquos, et recipiendi securitates a rixantibus et reducendi ad concordiam, ne in rixam ulterius protendatur, salvo in omnibus jure curie dominorum de Symiana.

Item, pronuntiaverunt dictos consules habere jus cognoscendi ut casei rescentes bene preparentur et quod contagium in eisdem non comittatur; et si fieret, jus puniendi. XXX De Ci et cu eorui

Item, adjudicaverunt dictis consulibus jus cognoscendi de nayssis et de allasonatione aquarum et jus prohibendi de predictis et cursu aquarum, determinatione earumdem, ut directe aut indirecte currant, intùs et extrà, et contagia pratorum et fontium; et si contra fuerit factum in predictis, jus puniendi. XXX De Na et alla tione aq et cont prator

Item, pronuntiaverunt ipsos habere jus prohibendi ne, tempore guerre, populus seu rayda civitatis excedat terminos a consulibus statutos aut statuendos; et si contrarium fieret, jus puniendi. XXX Ne por in ray exce termi

Item, adjudicaverunt eisdem jus recolligendi alienigenas undecunque sint et eos facere cives et inde recipere quod inter eos conventum fiat secundum quod consuetum est; si vero ratione commissi criminis vellint intrare et effici cives, consules nullo modo eos recipiant. XXX De Re tione ali nari et faci eos ci

Item, voluerunt et mandaverunt quod dicti consules habeant potestatem diruendi edificia seu clausuras seu alias possessiones pro communi utilitate civitatis, salvo jure possessionum dominorum, possessionum seu edificiorum. XXX De Dir edificio

Item, adjudicaverunt eisdem consulibus potestatem mittendi preconem per civitatem et forum ut quilibet possit venire secure ad forum aut nundinas, nisi debitor aut fidejussor, aut nisi delinquerit contrà Dominos aut civitatenses; et omnes sic venientes, eundo et redeundo Domini teneantur deffendere. XI De mit preco per civi

Item, voluerunt et mandaverunt quod dicti consules habeant potestatem mittendi badas per montaneas et jus puniendi qui nollent obtemperare. XL De mit bad per mon

Item, pronuntiaverunt dictos consules habere potestatem contradicendi revenditoribus ne audeant venalia emere ad revendendum die fori aut nundinarum, quousque transacta fuerit hora ab eis assignata; si vero contra fieret, quod possint inobedientes punire sicut consuetum est. XLI De Con tio revendi

LIII. Punitione num fori undina- :um.

Item; adjudicaverunt dictis consulibus jus puniendi latrones fori et nundinarum. Diem fori interpretati fuerunt dicti arbitri a completorio seu occasu solis diei venientis, usque ad ortum solis seu finem prime misse diei dominice proxime sequentis.

LIV. ·pretatio inorum fori.

Item, dicti arbitri interpretati fuerunt et dixerunt fines fori esse scilicet domum leprosorum et arcam tholosanorum que est in viâ quâ itur versus Boniles et terminum quod juxta ferraginem Guillelmi Vesianii, quondam Petri Vesianii: hii fines sunt ab oxidente; a meridie vero, terminum quod est subtus ortum Bertrandi Boti et molendinum quondam Petri Raymundi et protenditur usque ad molendinum de Lacbystena; ex parte vero orientis, crucem fontis Gayrardi et protenditur per stratam publicam usque ad reclusum et a recluso recta linea usque ad Peyram vassalli; ab aquilone vero, in tantum quantum proteńditur in futurum circumquaque.

LV. ·unitione ulorum lssorum.

Et in hiis supradictis, eisdem adjudicatis, dicti consules, si contrarium fieret, habeant jus puniendi sicut consuetum est.

LVI. ·unitione um qui ·erunt nem.

Item, pronuntiaverunt dictos consules habere jus puniendi eos qui miserint ignem de die in sapulam suam aut consimile, et flatu venti dampnum dederit dictus ignis.

LVII. Collecta ·riorum bladi.

Item, adjudicaverunt dictis consulibus jus faciendi collectam pro communi utilitate civitatis et civium tam denariorum quam bladi, et hoc de consensu concilii, alias nequaquam.

SENTENTIA

DE HIIS IN QUIBUS DOMINI DE SYMIANA HABENT ET PERCIPIUNT TERTIAM PARTEM.

I. De imperio.

Item, prefati arbitri judicando pronuntiaverunt dominos de Symiana videlicet dominum Bertrandum Raybaudi, et Guirandum et Raybaudum fratres et filios quondam domini Guideti de Symiana, habere in civitate Aptensi et territorio ejusdem merum imperium; veluti habere gladii potestatem ad animadvertendum in facinorosos homines.

Item, adjudicaverunt eisdem jus dandi tutores seu curatores, tam in litem quam extra litem. I De D tut et cur

Item, voluerunt et mandaverunt quod apud eos seu judicem eorum fiat insynuatio testamentorum et publicatio testium et testamentorum. II De In tione ment

Item, insynuatio donationum. I De e in dor b

Item, pronuntiando dixerunt quod ipsi domini possint judicem seu judices statuere et notarium in civitate Aptensi. V De Ju et no

Item, pronuntiaverunt et dixerunt ipsos habere jus puniendi latrones totius septimane omnium rerum, hiis exceptis que continentur in juribus consolatus. V De Pu latro

Item, pronuntiaverunt ipsos habere jus mittendi in possessionem, ex omni causa legitima tamen. V De Imm possess

Item, pronuntiaverunt dictos dominos habere cavalcatas in civitate Aptensi, cum habent propriam guerram; ita tamen quod si qui fuerint profecti cum congruentibus equitaturis et armaturis, milites seu burgenses illi debent ire ad expensas et ad emendam Dominorum, postquam exierint a domibus propriis; pedites vero, propriis expensis suis. Tamen si dicti domini vellent exigere pecuniam pro dicta cavalcata, non possint. VI De Ca

Item, adjudicaverunt eisdem fabricaturam monete et cursum ejusdem. I De F tura

Item, pronuntiaverunt ipsos habere cupam oley et eminam bladi et salis et calcis et cineris et ruffi et jus puniendi eos qui in supradictis falcitatem commiserint. I De Cu et em

Item, adjudicaverunt eisdem jus hospitandi in hospitiis publicis albergariorum civitatis, et bestias suas et sociorum suorum sine pecunia hospitari; hospites vero pro qualibet bestia possint accipere unam pugnadam civade. Si vero contrarium fieret ab albergatoribus, jus puniendi secundum quod consuetum est. X De hosp in ho alberga

Item, voluerunt et mandaverunt quod si contigerit venire Dominos in civitate Aptensi, quod illi qui habent victualia venalia teneantur recipere pignora sua et sociorum suorum sufficientia, et dicti domini X De Pig trad per de

teneantur ea pignora redimendi usque ad mensem. Elapso vero mense, facta denunciatione judici prius, dicti creditores possint predicta pignora obligare seu distrahere et pretium suum recuperare sicut consuetum est; et si nollent recipere pignora, jus puniendi ut consuetum est.

XIII. Jurisdicie contentiosa.

Item, adjudicaverunt eisdem totalem jurisdictionem contentiosam hoc salvo quod dictum est in juribus consolatus; in dicta verò jurisdictione habeant de libra duodecim denarios de negatis, de confessis vero sex denarios.

XIV. De convendo populo parlamentum.

Item, pronunciaverunt dictos dominos habere jus conveniendi populum ad parlamentum in loco communi et publico et faciendi convocationes cum tubis aut sine tubis, et preconisationem facere.

XV. Latronibus iolendinorum.

Item, adjudicaverunt eisdem latrones molendinorum et fractores et raptores eorumdem.

XVI. De Rixa arnificum.

Item, adjudicaverunt eisdem rixam carnificum.

XVII. Furto facto i macello.

Item, furtum factum in macello et cohertionem solutionis macellariorum; hoc salvo quod dictum est in juribus consolatus.

XVIII. De Furto anatarie.

Item, adjudicaverunt eisdem furtum panatarie et cohertionem solutionis..... omni tempore et demum furta omnia; hoc salvo quod dictum est in juribus consolatus.

XIX. Extractione cultelli.

Item, adjudicaverunt eisdem jus puniendi eos qui extraxerunt cultella, causa percutiendi aliun, secundum quod consuetum est.

XX. e sanguinis Effusione.

Item, adjudicaverunt eisdem eos qui fecerunt sanguinis effusionem, secundum quod consuetum est. Si vero contigerit aliquem graviter esse vulneratum, illud relinquatur arbitrio judicantis.

XXI. De Talis iocturnis,

Item, adjudicaverunt eisdem omnes talas de nocte factas et jus puniendi eos qui de nocte talaverint; ita tamen quod dicti domini seu judex eorumdem teneatur infligere eis penam a lege debitam et traditam. Si vero contigerit judicem dominorum pro dictis talis penam pecuniariam infligere, inspectis personis et qualitate facti, etiam medietas pene pecuniarie consulibus applicetur; alia vero medietas predictis dominis. Si tamen contingerit confiscationes sequi ex suprà

dictis casibus secundum quod jura volunt : ut puta si talanti aut talantibus non superesset heres; tum bona talantium aut talantis predictis dominis applicentur tanquam commissa.

Talas de nocte factas sic interpretati fuerunt dicti arbitri que maligno animo fiunt cum baculo sive securi, aut alio genere ferri, in segetibus, vineis, arboribus, cannabis et caulibus. XXI Interpre talari de no

Item, voluerunt et mandaverunt quod si aliquis miles seu burgensis seu alius civitatis Aptensis fidejusserit pro dominis aut alicui ipsorum, quod predicti domini teneantur illum aut illas sistere indempnes ex omni dampno quod indè patirentur. Si vero ille aut illi super predictis intercessionibus convenirentur aut dapmnati essent aut domini stetissent in fidejussione, facta priùs denuntiatione judici, quod tunc predictus fidejussor seu fidejussores possint predictos dominos seu eorum subjectos pignorare. * XXI De Fide ribu dominc

Item, voluerunt et mandaverunt quod si aliqua meretrix aut homo vilis ut puta tabernarius, leno et hujusmodi, verba contumeliosa dixerint aut aliquam injuriam fecerint alicui probo viro et bone comitationis aut etiam alicui bone matrone, et ille aut illa inde vindictam moderate acceperint (moderatam intelligunt citra sanguinis effusionem et cultelli extractionem), quod propter hujusmodi vindictam curia nihil possit petere aut exhigere a predictis. XXI De quib ria non aliqu exhig

Item, voluerunt et mandaverunt quod si quis exiret ad custodiendum possessiones suas aut vicinorum suorum et inveniret aliquos talantes de nocte et aggrederetur eos vulnerando aut aliter; quod propter illam aggressionem curia non possit eum aut eos in aliquo condempnare. XX De Agr talan de nc

Item, voluerunt et mandaverunt quod si quis comiserit aliquod delictum in civitate Aptensi, seu territorio, quod ab ipsa civitate non extraatur et si caperetur extra fines territorii civitatis quod ad eamdem civitatem reducatur et ibidem puniatur. XX De non hendo quer à civi

Item, voluerunt et mandaverunt quod si comiserit aliquod delictum contra aliquem civem Aptensem aut contra consules seu universitatem ejusdem civitatis, quod domini non possint ipsum recipere nec tenere contra voluntatem consulum seu civium, sed ipsum teneantur reducere ad civitatem et ibidem punire. XXI De illis possunt per dos con volunt consu

XXVIII. De Comanda au deposito a capiendo.

Item, voluerunt et mandaverunt quod si aliquis de terrà dominorum aportaret in civitate Aptensi aliquid pro comanda aut depositione, quod illud non possit capi a dominis aut a judice, seu bajulo ipsorum nisi ratione comissi criminis, aut alia justa de causâ.

XXIX. De civibus inseuntibus per terram dominorum.

Item, voluerunt et mandaverunt quod si aliquis civis Aptensis faceret transitum per terram dominorum cum animalibus propriis, quod domini non possint occasione dictorum animalium recipere pedagium neque pulveragium, neque aliquod malum usaticum, malam que servitutem in aliquo imponere.

XXX. De posse enhayrare montaneis dominorum.

Item, voluerunt et mandaverunt quod predicti domini non possint a civibus Aptensibus habere sepagium de montaneis suis, habitis vel habendis, nisi sex denarios pro asino et duodecim pro bestia grossa; et hoc semel in anno. Milites vero liberi maneant.

XXXI. Quod domini non possint impedire depositum aut commodum.

Item, voluerunt et mandaverunt quod si aliquis de aliena jurisdictione seu terra deponeret aut comandaret aliquid in civitate Aptensi et eveniret casus quod domini de Symiana et domini illius deponentis haberent guerram, quod domini non possint impedire quominus predictum depositum aut comodatum restituatur, quod deponens salvum haberet.

XXXII. De Eminis. tenendis.

Item, voluerunt et mandaverunt quod quilibet de civitate possit tenere eminam, tamen legalem, et ad illa non teneantur in fraudem dominorum.

XXXIII. Laudimiis et Trezenis non exhigendis.

Item, voluerunt et mandaverunt quod domini antè dicti aut successores eorum, non possint nec debeant exhigere, percipere, aut habere Trezenum seu laudimium ab aliquo de civitate Aptensi, occasione alicujus possessionis ejusdem civitatis seu ejus territorii, nisi de predictis possessionibus prestet eisdem certa pars aut certum fructum.

XXXIV. De Actis tradidis et defensione reservandâ.

Item, pronunciaverunt quod quicumque judex ex officio suo procederet ad inquisitionem faciendam in casibus licitis et consuetis; quod judex teneatur, ad requisitionem partis contra quam inquiritur, acta inquisitionis reddere et omnes legitimas dissensiones sibi reservare.

XXXV. Sacramento non reciendo, etc.

Item, voluerunt et mandaverunt quod dicti domini non possint nec debeant ab aliquo seu ab aliquibus de civitate contra consules aut

contra jura consolatus recipere sacramentum; ymo debeant pro posse suo consules juvare, et consules super consimili predictos dominos, versâ vice. Si vero contigeret aliquos de civitate facere conventicula seu conspirationem illicitam, quod domini possint eos punire; et quod domini aut consules talibus conspirationibus, sub pena superius nominata, non intersint.

XXX
De qu
judex p
comdem
cives si
non pari

Item, voluerunt et mandaverunt quod si judex ex sui officio (*sic*) velit inquirere in casibus licitis et consuetis contra aliquem de civitate et ille citatus venire noluerit, aut judici aut bajulo obtemperare, tunc possit judex inquirere et ipsum condempnare; *et* si non habeat undè solvere possit, eum capere, nulla reservata sibi deffensione.

XXX
De mitt
adversa
in poss
nem

Item, pronunciando mandaverunt, quod si judex dominorum predictorum aliquem citaverit ut veniat ad curiam, alicui responsurus, et hoc semel secundo, vel tertio, et ipse venire noluerit aut venerit et illiceptiatus recesserit; idem judex dominorum post tertiam citationem factam, per legitima temporis intervalla, arbitrio judicantis mittat adversarium in possessionem rei petite, aut pro modo, aut mensura debiti declarati ad instantiam partis. Si vero missus non possit per potentiam aut maliciam adverse partis possessionem nancisci, aut adeptam pacifice possidere, tum solus judex, et in hoc casu tantum, ad instantiam partis...., se tueri in possessione, aliis auxiliis juris admissis, possit mulctam imponere inspectis personis et negotii qualitate tantum.

XXXV
Quod
onera r
neant
consu

Item, pronunciaverunt dicti arbitri quod factis adjudcationibus ipsis consulibus de juribus supradictis, cetera omnia penes dictos dominos remaneant.

Item, voluerunt et mandaverunt quod de omnibus questionibus inter predictas partes hucusque motis aut *que* moveri potuerunt usque ad diem compromissi sit nunc et in perpetuum pax et finis. AMEN.

PRIVILÉGES MUNICIPAUX

DE

LA CITÉ D'APT.

En Nom de Dieus, de la Verges Marie, Mayre Siena sic. AMEN.

Aysso son los priveleges, franquesas, libertatz, e immunitatz, bonas costumas e bons usages, loscals an e an costumat dauer los ciutadans e habitans en la ciutat d'At, autreiatz tant per lo comte Berenguier, lo rey Karle premier, els autre predecessor, reys e comtes de Proensa e de Forcalquier, e ufficials siens.

I.

Premieramens avem privelege del rey Loys, e de Madama Johanna la reyna, e exsequtorias fachas per Mossen Folco d'Agout, senescal de Proensa, que cant si estalua que nengun litigant o plandeiantz en las cortz dels prelatz o dels barons, si appella a la cort reginal o al juge de las premieras o segonnas appellations, que aqui on ses appellat la question si pot termenar e fenir, non obstant que li dich prelatz o barons aguessan o ayan juges de premieras o de segonnas appellations.

II.

Item, avem privelege que la cort reginal deu connoysser del fach de las regalias e non deguna autra cort, non obstant calque privelege a ellos concentitz e autreiatz per los ditz senhos nostres rey e reyna.

III.

Item, avem privelege que degun ufficial reginal non puesca cos-

trenher degun ciutadan o habitant en esta ciutat de estar al dich d'una garentia, sobre causa criminal, sotz la pena de cent liuras cometedoyra per lo juge, e de vint e sinc liuras per lo notari que contra farien, aplicadoyras al fisc.

IV.

Item, avem privelege que los carceries non deyan ren penre de carcerage daquellos que serien encarceratz per deutas fiscals o per causas criminals, los cals macula de crim non constrenh, sotz la pena de detz liuras e de restitution del doble de so que naurien agut.

V.

Item, avem privelege que degun sosviguier non deu ren penre daquellos que adus a la cort o a la carcer per las causas criminals, sotz la pena de detz liuras e de restitution del doble.

VI.

Item, avem privelege que degun notari de la cort non ausi ren penre dels inventaris confezidors per ellos, daquellos que serien delatz en la cort, sotz la pena de des liuras et de restitution del doble de so que en aurien pres.

VII.

Item, avem privelege que degun blasfemant, o jurant lo nom de Dieu o de la Verges Marie mayre siena, o dels santz, non puesca esser condampnat en plus que si conten en lestatut reginal.

VIII.

Item, avem privelege que degun juge delegat o comissari elegidors en las causas fiscals o criminals per deguna causa que toqui lo fisc, per lur sportulas o per degun autre celari, non deyan ren penre, sotz la pena de sinquanta liuras e del doble de so que en aurien agut restuir a la part.

IX.

Item, avem privelege que los notaris de la cort, al criminal o al civil deputatz, en las cartas de las sentencias non deyan metre si non solctamens la mera substancia del facli, e non autras prolixitatz, sotz

la pena de detz liuras, aplicadoyras al fisc, e de restitution del doble, fazedoyra a la part de so que en aurien agut; e li juges que donarien la sentencia en aytal forma porton la semblant pena.

X.

Item, avem privelege que los ditz notaris non ausan trayre deguns cartolaris o prothocols dels contratz delscals ellos recebrien, o autras scripturas publicas que recebrien en la dicha ciutat, si sestalvava aquellos muydar lur domicili allons, mas aqui los deyan layssar e a lur successors en luffici assignar.

XI.

Item, avem privelege que tot juge de la dicha cort deyà totz los processes criminals que trobaria termenar, denfra son tems, e non allongar, condampnant o absolvent, sotz la pena de vint e sinc liuras.

XII.

Item, avem privelege que tot notari de la cort al criminal deputat, en las enquestas que fara, deya metre lo nom del denunciant, sotz la pena de vint e sinc liuras, e lo juge lo nom del dich denunciant y deya far metre, sotz la pena mezema, e que lo dich denunciant non deya portar testimoni de so que aurie denunciat, sotz la dicha pena.

XIII.

Item, avem privelege que degun juge non deyà ren penre dels decretz ni de sentencias interloqutorias, ni diffinitivas, dels litigantz o plandeiantz, ni dels delatz, con sie causa que ell aya stipendis e gages de la cort, e non ren mens navem una letra senhada per lo nombre de sotz scrich, sotz la pena del doble restituir a la part, e aytant a la cort.

XIV.

Item, avem privelege que los clavaris non deyan ren *penre* de lur treballi, ni per scripturas, ni per dictas, ni per autras causas, de las causas que farian, tocant al fisc, dels Sotzmesses reginals, sotz la pena de restitution del doble a la part, e aytant à la cort.

XV.

Item, avem privelege que li dich clavaris non deyan scriura, ni per ellos, ni per lur substitutz, deguns processes criminals, sotz la pena di vint e sinc liuras.

XVI.

Item, avem privelege que degun notari de la cort non ausa far deguna carta absolutoria, o trayre la a la part, si non que en sie requist, e cant en serie requist las deya far segon la forma e la maniera del capitol sobrescrich, so es asaber que non y meta mas tant solamens la mera substancia del fach, e non autras prolixitatz, sotz la pena de detz liuras aplicadoyras a la cort, e de restitution del doble, fazedoyra a la part de so que en aurie agut.

XVII.

Item, avem privelege que lenquantayre de la dicha cort non deya penre otra la forma que es agut costumat el temps de nostre senhor lo rey Robert, de las causas lascals enquantaria, sotz la pena del doble restituir a la part de qui lo aurie agut, e es la forma, e la maniera aquesta que si sec:

Premieramens deu penre lo dich enquantayre de vint soutz o de de mens, mealha per cascun sout.

E de vint soutz entro detz liuras, quatre denies per cascuna liura.

E de detz liuras entro vint liuras, tres denies per cascuna liura.

E de vint liuras entro sinquanta liuras, dos denies per cascuna liura.

E de sinquanta liuras entro cent liuras, tres mealhas per cascuna liura.

E de cent liuras aensus, detz soutz per cascun centenal.

XVIII.

E cant lo dich enquantayre a enquantat una causa, a ponch de liurar, e estalva si que non si liura, el deu aver tant solamens miech enquant, en la forma dessus declarada.

XIX.

E los capitols sobrescritz son contengutz en alcun privelege real e

reginal, de dos sagels pendentz sagellatz, e la exsequtoria seguda per lo dich senescal, senhat de sobre el dos per lo nombre de 1. del qual privelege la tenor ayssi apres sensec dedins scricha :

LA TENOR DEL DICII PRIVELEGE.

« Ludovicus et Johanna Dei gratia rex et regina Jherusalem et Sicilie, Ducatus Apulie, et Principatus Capue, Provincie et Forcalquerii ac Pedimontis comites, universis et singulis presentes nostras litteras inspecturis tam presentibus quam futuris. Que pro subditorum nostrorum utilitate petuntur quantum honeste possumus libenter audimus, et super eisdem prompto animo nostras concedimus litteras speciales. Sane pro parte universitatis hominum civitatis Apte fuit magestati et excellentie nostre humiliter supplicatum quod cum noviter quedam statuta seu constitutiones fecerimus pro comoditate tam nostre curie quam pro relevatione gravaminum subditorum nostrorum comitatuum eorumdem quod de eisdem faceremus eis fieri copiam per nostras litteras speciales; cui petitioni ut pote juste dantes exauditionem benignam, litteras nostras seu earum tenorem, statuta et constitutiones easdem continentes, presentibus inseri fecimus nullo addito vel substracto quarum litterarum tenor sequitur qui talis est.

» Ludovicus et Johanna Dei gratia rex et regina Jherusalem et Sicilie, Ducatus Apulie et Principatus Capue, Provincie et Forcalquerii ac Pedimontis comites, Senescallo comitatuum nostrorum Provincie et Forcalquerii, ac uniuersis et singulis officialibus nostris, quacumque distinctione seu denominatione notatis in comitatibus eisdem ac aliis nostris subditis comitatuum eorumdem presentibus et futuris fidelibus nostris, gratiam et bonam voluntatem. In virtute legis civilis, et statutorum regalium, principes subjectos regunt populos, et seminaria pacis et quietis radicant, nec minus rerum opulentia inde subjectis provenit per ministerium distributive justitie que ex ordinata legis dispositione progreditur ad justa regimina populorum. Sane noviter ad maiestatis et excellentie nostre presentiam providi viri Philippus Pererii, de Aquis, miles, Rostagnus Gantelmi, de Tharascone, Jacobus Riquerii, Allemanus de Nicia, Lantelmus Jarenti, de Systarico, et Gaufridus Augerii, de Grassa, ambassiatores et nuntii universitatum, civitatum et locorum nostrorum domanii comitatuum eorumdem venientes, et in nostri audientia constituti, nonnulla gravamina po-

suerunt que passi sunt hactenus, et que patiuntur ad presens contra justitiam per officiales nostros illarum partium, minus debite opprimentes eosdem; exponentes etiam cum curiosa instancia, zelo devotionis accensi ex importunitate petentium, et aliàs ex inadvertentia nos concessisse diversis jura nostra regalia, et alia que nostrum principale dominium respiciunt jure preheminentie singularis; supplicantes fervore fidei eis adhiberi medelam, nostra dominica potestate, de oportuno remedio eis ordinatione provida per formam constitutionum regalium edendarum salubris provisio cum deliberatione consilii adhibendi veniret.

» Nos igitur, ad peculiares populos, constantes in fide, devotos et fideles progenitoribus nostris ac nobis, Provinciales originarios et habitatores comitatuum eorumdem, habentes et merito zelum dilectionis non dominice sed paterne, exposita per eosdem examinanda comisimus viris nobilibus Matheo de Porta, militi, juris civilis professori, Egidio de Binonia et Nicolao de Alisia, militibus, magne nostre curie Magistris Rationalibus, collateralibus consiliariis et familiaribus nostris dilectis, quorum consilio in agendis nostris et precipue eorum exposcente legalitate et prudentia singulari merito inheremus, ut sollicite et prudenter ipsa examinarent exposita, et deinde super digestis et ordinatis per eos in forma statutorum nostra prosequeretur provisio, suo ordine collocata. Ex quorum relatione et deliberatione maturâ, super eisdem tollendis gravaminibus subditorum, et ut jus nostrum per diversas hominum astucias in preterito lacessitum digne restaurationis reasumat compendium, infra scripta nostra statuta vidimus ordinanda que vires constitutionum et legum, robur inexpugnabile, in ipsis nostris comitatibus disponimus obtinere.

» In primis, statuimus, et irrevocabiliter ordinamus, quod omnes appellationes de quibuscumque causis, questionibus et litibus, ab appellantibus solitas interponi que ab auditoriis seu curiis prelatorum, clericorum, baronum et aliorum quorumcumque nobilium, ad nostram curiam consueverunt introduci et in nostro auditorio primarum vel secundarum appellationum coram judicibus in eis per nostram magestatem ordinatis ventilari, in illis justitie debitum ministrari, tempore regis Roberti illustris eorumdem comitatuum comitis, nostro regiminis tempore sic introducantur et ad eamdem nostram curiam simili modo deveniant, et per justitiam secundum statuta Provincie, et legitimas sanxiones fine debito terminentur. Nullis proinde concessionibus de dictis appellationibus, tam primis quam secundis, cujusvis personis

et aliis per nos factis et faciendis in posterum valituris, quinymo ex presentis nostri statuti auctoritate, privilegia et concessiones super eisdem appellationibus, quod ad curiam aliorum deveniant, factas vel faciendas, annullamus, irritamus et perpetuo vacuamus, cum talia que nostrum respiciunt dominium principale non sit congruum ad aliorum judicium devenire.

» Sanximus hac constitutione nostra perpetuo valitura, quod jura regaliarum, seu ipsa regalia que ad nostram curiam per quandam anthonomasiam et preheminentiam singularem spectant, et spectare consueverunt, tempore obitus domini Roberti, regis illustris, de cetero pertineant ad nostras curias comitatuum eorumdem, et nostrorum super illis casibus qui jure regalium comprehenduntur officialium sit conjunctio specialis. Non enim ab re regalia denominavere majores et quod verbi ipsius significatum inducat, effectus approbet, sic quod sola regia curia illa et illos disjudicet casus qui regalibus comprehenduntur; eos tamen casus de regalibus esse volumus quos ejusdem domini regis provida constitutio jam declarat, et approbata consuetudo, ejus obitus tempore vigens, ostendit. Contra hanc autem constitutionem que honorem nostri dyadematis conservare dignoscitur, factas vel faciendas, de ipsis regalibus concessiones aliis irritamus et perpetuo vacuamus, de certa scientia et nostra dominica potestate.

» Usum, quem verius a legibus reprobatum abusum, quo consueverunt judices ad crimina deputari, dum criminibus inquirunt, delatos ipsos per subtiles exortationes et nonnunquam per violentas compulsiones, adstringere, quod se submittant dicto unius testis, super objecto crimine, penitus reprobamus. Et hac pia constitutione sanximus quod de cetero nullus delatus de quocumque crimine possit compelli ad standum dicto unius testis, nec talis ejus submissio etiam spontanea admittatur; et, facta fortassis, nullum condempnationis educat effectum : in ore enim duorum, non unius tantum, euangelica disciplina stare voluit testimonium veritatis; nec lex civilis permittit alicui quod ad nutum proprium de suo corpore possit quisquam disponere. Et ut observantia presentis capituli sit perhempnis, et a nostris officialibus minime violetur, predictis adjicimus quod judices qui predictas submissiones fieri fecerint, aut permiserint, a delatis, penam librarum centum incurrere ipso facto se noscant, nostri fisci juribus applicandam; et notarii curiarum qui acta ipsa conscripserint uiginti quinque librarum penam punitos se intelligant, eo ipso nostri fisci largitionibus applicandam.

» Carcerarii, seu comentarienses, a carceratis pro debitis fiscalibus, seu pro quibusvis delictis quos criminis macula non astringit, pro carcerario seu pro jure quod appellant cathene nichil recipiant ab illis quos eorum tenet carcer inclusos; non enim est afflictis danda afflictio, nec ad extortionem, sed custodiam, est carcer inventus. Quod si contra fecerint, ablata in duplum restituant et pena decem librarum pro singulis vicibus quibus dictas extortiones comiserint veniant condempnandi.

» Subvicarii, vel officiales alii, qui suspectos de criminibus capiunt, ipsos ad nostras curias de justitia responsuros, nichil ab eis recipiant, dum ipsos capiunt, vel eos ducunt ad curiam, etiam sub titulo honeris expensarum, cum ex incumbenti eis officio hoc facere teneantur; quod si contra fecerint, ablata seu recepta in duplum restituant, et pena decem librarum pro singulis vicibus quibus predicta comiserint puniantur.

» Pravam consuetudinem que per nostros officiales, per cujusdam extortionis abusum, extitit introducta, penitus abolentes, sanximus quod notarii curiarum nostrarum aut alii officiales ad subscriptum ministerium, per nostram curiam deputati, dum inventaria, de mandato curie, super bonis et rebus delatorum conficiunt, pro quorum confectione consueverant pecuniam extorquere, aut de rebus ipsis rapere, nichil pro ipsius inventarii confectione recipiant, aut de rebus ipsis aliquid eorum comoditatibus applicent. Quod si contra fecerint, ablata, seu extimationem, aut receptam pecuniam, in duplum restituant, et penam decem librarum pro singulis vicibus quibus contra fecerint, fisco nostro componant.

» Quod providi predecessorum nostrorum statuti edictio introduxit, non videmus rationabiliter nostro tempore corrigendum; quapropter statutum editum, et penam in ipso contentam contra illos qui nomen Dei, Virginis matris sue et sanctorum ejus, in vanum recipiunt, volumus nostro etiam tempore obtinere roboris firmitatem, nec majori pena prefatos puniri volumus, quam predicti statuti sanxio stabilivit, innovationibus aliis contra predicta factis minime valituris; perjurantes tamen aut blasfemantes, penis legitimis prout civilibus legibus sunt statute, volumus per nostros judices condempnari.

» Extortionis quamdam speciem, quam sub titulo sportularum aut licite retributionis mercedis, consueuerunt comissarii seu judices delegati facere id comitatu nostro Provincie, a nostra republica omnino esse volumus alienam. Quapropter statuimus et hac nostra

provida constitutione sanximus, quod nullus judex delegatus aut comissarius ordinatus, ad causam criminis, per nostram curiam ei comissam, sive ex mero officio, aut ad petitionem partis, causa criminalis veniat agitanda, possit aliquid a delato, seu reo, recipere, quovis titulo, etiam sportularum, vel nomine salarii constituti; non enim est consonum rationi ut dum quis arguitur, mercedem prebeat officio arguenti; si enim criminis macula est aspersus, per talem sportularum, seu salarii dationem, captat absolutionis beneficium qui digne penam ex comisso facinore debet subire; et ubi enim innocentia absolvenda, satis est contra justitie debitum, quod veritatem nuncius redimat contra quam objecta falcitas per judicantis religionem erat penitus reprobanda. Si quis autem predictam nostram ordinationem violare presumpserit, recepta per eum ipsi reo in duplum restituat et pena concessionis nihilominus veniat condempnandus.

» Fisci nostri comoditatibus et indempnitatibus subjectorum cupientes debita provisione occurere, statuimus quod nullus comissàrius aut judex delegatus a magestate nostra, aut aliis nostris officialibus comitatuum eorumdem, in causis quovis modo fiscum tangentibus, pro earum cognitione, seu super eis administranda justitia, possit sportulas seu salarium aliquod recipere a nostra camera fisci, exposcente privilegio singulari. Et ut in judiciis per omnia servetur æqualitas, ordinamus etiam quod non possint exigere sportulas memoratas ab psis qui litigant cum procuratoribus nostri fisci, partem facientibus cum eisdem aut altercantibus in adversum; si quis autem contra fecerit, ablata litigantibus in duplum restituat, et ipsi nostro fisco libras quinquaginta, pene nomine, nulla remissione fienda, provide componat.

» Notariorum voraginem, et eorum ambitum insatiabilem tollere cupientes, hac nostra constitutione, semper viridi observantia duratura, sanximus, ut notarii curiarum comitatuum nostrorum Provincie et Forchalquerii, aut assumpti ad scribendos processus, per judices ad causas criminis delegatos, detestabilem modum eorum prothinus non observent super salario scripturarum, cum absolutorie sentencie pro delatis per ipsos scribuntur, in quibus totum processum cum extensis titulis inquisitionis et plenariam depositionem testium qui deposuerunt in causa curiosius describebant, eorum questui potius ut de prolixa scriptura mercedis indebite salarium reciperent quam justicie deservirent. Ut igitur eisdem nostris subditis hoc indebitum tollatur gravamen, statuendo mandamus ut predicti notarii tantum

subcinctam seu brevem mentionem de inquisitionis titulis, et facti processus substancia, in dictis sentenciis absolutoriis quas describunt facientes, seu tali modo sentencias ipsas describentes, reos, qui per eorum innocentiam veniunt sentencialiter absolvendi; de cetero predictis perniciosis sumptibus modo aliquo non fatigent. Si quis vero ex iisdem notariis contra fecerit, duplum pretii quod recepit pro scripturis ipsis, parti restituat, et decem librarum pena fisco nostro applicanda multetur; judices vero qui sentencias tali modo tulerint, seu publicaverint, penam similem, eidem fisco applicandam, se noscant ipso facto irremissibiliter incursuros.

» Ut gestorum haberetur memoria et veritas, lapsu temporis quo rerum causatur oblivio, humanis actibus prejudicium non pareret, documenta publica introducere majores; per que sedarentur futura jurgia, et veritas ipsa in suo robore presto vigeret. Sane per tabellionum et notariorum desidiam, et nonnunquam maliciam, evenit quod prothocolla ad que scribenda tenentur, ut certa ex illis fides semper exsistat, obmittunt notarii scribere aliquando tam de ipsis contractibus, quam judiciariis actibus, originales scripturas que proprie prothocolla vocantur, de ipsis civitatibus seu locis in quibus ipsi exercuerunt officium, tam de ipsis in judicio actitatis quam contractibus coram eis celebratis per partes, ab officiis amoti secum deferunt; ex quo persepe evenit quod emergentibus dubiis de actitatis et gestis oportet pro veritate habenda substancia ad easdem scripturas haberi recursum, et dum earum abest copia nutriuntur lites ex litibus, et fides publica non habetur. Et propterea provido hoc statuto edicimus quod dicti notarii curiarum Provincie semper conficiant acta originalia in judiciis et de contractibus apud eos fortasse habitis prothocolla, que eorum recessus tempore, dum de ipsis amoventur officiis, dimittant apud loca ipsa tribunalium penes successores, custodienda fideliter; et eorum sigillata sigillis ut cum de eis est fides assumenda, pro evitatione litium, et veritas inde pandenda sit promptum per ea iudicium veritatis.

» Ad judices qui humanos actus disjudicant spectat principaliter judicium, et justiciam facere, facinorosos prosequi et tueri innoxios per absolutionis beneficium, cum prospiciunt innocentes; non enim est sine ratione predecessorum nostrorum *qui* statuta salubriter ordinarunt per judices ipsos iterata annis singulis parlamenta fieri debere, ut in illis innocentes absolverent, et delinquentibus per libratas sentencias darent publicas disciplinas: sed cernunt nostra moderna tem-

pora quod judicantes ipsi, ex desidia qua non veniunt excusandi, sed ex malicia que in omnibus reprobanda, et in ipsis acriter arguenda, inchoatos processus super criminibus protelant et quamdam procradestinationem *(sic)* ipsos determinare obmittunt, in suspenso delatos ipsos tenentes; non justiciam sed questum potius affectantes. Quapropter eorum volentes nostris subditis in justicia providere, presenti constitutione sanximus, quod judices in parlamentis que celebrant, processus omnes in eorum curiis habitos, cum omnis diligentie studio, terminent, absolvendo vel condempnando delatos juxta merita probatorum. Si quis vero judicum predictorum, infra sui officii tempus, processus eosdem per deffinitive sentencie calculum terminare neglexerit, pro quolibet non terminato processu pena viginti quinque librarum, nostro erario applicanda, irremissibiliter autoritate statuti presentis incursurum se noscat; et nichilominus pia manu porrigimus parti que propterea gravata exsistit ad suum debitum interesse petendum conditione, ex lege presenti.

» Dolosos astuciis dare repulsam, et calumpniantium iniquitates expellere cupientes, hoc provido statuto prescribimus ut quosciens super aliquo crimine officiales nostros contingat processus facere, in principio inquisitionis ipsius, semper per notarios qui processum conficiunt, nomen denunciatoris describi faciant, quocumque modo denuncietur, sive per viam cujusdam intimationis seu dilationis criminis, sive vere denunciant ad ipsum defferendum aut denunciandum crimen, ad curiam nostram deveniat, ut sic in aperto pateat denunciantis seu incriminantis persona; sibi omnino tollatur copia in judicio super denunciato crimine testimonium tollendi; accusatoris et testis altrinsecus sibi repugnent officium; et absque nota calumpnie non prospiciatur qui testificari, et deferre crimen desiderat; et ut presentis statuti observantia in suo robore perseveret, tam judices quam notarios qui contra predicta fecerint ipso facto volumus penam viginti quinque librarum fisco nostro componendam incurrere, et denunciatores predictos sub tali calumpnie pabulo testimonium deponentes hujusmodi superc rimine delato per eos penam similem pro sua quasy evidenti calumpnia incursuros se noscant.

» Avaricie vicium, quod mentis et corporis generat cecitatem, dum judicantium mentes ingreditur, veritati se objicit et deorositati *(sic)* justicie emulatur; et propterea affectantes ipsum esse a nostris officialibus alienum, hac perempni nostra constitutione sanximus, ut judicibus ordinariis et aliis officialibus, quibuscumque de causis seu litibus

cognitionem habentibus, pro decreti primi vel secundi interpositione interloqutoria seu diffinitiva sentencia ferenda, nichil a litigantibus vel delatis sub laboris titulo exhigant, aut oblatum recipiant, sed fugata avaricia stent contenti stipendiis que sibi de nostra curia sunt provisa, et ut inferende pene metus a talibus retrahat quos virtutis amor non allicit, predictos ut premittitur delinquentes penam ablatorum ob causas predictas, quin verius extortorum, dupli, parti applicande et tantumdem fisco nostro componendi, hujus vigore statuti, ipso facto cognoscant se prothinus incursuros.

» Clavarii qui clavibus juste exigendi, conservandi fiscalis pecunie, nomen eorum officii receperunt, qui non deservientes eorum vocabulo manus ad oppressiones subditorum extendunt, eorum rapacitati frenum ponere intendentes presentibus, statuendo prescribimus ut nullus clavarius dum fiscalem pecuniam exigit, a subditis quovismodo curie nostre debitam, recipiat aliquid ultra illud quod curie nostre debetur, sub nomine laboris, salarii vel dicte: quod si contra fecerit duplam extortorum restituat parti, et tantumdem fisco nostro ipso facto compositurum se noscat.

Eosdem Clavarios aliquando in curiis ordinatos notarios, per substitutum, notarii officium gerere prohibemus et eis principaliter gerentibus officium notarii, quod processus in causis criminum seu ipsarum inquisitionum presentis autoritate statuti mandamus expresse nullo modo conficiant seu describant, et omnis fraudis et suspitionis nostris subditis tollatur materia, et qui partem pro officio curie in ipsis inquisitionibus videtur debere facere processus inquisitionis ipsius non appareat ordinator; contra vero facientes ipso facto privationem officiorum suorum cum fame macula et penam viginti quinque librarum incursuros se noscant.

» Suspectum humano ingenio reputatur dum quis nititur conferre beneficium invitum; propterea presentis constitutionis tenore judicibus nostrarum curiarum et notariis expressius inhibemus ut reos qui de objectis sunt criminibus per sentenciam absoluti non presumant compellere de absolutoria sentencia recipere publicum instrumentum; satis enim aperte dignoscitur quod per hoc potius questus ex scriptura perquiritur, quam testimonium absolutionis ipsi reo inde preberi.

» Ad requisitionem vero ejus qui est per sentenciam absolutus conficiant de lata sentencia ipsi notarii publicum instrumentum, prout superioris alterius statuti tenor edicit, pro quo non recipiant nisi salarium quod permittitur licite eis recipere ex scriptura; in contrarium

venientes duplum volumus accepta reddere et penam librarum decem fisco nostro ipso facto incurrere se noscant.

» Ad exercendum ministerium inquantus, seu superinquantus, per curiam deputati ab extorsionibus omnino abstineant et ultra consuetum et debitum non gravent illos, quorum res ad inquantum venditur, in quo illud observari volumus quod solvatur quod tempore obitus domini Roberti regis illustris solvebatur pro jure inquantus ejusdem. Pena dupli se multatos esse cognoscant in contrarium facientes vigore presentis nostri promulgati statuti.

» Et quia parum prodesset leges seu constitutiones condere nisi debita exsequtio preberetur, eisdem propterea tibi nostro sene. callo presenti damus expressius in mandatis quathenus prescriptas constitutiones et statuta nostra, facias per eosdem comitatus per tuas litteras formam presentium continentes, per civitates, castra et loca comitatuum eorumdem divulgari, et tam tibi quam aliis successoribus tuis jubemus, sub obtentu nostre gratie et indignationis incursu, quathenus constitutiones easdem seu statuta nostra tenaciter observetis ac mandetis et faciatis ab aliis observari; et a contra facientibus cum omni sollicitudinis studio ad opus nostre camere penas exh gi contentas in ill s presentibus semper remanentibus, fideliter custodiendis in regio nostro archivo Aquensi ad futuram certitudinem, testimonium et cautelam. Datum Neapoli per Sergium, domini Ursonis de Neapoli militem, juris civilis professorem, magne nostre curie Magistrum Rationalem ac vice-Prothonotarium regni Sicilie, consiliarium ac fidelem nostrum dilectum, anno Domini MCCCLII, die v novembris, VI indictionis, regnorum vero nostri predicti regis anno v, et nostre prefate regine anno x. Unde ad futuram certitudinem presentes litteras fieri fecimus et pendentibus magestatis nostre sigillis jussimus communiri. Datum Neapoli per eumdem Sergium, domini Ursonis de Neapoli militem, juris civilis professorem, magne nostre curie Magistrum Rationalem ac vice-Prothonotarium regni Sicilie, consiliarium et fidelem nostrum dilectum, anno Domini MCCCLII, die v novembris, VI indictionis, regnorum vero nostri predicti regis anno v, et nostre predicte regine anno x.»

XX.

Item ancara mays, avem privelege que lo juge non ausa ren penre de degun decret; ayssi consta per alcuna carta de decret senhada de sobre al dos, per lo nombre de IJ, sotz la pena de cent liuras.

XXI.

Item, ancara mays, avem privelege que degun notari non ausa trayre degunas notas de la ciutat d'Àt que pertengan als Sosmesses; consta per alcunas letras reginals, senhadas de sobre al dos de las letras per lo nombre de IIJ. E aysso sentent als notaris que tenrien los ufficis de la cort real.

XXII.

Item, Avem carta que lo conselh pot far reconnoysser et far payron de mesuras de blat, de vin, doli et de sal, mas que sien senhadas del senescal de la cort, e lo conselh las pot far gardar con per payron a un bon home de la ciutat; la cal carta es senhada de sobre al dos per lo nombre de IIJ.

XXIII.

Item, Avem carta que deguna persona non sie tenguda de pagar deguna moneda fiscal al clavari, sinon que premierament scriva la paga lo dich clavari en un cazern sien e en un autre cazern que tenga lo juge; e si aquell que pagara la moneda en volia appodixa (*sic*), que lo dich clavari la y deya fayre e non deya penre de la appodixa mas dos denies.

XXIV.

Item, que degun non fassa composition in pagen banh, in pena a degun viguier o baylle, o luoctenent sien, ni a degun autre ufficial, si non que condampnation fos facha per lo juge en public parlament.

XXV.

Item, que deguna persona non sia tenguda de respondre a deguna inquisition ni al notari non sie tengut dubezir, sinon al capitol de la cort sobre dicha.

XXVI.

Item, que degun notari non tenga degun cartolari de la cort à sa mayson ni los ausa trayre de la dicha cort.

XXVII.

Item, que degun clavari de la cort sobre dicha per sa propria autoritat

non puesca ni aùse ginar o far ginar ni encarcerar deguna persona sens licencia del juge; e qui contra fara o venra dels capitols sobre scritz, o degun daquellos, cometa la pena de cent liuras, la mytat a l'accusador. E totz aquestos capitols foron aordenatz per nostre senhor lo rey Robert, con esta per una carta senhada per lo nombre de v.

XXVIII.

Item, avem carta que los cartolaris delz merchantz de la dicha ciutat sien crezutz e y sie donada fe entro la quantitat de sinquanta soutz; la cal carta es senhada per lo nombre de VJ.

XXIX.

Item, avem privelege que los juzieus habitantz en la dicha ciutat deuon contribuyer an los ciutadans en talhas, quistas, e autres carcs de la ciutat, per las possessions que tenon en la dicha ciutat e en son terrador, con esta per una letra reginal, an sagell pendent, senhada per lo nombre de XIJ.

XXX.

Item, avem un aoutre privelege de la causa sobre dicha con esta per una letra reginal, an sagell pendent, senhada per lo nombre de VIIJ.

XXXI.

Item, avem carta e letra que lo clavari de la dicha cort deu aver payron de pezes e de balansas, an que los peses si puescan allialar, la cal carta es senhada per lo nombre de JX.

XXXII.

Item, avem privelege que lo juge de la cort de la dicha ciutat d'At, stant et durant lo temps de sa judiciaria, non pot tenir autre uffici de judicatura en lo baylliat d'At, sotz la pena de perdre luffici et de sos gages. Consta per alcuna letra reginal, an dos sagels pendentz, senhada lo nombre de X.

XXXIII.

Item, avem una autre letra daquo mezeme, senhada de sobre al dos per lo nombre sobredich de X.

XXXIV.

Item, avem privelege que madama, ni sos heres, o successors, quals que sien, non nos pot donar, layssar, transportar ni alienar en degun autre, que tostemps nos siem del demani e de sos heres e non de degun autre; e consi nos confermet nostres priveleges, nostras franquezas, libertatz e costumas que avem costumat e de que siam en possession del temps de nostre senhor lo rey Robert; aensa con esta per alcuna letra de dos sagels pendentz sagellada, senhada per lo nombre de XJ.

XXXV.

Item, avem privelege que degun baron del baylliat de la dicha ciutat non ausa ni pot far degun vet als homes de la ciutat que non trayan lenhas, blatz e autras causas, cals que sien, que los homes de la dicha ciutat aurien els castels o en terrador dels castels del dich baylliat. E que los senhors dels castels sobreditz non podon compellir aquellos de la ciutat sobre dicha de pagar en lur talhas, quistas, o subcidis, per las possessions e causas que an en lur terra; con esta per alcuna letra reginal, an sagell pendent, senhada per lo nombre de XIJ.

XXXVI.

Item, avem privelege que lo conselh de la dicha ciutat, si vol, pot empauzar a cascuna taula de pan que si coyra en la ciutat sobredicha, un denier de reva per la reparation dels camins, de las fontz, e dels pontz, e per las autras necessitatz comunas de la dicha ciutat, con esta per alcuna letra reginal, an sagell pendent, senhada per lo nombre de XIIJ.

XXXVII.

Item, avem letra de messier Nichola de Napol senescal de Proensa, que lo sosviguier non ausi far deguna exseqution, si non en las grans causas; e si o fasia, que non prenna del salari mas, ayssi con un simple sirvent; la cal letra es senhada per lo nombre de XIIIJ.

XXXVIII.

Item, avem privelege que si li baron del baylliat levavan als ciutadans de la dicha ciutat degunas possessions que ayan en lur terra,

la partida non appellada, que lo senescal o deu revocar, e los deu deffendre, con esta per alcuna letra reginal senhada per lo nombre de XV.

XXXIX.

Item, avem privelege donat per lo rey Loys et per madame Johanna la reyna, que en aquesta present ciutat si pot aportar sal d'Avinhon, de Berra, de Pertus, o de calque autres luocs que sien, far en la dicha ciutat congregation daquella, e daqui si pot trayre per los homes del Dalfinat e per autres stranis o privatz, on que portar la vuelhan, sensa contradiction, pagant un denier per saumada, cant sen trayra, per rason de gabella. Lo cal privelege es senhat per lo nombre de XVJ.

XL.

Item, avem privelege que lo juge ni li autres ufficials de la cort non devon far degunas cridas, ni far far, que las gens non vengan liberalmens a las fieras, ni far degun mal usage per que li merchantz non puescan liberalmens venir à las fieras, con esta per una letra reginal an sagell pendent, senhada per lo nombre de XVIJ.

XLI.

Item, avem privelege que si deguna persona fasia donation o alienation de sos bens en persona ecclesiastica, aysso non obstant, sien tengutz de pagar en las talhas, quistas e carcs comuns, con esta en alcuna letra reginal, an sagell pendent, senhada de sobre al dos per lo nombre de XVIIJ.

XLII.

Item, avem privelege del rey Karle Segon, e cartas de ordenations antigas, aprobadas e confermadas, que deguna persona non ausi metre, ni far metre, ni aportar rayms ni vin d'autruy luoc, ni dautruy terrador en la ciutat d'At; e qui o trobaria puesca sensa deguna punition rompre los barrals o vayssels, o autras aysinas en que si aportarie. Empero los rayms dels homes e del terrador de Sanhon si puescan adurre en esta vila, mas que fraus non y aya. E li homes de la dicha ciutat que aurien rayms allons, fora lo terrador de la dicha ciutat, de lur vinhas proprias, o de fachurias, los puescan aportar e metre denfra la ciutat, empero que fraus non y aya, e vin degun intrar non y si ausi ni puesca. E es senhat lo dich privelege an las cartas per lo nombre de XIX.

XLIII.

Item, fon aordenat per lo conselh de consentiment del juge, car en lo privelege si conten que lo conselh pogues far e aordenar sus los rayms tant solamens, car si trobava que alcuns metien rayms en la dicha ciutat a fraus, que deguna persona non ausi metre del sien, ni dautruy en la dicha ciutat, rayms si non del terrador de Sanhon, sotz la pena de cent liuras e de perdement dels rayms e de las bestias, las muytat a l'accusador; confermant lo capitol sobre dich del vin. E es scricha la dicha ordenation el libre del conselh.

XLIV.

Item, avem cartas que la ciutat d'At sobre dicha non es tenguda a deguna cavalcada que si fassa per la cort, si non en la terra del senhor de Symiana, aysi e en la forma contenguda el capitol del consolat, del cal capitol la tenor aysi aprop sen sec. E son las dichas cartas senhadas per lo nombre de xx.

LA TENOR DEL DICH CAPITOL.

XLV.

Item, an pronunciat: los ditz senhos de Symiana aver cavalcadas en la ciutat d'At, cant aurien propria guerra, empero en tal maniera que si deguns de la ciutat d'At eran apparelhatz an sufficientz cavalcaduras e armaduras, cavallies o borges aquellos deyan annar a las despensas e a lesmenda dels ditz senhos, pos que serien yssitz de lurs proprias maysons; los pezons emperom aquellos que annarien a pe, deyan annar a lurs despensas proprias; e si empero li ditz senhos volien per la dicha cavalcada exigir deguna moneda, que ellos non o puescan fayre.

XLVI.

Item, avem carta de declaration facha per madama Byatris, comtessa de Proensa e de Forcalquier que degun peage o polverage non si deu pagar en tot lo comtat de Forcalquier, si non lo peage de Pertus, de Lebr'nhana, de Peyrueys, de Pueypin e de Ceyresta; la cal carta es senhada per lo nombre de xxj.

XLVII.

Item, avem carta que mossen Amiell del Baus, senhor de la Torre de Sabran, confermet totas las sentencias donadas sobre lo fach del peage de la dicha Torre en lacal non em tengutz de pagar degun peage; la cal carta es senhada per lo nombre de XXIJ.

XLVIII.

Item, ancaramays avem privelege que si li barons, nobles, ni autres calque sien, avent castels en lo baylliat de la dicha ciutat d'At, non ausan ni pòdon far vet, ni cridas, ni metra penas en lus castels que om non aporti en la dicha ciutat carbon, fustas, caus, lenhas, vitalhas e totas autras causas als homes de la ciutat necessarias, e opportunas; conesta per alcuna letra reginal, an sagell pendent, senhada de sobre al dos per lo nombre de XXIIJ.

XLIX.

Item, avem cartas que lo carcerier non deu penre de persona que sie encarcerada a tort, o per las monedas fiscals, ren de carcerage, la cal carta es senhada per lo nombre de XXJV.

L.

Item, avem carta, letras, priveleges, an sagells pendentz, sentencia donada e processes que los ciutadans e habitantz en la dicha ciutat non son tengutz de donar ni de pagar degun peage a la Bastida de Sabran; senhatz de sobre al dos dels ditz priveleges per lo nombre de XXV.

LI.

Item, avem cartas con l'evesque d'At s'accordet au lo comun de la dicha ciutat del sien hostal, en que fasya femera que era en lo vallat, e de totz los autres siens que si tenien per luy, que foron fundutz al temps de la guerra, que eran al defora en las plassas, e per aytal las dichas plassas resteron al comun per vigor de lacordi sobre dich; las cals cartas son senhadas de sobre al dos per lo nombre de XXVJ.

LII.

Item, avem carta que deguna persona non ausa far fenestra que regardi en ostal, o en ort d'autre, si non que aya del sol entro la fenestra una canna daut; e que si se fazie, deu esser cledada en cayre per spasi de torn en torn; senhada la dicha carta de sobre al dos per lo nombre de xxvij.

LIII.

Item, avem una carta de sentencia donada per los cumenals, que nos podem pastorgar ambe aver gros et menut per los devenses que son en terra d'At; so es asaber, els devenses que foron de Bertran Suanna, de Laugier Bot, et de Guilhem de Gorda saentras; la cal carta es senhada de sobre al dos per lo nombre de xxvij.

LIV.

Item, avem carta de composition facha an los senhos de Siverguas que nos podem pastorgar en la terra de Siverguas, donant per an, per cascuna bestia boyna o equesina desmamada, sieys denies, e per cascun trentanier d'aver menut sieys denies, e atressi la podem lenhayrar, donant per an de sepage per cascuna bestia que la lenhayrara doze denies; e aquell que portarie la lenha a sa testa non deu ren pagar. La cal carta de la dicha composition es senhada de sobre al dos per lo nombre de xxix.

LV.

Item, avem carta que cascun pot cassar en sas possessions proprias, e far so que ly playra de la cassa; la cal carta es senhada de sobre al dos per lo nombre de xxx.

LVI.

Item, avem carta que deguna carreta non ausa intrar denfra la dicha ciutat d'At, si non al bon plazer del consell; la cal carta es senhada per lo nombre de xxxj.

LVII.

Item, avem cartas con si los baylles del baylliat o dels castels del baylliat d'At, que avien arrestatz los blatz e autras causas dels homes de la dicha ciutat, obesiron al mandament del juge regiual per lo

privelege que avem de non poder nos far vet que las vitallias non si aporton en aquesta present ciutat, sotz la pena de cent marcs dargent fin; la cal carta es senhada per lo nombre de XXXIJ.

LVIII.

Item, avem carta con si lo juge volent observar nostre priveleges, e nostras bonas costumas saentras observadas, comandet que alcuna femna diffamada de son cos fos foras gitada de la vesinansa de las bonas, e que annes fora la vila habitar; la cal carta es senhada per lo nombre de XXXIIJ.

LIX.

Item, avem carta que deguna persona non pot penre en comes deguna possession sensa connoyssensa de drech; la cal carta es senhada per lo nombre de XXXIIIJ.

LX.

Item, avem una autra carta daquo mezeme, senhada per lo nombre de XLJ.

LXI.

Item, avem carta en la cal es scrich alcun privelege que Madama la reyna Johanna donet als comtatz de Proensa et de Forchalquier, consi ella nos confermava los priveleges, franquezas e libertatz cal que fossan, in cal que non que lo pays agues, entro a quel temps que fon; a mil e tres centz quaranta e huech, a des e huech del mes d'Aost.

LXII.

Item, ancaramays, si conten en la dicha carta alcun autre privelege consi Madama Johanna la reyna et lo rey Loys aordeneron e consentiron que perpetualmens daqui avant, en los ditz comtatz, ellos non poguessan metre ufficials autres calsque fossan, si non propriamens dels comtatz sobreditz natz.

LXIII.

Item, mays, ya scrich un autre privelege consi lo senescal an lo conselh regnal pot connoysser de las causas de la cort cant si estalva

que om sen es appellat; la ordenacion de nostre senhor lo rey Robert en contrari non obstant.

LXIV.

Item, mays, ya scrich un autre privelege consi madama la reyna sobredicha o lo rey Loys sobredich aordenavan que tota persona que agues layssat, vendut, o donat; Layssera, vendera, o donera, daqui avant, degunas possessions que si tenguessan per la cort, o per autras personas de sotz la juridiction reginal, a gleyzas, espitals o autras mans mortas, que aytals los deguessan vendre ad autres que non fossan en mans mortas per lespasi dun an, del jorn de la alienacion; e si non o avien, que aquellas causas o possessions fossan cauchas en comes a la cort e ad aquellos a qui los ynizis si farian; la cal carta es senhada per lo nombre de xxxv.

LXV.

Item, avem carta que madama Johanna la reyna, ni sos successors, non podon donar, alienar, ni en deguna maniera transportar lo castell de Sanhon, si non en sos heres legitimes et naturals; la cal carta es senhada per lo nombre de xxxvi.

LXVI.

Item, avem la carta de la donacion del consolat desta ciutat, e la retension de nostres priveleges e bonas costumas e del prestament del sagrament de fidelitat e de lo homage que fon fach al rey Robert; senhada per lo nombre de xxxvii.

LXVII.

Item, aven un autra carta con fon fach lo homage e jurament de fidelitat a mossenhor lo senescal, retengutz nostres priveleges e nostras libertatz en la maniera e en la forma acostumada als predecessors; la cal carta es senhada per lo nombre de xxxviii.

LXVIII.

Item, avem privelege de madama Johanna la reyna, an sagell pendent, que nos podem far sonar la gran campana per lo gach, en la maniera e en la forma ad Aycs, et en los autres bons luocs dels comtatz acostumadas; lo cal privelege es senhat per lo nombre de xxxviii.

LXIX.

Item, avem una carta consi Johan Molherat fon absout dalcuna enquesta que era facha contra luy, car avie reconnegut e pesat alcuna quantitat damenla que avie vendut ad Auinhon ; car cascun a libertat de reconnoysser e pezar arreyre si sas mettadarias, ayssi con esta en la dicha carta senhada per lo nombre de XI.

LXX.

Item, avem un autra carta daquo mezeme, senhada per lo nombre sobre dich de XI.

LXXI.

Item, avem una carta de sentencia en cal maniera si devon pagar las leydas per los estranis, car aquelles desta ciutat non devon ren pagar ; e deu si doblar la leyda a las fieras ; la cal carta es senhada per lo nombre de XII.

LXXII.

Item, encaramays, avem un autra carta daquo mezema de las leydas, de que si deu pagar leyda, ni coms ni cant ; la cal carta es senhada per lo nombre de LXV. En las cals cartas si conten lo temps coms si deu pagar Leyda, ni de que si paga, ni quant ayssi ; con ayssi si sec a prop particularmens scrich :

LXXIII.

Premieramens si paga leyda en esta presentz ciutat de las causas dedins scrichas, e lo jorn del mercat tant solamens, comensant del divenres a lora de completas, entro lo dimenegue matin a la premiera messa ; e a las fieras de Pandecosta e de sant Miquel totas las leydas si doblan, ayssi con de sobre es dich.

E paga si premieramens per un cavall que valha sinquanta liuras e otra, cant si vent, sinc soutz.

E per un rossin, o mul, cant si vent, quatre denies de cascun.

Et per un aze, o sauma, o buou, o vaca, per cascun un denier.

E per un mouton, o feda, o cabrit, cant si vent, mealha per cascun.

E per cascuna pessa de blanc gros, o de piguet, o de brun, o aytals causas semblantz, un denier, en la forma sobredicha.

E per cascun quintal de cars saladas, o de fromages, o de lana, o de fil, o de cannebe, quatre denies.

E per cascuna saca plena de ros, o derba grossa, una mealha.

E per cascun pan entier de ciera, un denier.

E per cascun porc o trueya, un denier.

E cascun mersier venent ad At, al mercat, ambe bestia cargada, de mercadarias o de messarias, si deslia e estent sa messaria e vent, paga un denier, e si o porta a son coll non deu ren.

LXXIV.

E degun leydier deputat a culhir las leydas sobrescrichas non ausa penre ni exhigir las dichas leydas si non lo jorn del mercat, dentra los termes sobreditz e de las causas sobredichas, e en la forma desus declarada, si non tant solamens a las fieras de Pandecosta e de sant Miquel, en las cals si devon doblar totas las leydas juxta la forma desus dicha; e qui contra faria comet la pena contenguda en la dicha carta que es de cent marcs dargent fin per un cascun e per cascuna vegadas.

LXXV.

Item, avem una carta de convention facha am levesque e am los senhos de la gleyza, sobre lo fach dels deymes consi ni de que si deu pagar deyme en aquesta ciutat; la cal carta es senhada per lo nombre de XLII. Los cals capitols ni quant ni de que si deu pagar deyme os scrich particularment ayssi con sensec.

LXXVI.

Premieramens, si deu pagar lo deyme, el terrador de la dicha ciutat, de totz blatz e de melh o de liomes la desehuchena partida, a partir en los camps on serien los blatz o los liomes, en tal maniera que tota e cascuna persona es tenguda, tantost que los blatz serien meduz e los liomes tratz, si vol deymar, danmar, o notificar, e dire als deymies que vengan deymar, e si non o volien fayre, om los deu agardar per lespazi d'un jorn natural, pos que lur sera notificat, e pueys om en pot far portar sos blatz o sos liomes sens degun permditi, layssat lo deyme degut lialmens el camp, e daquo lo deymier deu estar al sagrament daquell de qui es.

LXXVII.

Item, si deu pagar deyme de nadons daver lanut e cabrun tant solamens, de cannebes e de tota ortolalha, la desehuchena partida, a partir los can: ebes e las ortolalhas els ortz o en las terras on serien, e en la forma sobredicha; e lo deyme dels nadons si pagui cascun an denfra los premies quinze jors del mes de may; e adoncs tota persona que aya nadons o dey notificar e dire al deymier, e lo deymier en deu creyre cascun a son sagrament, ayssi con de sobre.

LXXVIII.

Item, si deu pagar la vintena partida de deyme dels rayms, la cal si deu portar per un cascun als truels daquellos a qui si deu pagar lo deyme, en tal maniera que al comensament de vindumas la gleyza o levesque o li autres a qui si paga deyme deyan aver lur truels lavatz e aparelhatz a recebre lur deyme; e si non o avien, que basti als ciutadans o ad aquellos que pagan lo deyme que lo lur porton a lur ostal e aqui lo descargon on si vuelhan e lo laysson.

LXXIX.

Item, fom de pati en la dicha carta que recepudas e levadas d'una vinha per aquell de qui es quatorze saumadas de rayms que pueys lo deymier en pot penre una cora que si vuelha, mas que en la vinha aya tant de rayms que len puesca tanher una; si empero non y avie tant de rayms, que lo deymier deya penre de detz saumadas mieia saumada, e de quinze saumadas tres banastons, e mayssi pro rata si deya pagar. E de deguns autres frucs cals que sien el terrador de la dicha ciutat non devon aver ni si deu paga degun deyme si non tant solamens dels frucs e de las causas sobredichas e en la forma desus declarada.

LXXX.

Item, fom atressimeseys de pati expres, en la dicha carta, que si deguna persona defraudaria et barataria lo deyme que non lo pagues lialmens e lo restondes de tot o en partida; que li deymies puescan e valhan penre lan aprop seguent dels frucs de la possession o possessions lo drech deyme nombrat que es lo dezen; ambuna que lo deymier o aquell aqui si deu pagar lo deyme en fassa sa complancha daquell que

lo baratarie denfra huech jors dosque laurie defraudat; dautramens passat los huech jors, la complancha que sen faria non serie admessa.

LXXXI.

Item, fom atressimezeys convengut, en la dicha carta, que degun deymier non ausi ni presumisca aportar ni adurre deguns frucs de deforas, dautruy possession, ayssi con son rayms, amenlas, nozes, figas, o autres frucs, ni o fassan aportar per autres; e aquo sotz la pena de vint soutz de coronatz per un cascun et per cascuna vegadas a pagar, sens deguna merce; de la cal pena la muytat a levesque a al senhos de la gleysa, et l'autra muy al conselh de la ciutat si deu aplicar.

LXXXII.

Item, fom de pati en la carta sobre dicha que cascun deymier cascun an a l'intrar de vindumias (fassa sagrament) de ben e lialmens culhir los deymes e de non adurre, ni aportar, ni far aportar deguns frucs defora dautruy possession ayssi con de sobre es declarat.

LXXXIII.

Item, avem privelege que deguna persona non pot penre en comes deguna possession sens connoyssensa de drech; de que si fa mention atras el nombre de XXXIV, lo cal privelege es senhat per lo nombre de XLIII.

LXXXIV.

Item, avem una carta que un sirvent portant letras ne deu penre per jornada mas doze denies de coronatz; e lo carcerier, per cascun encarcerat, cant sen yssira, doze denies; e si era encarcerat a tort non deu ren penre, la cal carta es senhada per lo nombre de XLIII.

LXXXV.

Item, avem una carta que deguna persona de calque condition que sie non ausa desmar layga de Caulaon que non vanga e corra per sa canal.

LXXXVI.

Item, que lo clavari non ausa ren penre ni deu per allialar ni per senhar las mesuras ni los pezes.

LXXXVII.

Item, que los clavaris ni deguns autres ufficials de la cort non ausan tenir deguns avers en lo terrador de la dicha ciutat.

LXXXVIII.

Item, que degun baron, senhor dels castels que son en lo baylliat d'At, ni autres calque sien, non ausan ni podon far vet, ni cridas far far, que om non aporti totas vitalhas, caynas que sien, ni las vuelhan aportar a la dicha ciutat.

E totz aquestos quatre capitols son scritz en alcuna carta senhada al dos per lo nombre de XLV.

LXXXXI.

Item, avem una carta que lo clavari e li notaris de la dicha cort an costumat de jurar nostres priveleges, costumas, franquezas, et libertatz, e non venir contra aquellas; senhada per lo nombre de XLVI.

XC.

Item, avem carta que la plassa davant la font de Duron fon comprada per lo comun de la dicha ciutat; la cal carta es senhada de sobre al dos per lo nombre de XLVII.

XCI.

Item, avem una letra que la crida que crida lo vin per la dicha ciutat non deu penre mas tres mealhas per cridar; senhada per lo nombre de XLVIII.

XCII.

Item, avem carta que levesque ni la gleyza non ausan far symenteri en las carrieras publicas; senhada per lo nombre de XLVIII.

XCIII.

Item, avem carta, per ordenacion de conselh, que li tavernas ausan e podon mesclar lo vin blanc an lo vermelh, et cant devon penre; senhada per lo nombre de L.

XCIV.

Item, avem carta consi om pot far femerasses en las carrieras de la dicha ciutat, de sant Miquel entro Pascas; e consi los Masellies non ausan vendre cars Juatadas als crestiaus ni en lo mazell dels crestians. Senhada per lo nombre de LI.

XCV.

Item, avem carta consi lo juge que aurie fach cridar que deguna persona non tengues ren en los symenteris per vendre, revoquet la dicha crida; senhada per lo nombre de LII.

XCVI.

Item, avem carta consi aquellos que portan lo blat de liera al molin, per molre, non devon pagar pes, ni son tengutz de pear ni de penre senhal; la cal carta es senhada per lo nombre de LIII.

XCVII.

Item, avem una carta consi alcun bons homs que avie batut un autre de vil condition fon absout juxta la forma del capitol contengut el consolat; la cal carta es senhada per lo nombre de LIIII.

XCVIII.

Item, avem carta que Mossenhor lo Senescal mandet que degunas de las vendas de la Cort non fossan Juocadas a degun ufficial de la dicha Cort; e consi lo Sotzviguier que fa lo gach la nuech deguessa far sonar la campana del gach a hom e per temps degut et non davant; e si fasia lo gach davant, que non pogues demandar banh. La cal carta es senhada per lo nombre de LV.

XCIX.

Item, avem una petita carta consi en parlament public fon aordenat que tot cant si fezera daqui avant per lo conselh, fos rat e ferm, e que ellos prometron que jamays non vengran en contra. La cal carta es senhada per lo nombre de LVI.

C.

Item, avem letra de Senescal que lo peador de las farinas e dels blatz non ausi plus penre de las blatz mas so que serie sa razon, car fon facha querimonia, que aquellos que non aviem saumada complida lo peador volia aver per cascuna emmia mealha. La cal letra es senhada per lo nombre de LVII.

CI.

Item, avem carta que lo mercat si tenga e si deya tenir en lo luoc acostumat e non allons en deguna autra part; la cal carta es senhada per lo nombre de LVIII.

CII.

Item, avem una letra del Rey Karle premier que mandet al Senescal que nostras franquesas e bonas costumas acostumadas, e los patis que eran entre luy e los homes de la dicha ciutat el degues far observar e promessa que non lur fos fach tort. La cal es senhada de sobre al dos per lo nombre de LVIII.

CIII.

Item, avem una carta daquo mezeme senhada de sobre el dos per lo nombre de LVIII.

CIV.

Item, avem carta consi nostre senhor lo rey auriet aordenat que las quinze liuras de la concalaria non si deguessan pagar si non de moneda de guilhermens, o la equivalentia, o de la moneda que succesirie. E non ren mens navem letra senhada per aquel mezeme nombre.

CV.

Item, ya un autre capitol que aordenet, car lo juge fasie vet de blat en la dicha ciutat cant li plasia, que lo dich juge non o pogues far daquella hora avant, si non que si fes cumenalimens per tot lo pays e de comandaiment del senescal.

CVI.

Item, ya un autre capitol que li sirvents de la dicha cort, cant gaian per los baus, non devon penre mas un denier.

CVII.

Item, que deguna persona non pot far femerasses en las lissas prop dels barons, ni dedins ni deforas.

CVIII.

Item, ya autre capitol que peage non si pagui à Belmont ni a Gondart si non en la maniera acostumada.

CIX.

Item, ya un autre capitol que li clavari, bannies, o autres ufficials de la cort que an gages dels ciutadans non los ausan vendre ni allons engajar, si non que premieramens fassan cridar, que tota persona que aurie gages a la cort los deya resemer denfra des jors, e aquellos des jors si devon sperar, e lo sirvent que aurie fach la gagiera deu denuntiar à la part, cant li des jors passarien, e non deu aver de ga ar ni de la denunciacion si non tansolamens un denier.

CX.

Item, ya autre capitol que tot home que aya fach alienacion o donacion de sos bens en clergue o en autra persona ecclesiastical o previlegiada, non obstant la dicha facha donacion o alienacion, los ditz bens pagon en quistas e en talhas e en los autres carcs. E non ren mens en avem una letra senhada per lo nombre desoscrich.

CXI.

Item, ya autre capitol quo los rix non devon pagar lo fugage per los paures; la cal causa en temps passat per los ufficials de la dicha cort si demandava.

E totz aquestos capitols e gauren mays dautres son scritz e contengutz en la dicha carta senhada per lo nombre de LX.

CXII.

Item, avem una letra de mossenhor lo senescal que degun non pot esser condampnat per contumacia si non que lá contumacia sie accusada, senhada per lo nombre de LXI.

CXIII.

Item, avem un autra letra del senescal que si li clavari annavan per los castels del Baylliat per exhigir los deutes fiscals, non deyan ren penre per lur jornadas; la cal letra es senhada per lo nombre de LXII.

CXIV.

Item, avem una letra del juge desta vila que mandet a Bannon e a Montselier que en observansa dels priveleges desta vila degues dearrestar alcuna quantitat de blat que avien arrestat als homes desta vila, car non volien pagar la leyda. La cal letra fon per los dits Bayles enseguida, senhada per lo nombre de LXIII.

CXV.

Item, avem carta consi alcun subcidi fon demandat per lo senescal e alcuns desta vila arrestatz ad Ayes, car non lo volien pagar, e consi fon respondut per lo conselh que non en pagueran ren, car non en eran tengutz; senhada per lo nombre de LXIII.

CXVI.

Item, avem una carta en que si conten tot lo fach de las leydas, senhadas atras aprop lo nombre de XLI, per lo nombre de LXV.

CXVII.

Item, avem carta consi lo juge deu comandar als notaris que an autruy notas, que las deyan trayre cant seran demandadas, non prennent en plus que era costumat, car en vol en far a cascun commission. La cal carta es senhada per lo nombre de LXVI.

CXVIII.

Item, avem una letra que nostras costumas e nostres uzes en paretz, en yeyssenes, en bans, e en esgots non sien observadas. La cal letra es senhada per lo nombre de LXVII.

CXIX.

Item, avem carta que en la cort non deu aver mas doze sirventz et que non devon penre per jornada mas doze deniers si que devon far, ni que non. Senhada per lo nombre de XVIII.

CXX.

Item, avem carta que si lo Senhor mandava que om li trames un o plus dels bons homes de la ciutat, an degut poder, car farie mestier que aquellos que om trametria fossan constituitz syndegues o procurados los notaris de la cort, o devon fayre e non devon ren penre, sotz la pena de sinquanta liuras e de privation de l'uffici; la cal carta es senhada per lo nombre de LXVIII.

CXXI.

Item, avem carta que li juges o li autres ufficials que serien els conselhs devon jurar de tenir segret las causas que si dirien els conselhs; la cal carta es senhada per lo nombre de LXX.

CXXII.

Item, avem una carta que si la gran verga del rey auque si pezan los blatz e las farinas non podie o non volie pezar, que non sen deu ren penre per pes; senhada per lo nombre de LXXI.

CXXIII.

Item, avem la carta de la limitation del symenteri de levescat e consi alcuns promeron de far plassa en la plassa d'avant levescat en que si poguessan far taulas per lo mercat; la cal carta es senhada per lo nombre de LXXII.

CXXIV.

Item, avem carta e letra que tota persona pot compra totas denayradas e atressi per revendre de calque hora que om vuelha, e la cort non o pot ni deu prohibir, si non a requesta del conselh. La cal carta es senhada per lo nombre de LXXIII.

CXXV.

Item, avem letra exsequtoria de mossenhor lo senescal que madama la reyna confermet los preveleges antics de sos predecessors, senhos nostres, que lo castell de Sanhon fos tostemps del demani ambe la ciutat d'At, e que jamays non lo pogues trasportar en autre que en sos legitimes heres e successors; e consi non avent memoria dels preveleges antics de la dicha ciutat, name donacion facha daquello a mossen Johan Borgonhon cavallier de la villa, la cal revoquet. La cal carta es senhada desobre el dos per lo nombre de LXXIII.

CXXVI.

Item, avem privelege de nostre senhor lo rey Robert que aquellos que devon ren al comun si podon compellir en la forma que la cort a acostumat de exhigir las monedas fiscals. Lo cal privelege es senhat desobre el dos per lo nombre de LXXV.

CXXVII.

Item, mays avem una carta daquo mezeme senhada desobre el dos per lo nombre sobre dich de LXXVI.

CXXVIII.

Item, avem carta que lo juge revoquet alcuna crida que avie fach far que tota persona que fora citada degues compareysser per la premiera citation sotz la pena de sieys denies, e per la segonna sotz la pena de dos soutz, e per la tessa de sinq soutz; car era contra nostras bonas costumas. La cal carta es senhada per lo nombre de LXXVI.

CXXIX.

Item, avem mays un autra carta que lo juge de la dicha cort non

penre de cascun sagell de las actas mas un gros. La cal carta es ada per lo nombre de LXXVII.

CXXX.

m, avem carta consi lo juge o lo clavari deu cascun an far acampar nsells; que li nommon personas ydoneas e couenhablas, bonas e cientz, o per gardas e per custodias dels frucs e del terrador. ada per lo nombre de LXXVIII.

CXXXI.

m, avem letra de mossenhor lo senescal que si li banhies non emandat los bans denfra huech jors apres que serien comesses, pueys passatz los huech jors non en puescan demandar degun. il letra es senhada per lo nombre de LXXVIII.

CXXXII.

m, avem una carta con lo rey Robert mandet als ufficials de la ciutat que deguessan amdar a lur poder a sostenir que lo terrador dicha ciutat non si occupi per degun ni lo laysson occupar.

CXXXIII.

m, mays a en la dicha carta consi fon comandat per lo juge d'At eseqution de las letras reals que los gages que avien pres dels s de la ciutat alcuns barons e nobles per las possessions que avien r terra per un subcidi real, lur fossan tantost rendutz, car non eran tz de pagar en degun subcidi real. La cal carta es senhada de el dos per lo nombre de LXXX.

CXXXIV.

n, avem privelege que los ciutadans e habitans en la dicha ciutat empero christians, non son tengutz de pagar peage, portanage, s, cossas, ni polverage, els comptatz de Proensa ni de Forchal- ni en deguna autra terra del rey, la cal a aras e aurie per s passar per aquella, ambe mercadarias, avers grossas e menutz, rie, o autras causas.

CXXXIX.

Item, ya autre capitol que lo conselh pot lo noven del vin metre e allonga entro que la fortification de la dicha ciutat sie plenieramens facha, convertedor lo dich noven en la utilitat de la dicha fortification de la ciutat sobre dicha, e lo dich noven cant lur plasirie revocar sensa autra licentia de la cort ni de sos ufficials demandar e sensa lesion de la cort davantdicha.

CXL.

Item, ya autre capitol que nos nos podem alegrar de totz los autres capitols consentitz als senhos prelatz e nobles, contengutz en lo dich privelege, e daquellos usar e dels estatutz Proensals acostumatz els comtatz de Proensa e de Forchalquier segon que a nos toca e nos specta.

CXLI.

Item, ya autre capitol que foron confermatz als Juzieus, incolas e habitantz en la dicha ciutat totz lurs priveleges, libertatz e immunitatz, cals que fossan, que lur eran estatz consentitz o donatz per lo comte Berenguier e sos successors entre al jorn el d'ch privelege contengut.

E totz aquestos capitols son contengutz en alcun privelege, an sagell pendent sagellat, senhat per lo nombre de LXXXI.

CXLII.

Item, avem un autre privelege que los sindegues e lo conselh de la dicha ciutat podon metre e meton, crean, fan e aordenan un notari en la cort real de la dicha ciutat, tant al criminal cant al civil, so es a saber en las causas que tocan la cort real, e las causas que sapertenon a la dicha ciutat e als ciutadans e habitantz aras e per temps endevenedor, en la forma e en la maniera que las ciutatz d'Arle e de Masseylha aytals notaris an costumat d'elegir e d'aver. Lo cal privelege es senhat per lo nombre de LXXXII.

Aysso son las antigas costumas, lausadas, aproadas e observadas en la ciutat d'At, del jorn que saentras li ciutadans e los consols de la dicha ciutat doneron e autreyeron a la cort real lo consolat; las cals la communitat e li ciutadans avien e an costumat d'aver.

Premieramens, podon et volon li dich ciutadans elegir conselh et conselhies tantos cant lur plas, e aquellos cant lur plas a lur voler revocar, e dautres elegir, e far acampar lo conselh, present lo Baylle del rey de la dicha ciutat, e ordenar en conselh las causas que lur plas d'aordenar per la utilitat comuna de la dicha ciutat e de totz los ciutadans e habitantz en aquella; e so que saordena en conselh, la cort es tenguda e a costumat de far observar tant can statutz annuaxals, e aquellas atressi lo conselh si li plas pot revocar, e aquellos que son de conselh podon lo conselh renovellar sensa far deguna autra congregation de gentz.

Item, lo dich conselh pot present lo baylle sobredich elegir cascun an sindegues e aquellos cant lur plas revocar; li cals podon e devon en nom de la ciutat sobredicha los negossis de la dicha ciutat procurar e deffendre sensa licentia de Ma'or e sens deguna autra solempnitat de drech.

Item, lo dich conselh pot e deu elegir, e reyre elegir, ayssi con de sobre, un notari o scriptor que scriva las causas aordenadas en conselh, non requist degun autre notari de la cort.

Item, lo conselh sobre dich, present lo baylle dessus dich, pot e a costumat d'elegir extimadors o crumenals dedins e deforas, licals una ves tant solamens, aguda licentia del baylle sobredich, podon connoysser de motas e diversas causas occurentz dedintz et deforas, e si sta a lur connoyssensa; si non, que si recorra a arbitri de bon Baron al cal an costumat de recurre li ciutadans sobreditz.

Item, a costumat lo dich conselh d'eligir pesadors de pan, li cals an

la cort sobredicha devon pezar lo pan dels revendedors o dels pestres e reconnoysser de pes ayssi con es costumat; e si troban degun falhent e pan de mespes, lo pan es comes, del cal la tersa part es de la cort, e la tersa dels pezadors, e l'autra tersa es de la caritat que si costuma de far en la dicha ciutat.

Item, a costumat lo dich conselh d' elegir remezuradors de vin que lialmens si mezuri en la dicha ciutat, ayssi con es costumat.

Item, an costumat d' elegir, ayssi con de sobre, regardadors de las carns e dels peyssons, ayssi con es costumat.

Item, a costumat lo dich conselh delegir allialadors dels pezes e de las mesuras.

Item, an costumat li ditz ciutadans d'enpauzar e de far talhas, quistas, prestz, adempres vintens, e aytals causas semblantz, per la fortification e autres negocis de la ciutat sobredicha, sensa licentia de la cort, e dauzir razons de las causas receupudas e administradas, e quitar, e sobre aquo elegir ausidors de contes.

Item, con sie causa que la dicha cort aya lo drech del pes en la dicha ciutat, que cascun pezant causas vendoals paga un denier per quintal; empero li ditz ciutadans podon pezar entro la quantitat de XXV liuras, sensa ren pagar e sens degun permditi.

Item, podon li ditz ciutadans pezar lurs causas e lurs mercadarias, cals que sien, e aquellas reconnoysser, e vergas e pezes propris aver e tenir, cals que si vuelhan, e de calque quantitat de pes sien, e non son per aquo tengutz de pagar ren de pes a la dicha cort; cant empero si vendrien, lo dich pes si paga e non autramens; e si se vent als extranis o per los extranis, li extranis pagan lo pes; e si entre los ditz ciutadans si vent, lo pes si deu pagar per miey entre ellos.

Item, an en costuma d' elegir capitani en temps de guerra o de sospiecha e de nommar lo; lo cal a requesta del conselh si conferma per lo senescal e la cort davant dicha; an semblant poder als capitanis generals deputat, al cal li ditz ciutadans obesiysson en totas causas spectantz a son uffici. E dautramens la dicha cort non a costumat de far ni daordenar capitani en la dicha ciutat, e si al conselh pals, aquell capitani pot revocar e un autre de novell elegir.

Item, son e an encostuma lo drech de tenir las claus dels portals e aquellos ubrir e serrar; e drech de far las clausuras de la dicha ciutat; e drech de far a refar los murs, e aquellos, si mestier era, demolir e avallar per utilitat de la ciutat; e drech de far curar los vallatz.

Item, e drech de mandar gardas tant dentra la ciutat que deforas.

Item, an de costuma, ayssi con de sobre, lo drech daver e de tenir la garda de la ciutat sobre dicha o de son terrador.

Item, an de costuma lo drech de metre e levar cadenas denfra la dicha ciutat per los cantons e per las carreras daquella.

Item, an de costuma e drech de contradire als revendedors que non auson comprar ren, per revendre, entro que sie passado la hora per ellos assignata o assignadoyra.

Item, son e an encostuma que si sestalva degun de la dicha ciutat fora de la ciutat o de son terrador esse pres o detengut o en autra maniera emuriar, o si ren dellos era detengut non justamens, que la dicha cort, a sos propr's dispens, aquell o aquellos e lurs causas sie tenguda de demandar e de requerre e daver, ayssi con an lo senhor de Casanova.

Item, son e an de costuma que si deguna putan o home vil e de vil vida, ayssi con son seguentz tavernas e putans e lurs semblantz, disien paraulas contumeliosas o fasien deguna injuria a degun bon home o bona femna e de bona condition, e aquell o aquella moderadamens en prenie veniansa, sensa effusion de sanc, e extraxion del cotell, que per aquella veniansa la cort non pot ni deu ren demandar ni exhigir daquellos, ni far enquesta

Item, an de costuma que si degun yssie defora la ciutat gardar sas possessions o de sos vezins, e y trobava res calant de nuetz, e los assalhie, e los nafrava, o dautramens, que per aquo la cort aquell o aquellos non pot en ren condempnar ni far enquesta.

Item, an de costuma que si degun cometia degun delit en la ciutat d'At, o en son terrador, que de la dicha ciutat non si deya trayre; e si era pres fora lo terrador de la dicha ciutat que en la dicha ciutat sie tornat e aqui si punisca.

Item, son a an encostuma que cascun de la ciutat sobredicha pot tenir onnia mezuras e pezes, empero lials, e del segual de la cort senhatz.

A ces statuts on peut ajouter la charte suivante, qui est ainsi inscrite dans le cartulaire de la ville d'Apt : Ayso es la copia del privilege que nengun ciutadan ni habitant desta present ciutat non pot e se juge ni baylle della, ni nengun autre strani, si non que sia graduat en drech cannon ho civil, Lo qual privilege es senhat per lo nombre de LXXXIII. *Nous ferons seulement remarquer que la date de cette charte, et surtout de son inscription, est postérieure à la rédaction des* STATUTS ET COUTUMES *qui précèdent.*

« Yolans Dei gratia regina Iherusalem et Sicilie, ducatus Apulie ducissa et Andegavie, comitatuum Provincie, Forcalquerii, Cenomanie ac Pedemontis comitissa, Baiula rectrix et administratrix illustris precarissimi primogeniti nostri Ludovici tercii, eadem gratia regnorum regis, ducatuum ducis, et comitis comitatuum predictorum ; universis et singulis officialibus tam majoribus quam minoribus per comitatus nostros Provincie et Forcalquerii predictos ubilibet constitutis, tam presentibus quam futuris, quocumque auctoritate vel potestate fulciantur, et cuilibet ipsorum vel loca tenentibus eorumdem, fidelibus nostris dilectis, gratiam et bonam voluntatem.

» Regalis solii dignitas laude decoratur et gloria, cum se subjectis benevolam exhibet, ipsorum que petitionibus benignum prestat assensum. Sane majestati nostre porrectam devotam supplicationem, pro parte sindicorum consilii et universitatis nostre civitatis Aptensis benigne recepimus, continentem : quod cum, per imperitiam et ignorantiam judicum, multa subjectis et fidelibus nostris dampna et incommoda evenire contingat et varia inferantur injusta gravamina, prout experiencia docuit atque docet ; sit que justicia in ore layci tanquam gladius in manibus furiosi ; abhorreant etiam jura communia ad exercitium justicie gentes ignaras deputari vel ordinari ; sit que juri et rationi consonum viros litteratos, scientificos et juris peritiam habentes, ceteris, presertim in officio judicature, preferri ; nos eisdem supplicantibus indulgere et benignius concedere dignaremur, quod de cetero ad officium Bajulie et Judicature ipsius nostre civitatis

Aptensis, quod per eumdem hominem semper exerceri solet, non teneantur aliquem admittere nisi fuerit graduatus, vel alias sufficienter peritus in jure canonico vel civili; cum secundum dictum legis talibus tradi debeat res publica gubernanda; cum que prout jura communia dictant, nullus debeat officium, presertim judicature, tenere in villa cujus est habitator, nc parentela, amore, vel alio illicito favore, vel odio inducatur ad aliud quam recte procedendi; hocque juxta capitula, observancias, edicta, privilegia, et statuta patrie Provincie fieri non debeat, eisdem supplicantibus clemencius concedere dignaremur; quod, de cetero, nullus civis vel incola ipsius civitatis recipiatur ad dictum officium Bajulie et Judicature.

» Notum facimus quod nos premissis attentis et aliis que in hac parte merito attendenda fuere sita, supra his nostris et regii nobis assistentis matura deliberatione consilii, eisdem supplicantibus, de certa nostra scientia, auctoritate reginali, ex plenitudine divine potestatis et gratia speciali concessimus et indulsimus et bene elargimur per presentes quod ab inde in antea nullus ad officium predictum Bajuli et Judicis curie nostre dicte civitatis Aptensis recipiatur vel admittatur exercendum, nisi sit ydoneus et sufficiens et in jure canonico vel civili peritus, et graduatus re et nomine; non sit que civis, incola, nec habitator dicte civitatis Aptensis.

» Quapropter vobis et cuilibet vestrum harumdem serie presentium expresse precipimus et districtius injungendo mandamus quod forma presentis nostre gratie, concessionis, et indulti diligenter attendentes et in omnibus suis efficaciter et inconcusse observata captis, dictam universitatem ipsa concessione uti frui et gaudere in perpetuum libere et perfecte permittentes et facientes, nil in prejudicium ejusdem presentis nostre concessionis faciatis vel attemptetis, seu fieri vel attemptari permittatis quoquomodo vel per quempiam; quum ita fieri placet ac volumus, dictis que supplicantibus de speciali gratia ut supra concedimus; quibuscumque litteris provisionis dicti officii Bajuli et judicis dicte nostre curie Aptensis in futurum fiendis, ordinationibus et mandatis non obstantibus in adversum..... datum Tharascone die VII mensis decembris, anno Domini MCCCCXXII. »

(*Suit le procès-verbal de la réception de cette ordonnance par-devant le conseil assemblé de la ville d'Apt, et du serment prêté par chacun des membres du conseil de n'y jamais contrevenir.*)

STATUTA

SIVE

LEGES MUNICIPALES ARELATIS.

(1162-1202.)

Magnum Deum et Salvatorem nostrum Jhesum Christum et ejus auxilium invocantes in cujus nomine ad omnia consilia omnesque actus progredimur, ut nostre civitatis respublica utiliter et fideliter gubernetur ad honorem sancte et gloriose Dei genitricis Marie et sancti protomartyris Stephani et gloriosi patroni nostri sancti Trophimi, et domini pape, et domini nostri regis et domini archiepiscopi Arelatis, et archiepiscopatus ejus, statuta et leges municipales Arelatis in scriptis redigi volumus ut ab omnibus facilius intelligi possint et debeant, quatenus omnes Arelatenses aut regimini et districtui Arelatis subditi, eorum tenorem manifestius cognoscentes, prohibita declinent et permissa sectentur.

ART. 1. — *De hiis qui per nuntios non venerint ad curiam.*

Ut igitur omnibus postulantibus plenarie fiat et observetur justitia, hoc primo presenti statuto statuimus quod quilibet qui per nuntium vel aparitorem curie vocatus et inventus fuerit, eadem die et hora qua vocatus et inventus fuerit veniat. Qui si facere contempserit, pro pena solvat communi duodecim denarios, nisi justum impedimentum quare non venerit se habuisse jurare voluerit; suo enim quantum ad hoc cujuslibet credi volumus juramento. Si autem secundo vocatus et inventus fuerit per aparitorem curie, et tunc venire distulerit, solvat pro pena quinque solidos.

Et si tertio forte vocatus et inventus, venire contempserit, conquerenti de suis bonis, pro mensura petiti vel declarati debiti, detur pos-

sessio tedialis; quam possessionem non amittat missus in possessionem nisi prius restitutis expensis quas fecit pro ipsa possessione habenda, si a consulibus vel a judice possessio fuit ei data; et nisi ille de quo querimoniam exposuit, ydonee satis dederit de ratione et justitia facienda, et solverit communi pro pena XII denarios pro qualibet libra. Ut autem certum sit quas expensas teneatur restituere petitori ille qui tertio vocatus non venerit, statuimus quod sex denarii dentur exequtori sive nuntio qui querelantem mittet in possessionem, et notario sex denarii pro instrumento quod de ipsa missione in possessionem fiet et omnes expensas que fiunt circa litem.

Item, has autem penas non ideo a nobis quis expensas esse intelligat, ut sic cohibitionem ejus qui jurisdictioni preest arctare velimus, imo volumus etiam quod hiis alias penas addere possit, si voluerit, jure tamen et legalibus conservatis. Si vero aliquis se celaverit vel latitaverit vocatus per nuntium curie, et de latitatione convictus, arbitrio judicis puniatur, salvis penis et aliis que sunt superius compreliense; et hoc intelligimus in prima, secunda et tertia citatione, ut si in omnibus et per omnia teneatur et contra eum procedatur ac si inventus fuisset.

2. — *De dilationibus dandis debitori pro debito confesso.*

Si quis conventus in causa pecuniaria coram judice confessus fuerit in toto vel in parte debitum quod ab eo petetur, ad satisfaciendum actori dilationes habeat unius mensis tantum, et conventus solvat illos duos denarios qui dantur notario pro libellis preceptoriis faciendis, nisi incontinenti se soluturum vel redditurum promiserit, quia tunc eadem die vel saltem crastina eum ad solutionem faciendam vel restitutionem urgeri volumus, secundum arbitrium judicantis; et hoc generaliter intelligimus in omni genere contractus et cujuscumque efficacis obligationis preterquam mutui; in mutuo enim et sine die vel incontinenti solvi promisso supra dictam dilationem unius mensis nolumus obtinere, nisi gratia vel amore mutuum concessum fuerit, quia tunc incontinenti vel in crastinum volumus quod solvatur in pecunia numerata; et si ad diem concessum fuerit, transacta tamen die solutionis, sacramento autem debitoris credi volumus, si juraverit mutuum sibi gratis esse concessum.

3. — *Qui precepta judicis seu curie neglexerint.*

Si autem conventus et condempnatus hec observare noluerit, et petitor sive creditor secundo querimoniam de eo judici fecerit, solvat ipse debitor pro qualibet libra communi duos denarios et preterea quinque solidos, quia preceptum judicis seu curie, qui de benignitate sibi dilationem dederat, observare neglexerit, requisito prius debitore per apparitorem curie, si paratus esset solvere ipsa die, cum requisito et invento debitore; si ipsa die non solverit, ab inde puniatur pena predicta.

4. — *De Judicatura.*

Si autem debitor inficiatus fuerit debitum in judicio et a judice vel curia post examinationem et cognitionem condemnatus fuerit, solvat communi, pro una quaque libra quantitatis in qua condempnatus est, sex denarios pro judicaturis. Actor vero solvere teneatur pro judicatura similiter sex denarios pro una quaque libra quantitatis petite, in qua reus fuerit absolutus et restituat expensas reo, scilicet : sex denarios tantum pro qualibet libra pro salario advocati vel advocatorum, et expensas legitime factas pro actis transcribendis, et teneatur reddere judicaturas absoluto, quas judicaturas curia a partibus exigat, prestito juramenso calumpnie. Et idem intelligimus in reo pro ea parte qua fuerit condempnatus, et sub nomine quantitatis in hoc presenti statuto intelligimus mobilia et immobilia, et se moventia, et omnia ea que in judicium deducentur : addentes quod incontinenti post latam sententiam judicaturas restituat parti que obtinuerit in causa.

5. — *De Judicatura ab extraneis exigenda.*

Item, in extraneis vero in curia nostra placitantibus statuimus ut ille qui causam amiserit, sive sit actor sive reus, solvat pro libra quantitatis petite duodecim denarios communi, eo salvo quod si plus vel minus in eorum curiis extorqueretur a nostris, tantumdem in nostra curia extorqueatur ab eis. Taliter enim alios in nostra curia tractari volumus qualiter nostri in eorum curiis tractarentur.

6. — *Qualiter extraneis jus reddatur.*

Item, statuimus quod eadem conditio, que observabitur et fiet civibus arelatis a communi alicujus civitatis, vel alicujus loci, vel ab

aliquo potente, habente jurisdictionem, fiat et observetur in Arelate in omnibus et per omnia, omnibus hominibus qui pertinebunt ad commune civitatis illius, vel loci, vel ad jurisdictionem illius potentis; salvis tamen omnibus statutis nostris.

7. — *Qui sententiam judicis neglexerint.*

Item, si vero condempnatus tempore solutionis a curia statute non solverit, nec appellaverit, pro pena solvet communi duos denarios pro qualibet libra, et preterea quinque solidos, quia sententiam judicis observare neglexerit. Verum si appellaverit a judice vel a judicibus curie ad superiorem; et si forte in causa appellationis appellator obtinuerit id quod ab eo extorserit curia illud eidem restituere teneatur, et ab illo qui in causa appellationis succubuerit, duos denarios pro qualibet libra extorqueat curia.

8. — *De appellationibus summarum.*

Item, ille vero qui appellaverit teneatur prosequi appellationem infra quinquaginta dies continuos a tempore summe late in causa principali continue computandos, quibus transactis lite non completa rata maneat summa, nisi forte per judicem appellationis vel propter infirmitatem appellatoris, aut ejus advocati absentiam, pro communi causa, appellationis cognitio differetur; tunc enim ad tempus totum quo per judicem steterit, vel propter infirmitatem aut absentiam et pro communi causa appellatoris aut ejus advocati restituatur eidem appellatori. Similiter et tempus feriarum, messium et vindemiarum, et aliorum in honorem Dei inductorum, per statutum inferius, deductis quinquaginta diebus subduximus. Addentes quod dominus archiepiscopus per se, vel per officialem suum, vel per delegatum aut delegatos suos possit causas appellationis audire, et examinare, et deffinire, et credatur simplici verbo judicis appellationis, si per ipsum judicem vel per curiam domini archiepiscopi steterit quominus infra dictum tempus causa appellationis sit completa; et idem dicimus de consulibus Arelatis et judicibus, videlicet: quod credatur eis de absentia appellatoris vel ejus advocati facta pro communi.

9. — *Qualiter debitor satisfaciat de bonis suis creditori.*

Item, statuimus quod quilibet debitor de bonis suis satisfaciat suo

creditori secundum extimationem extimatorum, servata tamen electione creditori de quibus bonis sui debitoris sibi voluit satisfieri, excepto de parte staris; nisi enim creditor elegerit satisfieri sibi de stari, sit in electione extimatorum de qua parte staris dare voluerit in solutum. Et examinatores teneantur sacramento quod fecerint examinare brevius quam poterint, vel ad tardius infra mensem ex quo bona debitorum creditoribus in scriptis tradita fuerint seu oblata, et quod duo examinatorum fecerint, si tertius adesse nollet vel non posset, perinde habeatur ac si omnes fecissent, quia si studiose distulerint dicti extimatores quominus extiment infra mensem, eorum quilibet qui studiose convictus fuerit distulisse, solvat communi pro pena viginti solidos. Addentes quod dicti extimatores possint recipere et habere duos denarios pro singulis libris, et quod nihil amplius possint habere occasione equitature vel alia, et teneantur ire estimare per totam Arelatem et per totum districtum Arelatis infra et extra supra dictum tempus; et quod dicti extimatores teneantur per sacramentum videre res quas debent extimare antequam eas estiment. Et creditor qui bona debitoris extimata receperit in solutum solvat extimatoribus dictos duos denarios pro qualibet libra que sibi fuerit estimata, et quod tantum resarciatur creditori de bonis debitoris, vel debitor etiam expensas quas creditor fecerit pro instrumentis factis pro inmittendo in possessionem et pro bonis extimatis et etiam illis sex denariis qui dantur executori pro immissione in possessionem.

10. — *De accessoribus et fidejussoribus, et qualiter conveniantur.*

Item, Statuimus quod accessorius convenirí non valeat antequam conventus fuerit debitor principalis. Si vero fuerit alienus debitor principalis, detur tempus unius mensis accessorio ad representandum debitorem principalem; tunc demum accessorius valeat conveniri: principalem enim intelligimus qui principaliter contraxit, vel qui pro alio principaliter contrahente se constituit debitorem, clamato que primo eum pro quo principaliter se obligavit. Addentes quod si accessorius vel debitor principalis pro aliquo solverit debitum in quo tenebatur pro alio, ille pro quo tenebatur ei illud debitum solvere in pecunia numerata teneatur.

11. — *De hiis qui de bonis suis cesserint.*

Item, statuimus quod debitor non teneatur ostagia tenere creditori,

etiam si juraverit, ex quo de bonis suis ad cognitionem extimatorum satisfecerit vel creditori ex quo de bonis cesserit suis. Si tamen aliquid post cessionem bonorum acquisiverit quod ei superfuerit, deducto victu sui et familie sue, illud teneatur solvere creditori; et hoc juret dum fecerit cessionem, quia quilibet creditor teneatur recipere satisfactionem ad cognitionem extimatorum de bonis debitoris. Et si debitor juraverit hostagia, ita tamen servata electione creditori de quibus bonis sui debitoris sibi satisfieri voluerit, secundum quod in superiori statuto de extimatione bonorum continetur, quod debitor qui juraverit teneat hostagia secundum quod convenerit usque bona ejus fuerint ab extimatoribus extimata.

12. — *De illis qui emerint possessiones.*

Item, statuimus quod quicumque emerit possessiones vel possessionem vel mercedes aliquas seu alias res, vel se paccatorem constituerit pro emptore, satisfacere teneatur creditori in pecunia numerata.

13. — *De hiis qui se denegaverint.*

Item, statuimus quod si quis denegaverit de aliquo sacramento facto in presentia consulum Arelatis vel judicis, et notum fuerit consuli, vel consulibus, vel judicibus Arel., vel judici, solvat pro una quaque vice viginti solidos communi, et si eos solvere non poterit, fustigetur, et ex hoc excipimus sacramenta calumpnie.

14. — *De armis non portandis per Arelatem.*

Item statuimus quod aliquis de civitate vel burgo de cetero non defferat sine licencia consulum vel judicis vel judicum per Arelatem peyreriam acutam, vel gazarriam, vel falsonum longum, vel alia arma, nisi cultellum, nisi portaret ea causa exeundi civitate, vel veniret in civitatem sine fraude, ita quod, cum reversus fuerit domui armaturam illam deponat. Et quicumque contra hoc fecerit, solvat pro unaquaque vice viginti solidos qui ex equo dividentur inter accusatorem et commune, accusatore nullo modo vel tempore celato.

15. — *Qui maleficium commiserit in Arelate et ejus tenimentis.*

Ut unius pena metus posset esse multorum, statuimus quod si aliquis qui maleficium vel injuriam commiserit, et a nuntio curie

vocatus, ad primum nuntium non veniret, sive inventus sive non, ex quo domui fuerit denunciatum et preconisatum per Arelatem, si maleficium vel injuria in Arelate vel ejus tenemento commissum fuerint, per tres dies ex quo injuria vel dampnum vel maleficium notum fuerit curie et domui denunciatum, et per Arelatem preconisatum, puniatur viginti quinque librarum. Si vero minus habuerit ponatur in banno, arbitrio judicantis, de quo banno non exeat, nisi prius banno imposito ex soluto. Nihilominus tamen si expedire noluerit communi ille qui consulatum Arelatis habuerit, major pena infligatur, scilicet, in bonis suis destruhendis vel aliter, excepto quod in Arelate domus seu aliquid de pertinentibus domus nulla ratione vel occasione diruatur, nisi propter homicidium, ne urbs deformetur ruinis, et nisi aliquis civis Arelatis domum suam vel domos suas muniret vel muniri faciet contra dominum archiepiscopum vel consules Arelatis; et si aliquo casu consules Arelatis contra hoc statutum venerint vel fecerint infra octo dies post exitum sui regiminis, teneantur ressarsire dampnum passo.

Item, verum si injuriosus vel maleficus illam injuriam vel maleficium tale aliquid, preter homicidium, commiserit, propter quod domus ejus dirui debeat vel debet, applicetur potius communi domus illa, vel etiam distrahatur, et pretium sine spe restitutionis sit communis, hoc salvo quod si maleficus vel injuriosus non habuerit alia bona preter domum vel domos, et injuriam vel maleficium passus petierit sibi de injuria vel maleficio satisfaciat ei primo ad cognitionem curie de pretio domus vel domorum illius, et residuum sit communis. Si vero extimatio injurie vel maleficii excederet pretium domus vel domorum injuriosi vel malefici alia bona non habentis in Arelate vel ejus tenemento, sit in optione injuriam vel maleficium passi domum vel domos habeat, vel pretium earumdem, salvo tamen in omnibus et per omnia jure suo et senhoria dominis a quibus ipse domus tenerentur, tam in omnibus supra dictis quam in aliis. Et si dominus cujus nomine domus teneretur vellet refundere pretium quod tam communi quam alii in omni casu preferatur.

Item, si vero extra Arelatem et ejus tenementum injuria vel maleficium sit commissum, bannitio defferatur arbitrio curie, secundum distantiam locorum in quibus injuriosus ille vel maleficus esse dicetur.

Item, si autem bannitus in Camargiis vel in alio Arelatis tenemento seu in toto districtu a quocumque Arelatis inventus fuerit et per hunc curie notificatum in quo loco Arelatis ille bannitus sit vel inventus

fuerit, armata manu consules insequi et etiam capere si potuerint teneantur et captum punire pro qualitate delicti, et de tali banno judicando teneatur quilibet Arelatis qui eum sciverit, sacramento quod fecerit consulibus Arelatis.

Item, nomine autem districtus hic accipimus omnia castra et villas ubicumque sunt quę a communi vel pro communi quocumque modo tenentur.

Item, addentes quod si bannitus in castro vel in villa communis inventus fuerit, castellanus loci illius teneatur illum insequi et capere, et captum reddere consulibus Arelatis.

16. — *De dampno vel injuria illata civibus Arelatis.*

Item, statuimus quod si quis extraneus dampnum vel injuriam rebus alicujus civis Arelatis dederit qui predictis rebus solitus fuerit munus sive collectam prestare communi Arelatis, et eas res sub nullo dominio tenet, preterquam sub dominio dicti communis pro quo dampnum vel injuria vindicanda opus sit pecuniam expendi, dictum commune dictam pecuniam expendat, et dictam injuriam et dampnum vindicet quibus modis potuerit. Et si injuriatus vel ejus amici pecuniam expenderint pro dampno repetendo vel injuria vindicanda, dictum commune teneatur ei vel eis illam infra duos menses restituere, id est cognitione prius habita per consules Arelatis. Et eos cives intelligimus qui in Arelate domicilium et larem et maximam partem rerum suarum habent.

17. — *De injuria ab extraneis illata civibus Arelatis.*

Item, statuimus quod si quis extraneus injuriam intulerit vel fecerit alicui civi vel civibus Arelatis, injuriatus sive injuriati eadem specie et eadem qualitate cum moderatione inculpate tutele vindictam possit vel possint de injuriante sibi assumere, denunciatione et probatione prius facta curie Arelatis de injuria qua dictus civis vel cives sustinuisset vel sustinuissent. Si vero dictus injuriatus vel injuriati, sacramento sibi illato a consulibus, probatione se deficere assererent, tunc de predicta injuria volumus jurijurando ejus vel eorum credi per consules, et quod propter assumptionem dicte vindicte dictus civis vel cives a curia non molestentur.

Item, volumus et etiam statuimus quod omnes denunciationes que fient super injuriis ab extraneis hominibus civibus Arelatis illatis, redigantur

in quodam novo cartulario quod dicatur *Registrum*, in quo nulle alie denunciationes sive acta scribantur preterquam injurie ab extraneis facte civibus Arelatis. Precipimus etiam quod quisquis civis qui ibi presto esset cum injuria fieret dicto civi vel civibus teneatur ipsum vel cives juvare, et si assumptione vindicte faciende de predict's extraneis occurrerent cives nostri extraneis auxilium inferentes, in decem libris coronatis condempnentur. Et si inopes vel non solvendo invenirentur per civitatem Arelatis fustibus castigentur; et hoc de hiis civibus intelligimus injuriam pacientibus qui domicilium et larem et maximam partem rerum suarum in Arelate possident.

18. — *Qualiter commune prestet facultatem suo civi pignorandi extraneum.*

Item, statuimus quod si quis extraneus obligatus sit alicui civi Arelatis ex contractu vel quasi facto in Arelate vel ex rapina, et ad instanciam dicti civis curia Arelatis citaverit dictum extraneum per suas litteras ter missas per intervalla decem dierum ad dominum vel ad locum sub cujus jurisdictione esset dictus extraneus, vel majoris intervalli vel distanciam loci, et hoc acto nondum satisfaceret dictus extraneus vel dominus sive locus sub cujus jurisdictione esset extraneus satisfieri curaret, tunc facta fide plenissima de predicta obligatione vel rapina, dicte curie consules Arelatis teneantur prestare facultatem et autoritatem dicto civi nostro posse pignorandi extraneum dictum et bona sua vel etiam bona loci illius cujus dictus extraneus esset civis vel incola usque ad quantitatem dicte obligationis vel rapine

19. — *Quod nullus audeat insultum facere in aliquem in curia domini archiepiscopi.*

Ne judiciorum vigor juris que publici tutela frustra videatur in medio introducta hoc edicto generaliter prohibemus ne quis in aliquem audeat insultum facere in curia domini archiepiscopi seu comitis; quod si fecerit cum armis et sanguis inde exierit in viginti quinque libris prestandis curie Arelatis ipsum volumus condempnari.

Item, si vero sine armis in locis predictis quis in aliquem fecerit aggressum sive insultum, sive sanguis inde exierit sive non, in decem libris puniatur. Et si in aliis locis Arelatis insultum aliquem faciendo aliquis damnum alicui dederit et inde sanguis exierit per ictum apparentem, in centum solidis condempnetur applicandis curie Arelatis; et

si extra Arelatem tale quid commissum fuerit; in quinquaginta solidis eum precipimus condempnari inferendis curie Arelatis. Exactis tamen penis predictis, jus suum salvum remaneat injuriato vel percusso, si conqueri voluerit; adjicientes si cum armis fiat insultus et non ledat in decem libris fiat condempnatio arbitrio curie. Si vero sine armis et non ledat, in centum solidis condempnetur; pecuniam non habens arbitrio curie corporaliter puniatur. Addentes in hoc statuto et in proximo sequenti quod consules et judices Arelatis possint majorem penam imponere et exigere ab injuriantibus qui continentur in ipsis duobus statutis secundum arbitrium consulum Arelatis et secundum qualitatem personarum et quantitatem delictorum.

20. — *Qui cutello vel palma seu pugno percusserit.*

Item, statuimus et ordinamus quod si aliquis in aliquem insultum fecerit et cultellum traxerit, solvat pro banno sexaginta solidos, et, si percusserit, puniatur in viginti quinque libris quocumque loco seu districtu Arelatis hoc fecerit. Et nomine districtus hic accipimus omnia castra et villas a communi vel pro communi detentatas, quia si percussor non habeat unde solvat, pugnum cum quo percusserit amittat.

Item, ille vero qui cum pugno vel palma percusserit, vel aliquem injuriose per capillos acceperit, secundum qualitatem persone injuriate in centum solidis vel infra ad arbitrium curie puniatur. Si vero homicidium fecerit et captus fuerit, vitam amittat. Si vero capi non poterit in perpetuali banno Arelatis ponatur, de quo non possit exire, et heres defuncti habeat bona homicide. Et si heres defuncti illa bona habere noluerit, statuimus quod illa bona destruhantur et singulis annis dissipentur.

21. — *De Campana quolibet sero pulsandâ.*

Item, ad terrorem infamium et pravorum statuimus ut quolibet sero signum quod pro villa expressatum est pulsetur; post cujus pulsationem si qua infamata persona vel de qua prava haberi debeat suspicio ire vel stare alicubi per Arelatem inveniatur cum lumine vel sine lumine, arbitrio curie puniatur; et subclavarius et executores et nuncii curie vigilent et custodiant civitatem et jurati sacramento teneantur dicere in crastinum nominatim omnes quos invenerint euntes post pulsationem campane qui videantur esse infames vel male casse subclavario vel notario curie, et ipse subclavarius vel notarius

eos scribere teneantur. Quod si aliquis de dictis custodibus aliquem celaverit, illum custodem vel custodes per totam Arelatem, ut solitum est, precipimus fustigari vel dare quemlibet centum solidos pro pena communi. Addentes quod neque consules Arelatis, neque curia, neque totum consilium possit in hoc presenti statuto aliquid innovare.

22. — *De Rapina et Furto.*

Item, insuper statuimus quod si aliquis rapinam vel furtum fecerit, quod furtum non habeat originem a contractu a viginti solidis superius, solvet pro primo furto seu rapina decem libras communi; si vero decem dictas libras solvere non poterit, amittat membrorum unum quod arbitrabunt consules Arelatis. Si vero pro secundo furto vel rapina quis deprehensus fuerit et convictus, solvat communi viginti quinque libras, aut corporaliter puniatur, secundum arbitrium consulum Arelatis, excepto si non foret latro publicus et infamis qui debeat puniri corporaliter ad furcas pendendo, vel alio modo arbitrio consulum Arelatis, salvo jure ejus cui furtum fecerit vel rapinam; et item intelligimus in auxiliante et consilium prebente et ob hoc non credat aliquis arctasse quin alias penas possint consules Arelatis infligere, si quas alias cognoverint infligendas secundum qualitatem personarum et furti quantitatem.

23. — *De Bannitis infamibus, Latronibus, Malefactoribus.*

Ad hoc ordinamus et volumus ut omnes banniti infames, et latrones et malefactores et homines male casse hinc ad diem dominicam exeant de Arelate et districtu totius Arelatis, ita quod toto tempore regiminis supra dicti in predicta non appareant civitate vel districtu, nisi medio tempore voluerint exire de banno et facere rationem eis pro quibus sunt in banno, et nisi idoneam prestiterint cautionem et securitatem consulibus Arelatis. Hic etiam nomine districtus accipimus omnia castra et villas communis Arelatis.

24. — *Ne quis hospitetur in domo sua furem vel latronem, etc.*

Item, statuimus ne quis scienter hospitetur in sua domo furem vel latronem nec hominem male casse, nec hereticum, nec valdensem; et si aliquis hoc fecerit, solvat pro pena communi qualibet vice centum solidos qui ex equo dividentur inter accusatorem et communc, accu-

satore nullo modo vel tempore celato. Verum si centum solidos solvere non poterit, arbitrio curie corporaliter puniatur.

25. — *De Pena blasphemantis Deum et Beatam Mariam.*

Cum contra homines factas blasphemias impunitas relinquere nolumus, nec debemus multo magis eos qui Deum vel ejus genitricem Mariam blasphemaverint, pene pecuniarie vel verberibus religiosissime subjungamus ; statuimus ergo quod si aliquis ludens ad aliquem ludum Deum vel ejus gloriosam genitricem Mariam vel etiam sanctum blasphemaverit vel verbis aliquam contumeliam intulerit, solvat communi pro pena viginti solidos pro qualibet vice qui ex equo dividentur inter accusatorem et commune, accusatore nullo modo vel tempore celato. Soli tamen accusatori quantum ad hoc credi volumus, adhibito tamen testimonio illius qui cum blasphematore lusisse dicetur vel alicujus ludo assistentis, et si dicto conlusoris vel ludo assistentis constiterit accusatum dixisse blasphemiam, puniatur, ut dictum est, in viginti solidos blasphemator, et si etiam videtur ejus odium unicus testis tantum et accusatoris dicto fides adhibeatur. Si vero blasphemus ille unde solvat non habuerit, ipsum tanquam latronem et infamem por totam Arelatem precipimus fustigari.

26. — *De Soquis et aliis lignis.*

Item, statuimus quod nullus qui locet operas suas defferre audeat de nemoribus vel vineis vel cepibus socam vel lignum aliquod ; et qui contra fecerit mercedem suam vel loquerium amittat, et sic illius qui locaverit operas suas.

Item statuimus quod nullus buscalator vel alius transiens per aquam vel per terram audeat de nemoribus vel vineis vel cepibus evellere seu etiam scindere socam vel radicem vivam vel mortuam, nisi de licencia Domini ; et si hoc fecerit in decem solidis puniatur, quorum medietas sit communis et alia accusantis ; et si pecuniam solvere non poterit, fustigetur.

27. — *De Cuniculis.*

Statuimus et ordinamus ne quis presumat capere vel venari cuniculum alienum sive suum sine licencia curie, a carniprivio usque ad festum Omnium-Sanctorum, nec ab illo festo in antea aliquis furetur vel venetur alienum cuniculum in deffensione aliena ; et si inventus

fuerit cuniculum cepisse vel rete extendisse in aliena deffensione, solvat pro pena communi centum solidos, ita scilicet : quod pro quolibet cuniculo capto vel rete vel panello extenso, vel cuniculo nondum capto, dicti centum solidi committantur, et si plures essent socii in dicta venatione vel captione non teneantur pro quolibet cuniculo, nisi in dictis centum solidis qui ex equo dividantur inter dictum accusatorem et commune, accusatore nullo modo vel tempore celato. Addente quod si quis dictam venationen vel captionem celaverit, in centum solidis puniatur, ex equo inter accusatorem et commune dividendis ; et si non habuerit unde solvat per consules Arelatis personaliter puniatur.

28. — *Quod nullus teneat vel deferat retia vel panellos.*

Item, statuimus quod nullus teneat vel deferat retia, vel panellos, vel furorem in Camargiis vel in aliis territoriis Arelatis, nisi habuerit propriam venationem vel quocumque teneatur venari, et hoc tantum modo quando venabuntur venationes ille, vel ibunt ad illas venandas vel redibunt ab illis venationibus, et non alio tempore ; et qui contra hoc fecerit vel fraudem huic statuto fecerit, in centum solidis puniatur.

29. — *De pelliparii.*

Item, statuimus quod omnes pelliparii totius Arelatis et ejus districtus, et eorum scolares, jurent singulis annis consulibus Arelatis vel ejus curie quod si aliquis vel aliqui vel alicui eorum attulerint cuniculos vel eorum pelles venales, vel causa aptandi pellem vel pelles cyrogryllorum captorum a carniprivio usque ad festum Omnium Sanctorum denuntient consulibus Arelatis vel judicibus curie personam vel personas que cuniculos vel vendere pelles voluerint, vel aptari; et qui contra fecerit in viginti solidis puniatur pro pelle vel cyrogryllo quolibet quorum medietas sit communis et alia accusantis; accusatore nullo modo vel tempore celato, quia quantum ad presens statutum accipimus pro districtu totum tenementum Arelatis, et castra et villas quas commune tenet in Camargiis tantum.

30. — *De falsatoribus cartularum.*

Super falsatoribus cartularum taliter statuimus quod si quis fecerit cartam falsam vel fieri fecerit vel scienter usus fuerit, amittat pugnum pro prima vice, vel dot communi centum libras Raymundenses; et nunquam postea possit exercere officium notarie in Arelate, vel aliquod aliud publicum officium. Si vero aliquis produxerit falsum testem scienter, arbitrio curie puniatur, et eodem modo puniatur ille testis. Addimus etiam quod Millarensis vel alia moneta in Arelate vel ejus tenemento ab aliquo Arelatis nec ab extraneo, nisi de voluntate et consensu domini archiepiscopi et consulum Arelatis (*recipiatur*); et qui contra fecerit vel facientem celaverit in centum libris Raymundensibus puniatur; et quod statim infra duos menses pena pecuniaria persolvatur a delinquente, vel corporaliter puniatur.

31. — *De Testibus.*

Item, statuimus quod testes non audiantur a parte que eos produxerit vel contra quam producentur, nec ab advocatis eorum, sed sigillatim et secreto audiantur, et inquirantur diligenter a judice, presente tabellione qui eorum dicta scribat et quibus partium que requiri voluerint a testibus scriptis reddat judici qui audiet ipsos testes vel notario qui scribet dicta eorum. Et hoc volumus obtinere in omnibus curiis Arelatis, et etiam in arbitriis et omnibus accusationibus injuriarum. Et si forte testes presentes non fuerint et absentes in locis aliis curie, curia dirigat litteras domino seu rectori loci illius in quo testes erunt, rogans quod diligenter et fideliter recipiat et inquirat depositiones testium et in scriptis dirigat et clausas et certo sigillo sigillatos judici curie tantum transmittat; et hec locum habuerint cum nulla partium petierit ipsam ire ad testes audiendos. Si vero aliqua partium petierit quod judex eat ad aliquem locum extra civitatem Arelatis et ejus districtum, pars petens expensas faciat judici et sociis suis necessarias.

32. — *De Pastoribus qui ignem miserint in cravo.*

Item, statuimus quod quicumque qui pastorem conductitium vel alterius modi habebit, faciat ipsum jurare in curia quod non mittat ignem in cravo ad garrigas et pasturas comburendas. Et quicumque pastor vel dominus convictus fuerit ignem misisse vel fecisse mitti in cravo unde garriga combusta fuerit aliqua vel alia pastura, sive ignem

in garriga miserit vel alibi in cravo, solvat communi pro pena viginti quinque libras que ex equo dividantur inter accusatorem et commune, accusatore nullo modo vel tempore celato. Si unde solvat non habuerit, amittat pugnum, salvo jure suo nihilominus querelanti: addentes quod curia Arelatis ter in anno faciat preconisari per Arelatem quod nullus mittat ignem in locis prohibitis sub pena predicta; addentes etiam quod nemo mittat ignem in stipulis cujuscumque loci districtus Arelatis a festo Pentecostes usque ad medium Augustum; et qui contra fecerit in dictis viginti quinque libris puniatur.

33. — *De Banno hominum et bestiarum.*

De dampnis datis vineis seu ortis vel clausuris vel pratis seu boscis, taliter statuimus et ordinamus, videlicet quod si quis intraverit alterius vineam, solvat communi cujuscumque uve quam apportaverit vel de vite removerit duodecim denarios de die, vel duos solidos de nocte, et insuper dampnum datum in duplum emendare illi cui fecerit, teneatur. Eam autem vineam non intelligimus alienam in quo quis habeat partem fructuum vinee nomine senhorie, vel de qua sit facherius. Si vero dampnum fecerit aliquis, sive dederit in bladis dum sunt in herba et sine spica, solvat pro qualibet vice qua inventus fuerit dampnum dare, duodecim denarios, et pro qualibet fasce duos solidos; et pro qualibet bestia inventa in pratis seu bladis custoditis, scilicet pro quolibet bove vel vaca ubi fuerint dampno duodecim denarios, et pro qualibet fasce bladi quam inde abstulerint quinque solidos. Si vero fuerint in spica, viginti solidos; et si quis dampnum dederit in pratis, solvat communi pro qualibet fasce duos solidos, et pro qualibet bestia inventa in pratis seu bladis custoditis, scilicet pro quolibet bove vel vaca, nisi fuerint transitoria vel alienata, equo vel equa, mulo vel mula, asino vel asina, sex denarios de die, et de nocte duodecim denarios, et pro quolibet porco duos denarios; et pro capra seu irco, vel ove, vel mutone unum denarium, et insuper dampnum emendare ei cui factum fuerit in duplum teneatur.

Et hoc idem ordinamus de dampno dato in ortis et clausuris; addentes quod mercenarii qui bestias custodiunt vel custodire tenentur, solvant bannum, et dampnum emendent, ut dictum est. Domini vero bestiarum quibus ignorantibus dampnum datum est in nullo teneantur, nisi quod dampnum restituatur in simplum tantum cum dampno passo, si mercenarii non sunt solidarii.

Si vero dampnum fuerit in boscis, statuimus et ordinamus ut ille qui dampnum dederit, seu erradicaverit plansones vel arbores fructiferas, seu etiam latam de cepibus evulserit, solvat pro unaquaque planta custodita de arbore decem solidos, et illi cui dampnum datum fuerit quinque solidos, aut fustigetur per civitatem; et pro qualibet fasce lignorum tres solidos; et pro qualibet bestia onerata quinque solidos, et pro qualibet lata de cepibus avulsa duodecim denarios; et insuper dampnum emendare teneatur illi cui factum fuerit; volentes et statuentes ut predicte pene ex equo dividantur inter accusatorem et commune; accusatore nullo modo vel tempore celato; et quod curia teneatur revelare accusatorem ei qui fuerit accusatus. Addentes quod bajulo bannerio, vel dampnum passo, vel alii cuicumque, si tamen venerit cum dampnum passo vel voluntate illius ad conquirendum vel ad denuntiandum credatur usque ad summam viginti solidorum, et a viginti solidis superius nullo modo credatur.

34. — *De Banno ortorum et vinearum.*

Item, statuimus quod quicumque inventus fuerit in ortis vel vineis alienis colligere ficus vel comedere sine licentia domini vel ortolani, vel bannerii, solvat communi duodecim denarios de die, et de nocte duos solidos, et pro quolibet panerio vel canastello quinque solidos; et hoc volumus observari a principio mensis Augusti usque ad festum Omnium Sanctorum; et custodes ortorum vel vinearum teneantur revelare curie, juramento quod fecerint curie Arelatis, quoscumque invenerint in ortis vel vineis, ut dictum est; nihilominus remanente in suo vigore superiore statuto de racemis.

35. — *De deffensionibus pasturarum, nemorum*, etc.

Item, statuimus quod quilibet qui fuerit inventus in deffensionibus suis bladi vel vinearum vel pasturarum vel nemorum vel pratorum que consueverunt deffendi, quilibet Arelatis dominus deffensionis vel familia illius possit pignorare, et ad curiam pignora mittere teneatur infra octo dies; et si ille qui inventus erit dampnum dare deffendet pignora, duplet penam, scilicet dampni dati; et quod pignoratori credatur suo juramento si dampnum non excedat summam viginti solidorum; et si ille qui pignoraverit vim injuriosam fecerit pignorato, amittat pignorator jus quod ex illo dampno consequi posset, et arbitrio

curie puniatur, et pro injuria vel violentia salvum sit jus injuriam passo si voluerit querelari.

36. — *De Malleolis.*

Item, statuimus quod nullus audeat colligere malleolos in aliqua vinea, nisi de voluntate et expresso mandato illius cujus erit vinea; et qui contra fecerit in viginti solidis puniatur pro qualibet vice, quorum medietas sit communis et alia accusantis; accusatore nullo modo et tempore celato: curia tamen teneatur revelare accusantem illi qui fuerit dampnum passus.

37. — *De Banno bestiarum.*

Item, statuimus quod pro quolibet bove, vaca, equa et roncino, asino et asina, mulo et mula qui intraverint in vineam alienam, collecta vindemia vel non collecta, vel boscum alienum, dent pro banno communi sex denarios de die, et de nocte duodecim denarios; et pro quolibet porco et porca, ove seu mutone, hirco et capra dentur duo denarii de die, et de nocte quatuor denarii quorum medietas sit communis et alia accusantis, accusatore nullo modo et tempore celato. Addentes quod nullus accusator possit aliquem accusare de talibus deffensionibus nisi de voluntate expressa domini cui fuerit tala facta.

38. — *De Advocatis.*

Item, statuimus quod advocati habeant tantum quantum convenerit cum clientulis suis; et aliquis civis vel habitans in Arelate pro extraneo non sit contra civem in guerra infra Arelatem vel districtum Arelatis.

Addentes quod nulla domus religiosa possit habere nisi unum advocatum in tota una eadem causa contra civem Arelatis, preter domum domini archiepiscopi et canonicorum Arelatis. Addentes in hoc statuto quod nullus advocatus in causa appellationis advocet contra illum pro quo appellaverit in causa principali, si de uno per eumdem eadem suscitaretur.

39. — *De Instrumentis et libellis mutui vel debiti.*

Item, statuimus quod instrumento mutui vel debiti cujuscumque pro quo creditor pignus non tenet, fides non habeatur post tres annos

a die solutionis faciende numerandos, nisi nova recognitio in scriptis vel coram testibus post diem solutionis faciende facta esse probaretur vel querimoniam coram judicibus, vel nisi debitor toto triennio continuo et completo abfuisset. Et idem intelligimus de libellis; addentes huic statuto quod quilibet creditor, facta sibi solutione debiti, teneatur restituere instrumentum seu libellum illius debiti incontinenti postquam fuerit solutio sibi facta, et debitor petierit sibi restitui instrumentum vel libellum coram testibus. Si vero dictus creditor juraverit se non posse habere illud instrumentum vel libellum, quod ipse teneatur facere instrumentum expensis propriis suis de solutione sibi facta, et qui contra fecerit puniatur in duobus solidis pro qualibet libra quantitatis debiti illius. Addentes quod si debitor vel creditor predicto toto tempore triennii abesse contingerit, non obsit eis circulum seu fluxum dicti triennii.

40. — *De appensis et impedimentis viarum.*

Item, statuimus quod tres boni viri constituantur a curia, arbitrio quorum removeantur appensa sive pendentia super viis publicis que obesse possint transeuntibus arma portantibus vel non, et illi qui appensum habebunt super viis publicis, ut dictum est, ad mandatum trium virorum predictorum a curia constitutorum factum, in presentia judicis, presente illo qui appensum habebit, si infra octo dies non removerint, solvant pro pena communi decem solidos, et nihilominus removere cogantur. Statuentes etiam quod arbitrio et cognitioni eorumdem vie in Arelate reficiantur; ita quod predicti tres vias novas non possint dare vel assignare, impedimenta viarum removeantur infra civitatem Arelatis et extra, ita ut commode et sine impedimento homines et jumenta per eas ire possint.

Et arbores et alia impedimenta teneantur dicti tres arbitri Arelatis cognoscere, et mandare in curia, presente judice, et quibus mandabuntur impedimenta removeri infra mensem computandum a die qua fuerint constituti. Quod si non fecerint, puniatur quilibet in decem solidis, et similiter qui ad mandatum vel cognitionem eorum, ut supra dictum est, non removerint impedimenta, infra octo dies a die mandati computandas, in decem solidis puniantur, quorum medietas omnium sit communis et alia accusantis, accusatore nullo modo vel tempore celato. Addentes quod cuilibet dictorum trium virorum dentur a communi duo solidi pro salario, qualibet die occasione dicti officii

extra civitatem fuerint; et aquarii non fiant super terram in via publica, et si facti fuerint removeantur, et sub terra fluant; et hoc sub pena predicta volumus observari.

Addentes quod vallati qui in directum vadunt seu protendunt in Rodanum, claudantur infra mensem, a parte Rodani, tali modo quod clausura sit unius cane ad minus in altum, ne, Rodano excressente, detur dampnum vicinis vel viis publicis et caminis; et hoc sub pena viginti solidorum ex quo denunciatum fuerit curie; et idem dicimus de omnibus vallatis paludum que protenduntur usque ad viam publicam preter robinas.

41. — *De Scobillis.*

Item, statuimus quod nec scobille nec aliqua turpia vel immunda, nec etiam cacaferrum, nec cineres fabrorum nec alterius projiciantur in carreriis de die vel de nocte, punientes in quinque solidis pro qualibet vice habitatorem domus illius qua projecta fuerint supra dicta. Addentes quod si aliquis vel aliqua cacaverit in carreria, pro qualibet vice in quinque solidis puniatur, quorum medietas sit communis et alia accusantis, accusatore nullo modo vel tempore celato. Accusatoris vero super premissis accusationibus credi volumus juramento. A pena autem supradicta excipimus infantes minores septem annis; et quod consules Arelatis faciant preconisari in initio sui reginiinis per totam civitatem ea que continentur in statuto presenti.

42. — *De Macellis.*

Item, statuimus quod carnes butate vel mortue vel vulnerate aptate in Arelatem non vendantur in macello; et idem dicimus de porco leproso et aliis animalibus infirmis. Volumus tamen quod vendi possint in locis remotis a macello secundum arbitrium clavariorum; et qui contra fecerint in viginti solidis puniantur; et idem statuimus in eo qui vendiderit christianis carnes interfectas vel macellatas a judeis; et quod nullus judeus ausus sit occidere aliquod animal in domo christianorum; et hoc sub eadem pena viginti solidorum precipimus observari.

43. — *De Macellariis.*

Item, statuimus quod si quesitum fuerit ab aliquo macellario cujus modi carnes sint quas tenet venales, super hoc teneatur dicere veri-

tatem; quod si non fecerit vel dixerit, et carnes alteras pro aliis vendiderit, amittat carnes venditas et sint emptoris, et emptori pretio restituto, nihilominus solvat pro pena communi decem solidos pro qualibet vice. Addentes quod macellarii omnes jurent semel in anno super premissis dicere veritatem, et quod tres macellarii statuantur qui teneantur sacramento clavariis communis nuntiare quem super premissis invenerint seu perceperint delinquentem.

44. — *De Carnibus salsatis.*

Item, statuimus quod carnes salsate porcorum vendantur ad libram et ad pondus quintalli. Et qui contra fecerit in decem solidis puniatur, et preterea carnes venditas amittat.

45. — *De Fumo herbarum.*

Item, statuimus quod trossi vel alie ortorum herbe infra Arelatem nullo modo crementur nec extra, nisi tali loco et tempore quod fumus non possit intrare civitatem, et qui contra fecerit viginti solidos det communi.

46. — *De Fimo et Sterquilinio.*

Item, statuimus quod fimus vel sterquilinium coactum non apponatur nec appositum immittatur in aliqua via publica seu privata vel vicinali, nec in fossato communis, nec in Crotia, nec in eadem Crotia fiant; et quicumque invenerit in Crotia aliquem fodientem, possit ipsum sua auctoritate pignorare, et teneatur pignora apportare curie ipsa die, vel curie nunciare. Et idem intelligimus de omnibus viis publicis que sunt infra Arelatem vel extra. Et qui contra fecerit solvat viginti solidos communi, et cuilibet volenti fimum accipere, fimum concedimus, et supra dicte pene medietas sit accusantis seu pignorantis et alia medietas sit communis. Addentes quod porci non pascant in Crotia, et pro quibuscumque porcis qui custodem habebunt pascentibus in Crotia, dentur communi sex denarii pro pena, quorum medietas sit communis et alia accusantis, accusatore nullo modo vel tempore celato. Statuentes etiam quod nullus audeat rumpere rupem Crotie, et qui contra fecerit pro qualibet vice in centum solidis puniatur.

47. — *De Portali de Aura.*

Item, statuimus quod nullus audeat projicere fimum vel scobillas vel aliquas sordes juxta portale de Aura, nec a portali usque ad traversiam Sancte Eulalie nec etiam in fossato; et idem dicimus de aliis portalibus et fossatis Arelatis, preter portalia que sunt in riparia Rodani. Et qui contra fecerit in quinque solidis puniatur qui dividantur inter accusatorem et commune, accusatore nullo modo vel tempore celato, et fimum qui modo est in loco vel locis predictis, possit quilibet auctoritate sua apportare sine contradictione alicujus.

48. — *De Cloacis.*

Item, statuimus quod cloacas nullus habeat super Rodanum nec in fronteria, et si que ibi sunt removeantur et foramina illarum cloacarum que sunt parietibus claudantur cum calce et arena et lapidibus; et hec fiant infra octo dies post preconisationem. Et qui contra hoc statutum fecerit vel statuto non obedierit penam viginti solidorum sustineat.

49. — *De Meretricibus.*

Item, statuimus quod nulla meretrix publica vel leno audeat morari in Arelate in carreria proborum hominum, et si forte invenirentur in dictis locis, quod quilibet illius contrate vel vicinie habeat potestatem expellendi de vicinia, sua auctoritate, et sine pena et contradictione curie.

50. — *De Velo et Plechio.*

Item, statuimus quod si quis dimiserit uxorem suam et tenebit publice meretricem, expellatur de Arelate; et si que mulier dimiserit virum suum et adherebit publice alicui alii viro, similiter expellatur de Arelate. Addimus etiam quod nulla meretrix tanquam vidua sit ausa portare plechium vel velum in capite; quod si fecerit quelibet proba mulier habeat potestatem aufferendi sine pena.

51. — *De Tricharia.*

Item, statuimus quod tricharia non fiat seu teneatur in Arelate de nocte; et qui contrarium fecerit pro qualibet vice in viginti solidis puniatur.

52. — *De Tabernis et ludentibus in ipsis.*

Item, statuimus quod nullus audeat ludere in tabernis post pulsationem campane communis, et si contra predicta aliquis fecerit in decem solidis puniatur pro qualibet vice, quorum medietas sit communis et alia accusantis, accusatore nullo modo et tempore celato. Similiter et tabernarii qui eos receperint post pulsationem campane in tabernis, in viginti solidis puniantur, quorum medietas sit communis et alia accusantis, accusatore nullo modo vel tempore celato. Quod si non haberent unde solverent, fustigentur.

53. — *De Sartoribus.*

Item, statuimus quod sartores accipiant pro corduris vestium sine fresso et neca factorum infra scripta, scilicet: pro capa cum pellibus tres solidos. Si autem dominus voluerit facere bastari capam, habeat sartor duos solidos tantum pro capa, et pro mantello hominis cum pellibus octodecim denarios; et si dominus voluerit facere bastari mantellam, habeat sartor pro mantello novem denarios, et de samartha cum chioto vel sine chioto duos solidos; et si dominus voluerit bastari facere samartham, habeat sartor duodecim denarios, et super cotis cum chioto octodecim denarios; et si dominus voluerit facere bastari super cotam, habeat sartor novem denarios, et pro pellicia hominis cooperta duos solidos; et si dominus fecerit eam bastare habeat sartor duodecim denarios; et pro pallio cum cendato et tunica mulieris tres solidos, scilicet duodecim denarios pro tunica et pro pallio duos solidos; et pro caligis coloris quinque denarios, et pro aliis caligis quatuor denarios; et pro fustannitis hominum octo denarios; et pro carnagligiis duos solidos; et si dominus vel domina voluerit eam facere bastari habeat sartor duodecim denarios; et pro pallio et tunica domine cum pellibus cyrogryllorum tres solidos; et si dominus vel domina voluerit facere bastari illud habeat sartor duodecim denarios pro mantello, et duodecim denarios pro tunica; et pro capa blava cum manicis duos solidos, et pro capa sine manicis duodecim denorios; et de omnibus capis aliis cum manicis sexdecim denarios; et pro capis traversariis nuntiorum et sine manicis octo denarios.

Et qui contra hoc fecerit in quinquaginta solidis puniatur, quorum

medietas sit communis et alia accusantis; et id quod acceperit ultra formam debitam illi a quo extorserit restituere teneatur in duplum, et quilibet sartor teneatur singulis annis jurare quod consulet ementes pannos ad se venientes fideliter, et pro eis accipiat fideliter, nec patiatur emptorem decipi quantum sibi possibile erit in quantitate vel qualitate panni, vel draperii decipiant emptores pannorum in qualitate panni, vendentes pannos unius terre pro altera; et qui contrarium fecerit in centum solidis puniatur.

Addentes quod omnes draperii jurenti quolibet anno semel curie dicere veritatem de qua draperia vel ejus modi fuerint panne ille que ipsi vendiderint, si fuerint inquisiti. Et sartores jurent quod curie nunciabunt si perceperint sartores aliquid furari de vestibus; et qui furatus fuerit in centum solidis puniatur pro quolibet furto, restituto dampno in quadruplum furtum passo, quorum medietas s t communis et alia medietas accusantis, accusatore nullo modo vel tempore celato.

54. — *De draperiis.*

Item, statuimus quod draperii non sint ausi prohibere aliquem sartorem recipere pannos in operatoriis suis causa emendi pro aliquo; et qui contra fecerit in centum solidis puniatur.

55. — *De calcatura equarum.*

Item, statuimus quod pro calcatura equarum detur vicesima pars, et possint eque pascere in quibuslibet pasturis, preterquam in pasturis bovum; et eque que calcaverint ordeum teneantur calcare annonam et cujuslibet generis bladi; et eque que paverint tempore yemis in territorio Arelatis compellantur calcare bladum Arelatis, vel dominus bailie det pro qualibet equa extranea viginti solidos, quorum medietas sit communis et alia accusantis. Et volumus quod quilibet dominus bailie et pastores ejusdem teneantur jurare curie de equabus extraneis revelandis usque ad festum Sancti Ylarii. Addentes ut vicesimam partem accipiant tantum, ut dictum est, et nihil accipiant de decima messorum, nec possint aliud habere occasione pulveragii, et quod non possint calcare ad assinum, et quod nullus custos equarum sit ausus ducere equas ad calcandum extra territorium Arelatis, nisi proprium bladum domini vel dominorum equarum, et calcato blado proprio revertantur in territorio Arelatis; primo tamen juramento prestato consulibus Arelatis vel alicui judicum Arelatis ab eo cujus

eque erunt, quod bladum aliud non calcabunt nisi proprium domini vel dominorum illarum equarum; et qui contra hoc fecerit in quinquaginta solidis puniatur pro qualibet calcatura quas eque fecerint extra territorium Arelatis, quorum medietas sit communis et alia accusantis, accusatore nullo modo vel tempore celato.

56. — *De equabus extraneis.*

Item, statuimus quod curia eligat tres viros qui diligenter inquirant si alique eque extrance steterint in yeme in territorio Arelatis, et qui exigant pro qualibet equa extraneorum viginti solidos, nisi steterint ad calcandum bladum Arelatis; et hoc fiat usque ad festum Sancti Ylarii.

57. — *De molitura.*

Item, statuimus quod molitura detur molendinis aure vicesima pars et molendinis aque tricesima pars, et pro hac parte teneantur cujuslibet generis bladi molere bladum; et bladum primum apportatum cujuscumque generis molendinarius prius molere teneatur. Quod si non fecerit in viginti solidis puniatur; et si molendinarii portaverint mollegiam, habeant pro singulis saumatis portandis et reportandis duos denarios. Statuentes quod molendinarii molendinorum aque tenementi Arelatis habeant mensuram ferro communis signatam que faciat tricesimam partem sextarii cum qua recipiant molituram; et molendinarii molendinorum aure habeant similiter mensuram ferro communis signatam que faciat vicesimam partem sextarii cum qua recipiant molituram; et in omnibus molendinis tam aure quam aque molendinarii teneantur molere bladum tam ponderatum quam non ponderatum: et qui contra fecerit in viginti solidis puniatur.

Addentes quod portitores bladi molendinorum aque et molendinarii molendinorum aure puniantur in duplo ejus quod minus invenietur in farina, quod solvatur infra triduum ex quo farina venerit, et in restitutione farine detrahatur pondus sacci arbitrio ponderatoris.

58. — *De Furneriis.*

Item, statuimus quod furnerii accipiant vicesimam quintam partem pro forneria et postagia panum quos coquent, et illam accipiant in domo illorum quorum erunt panes, et quod teneantur ad furnum portare panem et inde reportare ad domum dominorum panis cum

tabulis propriis furnorum; et quod furnerii teneantur coquere panem civium Arelatis qui coquere voluerint, et quod non accipiant de fogaciis nec de caseatis, nisi diebus sabatinis quadragesime et in pascha; de oblationibus vero nihil accipiant, et hoc teneantur jurare quolibet anno furnerii et posterii; et qui contrarium fecerit viginti solidos det communi pro pena, quotiescumque fecerit contra illud.

59. — *De Furneriis et domibus eorum.*

Item, statuimus quod quilibet qui furnum habet faciat sibi furnellum de lapidibus, et teneatur ipsum et domos ipsius furni cooperire de tegulis vel terracio, et nullus audeat habere furnum neque furnerii domos cohopertas de sagnà; et consules Arelatis teneantur compellere dominos furnorum secundum formam supra dictam infra tempus sui regiminis.

60. — *De Consulibus.*

Item, statuimus quod duodecim consules sint in Arelate per annum, et dum extiterint consules agere et conveniri possint in causis pecunialibus sub judicibus Arelatis; et unusquisque consulum habeat pro salario trecentos solidos Ray. Et quod teneantur habere bonam et competentem equitaturam, et quod infra quinquennium dicti consules non possint creari iterum consules. Et quod electio consulum fiat die martis primo post Pascha. Si vero non tenerent predictam equitaturam per totum annum, perdant salarium statutum. Et quod pro condempnationibus faciendis intersint tres consules cum judicibus curie; et quod condempnationes fiant quater in anno de tribus in tribus mensibus; et quod tres ex ipsis teneantur per octo dies, nocte dieque, esse in curia et reddere jura; et de octo in octo diebus dicti tres consules mutentur in curia, aliis tribus ex ipsis consulibus subrogatis. Et clavarii non intersint condempnationibus faciendis, nec condempnetur aliquis nisi primo de delicto seu commisso fuerit curie legitime facta fides per confessionem vel per ydoneos testes.

61. — *De electoribus consulum.*

Item, statuimus quod nemo elector consulum consul esse possit ejus anni quo elector steterit.

62. — *De judicibus et tempore feriarum.*

Item, statuimus quod judices sint assidue in curia sedentes pro tribunali et rationem tenentes omni die et horis debitis, exceptis diebus dominicis et festis beate Marie et apostolorum et sancti Michaelis et aliis festis colentibus, nisi consulibus visum fuerit expedire, et incipiant facere ferias pro natali Domini in vigilia beati Thome apostoli, et extendantur usque ad festum apparitionis Domini. Similiter ferie pro Pascha durent a vigilia dominice in Ramis palmarum usque ad octabas Pasche; et pro ascenscione Domini per duos dies, scilicet vigiliam et festum; et per Pentecosten faciant ferias tribus diebus tantum. Et tempore messium fiant ferie per quinque septimanas; et tempore vindemiarum per mensem tantum.

63. — *De judicibus.*

Item, statuimus quod quilibet judex curie teneatur sacramento quod fecerit fideliter procurare omne commodum Arelatis et inquirere pro posse suo et instrumenta omnia ad commune pertinentia studiose perquirere; et si opus fuerit dictare, et nihil possint inde accipere occasione predicta; et tam tabellio consulum quam alii qui in curia fuerint non audeant aliquid accipere nomine vel occasione alicujus carte vel scripture pro communi facte, nihil omnino exigant vel accipiant, sed teneantur tam condempnationes quam alias scripturas communi necessarias gratis scribere.

64. — *De notariis curie.*

Item, statuimus quod commune habeat quinque notarios, cives Arelatis, qui sint in curia per totum annum continuum, duo cum consulibus et duo cum judicibus, et quintus cum clavario, et scribant acta omnia, et dentur singulis eorum pro salario trecenti solidi.

65. — *De notariis.*

Item, statuimus ut notarii faciant cartas in forma publica, et habeant notarii sive percipiant de instrumentis quorumcumque contractuum duodecim denarios; et de ceteris que fient in Arelate percipiant notarii quinque solidos et teneantur ire cum quolibet sine dilatu ad

faciendum testamentum, et de translatis testamentorum percipiant notarii tres solidos. De nota autem percipiant sex denarios, et si notarii faciant ex illa nota cartam secundum publicam formam percipiant alios sex denarios, et de instrumentis que fient de alienationibus rerum minorum, quia maximus labor est, percipiant notarii tres solidos, et in initio regiminis fiant nova cartularia. Addentes quod quilibet notarius teneatur facere instrumentum in forma publica infra mensem absolutione facta totius pretii numerandum, prout superius est expressum, quod dari debeat pro singulis instrumentis. Et quod teneatur quilibet notarius querere notas in propriis cartulariis sine aliqua prestatione pecunie, vel instrumenta si inde fuerint confecta statim, si poterit, vel infra octo dies. Et qui contra fecerit in viginti solidis puniatur quorum medietas sit communis et alia accusantis. Verum si dissensio esset inter notarium et illum cujus est instrumentum de solutione pretii carte, credatur notarii juramento. Volentes etiam quod teneatur quilibet notarius integram instrumenti notam facere et scribere presentibus partibus, nisi de consensu partium rigor hujus statuti remitteretur. Et si forte partes dissentirent ut sic nota impediretur fieri, solvat notario qui eum vocaverit sex denarios. Et quilibet notarius qui habet cartularium alicujus defuncti notarii, quod et super scriptis qui notarius Arelatis desiit esse possit et teneatur de cartulario defuncti vel ejus qui desiit esse tabellio cartam secundum formam note quam in predicto cartulario inveniet ad mandatum curie in formam publicam scribere et cartam facere teneatur de mandato curie per notarium publicum Arelatis secundum formam note invente in cartulario notarii defuncti, et qui aliter desiit esse notarius, secundum quod usitatum est in Arelate fieri; et instrumenta perpetuam habeant firmitatem, ac si notarius qui cartam fecerit interfuisset contractui vel rei geste. Et pro querenda vel invenienda nota, dentur ipsi tabellioni ab eo cui fiet carta quinque solidi; et pro facienda carta, si inventa fuerit nota, duo solidi. Et si forte tabellio negligenter quesivisse notam posset redargui, in viginti solidis puniatur.

66. — *De Salario notarii qui extra Arelatem vadit.*

Item, statuimus quod cuilibet notario qui ducetur extra Arelatem per aliquem civem Arelatis, et moram fecerit per unam diem vel plures, dentur eidem pro singulis diebus quinque solidi pro itinere, et quod faciat ei necessaria tam in victu quam in equitatura ille qui

eum ducet, et preterea habeat pro instrumento vel instrumentis id quod statutum est dari, sicut superius continetur.

67. — *De hiis qui erunt notarii.*

Item, statuimus de notariis quod ita fiat sicut olim obtentum est.

68. — *Quod Consules vel Curiales non compellant aliquem ad commodandum equitaturam.*

Item, statuimus quod consules Arelatis vel aliquis Curialis non possit compellere civem aliquem ad commodandum ipsi, vel alicui de familia sua, vel de curia, vel etiam alicui alii equm vel aliquam equitaturam; et quod nec consules Arelatis nec aliquis de curia possit licenciare aliquem civem ab exercitu sive cavalcata, si oportet commune ire in exercitu sive cavalcata, propter equm vel aliquam equitaturam qui vel que commodata essent consulibus Arelatis vel alicui alii, salvo statuto de illis qui tenent equitaturas ad locandum.

69. — *Quod Consules vel Curiales non compellant aliquem ad differendum debitum.*

Item, statuimus quod consules Arelatis vel aliquis Curialis non possit compellere aliquem creditorem communis ad differendum debitum ultra terminum solutionis; et quod quilibet creditor communis possit compellere illos qui ei fuerint quoquo modo pro communi obligati, curiales vel alios, sicut posset quemlibet alium privatum debitorem, sine contradictione curie et consulum Arelatis.

70. — *Quod Consules non accomodent arma communis.*

Item, statuimus quod consules Arelatis qui pro tempore fuerint in Arelate non possint accomodare cohoperturas nec balistas, nec alia arma communis, nisi tempore guerre; et tunc etiam nisi civibus et pro utilitate communis, recepta tamen ab illis de restituenda ydonea cautione, et quod consules qui tempore fuerunt nihil possint dare alicui de rebus vel de pecunia communis, sine voluntate et assensu consilii ad sonum campane advocati.

71. — *De Dextratoribus terrarum et vinearum.*

Item, statuimus quod dextratores terrarum et vinearum habeant duos solidos pro singulis diebus quibus dextrabunt, et pro dictis duobus solidis teneantur dextrare per totum districtum Arelatis, et indifferenter sine delectu personarum. Et si plus accipient, puniantur in decem solidos pro qualibet vice.

72. — *De Electione subclavarii.*

Item, statuimus et volumus quod clavarii eligant subclavarium, et subclavarius teneatur reddere rationem clavariis, semel, singulis septimanis, in scriptis, de habitis et expensis.

73. — *De Clavariis.*

Item, statuimus quod clavarii accipiant omnes condempnationes, et satisfaciant creditoribus communis. Addentes quod nullus possit accusare sine voluntate et licentia domini cui fiet dampnum seu tala.

74. — *De Ponderibus et mensuris.*

Item, statuimus quod commune habeat pondera cuprea, scilicet libram et a libra inferius, cum quibus legitimentur omnia pondera que erunt in Arelate, et omnia pondera tam communis quam cujuslibet privati signentur signo communis.

Item, statuimus quod omnes libre et alia pondera nummulariorum, speciatorum, merceriorum, quater in anno recognoscantur per clavarios. Et si falsum pondus aliquis inventus fuerit habere, in viginti solidis puniatur. Et idem intelligimus de balanciis, salvo jure domini archiepiscopi quod habet in ponderibus.

Item, qui vendiderit vinum in Arelate teneatur habere medium scandalium et quartanum scandalii, quibus tenentur vendere emere volentibus vinum suum.

75. — *De Judicibus. Quod nihil habeant de judicatura causarum.*

Item, statuimus quod de judicatura causarum inceptarum in curia Arelatis sive infra Arelatem sive in districtu Arelatis, quocumque modo sive occasione terminentur, nihil habeant judices curie, sed quicquid habebitur occasione causarum inceptarum in curia Arelatis

et ejus districtu, sive ibi terminentur judiciali sententia, sive non, totum habeat commune: et aliquis tabellio curie de aliquo quod scribat in cartulario nihil habeat. Et qui contra hoc fecerit in viginti solidis puniatur; nec accipiat aliquid de litteris cereo sigillo sigillatis que pro necessitate vel utilitate alicujus civis extra civitatem mittentur; sed ab extraneis moderatam accipiat satisfactionem. Et qui litteras petierit habeat ceram cum qua sigillentur.

Addentes quod quilibet tabellio curie a quo petite fuerint littere ob causam predictam teneatur eas facere et restituere ea die vel crastina sub pena decem solidorum, vel etiam eadem si multum intersit petentis. Et pro singulis possessionibus, confessionibus et testium depositionibus translatandis, habeat notarius singulos denarios tantum, et pro hiis teneatur reddere omnia supra dicta partibus exigentibus. Et notarius qui contrarium fecerit in decem solidis puniatur, et id quod superfluum exigerit ab aliquo restituere in duplum illi a quo exigerit teneatur: et id servari volumus in omnibus curiis, judiciis et arbitriis que fient in Arelate.

76. — *De Salario nuntiorum.*

Item, statuimus quod curialis, sive miles, sive tabellio, vel clavarius, vel subclavarius, vel etiam apparitor, pro aliquo viagio quod fecerit pro communi vel aliquo cive singulari, nihil habeat preter illud quod percipere debet a communi, pro victu et mercede equitature. Si vero contigerit et apparitorem ultra unam dietam ire, percipiat a communi duodecim denarios pro una quaque dieta, tam pro victu quam pro mercede. Et consules Arelatis teneantur mittere apparitorem curie pro quolibet cive Arelatis, quando necesse fuerit, expensis illius pro quo mittetur, et habeat nuncius duodecim denarios tantum, ut dictum est superius, pro dieta.

77. — *De Embayssatoribus.*

Item, statuimus ut embayssatoribus, qui pro negotiis communis ierint per provincias, ab Arausica et ab Aquis et a Marcilia et a Montepessulano infra, possint ducere duas equitaturas tantum et in eisdem locis dentur singulis embayssatoribus pro qualibet bestia, singulis diebus, quatuor solidi tam pro victu quam mercede equitature, et hoc addito quod si in loco pernoctaverint, ubi currant melgorienses vel regales, dentur eis quatuor solidi monete currentis in loco ubi per-

noctabunt, pro singulis bestiis, in die vel diebus quibus ibi perno cta verint; et nullus possit habere ultra duas equitaturas; et hoc intelligimus si extra Arelatem pernoctaverint. Verum si eodem die in Arelatem redierint, octodecim denarios Ray. habeant tantum pro qualibet equitatura.

Statuimus etiam quod notarius qui cum embayssatoribus mittetur in viagio possit habere duas equitaturas tantum; et quilibet Arelatis qui tenebit equitaturas ad locandum non recipiat ab embayssatoribus per diem nisi octodecim denarios pro victura, et pro tali mercede teneatur dare equitaturam suam. Et si equitature morirentur in viagio vel morbo viciarentur, illud dampnum restituatur arbitrio communis. Illi vero qui habebunt equitaturam ad locandum, puniantur in decem solidis, si secundum predictam summam non dimiserint equitaturam embayssatoris; et volumus quod predictum salarium detur illis tantum qui habebunt mandatum eundi a curia Arelatis. Et si clavarius vel clavarii, qui tenentur vel tenetur ad expensas prestandas, embayssatoribus, plus quod expressum est, dederint vel dederit, in quinquaginta solidis puniantur.

Addentes quod consules teneantur satisfacere de communi embayssatoribus, antequam eant in embayssatoria, secundum quod statutum est, et secundum quod arbitrati fuerint, quantum debeant ipsi embayssatores morari in ipsa embayssatoria. Et si starent ultra quod ipsi arbitrarentur, quod illud quod réstaret, ut dictum est, ad solvendum teneantur consules Arelatis, in redditu ipsorum, eodem die vel crastina, facere solvi a clavariis, ut dictum est, per singulos dies.

78. — *De embayssatoribus per aquam missis.*

Item, statuimus quod quotiescumque embayssatores destinati fuerint per aquam, eligatur a clavariis vir bone fame cui tradentur expense quas facturi erunt embayssatores, qui jurabit quod fideliter procuret eos in victu et cum mensura; et quod nihil det de pecunia vel communis ipsis embayssatoribus vel aliis, et qui contrarium fecerit in mille solidis puniatur.

79. — *De castris et villis communis.*

Item, statuimus quod omnia castra communis Arelatis custodiantur secundum quod continetur in cartis factis super venditionibus vel pignorationibus castrorum ipsorum et redditiuum et proventuum eorumdem.

80. — *De castro Aurille.*

Item, statuimus quod castrum Aurille non incantetur; sed tres castellani constituantur qui sint ydonei, et habeat quilibet eorum in bonis tam possessionibus quam immobilibus viginti mille solidos, et dentur castellano cuilibet centum solidi pro salario; qui caute et fideliter custodiant dictum castrum, et commune habeat in dicto castro tres gachas et unum fornerium, et unum fornelerium, et unum porterium, et unam badam, et septem alios servientes (1) cives Arelatis et non extraneos, quorum duo sint peyraroni; et quod dentur castellanis a communi pro se et servientibus prenominatis ducenta sextaria frumenti, et decem modia vini, et mille solidi pro victu et companagio unius anni; et pro civata centum undecim sestaria ordei; et omnium predictorum clavarii, qui eligentur in Pascha, solvant medietatem infra octo dies ex quo fuerint in clavaria; et clavarii, qui eligentur in festo Sancti Michaelis, solvant aliam medietatem usque ad viginti quinque dies post festum Sancti Michaelis. Statuentes etiam quod in eodem castro Aurilie tantum victualium reponatur quod sufficere possit ad castrum custodiendum per sex menses, de quibus victualibus nihil expendatur donec in eodem castro tantumdem sit repositum quod per alios sex menses possit sufficere ad custodiendum dictum castrum. Et castellani teneantur ibi tenere quatuor canes mastinos ad custodiendum dictum castrum, et ob hoc habeant fornagium furni et ipsi castellani faciant expensas furni, et dictos quatuor canes emant clavarii et non recedant de dicto castro.

81. — *De redditibus Auriculè.*

Item, statuimus quod redditus et obventiones Aurille singulis annis incantentur et vendantur. Addentes quod dicti clavarii teneantur mittere totum predictum bladum in dicto castro, et dicti castellani non sint ausi movere de dicto blado vel extrahere de dicto castro nisi pro cibo ei et familie dicti castri necessario, nisi finito tempore castellanie sue. Et qui contrarium fecerit in decem libris puniatur, et quod inde extrahent de dicto castro infra octo dies restituere teneantur.

---

(1) Ducange, au lieu de *servientes*, avait lu : *sufficientes.*

82. — *De canna, alna et dextro.*

ſtum, statuimus quod canna et alna et dextrum de ferro in palatio communis fiant et cudantur. Et forme cayronorum et tegularum ibidem fiant; secundum quam formam fiant canne et alne, et quod palme cannarum et alnarum signentur prout in canna curie sunt signati; et in quolibet operatorio sint una canna, unum dextrum et una auna tantum, et qui plures habebit in centum solidis puniatur vel in plus, arbitrio consulum Arelatis; et qui plures habuerit infra octo dies ejiciat et removeat de operatorio. Et dextrum quo mensurabitur, et cayroni et tegule fiant secundum formam eorum qui erunt in palatio communis Arelatis.

83. — *De bonis decedentium sine herede.*

Item, statuimus quod bona decedentium sine herede vel sine ultima dispositione deponantur apud aliquem bonum virum, et custodiantur et solventur per unum annum a morte ejus cujus bona fuerint computandum. Quo transacto, si nullus appareat heres defuncti, totum operi pontis vel pontium Rodani Arelatis applicetur. Et si postea quandocunque apparuerit heres, ei restituatur de bonis dicti pontis, salvo tamen jure suo dominis a quibus bona decedentium tenerentur: ita secundum quod bona illa que a dominis tenentur, vendantur et pretium redactum ex dictis bonis distribuatur in piis causis, consilio ecclesie, pro anima illius defuncti vel defunctorum; debitis et fore factis illius defuncti vel defunctorum illorum de bonis deductis illius.

Addentes etiam quod si quis pro commissis suis vel fore factis acciperet aliquid et non appareret quibus vel cui esset obligatus, illud applicetur ponti vel pontibus Arelatis; ita tamen quod quandocunque appareret cui ille esset obligatus, quod pons et pontes teneantur restituere.

84. — *De arbitrio trium virorum.*

Item, statuimus quod tres boni viri constituantur quorum arbitrio solvant domini bailiam tam ovium quam equarum et vaccarum, id quod dari debeant pro lupis qui interficientur in territorio Arelatis.

85. — *De lupis fugandis.*

Item, statuimus quod cuilibet qui lupum interficiet in territorio Camargiarum dentur pro quolibet lupo magno viginti solidi, et pro quolibet lupo parvo quinque solidi. Et hec solvant illi tantum qui habent animalia infra Camargias. Et idem intelligimus de lupis magnis et parvulis interfectis et captis seu extractis de luperia in tenemento Tribontii et in tenemento Cravi, et hiis volumus Planum contineri; et quicumque in dictis tenementis se cepisse lupum parvulum asseruerit luperiam ostendere teneatur.

Addentes quod consules Arelatis ad requisitionem illorum trium teneantur compellere bis et ter in anno, ad lupos casciandos cujuscumque territorii supra dicti, illos qui habebunt animalia in territoriis ante dictis.

86. — *Quod nullus sit bis clavarius infra quinquennium.*

Item, statuimus quod nullus bis sit clavarius communis infra quinquennium sive fuerit in futurum. Et idem dicimus de omnibus officialibus et curialibus in eisdem officiis in quibus fuerint officiales; et quod nullus habeat duo officia de quibus detur salarium, et de hiis excipimus notarios.

87. — *De Levatis.*

Item, statuimus quod in levatis corrigie Trencatalliarum et in levatis Caudelonge eligantur et habeantur tres levatarii probi homines bone fame et curiosi et qui habeant possessiones in dictis locis valentes quinque millia solidos singuli eorumdem, et cuilibet eorum dentur quinquaginta solidi tantum; et quod juxta pedem levate nullus audeat facere vallatum, neque laborare, neque fodere, nequeara, in spatium quatuor palmarum canne, a pede levate mensurandarum; et fossata levatarum nullus audeat claudere, obturare, vel impedire, quominus possit per eas ire commode sicut per viam publicam. Et qui contra hoc fecerit pro qualibet vice in viginti solidis puniatur. Et nullus audeat habere vel tenere porcos, asinos, boves, oves vel alia aliqua animalia, causa pascendi in dictis levatis; et qui contrarium fecerit solvat bannum statutum in pratis et bladis, quorum medietas sit communis et alia accusantis; accusatore nullo modo vel tempore celato; et hec eadem omnia, preter numerum et valorem possessionum levatario-

rum, conservari volumus in omnibus levatis Arelatis et tenementi Arelatis. Et in Tribuncio constituantur duo levatarii quorum uterque habeat quinquaginta solidos pro salario; et in Plano unus et in Rupta alius, quorum uterque habeat triginti solidos: et in levatis Cape constituantur duo levatarii usque ad molendinum Terrasanum quorum uterque habeat quinquaginta solidos; et in levatis Portivallerii ponantur duo levatarii.

Item, statuimus etiam quod in levatis corrigie Caudelonge sint etiam, ut predictum est, tres levatarii et quartus qui sit religiosus de domo templi, aut hospitalis, aut monialium et eligatur a dictis tribus domibus, et qui tantumdem habeat salarii quantum primus predictorum trium, si habere voluerit. Et si necesse vel utile fuerit pro predicta levata corrigie Caudelonge reficienda vel melioranda collectam fieri, quod domus omnes religiose et omnes tam clerici quam laïci que vel qui possessiones, vel predia culta vel inculta tenent directe vel utiliter, ubi partem temporalem fructuum percipiant, infra predictam levatam teneantur subire et dare dictam talliatam pro modo jugerum secundum modum et rationem civium Arelatis. Que talliata fiat per predictos quatuor levatarios. Dicte autem levate finem dicimus a trencathalliis usque ad Albaronem prout clauditur a Rodano Sancti Egidii.

Item, in ceteris levatis totius districtus Arelatis volumus quod omnes domus religiose subeant et prestent dictam talhatam secundum quod et cives Arelatis prestarent, hoc excepto quod in ceteris levatis, preterquam in predicta, nullus religiosus eligatur, salvo jure barcali si quod habet.

Item, statuimus quod in dictis levatis non fiat aliquid abeuratorium de novo sub pena viginti solidorum. Statuentes etiam quod roveria levatarum et taupie et receptacula cyrogrillorum crementur et destruhantur, quolibet mense semel per levatarios, et ipsi levatarii possint cyrogrillos quos in levatis invenerint capere impune quolibet tempore, si dominus fuerit negligens in captione cyrogrillorum, postquam ei denunciatum fuerit per levatarios bis.

88. — *De emphiteotis et inquilinis et locatoribus.*

Item, statuimus quod emphiteote et inquilini teneantur solvere dominis vel locatoribus census et pensiones domorum et aliorum bonorum terminis statutis inter ipsos dominos et emphiteotas et

inquilinos et locatores. Et si in solutione censuum vel pensionum inquilini moram fecerint, dominus sive locator possit sua authoritate cum clave claudere hostia et inquilinorum res vel emphiteotarum retinere, vel honores alios pro quibus census vel merces dari debet, vel interdicere quousque fuerit locatori vel domino de censibus vel pensionibus satisfactum. Et si querimoniam locator seu dominus exposuerit de inquilino vel censum debente eo quod cessat in solutione pensionis vel census, volumus dari mensem ad solvendum sibi inquilino vel censum debenti confitenti se debere pensionem vel censum; secus, ipsa die qua querimonia exposita fuerit curie vel saltem crastina solvere teneatur.

89. — *De sacramento cientadanagii.*

Item, statuimus quod quicumque juraverit vel jurabit (sacramentum) cientadanagii (melius *citadanagii*) Arelatis teneatur ponere in possessionibus tertiam partem omnium bonorum suorum mobilium infra sex menses, et nullus recipiatur de cetero in cientadanagio Arelatis nisi prius juraverit quod infra dictos sex menses ponat tertiam partem omnium bonorum suorum mobilium in possessionibus et quod sit mansionarius Arelatis per quinquaginta annos, et quod nullus credatur esse civis seu habeatur, nisi sit mansionarius, quamvis instrumentum habeat de cientadanage, et si instrumentum aliquod inde aliquis haberet de cientage *(sic)*, quod nullam obtineat roboris firmitatem.

90. — *De juramentis et emprenementis.*

Item, statuimus et ordinamus quod juramenta et emprenementa, vel vota seu confratrie vel conspirationes non fiant in tota villa nec in tenemento Arelatis vel alicubi per Arelatem, vel in districtu Arelatis et si fiant nullius sint momenti. Et qui contra fecerit puniatur in hunc modum : si in aliquo officio publico est, removeatur ab eo ut infamis, et nullo tempore possit esse officialis in Arelate et bona ejus dissipentur, exceptis domibus de quibus statuimus ut supra de maleficiis; et ipse sit faiditus vel bannitus ab Arelate et districtu Arelatis perpetuo; et idem dicimus de hiis qui se armaverint contra commune Arelatis.

91. — *Quod nullus nuntius equitet super bestiam oneratam.*

Item, statuimus quod nullus nuncius audeat equitare supra aliquam

bestiam oneratam, neque audeat equitare super bestiam solutam cum socio vel cum socia sine licencia domini. Et qui contra fecerit in decem solidis puniatur pro qualibet vice, quorum medietas sit communis et alia accusantis, accusatore nullo modo vel tempore celato, et quantum ad hoc juramento accusatoris credi volumus; et qui solvere non poterit, decem solidos predictos per totam villam fustigetur, et cuique sit licentia dictum nuncium de predicta bestia contumeliter descendendi.

92. — *De macellariis.*

Item, statuimus quod nullus macellarius audeat aliquod animal strangulare, sive minuere, seu sanguinare in macella vel in via publica, infra Arelatem, nec coria extendere in via publica in Arelate, nec cornua projicere; et qui contra fecerit pro qualibet vice in viginti solidis puniatur, quorum medietas sit communis et alia accusantis, accusatore nullo modo vel tempore celato.

93. — *De cepo.*

Item, statuimus quod cepum extra Arelatem fiat et nunquam infra, nec apportetur in Arelate nisi frigidum vel siccum; et qui contra fecerit in quinque solidis puniatur pro qualibet vice quorum medietas sit communis et alia accusantis, accusatore nullo modo vel tempore celato; sed quod fiat tali loco et tempore quod fumus seu fetor non possit intrare civitatem.

94. — *De domino Hugone de Baucio.*

Item, statuimus quod dominus Hugo de Baucio, vel aliquis pro eo vel nomine ejus, non accipiat nec accepi permittat consules Arelatis in Arelate vel ejus tenemento, illos octodecim denarios monete currentis quos recipit in portu Trencatalliarum, de permissione et patientia ecclesie, ut dicitur. Et nihil possit exigere pro quidagio, vel pro aliqua causa, sive exactionem de novo facere. Et quicumque recipiet pedagium antiquum vel novum usaticum in riperia Rodani et tenemento Arelatis, cujuscumque nomine vel autoritate recipiat, teneatur quolibet anno jurare coram consilio ad sonum campane advocato et non recipiat nomine pedagii usatici aliquid ultra solitum modum vel ultra quam debeat esse in Arelate. Et quicumque contra fecerit puniatur pro qualibet vice in viginti quinque solidis Ray. quorum medietas sit com-

munis et alia accusantis; et si non habeat unde solveret, volumus quod fustigetur per civitatem et burgum, et non audeat esse in Arelate vel ejus tenemento ab illa hora in antea exactor pedagii vel usatici alicujus.

Statuentes etiam quod curia teneatur efficaciter supra dicta inquirere et punire infra triduum postquam ei fuerit denunciatum.

95. — *De registro communis.*

Item, statuimus quod commune teneatur habere unum librum de parguameno in quo transcribantur sive translatentur omnia instrumenta ad commune pertinentia, per manus illorum notariorum qui instrumenta fecerint cum signo suo, si vivunt ipsi notarii; si vero mortui sint ipsi notarii vel absentes, volumus quod alii notarii Arelatis illa instrumenta scribere teneantur et apponere sua signa.

Item, volumus quod in eodem libro scribantur expense per manus notarii que facte sint vel fient de cetero pro refectione castri Aurille et custodia ejusdem castri et pro refectione vel custodia aliorum castrorum quoquomodo pertinentium ad commune Arelatis, vel occasione eorumdem castrorum, vel pro litibus motis vel movendis, ipsorum castrorum occasione. Et ille liber teneatur cum cathena in archa communis. Et clavarii teneantur infra tempus sue clavarie procurare quod fiat dictus liber in forma prescripta; et si in hoc negligentes fuerint, in suis salariis puniantur et pro quolibet instrumento transcribendo in dicto libro dentur notario tres solidi.

96. — *De leprosis.*

Item, statuimus quod nullus leprosus vel leprosa vel nullus lepra corporaliter infectus vel infecta, ita quod appareat lepra, audeat stare nec morari vel redire infra muros Arelatis de die vel de nocte. Et quicumque inventus fuerit per executores curie, ab Arelate expellatur; et omnes apparitores curie teneantur sacramento quod fecerint curie expellere quoscumque invenerint infra Arelatem; et si non fecerint puniantur in amissione sui salarii.

97. — *De translatis testamentorum et aliorum instrumentorum.*

Item, statuimus quod transcripta sive translata testamentorum et aliorum omnium instrumentorum, in Arelate et districtu Arelatis,

exceptis instrumentis mutui, scripta, ut sint facta per notarium publicum Arelatis, eamdem inde obtineant firmitatem ac si essent instrumenta originalia, ita ut per ipsa translata plenam probationem fieri valeat, sicut per ipsa instrumenta originalia.

98. — *Quod tabernarii habeant barralia.*

Item, statuimus quod tabernarii habeant barralia in sufficienti quantitate signata ferro communis cum quibus mensuretur vinum quod vendetur et emetur, et non cum aliis barraliis; et pro singuliis barraliis habeant dicti tabernarii singulos obolos, tantum scilicet singulis diebus; et quod tempore vindemiarum non possint tabernarii locare barrilia bastassis vel extra territorium Arelatis alicui extraneo.

99. — *De mensura cuprea.*

Item, statuimus quod commune habeat mensuram cupream cum qua legitimentur barralia et cum qua mensurentur quater in anno, et fiat ejus copia cuilibet Arelatis volenti barrale suum legitimare. Et hoc teneantur clavarii facere; quod si non fecerint in suis salariis puniantur.

100. — *De piscatoribus.*

Item, statuimus quod quicumque piscabitur in Vaquerio vel in aliis stagnis vel in quacumque piscaria, in toto districtu Arelatis, pisces recentes vel salsatores, afferat in Arelatem.

101. — *De piscibus marridis.*

Item, statuimus quod neque piscatores neque venditores misceant pisces marridos cum non putrefactis; et qui miscuerint careant pretio et pisces marridi restituantur ei, et nihilominus dent pro pena viginti solidos quorum medietas sit communis at alia accusantis.

102. — *De piscatoribus et revenditoribus piscium.*

Item, statuimus quod nequis piscator vel revenditor piscium audeat salare pisces cum sale cum quo fuerint salsati bacones vel alie carnes. Et qui contra fecerit in viginti solidis puniatur, quorum medietas sit communis et alia accusantis, accusatore nullo modo vel tempore celato.

103. — *De venditoribus olei.*

Item, statuimus quod nullus revenditor olei vendat oleum alicui causa comedendi nisi francum; et qui contra fecerit pro qualibet vice in quinque solidis puniatur.

104. — *De fraude pedagii salis.*

Item, statuimus quod nullus transferat salem in fraudem pedagii debiti alicui Arelatis; et quicumque contra fecerit in viginti solidis puniatur pro qualibet vice, quorum medietas sit communis et alia accusantis, accusatore nullo modo vel tempore celato.

105. — *De piscatoribus juxta gradum.*

Item, statuimus quod quilibet piscator qui juxta gradum moram faciet causa piscandi, teneatur semel jurare in anno curie Arelatis lignum quodlibet hominis Arelatis quod pro gradu exiet vel intrabit juvare suo posse si periclitaverit; et si contigerit lignum vel ligna pati naufragium, quod Deus avertat, tencatur similiter lignum et res ejusdem ligni salvare suo posse, et de omnibus hiis que salvaverint habeant pro qualibet libra duodecim denarios, et pro labore suo de lignis extraneorum accipiant duos solidos tantum.

106. — *De pastoribus ovium.*

Quoniam maliciis hominum non est indulgendum, hoc presente statuto statuimus quod quilibet pastor, tam ovium quam alterius generis animalium, teneatur sub sacramento quod si animal quod non sit suum vel de baylia aliena, in bayliam animalium quam ipse custodiet advenerit, domino vel custodi de cujus grege seu armento fuerit animal, si id cognoverit, denunciet sine mora. Verum si dominum non cognoverit seu custodem animalis extranei seu animalium, infra mensem ad curiam denunciet et adducat. Et qui contra fecerit in viginti solidis puniatur pro quolibet animali.

107. — *De muro seu barrio communis.*

Item, statuimus quod in muro quem commune fecit vel faciet in clausura Arelatis, nullus sit ausus onerare, nisi primo det communi

quinque solidos pro si gulis cannis semel tantum. Idem dicimus de laupia.

108. — *De aggere vel viis que sunt juxta muros communis non minuendis.*

Item, statuimus quod nullus sit ausus rumpere seu minuere aggerem vel vias que sunt juxta muros communis, ubicumque sit, juxta muros clausure Arelatis. Et qui contra fecerit in centum solidis puniatur, pro singulis annis, quorum medietas sit communis et alia accusantis.

109. — *De toxico.*

Item, statuimus quod nullus speciator sive alius quilibet presumat vendere alicui toxicum, nisi septem testibus adhibitis fide dignis. Et qui contrarium fecerit in centum libris Ray. puniatur, quorum medietas sit communis et alia accusantis; et si penam solvere nequiverit corporaliter puniatur.

110. — *De correctione statutorum.*

Item, statuimus quod statuta Arelatis corrigantur et fiant prima septimana quadragesime per duodecim statutores; et quod illi statutores includantur infra domum domini archiepiscopi a porta prima introitus, et quod non exeant donec correxerint vel fecerint; et quod cuilibet eorum dentur duo solidi tam pro eorum expensis quam pro eorum nuntiis, qui nuntii sint de apparitoribus curie, et quod nullus sit ausus loqui cum eis seu venire ad eos super facta statutorum, nec debeat recipere cartam ab aliquo seu breve nisi de mandato curie; et postea per dominum archiepiscopum vel ejus locum tenentem, presentibus statutoribus, corrigantur et more solito confirmentur.

111. — *De carta consulatus.*

Item, statuimus quod carta consulatus teneatur et observetur ab ipsis.

112. — *Quod quilibet judicum curie habeat statuta.*

Item, statuimus quod quilibet judicum curie habeat statuta universa, ut sic possit facere condempnationes secundum statuta, ita quod non possit in aliquo reprehendi.

113. — *Quod quilibet notarius habeat statuta.*

Item, statuimus quod quilibet notarius Arelatis teneatur habere omnia statuta supra cripta et cizas et bannos, infra duos menses, et facere copiam cuilibet de libro statutorum in suo operatorio et non extra. Qui vero non habuerit in centum solidis puniatur.

114. — *Quod usura a communi tradita sit ponti Rodani.*

Item, statuimus quod si aliquis habuerit aliquid a communi injuste, ut puta usuram vel aliquod aliud quod sine dampno anime sue retinere non potest, possit illud restituere, si voluerit, ponti Rodani Arelatis; et de eo quod restituerit ponti sit quitus et absolutus per inde ac si communi restituisset.

Addentes quod si communi fuerit restitutum, commune teneatur rddere totum illud quod inde recuperaverit operarius ipsius pontis

115. — *De pignoribus curie reddendis.*

Item, statuimus quod si pro quoquo delicto vel facto consules Arelatis vel ejus curia exegerint ab aliquo cive pignora pro qualicumque quantitate, possint civis ille vel ejus fidejussores reddere pignora qualiacumque voluerint, videlicet equos vel armaturas vel alia mobilia valentia tantam quantitatem pro qua pignora exigentur; nec possint consules Arelatis vel eorum curia compellere aliquem civem ad reddendum privatim et precise pignora denariorum vel argenti vel alia; ed sit contentus, ut dictum est, pignoribus quibuscumque valentibus quantitatem pro qua ea exigerent.

Addentes quod pignora quecumque reddita curie possit redditor pignorum si ydoneus est vel ydoneos fidejussores det pro illis reddendis, manu levare a clavariis usque ad tempus condempnationum proximo sequentium, et clavarii teneantur hoc permittere, et quod consules Arelatis vel eorum curia non possint prohibere manu levationem illam; et quod non possint consules Arelatis vel eorum curia huic statuto fraudem facere aliquo modo.

116. — *Quod redditus tutelarum et curarum incantentur.*

Item, statuimus quod redditus et proventus tutelarum et curarum possint et necessario debeant incantari seu licitari, nisi testator, qui

tutelam vel curam dederit, hoc prohibuerit expresse, excepta pecunia numerata. Pecuniam vero numeratam prohibemus penitus incantari; tutor tamen vel curator habeat potestatem percipiendi id quod de licitatione sibi dari debebit. Et si licitator bona minoris deteriora fecerit teneatur ressarcire idem in quo deteriora fecerit, et satisdet ydonee de pretio licitationis tempore statuto solvendo et de bonis solvendis et non deteriorandis; et de pretio licitationis non possit bona dare in solutum ipse vel ejus fidejussores, et tam mobilia quam alia bona que receperit licitator sint periculo licitatoris ipsius. Et ideo in licitatione estimentur mobilia ut sciatur quantum debeat licitator restituere, si mobilia perirent vel deteriorarentur.

117. — *Quod nullus tutor possit esse curator illius cujus fuerit tutor.*

Item, statuimus quod nullus tutor possit esse curator vel administrator bonorum illius vel illorum cujus vel quorum fuerit tutor, nisi a testatore hoc ei concessum fuisset.

118. — *De tutore vel curatore.*

Item, statuimus quod nullus tutor vel curator possit vel debeat exigere vel recipere juramentum ab illis quorum fuerit tutor vel curator super aquitatione vel remissione administrationis tutele vel cure per eos geste, nisi de autoritate curie reddidissent rationem et aquitationem : et si receperint, consules Arelatis teneantur compellere ad remittendum predictum juramentum, et restituere instrumentum aquitationis vel ipsum in ipsius presentia delere.

119. — *De castris et villis communis.*

Item, statuimus quod in omnibus castris et villis que vel quas commune Arelatis quocumque modo tenet, currant monete que currunt et current in Arelate, et mensuris bladi Arelatis mensurentur; et oleum et ea que oportebit mensurari et ponderari ponderentur et mensurentur cannis et alnis et libris Arelatis.

120. — *De hostagiis tenendis.*

Item, statuimus quod quicumque tenuerit hostagia, non obstante juramento, possit venire ad consortiam et consilium et Raydam et incendium, et venire ad domum archiepiscopi, quando dominus

archiepiscopus mandaverit ei et ire preconi et quemcumque curia mandaverit, nec teneatur esse in hostagio a vigilia sancti Thome apostoli usque in crastinum apparitionis Domini, et a vigilia Ramis palmarum usque ad crastinum octabarum Pasche, et a vigilia Pentecostes usque in diem Mercuri sequentem. Et quilibet creditor debitores suos temporibus predictis ab hostagiis absolvere teneatur. Et qui contra fecerit in viginti solidis puniatur pro qualibet vice.

121. — *De salario notarii qui interfuerit correctioni statutorum.*

Item, statuimus quod tabellioni qui interfuerit correctioni statutorum istorum, videlicet *Joanni de riperiis*, dentur a communi pro salario centum solidi infra mensem, et quod tabellio teneatur scribere in formam novam, vel scribi facere omnia statuta.

122. — *Quod usatica et pedagia antiqua scribantur in registro communis.*

Item, statuimus quod consules Arelatis teneantur facere redigi vel scribi per notarium publicum Arelatis in registro communis omnia usitata et pedagia antiqua que solita sunt accipi in riperia Rodani Arelatis, ita quod ab omnibus legi et sciri possint, et quod consules Arelatis vel eorum curia teneantur inquirere veritatem pedagiorum et usaticorum per instrumenta vel testes ydoneos secundum juris ordinem.

123. — *De gacha turris.*

Item, statuimus quod gacha stet continuo cum cornu in aliquo loco Arelatis in quo consilium convenerit; quod buccinet quando ascenderit turrim, et albam et ad ignem quando necesse fuerit, et quod dentur pro loquerio turris ubi stabit novem solidi tantum.

124. — *De pastoribus animalium aliquorum.*

Item, statuimus quod nullus pastor vel custos alicujus baylie vel armenti audeat vendere, donare, levare vel aliquo modo alienare animalia propria sua vel alia, cujuslibet generis sint, domino ipsius baylie ne requisito. Et qui contra fecerit in viginti solidis puniatur; domino tamen requisito, libere possit ea vendere que sunt ipsius pastoris.

Addentes quod nullus pastor, sub pena centum solidorum, sit

ausus removere aliquam bestiam quam habet in baylia donec resonaverit domino suo.

Addentes quod taliter factis et faciendis inter dominos et pastores quorumcumque animalium credatur et habeatur plena fides.

125. — *De consiliariis.*

Item, statuimus quod consules Arelatis habeant sex viginti consiliarios singulis annis, sexaginta milites et sexaginta probos homines; et solum modo duo notarii intersint consilio et non plures. Et idem dicimus de quibuslibet aliis officialibus videlicet, quorum medietas sit militum et alia medietas proborum virorum.

126. — *De heretico vel infamata persona.*

Item, statuimus quod nullus suspectus vel infamatus de heresi possit esse in consilio vel in aliquo publico officio.

127. — *De gabella salis.*

Item, statuimus quod pro quolibet modio salis quod fiet in Camargiis vel alibi in tenemento Arelatis dentur quinque solidi communi a venditore, quandocumque sal illud extrahetur de tenemento et districtu Arelatis.

128. — *De cavalcatis.*

Item, statuimus quod quandocumque exeatur ad arma vel cavalcatam nullus quidem civis possit ducere duos equos nisi essent sui, vel habeat eos ex causa commendati ab extraneo et non a cive.

129. — *Quod officiales habeant statuta super officiis suis.*

Item, statuimus quod omnes officiales, qui a curia statuentur, teneantur per sacramentum habere et tenere transcriptum illorum statutorum que tangent eos super officiis suis.

130. — *De ponderatione panis.*

Item, statuimus quod quolibet mense faciat curia ponderare panem manganeriorum; et si panis manganerie alicujus inveniretur illegitimus, panis ille frangatur et detur pauperibus incontinenti, causa elemosine, antequam recedant de loco ubi panis ponderabitur. Illi

vero qui ponderabunt panem, si invenirentur restituisse panem illegitimum, puniantur in viginti solidis.

131. — *De nunciis curie.*

Item, statuimus quod octodecim apparitores sive nuncii sint in curia; qui apparitores sint cives Arelatis et non extranei, et quod non debeant habere vel accipere ab aliquo cive ultra quam conventum fuerit eis a clavariis. Et si aliquis dictorum nunciorum convictus fuerit ab aliquo Arelatis aliquid recepisse, in viginti solidis puniatur; et quod duo ex dictis nunciis quolibet sero jaceant in palatio communis, et dicti nuncii sint assidue in curia dum curia tenebitur.

132. — *De diffinitione litium parietum et stillicidiorum.*

Item statuimus quod inter milites et probos homines eligantur tres viri quorum unus sit magister lapidum, arbitrio quorum et cognitione diffiniantur lites parietum et stillicidiorum et aliorum servitutum que inter cives Arelatis orirentur. Et quidquid per predictos in dictis controversiis diffiniretur sit firmum et ratum ac si fuisset a judicibus curie diffinitum.

Addentes quod quilibet illorum tantum habeat pro salario duos solidos pro qualibet lite et controversia quam diffinierint et terminaverint seu complebunt.

133. — *De navigio onerato.*

Item, statuimus quod si navigium venerit oneratum per Rodanum et voluerit applicare in aliquo portu riperie Arelatis, quod homines illius navigii onerat possint removere sua autoritate propria, et alibi ligare, sine aliqua contradictione, navigia vacua et sine onere que essent in aliquo portu riperie Arelatis, et navigium oneratum sive navigia onerata applicare in portu in locum navigiorum vacuorum et sine onere; et quod in navigiis vacuis quilibet possit aurire aquam sine contradictione illius cujus fuerit navigium. Et quicumque prohibuerit in duobus solidis puniatur, quorum medietas sit communis alia vero accusantis; appellatione autem navigiorum volumus contineri ligna.

134. — *De arvis condamine abbatisse.*

Item, statuimus quod arvi de condamina abbatisse et de quolibet

alio loco existentes in viam publicam putentur quolibet anno a domina abbatissa et ab aliis dominis aliorum locorum ubi arvi fuerint; quod si facere noluerint, quilibet homo possit putare et scindere autoritate sua propria arvos existentes in viam publicam, ne dicti arvi faciant impedimentum transeuntibus per viam publicam.

Addentes quod illi qui habent vineas in condamina abbatisse removeant lapides de carreria fronterie vinee sue; et de ortis idem dicimus et de omnibus aliis viis extra civitatem. Et hoc teneatur quilibet facere in fronteria sua, in pena quinque solidorum.

135. — *De censu solvendo.*

Item, statuimus quod si illi qui census dare tenentur non solverint terminis statutis censum, vel non attulerint dominis quibus datur census, domini teneantur conqueri curie, et curia faciat duplicare census dominis conquerentibus; et commune habeat pro pena quinque solidos. Et si domini non conquerentur curie, non possint honores pro quibus dantur census incidere in commissum. Et si census darentur in diebus feriatis in quibus non redderetur jus generaliter, tum curia teneatur, non obstantibus diebus feriatis, audire querimoniam a dominis conquerentibus super censibus; et si allegaretur ab illis qui census dare tenentur quod solvissent census, sit in electione domini cui census datur utrum velit jurare sibi solutum non fuisse, vel illi qui dat censum solvisse deferat sacramentum. Et hoc intelligimus in omnibus censibus, exceptis censibus bladi.

Si vero detur census bladi pro vineis, quod illi non possint vindemiare vineas usquequo solverint censum terminis statutis; et si vindemiarent ante, duplicent propter ea censum, nisi hoc procederent de voluntate dominorum.

136. — *De vexillo communis.*

Item, statuimus quod consules Arelatis non deferant nec deferri faciant vexillum proprium, sed solummodo vexillum communis; et si fuerit necessarium vexillum communis Arelatis deferri, quod una vice portetur per militem et alia per probum hominem.

137. — *De speciatoribus* (vel *spiciatoribus*).

Item, statuimus quod speciatores operent secundum quod eis precepit antidotarius, vel secundum quod visum fuerit medico expedire,

et quod non vendant unum pro alio nec electuarium corruptum ; et si eis deficient alique res, suis electuariis vel syrupis, conficiendis illis cum consilio medici vel medicorum mittant unam rem pro alia, in suis electuariis vel syrupis. Et quod speciatores non faciant societatem cum medicis nec teneant suos denarios ut inde recipiant aliquam partem, nec accipiant ab eis servicium quicquid nec blandas, nisi essent de cibo vel potu. Et quod dicti speciatores non vendant alicui homini medicinam aliquam sine consilio medici vel medicorum ; et quod dicti speciatores jurent quod omnia supra dicta attendant. Et qui contra fecerit in trecentis solidis puniatur.

138. — *De medicis.*

Item, statuimus quod omnes medici Arelatis jurent quod caute et curiose videant infirmos quos receperint in cura seu potestate sua et quod per egritudinem exigere possint ab aliquo secundum quod convenerint. Et si infirmus recidivaverit vel recoliaverit infra quindecim dies, medicus teneatur ipsum videre pro primo pacto sibi facto ab infirmo vel amicis infirmi. Et nullus medicus extraneus qui veniat in hac villa operari de fisica vel cirologia non possit operari in hac villa nisi primitus fuerit per unum fisicum vel unum chirurgum examinatus. Et omnes medici qui facient decoctiones vel medicinas, quicumque sint, necessarie viderint ut accusentur ; non separet se medicus de operatorio speciatoris quousque electa et dispensata fuerint ea que necessarie fuerint in decoctione vel medicina. Et nullus medicus faciat syrupum neque electuarium neque medicinam aliquam in domo sua, nisi esset in operatorio speciatoris vel infirmi ; et omnis medicus qui contra fecerit in centum solidis puniatur.

139. — *De bonis communis.*

Item, statuimus quod neque consules Arelatis, neque judices, neque clavarii, neque subclavarii, neque aliquis curialis possit vel possint aliquod debitum incartare vel libellum facere super bona communis seu commune, nisi de voluntate totius consilii vel majoris partis ejusdem consilii ad sonum campane more solito congregati.

140. — *De navibus transfretandis.*

Item, statuimus quod consules Arelatis teneantur exigere et habere ab illis, qui naves vel navem habebunt in Arelate vel ejus tenemento,

causa transfretandi peregrinos ultra mare, fidejussores bonos et ydoneos, vel pignora ydonea ut dicti domini navis vel navium transferant vel tranferri faciant peregrinos suos, prout eisdem peregrinis convenerint dicti domini navis vel navium, bona fide et pro singulis navibus; et quod marinarii eorumdem tractent peregrinos et res eorum custodiant bona fide; et pro singulis navibus afferant vel afferri faciant unam balistam cornu optimam de torno communi Arelatis, in reditu cujuslibet navis.

Verum si non rediret vel non redirent naves, ut consuetum est, consules exigant et recipiant a fidejussoribus vel de pignoribus habeant tantum unde emant et emi possit unam balistam cornu optimam de torno ad opus communis Arelatis; et quod nullus dominus navis vel alius pro eo possit vel debeat tenere tabulam in Arelate nec ponere in Arelate vel ejus tenemento. Et tenementum comprehendimus Arelatis, quoad hoc statutum, totum illud quod est ab Arelate usque ad portum de Boco et etiam ipsum portum. Et si cives Arelatis haberent navem vel naves paratas vel paratam transfretandi, causa portandi peregrinos, possit primo onerari de peregrinis antequam naves hominum extraneorum possint nec debeant recipere peregrinos in Arelate vel districtu Arelatis, et quod nullus cargator possit recipere aliquem peregrinum ad sua victualia.

141. — *De albergis barreiatis.*

Item, statuimus quod si aliquod albergum alicujus civis Arelatis sit infra Arelatem, vel ejus tenemento fuerit barreiatum, nisi de mandato curie Arelatis totum illud quod ex eo extrahetur in illo barreiamento, de bonis communis restituatur dampnum passo; addentes quod credatur sacramento passi dampnum de eis que amiserit in barreiamento; et barreiatores puniantur corporaliter, si capi poterint per consules Arelatis, et nihilominus bona illorum barreiatorum dissipentur. Si tamen capi non poterint, in perpetuum bannum Arelatis et ejus districtus ponantur. Verum si barreiamentum non fecerint, sed facere attemptaverint, puniantur arbitrio consulum Arelatis.

142. — *De possessionibus emptis.*

Item, statuimus quod quicumque ement possessiones aliquas vel domicilia sive census qui sint in Arelate vel ejusdem civitatis tenemento, facere teneantur pro communi Arelatis omnia ea que venditor vel venditores facere tenentur vel etiam tenebantur.

143. — *Quod curiales non operentur in palatio communis.*

Item, statuimus quod consules nec aliqui curiales possint operari vel facere operari in palatio communis, nisi de voluntate et consensu consilii ad sonum campane more solito advocati.

144. — *De lignis.*

Item, statuimus quod si aliquod lignum vel ligna fuerit vel fuerint in gradu et steterit vel steterint ad stricam vel ad morandam de passono propter ventum contrarium, quod nauta vel naute illorum lignorum teneantur mittere barcham vel barchas suas cum marinariis in subsidium ligni vel lignorum qui intrare voluerint infra gradum, et quilibet de marinariis, qui ad mandatum naute vel nautarum ire noluerint, in viginti solidis pro qualibet vice puniantur. Et hoc idem dicimus de omnibus portibus marinis qui sunt in tenemento Arelatis.

145. — *De Plano Roquete.*

Item, statuimus quod Plannm, sicut protenditur a barrio communis usque ad ortum Jacaris, et ab ecclesia et domo fratrum minorum, et ab orto Guillelmi de Juqueriis usque in Rodanum, sit dictum planum perpetuo patuum communis; et quod planum de milicia sit patuum ejusdem communis a portali majori civitatis usque ad portale quod jungitur domibus dominorum militie.

146. — *Quod nullus judeus vel judea dominicis diebus nec festivis operetur.*

Item statuimus quod nullus judeus vel judea operetur diebus dominicis et festivis opus aliquod, ostiis apertis, nec diebus colentibus, ita quod videri possint. Et qui contra fecerit in viginti solidis puniatur pro qualibet vice.

147. — *Quod nullus recipiat extraneum in domo sua causa faciendi rixam.*

Item, statuimus quod nullus Arelatis sit ausus recipere in domo sua aliquem extraneum qui veniat causa faciendi rixam seu pelegiam in Arelate. Quod quicumque invenerit aliquem extraneum armatum

causa faciendi rixam seu pelegiam in Arelate, impune possit eum quilibet offendere in rebus suis omnibus et in persona. Et qui eum receperit arbitrio consulum Arelatis puniatur.

148. — *De hiis qui cesserint bonis.*

Item, statuimus quod quicumque cesserit bonis ponatur in banno Arelatis, et reddire non possit in Arelatem donec satisfecerit illi vel illis pro quibus fuerit in banno, nisi bannitio fuerit remissa a creditoribus vel a creditore.

149. — *De redditibus pontis Rodani.*

Item, statuimus quod omnes illi qui tenent vel tenebunt redditus pontis Rodani teneantur reddere rationem de tribus in tribus mensibus, consulibus Arelatis de debitis et expensis.

150. — *De franquesia quam dedit comes Provincie.*

Item, statuimus quod qui pro tempore preerint consulatui Arelatis teneantur petere et requirere a comite Provincie quod ipse comes servet et attendat illam franquesiam quam dedit Raymundus Berengarius, quondam comes, communi Arelatis et civibus, sicut in instrumento de ipsa donatione continetur, salvo jure domini archiepiscopi.

151. — *De robina de Bello loco.*

Item, statuimus quod robina de Bello loco curetur in latitudine que modo est vel fuit incepta curari a porta orti Guillelmi Ruffi, que porta est in robina ipsa usque ad robinam burgi per dominos quorum sunt honores ab utraque parte contigui dicte robine; ita quod per ipsam robinam navigii onerati possint intrare libere et exire sine impedimento.

152. — *De viis assignatis per robinas.*

Item, statuimus quod in robinis omnibus de Camargiis et de toto districtu Arelatis, per quas transeunt vie publice que per dictas robinas sunt trossate, domini, quorum sunt dicte robine, teneantur facere et faciant, sub pena viginti solidorum, pontes in locis in quibus transeunt vie publice que sunt trossate, ita quod per predictos pontes, homines et animalia commode transire possint.

153. — *Quod extraneus non piscetur in aquis Arelatis.*

Item, statuimus quod nullus extraneus possit vel audeat piscari in aquis Arelatis sine parabola dominorum quorum sunt aque, excepto stagno de *Vaccares.*

Statuentes etiam quod nullus sit ausus facere solem in aquis communis Arelatis, vel tenementi Arelatis, nisi sit mercenarius alicujus civis Arelatis qui locat se ad denarios.

154. — *De nuntiis locandis in festo sancti Andree.*

Item, statuimus quod illi qui conducent de cetero aliquem vel aliquos mercenarios vel mercenarium ad annum, quod illos conducant a festo Sancti Andree usque ad aliud festum Sancti Andree; singulis annis, illum vel illos recipiant et sicuti consuevit in retro temporibus illos recipi in festo Sancti Michaëlis, et quod de cetero recipiantur in festo Sancti Andree, illum vel illos recipiant, et sic singulis annis quia tunc solvantur merces vel mercedes eorum.

Et idem dicimus de furneriis et posteriis; et quod omnes nuncii, qui modo sunt locati ad festum Sancti Michaëlis vel alium terminum, teneantur stare usque ad festum Sancti Andree, ad rationem mercedis quam modo debeant recipere. Ab hoc statuto excipimus pastores ovium; et quilibet mercenarius teneatur se locare et stare sub hac forma, in banno quinque solidorum; et domini teneantur mercenarios sub hac forma, in pena quinque solidorum, recipere. Et in hoc contineri volumus omnes mercenarios qui ad annum starent cum domibus religiosis; et quod hoc denuntient consules domibus religiosis.

155. — *De pelheriis et inquantatoribus.*

Item, statuimus quod omnes pelherii et inquantatores Arelatis jurent in curia Arelatis quod bene et fideliter vendant et encantent omnes res que sibi tradite fuerint ipsis ad encantandum vel vendendum.

156. — *De condempnatis.*

Item, statuimus quod quicumque fuerit condempnatus condempnationes suas excusare seu compensare possit de debito quod commune ipsi condempnato vel alicui amico ipsius condemnati deberet. Statuentes quod consules non possint neque debeant contradicere compensationi

seu excusationi predicte, nec cogere dictum condempnatum ad solvendam dictam condempnationem, si condempnatus paratus esset se excusare vel compensare suam condempnationem pro suo debito vel pro debito amici ipsius condempnati.

157. — *De libellis et instrumentis.*

Item, statuimus quod nullus teneatur reddere libellum a centum solidis infra pro aliquo debito vel pro aliqua causa vel aliqua querimonia quod vel que peterentur seu moverentur contra aliquem vel aliquos cives Arelatis. A centum solidis vero supra, quilibet civis possit petere libellum, si velit. Et idem dicimus de omni debito de quo extat instrumentum vel libellus preceptorius, quod non possit peti libellus.

158. — *De actionibus non ponendis.*

Item, statuimus quod nullus civis Arelatis teneatur ponere actionem in aliquo libello; nec consules, nec judex, nec aliquis possit aliquem vel aliquos cives compellere actionem ponendi in aliquo libello; et quod valeant omnes libelli qui traditi fuerint sine actione ut si esset posita melior actio que possit in omnibus curiis Arelatis; cetera tamen sue petitionis in libello exprimere teneatur.

159. — *De ponte faciendo in braceria Cape.*

Item, statuimus quod consules Arelatis qui in proximo erunt in regimine Arelatis, ex quo creati fuerint, per quindecim dies sacramento teneantur eligere tres probos homines qui possessiones habeant infra braceriam cape; qui juvare possint constitutioni et edificationi pontis lapidei dicte brasserie; qui ydonei et curiosi sint, ita quod non sit verisimile dictum opus negligentie habere; qui ex communis autoritate possint tallatam facere super omnibus possessionibus que infra dictam brasseriam erunt, quarum possessionum domini vel possessores teneantur et cogantur ad quod eis erit in dictum statutum per dictos tres a curia solvere, tempore ab eis statuto, supra plura quam illi nolunt injungere; et quod illi emant jus quod Bertrandus Porcelleti et alii habent in transitu pontis dicte brasserie. Brasseriam autem Cape dicimus et ejus fines intelligimus que utrumque clauditur Rodano et Mari.

160. — *Quod brasseria Cape curetur.*

Item, statuimus quod brasseria Cape curetur et reficiatur eodem tempore quo supra statutum est in constructione pontis, cui refectioni et curationi tres boni viri electi per consules presint dicte refectioni; et sumptus qui necessarii linquent in curatione dicte brasserie de bonis communis solvantur.

161. — *Quod consules recipiant libellos preceptorios.*

Item, statuimus quod consules Arelatis recipiant omnes libellos preceptorios a conquerentibus, et satisfieri faciant creditoribus secundum eorum libellos, si forte de jure non vellent contradicere debitores; et tunc veniant coram judicibus vel aliquo eorum; et quod constituantur duo notarii qui stent cum consulibus ad recipiendum libellos et injurias scribendas et audiendas, et quod illi duo notarii vel alter eorum teneant sigillum cupreum communis.

Addentes quod illi duo notarii vel alter eorum teneantur facere omnes litteras que fient a curia tam pro se quam pro quolibet et pro aliis et de illis que fient pro communi.

162. — *De fronteria in riperia Rodani plantanda.*

Item, statuimus quod si aliquis hâbet fronteriam in riperia Arelatis, ubicumque sit, et voluerit eam plantare, levatarii illius territorii teneantur dare, si commode fieri poterit, cum consilio militum et proborum virorum illorum territoriorum ubi fieri debent dicte plantate, medietatem lignorum que necesse fuerint ad plantandum, per duas cannas mensuradas a pede vallati levatarum versus Rodanum, et quod plantata tota, quantum est sua fronteria, sit illius cujus est fronteria.

163. — *De rixa civium.*

Item, statuimus quod pro aliqua rixa que consistat in verbis sive factis, dummodo sanguis non exeat, et amicabilis compositio sive transactio inter rixantes intervenerit, consules Arelatis, occasione rixe seu rixarum, in nullo condempnent rixantes vel aliquem de rixantibus.

164. — *Quod bestie domorum religiosarum et extraneorum non pascent in Cravo.*

Item, statuimus quod bestie hospitalis milicie et aliorum domorum religiosarum, exceptis domibus domini archiepiscopi et canonicorum Arelatis, non pascent in pascuis de Cravo, scilicet a colla de Rua usque ad hospitale de Olla citra, a festo Sancti Michaëlis usque ad mediam quadragesimam; et idem dicimus de omnibus bestiis extraneorum hominum; et si dicte bestie invenirentur in pascuis Arelatis, quilibet Arelatis possit eas inde expellere autoritate propria et sine pena curie prestanda.

165. — *De pignoratione extraneorum.*

Item, statuimus quod si aliquis extraneus civem Arelatis pignoraverit, quod eodem modo civis Arelatis, autoritate propria, extraneum valeat pignorare, sine pena curie Arelatis.

166. — *Quod nullus invadat possessionem alienam.*

Item, statuimus quod nullus invadat possessionem rei immobilis alicujus, sua autoritate. Quod si fecerit, solvat centum solidos pro pena, et dicta possessio restituatur ei cujus primo fuerat; et quod amplius non audeat experiri occasione dicte invasionis.

167. — *De sabbateriis.*

Item, statuimus quod sabbaterii pro solandis sabbatis grossis nunciorum civium Arelatis tres denarios tantum accipiant et pro solandis parvis sabbatis duos denarios.

168. — *De possessionibus non acquirendis per domos religiosas.*

Item, statuimus quod aliqua domus religiosa de cetero non possit acquirere in toto tenemento Arelatis aliquam possessionem per emptionem, donationem, legatum relictum, vel alio quoque modo; et si data vel relicta esset ei aliqua possessio, teneatur eam vendere infra duos menses.

169. — *De vino vel racemis non mittendis in Arelatem.*

Item, statuimus quod nullus civis Arelatis mittat vinum in Arelatem, vel racemos ad vinum faciendum, nisi illud haberet de vineis propriis.

170. — Item, *de vino vel racemis non mittendis.*

Item, statuimus quod nullus extraneus mittat vel afferat vinum vel racemos ad faciendum vinum in Arelatem nullo modo.

171. — *De gabella vini.*

Item, statuimus quod quilibet Arelatis solvat communi pro singulis modiis vini quod vendet duodecim denarios.

172. — *De abeuratoriis.*

Item, statuimus quod curia faciat aperire abeuratoria olim constructa de mandato curie Arelatis in Cravo et aliis territoriis Arelatis, et quod faciat fieri unum abeuratorium ad stagnum de Peluca et alibi ubi fuerit necesse.

173. — *De accusationibus.*

Item, statuimus quod curia non recipiat aliquem ad accusandum aliquem alium de aliqua injuria publica vel privata, nisi publice accusationem vel denunciationem predictam faciat, eo presente vel presentibus eis quem vel quos denunciat vel accusat et questionem habeat aliquam partem in condempnatione si qua fieret ad dictam accusationem vel denunciationem.

174. — *De revenditoribus piscium.*

Item, statuimus quod nullus civis Arelatis vel extraneus revenditor piscium audeat emere pisces extra muros Arelatis; et qui contra fecerit in viginti solidis puniatur, et pisces quos emerit amittat; quorum viginti solidorum et piscium medietas sit curie et alia medietas illius qui significaverit curie.

175. — *Quod curiales non recipiant munera.*

Item, statuimus quod neque consules, neque judices, neque aliqui

officiales curie accipiant aliqua munera vel exennia ab aliquo cive vel extraneo, preter esculetum et poculentum.

176. — *De facheriis terrarum.*

Item, statuimus quod facherii et alii qui tenent rem aliquam a dominis, teneantur facere dominis copiam transcribendorum instrumentorum à quibus tenent res predictas, et vice versa domini facheriis qui tenent predictas res pro eisdem facere teneantur.

177. — *De instrumentis dominorum et emphiteotarum faciendis.*

Item, statuimus quod si dominus non habeat instrumentum rei que sub eo tenetur, fiat ei recognitio instrumento et in instrumento; et versa vice dominus teneatur facere recognitionem instrumento et etiam instrumentum ei qui pro eo aliquam rem teneret.

178. — *Quod nullus tractet transferre senhoriam Arelatis.*

Item, statuimus quod nullus audeat tractare palam vel privatim quod Arelas veniat in potestatem alicujus domini vel senioriam perpetuo vel ad tempus. Quod si fecerit, bona ejus omnia destruantur; et si capi potest, caput ejus amputetur; et si capi non poterit in perpetuum bannum Arelatis ponatur, de quo banno numquam possit extrahi per consules, vel per consilium Arelatis, vel etiam per totum parlamentum Arelatis.

179. — *De redditibus pontis Rodani.*

Item, statuimus quod redditus canne olei et eminorum sint pontis Rodani, et quod nulli alii operi deputentur.

180. — *De eminis communis.*

Item, statuimus quod quicumque bladum in Arelate vendiderit vel ejus territorio, mensuret illud ad eminam communis, et commune accipiat in singulis sestariis annone, siliginis et cicerum, fabbarum et lentium, et gaysarum unum denarium; et de singulis sestariis ordei et avene et milii unum obolum; et commune habeat triginta eminas ferratas et signo communis signatas, cum quibus mensurentur blada empta et vendita, scilicet decem in burgo, et in civitate viginti; et in

areis et domibus quisque possit habere eminam suam legalem et signatam signo communis ad opus levandi bladum de arcis et mensurandi molegiam suam et semen et mercedem familie suę, et ad onerandum bladum dictum in lignis. Et quod emine et canne olei incantentur quolibet anno tempore solito.

181. — *De gabella vini et robinarum.*

Item, statuimus quod redditus gabelle vini et robinarum que sunt communis Arelatis et inclausure et quod subbastentur.

182. — *De carnibus salsatis.*

Item, statuimus quod carnes salsate porcorum vendantur ad libram et ad pondus quintalis. Et qui contra fecerit in decem solidis puniatur, et preterea carnes venditas amittat.

183. — *De nundinis Sancte Crucis.*

Item, statuimus quod nundine que proximo anno preterito fuerunt facte in festo Penthecostes fiant deinceps in vigilia inventionis Sancte Crucis, intrante madio, et quod fiat super hoc preconisatio per unum mensem priusquam advenerit dictum festum.

184. — *De locationibus domorum.*

Item, statuimus quod, sicut solitum est locationes fieri domorum de Sancto Michaële in unum annum, sic de cetero fiat de festo Penthecostes in annum. Si quis in hoc statutum negligeret vel non servaret, quod pensionem domus vel domorum amittat, et quod de locatione facta in hoc anno prorata temporis detrahatur de pensione a festo Penthecostes usque ad festum Sancti Michaëlis.

185. — *De saorra lignorum.*

Item, statuimus quod saorra lignorum omnium et barcharum projiciatur juxta murum novum burgi, prout vicinius poterit, a portali domine Blandine Audeberte usque ad portale R. nigri. Si quis autem alibi projicerit in viginti solidis puniatur, quorum medietas sit communis et alia accusantis.

Item, statuimus quod quicumque saorrim projicerit in gradibus vel

a gradibus infra vel extra per duo milliaria, in decem libris puniatur, quorum medietas accusanti attribuatur.

186. — *De piscatoribus.*

Item, statuimus quod nullus piscator audeat piscari in paludibus cum retibus *Alausar* (1) a Paschate usque ad exitum Augusti, sub pena viginti solidorum quorum medietas sit accusantis.

187. — *De levata nova facienda.*

Item, statuimus quod, si propter levatam de novo faciendam vel veterem necessario reficiendam, contingat capi terram alicujusque speciei, estimatio dampni illius quod inferetur illi cujus esset illa terra, occasione dicte levate, restituatur dampnum passo de bonis levatariorum, arbitrio proborum virorum per curiam ad hoc statutorum.

188. — *De impedimentis viarum pontis Rodani.*

Item, statuimus quod omnia impedimenta vie que sunt a capite pontis Rodani usque ad portum civitatis removeantur; et quod quisque dimittat tertiam partem fronterie pro justa, a capite pontis usque ad dictum portum civitatis. Et idem intelligimus de impedimentis que sunt a dicto ponte usque ad domum *Tirasse.*

189. — *De statutis veteribus tollendis.*

Item, statuimus quod nullus liber statutorum habeatur ab aliquo tabellione sive cive Arelatis, nec aliquod predictorum statutorum preteritorum allegetur, preterquam iste et statuta que in isto libro continentur, et in exemplariis de juratis ab isto authentico; imo deleantur penitus et crementur.

190. — *De non advocando pro extraneo contra civem.*

Item, statuimus quod nullus advocatus audeat advocare pro extraneo contra civem; et eos cives intelligimus qui juraverint vel juraverunt consulibus.

---

(1) Filets pour pêcher les aloses.

191. — *De denario Dei.*

Item, statuimus quod denarius Dei, qui daretur in contractibus, in honore Dei et candele beati Trophimi distribuatur.

192. —

Item, statuimus quod Johannes Alvernatius, qui interfuit correctioni statutorum, habeat pro salario quinquaginta solidos, quod intersit compilationi horum statutorum cum redigentur in novo cartulario.

193. — *De sacramento Judeorum.*

Item, statuimus quod si judeus causam habeat cum christiano vel contra christianum, vel etiam testimonium ferat contra christianum, teneatur jurare sub hac forma.

Juras tu per Deum patrem Adonay?

Respondet judeus : Juro.

Juras tu per Deum patrem omnipotentem qui dixit: *Ego sum qui sum?*

R. Juro.

Juras tu per Deum omnipotentem Sabaoth ?

R. Juro.

Juras tu per Deum Eloy?

R. Juro.

Juras tu per Deum qui apparuit Moysi in rubo?

R. Juro.

Juras tu per decem nomina Dei et sexcenta mandata et per hec nomina Dei ?

R. Juro.

Juras tu per totam istam legem quam Deus docuit Moysen famulum suum?

R. Juro.

Juras tu, si tu culpabilis es de hac re, et nomina Dei et legem ejus perjuras, mittat Deus super te turbam et febrem cotidianam et tercianam et quartanam; et mittat Deus super te defectum oculorum tuorum et angustiam anime tue?

Respondet judeus : Amen.

Lucrum tuum comedant innimici tui, et mittat Deus super te iram suam; et deficias ante innimicos tuos; et habeant super te innimici tui potestatem, et fugias, nemine te sequente.

R. Amen.

Si perjuras Dei sacramenta, frangat Deus vires tuas et potentiam tuam; ponat Deus devastationem in domo tua, et mittat Deus super te bestias feroces, et ponat te Deus inter innimicos tuos.

R. Amen.

Adducat super te Deus gladium vindicantem vindictam, et adducat super te pestillentiam, et tollat a te omnem sustentationem panis; et comedas et non sacieris.

R. Amen.

Item, si te perjuras de hoc sacramento, comedas carnem filiorum tuorum, destruhat Deus cadaver tuum, et super corpora infantium tuorum adducat Deus mortalitatem pessimam.

R. Amen.

Donet Deus domum tuam in deserto, et destruat Deus sanctuarium tuum, et deleat te de terra viventium, et innimici tui habitent in domo tua, et dispergat te Deus super terram, et nemo recipiat te.

R. Amen.

Sequatur te gladius mortalitatis, et mittat Deus molestiam et terrorem in corde tuo ut fugias ad modum foliorum arborum, ac si gladius insequeretur te.

R. Amen.

Sis dispersus inter gentes, et moriaris in terra innimicorum tuorum; et sic te absorbeat terra sicut absorbuit Datham et Abiron, et etiam deglutivit.

R. Amen.

Et sic lepra apprehendat te, sicut apprehendit Naamam Sirum.

R. Amen.

Et si tu de hoc sacramento te perjuras, declinet Deus cor tuum iniquum et pessimum, et veniant super caput tuum omnia peccata tua et parentum tuorum, et omnes maledictiones que in volumine legis Moysi et prophetarum scripte sunt.

R. Amen, amen, amen. Fiat, fiat, fiat.

STATUTS MUNICIPAUX

DE LA

VILLE DE SALON.

(1293.)

In nomine Domini nostri Jesus-Christi, amen.

Anno a nativitate ejusdem millesimo trecentesimo sexagesimo quinto et die prima mensis januarii, reverendo in Christo patre et domino domino Guillelmo dei gratia sanctæ Arelatensis ecclesiæ archiepiscopo et principe præsidente et domino Castri Salonis existente; ex hujus publici instrumenti tenore pateat universis quod cum de mandato curiæ Salonis facta fuerit præconisatio, prout hactenus est fieri consuetum in loco Salonis, per Rostagnum Sabateri præconem publicum dictæ curiæ Salonis, quæ in effectu continebat quod omnis persona cujuscumque conditionis existat quæ voluerit audire legere seu publicari statuta municipalia dictæ curiæ et castri Salonis quæ singulis annis, hac presente die, sunt publicari consueta, quod hac præsente die quæ est festum Circumcisionis Domini, post prandium veniret in dicta curia, ibidem publicationem dictorum statutorum auditura, cujusquidem præconisationis tenor inferius est insertus. Hinc est quod, hac presente die, existentes in curia Salonis nobiles et circumspecti viri dominus Joannes Issautarii bacalarius in legibus, judex Salonis, Joannes de Chamayraco Vice officialis Arelatensis diocesis et clavarius Salonis et Gaucherius Cavalerii domicellus, locum tenens nobilis Joannis Deluii vicarii Salonis, in dicta curia Salonis pro tribunali sedentibus; præsente etiam ibidem magno populo ad prædicta ut suprà dictum est voce præconis congregato, de mandato dictorum dominorum officialium et in eorum præsentia ac etiam in præsentia et audientia dictarum personarum ibidem præsentium, dicta statuta municipalia Salonis de verbo ad verbum lecta et publicata fuerunt in lingua materna per me notarium infrà scriptum, quorum quidem statutorum series sive tenor inferiùs est insertus; tenor verò dictæ

præconisationis de qua suprà mentio habetur talis est. Anno Domini millesimo trecentesimo sexagesimo quinto et die prima mensis januarii venerabilis et circonspectus vir dominus Joannes Issautarii bacalarius in legibus, judex Salonis, et nobilis Gaucherius Cavalerii locum tenens vicarii Salonis, attendentes quod hactenus est consuetum in loco Salonis hac die præsenti statuta municipalia Salonis legere et publicare, præceperunt et in mandatis dederunt Rostagno Sabateri servienti et præconi publico, præsenti et intelligenti, quatenus per locum Salonis et loca ad hæc consueta more solito voce tubæ præconiset et præconisationem faciat. Infrà scriptum mandamentum est domini nostri Arelatensis archiepiscopi, domini castri Salonis, et sui vicarii, quod omnis persona cujuscumque conditionis existat quæ velit audire legere seu publicari statuta municipalia curiæ Salonis, quod hac die præsente post prandium veniat in curia Salonis, publicationem dictorum statutorum auditura; qui quidem præco iens et paulo post rediens retulit mihi notario infrà scripto se per locum Salonis et loca ad hæc consueta, more solito, voce tubæ, dictam præconisationem fecisse prout suprà habuit in mandatis quæ scripsi ego Hugo de Auronis notarius dictæ curiæ, et tenor verò dictorum statutorum sequitur et est talis.

In nomine Domini, amen. Formavit Deus hominem rectum, ipse verò infinitis se miscuit questionibus undè propter hominum malitiam factum est ut plura sint negotia quam vocabula; Deus verò bonus existens et omnis boni retributor à quo longe relegata est invidia, omnia sciens et unicuique quod confert providens, quidquid utile nobis est revelavit, primo scribens jus naturale in corde humano; secundo ab ipso nobis data est lex per Moysem et alios prophetas; demum successit evangelica doctrina et apostolica quam nobis divinitus traditam suscepimus; veneramur ipsi quippe, tenemur humiliter obedire, nil ultrà labere inquirentes, firmiter corde credendo et ore fideliter confitendo singula quæ in eis scripta sunt, captivantes intellectus nostros in obsequium Jesus-Christi. Sed quia humana natura prona est in malum ab adolescentia sua, hujus modi jura inventa sunt, ut per ea hominum coerceatur audacia, tutaque sit inter improbos innocentia; quapropter in nomine Domini et Salvatoris nostri Jesu Christi, nos Rostagnus divina miseratione sanctæ Arelatensis ecclesiæ archiepiscopus antiqua statuta terræ nostræ, deliberatione provida cum pluribusque prudentibus viris examinantes, maxime attendentes quod secundum varietatem temporum statutaque variare

oportet humana, de consilio et benè placito sindicorum ad hæc ab universitate castri nostri Salonis more solito specialiter electorum, scilicet Bertrandi de Fayssis, Jacobi Crotæ, Guillelmi Raymundi macellarii et Pontii Agnedæ et ipsorum consiliariorum specialiter per dictam universitatem electorum, videlicet Jacobi Bastoni, Bertrandi de Bariolis militum, Guillelmi Bastoni, Bertrandi Fornerii domicellorum, Petri Bermundi de Condamina Salonis, Petri Gonsalini, Joannis de Claramonte, Gilli Vaquerii, Petri Attonis, Philippi Ruffi et Gervasii Curaterii, ipsa statuta innovavimus, aliqua de novo statuentes, nonnulla etiam temperantes et modificantes, sicut vidimus et probavimus statui pro ipso tempore nostræ et curiæ convenire.

In primis si quidem, statuimus quod quicumque voluerit esse habitator vel mansionarius vel inquilinus castri Salonis, infra octo dies postquam venerit in castro Salonis ut sit mantionarius, habitator, vel inquilinus, juret fidelitatem nobis archiepiscopo et faciat homagium si præsentes sumus, pro nobis et nostris successoribus et ecclesiâ Arelatensi recipientibus; si verò præsentes non sumus, juret fidelitatem vel homagium faciat in manu nostri vicarii recipientis pro nobis et ecclesia Arelatensi et tertiam partem bonorum suorum mobilium in castro Salonis infra sex menses in possessionibus ponere teneatur; et quandocumque præsentes erimus, in nostris manibus renovet suprà dicta, si fuerit requisitus; alioquin pro mantionario, habitatore vel inquilino non habeatur et nihilominus ab eo nostra curia centum solidos habeat pro pœna.

Item, statuimus quod si aliquis miles vel probus homo vel mulier de castro Salonis maritaverit filiam suam et postea filia dotata vel ejus heredes velint exigere frayresiam a parentibus seu fratre vel fratribus, in hereditate paterna vel materna, non audiantur a curia nostra; et si voluerit vel voluerint conferre dotem sorores vel eorum heredes non possint exigere frayresiam a parentibus, fratre vel fratribus, etiam in hereditatibus paterna vel materna; nec audiantur a curia nostra, etiam si voluerint conferre dotem.

Item, statuimus de fratribus, si sine fraude maritaverint et dotaverint sororem et sorores, quod postea sorores vel eorum heredes non possint exigere frayresiam a fratre vel fratribus, etiamsi voluerint conferre dotem vel dotes; hoc autem locum habere volumus et dicimus, si mulieres constitutis sibi dotibus contentæ fuerint et juraverint

se super rebus paternis aut maternis constitutionem aliquam patribus aut matribus seu fratribus vel aliis non moturas; hoc autem prædictis dicimus non nocere feminis maritatis a patre vel a matre, a fratre vel a fratribus, si quando vel mater, frater vel fratres decesserint ab intestato et absque legitima sui corporis prole.

Nullus homo de castro Salonis pignòret, sine authoritate, aliquem hominem de eodem castro vel extraneum, per se nec per alios, vel aliter offendat nisi priùs requisita et habita licentia a curia nostra, nec ei prosit aliqua renunciatio facta a fidejussore sive debitore; et si contravenerint, puniantur arbitrio curiæ nostræ; si verò extranei erga homines nostros se habuerint aliter quam erga se ipsos, quod ipsi extranei in ipsis hominibus servaverint, illud in quantùm juste possumus promittimus observari.

Nullus homo de castro Salonis accipiat in fidejussorem nec in solutorem aliquem alium de eodem castro, pro extraneo, ultra summam viginti quinque solidorum coronatorum; et si enim acceperit ultra summam prædictam, non teneatur ei fidejussor nec solutor nisi tantum in dictis viginti quinque solidis; nec prosit ei aliqua renuntiatio facta a fidejussore nec a solutore. Nullum reputamus extraneum qui sit de jurisdictione nostra, videlicet de Salone, de Granis, de Cornilione, de Sancto-Amantio, de Alinico, de Auronis, de Sancto-Mitrio, de Castro-Veteri, de Vaqueriis, de Sancto-Martino, de Palude majore; nec aliquis de castro Salonis conqueratur de fidejussore nec de solutore habitatore ejusdem castri, dummodo inveniat principalem debitorem solvendo et intelligatur tantum de illis fidejussoribus et debitoribus qui sunt de jurisdictione nostra, quantumcumque renuntiaverit fidejussor seu solutor, et particulares sive fidejussores non possit creditor eligere, unum ita quod tantum ab illo petat, sed a quolibet pro ut solvendo fuerit et habeat pro solido et libra quantum ad facultates cujuslibet, licet quilibet obligaverit se in solidum.

Item, statuimus quod si aliquis per definitivam sententiam lucratus fuerit causam suam, in partem vel in totum, pro ea parte pro qua obtinebit nihil solvat de lata et pro ea qua victus fuerit solvat; si verò totum obtinebit, exeat liber et absolutus et sine exhibitione lata a curia nostra. Idem intelligimus si super aliquibus causis a judice vel vicario nostro seu amicabilis compositio facta fuerit inter partes; scilicet quod qui per amicabilem compositionem lucratus fuerit causam in solidum, similiter liber exeat a curia et qui victus fuerit lite contestata per sen-

tentiam vel compositionem amicabilem, octodecim denarios de lata pro singulis libris nostræ curiæ solvere teneatur.

Item, statuimus quod quicumque habeat servitia censualia seu Tascas seu Cartonos seu venationes seu aliquas alias censas infra castrum Salonis vel extrà, in ejusdem castri territorio, et voluerit eas vendere seu aliquo modo perpetuo alienare, ille qui facit servitium seu censum seu censas seu venationes omnibus aliis emptoribus per illud vel illas emere præferatur; præcipientes districtiùs quod nullus fraudem committat in venditione prædictorum, sed revera possessoribus significet pro quanto pretio vendidit suprà dicta; et si quis in fraudem vel deceptionem possessorum aliquid fecerit, pretium augmentando, pro singulis libris totius pretii rei venditæ, in quinque solidos puniatur; adjicientes propterea quod super dicto pretio tam a vendente quam emente juramentum exigatur ne veritas per eorum alterum valeat occultari; et si post juramentum præstitum, de perjurio emptor vel venditor convicti fuerint communiter, in prædicta pœna quinque solidorum pro libra et nihilominus in viginti solidos coronatos pro perjurio puniatur: adjicientes et volentes insuper quod emphiteota seu possessores prædicti censales, tascas vel venationes hujus modi infra duos dies a tempore denuntiationis eis factæ in curia nostra per vicarium vel judicem, aut valeant ipsa emere volentibus aut procurent quo vendentur pretio retinere et pretium hujusmodi infra dictos duos dies solvere teneantur.

Item, statuimus quod et quando aliquis pro culpa sua a curia nostra punitus fuerit, non præsumat aliquis improperare illi culpam pro qua punitus fuerit; et si quis verò statuti hujus transgressor fuerit, puniatur in quinque solidos coronatos, vel aliter arbitrio curiæ, si solvendo non fuerit, puniatur.

Item, statuimus quod nullus trahat infra castrum Salonis cum arcu vel cum balista nec cum arcu bodecorio; et si in hoc fuerit, puniatur in duobus solidis aut in sex denariis: et hoc idem de ecclesia Sancti Michaelis et Sancti Laurentii volumus observari.

Item, statuimus quod nullus trahat cum funda vel telo seu arcu saggitario infra castrum Salonis et extrà prope mœnia per tractum balistæ. Qui contrarium fecerit sex denarios pro pœna solvere teneatur et damnum, si quod dederit, restituat ipsum passo.

Panatarii non lucrentur in sextario nisi tantùm quatuor denarios et sursus transgredientes puniantur in duobus solidis et sex denariis; et si panem benè coqui non fecerint, panem amittant; nec panatarii moveant se de locis suis pro pane vendendo et longiùs porrigendo; et quotiens se moverint, dent tres denarios pro pœna. Eamdem pœnam incurrant qua denarios abstulerunt pueris volentibus emere panem; si verò fornerius in culpa fuerit, quominus panis benè coctus fuerit, estimationem panis curiæ solvat pro pœna et nihilominus restituat damnum passo.

Item, statuimus quod nullus Judeus, meretrix vel leprosus, panem, pisces, carnes seu fructus quoscumque tangere præsumat nisi solum ea quæ emerit. Vendentes autem prædicta vel aliquid eorum, si contrarium patientur fieri, in sex denarios puniantur, et ementes quæ tetigerunt emere compellantur.

Mensuram bladi vel vini nullus teneat ad vendendum cum ea, nisi talem qualis fuerit in curia nostra et cum sigillo curiæ consignata.

Bannum bladi non extrahatur cuicumque statutum fuerit. Si quis fregit, bladum perdat; si verò, nomine alicujus extranei vel pro ipso, aliquis de castro Salonis hoc fregerit, bladum perdat et in decem solidos puniatur pro qualibet saumata.

Molendinarii nisi sextam decimam tantum partem, ratione molturæ, non accipiant.

Bannum cuniculorum si quis fregerit, triginta solidos dabit, et si de die vel de nocte cum canibus vel furone venando in deffenso inventus fuerit, bannum fregisse judicetur, nisi in eo deffenso sit via publica per quam repertus fuerit iter agens; et qui pro furto cuniculorum condemnatus per curiam nostram fuerit, nullo tempore audeat tenere furonem; et si contrà fecerit, in viginti solidos puniatur.

Furonem nullus tenere audeat nisi tempore venationis; et si hoc fecerit, decem solidos dabit pro pœna, nisi a nostra curia habita licentia et obtenta.

Item, nullus adducat extraneum venatorem, in tempore venationis, in castro Salonis, cum furone; et quicumque contrà fecerit in quinque solidos puniatur.

Cannam et libram et cartale olei et eyminam et scandalum vini et alias mensuras nullus teneat nisi illa quæ nostra curia habuerit vel assignaverit; et si hoc fecerit, decem solidos dabit pro pœna et

remaneat aculeus in canna et omnes staturæ habeant brachia ruta.

Si quis arbores fructiferas vel alias non suas transplantaverit, excoriaverit vel inciderit, absque licentia et voluntate illius cujus sint, quinque solidos dabit domino illarum arborum, pro una quaque arbore; et pro uno quoque maliolo cum colligitur in aliena vinea dabit unum denarium domino cujus est vinea, et insuper dabit pœnam et emendam, curiæ nostræ arbitrio. Si verò arbor ille cujus est plus valere dixerit et si talis curiæ verisimile sit, debeat credi ille quod ipse juraverit et restituatur.

Prætereà statuimus ne aliquis putator vel fossor vinearum vites vel socas sive corgonas seu alia ligna de vineis alienis exportare non præsumat sine licentia dominorum ipsarum vinearum, nec vindemiatores tempore vindemiarum racemos de vineis alienis; qui verò contrarium fecerit sex denarios pro pœna solvere teneatur.

Oves et boves et equi et asini et porci nullo tempore in vineas alienas intrabunt; et, si hoc fecerint, damnum resarcire debebunt et bannum dabunt, exceptis animalibus oneriferis ad opus vineæ adductis.

Item, statuimus quod nullus, cancererando cum animalibus suis, nec ipse cancererator, non audeat ire per blada; quicumque contrarium fecerit, pro pœna sex denarios solvere teneatur.

Si quis per barrios ingressus fuerit, vel exierit, vel indè se vel aliquid de nocte projecerit, voluntate furandi, puniatur indè arbitrio curiæ.

Si tempore messium quis, de nocte, gerbas furatus fuerit, furtum emendabit domino cujus erunt et justicia erit in arbitrio curiæ; si verò de die, justicia sit sex denarios pro qualibet gerba in glenatoribus et de aliis sit in arbitrio curiæ, damno tamen primitus restituto. Adjicientes quod nullus glenator intret stipulam alicujus, occasione glanandi, etiam de voluntate ipsius domini cujus fuerit stipula, donec garbia fuerint congregata; si quis verò contrà fecerit, tam concedens quam glenator, in duobus solidis puniatur: et donec glenatores præsentes causa glenandi per stipulam transierint, nullus animalia in dicta stipula mittere præsumat.

Si quis pondus vel mensuram scienter et malitiosè falsaverit vel falsato seu falsata per alium usus fuerit, ex certa scientia, vel dolose, centum solidos coronatos pœnæ nomine curiæ nostræ solvere teneatur; et adhuc gravius si judici nostro videbitur puniendus; ipsum verò pondus seu mensura falsa de mandato curiæ publicè comburatur.

Si quis rapinam, furtum vel injuriam fecerit, vel aliquem vulneraverit et confregerit et venire noluerit, arbitrio curiæ puniatur de principali, si liquidum fuerit, et nihilominus de contumelia condemnetur.

Si quis vicinum suum cum extraneo prodiderit, vendiderit, vel capi fecerit et ipse exterminetur et omnia bona sua confiscentur; si verò rem vicini sui capi fecerit, rem et interesse vicino suo restituat et alias arbitrio curiæ puniatur.

Si quis furtum vel aliud maleficium per alium sive non proximum, sive proximum, ultra gradum tertium consanguinitatis, perpetratum etiam scienter, et requisitus in specie vel genere per curiam nostram, in termino ab ipsa curia præfixo, cessante justo impedimento, ipsum delinquentem nostræ curiæ revelare neglexerit, vel a delinquente pro ipso celando vel non revelando mercedem vel mercedis provisionem acceperit, pari dispendio facultatum seu pœnæ pecuniariæ cui delinquens subjacere debuerat, subjaceri condemnetur.

Si quis malefactum vel furtum prèscierit et curiæ revelaverit, de malefacto de die habeat quartam partem, in justicia quam indè nostra curia habebit; quam revelationem statuimus a curiâ nostra minimè revelari.

Nullus herbas accipiat, nec damnum det in hortis alienis, nec accipiat racemos in alienis vineis, nec accipiat fructus de alienis arboribus; et si hoc fecerit, det pro banno duos solidos et sex denarios de die, et de nocte quinque solidos, et nihilominus restituat malefactum.

Et qui hoc revelaverit, habeat medietatem banni et curia aliam, et quicumque intraverit in alienis vineis viridariis seu hortis, cum banneriis, det bannum: quòd bannum bannerii ibidem præsentes solvere teneantur.

Item, statuimus quod quicumque collegerit fructus in alienis arboribus sine licentia et voluntate illius vel illorum quorum sunt arbores, pro quolibet pomo, ficu, amigdalo, nuce vel racemo, vel quolibet alio fructu quem ceperit, det pro banno sex denarios usque ad decem fructus et postmodum quantumcumque collegerit, pro singulis fructibus, sex denarios solvere teneatur, de quibus habeat curia nostra medietatem et ipse cujus fuerint fructus aliam habeat medietatem.

Item, statuimus quod nullus audeat rapugare racemos, citra octavas

festi sancti Michaelis, in alienis vineis, nec ficus in alieno colligere, citra festum Omnium Sanctorum, nec reglenare olivas citra festum beati Andreæ in olivariis alienis et qui tunc reglenaverit cum baculis, virgis vel lapidibus non audeat reglenare; qui verò contrarium fecerit, duodecim denarios pro pœna solvere teneatur.

Si vir et uxor, communi consensu, vendiderint vel pignori obligaverint aut in accapitum tradiderint seu permutaverint, sive alio quolibet modo alienaverint res dotales et uxor sponte non coacta venditionem seu pignus seu accapitum vel permutationem seu aliam quamcumque alienationem rerum dotalium corporaliter juraverit, statuimus quod tales alienationes rata sint et firmæ in perpetuum; et si uxor vel ejus hæredes contravenerint, non audiantur a curia nostra. Idem et eodem modo statuimus de bonis mariti.

De debito et de re alia cognita nihil habeat curia nostra, si ejus servetur mandatum; sed si ejus non servetur mandatum, in die assignata, habeat inde curia nostra a transgressore quantum est decima pars debiti vel rei cognitæ, ex quo mandamentum ipsius debiti, vel aliud instrumentum pœnam decimi nomine curiæ stipulatum continens ad manum venerit judicantis, et lectum fuerit, vel alterius qui curiam nostram regere dignoscatur.

Quicumque de gachia vel de supergarchia mandatus fuerit per mandatum curiæ et ea non fecerit, ad cognitionem vicarii vel illius cui vicarius committet, dabit duodecim denarios nomine pœnæ.

Qui de Bada mandatus fuerit, per mandamentum curiæ, et ea non fecerit, ad requisitionem vicarii, dabit pro pœna duos solidos et denarios sex.

Quicumque ierit per carreirias post pulsationem campanæ nocturnæ, sine lumine, dabit duos solidos et sex denarios nisi ex justa causa et rationabili se valeat excusare.

Item, statuimus quod omnis emptio et venditio rata sit et firma perpetuo, si facta fuerit cum denario dei juridico et recepto, et ille denarius sit operis ecclesiæ beati Laurentii.

Item, statuimus quod nullus extraneus qui non maneat in castro Salonis permanenter per decennium, teneat tutelam, curam vel emendam honoris vel possessiones alicujus de Salone.

Præterea, statuimus quod tutores et curatores quicumque, cum bona mobilia vel fructus liberorum quorum tutores vel curatores existunt

vendere voluerint, ipsa ad Inquantum et non alias vendere teneantur, et pretium cujuslibet rei venditæ per notarium scribi faciant, dum vendentur, ne contra dictos minores possit aliqua fraus machinari, et pretium dictarum rerum et emptorum nomina in sub carticulario scribere teneatur. Tutores et curatores, si contrarium fecerint, in quinquaginta solidos penæ nomine puniantur.

Item, ad evitandas fraudes multorum, statuimus, quotiescumque rem immobilem minorum vel aliorum contingit in castro Salonis publice subhastari, quod illi qui ad Inquantum exire voluerint, seu plus offere in ipsa re, quod ad notarium super hoc per nostram curiam deputatum accedant et ei significent quantum plus dare vel offerre volunt, in re hujus modi inquantata, et notarius nomine plus offerentis scribat quantitatem plus offere volentis, ipso nec inquantatori seu alteri revelando; et quod singulis diebus subhastator publicus notario deputato super hoc se debeat personaliter presentare et inquirere cum eo si aliquis in ipsa re plus obtulerit subhastata.

Item, statuimus quod nullus castri Salonis emat seu immitat vinum in Salone de vineis sitis extra territorium castri Salonis; quicumque vero racemis indigerint, ex suis vineis non habentes fructus qui sibi et domi suæ sufficiant, sive sint divites sive pauperes, ipsi et non alii ad usum suum et domus suæ duntaxat libere racemos emere valeant a quocumque; quicumque contrarium fecerit vel fraudem aliquam in præmissis commiserit, in centum solidos puniatur et racemos amittat.

Item, statuimus ut nullus in castro Salonis vinum vendat per se vel per alium nisi de vino quod proveniet de vineis territorii Salonis; quod si contra fecerit vel fraudem aliquam commiserit contra prædicta, curia nostra capiat pro pœna ipsum vinum et nihilominus in centum solidos pro singulis saumatis puniatur et quicumque accusaverit medietatem recipiat dictæ pœnæ et curia aliam; dicto accusatore per dictam curiam minime revelando.

Item, statuimus quod nullum Avere seu animal, postquam a curia nostra fuerit prohibitum per præconem aut clamorem, transeat terminos constitutos; et si hoc fecerit, dominus animalium sive Averis decem solidos pro pœna dabit.

Item, statuimus ut nullus de castro Salonis emat aliquid ab aliquo

homine suspecto vel male casso, sive ille fuerit extraneus, sive de castro; quod si fecerit, estimationem rei emptæ pro pœna persolvet et rem emptam nostra curia capiat et vero domino restituat.

Cum pro aliqua possessione census certo termino debetur domino a quo tenetur vel a quo habetur ipsa possessio, si census solutus non fuerit a possessore, termino constituto, statuimus ipsum censum restitui triplicatum a possessore, et ita videlicet de domino census duplicatum censum recipiat et usque ad quantitatem census curia nostra habeat pro pœna, postquam dominus curiæ nostræ conquestus fuerit de canone non soluto.

Statuentes quod quantumcumque tempore emphiteota vel possessor alius in solutione pensionis vel canonis cessaverit, quod res pro quibus census vel pensio præstatur hujus modi, propter lapsum temporis et solutionem retardatam canonis non incidant in commissum, sed emphiteota vel alius possessor ad pœnam expressam superius teneatur; quod autem dictum est, quod per lapsum biennium et triennium res non cadat in commissum; extendi nolumus extra territorium castri Salonis vel de Granis.

Item, statuimus quod nullus, quando solvendo fuerit, possit rem emphiteoticariam dimittere vel alias fraudulenter alienare contra domini voluntatem.

Item, super trezenis et laudimiis sic duximus statuendum quod quandocumque aliquis vendiderit, permutaverit, vel in solutum dederit bona immobilia vel libera quæ a nobis tenentur sub certa pensione in castro Salonis vel ejus territorio et aliis castris nostris et eorum territoriis, quod curia nostra tres solidos recipiat pro libra totius pretii, si in re vendita a trezeno et laudimio aliquis se deffendat; si vero inter contrahentes sit actum quod emptor venditori francum pretium tradat, tunc curia nostra habeat tres solidos et quatuor denarios pro libra; cum autem bona immobilia vendentur, aut permutata vel in solutum data fuerint, quæ ab aliis præterquam a nobis tenentur sub annua pensione, tunc medietatem totius trezeni et laudimii curiam nostram habere volumus et dominum a quo dictæ res venditæ permutatæ vel in solutum datæ tenentur aliam medietatem recipere volumus, prout hactenus extitit observatum; et si dominus, jure prælationis, retinere voluerit rem venditam pretio quo vendetur, venditor decem et octo denarios pro libra totius pretii det curiæ nostræ

pro laudimio, et ipse dominus a trezenis sit immunis. Hoc autem statutum ad militares personas extendi nolumus quoniam ex antiqua consuetudine trezenum integrum est et laudimium de bonis quæ ab eis tenentur, sicut nostræ curiæ recipere sunt consuetæ; et si dictæ personæ vendiderint, permutaverint, vel in solutum dederint bona sua immobilia, emptor de ipsis bonis quicumque fuerit octodecim denarios pro libra totius pretii nostræ curiæ solvere teneatur, et venditor sit immunis; si vero aliqua popularis persona rem quam habuerit liberam et francam in emphiteosim seu accapitum perpetuum alteri dare voluerit, emphiteota seu accaptor det decem octo denarios pro libra totius accapiti nostræ curiæ supradictæ; si autem militaris persona fuerit, quoniam hactenus trezena et laudimia integraliter recipere consuevit, bona sua libera in emphiteosim seu accapitum dederit, tunc nostra curia nihil recipiat pro eisdem: hoc autem statutum extendi nolumus, si castra nobis subdita vel pars eorum vendantur, permutentur, vel in solutum dentur a vassallis nostris, in quo casu trezenum curiam nostram recipere volumus, sicut hactenus consuevit.

Item, statuimus quod quicumque de castro Salonis habeat chartam vel instrumentum sive notam alicujus debiti, quod illud debitum reformet et instrumentum renovet, vel debitum deferat in curia nostra infra quinquennium, præsente altera parte; et si hoc non fecerit, non audiatur postea de dicto debito, in curia nostra, et illud instrumentum debiti nullius postea sit valoris: statuentes etiam, ut multorum creditorum malitia refrenetur, quod nec ratione juramenti debitor post dictum tempus quinquennium, in nostra curia civili vel ecclesiastica valeat conveniri a prædictis; excipimus debita dotalia et legata in testamento relicta.

Item, statuimus quod nemo faciat resclausam alicubi, in valatis paludis, nec in Todobra, a molendino de Brænassio usque ad pontem *Codolos;* inferius vero quicumque fecerit resclausam, usque ad molendinum *Dalcolop*, postquam possessionem suam adaquaverit ipsam resclausam derivare teneatur; et quicumque hoc statutum fregerit det duos solidos et sex denarios, penæ nomine, quoties fregerit; et quicumque dictæ curiæ revelaverit habeat medietatem dictæ penæ.

Item, statuimus quod porcus det pro banno unum denarium, aries

Item, statuimus quod nullus teneat instrumentum, chartam seu aliquod mandamentum, postquam debito contento in eis fuerit satisfactum; qui vero prædicta vel aliquid prædictorum retinuerit in viginti solidos puniatur.

Item, statuimus quod quicumque in rixa traxerit cultellum, licet de illo non percusserit, det triginta solidos pro pena curiæ nostræ, nisi probaverit quod se deffendendo hoc fecerit.

Item, statuimus qud si arbor pendeat in terra vel vinea alicujus cujus non sit arbor et ob hoc noceat, admoneatur dominus arboris ut abscidat ramos sive brancas nocentes arboris pendentis in terra vel vinea supra dicta, per quatuordecim pedes, et si hoc facere noluerit liceat domino terræ vel vineæ cui nocet abscidere prædictas brancas et sint suæ, et postea liceat domino arboris cujus rami nocentes sunt abscissi fructus cadentes in alterius vinea vel terra colligere in eadem terra vel vinea per triduum, sine impedimento illius cujus est terra vel vinea.

Statuentes etiam quod si de arbore vicina in possessione vicini fructus vento vel alias per seipsum ceciderint, quod dominus possessionis illius cujus non est arbor et ejus familia de dictis fructibus comedere possint, si voluerint, sine banno.

Item, statuimus quod quando aliquis maritabit filiam suam homini extraneo, non liceat ei dare in dotem terras neque vineas neque aliquem honorem de tenemento castri Salonis, sine licentia curiæ nostræ; sed domum vel domos possit ei dare et nemo audeat vendere vel dare in accapitum seu in pignore vel alio modo alienare honorem suum homini extraneo, absque licentia curiæ, et hoc statutum volumus observari per totam jurisdictionem nostram, videlicet in castro Alvernici et in castro Auronis et castro Granorum et in castro sancti Amantii et de Cornilione et de Jonqueriis, sancti Mitri et Castri veteris.

Macellarii nullam carnem infirmam vel a judeis occisam vendant ullo modo, ex certa scientia sua, infra castrum vel extra; nec vendant quærenti carnes veri motonis vel porci carnes ovinas vel suillas, ni prius clare et intelligibiliter certificaverint volentes emere quod carnes illæ sunt ovinæ vel suillæ, nec interficiant seu scorgent animalia sua

in carreriis publicis, nec infra macellum, nec teneant sanguinem, nec budellatos super tabulas suas, ad vendendum, sed infra domos suas in occulto; nec inflent renes agnorum nec hædorum nec mutonum nec ovium ponendo aliquid subtus renes, nec ipsa animalia inflent per flatum vel alià fraude quàcumque; nec fundant pinguedinem alicujus animalis super ancas ut pinguiores vel grossiores appareant. Aquas de quibus lavant sanguinem carnium suarum non projiciant in vico macelli, nec in carreria publica. Neminem decipiant mentiendo, vel vendant unam carnem pro alia; sed veritatem dicant de omnibus carnibus suis, vel tales vendant omnibus hominibus quales ab eis requiruntur. Si habent transgressores, puniantur in decem solidis et nihilominus carnes amittant, quotiens fregerint vel aliquid prædictorum; et ad hoc firmiter observandum omnes macellarii per sacramentum astringantur.

Item, statuimus quod nemo adaquet, in hieme, a festo beati Michaelis usque ad festum Paschatis, arbores vel vineas de aqua fontis de Albis nec de aqua Talagarni: a festo vero Paschatis usque ad festum beati Michaelis possit quilibet adaquare de prædictis aquis hortos, arbores, viridaria, et alia consueta, de licentia adaquatorum, quos ordinari ad adaquandum annuatim volumus per curiam nostram ad præsentationem et requisitionem proborum castri Salonis habentium possessiones qui adaquare debent de aquis prædictis; et quicumque prædicta fregerit dabit duos solidos et sex denarios pro pena, quotiens fregerit supra dicta.

Item, statuimus quod nullus de aqua Todobræ possit adaquare in hieme nec æstate, nisi tamen a vesperis sabbati usque ad diem lunæ, usquè ad ortum solis; qui verò contrarium fecerit prædictam penam solvere teneatur.

Item, statuimus ne aliquis famulus stans cum domino pro mercede audeat ludere ad taxillos vel eysaquetos, de die vel de nocte, infra villam vel extrà; et si luserit de die, det duos solidos et sex denarios curiæ nostræ pro pena: si de nocte, det quinque solidos; et qui tales ludentes in domo suâ recolligerit, det decem solidos; et illi qui ludentes ad taxillos vel eysaquetos et illos qui recolligerint ludentes curiæ revelaverint habeant medietatem penæ et curia aliam.

Item, ad evitandas multas inordinatas et superfluas expensas quæ

sicut audivimus per nostros factæ fuerunt hactenus subditos, statuimus ut quod quicumque maritaverit filiam suam vel aliam quamlibet mulierem in potestate suâ vel regimine constitutam et ultrà summam sexaginta librarum eidem in dotem non assignaverit, indumenta de parceto rubeo dictæ sponsæ facere vel promittere non præsumat, nec aliquid in fraudem contra hujus modi ordinata, nec pannum dare varium; qui vero contrarium fecerit centum solidos coronatos nomine penæ nostræ curiæ solvere tenetur.

Item, statuimus quod bannerii sint annales et annis singulis communtentur et denuntient fideliter omnes tallas et malefactas eis vel eorum familiæ in quorum bonis factæ fuerunt tallæ et malefactæ, et hoc infra decem dies vel ante, cum per eos fuerint requisiti; volentes etiam quod singulis septimanis visitent finales lapides dividentes territorium castri Salonis et quod nullo tempore secum canes ducant *nisi tempore venationis;* et diebus singulis in aurora exeant vel citrà de castro Salonis, pro bannario officio exercendo, et ad castrum Salonis non redeant citra pulsationem campanæ, nisi evidens eos necessitas excusaret, nec fructus afferant alienos; volentes quod ad præmissa omnia et singula, sacramentis præstitis astringantur et quotiescumque inventi fuerint dejurasse in prædictis decem solidos coronatos solvent pro pena.

Statuimus præterea quod si alicui damnum, talla vel malefacta illatum fuerit seu illata, in vineis, arboribus, bladis, viridariis, hortis seu aliis possessionibus quibuscumque, et dominus dictarum possessionum personas vel animalia malefactam vel tallam facientia in possessionibus suis invenerit, stetur juramento domini inventoris, si bonæ famæ fuerit, dicens se dictos malefactores invenisse in suo et postmodum extimatores juratos ducat ad dictam tallam ut extiment dictum damnum, quodquidem damnum, tallam, sive malefactam malefactores restituant damnum passis et mercedem extimatoribus et bannum solvant etiam consuetum; in quo quidem banno damnum passi medietatem percipiant pro labore.

Item, statuimus quod si aliquæ personæ, propter inopiam vel malitiam sive fraudem creditorum suorum, bonis suis cesserint in curia nostra, quod, in loco in cujus curiæ dicta cessio facta fuerit, nudi in camisia et bracciis, nullum velamen in capite seu facie portantes,

cedentes bonis sine fustigatione aliqua, præcone precedente, cum tuba currere teneantur et quod præco præconiset quod nullus de castro contrahat aliquatenus cum eisdem. Nolumus tamen quod si minores, occasione debitorum paternorum, vel maternorum, bonis suis cesserint, ad præmissam penam sint adstrinoti, sed solum ad ea quæ de jure communi creditoribus competunt astringantur.

Item, statuimus quod quicumque decem animalia et extra pascentia habuerit, quod unum ex ipsis animalibus unam sonalham ad collum appertam defferat et sonantem; si vero viginti habuerit, duas sonalhas; et sic per dezennas, usque ad centum; et si plura animalia habuerit, plures sonalhas habere minime teneatur. Qui vero contra fecerit, in quinque solidos puniatur.

Item, statuimus quod nullus de castro Salonis pisces emat, causa revendendi, ab extraneo qui apportaverit ipsos pisces, causa vendendi minute ibidem, ante horam meridianam; et qui contra fecerit, in quinque solidos puniatur. Idem de fructibus præcipimus observari.

Item, statuimus quod quicumque creatus fuerit notarius noster, vel creabitur in futurum, ad dimittendum notas seu protocolla omnia quæ receperit in castro Salonis vel alibi, infra jurisdictionem nostram ubi habitaverit, si recedere voluerit, curiæ nostræ vel alicui notario, de licentia ipsius curiæ dimittere teneatur; et ad hoc quilibet notarius in sui creatione, juramento proprio, astringatur; et si contra fecerit, in centum solidos puniatur.

Item, statuimus quod nullus immittat animalia sua in alienam stipulam, quamdiu garbæ fuerint in eadem, nec aliquis, in prejudicium usus publici, garbas suas in suam stipulam, ultra tempus solitum dimittere audeat seu tenere; statuentes etiam quod nullus concedere audeat immittere animalia in stipula sua nisi prius curiam nostram de concessione hujus modi certioraverit et nomina illorum quibus concessit duxerit exprimenda; qui vero contra fecerit, in quinque solidos puniatur.

Item, statuimus quod animalia aliena extranea infra territorium castri Salonis, causa pascendi, nullo tempore immittantur; et si aliquis extraneus animalia sua immiserit, bannum duplicatum solvere teneatur, exceptis pastoribus commorantibus cum hominibus de Salone vel de

Granis, et exceptis aliis gardianis vaccarum seu equarum : Qui pastores triginta animalia ovina et gardiani vaccarum et equarum quatuor animalia in territorio Salonis pascere consueverunt; qui autem animalia extranea, exceptis prædictis, invenerit, medietatem banni habeat et curia nostra aliam medietatem.

Item, statuimus quod nullus teneat seu immitat, causa pascendi, animalia caprina in territorio Salonis nisi teneat ad stacam, et quicumque contra fecerit, pro singulis vicibus in quinquaginta solidos puniatur; et nihilominus, si quod damnum ipsa animalia dederint, immitens restituere teneatur.

Item, ad evitanda multa pericula quæ evenire possent, sicut audivimus statuimus quod nullus commatri suæ vel filiolo nec alteri personæ, in fraudem presentis statuti, infra annum a tempore baptisati filioli, audeat dare aliquid seu dari facere præter camisiam filioli atque albam cum qua fuerit baptisatus, nisi commater esset pauper et inops cui pietatis intuitu vellet commater aliquid errogare; nec maritus cum uxor missam post partum audierit, ipsa die nec post infra octo dies, aliquos vicinos suos ad convivium, nisi solum compatrem et commatrem et eorum familiam, si eos habere voluerit, audeat invitare; nec aliqua encenia mittere vicinis nisi pauperibus; qui vero contrarium fecerit, viginti quinque solidos pro pena curiæ nostræ solvere teneatur.

Item, statuimus quod nullus mercedem seu loquerium alicujus mercenarii a nocte usque ad mane retinere præsumat; si quis vero contrarium fecerit, contradicente mercenario, duplum pro pena curiæ nostræ solvere teneatur. De mercenariis autem annualibus sic ordinamus, quod qui infra octo dies, eisdem post annum finitum de mercede seu loquerio, contra dominum querellam nostræ curiæ exposuerit, damna data et expensas dicto nuntio restituat, nisi causam justam habuerit retinendi et nihilominus curiæ nostræ pro pena, quinque solidos solvere teneatur.

Item, statuimus quod nulla mulier nobilis vel plebeia, seu alia quæcumque, in capite seu indumentis aurum seu argentum seu perlas, fermallos, rosetas, nec stacas dauratas seu argentatas, deinceps portare præsumat, nisi garlandam, usque ad valorem triginta solidorum coronatorum; si qua vero mulier contrarium fecerit, aurum, argentum,

fermallos, rosetas, stacas et res quas portaverit amittat et fisco nostro applicentur; et nihilominus mariti earum vel parentes in quibus potestate fuerunt, in quinquaginta solidos puniantur.

Item, statuimus quod nuntii nostri curiæ Salonis, pro singulis citationibus faciendis, infra mœnia castri, et extra per medium miliare, habeant unum denarium et pro pignoribus faciendis duos denarios et pro clavandis hospitiis totidem; si vero extra territorium castri Salonis, pro aliqua embaysata inierint, pro singulis leucis habeant sex denarios, usque ad quatuor leucas; ultra autem quatuor lencas ad arbitrium judicis, persolvantur. Si vero aliquem de mandato curiæ in possessionem alicujus rei immobilis miserit, quatuor denarios recipiant infra castrum, et extra sex denarios, pro labore; pro arrestatione autem alicujus rei mobilis, ad instantiam alterius facta, habeant unum denarium et non ultra, et pro dearrestatione habeant totidem.

Item, statuimus quod si aliquis condemnatus in curia nostra aliquem vel aliquos habuerit creditores, quod antequam curia condemnationem exigat de bonis condemnati creditori seu creditoribus suis primo integrabiliter satisfiat.

Item, statuimus quod quicumque fecerit contra statuta, ubi pena non continetur expressa, totiens arbitrio curiæ puniatur quotiens fecerit contra statutum; et, si in aliquo statuto pena expressa est apposita, totiens puniatur quotiens contra statuta fecerit, quia iniquum et absurdum esset si tantum puniretur ille qui tantum semel fecit contra statutum quantum ille qui pluries contra statutum delinquit.

Item, statuimus quod officiales nostræ curiæ, in principio sui regiminis seu administrationis, jurent statuta Salonis fideliter observare et quod non contraveniant ex certa scientia nec in fraudem.

Item, statuimus ut prædicta statuta singulis annis, in die Circumcisionis Domini, legantur in publico parlamento, ne per ignorantiam ulterius se possint aliqui excusare; si tamen per negligentiam curialium aliquando lecta non fuerint, nihilominus semper plenam obtineant roboris firmitatem.

Postremò, quia quædam statuta per prædecessores nostros hactenus facta nimium rigida videbantur et nostris subditis offerre poterant pre-

judicium et gravamen et secundum varietatem temporum humana statuta debent variare; idcirco, omnia alia statuta quæcumque sint et qualiacumque olim per predecessores nostros edita cassamus, irritamus, et penitus ex certa scientia revocamus; istis solum statutis et ordinationibus nostris, contentis in hoc præsenti, valorem habentibus in judiciis et extra vim legum municipalium et omnem aliam plenariam firmitatem; præcipientes ipsa prout ordinata sunt inviolabiliter observari; retinentibus tamen nobis plenariam potestatem interpretandi et declarandi dicta statuta, si aliquod obscurum in eis vel ambiguum in posterum oriatur.

Edita sive facta fuerunt prædicta statuta in archiepiscopali palatio castri Salonis, in camera dicti domini archiepiscopi, sindicis et consiliariis prædictis præsentibus, in præsentia et testimonio domini Hugonis de Granis, Arelatensis canonici; domini Guillelmi Ebrardi, judicis castri Salonis; domini Guillelmi Sabaterii, prioris castri de Granis; domini Berengarii Bovis, domini Joannis Borserii, præsbiteri; domini Hugonis Isnardi, prioris Sancti Petri de Mejanis; et mei Guillelmi Corvi, præsentis castri Salonis et totius regaliæ beati Trophimi notarii, qui authoritate et mandato præfati domini archiepiscopi, ad requisitionem sindicorum prædictorum præfata statuta, ut supra leguntur seu continentur, scripsi et de ipsis statutis et tenore ipsorum per me ipsum Guillelmum notarium petierunt sibi, nomine suo et universitatis castri Salonis, prædicti, fieri publicum et publica instrumenta; *anno* Domini millesimo ducentesimo nonagesimo tertio; scilicet octavo idus maii. De qua quidem lectione et publicatione ac tenore dictorum statutorum, dictus nobilis gaucherius Cavalerii, locum tenens dicti domini vicarii Salonis, nomine et pro parte dictæ curiæ Salonis petiit et requisivit sibi fieri publicum instrumentum, per me notarium, infra scriptum, et ibidem existentes et personaliter constituti Joannes Raymundi, de Salone, sindicario nomine, ut dixit, hominum de Salone et pontius Burgundionis de Salone, nomine universitatis hominum de Salone, ac etiam propriis nominibus eorumdem et singularium personarum de Salone, tam ibidem præsentium quam etiam absentium, qui de prædicta præconisatione facta, ad convocandum gentes, ad audiendum publicationem dictorum statutorum, ac ipsius tenorem, nec non et de publicatione, lectione et toto tenore dictorum statutorum ac etiam de omnibus actis et superius actitatis petierunt et requisiverunt eis dictis nominibus fieri, unum vel plura

publicum et publica instrumenta, tam per me Hugonem de Auronis notarium publicum infra scriptum quam etiam per magistrum Jacobum Duranti, notarium de Salone, ibidem præsentem facta, lecta, et publicata fuerunt dicta municipalia statuta et acta; et sic gesta fuerunt omnia supra dicta, in curia publica Salonis ubi consuetum est jura reddi, anno, die, mense et loco prædictis, præsentibus testibus venerabili viro domino Guillelmo de Pennis, vicario ecclesiarum Salonis; domino Joanne Theobaldi, præsbistero Regiensis diœcesis; magistris Jacobo Duranti, Joanne Asterii, notariis de Salone; Guillelmo de Amenfordia, clerico Tornacensis diœcesis; cum multis aliis et me Hugone de Auronis, clerico civitatis Arelatensis, publico authoritate imperiali notario, qui in prædictis omnibus et singulis dum sic agerentur, una cum prænominatis testibus præsens fui et de illis notam recepi, et hoc præsens publicum instrumentum in istis tribus pellibus simul gludatis et ad invicem junctis, manu mea propria scripsi, et signo meo solito signavi, in fidem et testimonium omnium præmissorum rogatus et requisitus.

COUTUME DE BOURGOGNE.

COUSTUMES ET STILLES GARDEZ

OU DUCHIE DE BOURGOINGNE.

(1270-1360.)

De dottibus.

1. La femme, son mari mort, prent pour douhaire la moitié de leritage de son mari duquel il estait tenanz et possidans ou temps de son trespassement, ou cas ou son dit mari ne li fit douhaire diuis; car, en ce cas elle prenra le douhaire diuis, se tant nestoit quil ne surmontast pas la moitie des biens de son dit mari; car entant comme li dis douhaire diuis surmonteroit, la dite femme ny prendera riens par douhaire (1).

2. *Item*, la femme, le mari mort, puet requerir que son douhaire lui soit diuis; et li hoirs de son mari sont tenus de faire la diuision, et elle prendra; ou elle sera tenue de faire la dite diuision, et ils prendront. Et ou cas que li hoirs ne vouldront faire la diuision, ne prendre la partie de leur diuision que la femme aura faite, dedeans certain terme mis du juge, elle pourra eslire et retenir laquelle partie quelle vouldra desdites parties quelle aura faites.

3. *Item*, la femme prent son dohaire tout franc, sans paier aucune chose des debtes de son mari (2), se elle ne sentremet de mobles; et

(1) Se leritage estoit de fie, il samble, selon rayeson, que la femme nen sera pas dohee.

(2) Et santant des debtes dehues pour une fois, non mie de rantes annuelles; et se li maris estoit dohez de la femme, il tiendroit son douhaire franchement.

se elle se desscinct sur la fosse de son dit mari, elle renunce à tous mobles et acquestz et ne emporte que son douhaire tant seulement.

4. *Item*, la femme survivant son mari demoure douhe si comme deuant est dit, a sa vie tant seulement, de la moictie des heritaiges de son mari desquels il estoit tenans et possidans ou temps de son trespassement : cest assauoir ou cas ou elle naura eu douhaire diuis et celle moictie elle emporte sur les enffans de son mari, saucuns en ont, ou sur les heritaiges dicellui; et sil aduient que li maris ait eues pluseurs femmes et dicelles ait pluseurs enffans, et de sa derreniere nait aucuns enffans, apres le deceps de lui elle sera et demourra dohee et emportera pour son douhaire la moictie de tous ses biens desquels il estoit saisis ou temps de sa mort. Et sil aduient quil ait enffans de sa derreniere femme, iceulx enffans de la derreniere femme viendront egaument a leschoitte de leur père, auec les enffans des premieres femmes, et sera partie la succession du pere entre tous les enffans des dictes femmes par branches et non par testes (1). Car autant emporteront les enffans de lune des femmes comme de lautre. Et en ce cas ouquel il aura enffans de la derreniere femme, celle derreniere femme prendera son douhaire sur ses enffans tant seulement : cest assauoir la moictie de tous les biens que tous ses enffans en auront parti a leur partaige des biens de leur dict pere. Et se li maris avoit fait douhaire deuis de plus de la moictie de ses biens, le douhaire ne vault, mais sera restrains et rapportes en la maniere que deuant est dit.

5. *Item*, la femme ne puet aliener ne mettre en autrui main son douhaire, sans le consentement des heritiers; et se elle le fait, les dits heritiers y pueent assigner.

6. *Item*, se li peres marie son filz et promet dohaire deuis a la femme de son filz, le filz mort, sa femme pourra requerir son douhaire au pere qui promis lui a, se il vit; et se il est mors, aux hoirs du pere, ou cas ou elle naura anffans de son dit mari mort. Et se elle en a enffans elle prendera son douhaire sur la partie a ses enffans et non pas sur les autres hoirs, combien quil soit ete promis du pere. Toutesuoies prendra

(1) Et ce santant par branches es successions de droicte ligne de pere et de mere, et non mie collaterale, comme de loncle ou de la tante, car lon partiroit par chief comme raison vuelt.

elle son douhaire deuis ou propre lieu ou promis et assignez lui fut, se ce lieu auient au partaige de ses enffans; et sil ny vient, non pour tant le prenra elle la, mes de tant comme elle prendera sur la partie des autres heritiers, ses enffans seront tenus de faire recompensation aux autres heritiers, chacun an, durant le douhaire.

De acquestibus.

7. *Item*, la brue qui vient demourer avec son mari en lostel du pere ou de la mere son mari, ne prent de droit es acquestz fais du pere ne de la mere de son mari, combien quelle y ait appourtez biens. Toutesuoies ce quelle y a apporte lui doit estre gardez et rendus.

8. *Item*, le mari mort, la femme prent la moictie es moebles et ez acquestz de son mari et emporte cette moictie a tousiours mais, et sur laultre moictie elle ne puet prandre ne auoir douhaire, et pour celle moictie que elle emporte elle (est) tenue de paier la moictie de tous les debz que son mari deuoit au jors de son trespassement, et aussi la moictie de toutes pleigeries fetes par son mari.

9. *Item*, la femme qui prent la moictie es moebles et es acquestz de son mari est tenue en la moictie des rantes annuelles que son mari a vendues a temps ou a tousiours, durant le mariage, suppouse quelle ny soit obligee; ou cas toutesuoyes que les rantes seront assignees generaulment sur les biens du dit vendaige.

10. *Item*, se aucune femme donne a aucun sa partie des biens moebles et acquestz de son mari mort sens hoirs de son corps, li donation vault et ainsin fut pronuncie.

11. *Item*, a Dijon et en pluseurs aultres lieux de Bourgoingne la femme ne prent riens es acquestz de son mari faiz durant leur mariage, es lieux ou la dite coustume a lieu, se tant nestoit que la femme a la coustume generale de Bourgoingne. Mes se le mari a aucune chose es lieus ou lon prent en acquestz, la femme empourtera la moictie; et se li mari mariez ou lieu ou lon prent acquestz acquiert aucune chose à Dijon ou en aultre ville ou lieu ou lon ny prent pas, sa femme ny prendera riens.

De collacionibus.

12. *Item*, se aucuns homs, sa femme morte, ou aucune femme, son mari mort, a pluseurs filles desquelles il marient aucunes en leur donnant certaines choses et aucunes en retiengne devers soy, celles qui demourent pourront aux mariees requerir quelles rapportent ce quelles en auront porte et quelles partent ensemble, et *e conuerso* se elles nont fetes quitance, et est ce que lon dit vulgaument en Bourgoingne : *coloingnes partent.*

13. *Item*, filles mariees de pere et de mere et pour mariage deuis ne viennent point a succession de pere ne de mere ne de collateraulx avec les masles ou les hoirs de masles, se il ne leur fut reserue en elles mariant que elles y peussent venir par rapportant ce quelles en auront pourte.

14. *Item*, le pere ne puet rappeler sa fille mariee de pere et de mere qui aucune chose en aura porte pour son mariage, se il a filz qui doie auenir a succession, se le dit pere ne le fait par le consentement de son dit filz, car aultrement ne vauldroit le rappel.

15. *Item*, les filles partent ensamble les biens de pere et de mere se il ny a masle, soient mariees ou non, et appourteront les mariees leur mariage ou lequipollant. Se les mariees ont riens acquiz, elles ne mettront riens en partaige de leur acquest.

De alienacionibus.

16. *Item*, le mari puet faire sa voulentes des biens de sa femme sans son consentement durant le mariage et non plus; et puet li maris plaidoyer sur saisine et possession des choses appartenant a sa femme senz lui.

De possessionibus et saisinis.

17. *Item*, se aucuns a enffans de deux femmes et li enffans de la premiere soient masle et cilz de la secunde fumelles, *vel e conuerso*, aussi bien seront saisis li enffans de la premiere femme comme cilz de la secunde, et *e conuerso*, des biens du pere et de la mere. Et samblablement se la femme a enffans de pluseurs maris, et li mort saisit le vif son hoir.

18. *Item*, se aucune succession vient de coste, cest assauoir de grant pere ou de grant mere, de la suer ou du frere, du pere ou de la mere dicellui a qui la dite succession doit auenir et y ait aucuns hoirs masles, les hoirs masles demourront saisiz des biens de la dicte succession.

De acquestibus.

19. *Item*, les enffans aaigiez ne acquierent avec leur pere et mere, ne leurs femmes se ilz les ont, mais elles empourtent leur mariage garny quant elles sen vont (1).

De successionibus.

Item, se homme meurt sens hoirs ou condescendant de son corps et ait collateraulx desquels aucuns lui appartiennent de par pere et aucuns de par mere tant seulement; se la personne morte avoit heritages qui lui feussent aduenus de par son pere, ils aduiendront et escherront au lignaige de par le pere. Et samblablement escherront li heritages de par la mere au lignaige de par icelle, sans ce que li lignaiges de par pere y prengne riens, et est entendus en diuers grez, ou en prouchains ou en loingtains; car se li home mort avoit ung frere de par pere tant seulement, li heritage que la personne morte auait de par sa mere aduiendra au cousin de par sa mere, combien quil soit au plus loingtain gre, tout aussi bien comme li heritage de par pere aduendra audit frere, combien quil soit au plus prouchain gre. Et se la personne morte avoit acquis heritages ou mobles, se li lignager de par pere et li lignager de par mere sont en egaul gre ou diuers, touttesfois descendans de ceux memes qui estoient en ce meismes gres, li acquestz et mobles dessus diz aduendront egaument par moictie es diz lignaiges. Mes se ils estoient en diuers gres, le plus prouchain lignaige, soit de par pere ou de par mere, emportera tout lacquest et les mobles dessusdiz; et pareillement li frere de par pere emportera tous les mobles et acquestz dessusditz encountre le cousin germain de par mere tant seulement, pour rayson de plus prouchain gre; et toutesuoyes li freres de par pere tant seulement partira aultrement les dits mobles et acquestz contre le fils du frere du

(1) Que se li filz maries est emancipez de pere et il face demourance et confusion de biens avec lui par an, ils seront communs en mobles et acquestz.

mort, car ilz les partiront entreeulx egaulment par moictie combien que le dit frere de par pere soit plus prochain que li niepz de par mere. Li rayson si est telle que li niepz est descendans de cellui qui estoit en ce meisme gre avec le dit frere de par pere. Car generaulment lon dit en Bourgoingne : *li descendans represente la personne de son pere en toutes eschoictes de son adueul ;* car en la maniere que son pere ou son adueul venist a la succession, dautant ou tout seul ou avec autruy, en celle meismes maniere ly descendant y viendra. Et cest ce que lon dit vulgaument en Bourgoingne que *ce qui escherroit au pere eschoit au filz.* Et est a entendre la dite coustume ou cas ou la personne morte auroit lignaige de par pere tant seulement, ou lignaige de par mere tant seulement, se seroit du tout exclus pour ce que li frere de par pere et de par mere emportera toute la succession, soit de par pere ou de par mere. Et ny prandra riens li freres de par pere jacoit ce que li heritage soit venu de par leur pere commun ; ne aussi li freres de par mere ny prandra riens. La rayson si est pour ce que li freres germain tient a double ligne ; et en ceste maniere il est a entendre es grez loingtains, car se li mort avait ung cosin filz du frere de son pere, liquelz nestoit pas frere germain, li filz du frere germain du pere du mort viendra a toute la succession dicellui mort, soit de pere ou de mere, et li autres en sont du tout exclus pour la cause de la double ligne dessusdite (1).

De dènariis maritagii.

21. Lon tient pour heritaige deniers dehuz pour cause de mariaige qui paiez ne sont, car se aucune personne a laquelle lon donnoit deniers pour cause de mariaige, muert sans hoirs de son corps ou sans descendanz, les diz deniers seront ainsi comme heritaiges et aduendront au lignage de par la mere a qui estoient dehuz les diz deniers tant seulement.

22. *Item*, saucun recoit aucune somme dargent de deniers du ma-

(1) Que se personne muert sans hoirs de son corps qui ait cosin ou cousine germains de par pere seulement, et il ait oncle germain de par la mere, *vel e conuerso*, li oncles emportera toute la succession, encontre le cosin germain auant dit ; mais sil a aucuns cosins germains ou cosines, enffans du frere du dit oncle qui prend la dite succession, iceulx cosins venrront à la succession dessus dite avec leur dit oncle par representation.

riaige de sa femme et celle somme soit assise sur aucuns heritaiges ou moebles, le mari mort, la femme tiendra son assignault a sa vie sens aquitance, se li deniers ne lui sont rendus et paiez des hoirs desquels les diz assignaulx doivent auenir avant quelle muere; et sil aduient quils ne soient pas paiez au viuant de la femme, ses hoirs ne pourront tenir sans aquitance ledit assignaul, mais conuendra compter les issues dicellui au sort.

23. *Item*, se aucun a lignaige en prouchain ou en loingtain gre, il puet faire son hoir de cellui qui est ou plus loingtain gre, de chose mouuant de fie, par le consentement de cellui qui est ou plus prouchain gre, sans le consentement du seigneur du fie, et sans forfaicture ou acquisicion.

De obligacionibus redituum.

24. *Item*, se aucun met sa fille en religion et lui promet rente a vie, et depuis trespasse, sa femme qui prent la moictie en ses biens pour cause de douhaire, sera tenue de paier la moictie de la dite rante, jasoit ce quelle ait renuncie aux mobles et aux debz, et aussi est a entendre ou cas du frere qui promet a sa suer, et generallment en tous cas ou li maris est tenuz en aucune rante annuelle a la vie dauctin; et pour ce est a entendre que quant la femme renuncie aux mobles et aux debz, son douhaire est fraunes des dehuz a une fois et non pas des debz dehuz a vie de homme ou de femme.

25. *Item*, se aucun, combien quil soit au lit de la mort, donne a aucun rante a vie ou a perpetuite et asseoit rante sur son heritage, sa femme prenra la moictie de ses biens par douhaire, et paiera de la dite rante: cest assauoir ou cas ou elle naura douhaire devis, car en ce cas le mari ne pourroit mettre rante sur ou prejudice de sa femme.

De seruitutibus.

26. *Item*, lon ne puet mettre censiue sur censiue, car le premier lemporte.

27. Censiue porte louz, rettenue et admende; et sils sont pluseurs seigneurs dune meisme cense par indiuis dont li ung y ait plus, li autre moins, chacun seigneur emportera es louz et autres prouffiz censaulx telle porcion comme il a en la cense.

27 Coustume de ble ou de vin porte louz et retenue sanz admende.

28. Rante ne pourte louz, retenue, ne admende.

29. Deniers dehuz danciennete qui nappariont estre censaulx, coustume, ne rante, sont repputes pour censaulx et empourtent louz, rettenue, et admende.

30. Et sil aduient que aucun baillast son heritaige censaul a aucun a rante perpetuelle, il conuiendra que li sires de la censiue si consente et que la cense soit departie et mise tant sur leritaige comme sur la rante, pour ce que tout doit mouuoir de lui.

31. *Item*, li sires censiers puet de son autorité, sans justice, gaigier au lieu qui lui doit la cense, des biens et fruitaiges qui y seront ou viendront, ou des biens a cellui a qui est leritaige, et ne pouriont gaigier les ouuriers qui y ouureront.

De alienacionibus.

32. *Item*, len ne puet donner ne laissier par testament ne aultrement la chose censaul a esglise, senz le consentement du seigneur de la cense, pour ce que il ny auroit jamais prouffit si elle estoit en main de esglise qui ne puet aliener.

De feudis.

33. *Item*, len ne puet vendre simplement la chose de fie sans le consentement du seigneur de fie, car qui le fait la chose est acquise et commise au seigneur dudit fie. Toutesuoyes la puet on bien vendre a trois ans, sans son consentement.

34. Et aussi puet lon vendre perpetuellement la chose de fie, par le scelle de monseigneur le duc ou autre scelle. Le sire du fie puet prendre le marchie, bailler largent, ou il le laisse et loube ledit vendaige.

35. *Item*, li sires du fie puet mettre et asseoir sa maiu a la chose de son fie pour deffault de seruenz et de reprise et fait les fruis siens jusques a tant que declaracion et reprise plainniere lui en soit faicte.

36. *Item*, li sires du fie puet de sa auctorite assigner a la chose de son fie, apres la mort de son vassaul, ou cas que ses hoirs ou autres

a qui la chose doit appartenir nauroit faicte leur foy dedeans lan apres le dit trespassement du dit vassaul (1).

37. *Item*, li sires du fie a la court et laccion personnelle.

38. *Item*, cilz a qui lon demande fie aura dilacion davis, se cilz qui demande ne dit et propose que cilz a qui il demande en ait este en sa foy.

De divisione.

39. *Item*, se ung seigneur a enffans de de pluseurs licz, li enffans partiront egaument par liz la terre de leur pere et ny aura point de aigneesse.

De manu mortua et taillabilibus.

40. *Item*, li homme taillable puet vendre son acquest a sa vie, et apres sa mort tout ce quil a dacquest le demorant est appliquez au mex taillable.

Nota que feurmariage a lieu, et se femme feurmariee tient ses heritages au lieu de sa natiuitey et apres son mariage paioit les tailles et seruitutes au seigneur qui les recoit, ne puet icellui seigneur demander iceulx heritages comme feurmariage.

41. *Item*, se un homme est daucune ville taillable de serue condicion, li sires a qui est la ville puet demander pour son homme taillable, se il ne monstre franchise.

42. *Item*, se aucuns homs de morte main muert senz hoirs de son corpz, ses sires aura ses biens qui seront en aultruy justice et qui ne mouuront point daultruy justice, coustume, ou daultruy terre, sauf tant que dedeans ung an apres il ostera tous ses biens de sa main.

43. *Item*, se aucun homme tient daucun seigneur aucuns heritages taillables et expleitables, lesquels heritage soient en la haulte justice daultruy, se li homs qui tient les dites choses se forfait, les dites choses demourent forfaites au seigneur de qui il les tient, non mie au seigneur

(1) Car se li hoir ne font dedeans lan leur foy, et li sires se soffroit, il lui prejudicieroit.

de la haulte justice. Les mobles sont au seigneur de la haulte justice pour la coustume de Bourgoingne (1).

44. *Item*, se li homs paie lune fois plus que lautre a son seigneur deniers et il ne monstroit franchise, il est et demoure taillable a son seigneur (2).

45. *Item*, se aucun homme ou femme de main morte se marie en lieu ou la main morte nest pas, ses enffans lui succedront et viendront a leschoicte des biens qui seront ou lieu ou la main morte n'est pas.

De Desauouamento.

46. *Item*, li home serfz mainmortable se puet, par la coustume du pais, desaduouer de son seigneur, a la personne de son seigneur, quelque part quil le tienne, soit en sa terre ou dehors; et aussi se puet desaduouer au domicille du dit seigneur, se il ne le tienne, et se lon lui refuse lentree de lostel, en la presence de bonnes gens adce appellez, et le sergent du souurain aiant sur ce mandement; et vault li desaduoul fait au domicille du lieu et de la terre dont li homs est serfz, soit fait en la presence du seigneur ou, en son absence, a la personne de son juge ou de son procureur; et aultre part ne vauldroit li desaduoul fait a la personne du juge ou du procureur, se il nestoit fait a la personne du seigneur.

47. *Item*, usaige de bois, combien quil soit de long tempz, ne vault sans tiltre ou sans redeuance.

48. Saucun ottroye a aultre usaige en son bois exepte nomeement III ou VI arbres portant fruit: cest assauoir chaisne, courrefoul et albepin, cilz que lusaiges est ottroiez pourront user tous autres arbres portans fruiz exepte les dessus diz. Accourde fut et non pronuntie entre.....

De statutis dominorum.

49. *Item*, saucun seigneur fait en sa ville, ou il a toutes justices, status et conuencion es hommes de la ville de paier moindres admendes qui ne soloient et moindres que la generaul coustume du pais ne vuelt,

(1) Et se ils sont plusseurs seigneurs, chacun aura ce qui est en sa justice.

(2) *De quot annis? forte duobus vel tribus.*

telz statuz ne valent pour plusieurs causes ; premierement, pour ce quil donne occasion de mal faire pour la petite admende ; *Item*, pour ce que li homme des villes voisines, ou prejudice de leur seigneur, se retrairient en la dite ville, et ce seroit oster la generaul coustume du pays de Bourgoingne.

De pasturiis et usagiis nemorum.

50. *Item*, qui a vaine pasture en ung bois, li sires du lieu puet ou dit bois faire estangs ou gaignages sens congie diceulx qui y ont le pasturage.

51. *Item*, en usaige de vaine pasture ung ploige est pris pour tout jusques a fin de querelle.

52. *Item*, qui a usaige en bois, li sires ne le puet vendre, se il ne laisse ou li aultre puissent user conuenablement ; *quia fiet deterior condicio usuhabitancium, quod non potest. Secus si relinquit ubi possunt pasturare prout eis erit nutus.....*

De armis et duello.

53. *Item*, se je menace aucun de son corps et de ses biens et apres ce mal ou dommaige lui vient et je lui nye sa menace et il la prouue, li juges aura et tiendra pour prouue ce qui aura este fait au menacie ; et se je lui confesse la menace et jure que par moy ne par mon pourchaz mal ne domaige ne lui est venus, combien que je laye menace, il en sera quictes pourtant ; et se il offre de prouuer, apres mon serment, que pour ladite menace mal et dommaige lui est venus, il ne prouuera pas par tesmoings ne par encqueste, si nest par gaige de bataille.

54. *Item*, se je apelle ung autre de multre, se je ne dy de quoy, gaige de bataille ny appartient.

55. *Item*, se je apelle aucun de larrecin ou multre en gettant mon gaige pour le prouuer, et li aultres gettoit le sien pour le deffendre, se je ne poursuis le gaige, je suis encheux, et ainsin est de cellui que je apelle.

De delictis et penis.

56. *Item*, se je, pour malice, met sus a aucun que je ay trouue riere lui aucune chose qui me a este emblee, sil puet prouuer que pour mon

commandement il ait icelle chose, je serai en celle amende comme il fut se il (ne) se fut peu deffendre (1).

57. *Item*, li maulfaicteur qui auront forfait et mort de home, se ils sont pris en aucune justice, li sires du lieu aura la cognoissance et lexcecucion.

58. *Item*, se li bastars mariez hommes justiciables daucun seigneur se forfait et soit excecutez, li forfaicture sera a son seigneur non pas a monseigneur le duc.

59. *Item*, se ung homme cheuauche ung cheuau et en menoit ung autre en destre, et cilz qui est ou destre tue un enffant, le cheuau qui a tue est commis a la justice du seigneur.

60. *Item*, se gentil homme trait couteaul ou espee sur aucun, li amende est arbitraire. Autre chose de celui qui nest pas gentil homme, car il pert le poing ou LXV librez.

61. *Item*, se aucun ploigent corps pour corps auoir, pour auoir aucun suspeconne de crime de corps, se li suspeconne ne vient, li ploigeur seront en tel point comme lui, non pas quant à la pene du corps, mais quant aux biens tant seulement; et sera adiourne a ban, et sil ne vient lon exploictera les biens des ploiges ainsin comme sur le principal.

De vendicione.

62. *Item*, se aucun me vent heritaige et, deuant ce quil me ait baille la possession, le vent a un autre, et lui en baille la possession de fait, je ne pourroie demander a cellui qui tient la dite possession, mais a cellui qui ma vendu.

63. *Item*, la paie du prix de leritaige vendu ne se monstre pas suffisaument par la lettre de lacquest, mais le fault monstrer dedeans lan du vendaige par aultres lettres de paie ou par tesmoings; et lan passe ne puet le vendeur demander son prix, se tant nestoit que ledit acheteur en feust obligiez a lui.

64. *Item*, Se une femme est marchande cognue, son mari ne puet

(1) *Quia furtum non est.*

despecier le marchie quelle aurait fait, ne retarder le paiement, mes seront contrains a tenir.

De obligacionibus.

65. *Item*, Se aucun homme doit a aucune personne debte et, le debturier mort, le crediteur vueille auoir ses biens pour lui paier, et sa femme vueille auoir son douhaire sur yceulx, lon doit scauoir se lobligacion fut faite deuant le mariage, car en ce cas le crediteur aura les biens jusques a tant quil soit paiez; ou se elle (ne) fut faite deuant le mariage, car en ce cas la femme prendera son douhaire.

De solucionibus.

66. *Item*, Se je doy a Gaulthier v sols, chacun an, et Gaulthier dit que je ne lay pas paie de dix ans derreniers passez, se je prouue la paie des trois ans derreniers, il suffit et suis quictes du temps precedens.

De procuracionibus.

67. *Item*, Li habitans dune ville qui nont cor, cry, ne commune, ne pueent constituer procureur senz la licence de leur seigneur, et se ils ont pluseurs seigneurs desquelz li uns ait la haulte justice et li aultre la basse, li habitans doiuent demander la licence au seigneur de la haulte justice; et silz plaidoient a lui, neantmoins la lui doiuent ilz demander, et se il la leur reffuse ilz la doiuent demander au seigneur souurain.

De emendis.

68. *Item*, Le chancellier a XL. s. damande sur cellui qui apelle de lui, se sa sentence nest infirmee, et autant en ont les bailliz, et les auditeurs LX. s.; et silz sont pluseurs apellans concourrans en une cause, il ne doiuent que une seule amende.

69. *Item*, Li chastellains et li preuostz nont nulles admendes de ceulx qui apellent deulx.

De leprosis.

70. *Item*, La meselle vient a la succession de son pere et de sa mere,

De animalibus.

71. *Item*, La chieure prise en reuenue pert la langue, le beuf ou le cheuau v. s. et en garde facant Lxv. s.

72. *Item*, Li amende du chaisne coppey qui ne porte glan est de vii. s. et sil est de haulte fourest li amende est de Lxv. s.

De retractu.

73. *Item*, Pour la coustume du pais, rettraite ou deuancie est en Bourgoingne, combien que en aucuns lieux, si comme a Dijon, et aultre part, coustume locaul soit au contraire; et y a temps certain de soy comparoir ou dit rettrait: cest assauoir dedeans lan et le jour du dit vendaige. Et ne chiet point retraicte en vie de homme ne en temps; cest assauoir en achat a annees se elles ne passent xxx ans. Et est assauoir que se ilz sont ii. iii. ou iiii. retraihanz, le plus prouchains lemportera; et se ilz sont tuit aussi prouchain lung comme laultre du vendeur, ilz auront tuit ensamble le rettrait et le partiront entre eulx egaument. Et se li retraihanz demande leritage qui ne mouura pas de son costey, il ne laura pas, se il y a autre retraihanz du coste dont leritage mouura, combien quil soit plus prouchain du vendeur que cilz qui lemportera. Mes sil ny auoit point de retraihanz du coste dont leritage muet, il laura et lemportera pour prouchainete de lignage; car, en ce cas, puisquil ny a que ung retraihanz, lon ne regardera pas de quel coste leritage vendu mouura. Et se li retraihanz consigne en main de juge ou de nottaire le prix de la chose vendue, il gaingnera les fruiz dicelle chose, se il a droit en la retraicte; et sil reprent son argent, il ne gaingne nulz fruiz, suppose quil ait droit en la dicte retraicte, pour ce quil sest aidiez de son argent. Et a li retraihanz tempz de poursuygure et demander la dite retraicte contre lacheteur ou ses hoirs, cest assauoir xxx ans a compter des le temps de son presentacion; et chiet bien le droit de la retraicte aussi bien en heritages vendus de gaiges comme es heritages vendus de pais; et se prent et commence le temps du retraict de leritage vendu de gaiges ou jour que li juges lohe le dit vendaige et quil y met son decret. Et se aucun vend leritage quil a acquis, retraicte ny a point de lieu. Et se aucun baille son heritage ancien a censc ou a rante perpetuelle de ble ou de vin, retraicte y a lieu.

74. *Item*, Droit de retraicte nest acquis en (*au?*) retraihant jusques

a tant quil requiert la retraicte ; et pour ce, je qui achette puiz, sans prejudice du retraihant, donner a mon vendeur recours et tempz de recouurer son heritage quil ma vendu, touttefoyz quil me plaist, soit en faisant le contraul de la vendue, soit apres, mes quil soit fait avant ce que la retraicte me soit demandee, car apres ne le pourroie je fere ou prejudice du retraihant.

75. *Item*, Se je retrais a cause de ma femme aucun heritage, cellui heritage sera et mouura du coste de ma femme, pour rendant a moy et a mes hoirs de mon coste la moictie du prix que je en auray baillie, pour ce que des biens communs entre moy et ma femme la rancon aura este fete ; et mouura icellui heritage du coste de ma dite femme pour cause de lintroduccion qui fut faite sur ladite retraicte, afin que leritage retourne au coste et au lieu dont il est partiz. Et samblablement seroit de leritage que je retrairois pour moy et en mon chief a cause de mon coste, ouquel cas pour la cause dessus dite ma femme ou ses hoirs ne pourroient avoir que la moictie du prix qui en aura este paiez tant seulement.

De sentenciis.

76. *Item*, Le bailli, lui present en son siege, ne puet faire donner sa sentence par son lieutenant ne par aultre, se il ne le commet ad ce especiaulment et par licence.

77. *Item*, li bailliz ne li chancelier ne pueent cognoistre ne seoir pour juge en autre ville que en celle des ressorz ou ilz ont acoustume de seoir, tant en causes comanciees comme acomancier, se nest par la volunte des parties plaideantes.

78. *Item*, lon ne puet aucun traire de son ressort en la court de la chancellerie, mais est renuoyee la partie citee a son ressort et a despens, se le chancellier ny est en personne.

De accionibus mulierum.

79. *Item*, femme mariee ne puet, en cause pendant, ne dappeaul, faire aucune accion ou poursuyte, sans lauctorite de son mari, ne aussi soy deffendre sans lauctorite dessus dite, se elle nest auctorizee de son mari.

De procuracionibus et actis.

80. *Item,* se aucune procuracion est exhibee en jugement sans scel, suppose quelle soit signee de main de nottaire, elle ne sera point receue, et aussi ne seront point creables ne recevables memoriaux ne aucuns actes de procez, se ilz ne sont en parchemin signez et seellez (1).

De recredencia.

81. *Item,* lon ne fait point recreance des biens pris par vertu dexcecucion donnee sur sentence passee en chose adjugie, sil appert de la sentence ou dautre leal excecucion.

82. *Item,* les procuracions faictes soubz les seeaulz des bailliz de monseigneur sont receuables en leurs jugemens et non a aultres qui nauroit acoustume de user du contraire.

De garantizacionibus.

83. *Item,* lon puet auoir garand jusques a trois et qui est adiournez dauoir son garant, se il fait deffault, il na point de recours, se il ne destourpe bien le deffault; et ne plaidoye point li actour demander contre le garant, sil ne lui plaist, fors que contre le tenant et possidant leritage quil requiert.

84. *Item,* lon ne rent pas la court apres liticontestacion.

85. *Item,* le juge ne puet rappeller la sentence diffinitiue ja donnee.

86. *Item,* se le procureur daucun est receu une fois pour son maistre en une cause, il sera tousiours receu en celle meismes cause comme procureur.

87. *Item,* si je laisse dormir ma cause dappeaul par an et par jour sans proceder en ycelle, ma cause est jugie et perdue.

88. *Item,* se je me oppose en cas de possession et je demande en jugement la veue de ce a quoi je me suis opposez, je ne laurai mie.

(1) *Cum sigillis autenticis.*

De provisionibus.

89. *Item,* en cas de nouuelle despouille et perturbacion ou opposicion de saisine, le juge se informera sommierement et de plain, sans stripite et figure de jugement et escripture, et ce quilz trouveront nouvellement estre fait il feront remettre ou premier estat, et le restablira lon sens prejudice; et en cas dopposicion et de saisine, non contrestant apellacion frivole, la chose contempcieuse premierement prise et mise en la main souuraine, celle des parties que li juge trouueront par le proces mieux avoir joy de la dite possession et saisine par les derrenieres annees il laissera joir de la chose contempcieuse, parmi la dite main souurainne, jusques a fin de querelle, sanz prejudice du principal, sur caucion de remettre, etc.

De apellacionibus.

90. *Item,* saucun apelle en delaissant le moyen auditoire, se li apellez requiert estre renvoiez pardevant le juge delaissie par lapellant auquel la cognoissance de lapellacion deura appartenir, il y sera renvoyez.

De causis parlamenti et apellacionibus.

91. *Item,* se aucun apelle de monseigneur en France il sera receu de renuncier a sapellacion, dedans VIII jours apres sa dite apellacion, pardeuant monseigneur ou le clerc de son parlement; et se dedeans les VIII jours il ne renuncie, il ne sera plus receu a sa dite renunciacion.

92. *Item,* les parties qui auront cause ou parlement et qui la premiere fois seront aux presentacions du dit parlement, ne pourront de cy en avant accorder ne eulx departir de la cour du dit parlement sanz la licence de monseigneur; et qui aultrement le fera, chacune partie sera amendable a monseigneur : cest assauoir la partie deglise ou noble en x lib. et aultres gens non nobles en c. s.; et suppose quilz soient plusieurs en une cause, se ne paieront il que une amende seulement (1).

93. *Item,* li apellant en parlement sera tenuz de impetrer son adjournement en cause dappeaul dedeans x jours apres son appeaul, et sera

(1) *Quia pro uno reputatur.*

tenu de fere excecuter sadite impettracion dedeans VI sepmaines apres ensuyuant, a compter dez le tempz de sa dite impettracion, ou aultrement sa dite impettracion sera descheute, et mise a excecucion la sentence donnee contre lui au prouffit de lapelley.

94. *Item,* les apellaccions du gruhier et du maistre des foires de Chaalon et de leurs lieux tenant, ou aucuns deulx, se doiuent deduire et plaidoier devant les auditeurs de Beaune.

95. *Item,* le reel apellant sera tenuz pour actour en cause dappeaul et lui sera tenuz et besoing avoir grace a plaidoier par procureur.

96. *Item,* se li apellez qui aura eue sentence pour lui, fait deffault en cause dappeaul, li apellant qui aura fait le dit deffault le fera secondement adiourner, pour veoir adjiuger et declairier le prouffit du dit deffault et pour proceder en la dite cause dappeaul selon raison. Et ou cas que le dit apellez fera secondement deffault, lapellant fera et empourtera tel prouffit, pour vertu des diz deffaulx, que li apellez perdra le prouffit de sa sentence donuée a son prouffit, et avec ce paiera a lapellant les despens par lui faiz, en la constumace du dit apelle pour cause des ditz deffaulx ; et se icellui apelle vient a la dite seconde journee, il ne paiera que les despens du dit premier deffault obtenu contre lui, comme dit est.

97. *Item,* lon apelle bien pour deffault de droit.

Par monseigneur le duc, l'an MCCC, III XX, en son parlement.

98. *Item,* li apellez qui se sera coulez en droit, veu le proces, sanz faire nouueau proces en cause dappeaul, ne paiera aucuns despens, se il chiet et subcumbe de sa sentence; mais sil propose faiz et raysons, pour laquelle chose proces en appointement nouueaul en suigue, se cilz appellez en subcumbe, il paiera despens a lapellant.

99. *Item,* qui ne apelle de viue voix a la personne du juge, quant la sentence est donnee, li apellacion ne vault.

100. *Item,* se partie qui se dit apellant ne puet fere foy ou enseignuement de lassignacion de sa journee, sa partie aduerse sera licenciee de court et li apellant encheus de son appeaul.

101. *Item,* se le procureur de lapellant ne se fonde, avant liticontestacion, de grace de plaidier par procureur, li appel est desert; *quia apellans est actor.*

102. *Item,* li apellant doit faire adiourner sa partie aduerse deuant le juge de lapellacion et doit impettrer dedeans x jours apres la pronunciacion de la sentence; et le doit fere adiourner es premieres assises en jugement, et se des le jour de limpettracion de la citacion en cause dappel na xv jours jusques aux premieres assises, les parties seront adiournes aux secondes assises ou aux seconds jours.

103. *Item,* se l: apellans fait deffault a la premiere journee de sapellacion, il pert sa cause et en est du tout encheu et mande lou que la sentence donnee contre lui soit mise a excecucion precise, et en est tenuz es despens de lapelley dicelle journee.

De probacionibus.

104. *Item,* se jay journee assignee a prouuer, et je fais deffault a la journee de la procuue ou que je soye present, et je naye fete aucune diligence de adiourner et admener mes tesmoings, je suis cheus de ma procuue par tesmoings. Toutesuoies ma partie aduerse sera tenue de repondre par serment a ung chacung article de mon entencion; et se jauoye aucuns tesmoingz illec presens en jugemens, ilz seront receus et examinez seur mon entencion, jasoit ce quil nayent este adiournez.

De testibus.

105. *Item,* tesmoigne du pere pour le filz, ne du gendre pour le pere, ne vault, *et uice uersa.*

106. *Item,* le tesmoingnage de laduocat ne vault pour cellui pour qui il est aduocat.

107. *Item,* se tesmoingz sont admenez dune partie et dautre, leur depposicion ne vault, feurs a celui qui les produit, jasoit ce que depposent pour lautre partie aduerse, car ilz ne pueent porter tesmoingnage que sur lentencion sur quoi ilz sont admenez, et doiuent jurer les tesmoingz que pour amour ne pour fauour (1)....

(1) *Nec debent super alio interrogari.*

108. *Item*, les tesmoingz produits dune partie et dautre ne puent estre contrediz ne reprochiez.

De publicacionibus testium.

109. *Item*, se journee est assignee a publier, et partie proposoit deuant publicacion aucune exepcion a laquelle il conuiengne repondre, se ny si fait, la publicacion ne se fera jusques lon publioit ensamble les tesmoingz des deus parties.

110. *Item*, se aucune personne a a publier senz recours a certain jour, dedens lequel elle doit fere examiner les tesmoingz, et elle ne le fait mie, mes en est en coulpe, elle naura point daultre journee a publier, maiz se fera publicacion des tesmoingz de la partie aduerse diligent.

111. *Item*, le consentement que partie fait deuant le commissaire de retenir les tesmoingz de sa partie aduerse en son absence uault.

112. *Item*, qui a journee assignee a dire contre tesmoingz et il ne vient, et sil y vient et il ne dit, il ny a plus recours.

113. *Item*, se aucuns habitans viennent en jugement en la court des juges dessus diz, chacun habitant qui se presentera paiera pour sa presentacion de la premiere fois que il se presentera deuz groz; et deuqui en auant ne paieront tuit ansamble que une presentacion dun groz tant seulement, viennent ou non en leurs personnes ou par procureurs; et samblablement se fera de toutes autres personnes qui seront conjointes et consortes en une meisme cause et pour la dite presentacion auront les dites parties leur memor franc de seel et descripture.

114. *Item*, les presentacions des causes et plaidoieries que se font ez jours des auditeurs, du chancelier et des assises des bailliz, durent tant seulement jusques a heure de disner du premier jour : c'est assauoir jusques a ce que le juge se lieue de son siege pour aler disner; et des lors ny est aucun receu sans consentement de partie aduerse, sil na juste excusacion ou essoingne quil puisse conuenablement monstrer, et les presentacions des autres jours qui sont en la sepmaine durent jusques a vespres, s'il ny a heure certaine en lassignacion du jour.

115. *Item*, le commisserre du chancellier, des bailliz ou leurs lieuxtenans et des autres de monseigneur, du gruhier de Bourgoingne, des maistres des foires de Chaalon ou daucun deulx qui examinera tesmoingz fors de son lieu, aura et emportera pour lui et pour son clerc, se clerc vuelt avoir, pour la partie pour qui il examinera, auec ses despens, pour jour x. s. vaillans vi. groz viez, pour son salaire et munie du jour. Et sil examine en son lieu, il aura x. s. pour sa munie du jour et naura despens aucuns. Et se le juge commettant voit que la cause soit si petite et les parties si poures quelles soient trop chargees de la dite tauxacion, le juge y pourueira et y ordennera, selon ce que bon lui samblera, au dessoubz de la dite somme. Et sera tenuz le commisserre de uacquer et entendre diligemment a la dite examinacion tout le jour et jusques tant que lencqueste soit parfete. Et grossera le dit commisserre la ou mieulx lui plaira a ses despens la dicte encqueste, et sera paiez de la grosse dicelle pour ceste maniere, cest assauoir dun chacun pie descripture du long et du large escript sans fraulde ung groz et demi.

116. *Item*, les clercs des cours dessus dites ne prenront et ne pouront avoir de la plus grant seance que ilz feront que xx sols vaillant xii groz viez; et se elle est de petite chose et de petite escripture et entre poures gens, le juge qui aura donnee la dite sentence y prenra au dessoubz. Et le juge qui aura donnee la dite sentence la seellera et naura du seel, cest assauoir de la diffinitiue que x. s. et de la interlocutoire que v. s., de la monnoye dessus dite.

117. *Item*, le memorial des dites courts ou naura commission, vaulra pour seel et pour escripture deux groz; et se il y a commission, il vaulra v. s. de la d te monnoye; et se il y a aucun acte ou memorial qui contiengne aucune longue escripture, le clerc se paiera de lescripture a lordennance du juge, et pour la longue escripture ne pranra rien pour le seel.

118. *Item*, de toutes escriptures qui se feront ez dites courts, cest assauoir de faiz ou de raisons baillies en court, de la coppie dicelles, de coppie de tesmoignaiges, ou dautres escriptures, les clercs se paieront au pie : cest assauoir pour ung chacun pie de long et de large escript sans fraulde, ung groz demi, si comme il est dessus dit; de la grosse des encquestes et pour le seel du juge qui y sera mis, un quart de groz.

119. *Item*, une letre de sergent vaulra pour seel et pour escripture un groz.

120. *Item*, une saulue-garde generaul contenant commission pour faire paier de debtes, vaulra III groz.

121. *Item*, une simple commission pour faire paier un groz demi.

122. *Item*, une main leuee a plain ou recreance...., III groz, se ce entant pour congnoissance de cause, car se la main est leuee du consentement des parties, lon nen doit rien, par lordonnance le roy Jehan faite lan M.CCC.LIII, ou parlement.

123. *Item*, une saulue garde simple sans commission, II groz.

124. *Item*, un mandement en cas de nouuellete, III groz le plus grant et au dessoubz, a lordonnance du juge; et suppose quils soient pluseurs impettrans en ung des ditz mandemens, pour ce nan sera plus veue.

De seruientibus.

125. *Item*, chacun sergent aura de gaiges, pour jour, cest assauoir le sergent a cheuau III groz et le sergent a pie II groz; et se li sergens fait pluseurs offices en un jour, se ne prenra il pour jour que la tauxacion dessus dite et en fera deduccion conuenable sur chacune partie sur laquelle il aura officie.

126. *Item*, li sergent du bailli pourra executer la citacion ou reuocacion des auditeurs impettree de laudience du chancellier et fere par un ce que les auditeurs par leurs lettres de la dite impettracion manderont et commetteront, se mestier est, au premier des sergens monseigneur le duc establi, tant ou fait de la chancellerie comme des bailliages de monseigneur, faire et accomplir la dite impettracion.

De prepositis.

127. *Item*, est ordonne que nulz des preuostz de monseigneur ne recoiuent decy en auant dons, ne composicions par maniere de don, des subgestz de leur preuoste; et ou cas quilz feront le contraire, monseigneur vuelt desia quilz soient nulz et de nulle valeur, et commande et enjoint a ses bailliz quilz ne soffrent faire le contraire, et

que les diz dons et composicions quant ilz ventlront a leur congnoissance declairez nulz et de nulle valour, et mettent au neant, se mestier est, en leur facant paier a monseigneur et a la partie admende conuenable pour ceste cause.

128. *Item*, que doresenavant li diz preuostz ne feront ne pourront faire adiourner doffice aucuns habitans de ville par maindre dabitant ou aultrement tous ensamble ou la plus grant partie diceulx avuestiz; et se ilz font le contraire, il sera mis au neant par les bailliz et ladmenderont comme deuant.

129. *Item*, li diz preuostz de leur office ne pourront et ne pueent faire adiourner si nest a jour de feste et feurs huitene, et en ce cas ouuriront et seront tenuz de ouurir et proposer a la premiere journee leur demande doffice a cellui qui sera adiourne, sans continuier a aultre journee ou journees : et ou cas quilz feront le contraire, tout sera mis au neant et ladmenderont comme deuant.

130. *Item*, et ne arresteront ou pourront arrester doffice aucuns de leurs subgez, si nest pour cas de crime, offence ou rebellions desquelz ilz soient premiers informez, et lesquelz cas criminiez, offences et rebellions, ils seront tenus de rapporter et rappourteront incontinant aus diz bailliz ou a leurs lieuxtenans, ensamble les informacions et pour en ordonner selon raison.

131. *Item*, li diz bailliz pourueiront aux subgez qui seront greues par les diz preuostz, contre les ordonnances dessus dites, sommierement, sans long proces ou escripture judiciere, et feront amende a monseigneur et a partie selon raison et coustume de pais; et ou cas que li diz bailliz seront negligent ou desneant de faire raison aux parties complaignantes sur les choses dessus dites, ilz en seront pugniz par monseigneur, et seront tenus li diz bailliz et autres officiers de monseigneur faire continue residence en leurs offices, et au plus principal lieu de leurs offices fere leur demourance, ou aultrement ilz ne prenront nulz gaiges pour le temps quilz y feront faulte, et si mettera lon autre en son office. Par le roy Jehan, lan M. ccc. Lxii. en parlement.

132. *Item*, li preuostz ne congnoisteriont pas de leritaige

133. *Item*, li preuost nest pas creu seul de auoir aucun adiourne pour lui et pour son fait.

134. *Item*, li sergent nest pas creu seul de rescousse, mais il est creux de ladiournement.

135. *Item*, encqueste faicte contre aucun, en cas de crime, ne vault, se il ne sest mis en encqueste.

136. *Item*, se je et ma partie aduerse auons journee assignee pardeuant le chancellier ou le bailli a Beaune, pour oir droit en notre cause, et le juge pronunce sa sentence a Nuyz, sans notre consentement, il pronunce mal et nest sa sentence de valour.

137. *Item*, se ung prestre qui est mon procureur apelle pour moi, li appeaul ne vault, pour ce quil est prestre et je suis seculiers.

138. *Item*, se aucun impettre contre moy un adiournement et face excecuter son adiournement a la personne du mien procureur qui pour moy naura point deduite la cause parauant, ladiournement dessusdit sera mal excecutez.

139. *Item*, se je qui suis de Beaune suiz condempnez a Dijon es despens de ma partie aduerse, et elle me face a apeller au dit lieu de Dijon pour veoir tauxer les diz despens, et je requier mon renuoy sur ce ou mon ressort de Beaune, je nan auray point.

140. *Item*, se je qui suis reel obtien deffault contre ma partie aduerse actour avant liticontestacion, je auray despens comme prejudiciaulx, et (se) depuis je procede en la cause, sans demander mesdiz despens ou sans en protester, je ne puis reffuser de proceder auant en la dite cause, ne retarder ledit proces, pour cas des diz despens.

141. *Item*, se partie appointee en droit trespasse et elle nait hoirs, lon donne curatour es biens pour reprenre le proces, lequel le repreut veu lestat dicellui comme curatour; et pour ce lui assigne lon jour pour oir droit, et ainsin fut il dit de messire Guillaume Daulhilley chevalier, duquel messire Odille de Montagu ne voult accepter loirrie ne renuncier a ycelle.

142. *Item*, transcripts, ne *vidimus* de lettres, ne sont creus en jugement, sans loriginal.

143. *Item*, se je demande a aucun tuteur, par proces, heritaiges ou

muebles, et après liticontestacion le meindre aaigiez dit quil ne veult pas que je plaidoie plus contre son tuteur, et se il proteste qui ne lui nuise, le meindres ne sera pas adce oyz, mais prenra li plaiz son cours contre son tutour, suppose quil soit aaigiez.

144. *Item*, cilz qui se fait garder est actour, et pour ce di premier que li opposans propose son cas possessoire; et sil en est refusant et quil ne satisface suffisaument a la journee, le juge doit donner deffault qui emportera tel prouffit que le dit actour sera encheus de sa garde et de sa possession; et sera leuee la main souuerainne de la chose contempcieuse au prouffit de lopposant, en condempnacion en ses despens.

145. *Item*, cilz qui soppose en une garde de nouuellete ne doit demander demande pour escript ne la veue de ce dont il sest opposez; et se a la journee de son opposicion il ne double contredit et deffend suffisaument le cas de nouuellete, il sera encheuz et fourcloz de son opposicion, et sera sa partie aduerse tenue gardee en sa possession, la main souuerainne leuee a son prouffit et condempnacion de despens.

146. *Item*, se raisons de fait sont proposees et partie aduerse ny respond, apres ce que le juge lui aura commande, elles demorriont prouuees; et se ny si fait, se cilz qui les a proposees ne soffre du prouuer, elles ne lui vauldriont riens.

147. *Item*, se aucun allegue coustume nottoire et generaul, il nest tenuz de la prouuer, mes sen doit li juges informer.

148. *Item*, se journee est assignee a publier, et partie proposoit deuant publicacion aucune excepcion a laquelle il conuiengne repondre, se ny si fait, la publicacion retarde jusques lon publioit ensamble les tesmoingz des deux parties. (*Voy. l'art.* 109.)

149. *Item*, se je me submes a comparoir a unes assises sur certaines penes, et je viens durant les dites assises, il soffit, et nest point la pene commise, suppose que je me soies presentez durant le temps des presentacions; mes se je ay a proceder en cause, le deffault donne contre moy tiendra au prouffit de ma partie aduerse qui emportera en la dite cause tel prouffit commil appartiendra, selon lassignacion de la journee, et non mie commission de la dite pene.

150. *Item*, se jay obtenu contre ma partie aduerse apellant aucun

deffault, et je le face a appeler pour veoir adiugier et tauxer mes despens faiz pour cause dudit deffault, se il requiert sur ce la demande pour escript, il ne laura point.

151. *Item*, se aucun est obligiez soubz le seel de monseigneur, lon le gaigiera et excecutera, non obstant quelcunques cause quil die et ne sera faicte recreance jusques le debturier ait prouee cause suffisant: cest assauoir par quittances ou faulcete de lettres, laquelle preuue faite, lon lui rendera ses gaiges et sera le crediteur controingz a lui rendre tous coustz et dommaiges et en lamende de monseigneur.

152. *Item*, saucun prieur ou religieux se oblige soubz le seel de monseigneur en aucune somme de deniers, lui ou son successeur seront controingz et excecutez des biens temporels du dit priore, non obstant quelcunques allegacions quil pretende; tout aussi seront il oyz a proposer a prouuer paie par quitance ou faulcete de lettres et en sera fait comme a larticle precedent.

153. *Item*, se je qui suis de Dijon me fais garand a Chaalon pour aucun sergent du lieu qui aura gaigie a ma requeste aucunz du dit lieu de Chaalon ou du dit ressort, demande mon ranuoy, je ne laray mie, mais procedera (lon) au dit lieu de Chaalon contre le gaige.

154. *Item*, li juges sans consentement de partie ne doit anticiper la playdoierie des causes qui sont deuant lui, oultre et contre lordre des presentacions, mais conuient quil deliure les parties selon lordre des dictes presentacions.

155. *Item*, prouue de tesmoingz ne vault se les tesmoingz nont jure en presence de partie aduerse, ou en son absence, pour sa contumace ou par son consentement.

156. *Item*, les commisserres qui examineront ont puissance de faire appeler deuant eulx la partie, pour repondre par son serment es articles de partie aduerse; et se elle ny repond, lon tiendra les articles pour congneuz. Et conuient que la partie soit citee a sa personne et feur huitaine, et que le lieu et le jour de la journee soient compris en la relacion du sergent. Et se celle partie ne vient a la journee, elle sera mise en deffault par commis, le prouffit duquel deffault sera declaire par le juge commettant, (partie) sur ce appelee. Le

prouffit duquel deffault sera telz que les articles de la partie qui aura obtenu le dit deffault seront tenus pour congneuz contre la partie deffaillante, se elle ne purge son deffault par leaul enseingnement ou excusacion, pardevant le dit juge commettant. Et se elle se compare deuant le dit commisserre et elle ne vueille repondre es articles, apres ce que requis et commande lui sera par le dit commis, elle sera mise en deffault par le dit commis (1); lequel deffault sera de tel prouffit comme dessus, cest assauoir que les diz articles seront passes pour congneuz; et sera declaire le dit prouffit par le juge commettant, partie sur ce appellee, et a repondre aux diz articles sera presente, sil lui plaist, devant le commisserre, la partie qui affermera les diz articles. Et ne doit lon point repondre aux diz articles par escript, ne par conseil, deuant le commisserre, et de la reponse baillera le commisserre coppie a la partie affermante, se requise lui est, affin quelle voie ce dont sa partie aduerse laura descharge de proeuue puy sa dite reponse

157. *Item*, despens qui viennent par commisserres, en cause dappeaul, se doiuent adiugier et tauxer contre lacteur et contre le reel.

158. *Item*, grace a plaidoier par procureur ne fait besoing a lacteur, en quelcunques jugemens que ce soit, ou dit dulchie, apres liticontestacion; et ne pouroit le reel opposer apres liticontestacion, en cause principal, ne en cause dappeaul, aucun deffault de grace, suppose que lacteur nan ait point eue avant liticontestacion.

[Par la royne Jehanne lan M. ccc. Lvii. en parlement.

159. *Item*, tous habitans plaidoyanz en parlement et deffenseurs en causes uniuersaulx, touchant le commun, seront receuz en demandant et en deffendant par procureur a plaidoyer sans grace.]

160. *Item*, il est commande aux balliz du duchie presens au conseil que doresenauant, en la justice de monseigneur, ne seuffrent faire columbiers ne ediffier; et sil y a aucuns des subgez qui pour ce fait se plaignent ou doulent a eulx, que les parties appellees facent raison et acomplissement de justice.

(1) Les commisserres se doiuent donner du consentement des parties, ou lon ne puet appeler.

LASSIETTE DE TERRE EN BOURGOINGNE.

Hommes.

161. Pour asseoir terre en Bourgoingne coutulent regarder se ce est homme taillable a volontey, combien la taille a valu en sept ans derreniers passez, et prendre la VIIe partie pour lassiette; et se ilz sont mainmortables, lon doit prisier la mainmorte le dixieme de la reuenue par an a lassiette, et, se la justice y est, autant. Et pour les chouses chargiez de fie, doit lon rabattre le Xe. Et aussi qui bailleroit fie lon le priseroit en assiette le dixieme que la chouse puet valoir par an.

Etangs.

162. *Item*, qui bailleroit estanges dagost, larpent de leaue seroit prisie XX s. digennois, et de lestang sur riuiere XV. s. Et se il y a molins, la VIIe partie de la reuenue en sept ans, la substantacion rabattue.

Terres.

163. *Item*, les terres qui se font au tier le journaul sera prisie XII. d. digennois, et le journaul que lon fait a medictie XVIII. d. digennois, et en descendant pour rate as prie que dessus.

Mesures.

164. *Item*, notez larpent de bois a XXX toises rappenaulx de quarriere et a chacune toise VII piedz et demi de long. Li arpent de bois sont de cent cordes, la corde de VII aulnes et demie de Prouuins de long; et des terres et des vignes, de quatre vins et dix cordes larpent, tout en quarriere.

Preyz.

165. *Item*, la soicture de prey en tres bon fons, X s. digenois, et les septures autres en descendant selon les lieux.

Blez.

166. *Item*, le boisseaul froument mesure de Beaune II. s. digennois,

et le bichot aucine cinq s. digenois ; et le bichot soigle VIII. s. digenois: tout mesure de Beaune. Des pois, des faves, comme du froument et de lorge comme du soigle.

Vin.

167. Le meu de vin a Beaune, mesure du dit Beaune, vint solz digenois et ailleurs, comme Pomart, Volenay, Meloisey, le meu XV. s. et en descendant selon la moindre scituation.

Vignes.

168. Journée de vigne en Beaunois, cinq s. digenois, et ailleurs III. s. digenois.

Saules.

169. Les saulcis, la teste deux deniers en Beaunois, et ailleurs loing de vignoble, X pour ung denier.

Bois.

170. Larpent de bois reuenant, selon la scituacion et que lon le vend a poul de temps. Larpent de haulte forest, ou pourtant fruit, en bon pais et de bon chaisne: larpent XX s. digenois.

Maisons et jardins.

171. Les maisons et les jardins comme en sept ans, la misse deduite, cest assauoir la septieme partie de la reuenue des diz sept ans mise ensamble ; et sil y a columbier puepple, lon prisera chacun pertuis une maille digenois de reuenue.

Volaille.

172. La geline III. d. digenois, le chappon VI d. digenois, et loyson VIII d. digenois.

Corvees.

173. La corvee domme VI. d. ; de charrue XVIII. d. ; et des coteurs XVIII. d. et faire les despens aux dessus diz.

Molins.

174. Les molins bateurs et fouleurs, la septieme partie de ce quilz auront valu, es sept derrenieres annees ; la substantacion rabattue.

Cire, oile, miel.

175. La liure de cire II. s. VI. d. digenois; la pinte doille, XV. d. digenois, et la pinte de miel XII. d. digenois.

Censes.

176. Menues censiues pourtans louz et remuaige seront prisies le double de rante.

[*Clause de preuilege du roy Charle.*

Nous de grace especial auons ottroye a nostre oncle le duc de Bourgoingne, que, non obstant toutes apellacions ou opposicions faittes et a faire a la court de notre parlement en France par les diz debteurs ou aucun deulx, et quelconques adiournemens sur ce impettrez et a impettrer, le chancellier de notre dit oncle, et ses creanciers puissent joir et user de son droit et stille de la chancellerie, sens offence, en la maniere que lui et ses predecesseurs en ont joy et use de tous temps. Mandons que empeschement ne soit mis en cest outtroy. Donne a Paris le XIX jour de juillet M. CCC. IIII XX. et III.]

Cy commance la diuision des fiefs.

177. Lon dit communement en Bourgoingne que la coustume de Bourgoingne est telle, que li sires meisnies puet prenre son partage, combien quil soit du fie daultruy, de son ainsne frere, et ceste general parolle puet mettre moult de gens en errour; car aucun cas puet auenir ou celle coustume a lieu et en aucuns ou elle na point de lieu; et pour ce sont mis cy dessoubz li cas ou la coustume a lieu tout clerement, et esquels la coustume na pas lieu clerement, et esquels lon se doubte.

Commant les fiefs doivent repranre de lainsne.

178. Il aduient aucune fois que aucun tient chose en fief daucun seigneur, et mettons pour exemple de monseigneur le duc, et toutes ces choses il tient a ung fief; puis apres il vient a pluseurs enffans, lesquels deuisent entreulx les deuant dites choses, et en celle maniere li ainsnez en tient partie et li autres autre partie; et en ce cas il est tout

certain que la coustume a lieu, car li maisnez puet praure ces choses de lainsne, et li ainsne le demoine de ces choses quil tenoit deuant et le fief de son frere doitre pranre du duc, et en doit estre ses homes; et ou cas dessus dit, aucuns dient que li ainsnez doit tenir la moictie du demoine, li autres dient le contraire que il souffit quelque petite partie que il en tiengne.

Commant li maisnez puet tenir sens repranre de son ainsne frere.

179. *Item*, ou cas dessus dit, il puet aduenir que toutes les choses qui sont en ung fief viennent au partaige du mainsne, et en ce cas li mainsne ne puet pas repranre a lainsne, ne na pas lieu la dite coustume en ce cas, ains doit repranre du chief seigneur; et est bien raison de diuersite entre le premier cas et le second: car, au premier cas, le premier fief nest pas un enfore fief mes la partie tant seulement, laquelle chose la coustume souffre et ottroye; mes au second cas toute la chose seroit mise en rere fief, ou dommaige et contre la voulentey du chief seigneur, qui seroit moult contre raison: lequel muert et a pluseurs enffans, et en ce cas se les choses dun fief viennent a lun des enffans et les choses daultre fief viennent a laultre, le moindre ne puet pranre de lainsne et pour la cause dessus dite, car tout ce fief cherroit en riere fief.

180. *Item*, il aduient aucune fois que aucuns tient pluseurs chouses certaines et a pluseurs fiefs, cest assauoir certaines choses a ung fief et certaines choses a ung autre, et puet on mettre a exemple le filz qui tient leritage de son pere a ung fief et leritage de sa mere a un autre, soit chastel, soit maison fort, soit terre plainne, lequel muert et a pluseurs enffans; et en ce cas se les choses dun fie viennent a lun des enffans et les choses daultre fief viennent a lautre, le maisne ne puet prandre de lainsne pour la cause dessus dite, car tous ses fiefs cherroient en rere fief.

Commant la suer ainsnee doit repranre de son frere mainsne.

181. *Item*, en tout cas ou le moins ne puet prandre son partage de lainsne, et en ce meismes cas, la fille est tousiours jugie maisnee au regard dou filz qui tousiours a lainneesse deuant la fille. Et de ce fut bien messires informez par les tesmoingz que Richart Dautigney a trais contre monseigneur, sur ce que monseigneur disoit que la suer du dit Richart ainsnee auoit repris du dit Richart.

182. Pour laquelle cause dessus dite il appert quil est a faire en la cause de Richart Dautigney et de la suer ainsnee, car se le partaige de sa suer quelle a repris de Richart estoit un seul fief desceurez des choses que Richart tient, elle ne le puet faire; et se sestoit partie du fie que Richart tient de monseigneur, faire le puet.

Commant lon fait dun fief deux sans partage.

183. *Item*, il aduient aucune fois que aucun tieñt en fief daucun seigneur et puis apres muert et par auenture a deux enffans; ces II. enffans entrent en hommaige de ce seigneur des choses qui mueuent de son fief par indiuis chacun pour son droit, et en celle maniere li sires a II. homes de II. fiefs de celle chose; puis apres son frere prent son partaige et autres biens qui ne mueuent point de ce fief et quitte pour ceste cause a son frere les choses du dit fief; li sires ne (puet) pas dire que le droit a cellui qui aquitte a son fie lui soit commis, mes cellui a qui les choses du dit fief demeurent doit faire II. fiefz a son seigneur, et ainsin fut il pronuncie, longtemps a, par monseigneur ou cas des filles a la dame de Bourboullie, et samblable cas est aduenus nouvellement a la personne de Guillaume Despoisse et de damoiselle Jehanne sa suer; et generaulment en tous autres cas quelcunques, *qui* met en autre main ce quil tient en fief daultry, senz consentement de celluy de qui il le tient, il pert le fie, et est commis au seigneur ce qui est mis en autre main sans consentement du seigneur.

Commant li mainsne nest tenu de prandre de lainsne sil ne lui plaist.

184. *Item*, ou cas que li mainsne puet repranre de lainsney, li mainsney puet repranre sil veut du chief seigneur, car necessite ne lui est point mise quil ne puisse repranre du chief seigneur.

Commant lon ne puet mettre fief en arrier fief.

185. Messires a commande au bailli Dauxson (*d'Auxonne*) quil saisisse Rouuroy et le mette en la main de monseigneur pour aucunes raisons, especiaulment pour ce que messire Guillaume de Rouuroy li ainsne des freres, de ses freres et suers tenoit cy en arriere Rouuroy et tout leritage de lui, lesquels freres et suers il auoit en sauouerie, et des choses auant dites il entra en hommaige monsieur le duc qui mort est, puis apres il bailla Rouuroy quil tenoit du duc un et un, si commil est deuant dit, et qui estoit le chief de la chastellerie a son

frere moindre, lequel frere mainsne len fit homaige si comme lon dit et en tel maniere que le dit Guillaume mit le chief de la chastellerie quil tenoit un et un du duc en rere fief, laquelle chose ne se pouait faire; et pour ce que messire tienne Rouuroy en autre main que en la main de celluy qui en fit la foy, a lon comande au bailli quil saisisse Rouuroy et que se aucuns est plaintiz de ceste saisine quil adjournast par devant monseigneur, il en fera droit.

186. Se les freres estans communs ou autres, li ung aqu'ert fief ou chose de fie, li autres na riens ou fie selon droit, mais il puet recouurer sa partie du prix.

Des alienacions ou admoindrissement de fief.

187. De chappittre Dostun, de Chautart, monseigneur tiendra la ville en sa main pour ce quil trouue le fief mis en la main morte nouuellement.

De vendaige des choses de fief.

188. Mess. Pierre Bourgoiz deuoit a pluseurs gens auant ce quil eust obligie sa terre au seigneur du fie; il est pronuncie que li creanciers querront achetteur de la dite terre, si auctorisable comme le dit Pierre Bourgoiz, et li sires du fie retiendra ou louera la vendue; toutefoys il sera premier paiez de tout sont debt, et du remenant du prix sera fete distribucion entre les creanciers.

Commant non nobles ne pueent fere ne acquerir fie dalleu.

189. Accourde est par le conseil monseigneur que noble personne ne puet repranre son alleu de bourgoiz ou de non noble, soit en deniers receuant, soit a cause de don. Encor est il accorde que bourgoiz ou non nobles, ne puissent repranre leur alleu de bourgoiz ne de non nobles, et pour ce est il commande que alleu repris de bourgoiz ou de non nobles seront mis en la main de monseigneur.

Commant lon puet par testament faire hoir estrange en la chose de fie senz forfaicture ou commission.

190. Messires Jehan de Groilley auoit un filz de son filz mort lequel deuoit venir entierement a sa succession senz testament, et celluí filz il fit hoir en son testament en sa terre de Gascoingne. *It m*,

il auoit un nepueu filz de son frere-mort, lequel ne pouuoit venir a sa succession sans testament, pour ce que li filz du filz le deuancissoit. Le dit sires de Groilley fit hoir son nepueu en sa terre de Bourgoingne, laquelle est du fie de monseigneur. Le dit sires de Groilley mort, le dit filz du filz approuua le testament de son grant pere et voult et lui pleust que le dit nepueu du dit seigneur fut hoir en la terre de Bourgoingne, lequel nepueu sentremist en la dite terre comme hoir. Messires disoit que la dite terre luy estoit commise et forfaicte, car li dis sire de Groilley qui tenoit de lui la terre en fief ne pouoit mettre la dicte terre ne par testament ne entre les vifz en autre main senz son consentement, ne ne pouoit venir apres la mort du dit seigneur de Groilley en autre main que de cellui qui deuoit auoir la dicte terre par succession senz testament; et pour ce disoit messires que la dite terre lui estoit commise. Le dit nepueu disoit au contraire que en ce cas nauoit poinct de forfaicture et sur ce se mist en droit. Pronuncie fu et a droit que le dit nepueu pouoit tenir en ce cas la dite terre senz fourfaicture.

De faire cheualier.

191. Philippe de Vienne a fete admende a monseigneur de ce quil fist cheualier messire Gaulthier son ami senz le congie monseigneur, presens leuesque Dostun et pluseurs autres seigneurs.

Des espaues, forfaictures et bastardie.

192. Du chappittre de Beaune qui demandoit une truhue sauluaige que lon avoit trouuee a Monteingney, pronuncie est que se la haulte justice est leur, au dit Monteingney, la truhue leur sera rendue.

193. De la petite justice du blaier et des mesures prendre, laquelle petite justice ilz prennent bien en ce quilz y ont et la dame de Cintenay prenne la saisine de la haulte justice par tout, pourquoy elle emporte le porc sangle qui fut en leur terre. Car ce est cas qui appartient a la grant justice, et sauf ce que ses blaier est saisiz dun maingier chacun an sur chacun de leurs hommes.

194. Mesure bailler et deliurer si appartient a petite et a basse justice.

195. Porc sangle et grosses bestes de nature de porc sangler appartiennent a haulte justice, et aussi li amende de vendre vin en aultrui

justice sans licence du seigneur. Ensiut fut pronuncie, entre la dame de Courcenaul et messire Pierre de Nantoul et ses sergens, par le duc Robert.

196. Mouchettes trouuees appartiennent selon la generaul coustume du duchie de Bourgoingne a cellui qui a la haulte justice du lieu ou la mouchette est trouuee, non pas a cellui qui a la petite justice.

197. Lon dit et tient selon droit et la coustume de Bourgoingne que se un beuf ou un cheuau fait un ou pluseurs homicides il nan doiuent poinct morir, ne lon nen doit faire justice, feur quilz doiuent estre pris par le seigneur en qui justice ilz ont fait le delit ou par ses gens, et lui sont confisquez et doiuent estre vendus et exploictiez au prouffit du dit seigneur; mes se autres bestes ou juyf le font, ilz doiuent estre pendus par les piez derreniers.

198. Messires li dux a en sa terre leschoicte des bastards et doit paier la sepulture.

199. Du bastard qui estoit mariez et auoit enffans qui estoit homs justiciables a la princepce de Saint-Julien lequel a este pendus, ou leschoicte doit estre a monseigneur ou a la princepce, la forfaicture sera au seigneur de la justice, non mie a monseigneur.

200. Li deuanciers de monseigneur donnerent preuilege aux religieux de Flauigny quilz ne peussent acquerir en la ville daxilley, ne pour achat ne pour donacion, ne par quelcunques autre tiltre que ce feust; pour ce ne prent pas monseigneur la succession de son bastars, car celle succession ne doit point estre appellee acquests.

201. Li deuanciers monseigneur ouctroyerent aux religieux de Maizieres et confermerent tout ce quilz auoient acquiz et pouuoient acquerir en ses chasemens pour sa terre. Accorde fut et non pas pronuncie que pour la vertu des dictes parolles ilz ne pouuoient acquerir fiefs ne justices, et par la vertu des dictes letres ne leur sont confermees, car tel generaulitez ne sestant poinct quant aux fiefz et justices, especiaulement es religieux de Cisteaulx qui selon leur regle se doiuent garder de telz acquestz.

202. Se li sires prent les biens de lomme forfait, il ne paie riens des debz de cellui qui fit la forfaicture. Toutesuoies se il a femme, elle ne

pert point son doùhaire ne son acquest, pour la coustume de Bourgoingne.

203. Les poissons qui sont en fosses, serues ou estangs, se ilz cheent en partaige, sont repputtez heritages, se la succession et deuisiòn ne chiet en lan ouquel le droit ou la succession en est escheu a cellui qui en requiert le partaige, mes se ilz sont en telle annee empeschie: cest assauoir que selon lordonance tenue au lieu ou ilz doiuent estre peschiez, les diz poissons doiuent estre repputez pour mobles, aultrement non.

De ressort de gardes.

204. Des gens de Guill^e. de Verdun qui batoient les gens a ceulx de Maisieres, en leur maison qui est en la rue de Soone, dessoubz Gergey qui est en la garde de monseigneur, Guillaume en demande la court; lon lui rendra point, pour ce que le meffait fut fait en la garde de monseigneur.

205. Ung homme monseigneur Hugues de Bourgoingne a edifiie es terres terroyables monseigneur; les gens monseigneur voloient leddifice estre oste ou estre commis a monseigneur. Sur ce li homs demanda la court son seigneur. Prononcie est quil naura point la court son seigneur; mes en respondra pardeuant monseigneur ou pardeuant ses gens.

206. De gardes qui sont establies deux ans a et plus et puis se plainct li sires de Brion; si hommes ne seront point ostez de sa garde de monseigneur, pour ce quilz y ont demouré plus de deux ans, sil ne puet et vuelt prouuer que ilz soient la miz en condicion.

De bachelerie et confrairie.

207. Tous fourfaiz de bachelerie sont deffendus; et se ilz forfont en bachellerie, ilz sont admendables en Lxv. 8t.

208. Du preuost de Beaune et des hommes Deschemones le preuost demandoit a un chacun Lxv. s. damende, pour ce que landemain de la Natiuitey, ilz auoient brisie lostel dun preudomme de la ville; ilz se deffendoient et disoient quilz faicoient leur bachellerie et voloient leans praure ung varlet pour esbatement et disoient que ainsin laueient acoustume. Lon leur deffendit et deffend quilz ne le facent plus et sont tous condempnez en Lxv. s. tant seulement.

209. Ordonnez est et fut establi et pronuncie en general que nulle confrairies, assamblees, ne colleges, ne fussent faiz ne fetes de cy en auant sur pene de forfaicture de biens en la dulchie de Bourgoingne. Encor fut accorde et establi que les confrairies anciennes fussent ordonnees et que nulles secrettes assamblees des confreres ne fussent fetes et que sil auoient nulles conuencion entre eulx de non venir pardeuant justice des meffaiz et exceps fais des ungs es aultres, mes venir pardeuant aucuns des diz confreres adce establis, que ces convencions fussent ostees et du tout adnullees; et ceulx qui y obeiroient ne le peussent faire sens pene, car telz conuencion donnent aucuneffois matiere de meffaire et sont contre droict et rayson. Et comme les diz confreres aient acquiz aucuns heritages ou nom des diz confreres, et a perpetuitey, sans la volontey monseigneur, lesquelz acquestz nont peu faire, ains estoient forfaiz, monseigneur mehu pour pitie ordone que ces heritages soient vendus et mis hors de leurs mains, dedans lan et le jour apres ceste pronunciacion; se ce non, monseigneur les prendra comme forfaiz, et a ordone monseigneur que le pris de la vendue des diz heritages soit donnez pour Dieu au terme quilz ont acoustume de fere leurs aulmones et que ad ce fere soit present ung preudom ad ce establi par le bailli monseigneur. Encor est ordonnez que ou cas quilz ont acoustume chacune sepmaine, ou mois, ou an, mettre en bourse pour fere la dite aulmosne, que cilz argent soit purement convertiz en la dite aulmosne, sens mettre en autre usaige. Et que de chacune bourse ait le commandement de monseigneur ad ce establi une clef, et tout largent soit donne chacun an le dit commandement ad ce appelle. Et est deffendu sur pene que dessus que le dit argent en tout ou en partie ne soit mis autre part que es dites bourses. Et ceste souffrance des anciennes confrairies nest point pour ne a la fin que monseigneur les approuuoit; mes il les soffre tant comme il lui plaira.

Des excecucions et du scelle de monseigneur.

210. De cent libres que demandoit li bailli Dauxon et voloit prenre sur les biens qui lui estoient obligiez generaulement lesquelz demande ung homme de labbesse Saint Andoiche Dostun, pour ce que il dit que cellui contre qui le dit bailli demande ces c libres a aucuns biens en autres lieux, il est pronuncie que li homs die le bailly ne laissera poinct quil ne prengne des biens obligiez jusques a la valour de c libres.

211. Se ung homme est obligiez generaulment a pluseurs crediteurs, le crediteur aura excecucion sur tous ses biens, non obstant que les biens du debteur soient obligiez a autre pour especial. Ainsi fut il pronuncie du bailli Dauxoiz et de lomme de labbesse de Sainct-Andoiche Dostun, laquelle abbesse disoit quil y avoit dautres biens que ceulx sur lesquels li diz bailliz voloit excecuter.

212. Saucun fait gaigier son debteur de bestes, il ne puet tenir les bestes que VIII. jours. Le VIIIe jour il les doit vendre, sil est jour de marchie en la ville ou les bestes sont; et sil ny auoit marchie, il les doit vendre en la ville prouchaine ou le marchie sera, se ce non il puet attandre, et doit le jour du premier marchie et lors les doit vendre et puet; laquelle chose fete le debteur qui a este gaigie a droit paiera toutes les pontures et les gageisons; et se cil qui a fait pranre les gaiges les retarde a vendre oultre le terme dessusdit, deuqui en auant il paiera toutes les pontures. Et ce fut pronuncie par le seigneur de mont Saint-Julian contre labbe de Flauigney.

213. Des debteurs messire Jean Desbarres que ceulx de Maisieres demandent, lon ne vendra pas la terre aux hoirs, pource quilz sont moindres daaige et pour ce que li peres ne les en laissa point saisiz

Des biens perdus par force de violence.

214. Jehan de Grancey brisa la maison de Fouchanges qui estoit Jehan Dacceaulx, en laquelle il auoit pluseurs mobles, lesquelz mobles le dit Jehan de Grancey empourta et decipa; en laquelle maison M. le duc auoit fait mettre son sergent, a la requeste du dit Jehan Dacceaulx, pour garder la dite maison et les diz biens. Si requeroit li dis Jehan Dacceaulx a mon dit seigneur que il lui rendist ses dommaiges ou lui fist rendre du seigneur de Grancey qui hor est et sestoit fait hoir du dit Jehan de Grancey, lesquelz dommaiges il extimoit a une grant quantite dargent. Si queroit celle grant quantite dargent et quil fut creux par son serment, selon ce que raison appointe. Dit fut et ordonne que lon croiroit le dit Jehan par son serment desdiz dommaiges, tauxacion auant mise par monseigneur. Puis apres monseigneur senforma des diz dommaiges par bons tesmoingz et linformacion fete monseigneur lui dist que il jurast des diz dommaiges en celle maniere touttefoiz quil ne jurast pas oultre VIII librez de tournois; liquelz Jehan Dacceaulx jura les VIII libres et elles lui furent adiugies par la court monseigneur le duc.

De prouues de possession.

215. Li sires de Moolain, pour sa femme et pour les enffans de sa femme, pour lesquelz il sobliga de la chose adiugie, disoit que il ou nom de sa dicte femme et des dis enffans et de leurs deuanciers estoient en possession de xxx ans et de plus de lachat des raisins de Pomart et de prandre les raisins que lon vendoit a aultruy que a eulx pour le temps que le ban duroit, et disoit que Jacques de Pomart le troubloit en sa dicte saisine. Li diz Jacques de Pomart disoit que il ou si deuantz estoient saisiz de xxx ans et de plus de achetter raisins a Pomart le dit ban durant, nyz deca et dela. Il fut pronuncie que li un et li autre a bien prouuee santancion et est adiugie la possession de xxx ans a lun et a laultre.

De desobeissance de juge.

Le bailli Dauxois disoit que Saidon preuost Daualon auoit pris un homme qui estoit homme justiciable a labbe de Saint Martin Dostun, apres ce que les gens du dit abbe lauoient arrestey pour suspecon de multre, et auoit commande le diz bailliz au diz preuost que le dit homme deliurast ou enuoiast au dit bailli pour faire droict, cest assauoir pour rendre au diz abbe pour droit faire ou aux genz monseigneur Hugues, pour raison faire sur le dit fait. Il le deuoit admener a une journee a laquelle il ne lamena point et se fist garant Huguenin bailli messire Hugues de Bourgoingne. Auquel bailli fut commande de par monseigneur que il lamenast pardeuant le dit bailli Dauxois. Il desprisa le commandement. Le dit Saidon a este condempnez en xx libres et le dit Huguenin bailli la este en LXV libres.

De ce qui tient en main de justice.

218. Li bailliz monseign^r Hugues requeroit que deniers qui auoient este gettiez sur les hommes de la terre du dit Hugues qui estoient saisiz pour monseigneur fussent dessaisiz. Pronuncie est que le giet fait de la dite terre estant en la main monseigneur, pourquoy li deniers ne seront point dessaisiz.

Des officiers qui a tort empeschent.

219. Maistres Hugues Dorcey disoit que li preuost Daualon lauoit

empeschie de venoingier ses vignes que lon dit en moult fossey vers Gueulon, en la justice du dit Hugues Dorcey en partie, et en la justice de monseigneur Hugues de Bourgoingne; et disoit li dis Hugues quil estoit saisiz de venoingier un jour deuant les aultres au dit lieu; li diz preuostz disoit que cestoit pour le congie des gens de monseigneur Hugues de Bourgoingne et nya maistres Hugues. Il est pronuncie que si li diz preuostz veult prouuer ce qui a este nye, il y sera receu et sil ne le veult prouuer il rendera les dommaiges faiz pour la destourbe des venoingeurs, prouue suffisamment faite sur ce.

De faulcete de lettres seellees du seel de la court monseigneur.

220. Pronuncie est en Bourgoingne que nulz na congnoissance de faulcete de letres des seaulx monseigneur que monseigneur ou ses gens, et se fut dit pour un homme que li sires de mont Sainct-Juhan prist pour suspecon de faulcete de letres et le fist mener soubz les forches et si paia III. XX. libres et fust ramenez en prison et enteriez soubz les fourches. Li sires du mont Saint-Juhan fist contraindre les pleiges et en a les biens du mort mis en sa main. Et cen sont venuz plaintiz a monseigneur les enffants du mort. Pronuncie fut que les biens ne sont mie commis, mes sont rendus a ses enffans et ce que li sires a leur des ploiges leur sera rendu et le corps rappourte en terre benoicte; li sires du mont Saint-Juhan en a moult mespris enuers monseigneur. Si est dit qui est admendables a monseigneur et retient monseigneur la tauxacion a lui et la declaration de lamende, en tel maniere que celle est trouuee reel, selon ce que messire en aura conseil, ayessi la declairera et se elle est trouvee personnaul messire la tauxera et adiugera.

Des langues de bestes.

221. Qui vend en aultrui justice buef ou grosse beste, la langue est au seigneur de la justice; et ou cas quil ne rendera la langue, il est tenu de rendre la langue et LXV. s. pour lamende, quelcunques personne que ce soit.

222. Messire Alexandre de Louaise auoit fait tuer ung buef qui auoit brisie la corne et auoit vendue la chair sans commandement atalant dessoubz Brancion en la justice monseigneur. Li chastellains demandoit la langue et LXV. s. pour lamende de ce que on ne lui auoit pas baillie. Lon juge que la langue soit rendue et est condempnez messire Alexandre en LXV. s. damende

De gaige de bataille.

223. De Josserain Dillere et de Gaulthier bon ami, de ce que Josserain auoit dit au dit Gaulthier quil estoit multrier et Gaulthier lui auoit dit quil estoit plus multrier que lui : lequel Josserain getta gaige pour lui deffendre. Il ny a point de gaige pour ce quil na point dit de quoy li multres estoit.

De femme qui marchande.

224. La femme Peruoteaul auoit achette le poiz de Moncruiz pour XL. s. Son mari contredisoit le marchie et ne voloit que lon preist nulz de ses biens ne des biens sa femme pour raison de XL. s. Le marchie tiendra et seront contraingz elle et son mari, par la prise de leurs biens, a paier les deniers.

De gaigoisons au bois.

225. Ceulx de Maisieres requierent que puis que la dame de Chaigney les gaige touttefoiz que lon les tienne usans ou prenans bois pour euserer, quelle preingne ung ploige pour toutes les prises jusques a fin de querelle. La pleige sera prise pour toutes les prises, mes le forestier a la dame sera crehu pour chacune prise quil fera.

Lon ne preuue pas par letres la paie dun prix.

226. Li Roux de Gigney auoit vendu a Huguenin Bressant un prey. Letres furent fetes de la vendue. A lottroier les letres li diz Huguenin promist paier le pris au dit vendeur; sil vuelt prouuer la paie par sa letre, il ne la preuue pas suffisaument, pourquoy li chastellain de Brancion la condempne a paier le pris. Il en appella au bailli. Li bailliz conferma la sentence; il en appella a monseigneur. Monseigneur conferma la sentence.

De mener prisonnier hors le duchie.

227. Guillaume de La Chappelle prist ung homme ou grant chemin de monseigueur et le trahit du duchie. Il en fut condempnez en cent marcs dargent damende. Lon les lui admesura a LXV. Il appella de ce jugement au roy.

Des causes qui dorment par an et jour.

228. Mess re Pierre de Samenges disoit que la sentence donnee contre lui par la dame de Brancion ne valoit, car il disoit quil nauoit point este adiourney au jour que la sentence fut donnee et que le plait auoit dormi plus dun an. Li bailliz temoigne quil est adiournez. Il en est creluz et tant eust le plait dormi plus dun an, ne casse pas en la sentence, car le plait estoit a oir droit et ne dormoit, mes que par le juge pour ce la sentence vault.

De battre sergent.

229. De Guill[e] de Maigney du sergent quil batit, il sera condempnez en LXV. libres damende et en X libres au sergent.

Damendes de pluseurs delinquant.

230. Guill[e] de La Chappelle, Josserain de Souttre, Jacot Daumas et Gauthier de Hucham furent condempnez chacun deulx en LXV. libres damende pour la bature de Perrenin de Montmorot.

Des procureurs.

231. De la dame de La Peruiere et de Jehan de Soice, de ce que le bailli pronunca que le procureur du dit Jehan sera receu contre la dame pour ce que aultrefoiz auoit este receu en cellui plait, la dame en appella; il fut dit bien pronuncie mal appelley.

232. . . . . puet terminer le principal pour sentence diffinitiue et fut arreste par le conseil monseigneur et jugie en la personne de Jehan de Saint-Buroy qui se voloit aidier des deffaulx que messire Guill[e] de Monsloys auoit faiz puis le commencement du plait et puis que journee auoit este donnee a publier tesmoingz.

233. *Item*, fut lors accordey par le conseil que li demandeur puet perdre pour deffaut tout ainsin comme li deffendeur, quest a entendre ou cas que li demandeur demande la possession; car il perdt sa demande quant a celle possession. Car lon puet dire premierement que li demandeur ne puet perdre possession, car il ne la pas; car sil auoit il ne feroit point de demande.

Du fait de gruerie. — Instructions faites sur lestat des eaues, riuieres, garainnes, et des du royaume de France.

234. Truites, barbeaulx, brocherons, braines, carpes, perches, tanches, vendoises, guardons, qui ne sont de long dun doy a main domme, entre quelques teste, sont deffendus par les ordonnances royaulx.

235. Anguille qui ne vault un denier tournois de bonne mooison a vendre et a achetter, de marchant a aultre, sont deffendues par les dites ordonnances.

236. Vandoises, guardons, de quelcunques mooison que ce soit, grans ou petis, sont deffendus du temps depuis my mars jusques my may.

237. Tous engins a peschier fais de fil dont la maille est si estroicte que ung gros tournois dargent ne puisse passer de plat, pour chacune maille aisiement, sont deffendus a peschier de Pasques jusques a la Saint Remy.

238. Tous engins de fil pour peschier qui sont si espez que ung pairisy, a la tauble du temps et loys, ne puet passer aisiement par chacune maille de plat, sont deffendus des la Sainct-Remy jusques a Pasques.

239. Tous engins de bois, soient nasses dosiers, nasses pelees, jonchieez ou autres engins quelcunques de bois dosier ou de jon, si espez que ung homme ny puisse aisiement bouter ses dois jusques aux premieres jointes de la main, sont deffendues; et samblablement les bous, bouteaux ou planchons adioutez aux dites nasses ou autres engins dosiers ou de jon qui sont si espez que un homme ny puisse bouter aisiement son petit doy et le bout de longle, sont deffendus.

240. Tous les engins dessus diz ou autres quelcunques de fil, de bois, dosier, de jon, de quelcunques maniere quils soient, sont deffendus a tendre ou mettre en eaue, a laissier par nuit, du temps dessus dit jusques en my may.

241. Les ouuriers ou faiseurs des diz engins, ou les marchans des diz poissons deffendus, doiuent estre traitez a amande comme ceulx qui empeschent; et est assauoir que toutes les admendes fetes pour les

causes dessus dites sont de LX. s. t. par les ordonnances dessus dites, cest assauoir les deux premiers au roy et le tiers au sergent.

242. Combre, ramee et fagoz de bois sont deffendus en tous temps a faire en riuiere; le bacs rebouer, le siffre garnis de baleiz, admendes de pluichs, la truble a bois, la bouraiche, la chasse, le marchepie, le clicquet, le rouable, boure a chanteoibe, les pescheurs a truble pour losche, aubles, satoilles vairons ou autres poissons non deffendus, pueent peschier de trubles espesses qui ne sont mie trubles a bois ne a marchepiet, et doiuent eslire les poissons deffendus, saucuns en ont pris aux dites trubles, auant ce quils soient hors de leaue. Et se dehors sont pris ou trouuez saisiz daucuns poissons deffendus, ils le doiuent admender et doiuent les dites trubles ou autres engins deffendus, comme dit est, estre ars publiquement.

243. Aucune personne de quelcuncques estat que ce soit ne puet auoir chantepleure ne fosse qui boiue en riuiere

244. Personnes non nobles pueent chacier hors garenne a chiens a lieures, a congniz, a leuriers, chiens courans, chiens a oyseaulx et a bastons; mes ilz ne pueent tendre quelque engin que ce soit de jour ou de nuit, et non a grosses bestes, silz nan ont tiltres.

245. *Item*, ne pueent tendre aucuns fillez ou aultres engins pour prendre faisans ou perdris se ce nest pour congie des haulz justicierz en leurs haultes justices ou garennes.

246. *Item*, gentilhomme puet chacier et faire chacier a congniz et a lieures, a tous engins, hors garesne; et se garesne ont, ilz en pueent faire leur volontey.

247. *Item*, gentilz hommes pueent chacier a grosses bestes en leurs garesnes et en celles de leurs voisins pour congie et non ailleurs, se tittre ou possession nan ont.

248. *Item*, barons, seigneurs, gentilz hommes ou aultres ne pueent ou doiuent chacier ne tendre a quelcuncques beste, en garenne ne dehors, le soleil couchant jusques au soleil leuant, se nest en leurs garesnes.

249. *Item*, aucun noble ou aultre, sil nest baron, ne pueent prendre

hairon bis, a faucons ou a aultres oyseaulx, ou autre oyseaul gentil, sur pene de LX. s.

250. *Item*, aucun gentilhomme ne aultre ne puet et ne doit prenre columbs de coulombier ou priuez en hostez sur pene damende arbitraire

251. *Item*, aucun noble ou autre ne pueent voler ou gibecier a quelcuncques oyseaulx, faisans, perdrix, alouhez ou aultres oyseaulx es garesnes du roy.

252. *Item*, nobles ne autres ne pueent porter fillez en la garesne du roy, soit pour lieures, congniz, ne tendre aux cailles ne a quelcunques menus oyseaulx.

253. *Item*, non nobles, soient gens de mestier ou de labour, ne pueent auoir en leurs hostelz, ne ailleurs de par eulx, aucuns harnoilz on fillez a prendre grosses bestes ne menues, faisans, perdrix; et se ils sont trouuez des gens du roy, ilz les pueent prenre et sont forfaiz a ceulx a qui ilz sont de la condicion dessus dicte.

254. *Item*, nobles ou autres, de quelcunques estat, ne puet tendre ne prenre faucons, hostours, laniers ou griffaus, se ce nest par congie des gens du roy ou des comtes ou des haulx barons, en leur terre seulement; et se par congie des gens du roy ils pueent prenre aucuns des oyseaulx dessus diz, ils les doiuent pourter deuers le roy ou ses gens, a qui il appartient, dont ilz doiuent auoir le pris ancien acoustume, cest assauoir du gerffault x librez, et du tiercellet ou de loistours c. s. pour piece, dou lanier L. s., dou laneret et dou tiercellet dostour L. s. pour chascun.

255. *Item*, nul ne puet prenre esperuier es nitz des fourestz ou es bois du roy ne y tendre en sa terre sans congie.

256. *Item*, noz maistres des eaues et des fourestz pourront congnoistre des causes regardans leurs juridicions ordenaires: cest assauoir, touchant le fait des eaues et fourestz; et en tous autres cas nulz ne pourra estre trais ne adiournez fors selon la teneur de nos anciennes ordennances et en sa chastellenie et ressort, soit que les causes nous touchent ou autres. Et sil y est trahis ou adiourne, il ny sera tenus de y obeir ne de aler a la journee. Et aussi deffendons a nos diz maistres quilz ne traihent nos subgez hors de leurs chastellenies et quilz ne les traihent pas dune chastellenie a autre.

257. *Item*, pour ce que noz maistres des eaues et des forestz soubz umbre de leurs offices sefforcent de attribuer a eulx la congnoissance par tout nostre royaulme tant de nos causes comme de prelatz, barons et autres justicierz et soubz umbre de ce prennent et font prenre en autres eaues et en aultres juridicions que dans la nostre les engins et les reels et les fillez et an la congnoissance et pugnicion de ceulx qui peschent contre nos ordonnances es eaues de nos subgez; nous ordonnons et volons et pour expres leur deffendons que doresenauant ilz ne tiegnent congnoissance ne pugnicion aucune, en tels cas, en la terre et eaues et es forestz de nos diz subgiez, ou en la justice des prelaz, barons, ou haulx justicierz, se ainsin nestoit que les diz prelaz, barons ou autres justicierz sommez et requis souffisamment en fussent remis et negligens; et se les diz maistres de nos eaues et fourestz vouloient faire le contraire, nous voulons et accordons que lon ne soit tenu de obeir a eulx.

258. *Item*, pour ce que les diz maistres de nos eaues et foretz et et aucuns autres de notre royaulme, ducs, comtes, barons et autres nobles se sont efforciez et efforcent de jour en jour de estandre et acroistre les garesnes anciennes et de faire et acquerir nouuelles garesnes pourquoy lon ne puet labourer prouffitablement, mes demeurent les labourages a faire et quant ilz sont fais, ilz sont perdus et gastez; nous auons accorde et ottroye, accordons et ottroions que tous acroissemens de garesnes anciennes et toutes nouuelles garesnes et les nostres meismes qui de nostre temps, ou du temps de nostre tres chier sires et pere qui Dieux absoille, sont faictes et acquises, soient du tout mises au neant et par ces presentes les ostons et abatons du tout et mettons au neant et donnons congie et licence que chacun y puisse chacier et prendre sans admende aucune.

Nota que es ordonnances faictes par le roy Charle duc de Normandie et daulphin de Vienne, sont ces moz: nous ottroyons que toutes garesnes et acroissemens de garesnes esleuees depuis XL ans enca y soient mises au neant et y donnons licence et congie de chacier sans amende.

De gaige de bataille.

259. Charles (*lises: Philippe*) par la grace de Dieu, roy de France, a tous ceulx qui ces letres verront et oiront, salut; sauoir faisons que comme cay en arrieres, pour nos guerres et autres justes causes, pour le

commun prouffit de nostre royaulme, nous eussons defendu generaulment a tous nos subgez toutes manieres de guerres et tous gaiges de bataille et pluseurs malfaicteurs se soient auanciez de faire homicides et autres griefs malefices et exceps pour ce que quant ils les ont fais comancement et en repost ilz nan pueent estre conuaincus par tesmoingz, et pour que ce que nous auons fait pour le commun prouffit et salut ne doint aux maluers cause de meffere, nous voulons et auons pourueu que la ou il apparoitra euidamment homicide ou autre grief malefice, duquel pene de mort se deuoit ensuipure, estre fait, exepte le crime de larrecin, soit que ce ait este fait en trahison ou en repost, si que cellui qui lauroit fait nan peust estre conuaincus par tesmoings ou en autre maniere suffisant, nous volons que, en deffault dautre preuue, lon puisse cellui ou ceulx qui par indices ou presumpcions raisonnables soient de tels cas et fais suspeconnez appeller a gaige de bataille et en telx cas tant seulement nous attrayons notre deffence deuant dite es lieux et es terres esquels les gaiges de bataille auoient lieu deuant celle deffence. Et nest pas nostre entente que ceste deffence soit rappellee et attemptee en nul cas passe auant la datte de ces letres, desquels condempnacion ou absolucion soit faite ou encqueste faite, afin que on la puisse jugier ou absouldre ou condempner. Et nest pas nostre entente que ceste deffence soit rappellee ne attemptee en cas nul qui napparoitront euidament que le fait fut aduenu. En tesmoing de laquelle chose nous auons fait seeller ces presentes de nostre seel. Donne a Paris le meqredi apres la Trinitey, lan de grace mil ccc et vi.

260. *Nota* que selon la teneur des letres quatre choses sont necessaires ad ce que gaige de bataille puisse auoir lieu. Premierement, quil soit nottoire et certain et euident que le cas soit aduenu. *Item*, que le cas soit tel que mort sen doie ensuir. *Item*, quil ne puisse estre prouuez par tesmoingz ne aultrement que par voye de gaige de bataille. *Item*, que cellui que lon veult appeller soit diffamez du fait, par indices ou presumpcions.

261. *Item*, notez que en cas de gaige de bataille tout homme est tenuz de respondre sans adiournement, mais lon lui donne un dilay pour auoir ses amis.

262. Laduocat qui entant a proposer gaige de bataille ne se doit mie eschauffer ne haster en faicant sa proposicion, mes se doit excuser

enuers la court et enuers la partie et requerir licence et congie de la court sur ce quil a a dire, et garder que ce quil dira soit dit meurement et en tres grant reuerence.

263. *Item*, se doit bien prenre garde que quant il fera ses conclusions il ne die mie tels moz : « Et se ma partie nye les fais par moy » proposez, comme il soit ainsy quilz ne puissent estre prouuez par » tesmoingz ne aultrement, je les offre de prouuer de mon corps contre » le sien en champ clous et icellui rendre mort et vaincu, faitte rete- » nue de cheuau et darmes et dautres choses comme a noble appar- » tient ; » car sil concluoit par copulatiue il sobligeroit a lun et a lautre comme a vaincre et a tuer le deffendeur et en moult de cas y pourroit auoir peril.

264. *Item*, se doit aussi prenre garde quil face mencion de son auoue, car sil nan facoit mencion il conuenderoit que lui meismes se combatist en sa personne et ainsi fut il argue contre Hugues de Fabrefort en une cause de bataille quil proposa pour Arnault de Montagu contre Henrys de Durefort.

265. *Item*, se doit prenre garde quil face retenu de cheuau et darmes, car aultrement il conuendroit quil se combatist a pie et sans armes.

266. Aucuns dient que par coustume li appellez doit dire les choses qui sensuypuent, auant ce que son aduocat proposoit quelcunques chose, cest assauoir : « Saulues mes bonnes raisons et deffences les- » quelles seront proposees par moy ou par mon aduocat de ma partie » aduerse et afin que gaige de bataille ny chie et ne se puisse asseoir, » en ce cas en ceste matiere je te dy que ou cas que sur le propos de ma » partie la court jugeroit co..tre moy, cest assauoir que en ceste matere » cheust gaige, que partie ment de tout ce quelle a fait proposer contre » moy et je man deffenderay, etc. » Car les coustumes dient que se lappelley ne desment lappellant auant ce quil proposoit ses deffences, et jacoit ce que cilz feist protestacion et retenue de ce deffendre, sy est il tenu pour conuaincu.

267. *Nota* que selon la teneur des dites letres dessus transcriptes, jacoit ce que en larrecin chee pene de mort, toutlefoiz en larrecin ne chiet pas gaige de bataille.

268. *Item*, que quant lon propose aucun cas de gaige de bataille

duquel pene de mort se doit ensuypure, comme dit est, exepte larrecin, il souffit que lappellant die que lappelle lait fait ou fait faire par lui ou par autre, suppose que lappellant ne nommoit mie par cuy, mes touttefois quil proposoit les autres choses dessus dictes concurrens et necessaires a gaige de bataille, et ainsin fut il dit par Rogier de Chaulne contre Charles Jardin si commil est escript cy dessoubz.

269. *Item*, se le cas dessusdit est propose en generaul comme qui diroit: tel a tue un homme trahiteusement, telle proposicion est non suffisant et indigne de raison, selon le stille de la court de France; mes convient declarer le lieu ou le malefice a este fait, le temps et le nom de la personne du mort, jacoit ce quil ne conuiengne ja declairier le jour et leure; et ainsin fut il dit entre les parties dessus dictes et aussi en la cause dont dessus est parle pour Arnault de Montagu contre le dit Henrys de Durefort.

270. *Item*, se lon juge ou combat contre les coustumes contenues es dites letres, tout ce quil sera fait au contraire pourra estre rappelle et ainsin fut il jugie en la cause de leuesque de Brio, lequel fut controingz a restituer le cheuau et les armes de Guillaume de Barbottes et de Jehan Ignot qui sestoient combatus en gaige, par la sentence du seneschaul temporel du dit euesque, et contre les coustumes avant dites.

271. *Item*, aucuns coustumiers dient que par la coustume se aucuns apres les gaiges getiez et bailliez, cest assauoir aucune partie se depart de la court sans congie, elle sera tenue pour conuaincue.

Cest le propos de lauocat de lappellant: excuse.

272. Monseigneur, jay a proposer deuant vous contre mons^r tel, lequel est cy presens, aucunes choses ou il chiet villenie et en bonne foy il man poise; car oncques je ne vy ne oy parler de tel dessus diz, fuer en bien; mes ce que je entend a dire et a proposer contre luy, je le dirai comme conseiller pour tant que ma partie le me fait entendre et veult que je le d i et propose, et il me en aduouera, sil lui plaist, et il le ma promis deuant bonnes gens et ma baillie par escript son fait en substance, car jamais pour moy je le deisse. Pourquoy mes que il ne vous desplaise et que vous me veuilliez ottroier congie que je le die et propose je le diray et proposeray, et auec ce

je prie a mons^r tel quil le me veuille perdonner, car se Dieux maist en tous autres cas je le seruiroye, mais en cestuy fault que je face mon deuoir.

Autre excuse.

273. Messeigneurs, jay a proposer pardeuant vous, contre messire tel que je voye la en sa presence, ou messire Pierre ou Gaultier (et ainsin doit dire se tous deux sont cheualiers et sil en y a un cheualier et li autre escuier, si seignourice lun et non lautre; se tous deux sont escuiers lors les appelloit aussi escuiers et ainsin de chacun), aucunes choses esquelles en verite chiet villenie et injure dont il me poise; car je ne veulx oncques au dit tel que bien de honneur; mes ce que je entens a dire contre lui je le dis comme auocat de ceans, pour ce que partie le me donne a entendre pour verite et veult que je le die et ma promis quelle man aduouera et le tien ja en ma main. Si lui prie que de ce il mait pour excuse, car pour moy en verite je ne le diroye poinct, car il ne me fist oncques riens, ne je a lui que je saiche, mes pour ce je le entens et le me conuient dire, quar il fa't et sers en ma cause et aultrement elle ne se pourroit soustenir a la fin a quoy je veul et me fault tendre. Et aussi comme vous sauez mieulx que je, chacun aduocat doit dire tout ce quil appartient a la querelle de son client, especiaulment nous de ceans y sommes tenuz et par serment, et si est de raison que chacun le face; pourquoy, messeigneurs, je vous supplie, comme il conuient que moy ou aultre le feist, et partie mait adce esleuz et moult prie et de ce requis par mon serment que jay aux causes, que il ne vous desplaise et me vueilliez ottroie- que je le die et propose, de votre licence; et auec ce je prie au dit tel quil le me vueille pardonner, mesmement que tres emuz je men suis meslez et y ay este controingz par commandement de la court et pour distribucion; car en verite en tous autres cas je le seruiroie tres volontiers et lui feroie son plaisir et obeyro'e, feur en ce cy ou il conuient que je face mon deuoir.

Et ad ce la court lui dira: or proposez bien querelle et vous gardez que vous ne dictes chose en laquelle chee villenie qui ne face a votre querelle, car la court le vous deffend.

Et lors li conseiller ou aduocat doit dire et repondre: Sire, je ne diroye chose, se Dieux plaist, dont je ne soie aduouez et qui ne face a mon esciant a ma cause, et se Dieux plaist je me garderay de mesprenre. Et se fait il doit proposer son fait au mieulx quil pourra et tel commil aura estey et par les plus belles parrolles et le plus entendement

et le plus sans injure ne viloinie quil pourra au prouffit de sa cause. Et ce fait, il dira : mon fait ainsi proposey, comme vous, messeigneurs, auez oy, je concluz ainsin, que se li diz tel confesse les choses que jay icy proposees estre vraies, je requier que vous le condempnez auoir forfait corpz et biens au roy notre sire, pour les causes dessus dictes ou que vous le pugnissez de telle pene, comme droiz, uz et coustumes, ou la nature du faict et du cas propose le desire ; et se il le nie, je diz que tel appellant ne le pourroit pas prouuer par tesmoingz ne aultrement suffisaument, mais il le prouuera de son corpz contre le sien, pour lui ou par son aduoue, en champ clouz, comme gentil homme, faitte rettenue de cheuau et darmes et de toutes autres choses necessaires et conuenables au champ et gaige de bataille et en tel cas selon sa noblesse et len tient son gaige.

Pour lappelley.

Affin et soit dit et pronuncie pour arrest ou jugement de la court pour mons^r tel, contre tel qui se dit et maintient cheualier dont toutesuoies ledit messire tel ne scet riens, que ycellui messire tel nest et ne fait a oir ne a receuoir a faire la poursuyte commil fait et seffoꝛce de faire, pour voie de gaige de bataille, contre le dit messire tel appelle ; et soit par vous dit se mestier est prouuera ce que dit sera cy apres, que sur le fait ou faicz proposez par icellui tel ne puet ou doit par raison cheoir gaige de bataille et que la matiere nest pas telle que gaige y chee selon raison, la coustume et usaige de la court de France ; mais apres ce jugement par vous fait soit li diz tel apellant par vous condempney a adrecier et amender premierement a la court et apres au dit tel appelley les parrolles injurieuses que il a pardeuant vous proposees contre le dit apelley de telle amende honnorable comme par vous sera regarde et que par vous lui soit reserue a poursuyure les dites injures, desquelles poursuyure et requerir il faict protestacion et retenue ; et aussi soit li diz telz condempnez es dommaiges interestz et despens du dit tel deffendeur ou reseruacion soit par vous faicte comme dit est. Et ou cas que par vous soit dit et regarde que le dit messire tel seroit a oir et a receuoir droit et jugement auant fait sur ce, dit et propose et auttrefoys a dit et propose pardeuant vous le dit tel deffendeur que les choses et parrolles proposees par le dit tel ne sont pas vraies, ainsois a menti et ment li diz tel, saulue lounour de la court, comme malueiz quil est de ce dire, et sen deffendera li diz telz deffendeur a layde de Dieux,

de son propre corps, cessant leaul essoigne contre le corps de la personne du dit tel ou contre son aduouhe, et sen deffendera comme gentil homme et bon et leal quil est et comme cellui qui na tort en la chose proposee contre lui, au jour lieu et place qui par vous sera assignee, se il estoit par vous aduise que il y deubt cheoir gaige de bataille. Et fait li diz messire tel deffendeur rettenue et protestacion dauoir aduouhe, en cas de leaul essoigne, de cheuau, de armures et de toutes manieres darnoilz et habillemenz appartenans a cheualier et generaulment toutes les protestacions acoustumees a faire en tel cas.

Nota. Que laduocat doit premierement proposer ses declinatoires et apres ses dilatoires et requerir que droit lui soit faiz sur chacun point. *Item*, doit regarder sil puet aucune chose prouuer, pincer ou mordre sur le propos contre lui fait par le demandeur et regarder de tout ce quil pourra afin que gaige de bataille ne chee point sur le propos du demandeur; et ce faict doibt conclurre en la maniere que sensuyt: ou cas que la court regarderoit que ou fait que la partie proppose cherroit gaige de bataille, mon maistre nye les faiz proposez a lencontre de lui, et dit que cellui qui les a faiz proposer ment, et sen deffendera, comme bon et leal gentil homme quil est, et par lui et par son aduouhe, faite rettenue de avoir, etc. *Ainsin comme dit est en larticle de lacteur*, etc., et en baillie son gaige. Toutesuoies garde soy laduocat que il meismes ne gettait pas son gaige. Et lors le deffendeur doit dire a la court auant ce quil gettoit son gaige: Messeigneurs je dy que de tout ce que tel a fait proposer contre moy par son conseil lequel il en a aduouhe et dont il a tendu son gaige contre moy, je lui nye et sy aduouhe mon aduocat de ce quil a dit et proposey pour moy et dy que ou cas que vous regarderez que gaige de bataille y chiee je man deffenderay comme gentil homme bon et leaul et comme cellui qui na tort en la cause proposee contre moy et me y offre et en baille mon gaige.

Item, se gardoit bien li deffendeur quil ne die mie oultre ce que dit est et quil ne die mie quil rendoit le demandeur ou appellant mort on vaincu; car il sobligeroit paraillement que le demandeur a lun deulx, comme dit est, et sil ne dit oultre il lui souffit quil se deffende sans assaillir et puet gaingner sa cause sans cop ferir.

274. Gaiges doit estre adiugiez en jugement et doit lon reciter en substance le cas de lappellant et les deffences de lappelley et ce qui en

a este fait ou proces et commant et sur quoy les parties sont en droit appointiez et puis, se li cas desire adiudicacion, doit lon dire que tout considere gaige y chiet et reseruer a donner jour et lieu aux parties pour leur deuoir faire. Et est a entendre que se les parties ont tendu a fin de receuoir et de non receuoir ou autres fins precedans, lon les doit auant jugier et doit chacun bailler hostaige de comparoir et ester a droit et faire ce que la court ordonnera des injures, dommaiges et interestz et despens de partie.

275. Quant lappellant vuelt entrer ou champ, il doit pourter auec lui toutes ses armures dont il se vouldra aidier dedeans le champ et auoir son bacinet nus tout laciet, la visiere abaissie, sa targe a son col et son glaiue en son poing, et en tous estas et en toutes maneres soy auoir ainsin commil vouldra et deura estre en combatant encontre son aduersaire; car sil faicoit pourter son glaiue et sa targe dedeans le champ, et il entrast dedeans le champ sans les auoir ne tenir, ou que sa viziere fut leuee quant il y entreroit, ce lui pourteroit tel prejudice que il seroit controint a combatre en la maniere quil entreroit ou champ, pour la coustume de France.

276. *Item*, et au contraire le deffendeur puet entrer en champ la viziere leuee, et puet faire pourter par cuy quil lui plaist sa targe et son glaiue, et depuis sen puet il aidier et les prendre dedeans le champ par la dicte coustume. Mes toutesuoies il vault mieulx pour le debat que lun face au tel comme lautre.

277. *Item*, par la coustume de France, li appellant se doit presenter dedeans le champ, dedeans leure de midy et auant que midi soit tourney et lappelley se doit presenter dedeans nonne et au commencement de nonne, et quicunques deffault de leure il perdt entierement sa cause. Toutesuoies aucun trouuent que lappellant et lappelley se doiuent presenter en champ dedeans leure de midi, au plus tard, et a lon acoustumey que lappellant se presente premierement et vient premierement et lappelley apres, combien quil ne soit pas de necessitey lequel soit premier, mes que leure soit passee.

278. *Item*, le siege de lappellant doit estre dedeans les lices a la destre du roy et celluy de lapelley a senestre; et quant lapellant est entrez ou champ, auant quil soit en son siege, il doit presenter lui son cheuau et ses armes contre ses aduersaires et le nommer, et aussi se

doit presenter lappelley, et doiuent faire leurs presentacions et auec ce leurs protestacions tout de bouche et les bailler par escript, lesquels cheent en office daduocat; et la court, cest assauoir le president ou le connestable, si lui plaist, doit respondre a chacun que les presentacions et protestacions pour tant comme valoir doiuent ilz les recoiuent, et apres ce chacun se doit retraire en son siege.

279. Les presentacions et protestacions qui se font et doiuent faire a lentree du champ, que les parties font au connestable et au mareschaut ou a cellui qui garde lentree des lices : Monseigneur, veez cy un tel qui pardeuant vous, comme cellui qui en tel cas reputez la personne du roy, se presente auec son cheuau et ses armes, en habit et estat de gentil homme qui doit entrer en champ pour combatre contre tel, ou nom de Dieu et de saincte Marie et de monsieur saint George, au jour lieu et heure a lui assigne par le roy et par sa court de parlement ou par son conseil ou par la coustume, et soffre et est prest de faire son deuoir par lui ou par son aduoue, des choses que il a maintenues et proposees ou fait proposer contre tel, pardeuant le roy, pour lesquelles la bataille a este jugie entre eulx, et par la maniere par laquelle la court a ordonne et vous requiert que lui faictes et bailliez partie de champ, de vent et de souloir, et de tout ce qui puet aidier en tel cas, et se offre par lui ou par son aduouhe de faire son deuoir, a laide de Dieu et de nostre Dame, et fait protestacion et retenue, tant pour lui comme pour son aduouhe, de auoir son aduouhe a toutes fois que le cas le requerra et lieu et temps sera, ou quil auroit leaul essoingne tant pour lui comme pour son cheuau et ses armures. *Item*, fait protestacion de changier et de muer cheuau et armures tant pour lui comme pour son cheuau et comme pour son aduouhe et son cheuau. *Item*, de descendre et de monter, de restraindre, deslargir ou laichier son cheuau et de haulcier et aualer sa visiere, toutteffois que mestier sera et il lui plaira. *Item*, de combatre a pie ou a cheuau et de soy aidier de toutes ses armes et de chacune dicelles et de laissier celles quil avoit prises ou doit prenre premierement, et de prenre aultres et en apres reprenre celles quil auoit premierement laissies ou aultres, et de toutes les choses dessus dictes et de chacune dicelles faire lui ou son aduouhe touttefoys et quanteffoys quil lui plaira et que Dieux lui donnera laisement du faire. *Item*, fait protestacion que si li diz telz pourtoit autres armes en champ qui ne deuroit ou pourroit pourter par la coustume de France, que icelles lui soient ostees et que en lieu dicelles nulles autres armes nait ne puisse

auoir. *Item*, se il auoit armes forgiez par mauluais art ou par inuocacion dennemis, que chose quil en face ne lui profitoit et ne nuyse au dict tel. Et vous requiert que sur ce point especial vous le faites jurer. *Item*, que ou cas que le dit tel ne venira en champ dedeans leure dehue, quil ne soit plus receus en champ, mais soit tenus pour conuoincus. *Item*, fait protestacion que sil plaisoit a Dieu quil ne peust desconfire ne conuoincre son aduersaire de jour, quil puisse continuer sa bataille du jour au lendemain ou a tel jour comme la court ordonnera. *Item*, fait expresse protestacion de dire et dauoir tous les autres guarends qui sont necessaires a gentil homme, en tel cas ou pourroit estre en tel besoing, et dauoir a boire et a manger pour lui et pour son cheuau, se besoing et mestier en auoit. *Item*, fait expresse protestacion en general et especial retenue que toutes les choses dessus dictes lui baillent et prouffittent et a son aduouhe autant, comme se il de chacune chose a lui ou a son aduouhe necessaire, prouffitable ou conuenable, en tel cas faicoit especialle protestacion diuisement ou particulierement. Et le receuez en ses protestacions et les choses dessus dictes, et tout ce que en tel cas est prouffittable et acoustume de faire.

280. *Nota*, que jasoit que lacteur ait faites les protestacions dessus dictes, et que il vueille descendre muert cheuau, ou faire aucunes des choses contenues en ses protestacions, toutesuoyes, se son aduersaire vuelt et puet, il lui loit a lui greuer ou tuer en descendant ou montant, non obstant ses protestacions ausquelles le deffendeur nest point tenuz de differer, se il ne vuelt, et si nest point necessaire de protester au contraire.

281. *Item*, faust faire trois ays au champ: cest assauoir que nul ne soit si hardy de venir a cheuau se ce ne sont ceulx qui conuoyeront les parties, et que tantost quilz les auront conuoyees ils facent ramener leurs cheuauls, sur pene de perdre corps et auoir, et que nul ne pourte couteaul ne aultres armes, et que nulz ne sappuye aux lices sur pene de perdre le poing. *Item*, que nulz nentroit dedeans le parc. *Item*, que chacun se siee a terre. *Item*, que au 3e cry quant les cheualiers ont fais leurs sermens et quilz vueillent monter, faut cryer que nul ne soit si hardy quil prestoit conseil, confort ny aide, a nul des cheualiers, par parolles, par signes, ne aultrement, sur la pene dessus dicte.

282. A ceux qui sont en gaiges conuient faire trois serremens dedeans le champ, par la maniere cy-dessoubz escripte: premierement

lappellant vient senz oster les mains hors du gantelot et la visiere baissie et mest les mains sur le liure en ceste maniere jurant : Je tel appellant jure sur sains Euuangilles, scauoir que je cuide pour verite auoir bonne cause et droit dauoir appelle tel, et quil a mauluaise cause de soy deffendre.

Reponse pour lappelley a serment.

283. Je jure sur sains Euuangilles que tel a mauluaise cause de moy appeller, *etc.* Et jay bonne cause et leal de moy deffendre.

Second serment de lappellant.

284. Je tel jure, *etc.*, que je nay sur moy ne sur mon cheuau, pierres, parolles, chaioiz, briez, ne nulle chose ou je ay esperance qui me puet aidier a greuer tel, fors en Dieu et en mon bon droit, en mon corps, en mon cheuau et en mes armes.

La reponse de lappelley.

285. Et je tel jure comme lappellant.

286. Autres serment : fault quilz sentretiennent et mettent leurs mains lune dedeans lautre, et dit ainsin lappellant : N. tu homme que je tien par la main, je jure, *etc.*, que la cause pourquoy je te appelle est vraye et que jay bonne cause et leal de toy appeller et tu as mauluaise cause de toy deffendre.

Reponse et serment de lappelley.

287 N. tu homme que je tien par la main, je jure, *etc.*, que tu as mauluaise cause, *etc.* Ainsin comme li aultre, comme dit est.

288. *Item*, que quant ils viennent ensamble pour jurer le dernier serment, cellui qui les oyt jurer leur doit deffendre que en tenant leurs mains ensamble ilz ne se estraignent ne facent mal en aucune maniere; et apres les sermens fais, donnent baisier le cruxifiement, et apres ce sen vont monter et lors fait lon le derrenier cry contenu cy-dessus.

289. *Item*, que gaige nest point oultrey feur par licence des deux parties. Entre les autres choses, premierement, quant lun confesse sa

coulpe, ou il se rend ; la sconde quant son annemi le met hors des lices ou vif ou mort, et en ce cas le corps est deliure au mareschal comme vaincu et attaint et pour en faire justice, ses biens confisquez, apres restitucion de partie et ses ploiges retenus pour les injures, dommaiges et interestz ; et le vaincqueur apres ce sen doit partir a cheual et en ses armes et ses hostages deliurez.

290. *Item*, li drois des mareschaulx est dauoir ce qui est demoure sur le corps du vaincu ; et le demourant : cest assauoir cheuau et autres choses du vaincu qui sont demourez ou champ sont au connestable qui a la garde du champ apres le roy

291. Les saiges dient que de ce dont aucun aura este accusey pour voye de gaige et aura obtenu, jamais quelque informacion que le juge ait de cellui cas ne len doit accuser.

De paier cuitance a moingnes.

292. De la rante que li moignes de Maisieres demandent en la terre de Truchat, on leur paiera ce que on leur a acoustume et quilz ont acoustume de receuoir, non pas ce qui est contenu en leurs letres.

Des excecucions de sentance.

293. *Item*, lon mettra a excecucion la sentence donnee par Joffray Dauxey contre le seigneur Dizeus, sur les biens meubles du dit seigneur et sur les heritages, se les mobles ne souffissent.

De alleguer franchise.

294. Des hommes Dorfie vers Brancion qui voloient estre francs pour certaine reddeuance paiant a monseigneur, lon ne tienne ne tiltre ne lettres de preuilege de leur franchise, pourquoy ils demourroient francs.

De sentance darbitres.

295. De Guiot de Conidres et de Marguerite de Chandelon, le bailliz de Mountceniz jugea comme arbitre que la demoiselle auoit prouue son entencion. Li aultres appella. Li appeaulx ne vault, car

lon nappelle point darbitres; et pour lauctorite du bailli qui fut arbitres, la sentance vauldra.

De prouuer apres publicacion.

296. Du procureur monseigneur Alixandre de Louaise et de Hugues de Teivre, messire Alixandre ne sera pas receu a prouuer sa barre proposee apres la publicacion des tesmoingz trahis sur le principal, mes que par letres et par cognoissance de partie.

Du rachat.

297. De Huguenin de Teivre et de messire Alexandre de Louaise li dis Huguenin naura point le rachat, car lautre partie en qui faire la chose estoit a jure quelle auoit la chose litigiosee par eschange et sans fraulde.

De la terre qui donne a ses enffans.

298. De messire Estienne de Bezey et de sa mere, li fait de la dame de ce quelle a mariees ses filles et de ce quelle leur a donne, sera tenu tant comme elle viura, sauf le droit des aultres enffans, apres la mort de sa mere, se ainsin est quil soit trouue quil eust baille a sa mere a sa vie ce quelle a donne es filles.

De sceller sentence du juge trespasse.

299. De la sentence que li bailliz de Dijon pronunca pour le seigneur de Marcilley, la sentence sera escripte et la seellera li bailliz nouueaulx, pour ce que li autres bailliz morut quant il lot pronuncie auant quelle fust seellee.

Des dilacions.

300. Li sires de Verdun demandoit jour de veue contre messire Robert de Marcilley, sur choses contenues en certains articles, esquelz articles li sires de Verdun sestoit obligiez premierement a repondre. Il est pronuncie que li dit sires de Verdun naura point de jour de veue.

301. De la dame Daucigney et du bailli Dauxois, de ce que li bailliz demande appensement a la demande de la dame de fie que lui de-

mande. Il aura appensement, pour ce que il ne si deuanciers ne furent oncques en la foy a la dame.

302. Li bailliz de Mountceniz disoit que Robert Daunias auoit este a la force de rauir une damoiselle en labbeye de Marcilley les Nonnains. Et si en demandoit li diz bailliz lamende au dit Robert. Le dit Robert demandoit appensement, pour ce que li diz bailliz ne disoit pas que ce fut fait puis un an et ca. Il est pronuncie que le fait a este poursuigui contre le dit Robert dedeans lan apres ce que li fait fut faiz, pourquoi tout oit il plus dun an. Il est pronuncie quil ny affiert point dappensement.

303. De messire Pierre de Montchanteaume et de messire Robert Daulmas, de la monstre que li diz Robert dit qui na pas este faite suffisaument, li bailliz de Mountceniz a bien pronuncie que la monstre a este faite suffisaument, quant a la gaigerie et quant au rachat ny affiert point de monstre.

304. Robert de Roichefort auoit journee a prouuer aucuns faiz pardevant les auditeurs monseigneur, dune cause qui estoit entre lui et le duc Robert, a laquelle journee il fit deffault, puis apres proposa aucunes destourpes; auquel jour il fit deffault. Monseigneur lui ottroya de grace especial que il fut encore receu a prouuer ses destourpes, car messire ne voloit pas quil perdist sa cause pour tel deffault, laquelle cause il perdoit se grace especial ne lui fut faite.

305. Se li retraihanz, la chose vendue, fait adiourner lachetteur dedeans lan et le jour a compter des le vendaige, li achetteur naura point dappensement ne jour de vehue, mes sil fait adiourner lachetteur apres les diz an et jour il aura jour de vehue et jour dappensement. Ce fut pronuncie entre mons^{r} de Sainct Benigne et mons^{r} N. Dauxois.

306. Se jour est assignez a aucune personne de veoir publicacion de tesmoingz, et daler auant pour tant comme raison sera, et il ne vient a la journee, pour ce ne pert il mie quil ne puisse dire contre les tesmoingz et contre leurs dicz, sil pouoit dire deuant. Et encor est ce a entendre ou cas que publicacion soit faite et lon fairoit adiourner a aler auant pour tant comme raison seroit. Car sil ne vient a la journee, si ne pert il mie quil ne puisse a une autre journee dire

contre les tesmoingz et leurs diz. Mes ou cas quil seroit adiourne ou auroit journee assignee nouuellement a dire contre les tesmoingz, et il ne vient, il ne puet deuqui en auant dire, sil ne destourpoit le default de la journee. Ce fut pronuncie entre le seigneur de Saint-Burey et messire Guillaume de Mercelous.

307. Se aucun fait adiourner aucune personne et puis apres lui fait demande sur nouuelle dessaisine, et sur nouuelle spoliacion ou sur nouueaul trouble, se li adiournez demande jour dappensement, il nau aura point; et est assauoir que lon appelle dessaisine nouuelle spoliacion ou nouuel trouble qui est fais dedeans lan; et pour ce est il raison que se la personne adiournee a cuy lon fait la dicte demande requiert a lautre lesclaircissement du temps, lon lui doit faire, car par le diz esclaircissemenz il apparra sil aura jour dappensement ou non; en telle maniere fut pronuncie en la personne de la dame de Grancey et de Guillaume seigneur Despoisse.

308. Se aucun fait adiourner aultre deuant son juge, et fourme sa demande sur cas despoliacion, se li adiournemenz est faiz dedeans lan, cilz qui est adiournez sera tenus de respondre, et naura point jour dappensement. Et ce est a entendre en tous cas; soit que lon demande heritages ou biens meubles ou chatelz, quant li adiournemens est faiz deans lan. Mes ou cas que lannee seroit passee, li adiournemens seroit faiz a grant deffence entre heritaiges dune part et biens mobles et chatelz dautre; car ou cas de heritaige li adiournez ne seroit tenuz de rendre sur le possessoire, ains en sera cellui qui fait faire ladiournement du tout exclus, sauf a lui la propriete et le droit dicelle. Mes ou cas de moebles et de chatelz sera bien tenuz de repondre; tout a voyes il aura ses fuites et ses loingnes, selon la coustume, et ces choses seus dites de la coustume de Bourgoingne, combien que aucunes des choses dessus dictes soient contre droit.

309. Saucun est en saisine paisible dauoir fourches en aucun lieu, et apres celles fourches cheent par foiblesse, vieillesse, ou pour vent; non obstant ce quil se souffroit par pluseurs annees de refaire ses fourches, pour ce ne pert il mie sa saisine ne sa possession, quil ne puisse faire ses fourches quant il lui plaira et le cas y aduendra; car en ce facant il ne fait point de nouuelletey, ne acquiert une nouuelle saisine, mes retient lancienne sauf le droit daultruy en la proprietey. Et cest a

entendre ou cas que aucun autre ne aura point use de saisine et possession contraire paisiblement ou temps moyen, car en ce cas le premier auroit perdue la saisine et seroit acquise au second.

310. Se aucun, la demande faite contre lui en jugement, fait trois deffaulx et puis apres est adjournez pour destourp, ne destourpe les diz trois deffaulx ou aucun deulx, lon doit pronuncier lui estre encheu de la possession de la chose demandee pour la vertu des diz deffaulx, car il doit perdre la possession de la chose demandee, sauf le droit de la proprietey. Touttefoys doit estre premier adiournez a oir droit sur les deffaulx, et est a entendre la ou li deffaulx sont faiz auant liticontestacion, car ou li cas et plait est entamez lon ne doit point jugier a perdre possession pour vertu de deffaulx. La rayson si est telle: car puis lencommencement du plait lon puet bien traire tesmoingz en absence de partie, suffisaument toutesuoies adiournee, et continuier son proces en absence de partie suffisaument adiournee jusques a la sentence rendre, et pronuncier la dite sentence absolutoire ou condempnatoire en absence de partie, et pour ce il ne doit riens jugier pour la vertu des diz deffaulx en adiugiant possession a la partie...

COUTUMES ANCIENNES

DE LA

VILLE DE BEAUNE.

(1370?)

1. Les habitanz de la ville de Beaune, ni ceulx qui ont maisons en laditte ville qui vaille plus de dix livres, ne doiuent en laditte ville ny vente, ne peage, ne portage, ne amenages en quelque mainiere qui vendoient, ne achetoient, ne charoient.

2. Si li maires ou li echeuis font missions pour la cloison de la ville, ou pour les chaucies ou pour les pons affaities, les forains qui ont maisons en laditte ville de Beaune paieront les dites missions selon que raison sera, car pour ce sont ils quictes des seruitutes dessus dittes et puent attraire les leurs choses, franchement en la ville franche.

3. Les habitans de la ville de Beaune ne doiuent ne ventes, ne peages, des choses quils vendent ou achatent es villes environ Beaune, ou il y a marche, se elles sont si pres que les dis habitans y puissent aler le jour et reuenir le soir.

4. Les bestes de la ville de Beaune pueent aler pour pasturer es vaines pastures si longuement comme ils puent enuiron Beaune, en telle mainiere qui puissent reuenir le soir au giete, et, se nuls les en ce faisent destorbe ne gaige, le maieur et les escheuis les doiuent contraindre a rendre le gaige, les domages et lamende.

5. Nulx ne puet mettre vin en la ville de Beaune si ce nest en reisins ou quil soit des rantes, et cilz qui dira qui soit de rantes, le juroit et accerteroit pardeuans le maieur et pardeuans les eschins, et le doit faire crier chascun an le maieur et eschins, et qui apres lui mettra le vin qui y sera mis sera commis a la voulente du maieur pour effondrer ou pour vendre, pour mettre au proffit de la ville.

6. Li maires et les eschins receuront les deniers du portage qui appartient a la ville et en paieront les missions et en feront le proffit de la ville et rendront compte avec les autres choses qui apartiennent a ladite ville.

7. Le porc, la truye, le mouton, la oille, chascune de ces bestes, doit de portage une maille, et toutes les autres bestes doiuent du portage un denier, excepte les veaulx et les aigneaulx qui vont apres leurs meres, et qui ont moings dun an et excepte les petiz pourceaulx qui tocent et qui sont apres leurs meres.

8. Li cheuaulx, li egne et le mulot ou li asne que lon amoine a Beaune pour ferrer, ou pour porter viande que lon achate pour noces ou pour charite, ne doiuent point de portage.

9. Li bestes appartenant aux habitans de Beaune ne a ceulx qui ont maison en laditte ville ne doiuent rien de portage.

10. Li maires et eschins sont tenus de garder les habitans que nul forfait ne leur soient faits en la ville, ne defeur; et se nul forfait estoit fait a aucun, ils doiuent pourchachier despens de la ville qui soit amendez.

11. Des personnes qui se clament au maieur ou aux eschins, li maire doit avoir xiii deniers sur celui qui sera trouves en tort et un denier pour le sergent qui fera lajournement.

12. Des contanz fais en la ville de Beaune, les maires et eschins doiuent avoir la congnoissance et de ceux de la ville et de fors.

13. La riuiere de Bojaise et la poischerie tant comme elle setant jusques oultre le Vernoy, la riuiere de Aoins qui vient deuers Sauigney et la poischerie de la fontaine a laiguez, et tout le cors de laditte fontaine, tant comme elle setant, et la pescherie, appartiennent a la ville et es habitans de la ville de Beaune.

14. Les habitans de la ville de Beaune puent et deuent chacier fors de garennes es lieux et es commis en la justice et au finage de Beaune et es villes voisines.

15. Le sergent de la ville de Beaune, en la maniere que li maires et li

eschins lordonneront, garderont la fermete des portes et des meurs, de tours et des bares, en telle maniers quelles ne soient dissipees ne perdues pour lour negligence : car si pour lour negligence estoient perdues ne dissipees, lon sen tourneroit a eulx, cest assauoir es lieux sur un chascun sergent ou lon auroit commande a garder.

16. Li maires et eschins doiuent ordonner et commander a un chacun sergent ce quil deura garder desdittes fermetes.

17. Si les sergens de la ville de Beaune font office de adjournier ou de gaigier la ville de Beaune, ils ne doiuent auoir de leur salaire que un denier qui ne leur doneray pour grace ou pour voulenté.

18. Le preuost de Beaune ou nom de M. le duc doit prendre, chascun an, en la ville de Beaune, les II foires accoutumees : cest la foire que lon appelle la foire de Beaune et la foire des Faucilles.

19. La foire de Beaune commance le jour de la Saint-Luc euangeliste apres venoinges et dure quatre jours ; tant comme la foire dure, ceux qui ont accoutume a leuer les ventes..... et amenaige cessent et le preuot prend desdites ventes et amenaiges a double. Cest assauoir de vantes que lon acoustume de receuoir entier an le double, et de autres choses ne doit rien receuoir fors que des estaulx ou lon vend gresses qui doiuent chascun an deux deniers, excepte les lieux priuilegiez qui sont diz cy apres.

20. *Item*, lon prent com la foire dure, le rouage des charrottes, et non pas a aultre temps, cest assauoir des charrottes qui amenent vin et merrien esquaire, laine, draps, fer, acier, metaille, toilles, de chacune charrotte ferree qui menera les choses dessus dictes, 6 deniers tournois, et de la charrotte qui sera defferree 3 deniers, et dautre chose ne doit on rien prendre ni des charrottes qui rien ne moinent.

21. *Item*, les charrottes qui amoinent blet a Beaune pour vendre sont quittes de touz temps pour son portage et pour lamenage.

22. *Item*, tant com la foire dure, pranra de chacune taüerne un sextier de vin, tant seulement, excepte les maisons et les rues qui en sont exceptees, cest assauoir le chasteau Nostre-Dame, les rues ou lon moine chacun an la proucession Saint-Flocead, la maison que lon appelle la maison a la Viex-Mairesse en la rue Digenoise, la maison

Dame-Abbausse, la maison Dalleaul et toutes les rues enuiron le cingle Saint-Estienne et ceulx de Saint-Estienne recoiuent sil y a tauerne.

23. La foire des Faucilles comence le samedi deuant la Magdelaine et doit estre receu en la maniere que celle de deuant, excepte les sextiers qui ne doiuent pas estre racehus a ceste foire.

24. Apres que li maires et li eschins sont establis par la commune, en la maniere quil est accoustume, prochains jours seront esleus, que les messiex et les vigniex seront establis, presents les prudhommes de la ville, et ne doiuent pas estre vendues, mes donnees a bonnes gens qui aient pouoir de vendre et damender ce qui sera meffait pour lour courpe, et garderont tous les biens quils auront a garder de jour et de nuit, se mestier est, et nuls homes de jour, tant que bien tart ne doit estre, en devantiers que les fruicts soient es champs et es vignes qui soient sanz garde, en telle maniere que (*se*) li un des messex ou des vignex va a la ville pour faire aucune chose les autres demouroient pour garder.

25. Ceulx qui ont vigneries dedans les bans de la ville de Beaune, presenteront leurs vignes au maieur et aux eschins les recoiuent si ils sont de receuoir et jureront et ploigeront en la main du maieur.

26. Quand le fruit de vignes approchera de cuillir, proudommes seront esleus qui seront enuoyes par les vignes auec les vignex, et selon ce quils rapporteront les prudommes, li maire *et* les eschins ordonneront les bans de venoinges, et doiuent li dits maires et eschins garder les dits bans par leur serment quils ne soient brises ne enfraints.

27. Les vignex jureront en la main du maieur quils ne soffriront homme ne femme a venoinger en leur vignerie si ce nest pour ban rendu et quils ne demanderont raisins ne ne feront amas de raisins pour eulx ou pour autres, si ce nest de lours propres vignes et sils estoient trouues que faisant amas de raisins, se nestoient de leurs propres, les dits raisins seroient a la voulente et au jugement du maieur et des eschins, et le corps et lauoir en la mercy du maieur et des eschins.

28. En dementiers que le fruit est es champs et es vignes, li maires doit au moins une fois la sepmaine visitter les messiex et les vignierx par les champts et par les vignes, et doibt on serchier de leurs affares et sils font bien leur office loialment, et les doit amonester de bien

garder et de boicher es lieux ou il suffira boicher. Lon doit es dits vignex une maille de louuree.

29. Quand li maires et les eschins auront etabli les bans de venoinges, ils le doiuent faire noncer et publier par trois jours deuant ou moins pour ce que lon puisse auoir meilleur marche de charrottes et des venoingeurs.

30. Les justiciers des villes enuiron Beaune, ordonneront le ban de venoinges par le conseil du maieur et des eschins de Beaune et ne doiuent prendre des habitans de Beaune riens que raison de ban, fors tant seulement de louuree un denier pour raison de garde; pour ce sont tenuz de garder les vignes esdicts habitans de Beaune, et se domages leur estoit fait en raisins ne en passeaux ne en autres choses, le vigniex qui auroit receu la garde le rendroit sil ne sauoit dire qui lauroit; et si en estoit negligent, li sires du lieu, li maires et les escheuis y doiuent mettre consoil comme li domages soit rendu au bourgeois qui lon aura fait.

31. *Item*, les dits habitans peuent venanger sans paier ban et sans achoison, tantost que li sires abandonne autre de venanger ou un jour apres ce que li sires aura venange.

32. Quand les fruits des vignes seront cuilliz, les vignex et messex garderont tout lan, tant que la Saint-Jehan, les passeaux, le serment et toutes les autres choses qui affierent a garder et loffice des autres cessera.

L'ÉLECTION DU MAIRE DE BEAUNE.

33. Quiconques soit maires de Beaune il doit faire corner et crier au criot de la ville le samedi auant la Natiuite de saint Jean-Baptiste, enuiron vespres que celx qui sont de la commune soient a Saint-Estienne au saint sonnant dudit Priore, le dimense ensuiguant pour veoir la designation de lauangille et de la main; lors doibt il bailler lauangille a lun des eschins, de la voulente du commun adonc auqui assemble; et ce jour et en ce lieu doiuent-ils prendre journee qui soit auant lelection du maieur, ouir les comptes du gouuernement du maieur de

uerne jusques a celle que lautre gouuerne et aussi dun a autre se doiuent partir.

47. Li maires et les eschins doiuent sauoir la garnison de la ville et faire mettre en escript le trait, la baniere au maieur, les crochets pour porter a essoine de feu, les garnisons des prisons, des chaines des portes et des barrieres.

48. *Item*, le maieur et les eschins esleuz de commun doiuent auoir chacun une clevf de larche ou sont les priuileges et doiuent une fois lan du moins veoir que ils gardent appeller auec eulx bonnes gens ou personnes pour veoir qui feront. Et en doiuent auoir coppie de leurs chartres et aussy doiuent estre une fois la sepmaine ensemble appelles ceulx de la ville qui sont a apeller pour conseiller sils ont nuls cas doutteux, ou sils ont pointz en leurs chartres qui soient obscurs pour desclairer par le conseil des sages, au point des chartres dont ils naient point use au temps passe par ignorance, ou pour decharge que M. le duc ou ses gens ou aultre aient enfraints, et aussi des coutumes de la ville enciennes mal gardees, pour auoir conseil du redressement de user des choses dessus dites deuant entre laissees.

49. *Item*, celui qui est sergent *crie* de Beaune, ou celui qui la moisonne de lui, doit presenter le criot au maieur et es eschins et sil fait a receueoir, il fait le serment quil gardera lonneur de la ville et fera leaulment le seruice de la ville et ne doit faire loffice de sergent sil nen a especial mandement du maieur ou des eschins.

50. Si le temps est haleux ou orageux, il doit aller par dessus les murs, criant : Gardez les feux, et auscy pour la ville il doit dire que on se garnisse es hotels daigue et es hebergeries enspeciaulemet; il ha de chacune tauerne un denier et de la rabaissie un denier et doit crier trois fois la sepmaine le vin et la rabaissie, auscy pour ce a le denier a luy donner ; le maire sil luy plait y cosent.

51. *Item*, les adjournemens deuant le maire, qui fait deffault puet estre gaiges pour la coutumasse, mais lon nen lieue point damende car sils fiet trois deffaultz et le quart qui doit sescorper les trois dessuz diz et au commis pour ouir droit pour les deffaux, se ses aduersaires les ha seeles du seel du maieur, et il soit contenu en chacune

ournee, adjourne par tel sergent quil soit tesmoigne et il ait fait a demande en absence de lautre si comme il fust present, lon doit enir la chose pour cougneue et mettre en execution sil le requiert.

52. Selon coustume et stille, le mari puet intanter et demander en ugement tous actions personnelles pour sa femme, les perdre et aigner.

COUTUMES ANCIENNES

DE LA

VILLE DE CHATILLON

SUR SEINE.

(1371.)

Au premier commencement,
Je prie à Dieu humblement
Père, Filz et saint Esperit,
Que escrire puisse sans péril,
Et que ma pensée enlumine
De sa grant vertu divine,
Et me transmecte tele grâce
Qu'en ce livre euvre face,
Que verité y soit ample,
Qu'on y preigne bon example.
Trouver y pourez sans vergongne
Le droit du bon duc de Bourgongne.
Ce qu'on luy doit nous enseigne
A Chastillon qu'est sur Seine;
De toute la chastellenie,
N'est mie chose que n'en die;
Le tant son droit aucune chose,
Jehan de Foissy ceste chose,
Qui est Bailli de la Montaigne,
Qu'à grant prouffit la chose viengne,

Et que nulle n'en soit perdue
Mais par les officiers sceue.
N'en prendra riens doresnavant
Qui ne mettra l'oreille avant.

Des condicions de plusieurs hommes et femmes estans audit Chastillon.

1. Premièrement en la ville de Chastillon a plusieurs condicions d'ommes et de femmes; les ungs sont nobles; les autres clers; les autres hommes et femmes liges originalement à monseigneur de Lengres; les autres sont hommes et femmes liges à l'un des seigneurs ou à l'aultre par convenances; les autres sont communs à deux seigneurs, justiciables et tailliables; les autres sont communs à deux seigneurs, justiciables et non tailliables et sont appellez communaus et ne doivent à deux seigneurs chacun an fors que à chacun VI d. tournois le jour de la Saint-Remi pour recongnoissance; les autres sont hommes et femmes liges à monsieur l'abbé; les autres communaus à monseigneur le duc; les autres sont communaus à monseigneur l'évesque et monsieur l'abbé; les autres sont communaus aux troys seigneurs, et ceulx qui appartiennent audit monsieur l'abbé ne sont point subgiez audit monseigneur de Lengres, fors que en resort monseigneur le duc tant seulement.

Des hommes de monseigneur le duc.

2. Iceulx sont hommes et femmes liges de monseigneur le duc qui originelment sont nés de l'omme et femme lige monseigneur le duc; et aussi sont ses hommes et femmes liges par convenances qui viennent faire maison audit Chastillon de la terre de Polthières, de la terre de Flavigny et de la terre de Moustier en Der.

Des hommes et femmes de monseigneur de Lengres.

3. Item, sont hommes et femmes liges de monseigneur de Lengres qui originelment sont nés des hommes et femmes liges dudict seigneur en la ville de Chastillon; et aussi sont hommes et femmes liges monseigneur de Lengres par convenances, ceulx et celles qui viennent

faire maison en ladite ville de Chastillon, de la terre de Chacenay et de Bar sur Seine.

Des hommes et femmes communs entre monseigneur le duc et monseigneur l'évesque.

4. Ceux sont communs en la ville de Chastillon à monseigneur le duc et à monseigneur l'évesque qui sont nés de l'omme lige monseigneur le duc et de la femme lige monseigneur l'évesque; et aussi sont communs aux deux seigneurs tous ceulx et celles qui viennent faire mansion en la ville de Chastillon des demaines, baronnies, fiefz, reiefiefz gardes desdiz seigneurs, sans ce que l'ung desdiz seigneurs le puisse retenir sans l'autre.

Des hommes et femmes communs.

5. Ceulx sont appellés communs en la ville de Chastillon qui pour la recongnoissance dessus dite aus dits seigneurs qui viennent faire mansion en la ville de Chastillon, qui sont d'estranges pays qui ne sont des demoinnes, baronnies, fiefs, reiefiez ou gardes des seigneurs; et iceux communaus alés de vie à trespassement, leurs enfants sont communs aux deux seigneurs tailliables et justiciables avec les autres communs, et ne usent point de la liberté de commandise.

Des hommes et femmes monsieur l'abbé de N. D.

6. Ceulx sont hommes et femmes liges à monsieur l'abbé qui sont originelment nés de l'omme et femme lige du dit monsieur l'abbé et qui viennent, de quelque part que soit, faire mansion en ladite ville de Chastillon; s'ils veullent advouer ledit abbé, ils sont ses hommes et femmes tailliables hault et bas et de mainmorte et justiciables, sur la protection, tuicion et saulve garde dudit monseigneur le duc.

Des communs entre monseigneur le duc et monsieur l'abbé.

7. Ceulx sont communs entre monseigneur le duc et monsieur l'abbé qui sont originelment nés et procrées de l'omme de monseigneur le duc et de la femme monsieur l'abbé et *e converso;* et est la porcion des enfans monseigneur le duc franche et la porcion monsieur l'abbé serve, comme dit est en tele proporcion, comme ils sont hommes à l'abbé.

Des communs entre monseigneur de Langres et monsieur l'abbé.

8. Ceulx sont communs entre monseigneur de Langres et monsieur l'abbé, sont ceulx qui originelment sont nés et procrées des hommes liges monseigneur de Lengres et de la femme lige monsieur l'abbé et *e converso;* la porcion des enfans monseigneur de Langres est franche et la porcion monsieur l'abbé est serve, sur la tuicion et saulvegarde monseigneur le duc.

Des communs aux troys seigneurs.

9. Ceulx sont communs à monseigneur le duc, à monseigneur de Langres et à monsieur l'abbé, qui sont nés et procrées d'ommes et femmes appartenant aux troys seigneurs, comme l'omme commun à monseigneur le duc et à monseigneur de Lengres et de la femme monsieur l'abbé et *e converso;* et la porcion monseigneur le duc et monsieur de Lengres sont franches de mainmorte et la porcion monsieur l'abbé est serve, de mainmorte, tele comme il lui peult appartenir, déduite la lignée du père et de la mère serve en tant comme elle regarde l'abbé.

Des forains qui se veullent advoer à monsieur l'abbé.

10. Monsieur l'abbé ne peut tenir commandise en la ville de Chastillon ligement ne communément, mais tous forains qui se veullent dire ses hommes sont tailliables et justiciables et de mainmorte, si comme ses autres hommes originels de ladite ville. La cause est tele que l'eglise ne peult abosner, ne ne affranchir homme ou femme en ladite ville de Chastillon ne autre part, sans le consentement de monseigneur le duc tant seulement, pour ce que l'église en chief et en membres sont de la garde de monseigneur le duc de sa justice et baronnie, et ce quilz acquièrent monseigneur le duc l'amortist singulièrement sans l'évesque. Et par ainsi en ce qui est commun en justice, et entre le duc et l'évesque, se l'église le quiert, elle acquiert à monseigneur la justice et la baronnie en la ville de Chastillon.

De la taille de Chastillon deue chacun an à monseigneur le duc à la Toussains.

11. Ly homme lige et commun de la ville de Chastillon doivent chacun

an à la Toussains à monseigneur le duc cent mars d'argent, soixante sols par marc, monnoye courant à la Toussains. En ceste taille sont comprins les hommes et femmes de la franchise de Chamont qui de ceste somme ont accoustumé à payer vint livres; les hommes et femmes monseigneur le duc qui ont mancion en la ville d'Ampilley en paient XVI livres tournois; les hommes et femmes monseigneur le duc liges et communs qui ont leur mansion en la ville de Courcelles-Prevoires en ont accoustumé paier XVI livres tournois, aucune foys plus, aucune foys moins; les habitans d'Estroiche qui ont leur mansion deça le Pont et ceulx qui ont leur mansion à Monttyot qui sont hommes ou femmes monseigneur le duc contribuent à ladite taille, excepté ceulx qui sont hommes et femmes dudit monseigneur le duc qui doivent cire au chantre d'Aisey qui ne sont tenus à autre taille; et les hommes et femmes que monseigneur le duc a ou peult avoir en la ville de Chaveney, de Cerilley ou de Bissey contribuent à ladite taille avec les habitans de la ville de Chastillon; car en ces lieux monseigneur le duc a sa resćance de ses hommes et femmes originels, et aussi en la ville de Marrigney; et toutes voies ceulx et celles qui resient en ces lieux sont justiciables et tailliables monseigneur le duc et respondent les tailliables par devant le prévost de Chastillon et de la taille desdits habitans comme dit est. Et par ainsi a en ceste partie monseigneur le duc, chacun an III livres tournois.

12. Et la dessus dite somme doivent les dessus dits hommes, rendre paier et faire lever à leurs missions par la contraincte du bailli.

De la valeur des communaus.

13. Se ce que les communaus valent ou peullent valoir est ou doit estre rabatus de ladite somme de III cents livres tournois de taille, et pevent valoir chacun an XL sols tournois, aucune foys plus, aucune foys moins; et ne doivent les receveurs desdites commandises recevoir homme ou femme comme communaus, se de raison ne le doit estre, si comme plus à plain sera esclarcy, car c'est au préjudice des hommes tailliables.

14. Quant vient le dimenche après la Saint-Remy chacun an, le prévost de Chastillon fait crier de par monseigneur le duc que de chacun hostel des hommes et femmes tailliables, ait une personne en ung certain lieu pour eslire de par eulx qui ladite somme de III cents livres tournois distribuera à ung chacun, et leur eslit on, et se présentent les

esleus au prevost et le prevost prend le serment d'iceulx que bien et loyalment en distribueront à ung chacun leur porcion, et iceulx la distribueront et leveront ou feront lever aux cousts des habitans et délivrent audit prevost ladite somme franchement sans missions.

15. Les hommes liges de monseigneur de Lengres de la ville de Chastillon et les communs de ladite ville doivent chacun an de taille audit monseigneur de Lengres, cinquante mars d'argent, soixante sols tournois pour le marc, monnoye courant, à paier chacun an au payement de la foire de Bar-sur-Aube. De ceste taille paient les hommes et femmes liges et communs dudit monseigneur de Lengres habitans en la ville de Courcelles-Prévoires, lesquelx en paient six livres tournois; les habitans de la ville de Macingey hommes et femmes liges et communs dudit monseigneur de Lengres paient VI livres tournois; les habitans de Mousson hommes et femmes liges et communs de monseigneur de Lengres en paient XV livres tournois; et chacun an le jour des Bordes, le maire, monseigneur l'évesque fait crier que de chascun hostel ait une personne en ung certain lieu pour eslire qui fera la taille et ilz sont tenus d'y aler; et eslisent entre eulx, et les esleus présentent à maire et il prent les seremens d'eulx de bien et loyalment distribuer à ung chacun sa porcion, selon sa faculté; et ladite taille faite, ils la doivent lever ou faire lever à leurs missions et bailler ladite somme entière audit maire, pour et ou nom dudit monseigneur de Lengres.

16. Tout ce que les commandises vallent ou peullent valloir chacun an à la Saint-Remy à la porcion dudit monseigneur de Lengres doit êstre rabatue à la taille du seigneur, au prouffit des tailliables; laquelle porcion peult valloir par an environ XL sols tournois, aucune foys plus, aucune foys moins; et ne doivent les receveurs desdites commandises, recevoir homme ou femme comme communaus, se de raison ne le doit estre, si comme plus à plain sera cy après esclarcy, car c'est ou préjudice des hommes tailliables dudit monseigneur de Lengres.

Demaine que monseigneur a en la ville de Mousson.

17. Monseigneur le duc a une seignorie de demaine en la ville de Mousson, c'est assavoir hommes et femmes liges, et hommes et femmes communs entre luy et monseigneur de Lengres tailliables et justiciables; et sont les liges justiciez par le bailli de la Montaigne pour monseigneur le duc et par le bailli de Lengres pour monseigneur de Lengres; et

sont exempts de prevosté et demaine, pour ce que anciennement pour le débat de partie ils furent mis en main souveraine et encore y sont; et doivent chacun an de taille les liges et communs à monseigneur le duc cinquante sols et les doit recevoir le bailli de la Montaigne.

Des juges de Chastillon.

18. Chacun desdits seigneurs a son juge en la ville de Chastillon, c'est assavoir monseigneur le duc son prevost, monseigneur de Lengres son maire, et n'est leur puissance en leur auditoire que d'eulx puissent terminer ne servir que de sept sols tournois. Le prevost a la congnoissance ligement de l'omme lige monseigneur le duc, le maire a la congnoissance de l'omme lige monseigneur de Lengres. La congnoissance des communaus et des communs appartient communément au prevost et au maire; et ne pevent l'ung sans l'autre, car s'ils ne sont ambeduy au siége ou leurs lieuxtenans, le rée n'yra auant à la demande de l'acteur, s'il ne lui plaist, ne n'emportera aucun prouffit l'acteur contre le rée, ne le juge singulier.

Comment l'on doit faire appeller aucun par devant les prevost et mayeur.

19. Saucuns hommes liges ou communs de laquelle seignorie que ce soit fait appeller ung homme commun, et il ne soit appellé par deux sergens, l'ung de monseigneur le duc, l'aultre de monseigneur de Lengres, il est tenus de luy venir comparoir au jugement; mais il n'y procédera point de la demande de l'aucteur ne yra avant, mais déclinera, et dira lui estre moins souffisamment adjourné quant il dira qu'il n'est adjournés que par ung sergent de quelque seignorie qu'il soit, pour ce qu'il est nécessaire qu'il soit adjournés par deux sergens; car la chartre dit que l'un ne peult sans l'autre.

20. Se ung homme lige de quelque seignorie que ce soit fait appeller ung homme commun ou communaul, deuement par deux sergens, se ly homs liges est condempnez contre le commun ou communaul et chiet de son instance, le sire de l'homme lige n'aura pas l'amende ligement mais sera commune aux deux seigneurs pour ce qu'il est condempnés en l'auditoire du commun et pour ce est l'amende commune.

21. Se l'omme lige monseigneur le duc fait appeller l'omme monseigneur l'évesque par devant le maire, ou l'omme monseigneur l'évesque

fait appeller l'omme monseigneur le duc par devant monsieur le prevost, se cellui qui fait appeller est condempnez de l'instance qu'il fait à son rée, l'amende sera au seigneur donnée, pour ce que : *Actor sequitur forum rei.*

Des amendes.

22. Avec l'auditoire qui n'est que de sept sols tournois lesdicts prevost et maire pevent avoir en aucune chose plus grant amende que de sept sols tournois; c'est assavoir quant discort naist entre aucunes personnes de quelque juridiction que ce soit, d'aucunes communaultés que l'un dit avoir sur l'autre, comme de mectre champvestes de murs communs, de dire avoir alées par maison, par curtils ou par places, ou pour entreprendre du droit commun. Le prevost ou le maire dũ consentement des parties amenoient preudommes sur les lieux et font les preudommes leur rapport et jugement par serement, et cellui qui est condempnés par eulx est tenus en l'amende de LXV sols tournois et la pevent lever sans autre adjudication; car qui entreprend le droit d'autrui sans cause ou sont les lieux communs, l'amende est cause de luy, par l'usage gardé anciennement en la ville de Chastillon.

De draps pris par souspeçon.

23. Se ung drap est pris par souspeçon de faulseté, le prevost, le maire font appeller XVI preudommes, quatre maistres du mestier, quatre bons varles, quatre tixérans et quatre bourgois, ensemble cellui qui est accusez du drap, et se mettent ensemble à part pour visiter ledit drap; et les XVI preudommes demandent à l'accusé par serement la cause de son accusation, et l'accusation oye les XVI preudommes se tirent à part et visitent diligemment ledit drap et dient par serement aux quatre bourgois la cause ou causes pourquoy ledit drap doit estre ars ou condempné à amende, ou absols; et les diz quatre bourgois ensemble les autres XII preudommes viennent ou jugement commun dudit prevost et maire; et rapporte l'un par le consentement des autres ce qui se doit faire dudit drap; s'il est bon, on le délivre pour bon, et, s'il est faulx, le prevost et le maire le délivrent aux maistres du mestier pour ardoir, et les maistres font crier de par messeigneurs que l'en aille veoir la justice du faulx drap, et lors l'on le porte ardoir en la place aux bons varles, et art l'on lors tout le mestier et toutes les choses de bois et de fer qui ont touchié au faulx drap et tous

les aisemens. Et les tixerans qui l'ont tixé doivent amende au prevost et maire LXV sols tournois d'amende et la lievent les dits tixerans ou ils sont banny ung an et ung jour lequel qu'il leur plaist de la ville de Chastillon et du mestier.

De faulx poisson, chars, cuyrs, souliers.

24. Se poisson, chars, cuyrs, souliers, sont prins par faulseté, le prevost et le maire les font visiter diligemment par gens congnoissans en chacune chose. Se les visiteurs rapportent par leurs seremens qu'il y ait faulseté ou mauvaistié, le prevost et le maire le font ardoir; et ceulx que le poisson, char, cuyr ou les souliers sont, doivent LXV sols tournois d'amende sans autre adjudication de bailli.

De la puissance du prevost et maieur. — Des francs marchiez.

25. Autre puissance ont en la ville de Chastillon le prevost et le maire, car ils peullent bailler franchise en ladite ville et d'icelle franchise bailler leurs lettres; et vauldra chartre ou temps avenir perpetuelment, c'est assavoir que quiconques vient demorer en la ville de Chastillon de quelque part que ce soit, et de quel pays, fors de ceulx des villes qui contribuent à la taille en la ville de Chastillon, Iceulx forains demeurent et peullent demorer en ladite ville, tant comme il leur plaist, sans advouer seigneur quelconques. Toutes voies sont ils justiciez communément et ne paient point de taille, et tant comme ils sont sans advouer seigneur ils doivent peage, portaige, vente de tout ce qu'ils achetent et vendent, et quant ils ne paient leur porte ne la vente de ce qu'ils vendent et achectent, ils doivent, pour chacune foys qu'ils y mesprennent, LXV sols tournois d'amende. Et quant il leur plaist ils advouent seigneur cellui à qui ils doivent estre par la coustume et par le statut des seigneurs, et seigneur ainsi advoué comme dit est, il peult acheter les libertez de la ville, du prevost ou du maire, et n'en doivent prendre point de chastre que ung sextier de vin, ne du pire ne du meilleur, que l'en vende en la ville, et pourtant sont bourgois de la ville et usent de toutes libertéz comme les autres bourgois; et de ce prennent lettre du prevost et du maire et vault chartre; et nomme en celle lettre ung estalaige, et peult valoir par chacun an à chacun seigneur dix livres, aucune foys plus aucune foys moins, et pour ce dix livres tournois.

De la puissance des bailliz de la Montaigne et de Lengres.

26. Tous autres faiz et causes qui regardent moyenne et haulte justice sont terminées et finies par le bailli de la Montaigne, pour monseigneur le duc, par le bailli de Lengres, pour monseigneur l'évesque: ung chacun justice se hommes liges ligement, les communs et communaus et les cas des forains communément. Toutes voyes comme les grans forfais sont communs et demenés communement, sont les amendes communes des choses communes grans forfais et à chacun l'amende de son homme lige, quant l'auditoire est lige, se ce n'est es cas cy après escript.

27. Les cas criminels capitaux ils sont demenés communément par les baillis et exécutez communement, et les atrays communs de ceulx de la ville de Chastillon et des estranges de ce dont ils sont trouvez saisiz en justice commune. Toutes voyes ung chacun seigneur puelt faire exécuter aulcun malfaicteur seul et singulier es fourches de Chastillon, combien qu'elles soient communes, s'il leur plaist; ils peullent faire amener de leurs demaines ou d'autre part aulcun malfaicteur et faire exécuter seul et singulier es dictes fourches de Chastillon, sans nul préjudice de l'autre. Toutes voyes on ne le crieroit pas communement fors que de par cellui qui fait faire ladite éxécution. Pour quoy nul n'est tenu de obeir audit cry fors que les hommes liges dudit seigneur tant seulement.

28. Le cri qui regarde la communaulté desdits seigneurs en la ville de Chastillon se crye par le cryeur. Premièrement de par monseigneur le duc de Lengres, et de par monseigneur le duc de Bourgongne, et ainsi peult ung chacun desdits seigneurs faire crier de par l'un singulierement des choses qui singulierement leur appartiennent, si comme faire cryer les foyres desdits seigneurs.

29. Le cryaige de Chastillon va d'oir en oir male, et s'il n'y a hoir male messeigneurs le peullent donner ou vendre comme chose à eulx acquise et sont les drois du cryaige telz: Si aucun est éxécutez pour ses démérites en la ville de Chastillon dont le cryeur fait le cry, il a le chapperon sil en a point; s'il crye vin en la ville de Chastillon, il en a une pinte ou quatre deniers, lequel qu'il plaist à cellui qui est le vin; s'il crye huille miel ou autre graisse, il en a III deniers tournois; s'il crye une chose perdue, il en a III deniers tournois; s'il crye une vendue de bois ou d'eaues, il doit avoir V sols tournois, mais il les doit

crier par quatre justices. Il a de chascune espousée qui se font en la ville de Chastillon III deniers tournois, excepté que des espousées de Chastillon. Il a de toutes les putains qui viennent nouvellement pour estre communes III deniers tournois. Il a de tous les menestriers qui viennent nouvellement à Chastillon pour jouer en place et pour chanter en place III deniers tournois. Il doit faire tous les cris appartenant aux seigneurs, sans prouffit, fors que tant qu'l a puissance de sergent des deux seigneurs et vault ses offices s'il le fait deuement sans autre lettre de bailli, de sergenterie, se aucun office ne lui estoit commis hors de Chastillon ; et sont tous les prouffiz dessus diz audit cryeur et vault bien a present dix livres de terre.

30. Selon les chartres anciennes nosseigneurs ne doivent constituer ne ordonner en la ville de Chastillon sergens, se ce n'est par l'eleccion des bourgois de lad te ville; et iceulx esleus, monsieur le bailli de la Montaigne et monsieur le bailli de Lengres prennent le serement de chacun d'eulx, de ceulx qui leur appartiennent, que bien et loyalement exerceront l'office de sergenterie, feront leurs rapports loyaulx et véritables, garderont le droit du seigneur duquel ils sont sergens; et lors peullent officier de l'office de sergenterie selon ce que mandé leur est ou commandé par personne que faire le peult, et lors sera creus de son adiournement par son serement ; il ne sera pas creuzt de son arrest s'il ne le prouve ou se partie ne le cognoist. Ne aussi ne sera pas creuz d'une prise des champs s'il ne le preuve, et le messier ordonné aux champs sera creuz par son serement.

31. Le salaire des sergens est tel : s'ils adiournent sans mission et requeste de partie il a pour son aiournement six deniers tournois ; se l'amende dudit aiournement naist, quelle soit de sept sols, le sergent aura en icelle XII deniers tournois. Et se de l'accion dudit aiournement naist amende de LXV sols tournois, les V sols tournois sont audit sergent ; s'ils aiournent par commission en la ville de Chastillon, leur aiournement vault VI deniers tournois, et leur relaccion XII deniers tournois ; s'ils vendent et executent, ils ont tant pour peine de vendre, comme pour relacion II sols tournois, et se doivent payer en oultre; et se les gaiges qu'ils éxécutent coustent aucune chose a porter au lieu ou l'en les a accoustumez vendre et de ce se doivent paier sur celuy au prouffit duquel éxécution est faite, non pas sur l'autre partie, car despens la partie les doit demander et cheent en action.

32. Les sergens qui vont officier hors de Chastillon, comme en ressort ou autre part, s'il est à cheval il emporte pour journée V sols tour-

nois ; et s'il est à pié il emporte pour journée II sols VI deniers ; et n'est pas à entendre que s'il office sur plusieurs personnes en ung our qu'il ait sur chacun V sols tournois, mais sur qui il aura office en ung jour contribueront ung chacun à la journée de V sols tournois ; et se ung sergent mettoit à éxécution meuble plus de deux jours on ne lui compterait pas, et s'il éxécute héritaige on lui comptera III journées ensemble le salaire de sa relaccion, selon ce quelle seroit excessive d'escripture.

33. Qui paie argent à sergent de ce qu'il execute sur aucun par commission ou autrement, ils ne paient pas là ou ils doivent, car sergens ne sont fors que executeurs et non pas reputes pour receveurs de qu'ils éxécutent.

34. Autre sergenterie a en la ville de Chastillon que l'on appelle la messerie qui sont tenus de garder les biens des champs, des prés et autres. Et iceulx messiers achectent leurs offices du prevost et du maire et est de necessité qu'ils soient deux, l'un de par monseigneur le duc et l'autre de par monseigneur de Lengres ; et jurent eulx deux en la main du prevost et du maire de bien et loyalment garder le droit des seigneurs, des bonnes gens et faire leurs prises justement et faire bons rapports et justes de leurs prises et arrests. Toutesvoyes, ils sont creus de leurs prises et non pas de leurs arrests, s'ils ne le prouvent. Et saucun fait rebellion ou resqueusse d'eulx et ils le puissent prouver, l'amende est de LXV sols tournois ; pourvu que l'arrest ou resqueusse soient justes ou qu'il leur feroit force comme de mectre (meurtre) ou bateure en faisant leurs offices, et ils le povoient prouver, les malfaicteurs seroient punis griefment. Les droits de leurs messeries sont tels : chacun qui laboure au finaige de Chastillon leur doit une grosse gerbe, ce qu'on peult lyer en ung lyen de moison ne trop grand ne trop petit, du meilleur blef qu'il cultive et la doivent prendre au champ. Les prises qu'ils font de jours valent V sols tournois d'amende, ils y ont de leur droit XII deniers tournois ; s'ils font prises de nuit, l'amende est de LXV sols tournois, ils en ont les V sols tournois ; se resqueusse ou rebellion leur est faite, ils y ont V sols tournois ; la messerie peult valoir aux deux sergens XL sols, aucune foys plus, aucune foys moins. Se ils sont batus ou vituperez de leurs vestemens, et il est prouvé, l'amende est arbitraire et est en la discretion des baillis, et pour ce en ceste partie a monseigneur le duc pour sa moitié XX sols tournois.

35. Monseigneur le duc et monseigneur de Lengres pevent affranchir

en la ville de Chastillon, de tailles et exempcions deux personnes, c'est assavoir ung feure qui sera tenu de enfforger et defforger tous prisonniers, touteffoys que requis en est par les gens des seigneurs ou de l'un d'eux, aux cousts et missions dudit feure. L'aultre est ung cordier et icelui doit tous chevestres et lyens appartenant à quelque justice que l'on face et aussi la corde pour avaler au croct et pour mettre à gehaine les malfaicteurs; et pevent les baillis au nom des seigneurs donner ceste franchise en baillant lettre dessoubs les grans seaulx de leurs bailliaiges communement, et vault ladite franchise, et vault bien pour les deux seigneurs xx sols tournois.

36. Anciennement en la ville de Chastillon nosseigneurs ne faisoient que VIII sergens, quatre pour Mgr. le duc et quatre pour Mgr. de Lengres, et se faisoient par eleccion comme dit est. Tant estans en la ville de Chastillon comme pour le ressort de la prevosté de la mairie, et en ce nombre ne sont point comptez les tourniers Monseigneur le duc du chastel, ne le concierge qui garde l'ostel de monseigneur de Lengres dudit chastel, et aussi le crieur. Le tournier monseigneur le duc, doibt jurer en la main des officiers de monseigneur de Lengres de bien et loyalment garder les prisons appartenans à monseigneur de Lengres comme ceulx de monseigneur le duc. Le concierge monseigneur de Lengres n'est tenus de faire serment car il ne office riens audit castel; mais que le tournier qui est garde des clefs. Et c'est ce que monseigneur le duc dit en la chartre: *De castro Castellionis pertinet nobis custodia.* Les droits du tournier sont telz: Quiconques est miz en prison, soit fermé ou par le chastel, il a de chacun au departir XII deniers tournois. Et saucun est éxécuté, pour ses démérites, tout ce qui est dessoubs la courroye est au tournier, soit coussoz, mantel ou autres choses. Toutes les espousées de Chastillon qui sont espousées ou chastel luy donnent XII deniers tournois. Et s'il est des habtitans dudit chastel, il est franc de tailles et de toutes exemptions, Duquel conseigneur que il soit homme et peult bien valoir C sols tournois.

37. Tous les nobles de Chastillon sont hommes Mgr le duc, justiciables et responsables de toutes actions personnelles, combien que l'accion peult estre tele que l'amende seroit aterminée à Mgr le duc et à Mgr l'évesque. Toutesvoyes la justiciation seroit lige à Mgr le duc, comme amende arbitraire, rachat de corps ou de membre. Et es grans forfais des actions reelles ils sont responsables au seigneur dessoubs qui la réalité est assise. Et saucun des nobles de Chastillon estoit éxécutez, le fief qu'il tiendroit de Mgr le duc luy reviendroit; et ce qui seroit de

franc aleuf seroit par moitié à Mgr le duc et à Mgr de Lengres, posé que les biens fussent en la justice commune de Chastillon. Que s'ils estoient autre part, ils seroient au seigneur dessoubs qui ils seroient.

38. Tous les clers de Chastillon sont à Mgr de Lengres esperituelment justiciables et responsables à toutes actions personneles et actions reelles. Ils sont responsables dessoubs qui la realité est assise. Et saucuns clers de Chastillon est condempnes à l'eaue de tristesse et à pain de doulour, les meubles sont à Mgr de Lengres, et les héritaiges assis à Chastillon seront vendus la moitié à Mgr le duc et l'autre moitié à Mgr de Lengres.

39. Les hommes et femmes de l'église de Chastillon sont en toutes actions personeles responsables et justiciables à M. l'abbé, et tient on la juridiction d'iceulx en l'église, car ils n'ont en nulle partie de la ville de Chastillon point de lieu ou ils puissent tenir juridiction se ce n'est de grâce. Toutesvoyes les sergens de l'église en quelconque partie de la ville que les hommes et femmes de l'église aient mencion, il les peult aler adjourner à l'église ou il luy est ordonné gaiger, éxécuter, prendre et mener en prison en l'église, pour quelconque cas qu'il soit acuses ou souspeconnes. Toutesvoyes se l'omme ou la femme de ladite église estoit prins en fait présent, en l'église n'en avoit point de recours, pour ce que parmi la chartre, Mgr le duc dit que les hommes de l'église sont ses hommes. Toutes voyes l'amende seroit commune au prevost et au maire se la prinse avoit été faite en justice commune. Des actions réelles ils sont responsables au seigneur dessoubs qui la réalité est assise.

40. Saucuns des hommes et femmes de ladite église sont pris et détenus pour aucun méffait, par accusation, dénonciation ou souspecon; les gouverneurs de la justice ou les sergens de l'église les doivent requérir et on leur doit rendre chargie du fait pour faire raison, sil n'est pris en cas présent, car s'il estoit pris en cas présent et les cas ne sont civils le prevost en auroit la congnoissance comme dit est. Et se le cas présent estoit capital il seroit demenés communement et executes communement en la tieille commune ce qui seroit en communauté. Et s'il n'est pris en fait présent et il est rendus aux gouverneurs de la justice de l'église, ils les traictent par la manière que le cas le désire. Se il est trouvés qu'il doit estre éxécutes, le menistre de l'église le délivre tout nu, le chevestre au col, au chef de la planchette de l'abbaye par devers Chastillon, au prevost de Chastillon pour faire l'éxé-

cution. La tieille sera à l'église quelque part que les biens soient, en la communaulté de Chastillon ou de Courcelles-Prévoires, pour ce que Mgr le duc dit en une chartre : *Omne jus hominum ecclesie Castellionis pertinet ecclesie.*

41. L'église de Chastillon à communaulté de ses hommes et femmes à Mgr le duc et à Mgr l'évesque en la ville de Chastillon et de Courcelles-Prévoires, par la forme et manière que monseigneur le duc et Mgr l'évesque l'ont en ladite ville et à Courcelles. C'est assavoir, que se l'omme M. l'abbé lige prend la femme lige Mgr le duc, ou la femme lige Mgr l'évesque, les enfans seront communs entre les deux seigneurs, dont les hommes sont liges à l'un et les femmes à l'autre seigneur liges ; et se l'omme est lige à l'un des seigneurs et la femme soit commune aux autres deux seigneurs, les enfans seront communs à tous les troys seigneurs, selon ce que la portion appartiendra à chacun seigneur de par le père ou de par la mère. Et ainsi le peult on entendre de l'omme comme de la femme; le mariage durant, le seigneur duquel l'omme sera homme justiciera la femme et enfans, le mariage durant, ou que les enfans soient hors de puissance, et lors seront communs par la manière comme dit est. Et se l'omme va de vïe à trespassement avant la femme, la femme sera femme au seigneur dont elle partist originelment. Car parmi la communaulté l'omme ne acquiert point la femme, le mariage failli, fors que le mariage durant.

42. Et pour ce que les hommes et femmes de ladite église sont de main-morte et par la coustume général, se l'omme serf prend une femme franche et elle meurt en l'adveu de son mari serf sans hoir estant en icelle, le seigneur de l'omme serf emporte la succession de la femme franche, pour ce qu'elle meurt en l'adveu de l'omme serf; ceste coustume cesse par la communauté de Chastillon et de Courcelles qui est entre Mgr le duc, Mgr l'évesque et M. l'abbé ; que se l'omme M. l'abbé qui est serf prent la femme Mgr le duc ou Mgr l'évesque lige ou commune qui sont franches de mainmorte, se la femme moroit avec l'omme serf, les hoirs naturels de la femme emporteroient toute la succession en meubles et en héritaiges, ne l'abbé ny prendra riens, mais cesse la coustume du tout.

43. Se aucun venoit faire mansion en la ville de Chastillon de quelque part qu'il viengne, s'il lui plaist il peult advouer l'église seulle et singulière de la condicion de leurs autres hommes et femmes, sanz ce que les autres seigneurs y puissent aucun droit reclamer. Car Mgr

le duc et Mgr de Lengres dient dans une chartre : *Si vero aliquem hominem ducis vel episcopi ad abbatem se habere valentem sinè ulla calumniâ ducis nec episcopi, abbas retinebit sub tuicione et protectione ducis.*

44. Se aucun fait adjourner autre par devant le prévost ou par devant le maire ligement ou communement ainsi comme il peult et doit appartenir ; se le rée congnoist la demande de l'autteur, le rée doit II s. VI d. t. pour la congnoissance ; si c'est ligement, les II s. sont au juge à qui l'auditoire appartient et les VI d. t. au sergent qui a fait l'adjournement. Et se l'auditoire est commune, le prévost aura XII d., le maire XII d. t.; les VI d. aux deux sergens qui ont fait les adjournemens. Se le rée met en ny la demande de l'acteur et l'acteur la prouve, le rée est condempnez à rendre la chose et es déspens et à VII sols d'amende ; et se l'acteur ou le rée ou aucun d'eulx fait défault en aucunes journées du procès, il doit pour chacun défault de jour VIII sols tournois. Se l'auditoire est lige, cellui à qui elle appartient a VI sols, le sergent XII d. t. ; et se l'auditoire est commune, le prévost en a III sols tournois et le maire III sols. Les sergens des deux seigneurs qui ont fait le premier adjournement, chacun a VI d. t.

45. Se aucun en plaidant et contentant dit à cellui contre qui il plaide ou contente villenie de parole qui ne regarde pas crime ne grant vitupère de corps, si comme l'en dit : tu es ung mauvais garnement, tu es ung malestruz, se partie se plaint de teles legières paroles et gorgées, partie n'a amende fors que d'une buchette en jugement et le juge VII s. se l'auditoire est lige ligement, se l'auditoire est commune, communément. Se la villenie touche honte de corps comme de dire à ung homme : larron, puant, punais, ou à une femme : putain, larronnesse et l'on ne nommoit de quoy, se plainte en est, partie a VII sols tournois d'amende et le juge VII sols tournois. Et se la partie qui a dicte l'injure en veult faire ung escondit et juroit par son son serment que yre et mal talent luy ont fait dire et qu'il n'y scet point de mauvaistie, la partie n'aura nulz VII s. t., car l'escondit est l'amende de l'injure et n'est pas pecuniaires. Se aucun dit à ung autre en contentant, larron ou parjus, ou murdrier ; ou à une femme, putain ou larronnesse et il nomme de qui ou de quoy, l'amende est arbitraire et ne chiet point d'escondit se partie ne veult; et teles amendes sont adjugees par les bailliz ou leurs lieuxtenans ; l'amende de partie est selon ce que la personne est et le cas le desire. En tele amende arbitraire et en toutes autres, de quelconques fais qu'elles procédent, le prévost et le maire y ont XL sols tournois, se l'auditoire est lige, ligement ; se l'audi-

toire est commune, communement leur appartient par moitié. Se aucuns contentent ensemble, et l'ung dit à l'autre: je ne suis celluy ou celle qui fist tel larrecin, ou tel murdre ou tel putaige d'un tel homme, combien qu'il ne dye tout oultrement fors que en umbre en parlant à lui, en disant je ne suis pas telz, pour ce n'est ce pas que l'amende ne soit arbitraire, pour ce que que les villenies qu'il dit à l'ombre de lui redoudent à la personne à qui ilz contentent par paroles injurieuses, car les propox destintent les malefices.

46. Saucun met main à autre injurieusement, ou il le fiert ung cop soit petit soit grant, ou il le bat tant qu'on lui escoute à l'oreille s'il est mort ou vif, seulement que mort ne sen ensuive, qu'il n'y ait sang ne cuir creué ne mutilacion de membres, se plainte en est faite, le juge à vii s.; se la batteire est si enorme qu'il en gist au lit, le blecié aura son respons, et c'est ce que l'en dit: bien batuz, mal battiz, vii sols paie. Se aucun fait sang à autre espanduz ou cuir crevé, se plainte en est le bleciez a pour son amende xxi sols tourniois, le prevost et le maire ont lx sols tournois et les sergens qui font l'adjoutnement v sols tournois. Se l'auditoire est lige il est ligement à cellui à qui est l'auditoire et se l'auditoire est commune l'amende est communément. Toutes voyes il faut que l'amende soit déclarée par les bailliz ou leurs lieuxtenans ligement ou communement selon ce qu'il peult ou doit appartenir. Se la blesseure ou navreure est si grant et en tel lieu que mutilacion de membre y soit ou appere à avoir, la partie doit estre recompensée pour sa moins vaillance de son corps, pour son membre mutilé, selon ce que la discrecion des bailliz regardera; l'amende est arbitraire lige ou commune selon ce qu'il appartiendra et dont elle procede ligement ou communement comme dit est.

47. On ne tient pas que sang qui vient par le conduit du nez ne par bouche s'il n'y a cuir creué, que ce soit délit dont l'amende soit de lx sols tournois, pour ce que nature se purge ou peult purgier aucune foys par nez ou par bouche, par sang ou autrement, ou par superfluité de flueur, ou par eschauffement sanz autre force; et pour ce tient l'en que se main est mise à aucun et il seigne par nez ou par bouche, se cuir n'appert creuéz qu'il y ait amende que de main mise seulement.

48. Se aucun est trouvez en dommaige et le lieu n'est en closture, se c'est de jour l'amende est de v sols tournois. Se le dommaige est fait en closture fermant par jour, l'amende est de xv sols; pour ce que plus grant mauvaistié appert estre faite par la coustume que s'il fust à plain, car le dommaige est ung, l'infraction ung autre, si doit estre

plus grant l'amende ou il y a double meffait que de la chose dont il n'y a que ung meffait. Se dommaige est fait de nuist en ung lieu sans closture, l'amende est de LXV sols tournois, car c'est mauvaistiez faite obscurément ; et se dommaige est fait de nuyt en closture fermée, l'amende est arbitraire, pour cause de la force de la fraction et tel pourroit ôstre le dommaige que le cas seroit criminel capital et toutes teles amendes ; et les congnoissances d'icelles sont communes et se doivent démener communément et les grans amendes par les bailliz et les pet tes par les prévost et maire.

49. Saucuns en la ville de Chastillon crye à la mort ou fait tumulte de nuyt par quoy gens se assemblent et il ne puisse monstrer evident cause pour quoy il ait cryé à la mort ou qu'il ait fait le tumulte, il doit amende de LXV sols tournois ; et tel pourroit êstre le tumulte que l'amende seroit arbitraire, et tel inconvenient s'en pourroit ensuir qu'il seroit en la voulenté des tels seigneurs et de punicion capitale.

50. Saucun plaide devant le prévost et il lui face grief soit par sentence, commendement ou autrement, pour lesquelles choses il face appellacion, il doit appeller à l'audience du bailli de la Montaigne. Se l'appellation est indeuement faite, l'appellation ne doit point d'amende au prévost pour cause de l'appellation. Qui appelle de l'audience du bailli il doit appeller a l'audience des auditeurs de Beaulne, et s'il appelle indeuement, le bailli a XL sols d'amende, car il est juge ordinaire ; par la coustume, qui appelle indeuement de juge ordinaire, il doit amende tele comme ils l'ont accoustumé es lieux et en tels appeaux. L'appellant n'a induce de impétrer son adjournements fors que dix jours ; que sil ne fait son impetracion dedens les dix jours après l'appellacion, l'appellacion est déserte et doit êstre contenu en la citation, que partie aquel prouffit la sentence est donnée soit appellez et le juge soit intiméz ; et qui autrement le feroit, l'adjournement ne feroit par le stile de Bourgoingne ; et se ainsi avenoit que aucun appellast de l'audience du bailliaige de la Montaigne à l'audience du bailliaige de Sens, non pas de Beaulne, mais à l'auditoire royal, il auroit induce de impétrer XL jours ; et par le stile royal en la court de Sens l'en doit adjourner le juge et intimer la partie au prouffit de laquelle la sentence est donnée. Toutes voyes il appelleroit mal par deux raisons : la premiere, pour ce que l'ordre des appeaulx en Bourgoingne vont par ordre. C'est assavoir du prévost à bailli, du bailli aux auditeurs a Beaulne, des auditeurs au parlement à Beaulne, du parlement de Beaulne en parlement à Paris ; et là sépient la fin des causes,

pour quoy l'en appelleroit mal du bailli de Bourgoingne à Sens. La cause est tele que les officiers monseigneur le duc ne sont point ressortissans à Sens mais de la Villeneufve-le-Roy, se seroit l'appellacion déserte. Et qui appelleroit du bailli de la Montaigne ou de l'une des auditoires dessus dits ou parlement a Paris, il auroit induce d'impétrer sa citation en cas d'appel de troys moys, et la cause de l'appellacion durant l'appellant est exempt de toutes causes du juge dont il a appelle; et en Bourgogne il n'est exempt fors que de la cause de l'appellation.

51. Qui appelle du maire de Chastillon, il doit appeller à l'audience du bailli de Lengres. Se l'appellent chiet de son appel il ne doit point d'amende, car il n'est pas juge ordinaire par la coustume dessus alleguée. Le stile des appellacions des jugemens des hommes monseigneur de Lengres en la ville de Chastillon se doivent demener par le stile des auditoires monseigneur le duc, pour ce qu'ils font tous leurs jugemens selon les coustumes de Bourgongne, non pas par les coustumes de l'eveschié. Mèsmement que les jugemens communs de Chastillon se demènent par le stile et coustume de Bourgongne; qui appelle du bailli de Langres l'appellacion va à Sens; qui appelle indeuement, il doit XL sols d'amende au bailli dont il a appellé; il a induces d'impétrer sa citation XL jours, et doit l'en appeller le juge et intimer à la partie la cause pourquoy l'en a appellé du bailli de Lengres. Et l'auditoire royal est tele que monseigneur de Lengres n'a en sa terre nulz auditeurs des appeaux, ne ne peult corriger la sentence de son bailli, car le bailli de Lengres sentence en la personne monseigneur de Lengres; et se l'appel est dit bon par le bailli de Sens, et icellui appel soit sur une interlocutoire descendant d'aucun principal, l'appellant ne sera point renvoiez en l'auditoire du bailli de Lengres pour procéder avant ou principal dont ladite interlocutoire vint dont il sentencia et dont l'appellation fut faite qui est dite mal dònee, pour ce que le bailli de Lengres est trouvez avoir mal sentencié en l'interlocutoire, il est reputez pour souspeconneux en l'auditoire du principal.

52. Se une cause est communement demenée à Chastillon par devant le prévost et le maire; se l'on appelle d'eulx, l'appellacion va à l'auditoire commune du bailliage de la Montaigne et du bailliage de Lengres. Et est la cause d'appel démenée communement. L'appellant a dix jours d'induces après l'appellacion d'impétrer sa citacion et doit êstre adressée à deux sergens, l'un de monseigneur le duc et l'autre de monseigneur de Lengres, et doit estre mandes à eulx d'adiourner partie et de intimer le prévost et le maire; sil est dit mal avoir appellé, le prévost

et le maire n'ont point d'amende, par la coustume avant alleguée. Se les deux bailliz sentencient communément et il en soit appellé, l'appellacion yra a Sens par devant le bailli de Sens, non pas pardevant les auditeurs, es causes des appeaulx qui sont communs. Et se sont égaulx en partie, ne ne sont point subgiez l'un à l'autre en celle partie. Ne aussi l'auditoire de l'appellacion n'yra point à la Villeneufve, combien que la Villeneufve soit siege souverains député aux gens monseigneur le duc, mais yront es appeaulx donnés communément au ressort de Sens. La cause est tele: tout ce que monseigneur de Lengres tient à Chastillon est demaine et le fief du roy et ce que monseigneur le duc a en la ville de Chastillon est fief monseigneur de Lengres et le roy est souverain; et le siege de Sens est députez ressors souverains pour oir les causes des appeaulx des demaines et fiefz de l'evêschié. Et par ainsi pour ce que monseigneur le duc a à Chastillon est fief de Langres et la communaulté de Chastillon entre les deux seigneurs est tele et ne peult êstre désioincte, le féal doit ensuivre le ressort souverain du seigneur du fief qui est monseigneur de Lengres. Se doit par ceste raison aler la cause de l'appellacion commune à Sens et non obstant que la Villeneufve soit ressort souverain deputé à monseigneur le duc. Toutesvoyes il est à entendre des choses qui singulièrement et particulièrement appartiennent à son pays de Bourgongne, ce qui est ou bailliage de Sens, non pas des causes communes qui sont entre les habitans de Chastillon. Se monseigneur le duc et monseigneur de Lengres ont aucunes causes ensemble qui leur appartiennent en leurs personnes, leurs causes vont en parlement à Paris et non autre part.

53. Se parties plaident devant le prévost ou devant le maire et ilz dient villenie l'un à l'autre par manière d'injure, la partie injuriez n'aura plus d'amende en personne ne plus grant qu'il n'est s'il feust villenés hors de jugement, ne ne lui avance ne demeure s'amende; mais l'amende du juge est plus grant que se la villenie estoit dicte hors de jugement. L'amende seroit de sept sols, mais pour la villenie dicte à partie et pour le jugement qui est vitupérez l'amende est de soixante-cinq sols tournois quant elle est dite en jugement.

54. Quiconques fiert homme ou femme ou jugement du prévost et du maire, l'amende est de LXV sols tournois, mais celle de partie n'est point plus grant, ne quelle si elle avoit ferue dehors du jugement; mais celle du juge est plus grant pour la cause dessus alléguée. Se il le feroit en jugement du bailli ou des bailliz, l'amende de partie ne croistroit ne ne amendriroit, mais l'amende des bailliz seroit arbitraire, pour ce

qu'ils sont juges ordinaires, et se à leur jugement est l'amende arbitraire, non pas ou jugement du prévost ou du maire, car le jugement des bailliz est de plus grant auttorité et puissance que cellui au prévost et au maire.

55. Saucun feroit ou mectoit main injurieusement à bailli à son siege, il encourroit peine capital et confiscacion de biens tele comme il plairoit au seigneur ; et aussi qui mettroit la main injurieusement à ung sergent en son office faisant, ne aussi qui mettroit main injurieusement à prévost ou au maire ou à leurs lieuxtenans en tenant jugement il seroit amendables à voulenté.

56. Se aucun forrain fait délit aucun en la ville de Chastillon de quelque part qu'il soit, l'auditoire et l'amende sera commune, soit de loy ou arbitraire, excepté ceulx qui sont du ressort de la prevosté et au maire s'il estoit du ressort de la mairie ; mais l'amende seroit commune pour cause de ce que le délit seroit fait en justice commune ; et aussi en sont exceptéz les forains qui sont de la taille de Chastillon, que s'ilz font délit en la terre de Chastillon l'auditoire et l'amende est au seigneur à qui ilz sont tailliables ligement et communément.

57. Se ou jugement du prévost et du maire vient deux parties contendans l'un contre l'autre soit ligement ou communément, si comme il appartient ou peult appartenir, et ils appellent l'un l'autre de gaige, ils ne les doivent pas recevoir ; car la congnoissance de tels fais leur sont interdiz, ne n'appartient à leur auditoire, et ce qu'ils en feroient seroit nul et amendable ; mais les doivent par devant les bailliz, s'ilz sont lige devant cellui à qui il appartient, car en ceste partie n'est pas grant forfaiz, jusques il soit dit par leur juge se gaige y appartient. Et s'il est dit que gaiges y soit, il doit estre excusez communement, car lors est ce grans forfais. Et se amende ou exécution en naist, tout est commun, et les parties sont communes contre l'auditoire, l'exécution ou l'amende seront communes. Et se le demandeur est à l'un des seigneurs liges et le deffendeur est liges à l'autre seigneur, le juge du deffendeur aura la congnoissance, se gaige y appartient : *Quia actor sequitur forum rei.*

58. Le prévost de Chastillon n'a point de juridiction ne congnoissance sur les hommes et femmes liges de monseigneur de Lengres, ne sur les communs, ne communaus, sanz le maire ; ne le maire n'a point de juridiction ne congnoissance sur les hommes et femmes liges monseigneur le duc, ne sur communs ne communaus, sans le prévost ; car selon la chartre, l'ung des seigneurs n'a que véoir, ne que congnoistre

en l'omme lige de l'autre, se ce n'est grans forfais, car itelz fais sont communs, ne es hommes communs ne communaus l'un des seigneurs ne peult l'un sanz l'autre. Que s'ainsi avenoit que aucun des communs ou des communaus dudit Chastillon avoit fait aucun délit et l'un des seigneurs l'en punissoit et l'autre non, mais se taisist, la chose sursierroit jusques à ce qu'il feust poursuis communément; que ce que l'un des seigneurs en feroit par voulenté ou autrement ne vauldroit, mais seroit mis au néant, par la chartre qui dit que l'un des seigneurs ne peult sans l'autre es choses communes.

59. Se garde est donnée à aucun de par monseigneur le duc tant seul, ou de par monseigneur de Lengres, ou de par monseigneur le duc et de par monseigneur l'evesque ensemble, qui enfraint l'une de ces gardes, il est amendables comme de garde enfraincte selon la coustume de Bourgoingne, supposé que la garde soit signifiée competemment. Et saucuns est en la garde monseigneur le duc tant seul, signifiée compétemment, se l'omme monseigneur l'évêsque, liges, communs ou communaus, enfraint la garde en ladicte ville de Chastillon ou ou territoire, il est pugniz de garde enfrainte, combien qu'il ne soit justiciables à monseigneur le duc en tout ne en partie, pour ce que le délit de la garde enfraincte est fait ou lieu commun et en justice commune; posé que monseigneur de Lengres eust la congnoissance de son homme, s'il avoit ladite garde enfraincte ne s'elle lui seroit compétemment eue signifiée. Ce congneu il seroit envoiez à monseigneur le duc pour amender la garde enfraincte. Et ainsi doit-il estre entendu de la garde lige monseigneur de Lengres. Qui enfraint la garde commune de nosseigneurs, l'auditoire est commune et l'amende aussi.

Les tierces de Chastillon.

60. Une grande partie du territoire de Chastillon est tiercables à Mgr de Lengres; c'est assavoir qui laboure en aucune de ses terres tiercables de quelque labour que ce soit, par espécial de blef, il doit audit seigneur de onze gerbes, une; et que y cultive garde la journée doit VII sols au seigneur de tierce; et cellui qui a cultivé la terre à blef, peult charger le blef à mener en quelconque partie de la ville s'il lui plaist, ou es granges assises oudit finaige, mais il ne la peult bouter en la grange sanz le tierceur ou qu'il ait fait deue diligence d'icellui quérir ou lui appeller souffisemment, présens bonnes gens; lors il le peult mettre en la grange et décharger, présens lesdites bonnes gens, et compter bien

deuement afin de monstrer le droit du seigneur. Et cellui qui cultive en la terre sienne l'en peult mener en son demaine fors qu'il ait paié les dis VIII sols dedens la Saint-Remi suigvant. Et qui en use autrement que l'usaige ne veult on le recele. Ou recelement l'amende est de LXV sols tournois et est commune. C'est assavoir XXX sols au maire, XXX sols aux sergens qui rapporteront le fait, V sols tournois... Combien que la congnoissance de celluy qui y aura mespris appartiengne au seigneur de qui il est homs, toutesvoyes est l'amende commune. Se débaz naist de la propriété, l'auditoire est commune. Pour ce que la citation est au lieu commun.

61. Quiconques a mestier de traire pierres ou lesves il en peult prendre, traire ou faire traire quelque part qu'il lui plaist en terre tiercable, supposé que onques mais pierre, terre ou lesve ny feust onques traitte ne prise, sans ce que cilz qui la fera traire rende a partie aucune chose à cause de dommaige, ne ne sera tenuz de remettre en estat ladicte terre. Toutesvoyes se la terre est emblavée de blefs, pour ce moins ne l'ayra je pas à traire ce qu'il me plaira et charroier parmi le blef en rendant le dommaige du blef tant seul et sans amende. Et se cils qui la terre seroit y mettoit empeschement et l'en s'en clamast, il rendroit dommaiges et paieroit amende, pour ce qu'il empescheroit cellui de user de son droit commun.

62. Nuls ne peult traire pierre, terre, lesve, ou finaige de Chastillon, en terre franche, sans licence de cellui à qui la terre est, et cilz qui est trouvez en celle terre franche trayant pierre, terre ou lesve, sans licence, se clameur en est, l'amende est de LXV tournois et la terre remettre en estat; la cause est qu'il entreprent le fons d'autrui ou il n'a nul droit. L'action seroit lige d'omme lige à cellui à qui il appartiendra et commune s'il est communs. Toutes voyes teles amendes sont communes. La cause est que le délit seroit fait ou fons qui regarde realité en justice commune.

63. Saucun trait pierre, lesve ou terre, en chemin ou voye et finéroy, ce est à entendre en la ville et finaige de Chastillon, l'auditoire est commune se clameur en est et l'amende commune à nosseigneurs et partie condempnée à remettre en estat ledit chemin ou voye. Se c'est ou grant chemin ou voye péagent, l'auditoire sera singulièrement à monseigneur le duc, mais l'amende sera commune et la partie condempnée à remettre en estat, et est à entendre tant seulement des grans chemins qui sont au finaige dudit Chastillon tant seulement; car autre chose est des grans chemins qui sont hors du finaige de Chastillon

qui sont ligement à monseigneur le duc pour cause des chemins.

64. Mgr le duc est sires des grans chemins éstans en Bourgongne, quelque part qu'ils soient, et à lui appartient toute la congnoissance de tous déliz et les amendes appendans desdiz déliz faiz es diz grans chemins, toutes espaues et autres choses qui a basse, moyenne et haulte justice appartient. Se aucun entreprent le grant chemin en labourer au long ou en facent édifice comme mur, fossé ou cloison, ne puisse acquérir possession, il est amendables à Mgr de LXV sols tournois et remettre le chemin en estat. Et n'est pas à entendre que ce soit entreprise de grant chemin qui laboure et poignoie sur le grant chemin en contournant, ne qui plante un po d'éspines au chief qui n'empesche pas le chemin, que ce ne soit fors que pour destourner bestes de faire dommaige.

65. Tous les ormes et les arbres qui sont sur les grans chemins quelque part que ce soit au domaine et ou au ressort de la prévosté de Chastillon sont Mgr le duc pour raison du fons; car qui est sires du fons, il est sires de l'édifice qui est sur le fons, et qui les dits arbres copperoit sanz licence il seroit arbitrairement amendables et s'ils estoient cheuz par vent ou par uieillesse ou autrement, ceulx qui en copperoient sanz licence seroient amendables de LXV sols et restablir ce qu'ilz en auroient pris si ce n'estoit par licence du bailli. Car telz choses ne sont pas de la puissance du prévost.

66. Les ormes et les arbres qui sont sur les chemins finéroz ou es places communes en la ville et finaige de Chastillon, sont communs entre Mgr le duc et mons^{r} de Lengres, et qui les copperoit sanz licence il seroit amendables arbitrairement. Et se l'arbre estoit entéz il encourroit peine capital; et s'ilz sont cheuz par vent ou par vieillesse ou autrement, cilz qui emporte est amendables à nosseigneurs de LXV sols tournois et de restablir le dommaige; et pour ce que le commun langaige est de dire que tous les ormes sont au seigneur, se n'est pas à entendre de ceulx qui sont es héritaiges es bonnes gens, fors que de ceulx qui sont sur les chemins ou es places communes, car selon raison nul ne peult ediffier en tel lieu qu'ilz ne soient aux seigneurs.

67. Saucuns a terre, prey ou autre edifice, emprès sentier commun ou emprès chemin finerot ou près de grant chemin et il veuille deborner et deguyer son droit du commun, il est de neccessittey que le bornaige du sentier ou du chemin finerot se face par le seigneur de la justice en quoy il est assiz; et se c'est grant chemin, il est de nécessité qu'il

soit bornéz par le souverain; le sentier doit avoir pas et demi de large, le chemin finerot, six pas de large, le grant chemin dix pas de large; le pas doit contenir troys piez, le pié doit contenir XII posses; et ainsi peult estre debornéz et deguyéz selon raison. Et qui autrement le feroit, il en mesuseroit, et seroit amendables comme de labourer et deguyer autrui sanz licence.

68. Quiconques trouve mouchote en la ville et finaige de Chastillon, et il la reçoit en son vaissel et porte à justice, pour sa peine et pour son vaissel il a la moitié, et l'autre moitié est à Mgr le duc et à Mgr l'évêque. Et s'il ne la porte à justice, mais lui fault demander s'il la congnoist, toutesvoies est il amendables de LXV sols tournois, pour cause du receler et du retenu par devers lui oultre cas deu. Et aussi se pert son droit qu'il y devoit avoir. Et s'il avenoit ainsi que la mouchote lui feust demandée et il la meist en ny, s'il estoit prouvez contre lui, il seroit en la voulonté des seigneurs. Qui trouve aucune chose et il ne l'apporte à justice il est amendables de LXV sols tournois et s'il le nye et il est prouvez contre lui, il est reputez pour larron selon ce que la chose trouvée a valeur.

69. Mgr le duc a à Chastillon une moult noble juridiction lige, sanz ce que Mgr de Lengres y ait aucune chose, c'est la juridiction de la chancellerie, car tous ceulx et toutes celles qui se obligent en lettres scellées en la court Mgr le duc de Bourgongne ou qui promettent à eulx obliger, soient homme lige Mgr le duc, ou homme lige Mgr l'évêsque, ou homme lige monsieur l'abbé, soient clers, prêstres, religieux, nobles, communs, communaus à quelconques et de quelque juridiction qu'ilz soient, toutes éxécutions, rébellions, de tous déliz civilz ou criminelz touchant le fait d'icelles lettres et les déppendences, et la congnoissance et la pugnicion en appartient à Mgr le duc en l'auditoire de la chancellerie seul et singulier. Et aussi toutes amendes qui naissent du fait des lettres sont à Mgr le duc, et aussi de tous testamens quelzconques faiz sur ledit séel. La publication et le contenu d'icellui lui appartient sanz ce que le diocesain y ait aucun droit.

70. Se ung sergent de la chancellerie exécute par sa commission aucun obligié et prent et saisit de par Mgr le duc aucuns biens, meubles ou héritaiges, sur ledit obligié; si tost comme ledit créditeur se tient paié de son débiteur, la main de monseigneur le duc assise en ses biens en est levée de soy, sans autre mandement, par la vertu de la noblesse de la juridiction, ne le sergent ne peult les diz biens priz par lui

retenir pour cause de son salaire, mais doit demander son salaire à son maistre pour qui et en nom de qui il éxécute, car despens selon raison chéent en congnoissance de cause et se doivent demander par action. La congnoissance en appartient à monseigneur le chancellier et non à autre.

71. Se ung sergent de la chancellerie ou du bailliage éxécute aucun mandement à lui adrécié pour faire payer aucun de debte à lui deue en congnoissance, il doit prendre gaiges de meubles, s'il en trouve tant qu'il souffise à la debte, et, les gaiges présens, il les doit mettre adnuitier hors de l'ostel sur qui il éxécute; car se autres éxécuteurs de lui les trouvoit en l'ostel du débiteur, il les pourroit prendre et oster ou prouffit de son éxécution, sanz offense de la cause, et que le debteur en seroit trouvez saisiz; et s'ils en sont portez, meubles n'a point de suite par la coustume, et les dits gaiges mis à nuister hors de chiez le debteur au chief de sept nuys, il doit venir au debteur et lui signifier que les dits gaiges aille véoir vendre, et l'on les doit aler vendre ou lieu accoustumé de vendre gaiges et crier et subhaster par troys crys et grans intervalles et délivrer au plus offrant. Et ne nuyst point s'il ne les crye à jour de marchier, car par l'usaige de Chastillon l'on peult vendre gaiges, touteffoys qu'ils sont anuytiez, signifiéz competemment à partie, et venduz es lieux accoustumez. Et s'il avenoit que le sergent prent gaiges pasturans, comme bestes, s'il les gardoit oultre les nuys sanz vendre ne éxécuter, le debteur ne paieroit riens des pastures pour les bestes de ce qu'elles auroient despendu depuis les nuys. La raison est tele que la somme du vendaige seroit diminuée de tant comme elles auroient despendu depuis les nuys qui sont ordonnées par la coustume. Et ses dommaiges ne sont pas à recouvrer sur le debteur, ne ne cheent point en tauxacion.

72. Se les sergens ne trouvent meubles qui souffisent à leur éxécution et preignent héritaiges, ilz doivent prendre de la matière des héritaiges ung po (1) et mettre adnuyter et au chief des nuys faire savoir à partie qu'il aille veoir vendre son héritaige, et la signification faite deuement, il le doit aler crier et subhaster au lieu accoustumé à vendre héritaige, et le sergent ne les doit pas au plus offrant octroyer au premier cry, mais le doit crier par troys foys et la quarte d'abondant et par intervalles de quinze jours entre chacun cry, et la cause sy est,

(1) *Po*, peu.

car l'héritaige se doit vendre plus solemnelment que le meuble, pour ce qu'il soit venduz plus grande somme. Et que cilz loyt cryer à l'un des cryz qui ne l'oyt pas à l'autre qui met avant, ne aussi le debteur n'a pas sitost recouvré l'héritaige comme il auroit le meuble. Et pour ce coustume y establit plus grant solemnité et pour cause de la deshéritance. Et le quart cry fait et parfait, le sergent doit faire sa relacure de tout à ce qu'il en a fait au juge de qui auditoire il use, et le juge doit donner citation pour adiourner le debteur, pour louer de lui ou pour veoir louer le vendaige; et par troys c'tacions et journées compétentes et la quarte d'abondant, et s'il ne vient, le juge doit louer le vendaige et bailler décret et confirmation d'icellui; et les deniers du pris tourner et convertir en la solucion et paie du debteur; et s'il avenoit que le debteur ne feust au pays, il seroit de nécessité de donner à l'héritaige ung curateur pour deffendre ou louer la vendue dudit héritaige, et ce appartient bien à l'office du juge. Les dépens et les missions chéent en accion.

73. Se ung sergent du bailliage arrêste ung homme ou une femme ou aucuns biens, par mandement, commandement ou autrement, licitement, accors est entre les parties, la main est levée, mais cils qui a tort en la cause de l'arrêst doit xxx deniers tournois; se l'arrêst est liges, il est ligement à cellui à qui il appartient et s'il est fait communément, le prévost et le maire ont chacun xii deniers, et le sergent vi deniers tournois; et se cilz ou celle sur qui l'arrêst est fait enfraint en riens, s'il est prouvéz, l'amende est de lxv sols tournois et se distribuent par la manière dessus dite. Toutesvoyes le sergent ne sera pas creuz de son arrest s'il ne le prouve.

74. Se le prevost ou le maire font aucun arrêst hors de leur jugement et cilz sur qui l'arrêst sera fait enfrainct ledit arrêst, l'amende n'est que de vii sols tournois, car leur arrêst n'a pas plus grande auctorité comme ils ont en jugement la congnoissance, car ils n'ont congnoissance que de vii sols. S'ilz arrêstent en jugement, il a pleuz grant force, pour ce qu'il se fait judiciairement.

75. En la ville de Chastillon n'a four ne molin bannal, mais va ung chacun cuyre son pain quelque part qu'il lui plaist et moldre son blet là ou il lui plaist, il fait four en quelconque partie de la ville qu'il lui plaist ou il peult puis qu'il ait place. Les musniers doivent moldre xxiiii moiteons pour un moiteon de molture, et l'escuelle pour molturer en menun, les xii doivent faire une mesure, et doivent prendre d'un moiteon une escuelle et non plus, et d'une mesure demie es-

cuelle ; et selle est trouvée trop grant l'amende est de XLV sols tournois. Les musniers sont tenuz de batre leurs molins toutesvoyes qu'ilz en font mestier et de amboitier si a plain que le blet ne respende, car ilz sont tenuz de rendre ; et quand le molin est batuz et assiégez, ilz doivent amplir le molin auant qu'ilz gectent le blet aux bonnes gens, et ne doit avoir entre la meulle et l'archiere que troys doys pour le tour de la meulle, et se plus en y a le musnier est amendables en LXV sols tournois, car c'est larreçin ; et teles amandes sont communes. Si le muisnier ouvre son molin sans férir en l'archeure afin que s'il y a rat ou rate qu'il saille fors et le blef ou la farine en est gastie, le musnier en est tenuz du rendere et amender car c'est chose périlleuse. Se le musnier moult blet sans cellui a qui il est, le musnier doit rendre de farine du moiteon de blef rex le comble de farine, sa molture paiée. Se aucun molt à une foys de plusieurs blefs, le musnier ne prendra pas molture de quelque blef qu'il lui plaira, mais de cellui qu'il plaira à cellui qui le blef sera.

76. En la ville de Chastillon, a de quatre manières de mesures. L'une est l'aune, à laquelle l'on délivre toutes les denrées qui à aulne se doivent livrer. La grandeur de l'aulne est un poce moins de l'aulne de Provins. Qui délivre à petite aulne il est amendables à nosseigneurs soit liges ou communs. La cause est que l'edit de mesurer à bonne aulne est fait conjoinctement des dits seigneurs et l'establissement de la grandeur de l'aulne ; et est l'amende de LXV sols tournois. Qui délivre à trop grant aulne, l'amende est de V sols tournois, la cause si est que bailler à trop grant aulne, n'est pas mauvaitiez, ne ny peult l'en noter mauvaitié, fors que ce qu'il trespasse l'establissement des seigneurs. Cilz qui reçoit à trop grant aulne est amendables arbitrairement, la cause est que l'aulne qui est establie des seigneurs estre juste, à cest umbre il desrobe le marchant en faisant larrecin subtil. Et qui délivre à juste aulne et il mesaulne, comme de tirer le pouce arriers ou ainsi comme les mauvais scevent faire, l'on lui doit copper le polce, ou il le rambre à la voulenté du seigneur, car c'est larrecin appers.

77. La seconde mesure qui est à Chastillon est la mesure du blef ; la grandeur de la mesure doit tenir justement VI pintes au marc et la doit on adiouster à menue graine comme de millot ou de senevé. Les deux mesures font ung moiteon, les deux moiteons font ung bichot, les deux bichos font une amine, deux amines font ung sextier, douze sextiers sont ung muy de blef. Touts blefs se délivrent à Chastillon à

rex, et riens à comble ne crole, et qui en mesuse il est pugniz par la manière dessus dite.

78. La tierce mesure qui est en la ville de Chastillon est la mesure du seel; et est la mesure de la grandeur du seel de V mesures de seel font VI mesures de blef; ou muy de seel n'a que XVIII mesures de seel. Qui en mesuse, il est pugniz comme dessus est dit.

79. La quarte mesure est à Chastillon, est la mesure du gueyde. La grandeur de la mesure du guayde est quelle doit tenir huit mesures de blef et une pinte au marc ploine de blef, et se doit délivrer au comble, l'en ne la doit pas combler à la main, mais ce que l'en y peult mettre à la paulme. Les quatre mesures font le sextier; qui en mesuse il est pugniz comme dit est.

80. En la ville de Chastillon a plusieurs poix. Premier y est la livre, à quoy l'on délivre toutes marchandises; celle livre n'est que de xv onces, ou cent pesant a cent livres, ou demi cent cinquante livres, ou quarteron xxv livres. La pierre de la lame, à quoi l'en délivre la lame de may paliis, au pouce est et doit estre de xii livres et demie. La pierre à quoi l'en délivre Aygnelins paliis au poing, drogues, gracuse, bourre, et tele batterie est de xiii livres. La pierre de la teinture est de dix livres et demie. Le poix à quoy on poise cendre fort est de xxv livres, et qui en mesuse il est amendables comme dit est.

81. Tous ceulx qui ont maisons, préz, vignes, courtils, tirours et autres héritaiges en la ville de Chastillon, et ilz les afferment à louer à rente ou à censive ou autrement, et l'en ne leur paie ce qui leur en est deu, de leur auctorité, sans licence de juge, ilz peullent aler gaigier en leur héritaige pour ladite ferme à loyer, gecter hors le gaige, mettre adnuytier, faire savoir la vendue aux nuyz à cellui à qui ilz ont pris leur gaige et eulx sommez ilz les peullent (*vendre*) es lieux accoutumez en leur paiant. Et s'il y a point de survendue, il la doit bailler à son debteur; et s'il la recevoit, la vendue ne uauldroit riens, et si seroit amendables, comme de deniers récélez; et se cilz qui auroit achettez les gaiges ne vouloit paier sur piéz le vendeur et il s'en plaignoit, combien qu'il congneust le debte du gaige vendu, il ne auroit point d'induce de paier si comme il auroit de congnoistre d'autres chose que de gaiges venduz. Mais seroit contraint tantost par prison ou autrement et paieroit vii sols d'amende, et se les gaiges estoient venduz judiciairement par sergent l'en le metroit en prison et paieroit lxv sols d'amende. Car quiconques achette gaiges et il les devoue à paier, il fait injure par dérision du seigneur par qui auctorité l'on les

vent; l'amende qui naist de ceulx qui éxécutent gaiges d'eulx mêsmes sanz justice et ilz s'en clament, elle est à cellui à qui l'auditoire en appartient. Selle est lige, ligement; selle est commune, communément; et ceulx qui éxécutent judiciairement par sergent, l'amende est au seigneur de qüelle auctorité le sergent ouvre.

82. Quiconques fait pain taillié pour vendre en la ville de Chastillon, soit à estail ou autrepart, il doit êstre de poys et doit peser tous temps livre et demie, c'est assavoir XVI onces pour la livre. Ainsi doit peser XXII onces et demie, et s'il est trouvé que le pain ne soit de poys, l'en donne tout ce qüe l'on peult trouver de petit poys pour Dieu aux poures. Et si est amandables cil à qüi le pain est à nosseigneurs de dix sols tournois d'amende.

83. Quiconques fait soüliers en la ville de Chastillon, se l'empeigne devant est de meilleur beste que le talonnier derrier, ainsi comme se l'empaingne du soulier estoit de cuyr donen et le talonnier de vaiche, ou l'empaigne de vaiche et le talonnier de bazenne, telz souliers sont soupçonneux ou par tricherie, et pour ce ilz sont amendables de LXV sols. Quiconques met ung picheron vielz en ung soulier neuf, il est amendables en LXV sols tournois; et se la semelle du soulier est arse, les souliers doivent êstre ars et amendables en LXV sols tournois. Se ungs souliers ne sont cousuz de deux chations, ilz sont dignes d'ardoir et amendables en LXV sols tournois. Se ungs souliers sont de cuir mal tanné, ilz sont amandables en LXV sols tournois. Cuir sec mis à estail qui est mal tanné il doit LXV sols t.; et se le cuir est mol et il soit mal tannéz, se l'en le met avant, il est amendables en X sols tournois, V sols aux maistres et V sols à nosseigneurs. Et est la cause qüe puis qu'il est mol, l'en le peult recoucher en escorce et bien tanner et le cuir sec ne peult l'en recoucher ne amender. L'en ne peult mettre avant soüliers, cuir sec ne mou, pour vendre en la ville de Chastillon, en foyre ne hors foyre jusques ils soient visitéz par les maistres, et qui fait le contraire, il paie X sols d'amende comme dit est.

84. Se souliers de savetiers sont appoinctiez pas autre part que par le bout devant, et ils sont mis à estail, ils sont amendables en LXV sols tournois pour cause de ce que ceulx qui les voient appoinctiez par le lieu ou les autres souliers neufs sont accoustumez d'estre appoinctiez, ils cuident qu'ils soient neufs et pour ce sont et doivent estre les souliers des savetiers appoinctiez par le bec devant.

85. Nuls bouchiers ne peult vendre char de beuf ne de vaiche en la boucherie de Chastillon, se les maistres bouchiers n'ont premiers veu

mangier la beste, ains que le bouchier la tuoit. Et s'il la tue sans visiter et il la mecte avant en la boucherie, il doit LXV sols tournois d'amende, et est la char gectée hors de la boucherie et la vent l'on comme char diffamée. Les bouchiers ne peullent vendre char ou maiseaul dont la char soit glareuse, mais se vent hors de la boucherie et cilz qui la met en avant doit LXV sols d'amende. L'on ne peult vendre en la boucherie coillart (1); qui le y met avant, il doit X sols tournois d'amende. Se aucuns bouchiers ont à leurs estaulx char souspeconneuse d'estre mauvaise, les maistres bouchiers leur doivent dire : Oste ceste char et il la peult oster sans amende. Et se, depuis la signification des maistres, il la tient à estail et trait en vente, les maistres la doivent prendre et porter au prévost et au maire et la doivent faire visiter par gens en ce congnoissant, et se la char est mauvaise l'en la fait ardoire judiciairement, et cilz à qui elle est doit LXV sols tournois d'amende. Bouchiers ne peult apporter ou maiseaul char pour vendre selle n'est salée, que deux jours après ce qu'elle est tuée, especialement en l'esté temps, et en yver troys jours. Et qui la y apporte de plus elle est souspeconneuse, et ainsi est-il entendus de mauvais poisson fiesc (2) ou sale. Toutes les amendes déppendans des faiz dessus diz sont communes, combien que les actions soyent aucunesfoys liges, et est la cause que le délit de ces amandes naissent et procedent d'ordonnances et dédiz fais par les deux seigneurs.

86. Quiconques veult vendre vin en la ville de Chastillon, il y peult vendre sanz licence de juge et ne n'en doit riens d'antrée aux seigneurs, ne ne prent point de mesure des seigneurs s'il ne lui plaist, mais adjuste de soy sa mesure. Toutesvoyes se la mesure est petite il doit LXV sols tournois d'amende pour cause de la mauvaistié et selle est trop grant il doit V sols d'amende pour ce qu'il n'y a point de mauvaistié fors que tréspassement de l'édit des seigneurs. Sil a broiche ou vaissel de vin à certain pris et il soit trouvez qu'il le vende à plus à aucun ou en commun, il doit LXV sols tournois d'amende, et s'il vent à moins qu'il n'a entamé il n'en doit point d'amende. Se aucun est tenuz à tavernier de son escot et il ne le veult paier, il le peult gaigier sans amende, s'il ne la de quoy gaigier, ou il n'ait la puissance, il lui doit deffendre que de la taverne il ne parte jusques à ce qu'il ait aggréé son

(1) *Coillart*, bélier.
(2) *Fiesc*, infect, gâté.

escot. S'il n'a feu et lieu en la ville, nonobstant la deffense, il s'en peult deppartir et aler en chieux lui et porter gaige au tavernier dedens l'eure de prime passée; se le tavernier s'en plaint il doit LXV sols tournois d'amende, pour ce que par la coustume l'arrest du tavernier en tel cas de célérité vault arrest judiciaire. Teles amandes sont liges des liges, et communes des communs....

La garde des menues bestes.

87. Quiconques a en la ville de Chastillon menues bestes pasturans, c'est assavoir bestes de laine portans, chievres, chascune beste doit à nosseigneurs de pasturaige une obole petite tournoise et ne la doit l'en paier que en III ans une foys et peult valoir pour les troys ans à chacun seigneur XX sols tournois, aucune foys plus, aucune foys moins, selon ce que l'en y norrit de bestes. Quant l'en doit lever ledit pasturaige l'en commande aux bergiers qu'ils ne mainnent nulles bestes en pasture jusques à ce que le pasturaige soit paiez à nosseigneurs. Qui désobeit il est amendables en LXV sols tournois et est l'amende commune, pour ce que l'edit est fait communément et c'est la chose commune aux deux seigneurs.

La vaicherie.

88. Quiconques norrit vaiche ou veaul suranné en la ville de Chastillon et l'envoie en pasture, beste doit chacun an à cause de pasturaige à nosseigneurs XII deniers tournois, c'est assavoir VI deniers à la Nativité notre Seigneur et VI deniers à la Nativité saint Jehan-Baptiste et quand il vient aux termes que nosseigneurs se veullent paier l'on deffend aux pastours qu'ils ne les mainnent en champ jusques le pasturaige soit paiez. Se le pastour fait le contraire il est amendables de commandement enfrainct et peult bien valloir à nosseigneurs par an chacun XL sols tournois.

La gastellerie.

89. Nul ne peult faire en la ville de Chastillon gasteaux à vendre ne vendre iceulx sans licence c'est assavoir gautes sanz levain, et que le fait il est amendables de LXV sols tournois. Et ladite gastellerie peult bien valoir chacun an au seigneur X sols tournois, aucune foys plus, aucune foys moins. Toutes voyes saucun des habitans vouloit faire ou faire faire gasteaulx pour lui ou pour donner, il le peult faire sans amende. Et en oultre il peult porter sa fleur enchieux aucun fournier

et faire gasteaux grans ou petis et paier au fournier sa façon et le cuyre et emporter son gastel, sans ce que le fournier en soit repris. Mais se le fournier lui vendoit la fleur du gastel il mesprendroit, car il auroit vendu gastel sans licence, pour quoy *il devroit* LXV sols tournois. Et qui met du levain es gasteaulx il les poult faire et vendre sans licence et par conséquent sans amende.

La talemeterie.

90. Quiconques fait pain à vendre en la ville de Chastillon, il doit chacun an à chacun seigneur le jour de Saint-Remy IX deniers tournois, et les appellon la thalemeterie; et qui ne les paie et il les vent depuis pain taillé, il doit V sols tournois d'amende à nosseigneurs; et est à entendre que taverniers qui font pain pour vendre à leurs hostels le doivent ainsi comme ceulx qui le vendent à estail, et peult valoir chacun an à chacun seigneur XII s., aucune foys plus, aucune foys moins.

Le salaige.

91. Nul ne peult vendre en la ville de Chastillon seel à estall qu'il ne done à nosseigneurs une mesure à chacun de seel pour une foys; et s'il vent premiers salloignons, il doit à ung chacun de nosseigneurs ung saloignon pour une foys. Qui vent premiers huille à estail il en doit à chacun de nosseigneurs une pinte pour une foys; et de ces choses le prévost pour monseigneur le duc et le maire pour monseigneur de Lengres en baillent lettre et vault chartre, et ceulx qui ont paié pevent vendre les choses dessus dictes à estail sans riens plus paier; et peult valoir par an à chacun de nosseigneurs XX sols tournois, aucune foys plus, aucune foys moins.

92. Quiconques vent en la ville de Chastillon seel en menu, chacun jeudi jour de marchié et en foyre; chacun jour foire durant, l'en prent devant chacun vendeur seel à estail tant comme ung homs peult lever de seel en sa main dedens le seel; et s'il demeure sur le bras du seel, l'on l'abat jus et n'en demeure fors que ce qui est sur la main, et met l'en d'un chacun vendeur tout ensemble. En celle quantité de seel monseigneur le duc y a le quart et les hoirs maistre Mace le quart et les religieux de Lenne la moitié; et peult valoir la part monseigneur le duc par an XL sols, aucune foys plus, aucune foys moins, et l'appellon le salaige. Qui par fraude ou par barat l'airoit à vendre seel en menu le jour du marchié et il en vendoit es autres jours de la sepmaine pour ce ne l'airoit l'en pas à prendre le seel à autre jour; car c'est chose

deue une fois la sepmaine; et s'il estoit trouvés que pour fraude laissast à vendre seel, il seroit amendables de vii sols.

Les places communes.

93. Saucuns amene en la ville de Chastillon denrées pour vendre en gros ou en menu, sur cher, sur charrotte ou sur brouotte et il mette avant es places communes, au jour de marchié, il doit pour le terraige iiii deniers à nosseigneurs, excepté blef, buche, charbon, brese qui ne doivent point de places. Et saucuns apporte dehors à son col aucunes denrées et le met avant es places communes, il doit ii deniers tournois, pourveu que les denrées puissent valoir dès ii sols parisis en amont. Lait, fromaiges en panier, cholz, pourroz ne reves, ne doivent point de place se l'en ne les vend à charrotte. Chacun qui vent denrées peult lever estail pour vendre le jour du marchié ez places communes et oster le soir, sans préjudice pour le pris de iiii deniers tournois, ou pour ce qu'il accorde au prévost et au maire. Et peult valoir par an à chacun de nosseigneurs xl sols, aucune foys plus, aucune foys moins.

La vente.

94. Quiconques vent, achecte ne eschange, en la ville de Chastillon et es appartenances, le vendeur et l'acheteur ou le changeur doivent vente: c'est assavoir de xx sols iii deniers tournois; excepté clercs, religieux et nobles qui achectent de, ou vendent de leur creu, ou pour leur user, sans fraude; et s'ils vendent ou achectent pour faire prouffict comme marchant, ils doivent vente, de la livre iii deniers tournois, si comme font les autres marchans publicques.

95. De ceste vente sont francs en vendant et en achettant tous les habitans de Chastillon; c'est assavoir ceulx qui sont originelment nés de la ville, ou qui ont achetté eulx ou leurs pères leur franc marchié, condit leur estelaige. Et tous autres habitans doivent de ce qu'ils achectent ou vendent, vente de xx sols tournois iii deniers tournois, et ny ont nul avantaige ne que les estrangés, jusques à ce qu'ils ayent acquis ledit franc marchié

96. De ceste vente sont francs tous les habitans des villes qui s'ensuigvent; et est premiers à savoir que s'ilz sont marchans qui vendent ou achettent pour gaingner, ils n'en sont pas francs, mais doivent la vente tele comme la marchandise désire; mais ils sont francs de vente pour leur user, ou de ce qu'ils vendent pour leur labour, de leur esne ou

de leurs rentes, excepté que es foyres, que foire durant s'ils vendent ny achettent ils doivent demie vente, c'est assavoir de xx sols ii deniers tournois, ou la moitié que la marchandise doit de vente, car aucunes y a qui ne doivent pas de xx sols iiii deniers tournois.

97. Premierement toute la terre de Polthières, toute la terre d'Espailley, toute la foire de Vouloines-les-Templiers, toute la terre du seigneur de Larrey, estans en la prévosté de Chastillon, Villiers-le-Duc, Vanviers, Tiz, Maisey, Villote, Prulley, Crapans, Brion, Thore, Belaon, ou la Chapelle-soubs-Belaon, Morisson, Macingey, Marrigney, Chamont-le-Bois, Aubetrées, Vannaires, Gravères, Courcelles-les-Rans, Montliost, Courcelles-Prevoires, Bessey-les-Pierres, Marcenay, Baalo, Ampilley, Chameçon, Buncey et La Chaulme.

98. Et n'est pas à entendre que saucun des habitans des villes dessus dites vient faire mansion en la ville de Chastillon, pour ce ne sont-ils pas francs de vente s'ils n'achettent leur franc marchié. La cause est tele que le lieu donne la franchise non pas la personne, car dès leure qu'ils laissent la demourance de la ville franchie de vente ils n'en sont plus francs, mais sont reputés en la ville de Chastillon tous estrangés jusques ils aient fait seigneur et acheté leur franc marchié. Autre chose est de ceulx qui viennent demorer à Chastillon des villes qui sont de la taille aux seigneurs dudit Chastillon, car iceulx sont francs comme les autres bourgeois taillables.

99. Toutes denrées vendues et eschangées doivent la vente de la livre iiii deniers tournois, il est à entendre ceulx qui n'en sont pas francs; et ceulx qui n'en sont pas francs, le vendeur, le acheteur et l'eschangeur doivent la dite vente de chacune denrée tele comme elle la doit et il est cy après divisez.

100. Premièrement qui vent ung drap en gros, il ne doit de vente que ii sols; qui vent une etamine ou une tiretene en gros, chacune piece ne doit de vente que xii deniers tournois, et qui vent drap, etamine ou tiretene, en menu, il doit de vente de xx sols iiii deniers.

101. Ung sextier de froment vendu en gros, ou de soigle, doit de vente ii sols; ung sextier d'orge vendu en gros doit de vente ung denier; ung sextier d'avoine vendu en gros doit de vente une obole; et qui vent blet quelconques en menu, il ne doit point de vente.

102. Qui vent une queue de vin en gros, il doit vente ii deniers tournois; qui vent ung muy de vin en gros, il doit ung denier de vente; qui vent à taverne, il ne doit point de vente.

103. Ung bacon de porc vendu en gros, doit de vente ung denier; qui le vent en menu, il doit de vente de xx sols iiii d. t.

104. Qui vend cire, miel, vin aigre, soul, huille, oint, et toutes graisses, doivent de vente la livre iiii deniers t., soient vendus en gros ou en menu.

105. Qui vend en gros une charge, ou une charrette de potoz de terre, il doit de vente deux potoz de terre.

106. Cilz qui vend une charge ou une charrectée d'escuelles et plateaux ou de tailleurs de boys, il en doit de vente deux, soient escuelles, plateaux ou taillours.

107. Toute forge, toute baterie, qui la vend soit en gros ou en menu, il doit de vente de xx sols iiii deniers tournois.

108. Tous boys ronds ou escarriz vendus en gros ou en menu, doit de vente de xx sols iiii d. t.

109. Toutes merceries vendues à estau, pour chacun jour qu'il met avant et vende tant comme il pourra ou ne vende, il doit pour jour de vente une obole, et s'il vend en gros aux autres merciers il doit de xx sols iiii deniers t.

110. Tous cuyrs à poil de grosse beste venduz, pour chacun cuir de vente une obole.

111. Qui vend cuir tanné en gros ou en menu, il doit de vente de xx sols iiii d. t.

112. Quiconques vent une xiie de peaux de cordouen ou de bazenne, il doit de vente de xx s. iiii d. t.

113. Qui vend moigiis, il doit de la xiie ii d. t.

114. Qui vend peaulx pour pelletiers, le cent de peaulx ne doit de vente que ii d. t.

115. Peaulx de regnars, la xiie quand elle est vendue ensemble elle ne doit de vente que iiii deniers tournois; et qui en vend une peau sangle aussi doit elle de vente iii d. t La cause est, car ainsi est-il accoustumé.

116. Qui vent penne de sauvaigine en gros ou en menu, la penne doit ii d. t.

117. Toutes pennes d'aigneaulx venduz en gros ou en menu doivent de vente la penne i d. t.

118. Ung pellicon d'aigneaulx vendu ne doit de vente que i d.

119. Une pièce de toille escrue contenant xiiii aulnes, vendue ne doit de vente que i d. t.; et s'il y a plus de xiii aulnes soit buyée ou escrue, la toille doit de vente de xx sols iii d. t.

120. Queuvre chiefs quelzconques de soye, de lin, de chanvre ou

d'autre chose, soient venduz en gros ou en menu doivent de vente xx s. III d. t.

121. Tous marchans qui achettent ou vendent fille en la ville de Chastillon le mercredi, doivent de la livre III d. t. de vente; et s'ils vendent ou achettent le jeudi jour du marchié ils ne doivent point de vente, fors que ung denier pour le peson.

122. Le muy de seel vendu en gros doit de vente II d.; et s'il est venduz à estail de xx s. III d. t.

123. Boys pour ardoir soit rons ou escarriz, charbon, breze et poisson frist vendu ne doit point de vente. La cause, car ainsi la l'en accoustumé.

124. Tous ceulx qui viengnent à Chastillon ou celles pour demorer et ils ont achetté leur franc marchié doivent chacun an le jour de la Saint-Martin d'iver ung denier; et s'ils ne le paient, l'en ne leur seuffre pas user du franc marchié jusques à ce qu'ils aient paié ledit denier; et denier est de la vente et y prent chacun tele porcion comme il a ou principal de la vente.

125. Tous les emolumens de la vente et les appartenances sont la moitié monseigneur l'evêsque et l'autre moitié est aux religieux de Clugny, et sur le tout monseigneur le duc prent le xxe denier qui peult valoir par an XL livres tournois. Aucune foys plus, aucune foys moins.

126. Quiconques mésuse de ladite vente ne emporte icelle réellement il est amandables et est l'amande de LXV sols. Et est l'amande commune à monseigneur le duc et à monseigneur de Lengres. Toutesvoyes l'amande est questable et se doit demander.

127. Saucun des habitans de la ville de Chastillon qui use des libertés de la ville, s'il va demeurer en autre lieu ou pays, et il paie chacun an sa taille et ses débites, par lui ou par autre, pour ce moins ne laisse il pas à joïr des libertés de ladite ville, toutesfois qu'il lui est mestiers et il vient ou pays.

La panneterie.

128. Chacun qui fait pain à vendre en la ville de Chastillon doit aux deux seigneurs chacun an, le jour de la Saint-Remi, à chacun IX d. t.; et tous ceulx qui ne le paient, et ils ont fait pain à vendre ou ils le font depuis, ils doivent V sols d'amende laquelle est commune. C'est à entendre ceulx qui font pain taillié non pas gros pain ou il n'a point de certain pris; et peult valoir chacun an XVIII sols, aucune foys plus, aucune foys moins. (*Suivent six déclarations de cens assignés sur des héritages à Chatillon.*)

Les portes.

129. Les portaiges de la ville de Chastillon sont par moitié à Mgr le duc et à monseigneur l'evêsque; toutes amandes qui pevent venir pour causes des portes emportées ou recellées, c'est assavoir qui emporte ou recelle son portaige il doit d'amende LXV sols tournois. Teles amandes sont par moitié à nosseigneurs de quelque personne qui la deuve, soit clergiéz, nobles ou homs de poeste, combien que l'auditoire soit aucune foys lige, aucune foys commune.

130. La servitute de portaige est tele: le cheval, le mulot, l'asne et le beuf doivent ung denier; la jument, la mule, l'anesse, la vaiche, chacune doit une maille de porte, et est à entendre bestes qui charroient ou portent à bast ou bestes à marchans ou qui sont menées en autrui pays pour prouffiter.

131. De ceste servitute n'en doivent point mais sont francs les habitans de Chastillon qui ont leur franc marchié, soit de leur creu ou pour leur user ou pour marchandise; et ainsi en sont francs clers, nobles, religieux de ce qui est de leur creu, ou pour leur user, et non point du fait de marchandise, car en ce cas ils doivent portaige; et semblablement clers, religieux et nobles de leur creu ou pour leur user en vendent et en achettent, sont francs de vente à Chastillon, tant en foyre comme fors foyre.

132. Tous les habitans de la ville de Chastillon qui ont leur franchise en ladite ville, tant originelment comme par acquisition, et tous ceulx qui doivent es autres villes ou pays qui sont de la taille de nosseigneurs à eulx deue en ladite ville, du quelque seigneur que ce soit, ils sont francs de porte. Mêsmement se aucun fait prest audits habitans de chevaulx, de bestes ou de charroy, pour faire aucune de leur besongne, ceulx qui font le preste ne doivent point de porte, car c'est le propre fait des habitans.

133. Saucuns homs ou femme, de quelque condicion qu'il soit, vient à Chastillon sur ung cheval ou autre beste, et il ait seelle mise et estriers et mises brides, il ne doit point de porte. Et se la beste a brides et seelle et il n'y ait estriers, il doit porte, car seelle sans estriers n'affranchit pas la beste de porte, mais la seelle et estrier pour chevalier l'affranchit de porte.

134. Et s'il avient que aucun viengne à Chastillon sur son cheval sanz seelle et sanz brides ou à charroy ou amaine denrées pour vendre, et

met ses bestes ou son charroy es forsbourgs dudit Chastillon, ou il les renvoie arriers en son hostel sanz entrer es portes, depuis qu'ils sont entrés ou finaige et accolé en la ville leurs denrées pour vendre, s'ils ne paient leur porte, ils sont amendables à nosseigneurs en LXV sols. t., car il y appert évidemment mauvaise fraude et grant barat.

135. A l'entrée en la ville de Chastillon le portier est tenuz de demander le portaige, car il est questable pour cause de ceulx qui ny furent oncques qui sont ygnorans de la servitute; et se le portier leur a demandée et ilz la reffusent à bailler et passent oultre, ils doivent l'amende qui est de LXV s. t. Autre chose est de ceulx que l'ont acoustumé de paier ou qui le scevent et peullent sauoir que ladite porte soit deue, car s'ils passent oultre sans paier, soit quelle leur soit demandée ou non, ils doivent ladite amande; et s'ilz ne treuvent le portier ou son commandement et ils en aient faite diligence du crier et du quérir, ils s'en peullent passer oultre et porter ce qu'ilz doivent à justice ou au premier sergent qu'ilz treuvent. Et lors il n'y a point d'amende.

136. Quiconques amene bestes ne denrées à chasroy en la ville de Chastillon pour espérance de vendre, il doit paier à la porte ce que chascune beste doit de porte; s'il les vend toutes en la dite ville, il a bien payé; et de ce qu'il en demeure à vendre et il s'en retourne arriers dont il est venuz, il ne doit riens à l'issir et s'il veult passer oultre il doit venir au portier et dire en ceste manière : Je vous paioy de tant de bestes à l'entrée en la porte, j'en ay tant vendu et tele quantité en vueil passer oultre. Le portier est tenus de lui rebailler de ce qu'il a reçeu pour le reste de bestes, et quant le marchant la reçeu il le doit porter au péageur, car c'est le droit du péage, car bestes ou denrées que l'en amene à Chastillon selles demeurent au lieu ou l'en les retourne dont elles sont venues elles ne doivent que porte; et se l'en les passe oultre elles ne doivent point de porte fors que péage; et qui autrement le fait, il est amendables en LXV sols; et se le portier lui devoie à bailler ce qui est de raison et plainte en est, il est amandables et tenuz des dommaiges au marchant.

137. Quiconques amene vivres, bestes, en quelzconques denrées que ce soient, en la ville de Chastillon, pour cause de retrait et non pas en espérance de vendre ne de passer oultre pour cause du fait des guerres, il ne doit point de portaige. Se depuis qu'il sera retrais il vent aucune chose de ce retrait il en doit satisfaire au portier, ainsi comme s'il amenoit a présent du marchié, car se le retrait l'affranchissoit de porte les seigneurs perdroient et y feroit l'en plusieurs baraz; et s'il

vent passer oultre de ce qu'il avoit retrait, il en doit péage ainsi comme s'il trépassoit sans déscharger en la ville. Et ceulx qui y font fraude et il est trouvez, il doit LXV sols tournois d'amende, car il est appert barat. Et peult valoir ledit portaige qui est par moitié à monseigneur le duc et à l'evêsque de Lengres, à la part monseigneur le duc XXV livres t.

Les bans.

138. En la ville de Chastillon, taut à Chamont comme au bourg, Mgr le duc et monseigneur l'evêsque y ont chacun an unze sepmaines de bans et est tel le bans, que nul ne peult ne ne doit vendre vin a destail, c'est assavoir à taverne, les dites XI sepmaines durans, fors que nosdits seigneurs, ou se ce n'est par leur licence ou de leurs commis, et qui y vent sans licence soyt de jour ou de nuyt et il y est trouvez ou peult estre trouvez il est tenus en amende de LXV sols t., et est ladite amende commune de quelque ban qu'il viengne soit du ban monseigneur le duc, ou du ban monseigneur l'evêsque de Lengres, ou de quelque personne qui la doive, soit noble, clers, religieux, liges, communs, communaus, ne autres.

139. En ces dites XI sepmaines Mgr le duc en a quatre sepmaines et monseigneur l'evêsque en a VII sepmaines, et est le temps et la manière de prendre à chacun seigneur tele chacun an: lan neuf passey l'en crye de par monseigneur l'evêsque et de par monseigneur le duc que nul ne vende vin sans la licence du banelier sur peine de LXV s. t. d'amende. Et lors prent de ban monseigneur le duc XV jours; et les dits XV jours passez l'en crye de par les dits seigneurs comme devant, et prent lors du ban monseigneur de Lengres la moitié de sept sepmaines, se le temps y est si long qu'il y ait de distance jusques au dimanche grassot, car le dimanche grassot il vent vin qui il plaist sans ban. Et le dimanche de Pasques closes passé, len crye de rechief de par nosdits seigneurs que nuls ne vende vin sanz licence, et lors prent de ban monseigneur le duc les autres XV jours; et les diz XV jours passés l'en crye de rechief de par nosdits seigneurs et prent monseigneur de Lengres de ban le résidu desdites VII sepmaines. Et est à entendre que se monseigneur de Lengres ne peult prendre son droit de bans devant Pasques pour la briefté du temps, qu'il le prent après Pasques, et s'il en prent plus avant Pasques par la longueur des temps il en prent moins après Pasques. Et le doit l'en prendre si à point qu'il soit acomply la veille de Saint-Vorle, car le jour de Saint-Vorle il vent vin

qui veult et lui plaist sanz ban. Et c'est a savoir que combien que les bans soient en ce temps peult len vendre vin sans ban le jour de l'Ascencion Notre-Seigneur, le jour de Penthecouste et les troys festes pour cause de la solempnité des jours; et ainsi est accoustumé de tout temps. Et peult valoir le ban monseigneur le duc xxx livres t. par an.

140. Saucun de la ville de Chastillon veult vendre vin a ban, du quelque seigneur que ce soit, s'il ne peult traictier à cellui qui gouverne pour le seigneur de pris souffisant il peult à taverner son vin sanz amende, mais le seigneur a pour son ban le quart denier, car par l'usaige de Chastillon il peult vendre à ban qui il plaist ou quart denier.

141. L'en peult vendre vin en gros, les bans durant, sanz ban ne sanz attiende, c'est assavoir d'un muy en amont; et d'un muy de vin en aval; l'en ne le peult vendre sanz licence du banelier, ou il paieroit pour amende LXV s. t.

142. Vin aigre, verjus, clarey et tous vins affaictés par espices ne sont pas compris au ban, mais en vent qui il plaist sanz licence; ne aussi vin de sac ne tient point de ban mais se vend sans licence.

143. Nulz taverniers qui ont acoustumé de vendre vin par tout le temps de ban, et il ne vend pas au ban; il ne peult ne ne doit refuser par l'usaige de traire vin par escot à tous clers, et est à entendre clers vivans clersaiment, ne à tous les officiers des seigneurs; et à savoir ceulx qui prennent pain et vin en la court des seigneurs.

144. Nulz ne peult vendre au ban comme dit est sanz licence, excepté la maison de la Maladière qui de tout temps est en possession et en saisine sanz contredit. Les bans Mgr le duc peullent valoir par an xxx l. t., aucune foys plus, aucune foys moins.

Les péages.

145. Tous les péages de Chastillon sont Mgr le duc, la servitute est tele : ung cheval, ung mulot, ung asne doivent III d. t.; la jument la mule, l'asnesse, II d.; selles mainent ou portent avoir de poys, chacune doit III d. t. Le beuf doit ung denier, la vaiche une obole, le porc, le bouc, le chastron chacun ung denier, la treue, la chievre, la brebis, chacune une obole, et a entendre beste marchans qui ont acheté pour regagner ou bestes qui passent par les pons du péage.

146. Tous les habitans de la ville de Chastillon ne doivent point de péage, de quelconque chose qu'ilz amainent ou ramainent, ne dehors ne dedens le péage, se ce n'estoit aucuns de ladite ville qui eust fait

voicture a aucun de ramener denrées par les pons du péage. En ceste manière ilz doivent péage et se les denrées estoient siennes il n'en devroit point.

147. Se aucun chevauche par les pons du péage à scelle qui a estriers, brides et esperons, combien qu'il ait aucunes denrées troussées derriers lui, il ne doit point de peage, mais que se feust sanz fraude; car sil avoit troussées aucunes denrées derrière lui pour acquitter icellui péage, il le devroit, ensemble l'amende de LXV s. t. pour cause de la fraude.

148. Au péaige de Chastillon a plusieurs branches. Qui maine ou charroie chose qui donne péaige il est tenuz de paier en la première branche par ou il entre ou péage et non pas à l'issir du péage. S'il ne veult traire à Chastillon il ne doit pas paier nulle personne fors que à Chastillon qui est chief du peage, car sil paioit à l'une des branches pour le bon marchié que l'on lui feroit ou autrement, et il vint à Chastillon, pour ce ne seroit il pas quittes du péage, mais le paieroit.

149. Les clergiez et les nobles qui font charroier aucunes choses pour leurs vivres ou qui ont achetté bestes pour leur user ou bestes de leur creu pour mener en leurs demeures pour leur user, non pas pour marchander ne doivent point de péage, mais que ce soit sanz fraude. (*Suivent les désignations des différentes branches du péage de Chastillon au nombre de douze.*)

150. Quiconques emporte son péage ou qui s'en départ sanz paier de chacun des lieux dessus, il est amendables en LXV s. t. d'amende et le peult len poursuigvre de par Mgr le duc quelque part qu'il aille. Et sont ces amendes toutes à Mgr le duc de tous les lieux du péage et la congnoissance lui en appartient seul et singulier, excepté les grans chemins qui sont ou finaige de Chastillon que l'amende est commune entre Mgr le duc et Mgr de Lengres, combien que l'auditoire soit ligc à Mgr le duc. La cause est que Mgr le duc prent la moitié des amendes de tierces emportées du territoire tiercable à Mgr l'évêsque.

151. A Chastillon à la plus grant mesure du vin de Bourgongne, car c'est la mesure que les seigneurs y établirent. Premièrement tient deux pintes de celles qu'en vent le vin en menu, et est appellé le marc au vin. Et sil estoit perduz l'en prendroit la mesure à blef et l'empliroit l'en de millot ou de senevé, et la sixième de celle mesure seroit le marc à vin et le XIIe la pinte à quoy l'en a accoustumé de vendre le vin; le pintat à quoy len vend le vin est le quart du marc; la moitié de la pinte est le chauvel à quoy l'en vend vin, et le VIIe de marc est

le quart de la pinte ; le sextier à quoy l'en vend le vin tient par quatre foys le marc, ce sont huit pintes.

152. Qui vendt vin en gros il le vend au muy ou à la queue ou au tonnel. La délivrance est telle : Qui vend vin en gros et il le vend des vendenges jusques à la Saint-Martin d'iver, il doit délivrer pour ung muy de vin XVIII sextiers, pour une queue XXXVI sextiers, pour ung tonnel LXXII sextiers. Qui le vend depuis la Saint-Martin et il le vend sur la mère, il ne doit délivrer sur le muy que XVII sextiers, pour la queue XXXIII sextiers, pour le tonnel LXVIII sextiers. Et qui vent son vin cler sans mère il ne doit délivrer pour le muy de vin que XVI sextiers de vin, pour la queue XXXII sextiers, pour le tonnel LXIII sextiers. La queue tient deux muys, le tonnel tient quatre muys.

153. Se aucun fait vendre vin en la ville de Chastillon à Asn... pour pris d'argent, le vaissel qu'il fait vendre quant il est wil l'en le doit mener à l'aigue, et quant len scet qu'il tient, s'il est venduz devant la Saint-Martin len doit rabatre au varlet deux sextiers pour muy, pour queue quatre sextiers, pour tonnel huit sextiers ; et s'il le vend depuis la Saint-Martin, len ne lui doit rabatre que ung sextier pour muy, pour queue deux sextiers, pour tonnel quatre sextiers. Ainsi trouveres que len ne lui doit compter que XVI sextiers pour muy, pour queue XXXII sextiers, pour tonnel LXIII sextiers, car la mère est rabatue et est le vin raigé sanz mère ; deux muys font une queue, deux queues font ung tonnel ; considéré la grandeur du marc qui fu establi pour juste mesure de pinte, le sextier ne fait que demi sextier, le muy ne fait que demy muy, la queue ne fait que ung muy ne le tonnel que une queue, par quoy il peult apparoir la mesure au vin être la plus grand de Bourgongne.

154. Plusieurs villes sont ou ressort de la prévosté de Chastillon. Toutesvoies le prévost ny a en nulle des villes point de siege, mais en cas de ressort il fait adjourner par devant lui à son siege à Chastillon et doit bailler citation en laquelle le cas soit exprimez ; car par ordonnance du parlement de Beaulne, nul sergent du prince ne peult sergenter en justice d'aultrui sanz mandement et que le cas soit exprimé audit mandement. Duquel ressort le nom des villes s'ensuit : premièrement, Bunceay, Ampilley, Cerilley, Belaon, Bissey, Marcenay, Larrey, Poinsson, Sainte-Colombe, Charrones, Estaiche, Courcelles-Prévoires, tout ce qui en appartient aux religieux Notre-Dame de Chastillon, Montliost, Courcelles-les-Rans, Granvères, Vannaires, Chamont-le-Boys-Belaon, Mousson, tout ce qui appartient à Mgr le duc et aux hoirs de

Sastres, Massingey, toute là seignorie Grillart. En tous ces lieux peult ressortir le prévost de Chastillon, et y peult faire information ou enqueste de fais qui touchent son droit ou le droit de procureur Mgr le duc, pour lui ou pour ses deputez, et rapporter au procureur ce que au procureur appartient et ce qui touche à son office, dont la congnoissance lui en appartient; et les peult faire appeler par commission par devant lui à Chastillon à jour de feste et qui soit compétant et leur doit faire demande. Et en cas qu'il ne leur feroit demande, mais les vouldroit vexer et travailler, ils ne sont plus tenuz de venir à son appel s'ils ne sont appellés par le mandement du bailli et se est par ordonnance.

155. Marcenay. Le prévost de Chastillon n'y peult ressortir par vertu de son office ne le sergent Mgr le duc, se ce n'est par espécial mandement du bailli ou de son lieutenant, et qui le fait soit compris audit mandement; et ce appert par chartre Mgr le duc.

156. Se aucun est pris ou detenuz pour crime capital en la ville de Buncey, d'Ampilley, Courcelles-Prévoires, Montliost, Gravères, Vannaires, Chamont-le-Boys, Belaon, Mousson, Massingey, Marrigney, Prulley, et Crapans, l'execution doit estre faite à Chastillon selon ce que à chacun seigneur en appartient. Et est assavoir cenlx de Prulley, de Crapans, de Marrigney, de Massingey, les hommes Mgr de Lengres se doivent décliner pour éxécuter par les gens Mgr de Lengres seul et singulier, et sont les articles d'iceulx et en ces lieux oudit Mgr l'évêsque ce qui est en sa seignorie; et tous les autres lieux les malfaicteurs se doivent délivrer aux gens Mgr le duc seul et singulier et sont les atielles aux seigneurs des lieux, et chacun desdits Mgr le duc et Mgr l'évêsque font éxécuter celui qui lui appartient, combien que le cry se face communement par les dits seigneurs.

---

157. La rue de Chamont de Chastillon est Mgr le duc et ny a nulz nulle juridiction fors que Mgr le duc, laquelle juridiction est en a... qui se fait par election chacun an le dimanche après la Nativité St Jehan-Baptiste ou cymetière de l'abbaye de Chastillon. En ce lieu ou dit jour se assemble tout le commun de ladite rue, non pas par cry mais par le commandement au sergent fait a eulx de huys en huys; et eulx assembléz le commun eslist entre eulx quatre maires pour gouverner la juridiction de ladite rue pour cellui an; yceulx quatre esleus vont au siege et jurent en la main l'un de l'autre bien et loyalment exercer la juridiction pour et ou nom Mgr le duc et bien loyalment user selon

les poins de leurs chartres. Et iceulx sont toute l'année juges ordinaires en toutes causes par la forme et manière que ceulx de Talant ausquelles leurs chartres se rapportent.

158. Lesdiz iiii esleus ensemble la plus saine partie du commun eslisent ung sergent, et icellui esleu jure en la main des quatre maires bien et loyalment exercer l'office de sergenterie, faire bons rappors et loyaulx et garder en tous lieux le droit Mgr le duc. Et lui esleu et jure commo dit est, il est creus en l'office de sergenterie pour faire tous offices appartenant à office de sergens et ne porte lettre de sergenterie fors que sur le seil de ladite rue; et qui aucune chose lui forferoit en son office faisant, il seroit pugniz selon le délit.

159. Ces quatre maires ont puissance de oïr et terminer toutes causes tant personeles, criminelles ou civilles, réelles et injustes qui viennent ou peullent venir en leur auditoire; et combien que en leur auditoire se adjugent plusieurs amendes, tant de loy comme arbitraires, ne peullent ils avoir amendes que de xii d. t. La remasanca des amendes se distribue par la manière cy après escripte, se ce n'estoit que aucun appellast d'eulx ou de leur sentence, et elle soit confermée bonne et avoir mal appelé l'appellant leur devroit xx sols d'amende. Qui appelle de leur sentence, grief ou commandement, l'appellateur va devant le bailli de la Montaigne, et qui appelle devant autre juge il appelle indeuement et mal.

160. Les dits iiii maires sont tenuz chacun jour d'aller au sieges pour oïr les causes ordinaires, pour terminer icelles, car ilz ne peuvent terminer l'un sans l'autre, car il dit en la chartre: *Et illi quatuor causas meas terminabunt.* Et s'ils n'y vont ilz sont contre leur serement.

161. Plusieurs amendes sont adjugées par le maire qui sont de plus de xii deniers, selon ce que les fais des causes le requièrent. Du surplus des amendes quel il est et à qui il appartient il s'ensuit:

162. Premiers, saucun met la main à autre injurieusement et fait sang, c'est à entendre sang qui ne soit par nez ou par dens, que cuir soit crevez, se clains en suit, le blecié à xiii sols pour amende, Mgr le duc x sols, les maieurs xii d. t. Se plainte n'en est, les maires n'en peullent faire poursuie, car du plaintif naist l'amende.

163. Qui dit à ung homme: larron ou murdrier, ou à une femme: putain ou larronnesse et ne nomme de quoy, se clains en est, il en est quictes pour lescondit, et jure que yre et mal talent lui ont fait dire; il doit à partie laidée xii d. t. d'amende, au maire xii d. t.

164. Qui dit à ung homme larron ou murdrier et il nomme de quoy,

ou à une femme putain et nomme de qui, soit mariée ou à marier, ou en la présence de son mari, se clame en sault, cilz qui aura dite l'injure mettra le fait en ny s'il lui plaist; la partie villeniee se offrera de preuver, la preuve faite en la présence du rée, puis qu'il ne actende jugement; et il est receus à escondit sil lui plaist à faire, et ce est par point de chartre et jurera en la main des maires que ire et mal talent lui ont fait faire et dire et qu'il ne acet en cellui qui est villenez fors que bien; il es quictes pour sept sols d'amende à partie, sept sols à Mgr le duc, xii d. pour les maires. Et sil attend le jugement sanz faire l'escondit il sera condempnes arbitrairement, l'amende sera arbitraire, les maires ont xii d. t.; la remasance est Mgr le duc.

165. Se ung hommo appelle ung autre de gaige par devant les maires, soit du larrecin, de meurdre ou d'autres cas, en quoy gaiges de bataille appartiengne, les maires la jugeront et les parties mises présentées ou champ après ou avant cops donnéz, se les parties se peullent accorder, chacune des parties mettra ou fera mettre sur les lices xii sols digenois ou la valeur pour l'amende à Mgr le duc et xii d. t. pour les maires. Pour tant sont quittes de la fole entreprinse et s'en peullent départir sanz licence.

166. Se bestes sont prinses en dommaige en la juridiction de la rue, le dommaige sera renduz à partie par les maires, la beste menue laine portant paiera pour amende ii d. t., le porc vi d. t., le bouc ou chievre, le bœuf, la vaiche vi d. t. et l'oye ii d. t.; et est à entendre que se lon les treuve en dommaige à garde faite, et selles sont ou dommaige d'eschappée que le pastour les suist, il n'y a point d'amende, fors que rendu le dommaige se point en y a. Telles amendes sont au prévost et les maieurs ny ont riens fors que la congnoissance et l'adjudication.

167. Se aucun homme ou femme sont trouvez en dommaige par jour, les maires auront la congnoissance et l'adjudication; ils devront ii sols d'amende; cils qui est pris en dommaige de nuyt doit LXV sols pour amende. Teles amendes sont à la réfection de ladite rue, les maires ny ont riens.

168. Quiconques ou jugement des maires, en tenant icellui, il est amendables à partie et a jugement, la partie a sept sols d'amende, la réfection de la rue vi sols t. et les mayeurs xii d. t.

169. Quiconques dit villenie à l'un des maires, le jugement tenant, il est amendables, à la valeur et au regard des autres maires et qui en fierroit l'un en siege tenant il seroit pugniz en corps et en biens

par les autres mayeurs et par le grant conseil Mgr le duc. Qui diroit ou feroit villenie au sergent de la rue en officiant, les maieurs en auroient la congnoissance, s'il éstoit de leurs subgects, selon l'injure ou le fait, et s'il estoit d'autre juridiction et il ne feust pas prins en fait présent, le procureur Mgr le duc le poursuigvroit afin d'êstre ramenez amandables à Mgr le duc.

170. Qui dit à ung homme ou à une femme : punais ou punaise, et clame en saille, la partie villenée à sept sols d'amende, les maieurs XII d. t. Mgr le duc VII s. t.

171. Se aucuns est souspeconnez d'avoir petite mesure, ou petite pinte ou petiz poys, les maieurs les doivent faire prendre, en quelque lieu que ce soit en leur juridiction, et ladite pinte, poys ou mesure prise l'en fait appeller la partie, et les maieurs doivent prendre le serement de cellui s'il entend que ses poys ou sa mesure soient bons et justes ; se il jure qu'il entant ses poix et sa mesure êstre justes et il est trouvez êstre petiz, il paie pour amende V sols tournois ou il renonce à la pinte, ou au poys, car pour le serement l'en entend qu'il n'en usoit pas par mauvaitié fors que par ignorance ; et sil ne veult jurer qu'il entend que sa pinte ou ses poys soient justes et ilz soient trouvéz petis, et il appert qu'il en a usé en mauvaitié à son esciant, pourquoy il est condempnez à LXV s. d'amende, et se despece en jugement la pinte ou le poys.

172. Le prévost ne doit ne ne peult arrêster les maieurs ne le sergent de la rue se ce n'est par présent meffait ou par mandement ou commandement du bailli ; la cause est que l'arrêst tenant, Mgr le duc y pourroit avoir perte en aucunes besoingnes touchant leur juridiction qui pourroit demorer à punir. Et ce est contenu en leur chartre : *Prepositus Castellionis nichil in judicio nec potestatem in eos habebit.*

173. Se ung sergent du prévost adiourne par devant le prévost ung homme ou une femme de la rue, et l'adjournement est fait dans la rue, ilz ne seront tenuz d'aler à la journée s'il ne leur plaist, pour ce que autres sergens que cilz de la rue ne peuvent officier en ladite rue, se ce n'est par commission et l'un des maires présent. Pourquoy l'adjournement ne vauldroit, ne ne seroit tenuz d'aler, ne le default ne vault riens ; et se l'adjournement est compris hors de la rue en la rue, en la juridiction du prévost il est tenuz d'aller lui présenter ; mais se l'action est personele, il déclinera et sera renvoiez à ses maires, se ce nestoit pour cas de présent ou de crime capital, et sil ne se aloit présenter il paieroit pour le défaut VII s. t.

174. Tous ceulx qui sont de la rue de la Mairie se pevent mettre ensamble en union, pour parler des besoingnes touchant l'onneur et prouffit du seigneur et du fait de leurs franchises et des deppendances, sanz offance, ne sanz amende. Et ce est a entendre que ce soit du consentement des maieurs; et s'ils font assemblée, sans leur consentement, ils sont amandables arbitrairement, laquelle seroit arbitraire par les maieurs.

175. Les maires de la rue ont grand séel et petit séel es causes. Le grand seel est auttentiques en plusieurs cas; c'est assavoir en bourgoisies, en tutelles ou curatelles données par les maires pour aucuns pupilles, en sentences données par eulx en leur auditoire, en escheoites vendues par eulx ou prouffit du seigneur; en instrumens demandez en leurs jugement, ou en convenances faites l'un à l'autre de ceulx de la rue. Le prouffit du seel est tels que, quelque lettre qui en est seellée, monseigneur le duc y a III sols. La garde du seel pour son droit et pour cire XII deniers, le clerc pour escrire une bourgoisie XII d. t. et de toutes autres lettres, s'il n'y a excessiveté d'escripture plus qu'en la bourgoisie; et en est tenus la garde du seel de rendre compte une foys l'an en la main du bailli de la Montaigne ou du receveur.

176. Les maieurs de Chamont mettent chacun an ung vaicher en la rue par élection du commun, et recoivent le serement judiciairement de bien et loyalment garder les bestes de ladite rue de Chamont pour le pris qu'ils accordent entre eulx; et les dites bestes il les peult champoier par tous mannant es boys et ou finaige d'Ampillei, de Baalo, de Cerillei, de Sainte-Colombe, de Chastillon, de Courcelles-Prévoires, de Montliost, de Courcelles-les-Raus, de Saumaires, de Massingey, de Marrigney; et ne champoient point par devers Maisey, ne les bestes ne doivent nuls XII deniers pour cause de pasturaige à nosseigneurs et ainsi lont acoustumé de tous temps.

177. Du consentement du commun les maieurs eslisent, la quinzaine de la Saint-Jehan, ou quant il leur plaist, un vignier pour garder les vignes, qui sont en Marmont et des Marmont à Chavoigney jusques à la Maladière, et prennent les maieurs le serement d'icellui vignier de bien et loyalment garder et faire bons rappors de sa pene. Le vignier fait ses rappors aux maieurs, la prise de jours vault III sols d'omme ou de femme, de bestes si comme il est jà diviscz par nuyst l'amende est de LXV s. t.; mais le vignier n'en est pas creus s'il ne prouve celle de nuyt; teles amandes sont au prévost de Chastillon.

178. En la rue de Chamont habitent hommes et femmes de diverses

condicions et seignories. Premièrement ils y sont les hommes et femmes liges monseigneur le duc qui usent de la franchise. *Item*, il y a hommes et femmes monseigneur le duc, justiciables et responsables en l'auditoire du prévost, car il ne use de franchise qu'il ne plaist; et iceulx sont venus originelment du bourg. Les sergens au prévost les appellent au siege du bourg, parce que le prévost n'a point de siege en Chamont, et ne peult tenir juridiction fors que en la foire, des cas qui regardent foyres et non autres.

179. En ladite rue a hommes et femmes liges monseigneur l'evêque taillables et justiciables, et qui les veult faire appeller, ung sergent monseigneur de Lengres les appelle par devant le maire en son siege du Bourg, quar monseigneur de Lengres n'a siege ne congnoissance de justice en Chamont; et est à entendre que ces hommes et femmes que monseigneur de Lengres a en ladite rue sont originelment ses hommes de la ville de Chastillon et des villes qui sont et souloient estre de la taille des seigneurs en la ville de Chastillon, comme Courcelles-Prévoires, Massingey, Mousson, Marrigney, Prulley; et d'iceulx monseigneur de Lengres à la réséance en la dite rue et aussi de tous ceulx qui originelment sont ses hommes s'il leur plaist; et s'il leur plaist ils sont hommes monseigneur le duc de la rue, car monseigneur de Lengres n'a point de retenue en ladite rue fors que réséance par la manière que dit est. Toutes voies les hommes et femmes monseigneur de Lengres demorans en ladite rue sont responsables ausdits maieurs du cas présent et de toutes accions réelles dont la réalité est assise en leur juridiction.

180. En la rue de Chamont sont plusieurs clers lesquels sont responsables à monseigneur de Lengres en toutes actions personnelles et en actions réelles; ils sont responsables aux maieurs se la réalité est en leur juridiction; s'il y avoit aucuns clers qui feussent pugniz capitalment, monseigneur de Lengres auroit tous les meubles; et sil avoit héritaige en ladite rue, il séroit à monseigneur le duc comme sires de la justice, quar l'eritaige resgarde le fons.

181. En ladite rue a hommes et femmes liges monsieur l'abbé taillibles et justiciables et de condition de mainmorte, et qui leur veult aulcune chose demander le sergent de l'église les appelle en l'église par devant monsieur l'abbé, son prévost, ou le gouverneur de sa justice et l'en fait raison à partie. Pour ce monsieur l'abbé na point de siege en ladite rue; des actions réelles ils sont responsables aux maires, se la realité est en leur juridiction; ladite église a en ladite rue retenue et residence

par chartres devant alleguée; saucuns de ses hommes et femmes meurent sans hoir estant en icelle, monsieur l'abbé a la succession à cause de mainmorte; et saucun estoit éxécutez pour ses démérites et il feust euz pris en fait présent, monseigneur le duc auroit la tiéelle; et s'il n'estoit euz pris en cas présent que l'abbé en eust la congnoissance et la judicacion et quil le rendist tout nu comme il est jà esclarciz, monsieur l'abbé auroit la tiecelle de son homme, pour ce que l'esglise tient franchement ce quelle a à Chastillon, sur la tuicion et garde monseigneur le duc tant seul. Et tuicion et garde n'empeschent pas juridiction.

182. En ladite rue a hommes et femmes communs entre Mgr le duc et monseigneur l'evésque. *Item*, entre monseigneur le duc et monsieur l'abbé, pour cause des mariaiges qui se font des hommes et femmes desdits seigneurs, dont les enfans sont communs par la convenance que les seigneurs ont ensemble, dont déclaration est faite cy devant plus à plain; et iceulx qui sont communs en ladite rue ne sont point responsables s'il ne leur plaist ne devant maire ne devant prévost, ne devant maire ne devant abbé, se n'estoit en cas de realité, pour ce que tous ceulx en juridiction, chacuns en son grey, n'ont point de siege commun ne auditoire, et pour ce que la chartre dit que es communs l'un ne peult sanz l'aultre, mais convient que aucune chose leur veult demander qu'ils soient appellés par devant les baillis ou leurs lieuxtenans, et iceulx font raison d'iceulx communs car ils ont auditoire commune, se peult apparoir que les communs de Chamont sont exemps de prévost et de maires des actions personneles.

183. Se la terre Saint-Père de la chastellenie de Cipisey, de Griselles, de Laignes, et de tous les fiefz, rerefiefz et gardes de Mgr le duc ils pevent faire bourgoisie en la dite rue de Chamont et ils y sont soutenuz et tenuz de quelque part qu'ils soient eulx advoues bourgois et pris leur bourgoisie sur le grant seel de la rue, le sergent de la rue les va desadvouer de leur seigneur et advouer bourgois de monseigneur le duc, de la bourgoisie de Chamont, et iceulx bourgois usent des libertez et franchises que font les autres bourgois de ladite rue jusques à ce qu'ils soient trouvés faulx bourgois.

184. La forme de la bourgoisie est que quant ils requièrent être advoués bourgois, ils font serement en jugement en la main des maires, sur sainctes Esvangiles de Dieu que pour fraude ne pour barat, ne pour fraulder aultrui ils ne demennent ne ne requièrent l'adveu de bourgoisie fors que pour l'onneur du prince et la noblesse de user des franchises de ladite bourgoisie. *Item*, ils sont tenuz jurer que tant

comme ils vivront qu'ils seront bons et loyaulx bourgois, maintendront le droit du seigneur, les drois de la franchise et contribueront au sols et à la livre avec les autres habitans bourgois de la dite ville de tout ce qui licitement leur sera imposé tant de rentes du seigneur comme du seigneur de la rue. *Item*, jureront que dedens l'an et le jour ils auront maison en ladite rue jusques à XL sols de digenois du moins, et du plus s'ils peullent, et que ung an et jour en ladite rue ils tendront leur mesnaige, leur feu et leur lieu, par eulx ou par leurs mesgnées et que a tousiours venront à tenir leur mesnaige en ladite rue es hostels ordonnez. C'est assavoir à la feste de la Toussains à Pasques charnels, et à la myaoust; à chacune feste paieront ung denier au curé pour cause de parroichage comme habitant de la dite rue. Et sur toutes ces convenances l'en les tient en adveu de bourgois.

185. Se aucun de la ville de Chamont veult avancer sa maison sur les places communes en droit soy, il doit venir aux maieurs et iceulx doit amener sur le lieu ou il veult faire ledit avancissement et dire : « Mes- » sieurs je vueil avansir ma maison de tant et mettre l'avancissement » sur deux ou sur m estaiches ou pilliees de pierre et par tele maniere » que l'en puisse aler et venir convenablement par dessoubs sans » empescher la place commune. » Et les maires doivent pourveoir s'il est au préjudice de nul; et ce ils peullent faire por lusaige de la rue. Et en ces choses pourveu en conseil sur ce, ils en doivent donner licence et congié, se ainsi est qu'il le puisse faire sans préjudice, pour tel droit comme monseigneur le duc y a. C'est assavoir pour chacune estaiche qu'il met en l'avancement v s. t. monnoye courant et le reçoit le prévost.

186. Se aucun qui est de la franchise de la rue de Chamont treuve en ladite rue aucun de ses debteurs, ou des biens d'icellui debteur soit obligé ou non, le bourgois le peult arrester lui et ses biens de par monseigneur le duc et tantôst mener aux maires ou au sergent en disant : Cilz me doit tele chose pour tele cause; en default de vous je l'ay arresté, je le vous ay amené incontinant; s'il le congnoist et s'il le nye, il convient qu'il en responde devant les maires, ne ne leur eschappera jusques il ait faite raison au bourgois; et s'il entre en procès, il plaidera en la court le baillant du décret et des déspens. Et ainsi le peullent faire par point de chartre, sans offense ne sans amende.

187. Saucun des bourgois de ladite rue est prins, detenus ou empeschez, ou ses biens, en austrui justice, l'en envoie le sergent de la rue au gouverneur de la justice là ou il est détenus pour demander et requérir

la court ou la congnoissance, la rei due ou la recréance du bourgois ou de ses biens de par monseigneur le duc; et se l'en ne veult faire, le sergent fait sa relation aux maires, et lors les maires en leur juridiction peullent contrepainner sur cellui qui ledit bourgois ou ses biens détient oultre le grés des maires, et dudit contre painnement ne feront rendue ne recréance jusques ils aient leur bourgois et ses biens, pourveu que le contrepainnement ne soit sur le roy, ne que par vertu de mandement le roy n'y soit pris ne empesché, ne aussi sur monseigneur le duc, car sur le roy ne contrepainne nul, ne aussi ne le peullent sur monseigneur le duc, car il est souverain.

188. Se le prévost de Chastillon arreste, emprisonne ou prent aucun des bourgois de ladite rue, les maires ne sont point tenus de demander audit prévost rendue ne récréance d'iceulx; la cause est tele que tel arrêst pouvoit il avoir fait et fait faire qu'il n'en pouvoit faire recréance, mesmement que les maires sont juges ordinaires pour le prince et ont toute congnoissance, et le prévost n'est point juges ordinaires fors que ung fermier qui n'a congnoissance que de vii sols, mais doivent aler au bailli qui est juge ordinaire dessus le prévost et dire: Sire, le prévost nous a fait tele chose. Le bailli doit mander le prévost et demander la cause pourquoi il aura fait l'arrêst ou la prinse, et se la cause resgarde les maieurs ne leur juridiction, le bailli en doit lever la main et ranvoier en la court aux maires; excepté que s'il avoit pris en cas présent de crime capital en sa juridiction les maires n'en auroient point de retour ne de recréance: toutesvoies s'il avoit pris en cas de présent en la juridiction aux maires, le prévost devroit êstre contraints de remplir leur juridiction, car il n'y a que veoir ne que congnoistre.

Les foires de Chastillon.

189. En la rue de Chamont monseigneur le duc y a chacun an deux foyres c'est assavoir à la Saint-Andrié et à la Saint-Jean-Baptiste, desquelles les prouffiz et émolumens sont tous à monseigneur le duc, et est assavoir le émolument qui naist à cause de la foyre; et aussi est sien le prouffit de justice, les foyres durans, tout ce qui vient à cause du fait de foyre, le temps ou les dites foyres doivent séoir, et siet le ve jour avant la Nativité saint Jehan-Baptiste; l'une des foyres en commence et dure un jours, et la veille de saint Jehan foyre n'est point; l'autre foyre encommence lendemain de saint Andrié et dure un jours et non plus.

190. La veille de ce que chacune de ces foyres doivent commencier l'en doit crier du commandement du bailli de monseigneur le duc et du bailli mouse gneur l'evêsque ou de leurs lieuxtenans, et ainsi le doivent faire, que de par monseigneur de Lengres et de par monseigneur le duc que nul marchand ne marchande de quelque marchandise que ce soit ne vende ne achette fors que en foyre de monseigneur le duc es lieux accoustumés de vendre en foyre, sur peinne de LXV sols tournois. La cause pourquoi l'en crye communement les foyres monseigneur le duc est tele pour ce qui en cry commun, fait hors de foyre, clers, hommes liges monseigneur l'evêsque communs et communaus sont tenus de obéir et non pas au cry qui se feroit de par l'un des seigneurs, car le cry commun comprant tous. Et tous ceulx qui trespassent ledit cry commun les foyres durans doivent la poine de LXV s. t. lesquelx sont à monseigneur le duc seul et singulier, quiconques le doive ne de quelque condition qu'il soit, car touz les prouffiz des dites foyres sont monseigneur le duc comme dit est, et non pas autres prouffiz qui peullent eschéoir la foyre durant, comme portes, péages, ventes emportées et autres fais qui se peullent faire fors de foyre, comme mainmises, bateures, forces publiques, grans forfais qui seroient communs, nonobstant foire durant, car ils ne se feroient pas au lieu de foyre mais ou lieu commun.

191. La foyre durant, les maires nont point de congnoissance de chose qui est fait de foyre, foyre durant, ne sur les subgects ne sur autres, fors que ce seul qui a eulx appartient a leur juridiction hors de foire. Toutesvoies ont ils la congnoissance foyre durant de faulz poys, de faulse mesure, car il leur appartient et non à autre, car teles choses regardent la juridiction ordinaire et non pas la juridiction au prévost, car il n'en pourroit juger; les amendes de faulx poys et de faulses mesures, les maires y ont XII d. t., le remenant est au prévost.

192. Le prévost de Chastillon, la foyre durant, il peult tenir siege et juridiction en la rue de Chamont de tous cas touchant fait de foyre et non d'autres, et foyre faillie il n'y peult tenir siege ne juridiction car toute la juridiction en appartient aux maieurs.

193. La foyre durant et en foyre l'en crye de par monseigneur le duc singulièrement et tous y sont tenuz d'obéir, car le premier cry qui fait est communément lye ung chacun la foyre durant à obéir du fait de foyre; qui tréspasse ce cry singulier il paie la poine de LXV s. t. de quelque condition qu'il soit, lige ou communs.

194. Les foyres de la rue de Chamont n'ont point de conduit, mais elle

ont garde, car en venant et en retournant, monseigneur le duc ne deffraieroit nul qui demandast à cause de conduit de foyre; mais foyre séant, les denrées estans en foyre, se dommaiges en venoit par default de gardes, monseigneur le duc en seroit tenuz; et monseigneur le duc s'en deffraieroit sur le prévost et les sergens car ils sont tenuz et chargéz de la garde parmi l'admodiation de la prévosté; et les sergens, parmi ce que le prévost, les foyres durans, leur fait leur despens et emportent de demourant tout ce que de leur droit leur peult compéter en juridiction, c'est assavoir leur porcion des amendes: de XXX deniers, VI deniers tournois, de VII s XII d. t., de LXV s. t., V s. t., des amendes arbitraires. Et pour ces choses sont tenuz de restitution de garde s'ils ne monstrent cause raisonnable au contraire.

Les pontaiges.

195. Foyre durant, il a à toutes les portes de Chastillon une servitute qui n'y est pas hors de foyre que l'en appelle Rouaige, et est assavoir que quiconques amene en ladite ville de Chastillon denrées sur char, sur charrotes, sur brouotte, la rue doit II d. C'est assavoir le char VIII d., la charrotte III d., le brouotte II d. t. excepté blef, buche, charbon ou bresé; et bien se gart qu'il n'ait avecques autres choses, que si po ny aioit d'autres choses qu'il ne paiast le rouaige. Toutesvoies il est questables; s'il est demandéz et l'en le refuse et s'en passe outre sans paier, se clameur en est, l'amende est de LXV s. t. et peult valoir à chacune foyre XX s. t. aucune foys plus, aucune foys moins. Les amendes sont à monseigneur le duc, car c'est fait de foyre.

196. Les portaiges et les ventes sont communs en foyre ainsi comme fors de foyre; toutes voyes saucun en mesusoit induement par tele maniére que amende en naissist, l'amende qui escheriort ou seroit faite foyre durant ne seroit pas commune, mais seroit lige à monseigneur le duc; mais se le délit éstoit fait fors de foyre et il en feust convaincus en foyre et adjugiez, l'adjudication ne la feroit pas lige, mais seroit commune.

197. Toutes manières de marchans de quelque marchandise que ce soit se peullent loigier et prendre estaul sans licence du forier, pour les charges accoustumées, sans offense, excepté drappiers, tiretenniers, boigiers, marchans de plume et frappiers, car ils doivent prendre congié de loigier; la cause est car tels choses doivent loigier par ordre selon ce qu'il appartient, et s'ils se loigent sans licence, il ny a point

d'amende fors que ce que le gouverneur de la foyre prendra d'estail d'icellui et qu'il en pourra avoir bonnement, car il est en voulenté raisonnable.

198. Toutes manières de marchans, de quelque marchandise que ce soit, ne qu'ils usent en foyre, ils pevent vendre sans avoir estail portant sur leurs bras en quelconque part de la foyre qu'il leur plaist; mais s'ils vendent ou délivrent en séant ou sur aucun estail qui ne soit à eulx, ils doivent la valeur de l'estail au forier selon ce qu'il en a accoustume de prendre d'estail de telles denrées comme ils vendent, pour ce que la place est au seigneur et l'emolument d'icelle; et pour ce paient ils à cause de la place. Et sil estoit ainsi qu'ils eussent vendu ou délivré en seant ou sur estail et ils se départissent sanz paier l'estail que par la coustume est deus au seigneur, ils seroient amendables selon ce qu'ils avoient discretion ou fait.

199. Touz ceulx ou celles qui vendent baterie neufve en foyre, c'est a entendre marchans de tele marchandise, soient plusieurs ou ung seul, ils doivent pour leurs estaulx ou estail III livres, c'est assavoir XL sols à chacune foyre, se par le foyren ne leur est amendris.

200. Tous ceulx et celles qui vendent en foyre laine ou aignelins, cilz qui plus en a doit la place par jour III d. t. et du moins, moins II d. ou II d. ou I d. et peult valoir par an à monseigneur XXX s., aucune foys plus, aucune foys moins.

201. Touz ceulx et celles qui vendent ferrinnes, gros fer ou ferrinne ou ferrures et ils mettent à estaulx es places communes, mais qu'ils ne soient de la ville de Chastillon ou des tailles dudit lieu, ils doivent d'estail pour toute la foyre V s. t.; et s'il est de Chastillon ou des villes qui sont de la taille ils ne doivent pour toute la foyre que III d. t. et peult valoir XX s. aucune foys plus, aucune foys moins.

202. Toutes manieres de freppiers, de marchans de plume qui vendent à destail doivent louer leur estail du forier et le louon l'estail X s., aucune foys plus, aucune foys moins, selon ce qu'ilz ont de denrées ou qu'ilz sont de marchans; et n'est pas à entendre que se ung poure homme ou une poure femme vend son lit ou sa robe par poureté que l'en en levoit estaul fors que de ceulx qui marchandent pour gangnier. Toutes voies lieve s'en de ces poures gens III d. t. et peult ce valoir par foyre XXV sols, aucune foys plus, aucune foys moins. Somme pour les deux foyres L. sols t.

203. Quiconques vend faucilles ou faulx en foire il doit prendre estaul du foirier et loue l'en l'estail des V s. en aval; et n'est pas à entendre

de ceulx de la ville fors que de ceulx qui sont de fors. Toutesvoies ceulx de la ville doivent III deniers pour estail et peult valoir l'un x s. t. aucune foys plus, aucune foys moins.

204. Toutes manières de marchans ou de marchande qui vendent fille, toille, nappes, queuvrechiefs, qui vendent tous drois sur leurs bras ne doivent ne place, ne estail; s'ilz vendent à estail, ils doivent pour leur estail III d. t. et peult valoir par an XX s., aucune foys plus, aucune foys moins.

205. Marchans ou marchandes qui amenent en foyre pour vendre en gros vin, miel, seel, huille et autres graisses, ne doivent d'estail ne de terraige que III d. t. et peult valoir V s. t., aucune foys plus, aucune foys moins.

206. Touz manières de marchans de verrerie, de poterie, de terre, de fustaille, de balays, de lanternes, de vans, ne doivent que III deniers d'estail pour toute la foyre et peult valoir par foyre V s. t., aucune foys plus, aucune foys moins.

207. Tous marchans de scellerie, de bourrelerie, de harnois, s'ilz sont de Chastillon, ilz ne doivent que III d. t. de terraige; s'ilz sont estrangiers, l'en en prent V s. d'estail, aucune foys plus, aucune foys moins, selon ce qu'ilz ont de denrées et peult valoir X s., t. aucune foys plus, aucune foys moins.

208. Charbon, brese, boys pour ardoir, blef, cultillaiges, fromaiges qui sont en panniers, poullaille, archerie, bestes quelzconques, ne doivent place ni estaul; se les fromaiges sont sur charrots ilz doivent III d. et peult valoir par an II s.

209. Quiconques vend fruit en foyre, soit en gros ou en menu, qui soit en sac ou en pannier, il doit I d. de place pourvue que la marchandise vaillé ou passoit II parisis; et se le fruit est sur charrote il doit III deniers de terraige.

Mercerie.

210. Tous les merciers qui vendent en foire ou qui vendent denrée qui resgardent mercerie, vendent leur denrée quelque part qu'il leur plaist en foyre, soit en estail ou portant au col; ilz ne doivent tout destail à monseigneur que XL sols et V s. aux sergens pour cause de garde. Le maistre des merciers les lieve d'un chacun par porcion et les baille au foirier.

211. Pelletiers de peaulx qui vendent en foyre soient en la ville ou dehors doivent pour leur estaul III sols; toutesvoys monseigneur le duc

leur doit haubergaige; et pour ce que monseigneur n'a maison pour eulx haubergier, l'en leur rabat à chacune foyre trois estaulx et ilz paient entre eulx ce qu'ilz coustent au haubergier; et peult valoir à chacune foyre xxx sols, aucune foys plus, aucune foys moins.

212. Les détailleurs de draps de la ville de Chastillon prennent quelque estail qu'il leur plaist en la grange, c'est assavoir une postée, et ne vault la postée toute la foyre que xx sols, ne ilz ne se peulvent loigier en la postée plusieurs sanz licence du foirier; et s'ilz y mettent plusieurs sans licence chacun doit xx sols. Et les détailleurs éstranges se loigent après jusques la grange est plaine; et leur louon la postée ce que l'en peult; l'oste de la grange prent à chacune foyre XL s. t. de prouffit pour maintenir la grange, et peult valoir icelle grange cent sols et non plus, mais elle vault aucune foys moins.

213. Les autres drappiers qui ne peuvent ésire loigiez en ladite grange l'en les loige devant ladite grange au long de la rue, et leur louon leurs estaulx au pié de terre, et en prent chacuns ce qu'il lui semble bon, et leur louon le pié ung gros, aucune foys plus, aucune foys moins.

214. Se aucuns vendent drap en gros ou en menu en nulle partie de la ville, foyre séant, hors du lieu accoustumé, et il nait estail en foyre, il paieroit amende de LXV st. t.; et supposé qu'il eust estail, ne pourroit il vendre drap en aucune partie de la ville que en Chamont; s'il est trouvéz il doit LXV s. t. d'amende, se ce n'estoit par licence du foyrier, et ainsi il est entenduz des bureaux, des estamines, de tiretaines et de boiges. Cette amende seroit monseigneur le duc ligé, combien quelle feust faite en lieu commun pour ce que c'est fait de foyre et déppendance de foyre.

215. Chacun qui vend drap estamines, bureaux, tiretenes, boige ou toille à l'aune, il peult de lui faire saulve sanz adjuster au marc ne sanz prendre par main de justice. Se l'aulne est trouvée courte il doit d'amende LXV s. t.; se elle est trouvée trop grant en recevant, il y a aussi LXV s. t.; selle est trouvée trop grant en délivrant, l'amende est de V s. t., car il fait contre l'édit du seigneur, combien qu'il n'y ait point de mauvaistié; s'il est trouvez qu'il ait aulne à juste aulne et il ait mésaulné à son essiant, il est tenuz de mauvaistié; len lui doit copper le polce ou le rambre à la voulenté des seigneurs, car telz faiz seroit communs pour le grant forfait

216. Tous marchans de fors, qui viennent vendre en foyre cuyr mol ou sec, souliers de quelque beste que ce soit, excepté souliers de cordouen doivent pour leur estaul VIII sols. Excepté ceulx de Monthar

qui par privillege ne doivent que mi d. t. et peullent valoir par foyre XL s. aucune foys plus, aucune foys moins.

217. Tous ceulx qui en foyre vendent souliers de cordouen en gros, soient de la ville ou estranges, chacun doit de son estail III s., posé que son estaul n'eust que ung soulier de cordouen, ou une peau de cordouen et tous les autres souliers soient d'autre beste; et peuent valoir à chacune foyre XXX sols, aucune foys plus, aucune foys moins.

218. Tous ceulx qui sont de la ville de Chastillon, ou ils ont leurs francs marchiez en ladite ville, qui vendent cuir mol ou sec, souliers de quelque beste qu'ils soient, excepté souliers de cordouen, chacun ne doit d'estaul pour toute la foyre que mi d. t.; et peult valoir par foyre X s. t., aucune foys plus, aucune foys moins.

219. Nulz ne peult mettre avant en la foyre de monseigneur le duc, soit de la ville ou defors, qui vende cuir mol ou sec, souliers quelconques en gros ne en menu, jusques ilz seront visitez par les maistres du mestier, et qui fait le contraire, il est amendables de X s. t., V s. au maire et V s. au prévost.

220. Se souliers de savetiers sont appoinctiez par autre part que par le bout devant, ilz sont amendables de XLV s. t., car c'est decevance de peuple.

221. Touz espiciers, saulniers, chandelliers, cuitiers de la ville de Chastillon qui tiegne estaul en foyre, ne doivent pour leur estail de toute la foyre que III d. t. et peult valoir à chacune foyre X s., aucune foys plus, aucune foys moins.

222. Tous marchans de potherie d'estain, orfevres, lormiers, ne doivent d'estail que III d. et peult valoir II s., aucune foys plus, aucune foys moins.

223. Quiconques marchande ou traitte de marchandise hors de mettes de la foyre et il ne octroye ne déclaire la marchandise es mettes de la foyre, mais defors les mettes, il est amendables de LXV s. t.

224. Le derrier jour de la foire l'en cryc de par monseigneur le duc, que nul ne se desloigoit jusques ung chacun ait paié son estail sur la peine de LXV s. t. Qui passe l'édit et s'en va sanz paier, s'il n'a licence, il est tenuz en ladite peine.

225. Les procès des foyres. La congnoissance en appartient au prévost et requiert célérité que les adjournemens se doivent faire pié à pié, et du matin au soir ou du jour au matin à l'eurre de l'adjournement les parties se doivent présenter; qui ne se présente il est en défault et

vault vii s. t.; s'ilz se présentent l'acteur doit faire sa demande et le rée doit réspondre par ny ou par congnoissance ou par pérentoire, sanz avoir dilatoire ne déclinataire, se le fait resgarde fait de foyre; et lictiscontestation faite, à prouver au soir ou au matin au jour de prouver; qui veult dire, il fault dire avant examen à jour de prouver les contredictes et jour à oïr droit. Et se le derrier jour de foyre demeure aucunes causes qui n'ayent prise fin, le prévost leur assignera jour tel comme la cause le désire à sa loige au bourg et l'amenera à soy seul et singulier sanz le maire, combien que les parties soient communes ou liges de monseigneur de Lengres, communs ou éstranges, pour ce que la cause est de foyre et commence en foyre; le siege de la foyre peult valoir xv liv. tournois, aucune foys plus, aucune foys moins.

226. L'en fait en la ville de Chastillon drapperie de loy, et pour garder la loy de ladite drapperie nosseigneurs leur ont ordonné vi personnes pour êstre gardes et regarder sur tout le fait de la drapperie ausquelz ilz ont donné povoir de visiter ladite drapperie; de congnoistre, terminer et finir sur tous les poins de ladite drapperie, condempner à amende ou amendes selon les méffais, et icelles tourner et convertir là ou elles sont ordonnées, si comme ces choses sont plus à plain contenues es chartres sur ce données à nosseigneurs. Toutesvoyes se ung drap est arrêstéz par souspeçon de faulseté, les maistres n'aront pas celle congnoissance, mais le prévost et le maire, se le drap est arrêstés ou bourg, et s'il est arrêstéz en Chamont les maieurs en congnoistront; et le drap est condempnéz par la quelque juridiction ou il soit pris, l'en le délivre aux maistres du méstier pour ardoir, et lors fait l'en le cry de par les seigneurs pour le véoir ardoir, et lors les maistres le font ardoir et toutes les choses qui y ont touchié.

227. Commant il plaist à nosseigneurs que les vi esgardeurs soient ordonnez et instituez s'ensuit. Chacun an il leur plaist que le commun de la drapperie se mecte ensemble deux foys l'an, c'est assavoir lendemain de la Nativité Notre-Seigneur l'une des foys, l'autre le jour de la Nativité saint Jehan-Baptiste; et iceulx communs eslisent xxiii qui ont la puissance du commun de éslire les vi maistres du mestier, et iceulx xxiii eslisent les vi plus souffisans, c'est assavoir iii de Chamont et iii du bourg; et convient qu'ilz soient bons varlez, tainturiers, tixerans et ceulx qui sont esleuz l'en les présente aux bailliz de nosseigneurs; et juvent sur sainctes Esvangiles de Dieu bien et loyalment gouverner la drapperie et tous les poins contenus es chartres, et

le droit des seigneurs garder en tous les lieux ou il appartiendra à garder, et lors sont institués pour ung terme et ont toute puissance des fais de la drapperie, et leur enjoint l'en de bien garder, ou ilz en sont pugniz griefment.

228. Iceulx VI maitsres, ensemble plusieurs autres des maires, instituent et ordonnent deux ainsi comme sergens qui sont appellez Boitiers, pour rapporter les fais ausdits maistres et les forfaictures qu'ilz tiennent, et ont puissance de prendre seeller et arrêster toutes manières de draps pour souspeçon de mauvaistié ou de faulseté. Et qui enfraindroit leur main ou leur arrêst il seroit tenuz de restituer et amandables de LXV s. t.

229. Ils sont appellez Boitiers. La cause est tele, que les tixerans et bons varlez ont chacun mestiers une boite, cui chascun mestiers est tenuz de mettre la sepmaine ung denier et le varlet une maille; et iceulx sergens quièrent et recueillent celle boite et pour ce sont appellez Boitiers.

230. Cest argent qui est mis en ces boites est pour faire les œuvres de miséricorde; l'en en achette draps de soye pour couvrir les mors, l'en achette cire pour faire luminaires pour mettre d'entour les mors. Quant aucun du mestier est grevé par vieillesse ou par mauvaise fortune et ne peult plus ouvrer, l'en en donne de cellui argent pour lui soustenir. Quant aucun du mestier est mort, les boitiers vont nonçant par les ouvrours que l'en envoiast ung ouvrier au corps, et ilz y sont tenuz d'aler. Quant vient à l'offrande du poure corps, le boitier doit donner XII mailles pour offrir. Et toutes ces œuvres se font de l'argent des boites et ne se doit convertir en autres œuvres que en œuvres de miséricorde.

231. Le commun mis ensemble comme dit est et es jours dessus dits, les dits XXIII esleus pour eslire les dits VI esgardeurs de la drapperie, avec ce ils ont puissance de eslire deux convenables personnes l'une de Chamont l'autre du Bourg, pour êstre courretiers jurés par le terme que les maistres sont pour les marchans, tant dedens comme dehors. Et sont présentéz aux bailliz comme les maistres; et font le serement de bien et loyalment garder le droit des marchands et qu'ils feront aussi bien vendre le poure comme le riche, et emporte de salaire de chacun drap que l'on vend en gros XII d. t. et de chacune piece de laine II d., soit qu'ils facent le marchié ou non, se ce n'estoit pour leur défault; et pour le grand salaire ilz sont chargéz de sonner couvrefeul et la cloche aux bons varlez.

232. La revenue de Chastillon peult valoir à monseigneur le duc par

au, chacun membre en sa valeur, la somme qui s'ensuit: . . . .

. . . . . .

somme toute de revenue à Chastillon VII° livres, c et XIII sols et obole et une obole d'or.

Équité en humilité
Ont esmeu subtilité,
De ramener en concordance
Ce qui estoit en discordance;
Quant ce livre demanderés
Demi prévost le nommerez;
Se par vous est estudiez
Et à plusieurs le publiés
Vous ramenrés en grant concorde
Plusieurs qui sont en grant discorde,
Aucune foys par ygnorance,
Par plusieurs foys par surcuidance.
Si prions tuit au créateur
Qui ce fist qu'il ait honneur
Quant du monde yert trespassez.
Devant Dieu soit il présentez
Et tous ceulx qui diront à droit
Amen, Amen que Dieux l'ottroit.

COUTUMES DE CHARROUX.

PREMIÈRE CHARTE.

(1170-77?)

Sancti Spiritus adiit nobis gratia. Indè est quod per presentium scripta tam presentibus quam futuris notificari volumus quod Audebertus comes de Marchiâ et ejus predecessores cum suis Karrofensibus hominibus talem consuetedinem habuerunt.

I. Quod si quis infra villam Karrofensem contra aliquem violentiam sua arma traxerit, Karrofensi domino sexaginta solidos persolvat.

II. Item si quis falsâ mensurâ reus fuerit, duodecim solidos et sex denar. Pictav. (*persolvat*).

III. Si quis in adulterio cum conjugatâ captus fuerit, sexaginta solidos etiam persolvat.

IV. Si quis alicui mulieri, illâ nolente, se commiscebit, sexaginta solidos etiam persolvat.

V. Si quis injustè redditus den. peage retinuerit, duodecim solidos et sex denar. Pictavinorum (*solvat*).

VI. Si quis redditus vendarum injustè retinuerit, duodecim solidos et sex denar. Pictav. (*solvat*).

VII. Si quis inter se sine armis verbera faciant, et sanguis indè fluat, verberatus tres solidos habeat, et si ictus manifestè non apparebit, verberatus viginti quatuor denar. inde habeat; prenominatus Karrofensis dominus tres solidos de illo qui fecit forifactum habeat.

VIII. Si quis redditus meaglarum vel maulonte injustè retinuerit, sexaginta solidos Andegavorum etiam persolvat.

IX. Iterùm mos est consuli de Marchiâ et suis Karrofensis hominibus quod si consul inquietatus fuerit, ut illi sequentur illum cum armis per suum consulatum et non ultrà.

X. Iterùm mos est Karrofensium quod nullus a Karrofensibus capiatur, quandiù quod justum est facere voluerit.

XI. Et si quis Karrofensibus hominibus injuriam fecerit et emendare noluerit, Karrofenses capiant eum vel sua, idem in eodem.

XII. Quod si sepe nommale Karrofenses aliquas pecunias vel possessiones per viginti annos et unum diem manu tenebunt, sine juris de..... possessor liberè et absolutè de cetero teneat.

XIII. Si quis terram censualiter habuerit, si quis censualia domini sui injustè retinuerit, tres solidos persolvat.

XIV. Si quis palmatam cum aliquo faciet, nec eam persolvet, septem solidos et dimidium inde reddat et quod penis et supra sancta sanctorum jurabit, quod pactum pecuniam pro nimia venditione non relinquat, nec de suo mobili persolvere possit.

XV. Si aliqui Karrofensium inter se verbera faciant et verberatus clamorem non faciat ante dominum, dominus etiam nihil habet juris.

XVI. Item si Karrofenses inter se pacti sunt facere misa, et postèa pacifiant ad invicem, dominus etiam tres solidos habebit, nisi causa de furto fuerit, quod dominus juxta delictum judicare debet.

DEUXIÈME CHARTE.

(1247.)

Conogüe chose seit a tos ceus qui sunt et qui serunt a venir que Audebers, li conts de la Marche, et si assessor aviant itaus cosdugnes e uzages ob l'abé de Charros et ob les borzeis, et li reis Henriefs d'Engleterre et li reis Richart si filx les tenguirent, tant com il veyquirent, et les firent jurar à los baillis et à los prior de Charros par sagrament, les quaus li borzeis de Charros jurerent tenir et garders deu commandement Audebert comte de la Marche, et en après, deu commande-

ment au roy Henry et Richart son fil, et je Hugues de Lezignen, coms de la Marche, en après approcey et confirmey lesdictes condugnes, les quaus su .t étaus :

1. Si aucuns d'eus hommes au comte s'en avoeit estes on bourt à l'abé, et il lay seroit hom au comte, cum eret d'avant, et gité meyme senorie à li abes on bort au comte.

2. Si aucuns homs de queux au comte pren famme on bourt à l'abé, et il aviet plus l'estage à la femme, si equil estoit on bourt à l'abé, et equeste meyme codumgne à li tos homes à l'abé, se il preniant famme en son bourt; et si il seis tornoant à lors premières maisons, il serient home à celuy à ceu il erent davant.

3. Tous hom qui vendra à Charroux, por ester, sera hom au seignor en cui bourt il geira la première nuit.

4. Si li home au comte faziant meffait que il n'ozessant ester en son bort, e il se pognussent metre on bort à l'abé, e qui les tendroit quites l'abé XL jours, et entretandis parleret et fereit pais à eulx, si il poiet, si que no, il les conduret à sau conduit en leur seigneur; et quite mesme seignourie à li coms ons homes à l'abé en son bort.

5. Si li home à l'abé avant los aveir on bort au comte, l'abé ne le doit forcier lay, ne li coms l'aver à ses homes on bort à l'abé.

6. Etau senhorie ha li coms en la ville de Charros que ung estang de 12 mueys de vin puet faire, si a lui plaist, chacun an sen plus, et l'abés autre sens plus. Et par co si vin eret a pertrait de fors ne se doit arrester de vendre, qui qui vendre le porra, dementré que cil qui le vodrois vendre ozesset jurer que l'estang ne sobisset d'avant que il l'aportasset.

7. Etau senhorie a li coms ob l'abé que si home le devoict siegre par son estober de si que à la Viangue et non par oultre si li abés ne lo commandeit. Et quant li aurant mestier par tan estober, li commandemenz au comte doit venir à l'abé ou à son commandemenz, que face semondre ses homes, et si negus en remaneit, li destreit est à l'abé.

8. Plus a de senhorie li coms on bort à l'abé, quar o est sous li murtres, li larroucins, li avoitres, li homicide, la fame forcée et deu fausses mesures.

9. Que li home à l'abé aurant est li dreiz à l'abé, li home à l'abé ne devent doner vende de riens qu'il vendent ou bort à l'abé, ni deu vin de leurs vignes, ne li homme au comte de lor vignes, ou vendez vacines, ne on rodage ni en la disma de la Saint-Martin, ne a negun gage, mas

li vendier, si il ne n'aviant lor venda, que cil qui la devent ni la voguissant rendre, en devent tant peu horer de ci que il avent lor vende et li desmier par lor diesme.

10. Etau senhorie a li coms ob sés borzés et ob ses homes, qui lo devent siegre ob armes par tota la Marche et avier et deffendre, et non alhors.

11. Etau codumgne havé li borzés de Charros ob le comte et ob l'abé, que famme de Charros ne doit estre mariée, sinon avi la volonté et au conseil de ses amys; ne li coms, ne li abés ne leur en doivent faire preera, quar lor prière est force.

12. Si aucuns hom de Charros prent femme, si il la prent pucelle, il li donet ocle, co est assaver lo ters des meubles que il prent ob liey; si il ne la prent pucelle, li uns donet ocle à l'autre egaulment.

13. Et si o avient que la fame ayet her de son senhor op que l'on loet crier, quant il a nacus, et li enfans muere avant sa mère, et elle murrist après sans her, li muebles de celicy remaint durablement au marit, et li no mueble à sa vite tant solament.

14. Et si estet que la fame murisset avant l'enfant et li enfes murrisset après, li muebles remanent au marit, e li no mueble retornent au lignage de la fame.

15. Si le marit mueret avant la fame ob her o sens her, la fame oriet son ocle et son mariage et lo liet à son senhor.

16. Si aucuns se mariet coma gentis hom à fame pucelle et la fame murrisset sans her, il gaygne tot le mariage qui li fut promis, co est assaver lo mueble.

17. Et si il muriet avant liey, o la ora son mariage et lo ters de la rente à son marit è son hebergement, par oscle, à sa vita tant solament.

18. Et si tant est que il ne la prenget pucelle, enssament aura li maris oscle, cum la fame, co est assaver lo ters de la retida et son herbargement à sa vite.

19. Li home de Charros pouent prendre les choses à lor deptor par co que il lor devent, sans monstrer à seignourage de chose cognogüe, si li deptres no deffent de par le senhor.

20. Li home de Charros ont tau franchise ob le comte et ob l'abé, que si à eus plas que il s'en augent ester alhors, lor possessions et lor choses serant quites è les ferant tenir à garder, è en rendront aus seigneurs de qui il o tendront co que il lor devent; et quant lor plera, il retornerant arriere et o tendront coma les lor choses, si come il soliant.

21. Si li hom de Charros couriant aucune chose de fiei et cil qui oret le fiei de senhor n'en fazait au senhor co que li fiez apporteroit, e par equelle defaille li sires emparoet son fiei, li home de Charros n'en devent faire au seignor, mas co que il faziant a celui de qui il o reviant, è eco lor doit garir li coms qui force lor i serolt è lor miétroit.

22. Negun home de Charros ne doit moldre à molin ni cuire à four, for lay o il vouldra.

23. Tos hom qui est estay à Charros è ha heritages, pour quauque tort que il facet, tant cum il ne fauldra de droit ne deit doner fiance au seignor de la ville de Charros, ni ne deit estre pris, ne les soes choses ne devent estre sazies, si tau chouse n'aveit meffait, pourquoi justice en deguist estre faite.

24. Tos hom de Charros ne delst plaidoier forst de la ville de Charros, por clain que l'on facet de luy au seygnor de la ville.

25. Tos hom et tota femma de Charros et de Bours ne det autre appeler sans garentie en court.

26. Tos hom de Charros qui survens est o chevaliers ne doit donner banc.

27 Negus hom de Charros ne doit prendre ley, ne batailhe, contre le seigneur de la ville por apeau que il li face en sa perso.ne, mas il se deit excuser vers lui tant solament par sagrament plan.

28. Tous hom de Charros qui glaive esmogut traira vers autre en teneton, si clains en vient au seigneur et o seit proué, n'en doit donner son gage, mais LX sols et I denier d'Engevins, li quau ne valent, mas X. bb sols de la monnoye courable. Et si tot se fiert son adversaire, ja por co plus n'en dera, sauve la pais à celui qui sera ferus, si il n'en mueret.

29. Tos hom vigoraus de Charros, qui en batailhe seret vencus, ne doit donner de gage, mas quat. LX sols et I denier d'Engevins.

30. Tos hom qui est pris en la garenne por les conils et por les lièvres prendre, ne doit donner de gage, mas quat. LX sols et I denier d'Engevin au seignor.

31. En la mauthoste ne ha de gage; mas LX sols et I denier d'Engevin.

32. Tos homme et toute fame qui seront pris en avoterre ne devent donner des gages, mas q. LX sols et I denier d'Engevin.

33. En tout clain qui est fait au seignor, o de bois, o de possessions, o de tangudes, n'a de gages, mais q. III sols de la monnoye qui cor. is.

34. Si clains de depte est fait au seigneur, ne ia de desgages des VI

sols en sus, mais III sol de celui qui sera conventus, et de VI sol en sus de tant com la depte vauldra li tiers de desgage.

35. Si aucus est convencus de faulse mesure ne doit donner de desgage, mais XV sols et I denier d'Engevin ; eiters les mesures qui sont establies à mesurer la sau. Ce sunt les emines et les autres mesures à la sau mesurer que Audebers, coms de la Marche, donet au borzeis quiptes et franches de tos gages et que il les lors deit faire tenir leans lisieres de la ville.

37. Si aucun home ou aucune fame appelloit autre larron, puat, et diget de quei, o deget puat, o putuais, o cuvert, et dige acia, si cil qui e.t accusez ne set sans de tau crime, è il fieret celuy de sa main qui l'appelloit, o de ce que il tendra en sa main, si deu cobe vient clains au seignor, i a cil qui a ferit l'autre dreit n'en fera.

38. Si clains en est fait ès coubes, ne ni aient ogut et bien gent en la cour, et s'il est appelas s'estuse que il no aiet dit, ia dreit n'en fera; mas que cil qui aura fait lo clain donra au seigneur III s. de desgage.

39. Si hom fait fermailhe au seigneur de la ville, si non eret faite à mengr. . . . . .

40. Si aucun fait paumée ob aucun et puis ne la tient, VII s. et demi de la monnoye qui corra en aura cil a cui la paumée estre faite, et jurera sus sans que il e co que il aveit promis a rendre de son muble avec no o puisset, et si clain en vient au seigneur, il en doit aveir III sol de la monnoye qui cort de desgages.

41. Si aucuns de ceus de Charros se battent entre eus, et clain vengent au seigneur, li sires ni a negun droit.

42. Si de aucun home ou d'aucune fait Dex son commandement que muret et cesset ses fils o ses filhes, s'il les a et ses autres choses en bal, cil a cui li bals sera commandez le deit aver et tenir en paiz.

43. Si aucun hom force femme que il estre son gré et outre sa volonté par force loi face, et clains en vient au seigneur, LX sol d'Engevin en aura li sires de desgage, et la femme deit aver part à l'esgart et au conseil des données.

44. Si aucun de Charros, par son meffait, est jugé à perdre membre o dampnés à mort, les soes choses devent estre quiptes, et les devent li sin aver cil a cui li recor est, o il mesmes si mort, ni present.

45. Ons censaux de Charros ha itau codumgne, que quant cens sera que sus, s'il n'est rendus au terme que l'on le devra rendre, è par défaillement de rendre en fait boni pengnore, cil qui lo deit en devra III sol de desgages à celui qui le cens est.

46. Hom de Charros ne det estre pris par depte que il devet ne li draps de son lict, negus boys de biron Charros n'a segne; mais quand malayse ou quan ha LX sols et I denier d'Engevins de desgage.

47. Tau seignourie ha li coms ob les mazeliers de Charros que la veilhe de Nadau li devent donner LX sols pour charnage.

48. Tos home estans de Charros VI legues environ Charros ne donne passage si faire huchée ne eret.

49. Tous hom qui vient à Charros por estage doit estre quiptes du services au seigneur un an et un jour.

50. Tos hom de Charros puet accenser li uns à l'autre terre, o vigne, o autre possession a leau à cens; co est assaver à la livre XII deniers, et à X sols VI deniers de cens; et cil qui accensset ne semondra lignage de celui de qui il accenset et de leau accenssement ne itront ne vendes, ne honors, et si cil qui tient chose à cens o accensset à autre et il treisseit cens, la seignourie reviant à celui qui a tregu le cens.

51. Tos hom de Charros ne deit respondre à autre de negun heritage que il ait partengu par ci pacisiablement par XX ans et un jour de mentre que il ne siet defailhis de droit davant le seignor de qui il le tient, si doncques cil qui le trait en cause ne soit de son lignage.

52. Tos hom de Charros peut vendre son I lat et son vin à tos que il voudra; et cil qui l'achatarant l'en puent mener là où ils vouldront sans ochison de seignorage, paages, lor leaus cosdumgnes, santant come li estang au conte et à l'abé durant, que negus hom de Charros ne deit vendre vin sive l'aveit atainde avant les estangs.

Et que les davant dites cosdumgnes seront fermes, estables et durables, je davant dit, Hugues de Lezignan, coms de la Marche, les ay scellées de mon sceau en l'an de l'incarnation de Jhésus-Christ 1247.

COUTUMES DE MALTHAY.

(1306.)

Au nom de nostre Seignour Jhesus-Christ. *Amen.* Par ce présent publique instrument apparisse à tous évidemment que, l'an d'icelluy Seigneur courrant mil quatre cens vingt et doux, le xxviiie jour du mois d'octobre, houre de mydi ou environ, la indiction premiere, ou v[e] an du pontifiement de très-saint Pere en Dieu et Seignour, nostre seignour Martin, Pape, par la provision divine Pape V. En la ville de Malthay du diocèse de Besançon, c'est assavoir, soubz les arbres pres de l'église parochiale d'icelle ville, ouquel lieu l'on a accoustumey de tenir les plays generaux de la poostey, était séant en jugement noble homme Regnaut de Malthey, escuyer, chastellain de Nuefchastel, lui disant et portant justicier et prevost en lad. poostey, pour et en nom de noble et puissant seignour messire Thiebaut, seignour de Nuefchastel et de Chastelz-sur-Mezelle, furent pardevant et en la présence de nous notaires publiques cy subscrips et des tesmoings cy-après nommés, à la requeste dudit Regnaut, pour et en nom que dessus, et de venerable et discrette personne messire Jehan de Viller, presbtre, prevost de l'église collégial de Moustier-Grant-Vaulx ou diocèse de Basle, procurour et en nom de procurour dud. sgr. de Nuefchastel et de Chastelz-sur-Mezelle, monstréez et exhibées certaines lettres, que lid. procurour tenoit en sa main, aux habitans et communaltey de lad. poostey; c'est assavoir des villes de Malthey, de Bourgoingnons, d'Escoz, de Lucelans et de Bavans; eulx disant estre la plus grant et saine partie desdictes villes, qui ou lieu dessusd. étoient évoquez et assemblez à requeste dud. monsr. Jehan, procurour dud. s[r], comme disoient et affirmoient lesd. Regnaut et messire Jehan pardevant nous lesdiz notaires publiques, lesquelles lettres, à requeste dud. procurour, furent leues de mot à mot, et desquelles lettres la tenour s'enseut en ceste maniere.

In nomine Domini. Amen. L'an d'icellui courant par mil trois cens trante-seix, le jour de feste saint Barnabé, apostre, unziesme jour du

mois de juing, l'indiction quarte du pontificament de nostre saint Pere et seignour en Dieu, monss. Benedict, pape douziesme, en l'an second, à houre entour mydi, séant en justice noble homme et puissant monss. Thiebauld seig^r de Nuefchastel, à Malthay, en la culline de la maison des enfanz moss. Jehan de Malthez, chevalier qui fut, en la présence de nous notaires publiques et des tesmoins cy-après escriptz, furent lectes en romain lettres escriptes en latin, don la tenour du romain extrait du latin desdictes lectres est tel.

Nous officialx de la court de Besançon, faisons savoir à tous celz qu'ilz verront ces présentes lectres, qu'en la présence de Bartholomat de Gy, clerc, de l'autoritez du pape notaire publique, et devant Esteine de Haynans, clerc, de l'autoritey impérial notaire publique, et devant Symonin de Valx, clerc, nos commandemenz et jurez de notredicte court, esquelz et à un chascun de lour nous avons commis et commettons nos foyes et havons à lours sur ce pleinne foy; pour ce personalment esteaubliz noble home Thiebauld, seigneur de Nuefchastel, damoisel, de une part, et les communaltez ou multitude copiouse de hommes, qu'ilz sont appelez des villes de Malthay et de Bourgoingnon, de Escaux, de Lucelans et de Bavans, de l'autre part, en l'an nostre Seigneur mil trois cenz et seix, le mardy devant feste saint Martin d'yver, journée assignée de par led. Thiebald ès homes desdictes villes, pour rendre et tenir l'aissise que vulgalement est appellée plaitz generalx; ouquel plait general ou assise li homes desdictes villes sont tenuz aud. seig^r. de Nuefchastel, doulhes foys l'an, ainsi comme lidit Thiebald, sire de Nuefchastel, affermoit devant lesdiz notaires, venir et comparoir, et li di diz homes des dictes villes presenz l'on confessez devant les diz notaires, et recognurent publicment lid. Thiebald, seisant pour justice, a heure des plaiz, devant la maison du curey de Malthay, demanda et requist lesd. homes presens et estans li diseissent, rapourtaissent et recougnessessent en appart et publicment, les droiz, les statuz et les costumes dud. plait general, ensi comme costume estoit. Liquelz homes, deliberation et conseil ehuz entre leurs, feirent et commanderent les droiz, les statuz et les costumes dud. plait general.

Premieremen estre dit, rapourtés et estre recognuz publicment par Henry dit Vieble; liquel Henry, pour et en nom des devant diz homes, raporta et dit les droiz, les statuz, la maniere et les costumes dud. lieu en ceste maniere.

I.

Premierement, recognehut et confessa publicment lid. Henry, pour et en nom que dessus, pardevant lesdiz noz jurez, que tuit les habitans des villes dessusdictes par an et jour, sont et doibvent estre de la juridicion et dessoubz le destroit du prevost et du maire, et devant toute hœvre dou visconte, lequel est sire de Nuefchastel; lequel seignour de Nuefchastel, lid. Henry a confessez, en nom que dessus, estre visconte des devantdittes villes, que sont appellez vulgarement de la poostey de Malthay.

II.

Item, recognut, en nom que dessus, lidiz Henry, que cil mesme visconte, li prevost et li maire, ont et tiennent douhes foys en l'an le plait general en la ville de Malthay, c'est assavoir, au mois de fevrier et en athun sus les inhabitans des villes devantdictes.

III.

Item, tuitz li inhabitans les villes devantdictes, qu'ilx sont tenuz au plait ou à l'assise, se ilz defaillent ou se ilz ne comparent à la journée assignée aud. plait ou assise, et qui ne poursuiguent led. plait, ilz enchiesent, et sont tenuz esdiz prevost et maire en deux solz pour amende.

IV.

Item, recognehut en nom que dessus, que lidiz inhabitans les villes de Malthay et de Bourgoignons, tenans meix, doivent de annuel cense ès prevost et maire, le jour dud. plait, ung pain et ung denier.

V.

Item, cilz de Lucelans, pain et denier.

VI.

Item, li inhabitans la ville de Bavans et de Escous doit ung chascun ung denier tant sollement à chascun plait.

VII.

Item, a confessez lidi Henry, en nom que dessus, que li pains esquels li devant nommez sont tenuz, doit estre recehut à l'arbitraige dud. Vieble.

VIII.

Item, a confessez et recognehut publicment lid. Henry, en nom que dessus, que tuiz li excocéours commectans excocerie, convencuz par les pers de la postey, sont tenuz en seixante solz et ung denier au vyconte, pour raison de l'excocerie comise. En la preuve des devant dictes chouses ne sont recehuz prevost, maire, ne acuns de la maingnie d'icelx; et la cognoissance de la dicte excocerie doit estre faicte deans les bosnes de la postey, et ne pouhent estre convenuz ou traiz en cause cilz de la postey, de quelque caux ou faiz que soit, fuer des bosnes de la dicte postey. Et se li prevost, ou li maire ou aucuns de la maingnie d'icelx, fait injure à aucune personne de la postey, cil cuy la injure est faicte dou prevost ou dou maire, ou de aucuns de la maingnie d'icelx, puet, li lait et doit traire en cause le prevost, le maire ou le familiaire d'iceulx, et traveiller devant le seignour de Nuefchastel, et non autre part; et enqui la cause ou li excès doit estre cognehut et terminey selon li us de Bourgoingne.

IX.

Item, cognehut en nom que dessus, que se aucun commect larrecin deans les bosnes de la postey, li sire puet et li lait lever dou larron sexante solz; et se li larres est telz, que peine pécuniaire ne se puisse lever de lui, li sire de Nuefchastel li puet soignier la premiere foys à sa voluntey par émutilation. Et qui aura commis larrecin en église, en molin, en charrues, on en malaterie, li sire de Nuefchastel a en lui la juridicion dou corps selon le meffait.

X.

Item, a confessez lid. Vieble, en nom que dessus, que se aucun gete pierre malicieusement à autrui, et il ne le fiert, et il soit convaincus par les pers, li gectanz est tenu au seignour de Nuefchastel en sexante solz pour amende; et se il fiert celluy cui il gecte, sans sang, il doit au prevost et à maire trois solz, et se il y ha sang, neufs

solz et les dommaiges du feru, desquelz neufz solz li prevost et li maire doivent avoir trois solz.

XI.

Item, se aucun envahit autre, par arme émolue, dans les bosnes de la postey, et il ne le fiert, il est tenu au vyconte en sexante solz pour émende; et se il le fiert sanz sang, il est tenu au prevost et au maire en trois solz; et se il y ha sang, il doit pour amende neufz solz, et les domaiges dou ferut, desquelz neufz solz li prevost et li maire hont trois solz, et ce se doit preuver par les pers de la postey.

XII.

Item, a confesez, en nom que dessus, lidiz Henry que se champ de bataille est fermez entre douz des homes de la postey tancenans, cils que le champ de bataille ferment, pouhent entre lours acourder à l'encommencement, et sont tenuz pour amende aud. prevost et au maire de trente solz; et se li champ de bataille se fait, le convaincut est tenu à cellui qui le vaint à restitucion de tous ses domaiges, et en l'amende du seigneur; et si le champ de bataille est telz que de telz fait champ de bataille se doie faire, et cil qu'il est convaincuz doie soffrir peine de corps, li vyconte a en lui la juridicion corporal.

XIII.

Item, quiconque tent à oiselz ou à bestes salvaiges, senz le conseil du prevost ou du maire, se il y est treuvez par les pers, il est tenu au prevost et au maire en deux solz pour amende.

XIV.

Item, a confesez, en nom que dessus, que se aucun de la postey se plaint à aucune justice, il est tenu au maire et au prevost en deux solz pour émende.

XV.

Item, a confessez, en nom que dessus, que s'il avient qu'aucun de la postey plaidoyât à personnes extranges, il doit avoir le consoil dou prevost ou dou maire, pour deux solz chacun jour, ou pour ses despens faire, lequel des deux il aymera mieulx eslire.

XVI.

Item, a confessez, en nom que dessus, que cilz de la postey qui ne poursuivent, sont tenuz un chacun non poursuyvant, au prevost et au maire, en deux solz estevenans pour émende. Et cil qui doit le pain et denier se il ne les paye deans huict jours, est tenuz au prevost et au maire en deuz solz pour amende.

XVII.

Item, lid. plait general doit estre commandé, par trois jours devant ce que on le tient, par le Vieble, qui doit avoir ses despens en ce jour qu'il commande le plait; et doiz le jour que li plait est commandé, li peschours de la postey doivent peschier continuelment de lours pouhoirs par trois jours; et quant que ilz auront pris, ilz doivent aporter le jour que li plait est tenu ès seignours pour lours services; et se lours services ne sont suffisans, un chacun peschour est tenu au prevost et au maire en deux solz pour amende, ensemble son service, se ilz ne jurent devant tous, lours pesche à la main, que ilz ont fait leur pouhoir de peschier senz aucune fiction.

XVIII.

Oultre ces choses, a confessez, en nom que dessus, led. Vieble, que li prevost et li maire doivent mesurer et régler toutes les mesures de la postey; et si aucun de la postey aura mesuré à mesure non réglée par lesd. seignours, il est tenu au vyconte pour émende en sexante solz, se sus ce il avoit esté convaincuz par les pers.

XIX.

Item, a confessez lid. Henry li Vieble, pour et en nom que dessus, que se aucun de la postey, par caux aventureux, aura perpétré homicide, li sire de Nuefchastel doit et est tenu recepter l'homicide pour sexante solz à Nuefchastel; et se li homicide ne pouhoit accorder ès amis du mort, li sire de Nuefchastel doit et est tenu le conduire fuer de sa terre par ung jour et nuict.

XX.

Item, a confessez lid. Henry, en nom que dessus, que tuit cilz qu'ilz

doivent le plait, et qu'ilz sont presens au jour qu'il est tenu, se ilz ne vont à conseil, jà soit ce qu'il ne y soient appelez, ilz sont tenuz chascun au prevost et au maire en deux solz amende.

XXI.

Outre ces chouses a confessez lidiz Henry li Vieble, pour et en nom que dessus, tuit cilz de la postey sont tenuz d'aidier à lour charroiz, avec les hommes du seigneur, en la forteresse ou refection des murs de Nuefchastel.

XXII.

Item, a confessez, pour et en nom que dessus, lid. Henry, que cilz de la postey sont tenuz et doivent au vyconte la gecte des chiens, ensi come ses prédécesseurs ont heuz.

XXIII.

Outre ces chouses, a confessez lid. Henry, en nom et pour que dessus, que li chemin publique doit avoir de large une perche de vingt-deux piez; et à chacun plait li prevost et li maire pouhent et doivent, se ils veuillent, la perche de vingt-deux piez de long encherchier les charrieres publiques; et se ilz les trouvent en la largetey, occupés ou moins suffisans larges, se par caux aventuroux elles ne sont devastées, cil par cui elles seront treuvéez occupéez, se premier devant ce que la perche en portant y parvoingne, ne la pouhent délivrer et explaner, ilz sont tenuz au vyconte en sexante solz pour amende.

XXIV.

Item, a confessé lid. Henry li Vieble, pour et en nom que dessus, que quiconque hoste ou subravit bosnes mises par justice, doit et est tenu au vyconte en sexante solz pour amende, si a estez convaincu sus ce par les pers. Et ne doit estre mise bosne mais que par justice; et se autrement elle aura estez mise, se ce ne procéde dou commandement de la justice, ce ne valt; et se elle a esté mise, elle ne doit demourer.

XXV.

Item, a confessez lid. Henry, en nom et pour que dessus, que li sire de Nuefchastel doit et est tenuz recepter ceulx de la postey devant touz ses homes à Nuefchastel, se nécessitey lours est.

XXVI.

Item, a confessez lid. Henry, en nom et pour que dessus, que cil de la postey ne doivent estre pris ou mancipey maisque par mei lours fait; et se ilz sont pris ou mancipez, le vyconte est tenu de lour délilivrer de son pouhoir, ensi come il feroit et délivreroit ung des suens homes.

XXVII.

Item, ne doivent estre citez ou convenuz cilz de la postey se li fait ne lours est déclarey pourquoy on les fait convenir, ou le nom de cellui qui les fait convenir.

XXVIII.

Item, pouhent cilz de la postey, se ilz vuillent, partir de lour lieuc et lours transporter à autre seignorie, et lours possessions que sont appelées *li atuffit*, cultiver la premiere foy et les fruz venans d'icels une foy praure et lever; et se aucun les empesche, li sire est tenuz de de lour délivrer de son pouhoir. Et se aucun se est départis de son lieu et il vuelt revenir, li sire est tenu de luy reçoivre et délivrer sa terre, se y en avoit aucune, salf le droit du maire de douze deniers. Et se par poureté il soit estez déboutez dou lieuc, il ne est tenuz esdiz douze deniers, se il ne a avouhey et fait autre seignour.

XXIX.

Item, a confessez lid. Henry, en nom et pour que dessus, que cilz de la postey, du commun consentement des homes, doivent mectre forestiers et doit estre assis par le prevost et li maire.

XXX.

Item, a confessez lid. Henry, en nom et pour que dessus, que cilz de la postey doivent le salvement, c'est assavoir, cilz de Escout les

trois parties au seignour de Nuefchastel et au vyconte la quarte partie, et cilz de Malthay la quarte partie et au vyconte les trois parties; et pour raison dudit salvement li sire dudit Nuefchastel est tenu et doit leur conseiller quant nécessitey lour est.

XXXI.

Item, a confessez que cilz de la postey ne sont taillaubles, mais tant seulement doivent cense; et en cestuy caux li sire de Nuefchastel est tenu lours aidier et procurier de son pouhoir, que ilz soient ramenez à lour premier estat.

XXXII.

Item, a confessez lid. Henry le Vieble, que cilz de la postey que moings souffisanment se maryent, est tenuz au prevost et au maire, à chacun plait, pour amende en deux solz.

XXXIII.

Item, a confessez led. Henry, ès noms que dessus, que li amende du destroit est soulement au maire sans participation dou prevost.

XXXIV.

En toutes ces chouses et une chascune d'icelles dessusdictes, ainsi come devisées sont et expressées, par led. Henry le Vieble confessées pour et en nom que dessus, les homes des villes devant dictes, enqui estans, heurent pour ferme et agréable, et promirent devant lesdiz noz jurez, solempnelle stipulacion sur ce entrevenant, tenir et observer à tousjours icelles, et que contre ne venront, ne consentiront à aucung vuillans venir encontre, par faict ou par parole, taisiblement ou expressément. Vuillans et ouctroyans de leur expougnegrey, que se ilz venoient en contre, que nous les, c'est assavoir cellui ou ceulx qu'ilz contrevenroient, controignoissiens, ou faissens controindre, par sentence de excommeniement, à la observacion de toutes les chouses et de une chascune d'icelles devant mises, l'obstacle de chascune excepcion nonobstant. Leurs submectans quant à ce à la jurisdicion de nostred. court de Besançon; renunçant en ce fait lesd. hommes des villes devant dictes, tous et ung chacun, en stipulant solempnellement, à toutes excepcions de baret malvais, à la excepcion de decepcion, de lézion, de circonvention, de pahour, à condicion senz cause ou moings

suffisant cause, à action en fait, à la coppie de ce present instrument, à la excepcion dud. Henry non es'euz dou commung consentement de lour pour ce que les chouses devant mises toutes et une chascune d'icelles confesséez non de lour commandement et aucthoritez pour et en nom que dessus, à lueure, à subside et aucthoritez dudit seigneur de Nuefchastel, dou prevost et dou maire de Malthay, et à toutes autres exceptions, raisons, allégacions de droict et de faict, de canon, de droit civil, de statuz de pays et de costumes, que contre ce present instrument pourroient estre objiciés et opposées, et par quelques chouses contenues en cestes lectres, pourroient, au temps advenir, estre annullées en tout ou en partie, cassées ou retranchées, et au droict disant generalle renonciation non valloir. En tesmoingnaige et garnissement de laquelle chouse, à la relacion desd. noz jurez, havons mis le scéel de nostre court de Besançon, ensemble leurs soings en ces presentes lectres; données et faictes à Malthay aud. plait général du mois de novembre tenant, l'an et le jour que dessus, present les tesmoins cy-après escriptz, c'est assavoir mons. Jehan vycaire de Malthay, mons. Jehan de Courcelles prêtre, mons. Willame vicaire de Mandeurre, Jehan de Longeville, Perrin dit Chanpion clerc, Perrin maire de Dalete, et plusieurs autres ad ce especialement appelés et requis. Lesquelles chouses toutes escriptes leutes en romain et extraictes du latin en romain, pour ce que tous cilz de la postey, qui presens estoient, les puissent entendre, cilz de Malthay premierement et li autres ci-après escripts ont ratiffié, appreuvé, et confermez pour lours, pour tous cilz de la postey de Malthay, et pour lours hoirs : c'est assavoir Jehannin Triponez, Richart le terriers, Jehannenot filz Bornandel, Richart Livarret, Vernier Librecochez, Jehan Pocins, Estevenin Pucenez, Estevenin Joliaz, Jehannenot filz Bovert, Estevenat Saigeshoms, Perrin Nenoncel, Perrenin Piaz, Berecaz, Huguenin ses filz, Henry Mercheans, Perrin ses frères, Richart filz Briat, Senzpaichie, Richart Leclerc filz Varrey, Richart li Flamans, Jehan filz Richardot, Bercaz filz Sébelin, Bryaz filz Hugon, Perrons, Briat ses filz, Jehannenat filz Perron, Perrin, Jehannette femme Truchard qui fut, Perrenat Vorroille, Jehannenaz Rocour, Richart Papars, Besançon ses frères, Perrin Morel, Huguenin filz Champon, Nicolins filz Barnart, Jehannin Barnars, Outhenin Litarres, Perrenin filz à Badier, Richart ses frères, Jehannenin Prevost, Cuenin ses filz, Huguenin Braraz, Henry Caillate, Simonat filz Quatrecuz, Perrenot filz Moratte, Besançon filz Racouhat, Estevenin Vigneron, Girart filz à Lostat, Jehannin ses

frères, Estevenat Genre, Remon, Perrin li Mahours, Girard Gaveras, Henryat filz Lambelat, Richardin filz Lambelat, Jehannenin Blanvallas, Huguenin frere Blanvallas, Besançon filz au Bergoingnet, Jehannin le Cucuz, Perrenaz Petremaz, Jehannin Coens de Bar, Symonnat, ses frères, Jehannin filz à Loschart, Jehannenat filz Noirat, Huguenin li Clerc filz à Roufer, Jehan filz Millat, Catherine fille au Lostat, Cecile femme Estevenat de Dale, Perrenaz femme Vailore, Mesteillon femme Gustin, Jehannatte femme à Fevre, Poincette femme à Franc qui fut de Malthay, Vernier li grangier de Lucelans, Vernier Barbaz, Perrin Perregain, Adelenon femme Mesayn, Agnelat femme Cultelier, Estevenaz filz Poncelin, Margueritte femme Humbert, Jehannaite femme Henryat, Guillame filz Vernier, Perrenaz, Besançon filz Cornevey, Estevenin li Coens, Poncelins de Lucelans. Et ont promis et promectent par leurs sermens, donnez corporelment, tuit cilz que dessus sont inscritz, et pour lours, et pour tous cilz de la postey de Malthay, et pour lours hoirs, tenir et garder fermement toutes les choses dessus escriptes, et une chascune d'icelles, sanz jamais venir encontre, par lours ne par autre, et sans consentir que autre y viengne, en appart ou en rescondit, solempnelle stipulacion entrevenant, nonobstant aulcune excepcion de fait ou de droit. Sur lesquelles choses li devand. Thiebault, sire de Nuefchastel, a requis à nous, notaires publiques, cy-après escriptz, à luy estre faict ce present publique instrument. Donné l'an, le jour, le lieu, l'indicion, le pontificament et l'heure que dessus, presens M. Cuene de Sainct-Sephory, M. Cuene de Bourgoingnons, M. Pierre, curé de Blanmont, M. Jehan, curé de Montescheroux, prebtres, M. Jehan Savaiget de St. Moris, chevalier, et plusieurs autres tesmoings ad ce appellez et requis. Et je Jehan Gratiers de Montbeliard, clerc de l'auctoritey du Sainct Empire de Rome, notaire publique et jurey de la court de Besançon, ay estez present, avec les tesmoings dessusd. ès chouses dessus escriptes, extraite de latin en romain, et les ay escript de ma propre main, et mis en forme publique et soigniés de mon soing accoustume avec le soin de M. Jaques de Dole, curie de Chamesol, notaire publique de l'auctoritey que dessus, ad ce appellez et requis.

Après laquelle lecture ainsi faicte, comme dit est, fut par led. prevost et procureur, pour et en nom dud. seigr, requis et interpellé ausd. habitans et communaltez, si le contenu esd. lectres estoit vray, et si aucune chouse vouloient dire au contraire. Aquoy par lesd. habitans et communaltez fut dit, respondu et confessé publiquement

que toutes les chouses contenues esd. lectres et chacune d'icelles, estoient et sont vrayes, et de tout le contenu en icelles avoient par tout le temps de leur vye vehu joyr et user led. seigneur de Nuefchastel, sans aulcung contredit ou empeschement. Sur et desquelles lectures, responses, confessions et toutes et singulieres les chouses dessusdictes, lesd. Regnauld et procureur pour et ou nom dud. seigneur de Nuefchastel, ont demandé et requis, à nous notaires soubscriptz, à lours estre faict instrument publique ung ou pluseurs d'une mesme tenour. et substance. Ce fut faict l'an, le jour, le mois, heure, indicion, pontifficament et lieu que dessus. Presens M. Pierre de Chaigez, prebtre curie de Malthay, Jehannenot de Veller, prèz de Danjoux, Jehan Chamabon, Jaquot son frere de Nuefchastel, Estienne Gaignebenoit de Montescheroux, et pluseurs autres tesmoings ad ce appellez et specialement requis.

Et je Jehan Garny de Nuefchastel, du diocèse de Besançon, prebtre notaire publique des aucthoritey apostolique et impérial de la court de Besançon. ausd. lectures, responses, confessions, et à toutes et singulieres les choses dessus dictes, quant ainsi se faisoient et disoient, suis estez present avec le notaire publique cy subscript et les tesmoings cy-dessus nommez, et en avons fait ce present publique instrument, et rédigié en ceste forme publique, et l'ay escript de ma propre main, et me suis soubscript, et l'ay soignie de mon soing publique accoustumé avec le soing publique et soubscript dud. notaire publique cy soubscript, ad ce appellez espécialement et requis.

Et je Jehan Aisier de Courcelles, du diocèse de Besançon, notaire publique, de l'aucthoritez impérial et jurey de la court de Besançon, à toutes et singulieres les chouses dessus escriptes, quant ainsi se faisoient et disoient, suis estez present avec le notaire cy-dessus escript, et les tesmoings cy-dedens nommez et escriptz, et en avons faict ce present publique instrument, escript de la main dudit notaire, et rédigié en ceste forme publique, et me y suis subscript, et l'ay signé de mon soing publique accoustumé avec le soing dud. notaire et subscription dud. notaire publique, cy-dessus escript, ad ce appellez espécialement et requis. *Signé, Jo. de Courcellis.*

ANCIENNES COUTUMES

DE LA

VILLE DE REIMS.

(1250?)

Li jugemens des us et coustumes de ceste vile.

1. Li ons tient tous les acques quil fait entre lui et sa fame toute sa vie.

2. Hons et fame qui ont hoirs de leur cors, puent faire leur volontei de tout leur heritage; et si il n'ont point d'oir de leur cors, de la moitie; et de lautre moitie par droite besoigne esclairie.

3. Hous et fame ne puelent faire, de leur heritage naissant, leur enfans l'un meilleur de lautre.

4. Fame ne puet empeechier son doaire que sa vie.

5. Saucuns a maison a loyer, il puet penre wage de loyer sans mespanre envers le signeur, si on ne li deffant.

6. Saucuns marie son enffans, et il muert sans oirs de son cors, ou sans devise, il revient au pere et a la mere ce que il li ont donei; et se il fait devise, il puet faire de mueble sa volontei, et de la moitie de son heritage.

7. Saucuns vant heritage, il doit plege ou contre wage, se avoir le puet; et se avoir ne puet par sairement, li achetéres panra le marchiet, ou laira se il vuet.

8. Saucuns vant pain a fenestre sans four, il n'en doit point de amende devant qu'il li soit defandu.

9. On puet faire fenestre a yraingue, et 1 pas defors son us, et goutiere tant comme elle se puet porter sans esperon, sans meffait au signeur.

10. Si il eschiet a aucuns heritage d'ammis charneis, il puet entrer en la saisine sans meffait au signeur.

11. Tenure ne vaut nient desouz terre contre voisin.

12. Tenure de noc (*gouttière*) sor mur communs ne vaut riens.

COUTUME DE CHATELBLANC.

(1303.)

1. Nos Joannes de Cabilone, dominus de Arlato, notum facimus universis præsentes literas inspecturis, quod nos de bonorum consilio evidenti et considerata utilitate nostra et totius terræ nostræ, constituimus et ordinavimus libertatem, statuta et conditiones burgi de Chatelblanc et habitantium in eodem.

2. In primis volumus et constituimus, quod homo qui in burgo de Chatelblanc mansionem elegerit, sine calumnia vel reclamatione alterius domini, et per tres annos ibidem manserit pacifice et quiete; si quis post decursum prædicti temporis veniens reclamaverit esse suum, non tenetur talis de suo corpore aut de rebus suis mobilibus ulterius alicui respondere.

3. Item quidquid acquiret burgensis dicti loci aut habebit, potest donare, vendere, permutare cui voluerit, rebus illis duntaxat immobilibus exceptis, quas habebit aut acquisierit infra limites dicti burgi, de quibus immobilibus nihil potest dare, vendere, alienare nisi hominibus dicti domini de Chatelblanc, vel tali, qui voluerit esse burgensis burgi superius nominati.

4. Item si quis a dicto burgo recedere voluerit et causa morandi alibi se transferre, libere potest hoc facere, dominus vero et burgenses eundem debent conducere, si necesse fuerit, per unum diem et noctem.

5. Item si moritur burgensis sine herede vel intestatus, dominus debet deponere res ejus penes duos probos viros burgenses; et illa bona defuncti debent illic per annum et diem fideliter custodiri. Quodsi hæres legitimus infra annum et diem appareat, bona defuncti debet habere, et solvere defuncti debita et ea, quæ pro remedio animæ suæ concessa fuerint vel impensa; et si hæres legitimus non venerit infra terminum præfixum, dominus debet consilio burgensium

ecclesiæ suæ facere eleemosinam competentem et ea facere quæ faceret verus hæres; si quid autem sit de residuo, illud residuum domini debet esse.

6. Item de mercatore peregrino aut viatore hoc idem debet esse, et etiam statutum est, si in burgo decesserit, memorato hoc addito; quod si hæres talium venerit, non erit burgensis nisi velit.

7. Item forum est in burgo statutum semel in hebdomade videlicet die martis, secundum consuetudinem fori Nozeroy. Fractor fori sexaginta sol. debet domino. Si quis dictum forum fregerit aut violaverit, dominus et Burgenses debent injuriam prosequi, ad emendam tam sibi quam burgensibus faciendam.

8. Item qui subticet ventas, aut retinet, aut cum ipsis recedit, sexaginta sol. domino debet, et si eadem die solverit, immunis erit penitus ad emenda.

9. Item qui percutit aliquem maliciose pugno vel palma, si inde fiat querimonia, tres sol. domino debet. Aut cum quis extraxerit cultellum, ensem, gladium vel lanceam, causa percutiendi aliquem, domino sexaginta sol. debet.

10. Item qui lapidem contra aliquem maliciose jactaverit, ita quod ictus appareat in terra vel in pariete, debet sexaginta sol.

11. Item qui trahit aliquem malitiose ambabus manibus per capillos, debet decem sol.

12. Item qui sanguinem alicui malitiose fecerit, ita quod sanguis apparcat, debet sexaginta sol. excepto sanguine foraminis vel ulceris.

13. Item qui rumpit domum burgensium aut intrat violenter, debet sexaginta sol.

14. Item in omnibus maleficiis debet fieri emenda competens passis injuriam, arbitrio judicantis.

15. Item si quis injuriam fecerit, de eadem facta querimonia, nisi fuerit de grossis maleficiis, ut pote de furto et homicidio, de rapina, de proditione vel consimilibus, debet tres solidos. Predicta vero grossa maleficia et injuriæ, provenientes ex eis secundum qüs-

litatem et quantitatem maleficii emendæ judicantis arbitrio judicantur.

16. Item dominus si voluerit potest facere sibi præsentari omnes mensuras tam vini quam bladi.

17. Item qui ad falsam mensuram vendit debet sexaginta sol.

18. Item qui duas mensuras habet, unam magnam et aliam parvam, et probatum fuerit eum cum magna emere et vendere cum parva, in misericordia domini remanet.

19. Item qui inventus fuerit in mœcatione braccis tractis, et probatus fuerit per duos testes, qui non sint de familia domini, debet domino sexaginta solidos.

20. Item qui debitum creditori negaverit, probato debito tres sol. debet.

21. Item si dominus chevauchiam vel exercitum habuerit, burgenses cum domino debent servire unam diem et noctem propriis expensis, ulterius autem expensis domini.

22. Burgenses vero qui a dicto banno domini cum armis ut decet non ierint aut miserint tres solidos debent.

Et qui ad retro bannum (*arriereban*) non ierit, debebit sexaginta sol., nisi infirmitatem vel aliam excusationem legitimam prætendere potuerit et probare.

Debet tamen burgensis arbitrio domini et burgensium munitus remanere.

23. Item manifesti usurarii, quos ecclesia ad sua non recipit sacramenta, in misericordia domini remanebunt.

24. Item in dicto burgo vel infra limites dicti burgi non debet aliquis capi, nisi sit latro, proditor, homicida vel de familia domini, de quibus potest disponere dominus pro libito voluntatis.

25. Item quilibet tabernarius debet domino unam cupam vini in festo beati Andreæ. bolencherii duodecim denarios.

26. Item quælibet domus, cujusque sit, debet pro qualibet orgia mensurali, latitudine domus, sex den. monetæ currentis in dicto loco in festo beati Andreæ annuatim persolvendos.

Burgenses debent deferre bladum suum ad molendinum domini et ibi debent expectare per unam diem et noctem, et si infra dictum terminum non possunt incipere expediri, possunt tunc deferre bladum suum alibi sine pœna; qui autem contra hoc fecerit, tres sol. debet domino.

27. Illud etiam de furnis bannalibus domini dicti loci intelligitur in panibus dictorum burgensium decoquendis, et burgenses debent reddere et solvere secundum consuetudinem burgi de Nozeroy, et debet furnerius ex una parte deferre pastam ad furnum et ad domum deferre fideliter panes.

28. Item si quis burgensis domum suam vel ædificium vendere voluerit, libere poterit burgensibus tantum dicti burgi, dum tamen hoc fiat de laude et consensu domini, qui pro laude et consensu suo debet accipere ab emtore pro qualibet libra duodecim den. vel si maluerit rem venditam habere, potest pro pretio inter emptorem et venditorem convento.

29. Item castellanus et dicti loci burgenses debent viare pascua vias et communitates et bannum trium solidorum ponere et levare et percipere de illis, qui non ibunt in dictis pascuis villis et communitatibus.

30. Item si quis aliquid fecerit vel ædificaverit post viationem, pœnam trium solid. incurrit, nihilominus quodcunque ibi factum fuerit, debet destrui, nisi a castellano vel a burgensibus fuerit hoc permissum.

31. Item castellanus, familiares domini, præpositus et bidelli non possunt emere vadia in foro dicti loci, nec esse socii cum emptoribus prædictorum vadiorum.

32. Item emtor vadii non potest habere socium in emendo, nisi vadium excedat valorem viginti librarum; emptor vero, qui socium habuerit in emptione vadii, tres sol. domino debebit et similiter quilibet sociorum.

33. Præterea nullus in die fori debet extra terminos dicti fori vendere

vel emere res aliunde venientes, nec per totam diem dicti fori aliquis debet aliquem infra terminos dicti burgi vadiare ; si quis contra hoc fecerit, tres solidos debebit.

Aula fori et ejus reditus sunt domini.

34. Item dominus debet habere credentiam in dicto burgo per dies quadraginta ; et si pignus dederit dominus facta credentia, quod plus tertiæ partis valeat, per unum annum et diem debet pignus domini custodiri, ita tamen quod hospes nihil amittat ; si vero post credentiam dictorum dierum dominus debitum non solverit, potest creditor debitum petere, et si pignus pro debito tradiderit, potest detrahere pro libito voluntatis, et hoc tantum intelligitur de debito facto pro propriis expensis domini in loco existentis.

Sciendum est autem, quod burgenses dicti loci et omnes in dicto loco habitantes aut infra terminos libertatis sunt liberi et immunes ab omni collecta prætia (*sic*) et ab omni corvea et exactione, et ab omni alia mala consuetudine, hoc tantum excepto, quod si dominus contigerit filiam suam maritare aut dotare aut peregrinationem Hierosolimos facere, vel terram pretio mille librarum emere, dicti burgenses tenentur domino subvenire, et propter hoc quilibet burgensis de omnibus mobilibus suis pro qualibet libra duodecim denarios pro domini subventione solvet.

35. Item burgenses in dicto loco habitantes de ventis nihil solvere teneutur.

Dominus autem dicti loci debet in clausula murorum et fossatis firmatum reddere et manutenere dictum burgum.

Tempore vero guerræ et justi terroris burgenses debent cubiare suum burgum, dominus similiter suum castrum, ita quod pro excubatione seu custodia dicti castri burgenses nullatenus aliquid solvere teneantur.

36. Item dominus debet habere bannum in dicto burgo per mensem augusti, ita quod nullus ex burgensibus vel aliquis alius in dicto burgo, vel infra terminos libertatis, vendere vinum audeat sine domini licentia et voluntate, et qui contra hoc fecerit sexaginta sol. debet domino.

Cum vero dominus de loco declinaverit pr icto vel ejus nuntius, omnia suis et sibi necessaria (et (re- lla coactione vel violentia burgensibus vel ibidem h

Si quis vero de burgensibus captus fuerit vel etiam arrestatus pro debito vel pro facto domini, dominus debet burgensem petere et res ejus et personam cum expensis propriis liberare.

Et est sciendum, quod termini sive limites dicti burgi durant undique extra burgum tantum quantum durant et extendunt se in latitudine et longitudine termini seu limites burgi de Nozeroy.

Nos vero supradictus Joannes de Cabilone, dominus de Arlato, promittimus et promisimus per juramentum nostrum ad sancta Dei evangelia corporaliter præstitum, omnia et singula ut superius sunt expressa, firmiter tenere, inviolabiliter observare et nunquam contravenire in toto vel in parte per nos vel per alium, nec alicui contravenienti consentire ad præsens et in futurum. In cujus rei testimonium veritatis sigillum nostrum his præsentibus literis duximus apponendum. Dato anno Domini millesimo trecentesimo tertio in crastino festi beatorum apostolorum Philippi et Jacobi, secunda die mensis Martii.

FORMULÆ ANDEGAVENSES.

PUBLIÉES D'APRÈS LE MANUSCRIT DE WEINGARTEN

PAR M. EUGÈNE DE ROZIÈRE.

INTRODUCTION.

Le mouvement, qui depuis quelques années a entraîné beaucoup d'intelligences vers l'étude historique du droit français, commence à porter ses fruits; s'il n'a point encore produit d'ouvrage dogmatique complet, il a du moins imprimé une grande activité à la recherche des monuments originaux. De toutes parts on publie des textes inédits; on revoit, on collationne ceux qui avaient été publiés; les éditions se succèdent et s'améliorent; et l'on doit reconnaître que ce travail bibliographique, ingrat peut-être et sans résultats immédiats, devait naturellement être le point de départ du renouvellement des études historiques. Bientôt tous les monuments du droit en vigueur sous la première race de nos rois seront mis en lumière. En France, M. Pardessus a donné une édition critique de la *Loi Salique*, et en prépare une semblable des *Lois Ripuaire*, *Burgonde*, *Allemande*, *Bavaroise* et *Thuringienne*; il a également publié le premier volume de la collection complète des *Diplomata*, *chartæ*, etc., de la race Mérovingienne, et le second volume doit paraître dans quelques mois. En Allemagne, M. Barkow a donné un texte de la *Lex Romana Burgundionum* collationné avec un soin minutieux sur tous les textes imprimés de cette loi; et nous devrons un jour à M. Haenel une édition de la *Lex Romana Wisigothorum*, qui a servi bien souvent à reconstruire le Code Théodosien, mais qui n'a eu qu'une seule édition particulière, celle de 1528, donnée par Jean Sichard. Il ne manquera plus, pour compléter cette série de publications relatives au droit de la France sous les Mérovingiens, qu'un recueil général et méthodiquement classé de toutes les Formules dispersées dans les collections de de ize, de Lindenbrog,

de Mabillon, et de toutes celles qui ont été publiées séparément ou qui sont encore inédites. Certes personne ne contestera quels secours on peut tirer des Formules pour constater ou éclaircir un grand nombre de points relatifs au droit qui était observé dans l'empire des Francs. Mais pour qu'un pareil recueil fût utile et digne de la science, il faudrait que l'auteur distinguât avec un grand soin les Formules qui se rapportent au droit germanique, celles qui se rapportent au droit romain, celles qui prouvent la fusion de l'un et l'autre droit; il faudrait en même temps qu'il comparât les Formules aux chartes qui nous restent de la même époque, et surtout qu'il citât les lois dont elles rappellent les principes; il faudrait enfin que se défiant des textes donnés par les premiers éditeurs, qui furent souvent infidèles, les uns par négligence, les autres par système, il les collationnât sur les manuscrits qui sont aujourd'hui presque tous connus. Ce travail, dont je sens toute l'importance et aussi toute l'étendue, j'espère un jour le mettre à exécution, grâce au bienveillant appui que j'ai rencontré chez plusieurs savants, chez M. Giraud surtout qui veut bien accueillir ma première publication, et chez M. Pardessus, mon grand-père, aux travaux duquel je serais glorieux de m'associer. Mais avant d'offrir au public une édition complète de toutes les Formules, j'ai voulu prouver, par un exemple saillant, qu'il ne faut pas toujours avoir une foi entière dans les textes antérieurement publiés, et que le travail qui doit aujourd'hui précéder tous les autres, est une collation de ces textes sur les manuscrits.

Parmi les recueils partiels publiés jusqu'à ce jour, se trouve une série de cinquante-neuf Formules données par Mabillon, d'abord dans ses *Analecta* (1), puis dans son ouvrage sur la Diplomatique (2) sous le titre de *Formulæ Andegavenses*; et réimprimées d'après Mabillon par dom Bouquet (3), Canciani (4) et

(1) *Analecta*, t. IV de la première édition, et postérieurement dans la deuxième édition in-f°.

(2) *De Re diplomaticâ*, dans l'Appendice du supplément.

(3) *Scriptores rerum gallicarum*, t. IV.

(4) *Barbarorum leges*, t. III.

Walter (1). Mais ces trois dernières éditions ne sont que la reproduction du texte de Mabillon ; et bien qu'elles aient été publiées cinq fois, on peut réellement dire que les *Formulæ Andegavenses* n'ont eu qu'une seule édition. Or cette édition est très-défectueuse ; déjà M. Pertz (2) avait eu occasion d'en signaler les nombreuses inexactitudes. Une circonstance heureuse m'ayant permis de collationner le texte imprimé avec le manuscrit dont s'était servi Mabillon (3), j'ai pu vérifier combien étaient fondés les reproches du savant allemand, et j'ai cru devoir profiter de l'occasion pour faire connaître ce manuscrit et donner au public une édition dont le seul mérite sera l'exactitude.

Le manuscrit dont il s'agit, et qui paraît être le seul qui contienne les *Formulæ Andegavenses*, se trouvait au temps de Mabillon au couvent de Weingarten en Souabe ; c'est là que ce savant le vit et le fit copier ; il est aujourd'hui à la bibliothèque de Fulde, sous le classement H, 76. C'est un petit in-8° dont la reliure en bois est couverte de parchemin et garnie de ferrures aux coins ; il contient 186 feuillets de parchemin, y compris deux feuillets de garde au commencement et un à la fin. Les 136 premiers sont occupés par des extraits du *Breviarium Alaricianum* de la nature des *Scintillæ* qui se rencontrent dans un assez grand nombre de manuscrits ; mais ces extraits sont la plupart choisis sans discernement, et grossièrement rédigés ; je ne crois pas qu'ils puissent être utiles pour une nouvelle édition du *Breviarium*. Au recto du folio 137 commencent les *Formulæ Andegavenses* qui remplissent toute la fin du volume. Ce nom de *Formulæ Andegavenses* n'existe pas dans le manuscrit qui porte pour titre : *In Christi nomen, incipiunt dictati;* Mabillon l'a adopté parceque la ville d'Angers, *Andecavis civitas*, se trouve rappelée dans plusieurs formules de ce recueil, qui avait peut-être été composé pour l'usage de quelque praticien Angevin. L'écriture du manuscrit me paraît du VIIe ou

(1) *Corpus juris germanici*, t. III.

(2) *Archiv. der Gesellschaft für ältere deutsche Geschichtekunde*, t. VII.

(3) Sur la demande de M. Pardessus, le Ministre des affaires étrangères a obtenu que ce manuscrit fût envoyé en France.

du VIIIe siècle; elle est peu régulière et souvent difficile à lire. Cette difficulté est sans doute ce qui a dérouté le copiste de Mabillon et causé les nombreuses incorrections qu'il a commises. Car ce n'est point au célèbre bénédictin qu'il faut reprocher les lacunes et les erreurs que présente son édition; Mabillon n'a point exécuté lui-même la copie du manuscrit de Weingarten; il est resté trop peu de temps pour cela dans ce monastère. Son *Iter Germanicum* constate (1) qu'il se mit en route de Roschat pour Weingarten le 6 août, et qu'il quitta le couvent le 9; l'examen de la bibliothèque et des manuscrits qu'elle contenait dut consommer une grande partie des deux journées qu'il y passa; et il est probable que, satisfait d'avoir découvert les *Formulæ Andegavenses*, il se contenta d'en prendre note, et pria quelque religieux de lui en adresser une copie à Paris. C'est donc au copiste inconnu de Weingarten plutôt qu'à Mabillon lui-même que s'adresseront mes critiques. Je me bornerai ici à signaler les omissions les plus importantes et les erreurs assez grossières pour altérer le sens.

Au milieu des *Formulæ Andegavenses*, aux folios 181, 182 et 183 du manuscrit, se trouvent trois documents d'une nature différente, et que Mabillon a, probablement pour ce motif, négligé de publier. Ces documents sont relatifs à la chronologie. Les deux premiers n'ont aucune importance; mais le troisième méritait d'être recueilli parce qu'il peut faire connaître à quelle époque le manuscrit fut composé. En voici le texte entier : *Incipit compotum annorum ab inicio mundi uquue annum III Theudorigo regis. A mundi principio usquue a diluvio duo milia CCXLII anni sunt; et a diluvio usque ad Abraam nativetate DCCCCXL anni sunt; et a mundi principio usque quo filiis Israhel mistirio cœlesti iniciaverunt anni sunt III milia DCLXXXVIIII; a principio mundi usque adpassionem Christi V milia CCXXVIIII anni fuerunt; abunde peractis regnum Chlodoveo, Chlothoario, Theodorigo, et Childerico, a mundi inicio anni sunt V milia DCCCLXXX in anno tercio Theudorico regis.*

Ainsi le copiste de notre manuscrit fixe à l'an du monde 5229

(1) *Analecta*, p. 7, édition in f°.

la passion de Jésus-Christ, et à l'année 5880, qu'il dit être la troisième du règne d'un prince nommé Thierry, la composition du recueil dont il est auteur, ou du moins qu'il reproduit. Si l'on combine ces deux dates avec l'opinion généralement répandue aux VIIe et VIIIe siècles que J.-C. était mort dans sa trentième année, on arrive à la date de 681 de l'ère chrétienne. Or cette année 681 coïncide précisément avec la troisième année du règne de Thierry successeur de Dagobert II sur le trône d'Austrasie. Si donc on supposait à la forme de l'écriture que le manuscrit de Fulde n'est que du VIIIe siècle, cela prouverait seulement que ce manuscrit n'est qu'une copie du manuscrit original des *Formulæ Andegavenses ;* mais quant aux Formules mêmes, il faut nécessairement conclure d'après le document que je viens de transcrire, qu'elles ont été recueillies au plus tard en l'année 681.

D'autres inductions peuvent même conduire à attribuer une date plus ancienne à quelques-unes des Formules comprises dans la compilation Angevine. J'ai dit en effet que dans plusieurs de ces Formules on rencontre le nom de la cité ou de la Curie d'Angers ; d'autres, et notamment la première, portent en outre que les actes d'après lesquels elles avaient été rédigées avaient été passés sous le règne de Childebert. De cette double indication il résulte évidemment que ces Formules ont été rédigées sous un roi du nom de Childebert qui avait Angers sous sa puissance. Or des trois rois Francs qui portèrent le nom de Childebert deux seulement ont possédé Angers, Childebert Ier et Childebert III. Comme Childebert III n'a régné que postérieurement à l'année 681, et que j'ai prouvé que la composition du recueil datait de cette année, c'est au règne de Childebert Ier qu'il faut nécessairement reporter les quelques formules qui contiennent à la fois la mention du roi Childebert et de la ville d'Angers. Mabillon a beaucoup varié de sentiment au sujet des diverses dates que je viens de chercher à établir. Dans ses *Analecta* (1) il hésite entre Childebert Ier et Childebert II, se contentant d'exclure Childebert III. Dans les

(1) *Analecta*, p. 388, édition in-f°.

Annales bénédictines (1) au contraire, il prétend fixer l'âge des *Formulæ Andegavenses* au règne de Childebert II; il appuie cette opinion sur des considérations qui auraient une grande valeur en l'absence de toute indication formelle, mais qui tombent nécessairement devant cet argument irrécusable, que Childebert II n'a jamais régné sur Angers. Enfin, dans son ouvrage sur la diplomatique (2) il détruit lui-même les raisons qu'il avait données en faveur de Childebert II, et assure que les *Formulæ Andegavenses* doivent être rapportées soit au règne de Childebert Ier, soit à celui de Childebert III. J'ai expliqué les raisons qui me déterminaient en faveur de Chidebert Ier, et pour me résumer, je dirai qu'il me semble incontestable :

1° Que plusieurs des *Formulæ Andegavenses* remontent au règne de Childebert Ier;

2° Qu'il est impossible de savoir si les autres Formules sont aussi anciennes, mais qu'à coup sûr aucune d'elles n'est postérieure à l'année 681, date de la composition du recueil;

3° Enfin, que cette compilation est plus ancienne que celle qui porte le nom de Marculfe.

Si l'on peut expliquer l'omission du document chronologique qui précède, bien qu'il ait son importance, on ne saurait excuser de même les mutilations que Mabillon a fait subir à plusieurs Formules et notamment à la Formule 40. J'avoue que c'est la plus mal écrite de tout le manuscrit; mais soit que le copiste de Weingarten n'ait pas pu déchiffrer les dix ou douze dernières lignes, soit que Mabillon ait trouvé la copie tellement incompréhensible qu'il ait renoncé à l'imprimer, toujours est-il que ces dix ou douze lignes manquent dans son édition. On pourra juger de la gravité de l'omission, ainsi que des erreurs nombreuses que contient la partie publiée par Mabillon, en comparant son texte à celui que je donne plus bas. Je ne me dissimule pas qu'il serait fort difficile d'expliquer mot à mot cette Formule tout entière; le latin y est étrangement défiguré; il y a probablement des mots

(1) T. I, p. 419.
(2) Préface du supplément, p. 68.

et même des membres de phrase passés; mais le sens général se comprend aisément.

Dans un grand nombre d'autres Formules, Mabillon a de même omis les dernières lignes. Ces dernières lignes contiennent presque toujours, il est vrai, des dispositions analogues quant au sens, mais très-différentes quant à la rédaction, suivant la nature des actes auxquels chaque Formule devait servir de modèle. Il eût mieux valu dès-lors donner le texte entier, comme ont fait Baluze et Lindenbrog pour les Formules dont ils sont éditeurs.

Cette observation s'applique particulièrement aux formules 13, 19, 21, 25, 27, 34, 35, 38, 39, 41, 42 et 43. Quelquefois encore, Mabillon a omis un mot ou deux dont l'absence suffit pour altérer le sens. A la formule 16, par exemple, après les mots *placitum eorum legibus custodierunt*, le manuscrit porte *et solsadierunt*: ces deux mots ne se trouvent pas dans le texte imprimé, et pourtant ils sont essentiels, car ils signifient qu'outre la comparution au *placitum*, le défendeur a laissé écouler le jour entier jusqu'au coucher du soleil avant de demander acte du défaut, ce qui était une condition de rigueur, et en quelque sorte sacramentelle.

A côté de ces omissions, je signalerai quelques-unes des altérations que contient le texte de Mabillon; on pourra dès les premières lignes s'en former une juste idée. Ainsi, la première formule est intitulée dans l'édition du docte bénédictin : *Hic est testamentum quarto regnum*, etc., tandis que le manuscrit porte : *Hic est iesta. — Annum quarto regnum* etc. Il est évident que le copiste de Mabillon, ignorant peut-être la signification du mot : *iesta* (pour *gesta*, voyez Ducange v° *gesta*), a joint ce mot avec le mot *annum* qu'il a mal déchiffré pour en former le mot *testamentum*. Il en est de même des mots : *minsus ille* dont le copiste a fait *missus ille*, et *dies tantus* dont il a formé le nom propre de *Chestantus*. Je m'arrête à ces indications qui portent sur les deux premières lignes de la première Formule, et qui suffisent pour faire juger le texte adopté jusqu'à ce jour. Les erreurs de ce genre sont si grossières et si nombreuses que j'ai cru inutile de noter de semblables variantes.

Je pourrais relever une grande quantité d'erreurs moins graves; une collation exacte du texte imprimé avec le manuscrit m'en a fourni plus de deux cents. Je ferai aussi remarquer que Mabillon a cru devoir corriger presque toujours la latinité et surtout l'orthographe du texte qu'il imprimait. J'avoue que ces corrections sont en général justes et heureuses; mais comme Mabillon en publiant ces Formules avait dit lui-même : *Omnes codicis nævos, quos sanare facile erat, retinuimus, doctorum virorum secuti exemplum, imo veterum instrumentorum scripturæ rationem*, le reproche que j'adresse à son édition est précisément d'avoir fait disparaître ces *codicis nævos*, en y substituant une orthographe plus correcte, en corrigeant les fautes de cas dans les mots, de temps dans les verbes. Ces fautes de latinité, suivant Mabillon lui-même, devaient être conservées pour mieux constater le degré de corruption qui s'était introduit dans le style et l'orthographe du latin, et le caractère particulier de ces modifications qu'il n'est pas indifférent d'étudier quand on s'occupe de la formation des idiomes néo-latins.

Je ne veux pas terminer cette notice sans adresser des remercîments respectueux et sincères à M. Guérard, membre de l'Académie des Inscriptions, dont la science paléographique est bien souvent venue à mon aide dans la difficile lecture du manuscrit de Fulde.

Avril 1844.

FORMULÆ ANDEGAVENSES.

(681)

IN CHRISTI NOMEN.

INCIPIUNT DICTATI.

I. § 1er. *Hic est iesta.*

Annum quarto regnum domni nostri Childeberto reges quod fecit minsus ille, dies tantus. Cum iuxta consuetudinem Andicavis civetate curia puplica resedere in foro, ibiquæ vir magnificus illi prosecutor dixit: rogo te, vir laudabilis illi defensor, illi curator, illi magister militum, vel reliquam curia puplica, utique obticis puplici patere iobeatis, qua habeo quid apud acta prosevere debiam. Deffensor principalis simul et omnis curia puplica dixeront, patent tibi cotecis puplici, prosequere que optas. Obodire illa per mandato suo pagina mihi iniunxit ot prosecutor exsistere deberit, qualiter mandatum, quam in dulcissimo iocali meo illo fici pro omnis causacionis suas, tam in paco, quam et in palacio, seu in qualibet loca accidere faciat, illas porciones meas quem ex alote parentum meorum æi legibus obvenit vel obvenire debit, aut iustissime æi est reddebetum, æ contra parentis suis vel contra cuiuslibet hominem accidere, vel admallare, seu et liticare facias, inspecto illo mandato quem in dulcissemo iocali meo illo fici, gestis municipalibus adlegare debeam. Curia viro dixerunt: mandato quem tibi habere dicis accipiat vir venerabilis illi diaconus et amanuensis. Illi prosecutor dixit: rego domno meis omnibus puplicis ut, sicut mandatum istum legebus cognovistis esse factum, ut dotem, quem præ manebus tenio, vobis presentibus in foro puplico iobeatis recitare. Curia vero dixerunt: dotem, quem te dicis præ manibus retenire, illi diaconus et amanuensis Andecavis civetate nobis presentibus accipiat relegendum. Quo accepto dixit:

§ 2. *Incipit mandatus.*

Domno mihi iocali meo illo. Rogo adque supplico dulcissima gracia vestra ut ad vicem meam omn s causacionis nostras, tam in pago, quam

et in palacio, seo in qualibet loqua accidere faciatis, et illas porciones nostras quæm ex alote parentum eorum mihi legibus obvenisse vel obvenire debit, aut iustissime nobis est redebitum, hæc contra parentes meus vel contra cuiuslibet hominum accidere, vel admallare, seu adliticare faciatis; et quicquid exinde ad vicem nostram egeris, feceris, gesserisve, etenim me abiturum esse cognuscas ratum. Iuratum mandatum Andecavis civetate, curia puplica.

§ 3. *Incipit cessio.*

Dulcissima et cum integra amore diligenda sponsa mea, filia illius, nomen illa, ego illi. Et qua, propicio domeno, iuxta consuetudinem, una cum volumtate parentum tuorum spunsavi, proinde cido tibi de rem paupertatis mæe, tam pro sponsaliciæ, quam pro largitate tuæ, hoc est: casa cum curte circumcincte, mobile et inmobile, vineas, silvas, pratas, pascuas, aquas aquarumvæ vel decursibus, iunctis et subiunctis; et in omnia superius nominata, tu dulcissima sponsa mea, ad diæ filicissimo nupciarum tibi per hanc cessione dileco adque transfundo, ut in tuæ iure hoc recepere debias. Cido tibi bracile valente soledis tantus, tonecas tantas, lectario ad lecto vestito valento soledis tantus, inaures aureas valente soledus tantis, annolus valentus soledus tantus. Cido tibi caballus cum sambuca et omnia stratura sua, boves tantus, vaccas cum sequentes tantus, ovis tantus, soledis tantis. Hæc omnia subscripta rem in tuæ iure et dominacione hoc recipere debias, vel posteris suis inter nus procreati fuerunt derelinquenti, salvi iure sancti illius cuius terre esse videtur. Et fuerit ullumquam tempore qui contra hanc cessione ista, quem ego in te bona volumtate conscribere rogavi, aut ego ipsi, aut ullus de heredibus meis vel propinquis meis, aut qualibet homo vel extranea aut emissa persona, venire voluerit, aut agere vel repetire presumpserit, ante lite ingressus duplet tibi tantum, et alio tantum quantum cessio ista contenit, aut eo tempore meliorata voluerit; et repeticio sua non opteniat effectum; et hæc cessio ista adque volomtas nostra omni tempore firma permaneat.

§ 4.

Post hæc curia ait: se adhuc aliquid abis ex hac causa aut agere debias, dici tu in presente. Illi prosecutor dixit: gracias agem magnitudine vestræ quod dotem sua scripta, quem prosequio, gestis municipalibus, ut abuit karetas vestra, alegasse me it fecisse vobis ex more conscripse.

II. *Hic est vindicio qui se ipsum vindit.*

Domno mihi illo nec non et coniux sua illa, ego illi. Quia coniuncxerunt mihi necligencias quod res vestras furavi, et in aliter transagere non possum, nisi ut integrum stratum meum in vestrum debiam implecare servicium; ergo constat me, nullo cogente imperium, set plenissimam voluntate mea, et si de hac causa reprobus aparuerit, pro ipsa necligencia integrum statum meum in vestrum servicium oblegare debiam, accidere a vobis precium in quod mihi conplacuit soledus tantus, ut quicquid ab odierno diæ de memetipso facere volueritis, sicut et de reliqua mancipia vestra obnoxia, in omnibus, Deo presole, abeatis potestatem faciendi quod volueritis. Si fuerit, ego ipsi, aut aliquis de propinquis meis, vel qualibet extranea persona, qui contra hanc vindicione, quem ego bona volumtate fieri rogavi, agere conaverit, inferit inter tibi et fisco soledus tantus vobis conponat; et quod repetit vindecare non valeat; et hec vindicio atque volomtas mea firma permaneat.

III. *Hic est vindicio de homine in esceno posito.*

Domno mihi proprio illo, ego illi. Et quia coniuncxerunt mihi culpas et meas magis necligencias pro furta quid feci, unde ego in turmentas fui et eologias feci, et morte pericolum ex hoc incurrere debui, set abuit pietas vestra datis de ris vestras soledus tantus; ideo hanc epistolo vindicione de integrum statum omni peculiare meo emitdam curavi, aut quicquid ab odiernum die de memetipso facere volueritis, sicut et de reliqua mancipia vestra originaria, in omnibus, Deo presole, habias potestatem faciendi. Et si fuerit, ego ipsi, aut aliquis de propinquis meis, vel qualibet extranea persona, qui contra hanc vindicione, quem ego ipsi bona volumtate fieri rogavi, agere conaverit, inferat inter tibi et fisco soledus tantus vobis conponit; et quod repetit nihil valeat vindecare et hec vindicio perenni tempore firma permaneat.

IV. *Hic est vindicio de terra conducta.*

Ego enim illi. Constat me vindedisse, et ita vindedi ad venerabile fratri illa viniola plus menus iuctus tantus; et residit in terraturium sancti illius, in fundo villa illa; et accipi a vobis precium in quod mihi conplacuit, hoc est soledus tantus, ut de ab odiernum diæ memoratus emtor quicquid de ipsa vinia facere volueris, liberam in omnibus habeas potestatem faciendi. Si quis vero, quod esse non credo, se fuerit, aut ego

ipsi, aut ullus de heretibus meis, vel quislibet obposita persona, qui contra hanc vindicione, quem ego bona volumtate fieri rogavi, venire aut resultare presumpserit, dupplit tantum et alio tantum quantum hec vindicio ista contenit; et quod repetit vindicare non valeat; et hec vindicio omni tempore firma permaneat. Actum Andecavis.

V. *Incipit securitas de supersallicione, hic est.*

Dum non est incognetum qualiter aliquos homo, nomen illi, aliquo homine, nomen illo, mallavit de res suas, et ipse illi male ei exinde numquam fecissit; proinde ipsi illi ante bonis hominibus convenit ut hanc epistola facere deberit, ut nullumquam tempore contra ipso agere non presumat. Quod si illi, aut aliqua persona ad vicem suam, ipsa causa resultare presumpserit, soledus tantus inter tibi et fisco conponere debiat, et quod repetit vindicare non valeat; et hec securitas firma permaneat.

VI. *Incipit item securitas.*

Dum non est incognitum quia ante hos dies aliquos homo, nomen illi, litem in via puplica aput illo ei habuit, et colebus super eum ipsi illi ei posuit; sic taliter convenit ipsus homo, ad meduantis bonis hominibus, ut hanc securitate ipsius homo de ipsus collebus, seu et de ipsa lite quem aput mihi abuit, facere deberit; quod ita et fecit. Et, quod futurum esse non credo, si fuerit, aut ego ipsi, aut aliquis de heretibus meis, vel qualibet obposita persona, qui contra hanc securitate resultare presumpserit, soledus tantus ei conponat; et quod repetit nihil valeat vindecare; et hec securitas ista perenni tempore firma permaneat.

VII. *Incipit securitas.*

Domino venerabile et in Christo patri illo Abbat vel omnis congregacio nostra et domni illius, ego illi. Et quia ad peticionem meam habuit p etas vestra, fecistis mihi beneficium de rem vestra, et domni illius, hoc est locello cognomenante, in pago illo, tam casis, campis, terris, mancipiis, acolabus, pratis, pascuis, aquis aquarumve decursibus, vestrum preiudicium et domni illus tenire et possedire debia; et spondio vobis annis singulis cinso soledus tantus; et post quoque meum discessum iure vestro et domni illius cum rem melorata, quantumcumque in ipso loco inventum fuerit, revertatur et accipiatur absque ullius contrarietate aut repeticione propinquorum meorum, annuante Domino, ut nus est, virorum atque magnorum pidi confirmandum.

VIII. *Incipit concamius.*

In Dei nomen placuit atque convenit inter illus et illus ut inter se campellus conmutare deberunt, quod ita et fecerunt. Hoc dedit illi ad racione illo campo ferente modus tantus ; et est super terreturio sancti illius, et subiungat de unus latus campus illius. Similiter in alio loco dedit illi super ipso terreturio ad racione illo campello ferente modius tantus ; et subiungat de uno latere campus illius ; ut quicquid exinde facere voluerit, absque preiudicium sancti illius cuius terra esse videtur, liberam in omnibus habeas potestatem. Si fuerit unus quis qui contra pare suo agere aut resultare presumpser t, partem quod accepit ad pare suo admittit, et insuper multa legis damnum incurrit ; et hæc epistola uni tenorum conscriptas, quem inter nus fieri rogavimus, firmas permaneant.

IX. *Incipit vindicio quem facit nam qui se ipso vindit.*

Domino fratri illo necnon et coniux sua illa ego, illi qui conmaneo in pago illo. Constat me vindedisse, et ita vindedi vobis vernacula iuris mei, nomen illo, et accipi exinde precium in argento uncias tantas, ut quicquid ab odierna diæ ipso vernaculo facere volueritis, abendi, tenende, donande, vindende, seu conmutandi, quomodo et de reliqua mancipia vestra obnoxia, exinde facere volueritis, liberam abeam potestatem. Et si quis, ego ipsi, aut aliquis de heretibus meis, vel qualibet extranea persona, qui contra hanc vindicione, quem ego bona voluntate fieri rogavi, agere conaverit, inter tibi et fisco soledus tantus vobis conponat ; et quod repetit nihil valeat vindecare, et hec vindicio adque volomtas mea perenni tempore firma permaneat.

X. § 1er. *Incipit iudicius.*

Veniens homo, nomen illi, ante venerabile vir illo Abbat vel reliquis viris venerabilibus adque magnificis, quorum nomina subter tenuntur inserti, interpellabat aliquo homine, nomen illo, quasi servicium ei redeberit ; et illi taliter de presente aderat, et hoc fortiter denegabat quod servicium numquam reddebebit. Interrogatum fuit ipsius illo de sua agnacione alius homines in suum servicium habebat, anon ; et ipsi illi taliter locutus fuit, ut hoc non redebebat, nam ipsi illi servicium ei non redebebat at de agnacione aut de conparato,

ut hoc inter se intenderent, ut dum ipsi illi alius homines de sua agnacione non redebebat. Sic visum fuit ipsius Abbati vel quibus in eus aderant, ut ipsi homo aput homines XII manu sua XIII, in basileca domne illius, in noctis tantis, coniurare deberet quod de annus XXX, seu amplius, servicium ei nonquam redebibet; se hoc facere potebat, ipsi illi de hac causa contra ipso illo conpascere deberit; sin autem nun potuerit, hoc inmendare studiat.

§ 2. *Incipit noticia ad supradicto iudicio.*

Noticia sacramenti, qualiter vel quibus presentibus ingressus est illi aput homines tantus ingenuos, super altare sancti illius Andecavis civetate, pro eo quod homine, nomen illo, ipso pro servicium interpellabat ad vicem genetore suo seu et genetrice sua. Iuratus dixit, iuxta quod iudicius ex hoc loquitur: per hanc loco sancto et divina omnia quod hic aguntur, de annis XXX, seu amplius, sub ingenuetate nomen resedi; nam et ipsi superius nomenatur servicium non rededi, nec redebio, per reverencia loci. Id sunt quorum præsencia.

XI. § 1er. *Incipit iudicius.*

Veniens homo, nomen illi, Andecavis civetate ante illo agente vel reliquis qui cum eo aderant, interpellabat aliquo homine, nomen illo, quasi iumento suo ad furtis condicionis abuissit, et ipsi illi una cum genetore suo ibidem aderat, et hoc fortiter denegabat quod ipso iumento post se numquam habuisset. Sic visum fuit ipsi agente qui cum eo adherunt, ut genitor suos illi pro filio suo illo, quia et ipsi genitor aput homines tantus ipsi illi, in basileca domni illius, in noctis tantas, pro filio suo illo excusare deberit; se hoc facere potebat, ipsi illi contra ipso illo conpascere deberit; sin autem non potuerit, hoc contra ipso emendare stodiat.

§ 2. *Incipit noticia ad supradicto.*

Noticia sacramenti, qualiter vel quibus præsentibus ingressus est illi in basileca domne Illius per iudicio illo agente. Iuratus dixit: per hunc loco sancto et divina omnia quod hic aguntur, quæ hic Deo plenius offeruntur, unde me illi repotabat quasi iumento suo ad furtis condicionis post me habuissit et per meum ingenium ipso iumento digere abuisset, nec ipso iumento numquam habui, nec per meum nullum ingenium ipso iumento numquam perdedit, nec aliut tibi de hac causa non redebio, nisi isto edonio sacramento.

XII. (*Sine rubrica.*)

Noticia solsadii, qualiter vel quibus presentibus illi homo placetum suum adtendit Andecavis civetate, kalendas illas, per iudicio iulustri illo Comite vel auditores suis, hac contra hominis, his nominibus illus, et illus vel genetrici eorum, nomen illa, una cum abunculo eorum illo, dum dicerit quasi aliqua femena, nomen illa, genetore eorum, nomen illo, per maleficio eum interfecisset. Qui ipsi iam superius nomenati placitum eorum legebus a mane usque ad vesperum visi fuerunt custodisse; nam ipsa femena nec ad placetum advenit, nec misso in persona sua direxit, qui sonia redebuissit. Propterea necesse fuerit predictis hominibus ut hanc noticia bonorum hominum manibus roboratas prosequere deberent, qualiter et visi sunt fecisse.

XIII. *Incipit item solsadia.*

Noticia solsadii, qualiter vel quibus presentibus veniens homo, nomen illi, placitum suum adtendit Andecavis civetate, in basileca domni illius, unde eum hec contra homine, nomen illo, quem ante illo agente fuit in racione pro iumento suo. Et ipsi illi ad placetum suum adfuit, et triduum legebus custodivit, et solsadivit; nam illi nec ad placitum adfuit, nec nulla persona ad specie sua direxit, qui ipso placito custodisset ut sonia nonciare buissit. Caus presentis placitus ipsius fuit custoditus, aut saulsaditus, aut hanc noticia manibus eorum subterfirmaverunt.

XIV. *Item solsadii.*

Noticia qualiter solsadi vel quibus presentibus veniens illi in basilica sancti .Illius Andecavis civetate, placetum suum adtendedit, e contra homine, nomen illo, quem ante illo agente fuit in raciones pro argente quod hoc die illo, quod fecit mensis illi, dies tantus, coniurare deberit una cum hominis suis. Qui illi ad placitum adfuit una cum antestis suis, per legibus triduum custodivit, et solsadivit, nam illi nec ad placitum adfuit, nec ulla persona ad vicem sua direxit, qui ipso placito custodisset aut sonia nonciare deberit. Quos presens placitus ipsius fuit custoditus, aut solsaditus, aut hanc noticia manibus eorum subterfirmaverunt.

XV. *Incipit sacramentalis.*

Breve sacramenti, qualiter et quos presentibus ingressus est homo, nomen illi, Andecavis civetate, die illo, quod fecit minsus illi, dies tan-

tus, in basileca domne illius. Iuratus dixit: per hunc loco sancto et divina omnia que hic aguntur, que hic Deo plenius offeruntur, unde mihi homo, nomen illi, interpellabat eo quod caballo suo furassit, aut in taxato post me abuissit, hoc coniurare quod caballo suo, quem mihi reputabat, numquam furavi, nec consciens ad ipso furandum numquam fuisset, nec post me in taxata ipso caballo numquam habui; nec alio tibi exinde non redibio, nisi isto edonio sacramento quem iudicatum habui, et legibus transibi. Id sunt qui hunc sacramento audierunt, manibus eorum subterfirmaverunt.

XVI. *Incipit noticia.*

Noticia, qualiter vel quibus presentibus illi et illi placitum eorum adtenderunt Andecavis civetate, in basileca domne illius, per iudicio illo preposito, unde aliqua femena, nomen illa, abuit interpellatus pro illa rem. Qui illi et germanus suos illi ad ipso placito advenerunt, et homines suos hic presentaverunt ut ipso sacramento excusare deberunt; nam ipsa illa femena ad ipso placito adfuit, et ipso sacramento menime recipere voluit. Qui illi ex germano suo illi placitum eorum legibus custodierunt, et solsadierunt. Propterea necessarium fuit ut ex hoc noticia accipere deberunt, quod ita et fecimus.

XVII. *Incipit vacuaturia.*

Dum cognitum est quod homo, nomen illi, vindicione de integrum statum suum ad homine, nomen illo, et cogive sua illa, et ipsa vindicione meneme invenisse non potuerunt; proinde manus nostras firmatus vobis emittenda curavi; ubi et ubi ipsa vindicio inventa fuerit, vacua, inanis permaniad; et hæc vacuaturia firma permaniad.

XVIII. *Incipit item vacuaturia.*

Dum cognetum est qualiter aliquos homo, nomen illi, aliquo homine, nomen illo, caucione inmissa habuit pro factum suum, quo ei beneficium fecit argento untias tantas, ut inter annis tantus, qualecumque ei servicium iniuxerit, ei facere debiret, et ipsi homo caucione menime invenire non potuerit, proinde mano mea et bonorum hominum vacuaturia tibi proinde dedi, dum tu ris meus rededisti; ubi et ubi caucio ipsa inventa fuerit, vacua et inanis permaniad; et hec vacuaturia firma permaniad.

XIX. *Incipit vindicio.*

Domno mihi semper illo, illi. Et pro necessitatis temporum et vidi compendium me eciam sterilitas et inopie preciñxit ut in aliter transagere non possum, nisi ut integrum statum meũm in vestrum debiam implecare servicium; ergo constat me, nullo cogente imperio, sed plen ssima volumtate mea; et accipi a vobis pro suprascr ptum statum meum, hoc est in quod mihi conplacuit in auro valente soledus tantus, ut quicquid ab odiernum diæ de memetipso facere volueris, sicut et de reliqua mancipia vestra obnoxia, in omnibus, Deo presole, abeatis potestatem faciendi. Et si quis vero, aut ego ipsi, aut aliquis de propinquis meis, vel qualibet extranea persona, qui contra hanc vindicionem, quem ego bona volumtate fieri rogavi, agere conaverit, inferit inter tibi et fisco soledus tantus coactus exsolvat; et quod repetit vindecare non valeat; et hæc vindicio atque volomtas mea perenni tempore firma permaniat.

XX. *Incipit ingenuitas a diæ presente.*

In Dei nomen, illo delectissimo nostro, illo. Noveris te pro devinitatis pro divinitatis intuitu et anime mei remedium vel æternæ retribucione tua eatenus a diæi presente ingenium esse precipimur, tamquam ab ingenuus parentibus fuissis procreatus; et nullius tibi heredum hac proheredum meorum nec servicium nec nullum obsequium tradebere cognuscas; sed pocius aso defensione sanctum illius in integra valeas residire ingenuitas. Et si fuerit unus de heredibus meis, vel qualibet extranea persona, qui contra hanc ingenuetate, quem ego bona volumtate fieri rogavi, venire aut resultare presumpserit, inprimitus Dei incurrit iudicium, et de sanctorum loca efficiuntur extraneus, et insuper multa legis damnum incurrat auri libera una, argento pondo tantum; et quod repetit vindecare non valeat, et hæc ingenuitas perenni tempore firma permaniat.

XXI. *Incipit vindicio.*

Ego enim, illi. Constat me vindedisse et ita vindedi ad illo campello ferente modius tantus; et est super terraturio sancti illius in villa illa, et subiungit de uno latere campus illius, taxato precio, hoc est in quod mihi complacuit valente soledus tantus; ut quicquid ab odierna diæ de ipso campo agere volueris, absque preiudicium sancti illius cuius

terre esse videtur, liberam in omnibus abeas potestatem. Et si fuerit, ego ipsi, aut aliquis de heredibus meis, vel qualibet extranea persona, qui contra hanc vindicionem, quem ego bona voluntate fieri rogavi, agere conaverit, inferit inter tibi et agente sancti illius duplet; quod repetit vindecare non valeat; et hec vindicio adque voluntas mea perenni tempore firma permaneat.

XXII. *Incipit caucio de vinea.*

Ego enim, illi. Constat me accepisse et ita accepi per anc caucione ad prestetum beneficium, de homine, nomen illo, hoc est in quod mihi conplacuit in argento soledus tantus; et in pignore tibi condicionis demitto tibi pro ipso beneficium inter annus tantus vinia medio iucto tantum, qui est super terraturium sancti illius, in villa illa, et subiungit de uno latere vinia illius; ut interim res vestras micum abuero, illa blada quem ididem Deos dederit in tua revocis potestatem. Et quod si adsolet ipsi annis tantus conpliti fuerunt, rem vestra redere debiam, et caucionem meam recipere facias, aut tibi, aut cui caucione ista dederis ad exagendum.

XXIII. *Incipit ingenuitas.*

Delectissimo nostro illo, ego illi. Noveres te pro divinitatis intuitu et anime mei remedium vel eterna retribucione eatenus ad iucum servitudinis tibi absolvemus, ut quamdiu advixeris de meum non discidas servicium, et post meum quoquæ discessum cum omni peculiare quod habis aut laborare potueris ingenuos ducas vitam, tanquam se ab ingenuos parentibus fuissis procreatus; et nullius tibi nec servicium nec nullum obsequium heredum hac proheredum meorum te quicquam redebere cognuscas; nisi sub defensione sancti basileci domni illius præhebeas, obsequium non requæratur. Si cuis, quod futurum esse non credo, si fuerit unus de heredibus meis, vel qualibet obposita persona, qui contra hanc ingenuetate, quem ego bona volumptate fieri rogavi, agene conaverit, imprimitus Dei incurrat iudicio, et in a liminibus ecclesiarum, basilecarum, vel omnium sacerdocium, excommunus accipiat illa maledicione quem Iuda Scariothis accipiat, et mea volumtate cum Christo accipiat misericordia; quod repetit numquam valeat sua volomtas obteniat; et hæc ingenuitas ista atque volomtas mea perenni tempore firma permaneat.

XXIV. *Incipit iudicius.*

Eveniens illi Andecavis civetate ante illo præposito vel reliquis hominibus qui cum eo adherunt, interpellabat aliquo homine, nomen illo, quasi animalia per sua menata heos dicere habuissit, et ipsa animalia per sua menata aliquas mortas fuerant, et ipsa pecora illi excorticassit posteaque mortas fuerunt. Interrogatum fuit ipsi illi qui de hac causa respunso darit, et ipsi illi taliter locutus fuit, quod nec sua animalia numquam menassit, nec per sua menata ipsa animalia digere numquam habuissit, nec de manus suas excorticatas numquam fuissent. Propterea visum fuit ad ipso præposito, vel qui cum eo aderant, ut in noctes tantas aput homines tantus ipsi illi in basileca domni illus excusare deberit; se hoc facere potebat, de hac causa ipsi illi conpascere debirit; sin autem non poterit, quicquid lex de tale causa et docet emendare stodiat.

XXV. *Incipit vindicio qui se ipsum vindit.*

Domino magnifico fratri illo necnon et coniux sua illa, nus enim illi et cogive sua illa. Constat nus vindedisse et ita vindedimus a vobis estus nostros cum omni peculiare quod habemus aut locare poteieremus, manso, et terra, vel viniolas, quantumcumquæ ad die presente possedire vidimur in fundo illa villa in se super terra ecclesiæ Andicavis, vel ubique abire visi summus; unde accipimus de vobis precium quod nobis conplacuit, hoc est in auro valente soledus tantus; ut post hunc diæ memorati emptores quicquid de nus ipsis vel de heredis nostris facere voluerit, licenciam abeant potestatem faciendi. Si quis vero si fuerit, ut nus ipsus, aut qualibet persona, qui contra hanc vindicione ista, quem ego bona volumtate fieri rogavimus, venire voluirit dupplet tantum quantum stati nostri cum res nostras eo tempore meliorata valuerit; et quod repetit vindicare non valeat; et hæc vindicio ista firma permaneat.

XXVI. *Incipit securitas.*

Dum non abitur incognitum qualiter aliqua femena, nomen illa, aput homine sancti illius, nomen illo, litis intencione abuit de illo rapto, quod ipsa fuit pras, ut ipsa ad pacem cumcordia volumtate ad ipsa femena facere deberunt, quod ita et fecerunt; unde convenit ut si homo manu sua firmata exinde accipere deberunt, quod ita et fecit

ut se ipsa femena post hunc diæ resultare voluerit, contra homine soledus tantus conponat. Facta securitas.

XXVII. *Incipit vindicio proprietate.*

Domino venerabile et in Christo patri illo Abbate, ego illi et coniux mea illa. Constat nus vindedissemus et ita vendedimus vobis terra proprietatis nostre in loco ncupante illo ; et accipi proinde precio de vobis in quod nobis conplácuit, hoc est in argento soledus tantus; ut quicquid de ipsa terra proprietatis nostrum, que nus bona volumtate vobis venondavimus, facere volueris; liberam in omnibus habeas potestatem. Et si quis de nus ipsis, aut de propinquis nostris, vel qualibet extranea persona, qui contra hanc vindicione agere conaverit, inferit inter vobis et fisco conponere debiat soledus tantus; et quod repetit vindicare non valeat; et hæc vindicio perenni tempore firma permaneat, stibulacione subnixa. Actum est.

XXVIII. *Incipit iudicius.*

Veniens illi Andecavis civetate ante illo agente, necnon et illo, vel reliquis qui cum eum aderunt, interpellabat aliquo homine, nomen illo, quasi fossado per terra sua in loco nonċupante qui vocatur illa vila, qui aspecit ad illa, ei fossadassit. Et taliter ipsi homo dedit respunso, quod terra sua fossado fecisset; nam terra ad illo homine numquam fossadasset. Visus fuit ab ipsis magnificis, ut noctis tantus aput homines tantus vicinis circamanentis de ipsa condita, mano sua quarta, in basileca domni illius senioris excusare deberit, quod terra sua male ordine numquam fossadasset; si hoc facere potebat, quietus et securus resediat; sin autem non potuerit, contra ipso hominum satisfacere debiat.

XXIX. *Incipit iudicius.*

Veniens homo, nomen illi, aput femina, nomen illa, qui fuit coniux illa condam germanus illius, ante venerabile vir illi Abbate, interpellaverunt hominem, nomen illo, quasi servicium qui fuerunt ipsius illi condam post se abuissit commandatas, hoc est illa rem. Qui illi ad presens adherat, et hoc totum fortiter denegabat. Interrogaverunt ipsius illi se abebat homines qui de presente fuissent, ut vidissent quando ipsa rauba ipsi illi et illi commandasset. Taliter visum fuit ab ipso Abbate vel qui cum eo aderant, in noctis tantis dare homines tantus bene fidem habentes vicinis circamanentis, qui de presente fuis-

sent, et vidissent super scripto illo condam ipsa rauba ipsi illi commandassit, ut hoc in basileca domni illius coniurare deberit; ipsius illi per lege emendare studiat; sin autem non potuerit, de hac causa ipsi illi omni tempore ductus, quietus atque securus valeat resedire.

XXX. *Incipit item iudicius.*

Veniens illi ante illo Abbate vel reliquis qui cum eum aderant, interpellabat alco homine, nomen illo, quasi vineas suas, quæ erunt illius condam illi ad parciaricias ei dedissit, ut, quamdiu ipsi illi se aptificavit, ipsas vinias ad parciaricias habere debiat. Interrogatum fuit ipsius illi sic ipsas vinias aput ipsas fuerant, anon. Taliter ipsi locutus fuit, quod illas convenencias, quod ipsi illi dicebat, aput ipso numquam habuit. Visum fuit ipsius Abbate ut, dum hoc denegabit quod ipsas convenencias numquam habuit, ut aput homines tantis ipsi illi in basileca domni illius excusare deberet, quod ipsas convenencias inter se numquam habuissent; se hoc facere potebat, precium quod de ipso illo acciperet æi reddere debiat; sin autem non potuerunt, contra ipso emendare stodiat.

XXXI. *Incipit apennis.*

Dum non est incognitum qualiter aliquis homo, nomen et illo, cogive sua illa in terra eorum, in loco illo, per nocte fuit a pessimis naufragium passus, et exinde perdedit et pecunia sua, et mobele suo, seu et strimenta sua quam pluremas vindicionis, dotis conposcionalis, contullicionis, pactis conmutacionis, convenencias, securitatis, vacuaturias, iudicius, et noticias; unde necesse ei fuit advocare iudecis seu et vicinis circamanentis seu et universa parocia illa, et ibidem invenirent et ostia sua fracta et portis suas conquasatis et ipso loco graviter devastada; proinde petiit ad ipsos bonis hominibus, in eundem prospecto accesserunt, invenirunt sicut tum esse, cuius nomina subter sunt inserta, ut hanc noticia relacione prosto ei adfirmare deberunt, quod ita et fecerunt, qualiter melius possit Andecavis civetate adfirmare.

XXXII. *Incipit item appennis.*

Quicumquæ ad latruncolus, sceleratorebus, sediciosis, seu incendiariis, in qua provincia vi aut damnum pertullerit, oportit hoc eidem Rectores civium seu Curialis provinciæ, in qua perpetratum fuerit prohibitur, palam ostendere et puplica denonciacionem manifestare. Igitur, cum pro udilitate ecclesiæ vel principale negucio apostolecus

vir domnus illi Episcopus, nec non et inluster vir illi Comus, in civetate Andecave cum reliquis venerabilibus atquæ magnificis reipublici viris resedissit, ibique veniens homo, nomen illi, palam suggerent seu casa sua in loco noncobante illo, eo quod male homines per cecata nocte ad casa sua in loco noncupante illo advenissent, et ostia sua frigissent, vel res suas, aurum, argentum, species, vestimentum, fabricaturas suas, vasa herea, vel reliquis res quampluris, cum strumenta cartarum vindicionis, caucionis, cessionis, donacionis, dotis conposcionalis, contulacionis, pactis commutacionis, convenenciis, securitatis, vacuaturiis, iudicius et noticias oblecacionis, vel reliquas res quamplures quod locum est per singulo minustre, ad furtis causis deportassent; onde per ipsas cartas pluras terras post se dicere vinditum, et in crastenum locale accessione una cum bonas et straneas personas circamanentis in ipso loco manibus eorum roboratus accessisse, et ob hoc cognita relacionem ante suprascriptus Senioris presentabant ad relegendam, per quem ipsum Seniores cognoverunt quod ipsa causa taliter acta vel perpetrata fuisset, dum taliter diligencia inquirere viditur, sublectum fuit ad ipsas bonas stranias personas vicinis circamentis, qui bene optime ex hoc conperti aderunt, quid exinde cognuscibant veraciter enerrare deberent, se ipsi homo taliter prebuerunt testimonium ut, inspecta illa epistola quem illi presentabat, sua denonciacionem veraciter concordabant; dum sic in omnibus devolgata caruit, si suprascriptis Pontifex et ipsi Comus vel qui cum eo aderant denonciaverunt ipsius illi, ut, quicquid per annorum spacia de eo tempore usque nunc recti et legaliter possederat in antea, obsolve principale negocio recto tramine testatata lege servit, res suas ipsi aut heredi sui tenire et possedire faciant. Et pro presente et futura tempora convenit ut hanc carthola, qui vocatur appennis, præfatorum Seniorum vel reliquorum vicium eorum manebus roboratas acciperet, adfirmare deberet, quod ita et fuit, ita ut duo appennis quoequalis ex hoc adfirmatur; accipiat unum quem ipsi aput se reteniat, et aliquem in foro puplico suspenditur. Facto apendi.

XXXIII. *Incipit noticia ad appenno firmare.*

Cum per ceca cupiditate per loca orbana semper austes anticus bella consurget, et solens homine perfedi et pessimi per malus intullerabilias mala subire, tum ab ostibus quam latruncolus, per talas et furtis, per captores et rabacis commovere et commutare gravis damnos ætatis; higitur non est incognitum qualiter alico homine, nomen illo, contegit

gravis nafragus, quod in villa illa casa sua per nocte fuit efracta, et omnes presiduos suos, aurum, argentum, æreméntum, vestimentum, utinsilia, pecunia, seu stromenta cartarum quam plurimas vindicionis, caucionis, cessionis, donacionis, dotis conposcionalis, pactis conmutacionis, convenientis, securitatis, vacuaturias, iudicius, et noticias, seu et omne solemnitas per quem a longo tempore usque modo ris suas domenavit per ipso furte exinde fuit deportata; proinde necesse fuit sepedicto illo in crastenum maturius mane iudici puplico vicinis circamanentis ad ipso loco convocare; et ibidem invenientis invenirunt sic essit factum, seris incisis, ostias concapolatas, paritis preforatas, conscenssa seu et universa que supra memoravimus per ipso furto exinde essit abstracta; dum sic cessit veraciis, ut melius possit exinde appenne in civetate regione ipsius prosequære et adfirmare petiat ad ipsius vicinus et iudice qui in ipsa caucione fuerunt, manibis eorum propriis in hunc prospectum noticia relacionis adfirmare deberunt, quod ita et fecerunt.

XXXIV. § 1er. *Incipit dotis.*

Annu iii rénum domni nostri Childeberto reges, ego in Dei nomen, illi. Fatuor me hanc libellum dote scribere deberent, quod ita et fecerunt, ad dulcissema sponsa mea, nomen illa, pro amore dulcitudinem suam. Æmitto tibi in cartole libelli dotes casa iam dicta puella sponsa mea illa abiat, teniat, possediat, faciat quod voluerit. Et si quis vero, aut ego ipsi, vel quislibet opposita persona, qui contra hanc volumtate mea facta aut libellum dote ista conscripta aut agere presumpserit, soledus tantis coactis exsolvas; et si quis, non obteniat effectum.

§ 2. *Incipit epistola.*

Ego enim, illi. Fatuor me hanc epistola facere deberit, quod ita et feci ad cogive mea illa propter amore dulcitudinem suam et servicium circa, me inpendetis. Cedo tibi adque transcribo capsa de casa cum ipso vilare ubi ipsa casa resedit; ut ab odierne die ipsa res denominatas abias, tenias, possedias, et ab hac diæ facias quod volu. ris. Et si quis vero, aut ego ipsi, vel qualibet opposita persona, qui contra hanc epistola ista venire aut resultare præsumpserit, soledus tantus conponat; et quod repetit nulatenus vindicare non valeat; et hæc epistola vindicare non valeat.

XXXV. *Incipit item cessio.*

Ego enim, illi. Fatuor me in hanc cessione facere debere, quod ita et

feci ei, ad dulcissima nepote meo, nomen illo. Cedo ei propter amorem dulcitudinem suam casa, ut ab odierno die ipsa rem conscripta abias, tenias, possedias et ab hac diæ faceris quod volueris. Si quis vero, aut ego ipsi, vel quislibet opposita persona, qui contra facta volomtate mea venire aut resultare præsumpserit, soledus tantus conponat; et quod repetit vindicare non valeat; et hec vindicio perenni tempore firma permaneat.

XXXVI. *Incipit epistola quem pater et mater facit in filio.*

Licet unicuiquæ de rebus suis, quas in presente seculo viditir, tam ad sanctorum loca seu parentum meliorare, et lex manet, et consuetudo longinquam percurrit facere quod voluerit; idcirco ego in Dei nomen illi et cogive mea illa dulcissema, et a nobis cum integra amore diligendo filio nostro illo. Dum in omnibus et per omnia et super totum nobis fidiliter servire videras, multas penurias et iniurias per deversa loca pro nostra necessitate successisti, et in utilitate donorum partibus Brittanici seu Wasconici austiliter ordine ad specie mea fuisti; proinde convenit nobis ut aliquid de facultatis nostra te emeliorare deberent, quod ita et fecerunt. Ergo transcrivimus tibi manscllo nostro illo super terraturio vir inluster illo, et hoc cum domebus, hedificiis, mancipiis, viniis, silvis, pratis, pascuis, aquis aquarumquæ, iunctis et abiecenciis, quantumcumquæ ibidem nos tenire visi summus; hoc ad die presente perpetualiter ordine tradimus ad possedendum, et hoc est abendi, tenendi seu conmutandi, posteris tui vel ubi tua decrederit volontas derelinquendi, et ubi aliubi ex nostra sine epistolis oblegatum et infantis nostris remutarent, tu cum ipsis equalis lanciæ devidere facias. Et in hanc paginola intimare convenit, si nos ipsi, aut eredis, seu propinquis nostris, aut militans extraneas personas, qui contra hanc epistola aliqua querilla, molestia, aut refrecacione contra voluerimus, soledus tantus tibi sociante fisco conponat; et nihhil vindecit quod repetent; et hec volontas nostra cum manus nostras roboratas omni tempore cum Lege Aquiliani nec debiat esse inconvulso.

XXXVII. *Incipit caucio de homine.*

Domino magnifico fratri illi, ego illi. Constat me accipisse et ita accepi de vobis per hanc caucione ad pristetum beneficium, hoc est in argento uncias tantas; in loco pignoris emitto vobis statum meum medietatem

ut in unaquisque septem ad dies tantis qualecumque operem legitema mihi iuncxris facere debiammus; que annus tantus compliti fuerint, res vestras redere debias et caucionem meam recipere faciam; et si exinde de ipsa opera aut de ipsas res ad ipso placito necligens aut tardus fuero, aut volumtate vestra exinde non abuero, tunc me constat res vestras in dupplum debiam esse rediturus, aut vobis, aut cui caucione ista dederis ad exagenda.

XXXVIII. *Incipit securitas.*

Ego enim illi. Quia dum non est incognitum qualiter aliquos homo, nomen illi, et quia ante os dies abuit interpellado dum dicerit, quasi casa sua infregisset et res suas exinde deportassit; unde et ipsi illi abuit ut hoc in basilica sancti illius aput homines tantus coniurare deberet; set metuantes bonis hominibus eas concordiare duxerunt; et, si recognovi et in nullo modo culpabile exinde ipso non invenit, convenit ut manus sua exinde facere deberet, quod ita et feci, ut nullumquam tempore contra ipsis nulla calomnia neque repeticione facere non debias, set, sicut dixi, quietus et securus resedias. Et si fuerit, aut ego ipsi, aut quislibit qui contra hoc resultare voluerit, soledus tantus conponere debiat, et hec epistola mano mea firmata firma permaneat.

XXXIX. *Incipit cessio.*

Dulcissema et cum integra amore diligenda sponsa mea, nomen illa, ego illius filius illius. Dum non habetur incognetum sed pluris habitur incognitum qualiter te secundum lege romana sponsata visi sum habire, in animis meis plenius tractavit ut tibi in aliquid de rem pauper-taticola mea concidere debire, quod ita et feci; hoc est, cedo tibi membro de casa cum mobile, inmobile, in fundo illa villa, super terraturium sancti illius, cum vilare vel omne circumcincto suo iuxta kaso illius, lecto vestito, vestimentum tantum, fabricaturas in soledus tantus, mancipia tanta his nominibus, illus et illus, boves tantus, vaccas tantas cum sequentis tantis, ovis tantus, sodis tantus, campo cum silva ferentes modius tantus, de unus latus est campus illius; vinia iuctus tantus, de unus latus est vinia illius; prato iuctus tantus. Hec omnia superius nominata ad die filicissimo nupciarum, hoc ad die presente, habias concessum, dum advixeris perpetualiter ad husumfructuario ad possediendum, absque præiudicio cuius terre esse videtur. Et, quod fieri esse non credo, si fuerit aliquis de propinquis meis, seu extranea persona, qui

ulumquam tempore qui contra hanc cessione agere aut infrangere vel respondere præsumpserit, dupplum quod repetit et non valiat; et hec cessio adque volomtas nostra firma permaniat.

XL. *Incipit ius liberorum.*

Dulcissema et cum integra amore diligendo iocale meo illo, illa. Sane, in Dei nomene, mente sanoque consilio meduantis casus umani fragilitatis corpore, nec nos contingit ultimus dies inordinatus, quod Deus avertis, de huius seculi lucis discesseremus vebitumve nature conpleveremus; dum inter nus subolus non habemus, nostrumque elegemus, consperante Deo, conmune consilio per cartole textum nostram volomtate conscribire. Iddeo ego memoratus illi, si tu mihi dulcissema coniux mea illa superstitis fueris cum ego de ac luce discessero dibitumve neture conplevereimus, tunc tu tris porcionis de omne corpore facultatis mei, quem in pago illo et illi ex aloto parentum meorum vel de qualibet contractum mihi legibus obvenit, si prulis inter nus non fueret procriati; tibi transcribo, ut quidquid in postmodum exinde volueris faciendum, id est tam in domibus, edificiis, mancipies, vinies, silvis, pratis, acris, acolabus, aquis aquarumque decursibus, iunctis et subiunctus, mobilebus, cum omne iure sodilitate eorum integrum, sicut a me fuit possedendum, tue iure recipias et perpetualiter possedias; quod si exinde elegere, faciendi liberam pociares arbitrium, quia rem ipsa malit te quam quod heredibus meis, illa quarta viro porcionem reservaverunt, hec contra vos propinquorum heredibus legitimus meis reservo; ut tu coniux mea illa illas tris porcionis, et ipsi heredis mei illa quarta, similiter debetis percipere et possedere. Similiter ego illa intra iuxta ut superios contenitur depectum relegionis quos tenet orum cartole textum ad vos volomtate mea conscriptas et ego ad similitudinem conscribere rogavi; ergo, si tu mihi dulcissemus iocalus meus illi superstitus fueres cum ego de hac luce discessero debitumve naturis conplivero, tunc tu tris partis de omne corpore facultatis meæ, quod in pago illo et illo ex allote parentum meorum habire vidior, heredis meus in ipsis tris partis succident, ut quicquid de ipsis tris partis de alote meæ, se pluris inter nos non fuerint procriati, facere volueris, tam in domibus, edificies, mancipiis, viniis, sillvis, agris cultis et incultis, pratis, acolabus, sicut a me fuit possedendum, possidies; et rebus tam quod ad presens possedire vidior ut mihi in han inante iuxtum redebitum est, tu hoc in tue iure percipias recipere, tam quod mea proprietas esse videtur, ut ad excolendum, id est

habendi, tenendi, donandi, vel cuis volueras derelinquendi ; illa vero femena quarta porcione ad heredis meos propinquis reservavi, quia rem superius nominata, quod a vobis delegabi, malit te quam me, te quam relicus heredibus meis. Licit, dum in tale epistola, ut legem fuit decreata, inter nus conscripsimus et quarta reservavimus, non est necessi adnecte inserrere, nam pro reti tucius firmetate ut robuscius inter nus conlata et de nobis ut cui contra hanc cartole textum aliquas molestias aut refrecacione obieccione conaverit inserere, inferit inter vobis et sociente fisco auri liberas quinque, argento ponda x coactus exsolvat ; et hec cartole textum firmior obteniat effectum, gestis municipalis sit oblegatum ut in perpetuum plenius obteniat effectum. Data epistole.

XLI. *Incipit securetas.*

Ego enim illi qui conmaneo villa illa sancti illius. Convenit mihi bona volumtate ad securitate ad homine, nomen illo, facere debere, quod ita et fici, pro eo quod illa rem ad furtis condicionis post se abuissit et accipit exinde argento tantum ; proinde mano mea et bonorum firmata tibi exinde dedisse, ut post hunc diæ de hac causa quietus et securus resediat. Et si fuerit, aut ego ipsi, aut aliqua persona, qui contra hanc securitate, quem ego mano mea firmata tibi deti, resultare voluerit, soledus tantus inter tibi et fisco conponere debiat ; et quod repetit vindecare non valea ; et hæc securitas adque volomtas mea firma permaneat.

XLII. *Incipit epistola quem hominem repotavit de res suas.*

Dum cognitum est quod homo, nomen illi, alico homene, nomen illo, mallavit pro res suas, et ipsi illi male ei exinde nunquam fecisset ; proinde ipsi illi ante bonis hominebus convenit ut hanc epistola facere deberit, ut nullumquam tempore contra ipso agere non presumat. Quod si illi, aut aliqua persona ad vicem suam, ipsa causa resultare presumserit, soledus tantus inter tibi et fisco conpononere debiat ; et quod repetit vindecare non valeat ; et hec epistola firma permaniat.

XLIII. *Incipit securetas de rapto.*

Ego enim illi. Constat me accipi de illo integro conposcione pro eo quod aput homine, nomen illo, puella sua tradendi fuit, dedi ei ad ipso illo soledus tantus ; proinde manu sua firmata et bonorum hominum accipi, ut post hunc diæ nequæ illi nequæ nullus de heredibus suis nulla calomnia nec repetitione habere non debias, set, sicut dixi, de

hac causa quietus resedies. Et si fuerit, aut ego ipsi, aut ullus de propinquis meis, vel qualibet persona qui contra hoc securetate represumpserit, soledus tantus inter tibi et fisco conponere debiat, et quod repetit vindicare non valeat, et hec securitas ista firma permaneat

XLIV. *Incipit noticia.*

Noticia qualiter illi et illi. Non abitur incognitum qualiter servus, nomen illi, ancilla ad illo, nomen illa, extra volumtate ad coiugium se coniuncxerunt; sed modo nos una pacis cumcordia convenit ut de agnacione qui de ipsis procreati fuerunt, illi ad ancilla sua duas partes recipiat, ergo et illi ad servo suo illo tercia; et quod ipsi aliquid stante coniugio convenerunt, illi servo suo de ipso peculiare duas partes recipiat, similiter et illa ad ancilla sua illa tercia; proinde ut in postmodum nulla altercacio inter nos non debiat esse, ut manus nostra exinde per ducas epistola une tenorum conscriptas facere deberimus, quod ita et fecimus; et pro rei tucius firmitate modo adfirmavimus, ut ner nos ipsi, nec ullus de heredibus vel de propinquis no tris, aut militans stranea persona que contras istas epistolas venire voluerit, a dupla pecunia teniat obnoxius, et illa repeticio non obteniat effectum; et has convenencias inconcusso et inconvulso teniat firmitate.

XLV. *Incipit epistola qui de heredibus aliquid at ecclesia delegat.*

Lex romana et antiqua consuetudo exposcit ut unusquis homo, dum in suum contenit arbitrium, de rebus suis propriis aliquid pro anime suæ conpendium dare decreverit, licenciam habiat; et illud quod ad loca sanctorum, ad congregacione monachorum, confertur, numquam perit, sed ad memoriam eternam et justicia repotitur. Igitur ego enim in Dei nomen inlustris vir illi necnon et cogive mea inlustra matrona illa, convenit nobis unianimiter pertractantis ut aliquid de rebus nostris in monastirio nostro, quem conmuniter edificavimus, qui est in honore sancti illius infra muro Andecavis constructus, ubi illa abbadissa custos preesse videntur, concidere deberemus, quod ad die presente visi summus fecisse; hoc est locello noncupante illo in pago illo, id est in pago illo, rem proprietatis nostris, quem de parente nostro venerabile vir illo abbati propria pecunia conparavimus, vel die presente nostra est possessio, hoc est cum terris, domibus, ædificiis, mancipiis, acolabus, vineis, silvis, pratis, pascuis, aquis aquarumque decursibus, movilebus et inmovilebus, iunctis et appendiensi abiecenciis in se

habentis, ad se pertenentis, cum superposito, pro omni merito suo, ut diximus ad predicta basileca vel congregacio ipsius eius, vel rectore rem ipsa volemus esse translatum adque indultum, ita ut, quicquid exinde ab hac die iure proprio adque firmissimo congregacio ipsius utilitatibus monasterio ipsius elegeret faciunde, liberam habiat in omnibus potestatem, quia malimus te sacrosancti ecclesiæ in honore sancti illius in idipsum monastyrio hedificate, quam reliquis heredibus nostris. Quod si fuerit aliquid de heredibus nostris, qui contra hanc epistola cessione, quem bona volumtate pro nostris expiandis peccatis devovimus, venire aut contrarius a communiter vel pulsator secterit, prius a communiter ecclesiæ chatholice sit pulsatus, et eterne damnacione subiectus; et insuper æri liberas tantas, argento pondus x, sociante fisco cuius pulsaverit conponat; nihilhomo in epistola atque definicio nostra omni tempore firma et stabilis perduret.

XLVI. *Incipit noticia quem homenem in causa sua repellavit.*

Noticia qualiter veniens illi Andecavis civetate ante venerabile vir illo abbati vel reliquis quemplures bonis hominibus qui cum ipsi aderunt, cujus nomina vel scripcionibus adque signaculum subterteniuntur inserta, interpellavit alicus hominis, his nominibus illus et illus, dum dicerit quasi vinia sua in loco noncupante illo male ordine pervassissit; quia ipse illi et illi taliter in respunso, quod autore habebant legitimo, nomen illo maiore, quia ipsa vinia ad eos dedissi. Sic ab ipsis viris illi fuit denonciatum ut die illo Andecavis civetate ipso illo in autericio presentare deberit; se hoc non facebat cum legis beneficio ipso illo de ipsa vinia revestire deberet. Actum.

XLVII. *Incipit mandatus.*

Domino magnifico illo, illi. Rogo, preco, supplico, atque iniungo per hunc mandatum ad vicem meam hominem, nomen illo, quem ego beneficium ei feci argento uncias tantas, ipsum meum ubi et ubi, eas vel meas, prosequere et admallare et adcaucare facias, quomodo ipso debite recipere facias; et quiquid ad vicem meam exinde facere voluerit, eieris, feceris, gesserisve, ethenim me habiturum esse cognusci ratum. Mandatum Andicavis civetate, Curia puplica.

XLVIII. *Incipit carta de sanguinolento quem de matricola suscipi.*

Cum in Dei nomen nos vero fratris, qui ad matricola sancti illius resedire videmur, quos nobis ibidem omnipotens Deus de conlata christiannorum pascere videtur, invenimus ibidem infantolo sanguinolento qui adhuc vocabulum non habetur, et de cumpto populo parentes eius invenire non potuemus; ideo convenit nobis unianimiter consencientes, et per voluntate marterario, nomen illo, presbitero, ut ipso infantolo ad homine, nomen illo, venumdare deberemus, quod ita et fecimus, et accipimus pro ipso, sicut aput nos consuetudo est, treanto uno, cum nostro pasto, et intimare et intimare rogavimus. Si nus ipsi, aut domenus, vel parentis eius, qui contra carta ista venire voluerit, inprimitus Christus filius Dei vivi terribilem et meduendam, ut non sit ad gaudium, sed ad eius detrimentum, quod ei incuciat sempiternam pena; et quod repetit vindicare non valiat; et hec facta nostra omni tempore firma permaneat.

XLIX. Ier. *Incipit iudicius de homicidio.*

Eveniens illi et germanos suos illi Andecavis civetate ante vero inluster illo Comite vel reliquis racimburdis qui cum eo aderant, quorum nomina per suscripcionibus atque senacola subtertenuntur inserti, interpellabat alico homino, nomen illo, dicebat quasi ante oss annis parentis quorum illo quomodo interfecissit. Interrogatum est sepedicto illo quid ad hec causa darit in respunsis; sed hoc ad integra fortiter denecabat. Sic iusta aptificantes sepedictus germanus, visum est ad ipsis personas decrevisse iudicio, ut quatrum in suum quod evenit ipso kalendas illas aput homines XII mano sua XIII vicinus circamanentis sibi simmelus, in ecclesia seniore loci in ipsa civetate hoc debiat conjurare, quod ad morte sepedicto numquam consentissit, nec eum accessisset, nec consciens nec consentanius ad hoc faciendum numquam fuissit; set hoc facere potest, diebus vite suæ de ipsa causa securus permaneat; sin autem non potuerit, in quantum lex pristat hoc emendare stodeat.

§ 2. *Incipit noticia ad superdicto iudicio.*

Noticia sacramenti, qualiter vel quibus presentibus adherant in ipso dia Kalendas Marcias ingressus est homo, nomen illi, in ecclesia seniores loci Andecavis civetate, secundum quod iudicios suos loquitur

aput homenis XII mano sua XIII. Iuratus dixit : per hunc loco sancto et divina omnia sanctorum patrociuia qui hic requiescunt, unde mihi alilquid homenis illi et germanus suos illi repotaverunt quod parente eorum illo quondam interficisse, aut interficere rogasse; ipsum non occisi, nec occidere rogavi, nec consciens nec consentanius ad morte sua numquam fui, nec illud de hac causa non redebio nisi isto edonio sacramento, quem iudicatum habui legibus transivi. Id sunt quod de presente fuerunt, et hunc sacramentum audierunt, et hunc noticia manus eorum subter adfirmaverunt. Facto noticia.

L. *Incipit mandatus.*

Domino fratri illo, ego illi. Negociens rogo, preco, adquæ suppléco per hunc mandatum ad vicem meam servo meo, nomen illo, nacione gentile, quem mihi confugio fecit, ubi et ubi cum ipso invenire potuerit, tam in pago, quam et in palacio, seu in qualibet pædera invenire poteris, quicquid exinde ad vicem meam prosequere, et excausare, admallare eas faceas; et quisquid per hunc mandatum egeris, feceris, gesserisve, ethenim me habiturum esse cognusci ratum. Mandatum Andecavis civetate.

LI. *Incipit item mandatus.*

Domeno magnifico illo, ego illi. Rogo, adque suppleco vestra caretate per hunc mandatum ut omnes causas meas in pago illo ad vicem meam prosequere vel admallare facias, tam in pago, tam et in, si necessitas fuerit, ad palacio, vel ubi locus congruos fuerit; et quicquid exinde egeris, feceris, gesserisve, etenim me in omnibus habitaturis tibi essit cognuscat ratum iuratum mandatum, tamquam gestibus oblecatus. Et ut cercius credatur, mano mea supterfirmavi, et magnorum eorum supterius decrevit adfirmare. Datum mandatum Andecavis civetate.

LII. *Incipit noticia.*

Noticia qualiter veniens illi Andecavis civetate die illo in regionis quod ficit minsus illi, dies tantus, placitum suum adtendedit æt contra alicus homines, his nominibus illus et illus, unde ante os dies inracionis fuerunt pro vinia sua in loco qui dicitur illo, unde et autore, nomen illo, spoponderunt presentare ipsa vinia eis consignasit. Sed veniens in eo placito illi de manum usque ad vesperum placitum suum legibus

costodivit, et solsadivit; nam illi et illi ibidem fuerunt, et hoc quod espoponderunt menime potuerunt adimplire. Propteria necessarium ipsius illo, ut hanc noticia manibus bonorum hominum exinde accipere deberit, quod ita et fecit, ut in postmodum quicquid lex inter eos declarat attendere debiat.

LIII. *Incipit cessio.*

Quod bonum faustum si. Lex filicitatis adsatis adsentit, et lex romana edocit, et consuetudo pagi consentit, et principalis potestas non prohibet, ut tam pro se intercitentem, quam ad die filicissimo nupciarum obtabile evenientem. Idcirco ego in Dei nomine, ille nomenande proscribo ad esponsa mæa, nomen illa, filia illius quondam, trancribo ad ipsa per hanc epistole adque cessione, hoc est casa cum curte vel omni circumcincto suo, hoc mobile et inmobile, lecto vestito, campo ferente modius tantus, de uno latere est campus illius, vinia iuctus tantus, de uno latere vinia illius, silva iuctus tantus, de uno latere silva illius, prado iuctus, de uno latere prati illius, et est super terraturium sancti illius in fundo illa villa, bovis tantus, vaccas cum sequentis tantus, ovis tantus, sodisdis tantus, vestimento tanto, inauris de soledus tantus, anobis de soledus tantus, bracilo de soledus tantus; hec omnia rem superius nomenata quamdiu adviximus ambo pariter hoc tenire et possedire debiamus; superius nomenata hoc tenire et possedire debias; et se prolem nobis Deus dederit cum omne integretatem ut rem meliorata acciperit et adfirmare debirimus, quod ita et fecimus; post transitum virum tuum in ipsis revertantur; et se acnacio de nobis procreata non fuerit, hec omnia rem superius nomina hoc tenire et possedire debiant et cui voluerit derelinquas. Et si fuirit, qui contra hanc epistolam adque cessione, quem ego bona volomtate nulla imperium fieri et adfirmare rogavi, venire aut litigare vel infrange fortasse conaverit, inferit inter tibi et fisco soledus tantus coactus conponere debiat; et quod repetit vindecare non valiat.

LIV. (*Sine rubrica.*)

In Dei nomen placuit adque convenit inter illus et illus germanus ut inter se de res eorum devidere debuerunt, quod ita et fecerunt. Accipit illi, hoc est casa cum omni circumcincto illa, seu et mancipia, vel mobile et inmobile quem in ipsa casa esse viditur, vel vinias, silvas, et prata quantumcumque in ipsa casa aspicere viditur, totum

et ad integrum. Et in contra accipit germanus suos illi alio locello illo cum omne rem ad se pertenentis. Unde convenit ut manus eorum firmatas inter se accipere deberunt, quod ita et fecerunt; ut unusquis quod accipit habeat, teneat, et possedeat, vel cui voluerit derelinquat. Et si fuerit unus ex nus ipsis qui contra pare suo agere aut resultare præsumpserit, partem suum ad pare suo admittat, et insuper soledus tantus conponat; et quod repetit nichil valeat vinvindecare; et hec paccio divisionis omni tempore firma permaneat.

LV. (*Sine rubrica.*)

Ego enim il'i. Convenit nobis ad poticionem nutrido nostro ut aliquo locello, nomen illo, in loco qui vocatur illo, pro asidua servio suo vel bevolencia qui circa nus habire visus est, ei concidere deberemus, quod ita et fecemus; ut post hunc die ipso locello integrum habiat concessum, ut quicquid de ipso face volueris liberam in omnibus habias potestatem faciendi; et pro infestantis malis hominibus convenit multa ibidem inserre debiamus, quod ita et fecemus. Et si fuerit, qui contra epistola ista, ullus de heredibus meis, aut qualibet homo, aut extrania persona, qui contra ipsa resultare voluerit, soledus tantus ei conponat; et repeticio sua non obteniat effectum; et hec epistola omni tempore firma permaniat cum stipulacione subnexa.

LVI. (*Sine rubrica.*)

Domino non dulcissemo sed amarissimo et exsufflantissimo iocali meo illo, illa. Dum non est qualiter, faciente inimico et intertitente Dio, ut insimul esse non potemmus; proinde convenit nobis ante bonis hominibus ut advicem nos relaxare deberemus, quod ita et fecimus. Ubicumque iocalis meus muliere volueret, licenciam habiat potestatem faciendi; similiter et illa convenit ut, ubicumque ipsa femena superius nominata sibi marito accipere voluerit, licenciam habiat potestatem faciendi. Et si fueret post tunc diæ unus ex nus ipsis, qui contra hanc episthola ista agere aut repetire presumpserit, soledus tantus ad pare suo conponat una cum iudice intercidentem; et quod repetit nihil valeat vindecare; et hæc epistola omni tempore firma permaneat (1).

(1) C'est à la suite de cette Formule qu'on trouve dans le manuscrit les trois morceaux de chronologie dont il est parlé page 428.

LVII. *Incipit cessio.*

Lex romana etdocet, consuetudo pacem consentit, et regalis potestis non proibit ut unusquis de rem suam, quem in presente diæ possedit, faciat quod voluerit. Icirco ego quidem in Dei nomen illi qui conmaneo illa villa, quia pertractavi circa animus meus ut omnis res meas, quem in presente seculo habire videor, ad filio meo duas partes per hanc epistola cessione ad die presente trado ad possedendo tam casas, domibus, edificiis, mancipiis, campis, viniis, silvis, pratis, pascuis, aquis aquarumvæ decursibus, iunctis et subiunctis, movelibus et inmovelibus, omni rem meam pro assidua servicia sua vel benevolencia ei, sicut dixi, partis duas diligo adquæ transfundo ad diæ presente, tercia vere parte ad heredis propinquis reservas, a tamen condicione ut, dum advixero, mihi in omnibus tam de victo quam et de vestito soniare mihi debiat, et ipsa terra prosolvere faciat; et quicquid de ipsis duas partes facere voluerit, abendi, tenendi, donandi, vindendi, seu conmutandi, absquæ preiudicio sancti illius cuius terre esse videtur, liberam in omnibus abeas potestatem faciendi. Si quis vero, quod fieri esse non credo, si fuerit ullumquam tempore, aut ego ipsi, aut ullus de heredibus meis, vel qualibet homo, aut extranea persona, qui contra hanc epistola cessione ista venire aut agere fortasse presumpserit, inprimetus Dei incurat iudicium et sanctorum loca efficiatur extraneus; et insuper inter tibi et agente sancti illius tantus conponat; et quod repetat nullo congenio evindecare non valeat; et hæc cartola omni tempore firma permaneat.

LVIII. (*Sine rubrica.*)

Nos enim illi et conux mea illa. Dum non est incognitum qualiter aliquà femena, nomine illa, servo nostro, nomen illo, ad coiugium copulavit et modo nos bona volumtate convenit ut, quamdiu quidam in coiugio sunt copolavi, ipsa femena per nos non debiat esse declinatam in servicio, et agnacio, se ex ipsis procreata fuerit, ad ingenuetatem capitis eorum debiant permanere ingenui, si quoque ut, se eis necessitas fuerit, ad servicio caput eorum inclinatur, non ei detur licencia nisi ad nos, ad heredis nostris propinquioris; et peculiare, quod sitante coniugio laborare potuerit, ipsa femena tercia parte exinde habeat, absque nostra repeticione vel eredum nostrorum. Deinde in hanc epistola nobis intimare convenit se nos ipsi, aut heredis, vel propinqui nostri, seu quislibet opposita persona, quis ad traditis con-

venencias ipsa femena conmodolare voluerit, aut contra epistola hec agere cuitemptator fuerit, soledus tantus conponat; et nihil vindicit et quod repetit; et hec epistola omni tempore firma permaneat.

LIX. (*Sine rubrica.*)

Ego enim illi qui commaneo illa villa. Constat me accepisse et ita accipi de homine, nomen illo, ad pristetum beneficium argento uncias tantas. Sic modo convenit ut cum vestra caretate ipso argento die kalendas illas mox ventures tenires et circa me habere debiam, et ipso die argento vestro reddere faciam, et caucionem meam recipere faciam. Et si exinde necliens aut tardus fuerit, volomtate vestra non habueris, hic modo mihi in hunc caucione placuit inserrere ipsas res vestras in dupplum vobis sum redeturus, aut vobis, aut cui cautionem istas dederis ad ex. ...

APPENDIX.

Je joins ici une Formule inédite que j'ai trouvée dans un manuscrit de la bibliothèque de l'Université de Leyde. Cette Formule a un grand rapport avec la première du recueil des *Formulæ Andegavenses;* elle offre de même le modèle d'une donation faite par un fiancé à sa fiancée, et accompagnée d'un mandat à l'effet de requérir l'insertion de la donation dans les registres de la Curie, ainsi que du procès-verbal de cette insertion ; elle est même plus complète que la première, car elle contient une quatrième partie, dans laquelle le mandataire rend compte au mandant de l'exécution de son mandat.

Sous un autre point de vue, la Formule du manuscrit de Leyde offre encore de l'intérêt ; on y trouve en effet la date de l'acte sur lequel elle a été rédigée, et l'indication de la Curie de Bourges. Cet acte était de la 34e année du règne de Charlemagne comme roi, et de la 5e année de son règne comme empereur ; c'est-à-dire de l'année 805, Charlemagne étant devenu seul roi par la mort de son frère en 771, et empereur en 800.

Notre Formule prouve donc que sous les Carlovingiens on avait conservé dans plusieurs villes, entre autres à Bourges, l'institution romaine de la Curie, et les formalités de l'insertion des donations dans les registres publics.

§ 1er (*Sine rubrica.*)

Dum Dominus omnipotens creatur cœli et terræ, iuxta quod legitur, in principio masculum et femina cupolæ consorcium sociavit; dum dicitur : non est bonum homine esse solum, faciamus ei adiutorem similem sibi, infundetque benedictione, crescitæ, inquid, tamquam et multiplicatæ et dominamini cuncta reptilia que sub cœlo sunt; et Salvator intonuit : quamobrem relinquid homo patrem et matrem, et adherebit uxore suæ, et erunt dui in carne una; et Spiritus Sanctus per sagrorum imperatorem sensit auctoritas, et non inceste vel inlicitæ ad procreandum humani generis coniunctio fiat; hoc consultum est ut, quicumque liberta persona de rebus propriis facultatis suæ aliquid conferræ voluerit, hoc per seriem scripturarum laudabiliter debeat esse adlegatum adque subterfirmatum, qui hac conditione et iuræ postulat præturium et gestis requirit municipalibus. Idcirco ego in Dei nomen ille, dum non abetur incognitum quod ego te, dulcissima sponsa mea illa, per voluntate parentum tuorum sponsata habeo, et, se Christo placuerit, ad coniugium te sociaræ dispono; propterea pro amoræ dulcidinis vel osculum pacis, cædo tibi a diæ præsentæ cessumque in perpetuum esse volo, et de meo iuræ in iuræ et dominationis tuæ trado adque transfundo, hoc est : res proprietatis meas sitas in pago Biturigo, in vigarias illas et illas, in villa cujus vocabulum est illa, quantumcumque ibidem visus sum aberæ, tres partis; similiter et in villa cuius vocabulum est illa; similiter et in villa illa; pari modo et in vigaria illa, in villa noncupante illa; simili modo in vigaria illa, in villa illa. Hæc omnia in ista loca superius conpræhensa, tantas partis, tam de alodæ genetorem meorum, quam et de adtracto vel de quacumque modo ad me noscitur pervenisse; te, dulcissima sponsa mea, hanc cessionem una cum ipsas auctoritatis ante diæ nupciarum vel in diæ integras ipsas partis de quacumque mea est posessio, publicæ trado adque transfundo cum casis,ædificies, curtiferis, et cædo tibi de mancipia illa et illa, de peculiaribus vero quadrupedia greges armentorum duus cum ipso armesario, caballus tantus, stratura condigna, paria tantas de boves ad laborandum cum eorum ecasso, waccas grege uno cum eorum sequentes, vervices greges quattuor, sodes greges quattuor, dratpalia, lectus vestitus tantus, vestus muliebrum condiguum cum paluis stauracuis tantus, eramenaria auri et argenti in solidos c, ustensilia ferrementum vel quicquid in do-

mibus mibiliora necessarias usum totum cum integritatis quem dinumeraræ per singulum logum est ; hæc superios omnia conpræhensa te, iam dicta sponsa mea, ante dies nupciarum vel in diæ, tibi publicæ trado adque transfundo solenniter, liberum exinde fruaris arbitrium et dominatione faciendo quod elegeris. Licet namque in cessionibus pœna adnecti minime sit necessitas inserendi, et pro studium firmitatis mihi placuit inadserere. Si quis vero, quod absit, ullus de heredibus vel coheredibus meis, vel quislibet ulla interposita persona, contra hanc cessione diceræ, aut ageræ, vel resultaræ, aut infrangere voluerit, vel quislibet causatione suscitaræ præsumpserit, quis fecerit parte cui adtemptat una cum sacratissimo fisco auri libras x ut ponderæ argenti, et hæc cessione a me facta omni temporæ inviolabilis obteneat firmitatem ; et, ut mos et lex est, gestis municipalibus volo esse adlegati adque adfirmata stipulatione adnixa.

§ 2. *Mandatum.*

Dilecto amico meo illo, ego ille. Rogo adque injungo caritati tuæ per hanc mandatum meum solemniter roboratum, ut adeas ad vice mea Bitoricas in civitate, et epistola cessionis quem in dilecta sponsa mea illa de rebus proprietatis meis conscriberæ vel adfimaræ rogavi, sic mos et lex est, apud honoratis ipsius civitate alegaræ adque adfirmaræ facias; et quicquid exinde ægeris vel gesseris apud me in omnibus ratum, aptum adque defenitum esse cognuscas, et de cælebrata prosecutione mihi rescriberæ non tardaris, stipulatione subnixa.

§ 3. *Gesta cum rescripto.*

In nomine Domini, quod fecit mensus ille, dies tantus, in anno XXX^mo^ mj^to^, regnante domno nostro Caralo rege et exco Christo propitio sumpsit imperium v anno incoante, gesta habita apud laudabilæ viro illo defensore et illo diacono adque professoræ, vel curia publica honoratis ipsius civitatis, trium curialium, magnificus vir ille dixit : queso vos obtimæ defensor vel vos ordo curii uti mihi codicis publicæ pateræ præcipiatis, que abeo que gestorum alegatione cupio roboraræ. Defensor et ordo curii dixerunt : patent tibi codices publici prosequeræ que obtas. Magnificus vir ille dixit : dilectus amicus meus ille, per suum mandatum solemniter roboratum mihi injunxit ut ad laudabilitate vestra Bitoricas in civitate accederæ deberim et epistola cessionis quem de rebus proprietatis suæ in dilecta sponsa sua illa

adfirmavit prosequeræ vel alligaræ deberim. Defensor et ordo curii dixerunt: epistola vel mandata quem te habere dicis nobis ad relegendum ostendæ. Tum unus ex notarius ille, epistola cessionis vel mandatum in publico recitavit; quo recensitus, defensor et ordo curii dexerunt: epistola vel mandatum sicut est conscriptus nostris subscriptionibus qualiter lex est et mos est, tibi alegaræ adque adfirmaræ non tardaris; quid adhuc amplius vis? Magnificus vir ille dixit: nihil aliud peto magnitudine vestra, nisi ut ipsa epistola vel mandatum una cum gesta quomodo vestris subscriptionibus roboratum fuerit mihi ex moræ tradatur, qualiter diuturno temporæ maneat inconvulsum.

§ 4. *Rescripto.*

Dilecto amico meo magnifico viro illo, ego ille amicus tuus. Cognuscas juxta injunctionem tuam Bitoricas in civitate adie, et epistolam illam quem in dilecta sponsam tuam de rebus propriis tui conscriberæ vel adfirmaræ rogasti, sicut mos et lex est, gestis municipalibus apud laudabilitatem honorati ipsius civitatis alegaræ adque adfirmaræ decrevi et de cælebrata prosecutionem tibi rescriberæ non tardaris, stipulatione adnixa.

INCIPIUNT USATICI

BARCHINONE PATRIE.

(1068.)

1. — (1) Antequam usatici fuissent missi solebant judices judicare ut cuncta malefacta fuissent omni tempore emendata, si non potuerint esse neglectata, per sacramentum et per batayam, vel per aquam frigidam sive calidam, ita dicendo : Juro ego ille tibi illi quod hec malefacta que tibi habeo facta sic ea tibi feci ad meum directum et in tuo neglecto, quod ego tibi illa emendare non debeo, per dominum et hec sancta ; et inde stet ad bellum vel ad unum ex supra dictis judiciis, scilicet aque frigide vel calide.

2. — Homicidia autem vel cugucia que non possunt neglectari, sint secundum leges et mores judicata et emendata siue vindicata.

3. — Cum dominus Raymundus Berengarii vetus comes et marchio Barchinone, atque Yspanie subiugator, habuit honorem et vidit et cognovit quod, in omnibus causis et negociis ipsius patrie, leges gotice non possent observari et vidit multas querimonias et placita que ipse leges specialiter non judicabant ; laude et consilio proborum suorum hominum, una cum prudentissima conjuge sua Adalmodi, constituit et misit usaticos cum quibus fuissent omnes querimonie et malefacta in eis inserta districte et placitate et judicate atque ordinate seu emendate vel vindicate. Hec enim fecit comes authoritate libri judicis qui dicit : Sane adjiciende legis, si justa novitas causarum exegerit, princi-

(1) Voy. *Constit. de Cathalunya*, édit. 1588. Barcelon., in-fol., vol. III, p. 72.

palis electio licentiam habebit, et potestatis regie discretione tractetur, qualiter exortum negocium legibus inseratur; Sola vero potestas regia erit in omnibus libera, qualemcumque jusserit in placitis inserere penam.

4. — (1) Hec sunt usualia de curialibus usalibus quos constituerunt tenere in eorum patria, omni tempore, dominus Raymundus Barchinone vetus comes et Adalmodis conjux ejus, assentione et aclamatione illorum terre magnatum: videlicet, Poncii vice comitis Gerunde et Reymundi vice comitis Cardone et Udalardi vice comitis Barchinone, nec non et Gondebardi de Bigora et Mironis Guilaberti et Alamagni de Ceruelione et Bernardi Amati Clarimontis et Raymundi Montiscataniti, et Amati Eneas et Guillermi Bernardi de Caralt et Arnaldi Mironis de Tost et Ugonis Dalmacii Cervarie et Arnaldi Mironis Sancti Martini, et Guillermi Dapiferi, et Gaufredi Bastonis, et Renardi Guillermi, et Guiberti Guitardi et Guiberti de Ipsis Aecutis et Guillermi Marche et Bonifilii Marchi, atque Guillermi Borelli judicum.

5. — Ut qui interfecerit vicecomitem vel vulneraverit sive deshonoraverit in aliquo, emendet eum sicut duos comitores et comitorem sicut duos vasvassores.

De vasvassore, qui quinque milites habet, pro mortem ejus emendet LX uncie auri cocti et pro plagam XXX. Et si plures habuerit milites, crescat compositio secundum numerum militum.

Militem vero qui interfecit, det in compositione XII uncias auri. Qui vero vulneravit, tantum pro una plaga quam pro multis emendet ei uncias VI.

6. — Si quis se miserit in Aguayt et considerata mente requisiverit militem et cum fuste cederit eum et per capillos traxerit, quia magnum dedecus est, emendet illum per mortem. Si aliquis colibet ictu indignans in contradictione cederit militem, idem cum pugno, palma, vel calce, sive cum petra, vel fuste, si sine sanguine erit, dentur ei tres uncie. Si vero inde sanguis exierit: de corpore, uncias III; de capite, V; de facie, VI. Si autem inciderit in membris suis ita ut debilis appareat, emendet per mortem. Si vero fuerit captus, et in ferris missus, vel in eschaza missus, pro mediam mortem sit emendatus re-

(1) *Const. catal.*, vol. I, pag. 482-484.

quisitus et cesus vel vulneratus, sive in tavecca missus, vel pro redemptione districtus sit pro mortem emendatus. Si solummodo captus et custoditus, et nullam aliam calumpniam vel contumeliam passus, nec longo tempore retentus, emendetur per alischaran vel per hominiaticum vel per talionem si videtur sibi esse similis. Et si major est ille qui ceperit quam qui captus fuit, liberet ei militem de suo valore qui faciat ei alischaram vel hominiaticum, aut recipiat talionem.

7. — Miles vero qui habuerit duos milites ad homines locatos de suo honore et tenuerit unum de familia sua, tota ista compositio supra dicta sit ei vel pro eo facta in duplo.

8. — Guayta et encalz de cavallerio et assalt de castello emendet per hominiaticum et per alischaram, sicut visum fuerit judicanti qui judicaverit illam causam.

9. — Filius militis emendetur ut pater usque ad xxx annos. De inde ut rusticus si non erit miles factus.

Miles vero, si cavallariam dimittat, dum eam tenere possit, nullo modo judicetur nec emendetur sicut miles. Cavallariam satis dimittit qui cavallum et arma non habet, nec feuum de milite tenet, et in hostes et cavalcatos non vadit, neque ad placitos et curias, sicut miles, nisi senectus eum detinuerit.

10. — Cives autem vel Burgenses sint inter se placitati et judicati atque emendati sicut milites. Ad potestatem vero sint emendati sicut vasvassores.

11. — (1) Judei cesi vel vulnerati, capti aut debilitati, sive etiam interfecti, ad voluntatem potestatis sint emendati.

12. — (2) Bajulus interfectus vel debilitatus, sive cesus vel captus, si nobilis est et panem frumenti comedit cotidie, et equitat, emendetur sicut miles. Ignobilis vero bajulus hujus compositionis medietatem habeat.

13. — Rusticus interfectus seu alius homo qui nullam habeat digni-

(1) Ibid., vol. III, pag. 57.
(2) Ibid., vol. I, pag. 484.

tatem, præterquam christianus est, emendetur per VI uncias auri; plagas quoque uncias II.

14. — Debilitatio et cedis emendetur per legem VIII solidos denariorum. Captio vero, postquam habuerit ei quid emendatum malum quod ei fecit, quando illum aprehenderit, sit emendata ita ut de suo avere donet ei tantum ut faciat ejurare per hominem de suo valore: quod per contumeliam et deshonorem quem ei fecit amplius ei emendare non debet, si ipsa die qua fuit captus, vel in crastinum erit dimissus. Sin autem et plus erit retentus et in eschasa vel ferris sive in tavega missus, vel in quocumque vinculo, aut in custodia retentus, per singulos dies et noctes singulas VI solidos accipiat in compositionem. Pro ligatis manibus vel pedibus X solidi ei dentur.

15. — Si quis aliquem percusserit in facie, pro alapa V solidos; pro pugno, vel calse, sive cum petra vel fuste, solidos X. Et si sanguis inde exierit, solidos XX. Si per capillos quis acceperit aliquem cum una manu, det ei V solidos; cum duabus vero, X solidos; et si ceciderit in terra, XV solidos. Qui vero per barbam, XX solidos. Per descavalcationem, XL solidos.

16. — (1) Captus a curia et missus in castro propter justiciam, non exeat inde sine licentia. Quod si presumpserit, nisi mori forte timuerit, damnum invasionis habebit XXX solidos quos curie dabit, et reversus in castro emendet culpam quam habuit, sicut curia judicaverit.

17. — (2) Si quis aliquem quolibet ictu indignans in corpore percusserit, per singulas percussiones que non pareant singulos solidos; de illis que apparuerint solidos II, per unamquemque. Et si sanguis inde exierit, V solidos; pro osse fracto in corpore, L solidos. Si feriendo aut trahendo aliquem iratus, de ore vel naribus fecit sanguinem exire, XX solidos ei donet in compositione.

18. — Si quis impulerit aliquem cum una manu, I solidum; cum duabus, II solidos; si cecidit in terram, III solidos ei det.

---

(1) Ibid., vol. I, pag. 511.
(2) Ibid., pag. 484.

19. — Si quis ad aliquem spuerit in faciem, emendet ei xx solidos, aut stet illi ad talionem.

20. — (1) Et si quis ad aliquem criminalem folliam dixerit et eam illi probare noluerit, vel non potuerit, aut juret illi per sacramentum quod illam folliam per iram dixerit et non pro veritate, quam inde sciret, aut emendet illi tantum quantum per illam folliam perderet si vera esset.

21. — Malefacta in Saracenis captivis emendentur ut servorum dominis suis. Eorum vero mors secundum valorem illorum (2).

22. — Unaqueque mulier sit emendata secundum valorem viri sui; et si virum non habuit nec habet, secundùm valorem patris sui vel fratris.

23. — (3) Omnes homines debent formare directum senioribus suis, ubicunque seniores eorum illis mandaverint, in suo; ad potestatem quoque vicecomites et comitores sui, per unumquodque castrum ex honore suo, per c uncias auri valencie, miles vero per x, per unamquamque cavalleriam terre; et per castrum cum adempramento et per alias x, per feuuos minores, secundum eorum valorem, per homineaticum; namque pro media cavalleria terre, de hoc quod ad fidem pertinebit; rusticus namque per v solidos format directum accrescendo.

24. — (4) Placitum mandetur tam magnatibus quam militibus, primum ad decem dies. Deinde de octo in octo dies mandetur. Ad rusticos namque mandetur placitum in III vel in v dies.

25. — (5) Placitare vero debent cum comite vicecomites et comi-

---

(1) Ibid., vol. I, pag. 485.

(2) On lit à la marge du ms. n° 4671 une addition que je crois être une glose interpolée. Elle a été incorporée dans la traduction insérée dans les *Constitutions de Catalogne*. Elle est ainsi conçue : *Ideo dico quia sunt multi qui sunt ex magna redemptione; quidam vero artificiosi, in diverso genere magisteriorum periti.*

(3) *Const. de Catal.*, ibid., pag. 191.

(4) Ibid., pag. 224.

5) Ibid., pag. 193.

tores et vasvassores sui, necnon et milites, ubicunque eis mandaverint, infra suum comitatum. Sed si ad sua, ipsa die, reverti non poterint, debent illis dare conductum. Similiter debet esse inter vicecomitem et comitores et vasvassores et alios milites, ut unusquisque placitet cum suo seniore, cujus solidus sit vel de quo habuit majus beneficium, infra curtis suc januam, si senior voluerit; si autem noluerit, mandet illi placitum ubicunque voluerit in suo; ita ut si ad sua ipsa die reverti non possit donet ei conductum.

26. — (1) Placitum judicatum inter vassallum et seniorem et judicium ex utriusque partibus laudatum et autorisatum et in manu senioris bene assecuratum, ut sit ei factum redirigat senior primum ad hominem suum cuncta que ei debuerit quocunque modo, et postea recipiat ab homine suo cuncta que illi iudicata fuerint.

27. — (2) Bataya judicata, antequam sit jurata, si per milites debet esse facta, per cc. uncias auri valencie sit per pignora firmata; et si per pedones, sit firmata per c; propter hoc ut ad illum qui vicerit sit emendatum malum quod in bello accepit, tam in corpore quam in cavallis sive in armis, et assequatur hoc pro quo bellum factum erit, et omnes missiones quas per illud bellum fecerit, et diffinitum illud quod accepit ille qui victus fuerit.

28. — (3) De omnibus namque communibus causis, non plus oportet quam iii esse placita: unum in quo sit directum firmatum per plivios vel per pignora convenientes, sicut opus erit vel necesse, querimoniis ex utriusque partibus auditis; aliud in quo sint querimonie dicte et rationate, et judicia data a judicibus ex utrisque partibus electis; tercium quoque in quo sint a judicibus querimonie et judicia retracta, et, si opus erit et necesse, judicia meliorata: postea sint laudata et auctorizata et ad laudamentum judicis illorum bene assecurata per pignora ut sint facta, et hic debent crescere pignora, ad laudamentum judicis illorum; quartum namque in quo dominus placiti recuperet pignora, et, illo ea tenente, sint directa facta et judicia completa, sicut erunt judicata et ex utrisque partibus auctorizata.

(1) Ibid., vol. I, pag. 416.
(2) Ibid., pag. 444.
(3) Ibid., pag. 191.

29. — (1) Magnates seu milites, si contenderint firmare directum senioribus suis, sicut eis facere debuerint, et propter hoc seniores apprehenderint potestatem de suo castro, vel emparaverint eis suum feuum, non debent illis reddere nec castrum nec feuum, donec habeant eis factum directum et redemtas omnes missiones quas senior fecit ad apprehensionem castri et per ejus custodiam et per emparamentum feui. Si aliter dederint illis potestatem, non firment eis directum donec habeant castrum recuperatum, nisi senior habuerit guerram ad quam castrum opus habeat aut staticas in ipso castro.

30. — Si quis contradixerit seniori suo potestatem de suo castro, sicut eam illi dare debet, et inde sustinuerit reptamentum, si senior potuit ipsum castrum apprehendere, licitum erit ei tenere simul cum feuis quos tenebat per ipsum castrum, donec contemptor habeat ad seniorem esmendatas omnes missiones et perdedas quas habuit factas in apprehensionem castri et in ejus guardam, et assecuratum jurando manibus suis per sacramentale scriptum ut potestas ipsi castri nullo modo sit eis amplius contradicta.

31. — (2) Si a vicecomitibus usque ad inferiores milites obierit quis intestatus et sine legali condicione suorum feuorum, erit licitum senioribus suis stabilire illorum feuos cum quibus voluerit de infantibus defuncti.

32. — (3) Castlani in castris que tenuerint per seniores suos, non debent subtus illos mittere alios castlanos, nisi consensu senioris. Sed si fecerint et seniores scierint et non contradixerint, castlani, illis scientibus et non contradicentibus missi, stare debuerint. Si sciverint et contradixerint, ejiciant eos inde illi qui eos ibi miserunt.

33. — Si quis suum feuum alicui dederit, vel oppigneraverit, sive alienaverit, sine consensu sui senioris, si senior scierit et contradixerit, emparare ipsum feuum poterit quandocunque voluerit; si vero sciverit et non contradixerit, emparare ipsum feuum non poterit, sed servicium ipsius feui potest petere cui voluerit, tam a donatore quam a receptore. Et si contradictum ei fuerit servicium ipsius feui, erit ei

(1) Ibid., pag. 342.
(2) Ibid., pag. 391.
(3) Ibid, pag. 342

licitum imparare feuum et tenere in dominio donec servicium perditum sit in duplo emendatum, et bene assecuratum quod amplius non sit ei contradictum.

34. — (1) Qui fallerit hostes vel cavalcadas seniori suo cui eos facere debuit, aut emendet ei eas in duplo, si senior voluerit, aut emendet ei totum dampnum et missiones et perdedas quas senior per illius faillimentum fecit. Similiter et milites, si in hostes vel in cavalcatas, sive in servicio dominorum suorum aliquid perdiderint, emendent illis seniores illorum sicut averare poterint.

35. — Qui viderit seniorem suum necesse habere et fallerit eumdem de juvamine et de servicio quod ei debuerit facere et propter hoc fecerit eum redimere, redemptionem illam nullo modo debet assequi vel habere. Sed si senior voluerit ut suus homo addat ei in servicium, crescat et ille ei in beneficium. Sin autem habeat homo quod solitus est et serviat ad seniorem ut consuevit ei servire.

36. — Qui solidus est de seniore, obtime debet illi servire vel secundum posse, vel secundum illorum conventionem; et senior debet eum habere contra cunctos et nullus contra eum. Propterea nullus debet facere solidanciam, nisi ad unum solvere seniorem, nisi concesserit ei senior cui primum solidus fuit.

37. — Qui seniorem suum vivum in bello reliquerit dum eum adjuvare poterit, aut malo ingenio ei de pugna defecerit, perdere debet omnia que per illum habuerit.

38. — Qui ira ductus seniorem suum diffidavit vel ei suum feuum reliquerit, imparet ei senior suus cuncta que per eum habuit et teneat tantum donec in suum hominiaticum revertatur, et firmet illi directum et emendet ei cum sacramento desbonorem quem illi fecerit, et postea recuperet feuum quod reliquerit.

39. — Qui seniorem suum despexerit et per superbiam eum pensabiliter diffidaverit, perdere debuerit in perpetuum cuncta que per illum habuerit, et reddere, si aliquid de suo mobili habuit, quod ei servitum non habuit.

---

(1) Ibid., vol. I, pag. 343 et seq.

40. — Qui se sciente seniorem suum a manu vel a lingua cecidit, vel filium ei legitimum, aut adulteravit uxorem ejus, vel tollerit ei suum castrum et non reddiderit ei sine pejoramento ; aut fecerit ei malum quod non possit ei redirigere nec emendare, per unum ex his, si probatus vel convictus fuerit, debet venire in manu domini sui, cum omnibus que per eum habuerit, ad faciendam voluntatem suam quia maxima bauzia est.

41. — De aliis namque bauziis et malefactis que possunt redirigi vel emendari, firmet homo directum seniori suo, sicut mos est istius patrie, et faciat eum illi sicut ille ei judicare fecerit.

42. — (1) Potestatem de suo castro et firmamentum de directo nullo modo contradicat homo seniori suo, et sicut debet ei dare potestatem et facere directum, quia quamdiu contradixerit, bauziator suus erit. Et si, propter hoc, malum prendiderit, nullo modo emendetur ei. Et si senior in hoc dampnum habuit, aut missionem fecit, evincetur ei ab homine suo.

43. — (2) Si quis in curia a seniore suo, coram principe, reptatus fuit de Bauzia, debet se de illa expiare per judicium vel per laudamentum ipsius curie ; et si facere contempserit, princeps eum debet inde distringere.

44. — (3) Similiter et si senior voluerit militem suum injuste affligere, vel ei honorem tollere, potestas debet inde deffendere et manu tenere.

45. — (4) Et si quis a potestate fuerit reptatus, debet in manu sua se mittere et per judicium ipsius curie redirigere et emendare dampnum et malum aut deshonorem quem ei factum habuerit, aut expiare se de Bauzia per sacramentum, et per batayam ad suum parem qui de genere et de honore sit de suo valore, cum dampno et perdedo quod per hoc debuit habere. Dampnum et perdedum idcirco dicit, ut tantum accipiat si vinxerit quantum perdiderit si vinceretur.

---

(1) Ibid., vol. I, pag. 344.
(2) Ibid., pag. 474.
(3) Ibid., pag. 526.
(4) Ibid., pag. 474-75.

46. — Similiter sit inter magnates et eorum milites, excepto quod bataya non sit in illorum manu facta, sed tantum in manu fidelis ab utraque parte electi.

47. — (1) Cunctum malum quod fecerit homo ad seniorem suum, vel senior ad hominem suum, sine fatigatione directi, et sine acuydamento, debet esse ex utraque parte redirectum.

48. — (2) Omnes homines, a vicecomitibus usque ad inferiores milites, eorum honorem habentes, debent ad potestatem jurare fidelitatem et suum honorem, per sacramentale scriptum, illi videlicet de quibus potestas voluerit.

49. — Sacramentum sit omni tempore juratum super altare consecratum vel super sanctum Evangelium; et ille qui juraverit, in omni sacramento, debet mittere: suo sciente, exceptus in Bauzia et in tradicione, per Deum et hec sancta.

50. — Omnes homines tam milites quam rustici jurent senioribus suis, sicut ipsi eis judicari fecerint juste, in placitis, sive in plateis; seniores vero hominibus suis nunquam.

51. — (3) Judei jurent christianis, christiani vero illis nunquam.

52. — Sacramenta rustici qui teneat mansum et laboret cum pare boum, sint credenda usque ad VII solidos plate.

53. — De aliis namque rusticis qui dicuntur Bacallarii, credantur sacramenta usque ad III mancosos auri valencie. De inde quidquid jurent per examen caldarie demonstrent.

54. — (4) Senex miles qui non potuerit se defendere per semetipsum, vel pauper qui se non potest preparare de bello, credatur per sacramentum usque ad V unciam auri valencie.

55. — Alii quoque milites, a XX annis usque ad LX, quidquid ju-

(1) Ibid., vol. I, pag. 344.
(2) Ibid., pag. 267.
(3) Ibid., vol. III, pag. 34.
(4) Ibid., vol. I, p. 268.

rent, unde perjuri sint apellati, manibus propriis deffendere ad illorum parem debent.

56. — Sacramenta burgensium credantur ut militum, usque ad v uncias. De inde quidquid jurent per bellum deffendant, scilicet per pedonem.

57. — Feuos quos tenuerint milites, si seniores eorum negaverint non eos illis dedisse, averent per sacramentum et per bataiam et habeant illos.

Illos scilicet quos non tenuerint et clamaverint, aut probent per testes, vel per scripturas, eos a senioribus eorum adquisivisse, aut dimittant eos.

58. — (1) Si quis alicui homini jactavit lanceam vel sagittam, seu aliquod armorum genus, si eum in aliquo leserit, emendet ei malum quod fecit; et si illum consequi non potuerit, pro sola presumptione quia jactavit ei, aut stet illi ad talionem sub ipso eodem pavore, aut emendet ei sicut unius plage medietatem. Et si armata manu aliquem leserit, vel requisierit, si non vulneravit, sed tantundem scutum vel vestimentum inciderit, vel in terra descendere et cadere fecit, similiter emendet ei per mediam plagam.

59. — Si quis occiderit aut vulneraverit equum, vel quodlibet animal, homine supra insedente, emendet ei duplo deshonorem equitantis, cum sacramento.

60. — (2) Omnes quippe naves Barchinonam venientes vel inde recedentes, per omnes dies et noctes sint in pace et treuga et sub defensione Barchinonensis principis, a capite de crucibus usque ad portum Salochi; et si aliquis in aliquo eis male fecit, per mandamentum principis sit illis redirectum in duplo, et principi suum deshonorem in duplo cum sacramento.

61. — (3) Item statuerunt ut omnes homines nobiles et ignobiles, quamvis graves sint inimici, omni tempore sint securi, per omnes

(1) Ibid., vol. I, pag. 485.
(2) Ibid., pag. 318.
(3) Ibid., pag. 538.

dies et noctes, et habeant sinceram treugam et veram pacem, a monte Catani usque ad castrum fidelis, et a colle de Finestrellis usque ad collem de Gavarra et a colle de Carolla et de valle Vitriaria usque infra mare, XII leugas. Et si aliquis hoc preceptum transcenderit in aliquo, malum et deshonorem quod fecerit emendetur in duplo et pro violacione bandi componat ad principem C uncias auri.

62. — (1) Camini et strate per terram et per mare sunt de potestate et per illorum defensionem debent esse in pace et treuga, per omnes dies et noctes, ita ut omnes homines tam milites quam pedites, tam mercerii quam negociatores, per illas euntes et redeuntes, vadant et revertantur securi et quieti sine ullo pavore, cum omnibus illorum rebus; et si quis illos requisierit, cederit, vulneraverit, deshonoraverit in aliquo, aut abstulerit eis aliquid de eorum rebus, malum et deshonorem quod illis fecerit in corpore emendet eis in duplo, secundum illorum valorem, et quod abstulerit restituat eis in undecuplum, et insuper donet ad potestatem tantum de suo avere, vel honore, ut jure-jurando diçat super sanctum altare quod pro deshonore quem ei fecit amplius illi emendare non debet.

63. — (2) Constituerunt etiam supradicti principes et preceperunt ut omnes homines in illorum terram degentes, faciant omni tempore pacem et treugam et guerram, per mare et per terram, sarracenis, *secundum illorum mandamentum.*

64. — (3) Quoniam per iniquum principem et sine veritate et sine justicia periit omni tempore terra et ejus habitatores, propterea nos predicti principes Raymundus et Adalmodis, consilio et auxilio nostrorum nobilium virorum, decernimus atque mandamus ut omnes principes qui in hoc principatu nobis sunt successuri habeant omni tempore sinceram et perfectam fidem et veram locutionem; ita ut omnes homines nobiles et ignobiles, reges et principes, magnates et milites, rustici et pagenses, mercerii et negociatores, peregrini et camina tenentes, amici et inimici, christiani et Saraceni, Judei et here-

(1) Ibid., vol. I, pag. 319.

(2) Voy. ibid., pag. 539. Cet article est omis dans les mss. de la Bibl. roy. J'ai pu le restituer à l'aide du commentaire de Marquillez et de la traduction catalane.

(3) *Const. de Catal.*, I, pag 58.

tici, possint se illis fidare et credere non solum illorum personas sed etiam civitates et castella et honorem et avere et uxorem et filios et cuncta que habuerint, sine timore et absque ulla mala suspicione; et omnes homines nobiles et ignobiles, magnates, milites et pedites, marinarii, et cursarii, et monetarii, in illorum terram stantes, vel aliunde advenientes ad juvandum predictos principes, eorum fidem et locutionem tenere, custodire et gubernare, per rectam fidem sine engan et malo ingenio et sine malo consilio in omnibus videlicet causis, tam in magnis quam in parvis; et inter cetera firmiter custodiatur ab eis pax et securitas quam principes dederint Yspanie et Sarracenis tam per terram quam per mare.

65. — (1) Simili modo firmiter observetur treuga et securitas quam precepit princeps inter inimicos teneri, quamvis ipsi inimici eandem treugam ei non auctorizaverint. Et emparamentum quod fecerit princeps per se vel per suum nuncium, vel *per* suum sagionem, vel per suum sigillum, nemo ausus sit ei desemparare, nisi primum fatigaverit se de directo *apud* principem, ad consuetudinem ipsius curie.

66. — Moneta autem tam auri quam argenti ita diligenter sit observata ut nullo modo crescat in ere, nec minuatur auro, vel argento, nec etiam penso. Qui vero hec omnia vel unum ex his, scilicet pacem et treugam, emparamentum vel monetas fregerit, violaverit, sive falsaverit, et quia tale malum et tale dedecus quod nemo redirigere potest vel emendare ad principem, ita stabiliendo precipimus ut persone eorum cum omni honore et avere veniant in manu principis ad suam voluntatem faciendam, secundum consilium et laudamentum ipsius curie; quia fides et justicia et pax et veritas principis quibus omne regnum gubernatur, regnum et plus quam regnum valent. Idcirco nullus estimare potest vel debet, alio quolibet precio vel emenda, quia hec supradicta fregerit, emendare vel redirigere ad principem, nisi ut supra statuimus venire in manu sua.

67. — (2) Item statuimus ut si quis seniori suo juraverit aliquid quod tenere non curet, dampnum quod seniori suo per transgressionem sacramenti evenit emendet ei in duplo: et si per hoc poterit esse

(1) Ibid., pag. 526-27.
(2) Ibid., vol. I, pag. 268.

salvus de sacramento, deinde et sacramentum teneat et cuncta que seniori suo jurando convenerat faciat et attendat. Sin autem et perjurus videtur esse, aut manum perdat aut c solidos redimat aut quartam partem facultatum amittat, profuturam in manum illius cujus perjurus effectus est. Et postea non testificetur in placito, nec credatur per sacramentum.

68. — (1) Princeps namque si colibet casu obsessus fuerit, vel ipse idem suos inimicos obsessos tenuerit, vel audierit quemlibet regem vel principem contra se venire ad bellandum, et terram suam ad succurrendum sibi monuerit, tam per litteras quam per nuncios, vel per consuetudines quibus solet admonere terram, videlicet per farones, omnes homines, tam milites quam pedites qui habeant etatem et posse pugnandi, statim ut hec audierint vel viderint, quam citius potuerint, ei succurrant; et si quis ei fallerit de juvamine quod in hoc sibi facere poterit, perdere debet in perpetuum cuncta que per illum habet; et quia honorem per eum non tenuit, emendet ei fallimentum et deshonorem quem ei fecit, cum avere et sacramento propriis manibus jurando, quoniam nemo debet fallere ad principem ad tanttum opus vel necessitatem.

69. — (2) Item statuerunt siquidem predicti principes ut exorchie, nobilium videlicet et magnatum, tam militum quam Burgensium, omni tempore in principum potestatem deveniant, videlicet omnia illorum alodia, quod quidem principi placuit legis habere vigorem. De mobilibus vero illorum, faciant ipsi exorchi quodcunque voluerint tam parentibus quam ecclesiis, sive pro illorum animabus ea attribuant.

70. — (3) Comunie et conveniencie quas invicem milites et pedites fecerint in cavalcatas, vel in venationes ire volentes, firmiter teneantur ab eis qui eas audierint, et autorizaverint; qui eas vero audierint et tacuerint et non contradixerint, ita habeant probatum, et dampnum quem admodum inter illos fuerit conventatum.

---

(1) Ibid., p. 527.
(2) Ibid., vol. III, pag. 60, et Ducange, v° *Exorc.*
(3) Ibid., vol. I, pag. 174.

71. — (1) Bonum usaticum et bene ab hominibus illorum auctotorizatum statuerunt sepe dicti principes, ut omnes homines seniores habentes, nullo ingenio vel ratione, neque per diffidamentum, neque per acuydamentum, neque per illorum feuum illis relictum guaytent personas illorum, nec encalcent, nec requirant, nec vulnerent, nec capiant, nec captos teneant. Si vero, quod absit, hoc aliquis seniori suo fecerit, veniat in manum illius tamdiu stare captus donec habeat illi emendatum malum et dedecus quod ei factum habuerit, secundum judicium principis vel curie, videlicet illud malum quod in persona ei fecit.

72. — (2) Strate, vie publice, aque currrentes et fontes vivi, prata, pascue, silve, garrice et roche, in hac patria fundate, sunt de potestatibus, ut non habeant per alodium vel teneant in dominio, sed sint omni tempore ad emparamentum cuncto illorum populo, sine ullius contrarietatis obstaculo et sine aliquo constituto servicio.

73. — (3) Rochas namque habeant potestates in tali dominio, utcunque eas habeant, in suo feuo, vel in suo alodio, *ut* non condirigant super eas, neque juxta eas fortitudinem aliquam, neque castrum, neque ecclesiam neque monasterium, sine licentia et consilio principis. Quod si fecerit aliquis qui suum honorem habeat juratum principi, perjurus erit in hoc sine aliqua intermissione, donec dimittat condirectionem.

74. — (4) Sechiam (al. *sequiam*) aque molendinorum que fluit ad Barchinonam mandamus esse intactam omni tempore, et qui eam presumptive fregerit componat principi c uncias auri valencie, per unamquemque vicem ; et qui in absconso ad rigandum hoc fecerit, componat principi per singulas vices ternas uncias auri predicti.

75. — (5) Si quis Judeo vel Saraceno baptizatis retraxerit illorum legem, vel appellaverit eos : *Tressallids* vel *renegat;* vel si quis inter menia nostra vel burgos primus traxerit gladium contra alium vel appel-

(1) Ibid., pag. 485.
(2) Ibid., pag. 271.
(3) Ibid., pag 445.
(4) Ibid., pag. 272.
(5) Ibid., pag. 485.

laverit aliquem *chuguz*, propter bannum emendet ad principem xx uncias auri Valencie. Et si inibi aliquod malum audierit vel accepit, nullo modo ei emendatum sit, et ille postea stet adversario suo ad directum et justiciam.

76. — (1) Auctoritate et rogatu cunctorum illorum nobilium et magnatum constituerunt sepe dicti principes Raymundus et Almodis, qualiter omne donum stet inconvulsum perhenniter ac firmum; adjicientes ut si quis castrum suum, vel honorem, seu aliquam possessionem voluerit dare filio suo, vel filie, seu etiam nepoti suo, vel nepti, tali vero ratione ut cuncta que dederit cunctis diebus vite sue teneat et post ejus obitum cui donaverat remaneat, talem convenit adhibere firmitatem, quod inde postmodum voluntatem suam nullatenus mutare possit: hoc scilicet ut recipiat eum ad hominem manibus commendatum, aut donet ei potestatem de castro, aut commendet illi castlanum castri et eos qui honorem quem dedit habuerint per eum, aut faciat jam dictum castrum et honorem ei adquirere de seniore per cujus manum ille idem castrum vel honorem habuerit. Quod si hec omnia fecerit, seu etiam unum ex predictis, deinde voluntatem suam mutare non poterit, si illa juste fuerit facta donatio, aut nulla alia impedierit ratio. Nam leges et jura concedunt patrem bene facere filio suo vel nepoti, dando ei vel meliorando eum de suo honore: et est usum hoc facere aliquando in presencia, aliquando in absconso, ob timorem ceterorum filiorum suorum, sive seniorum, vel etiam parentum et amicorum. Ea propter prelibati principes et omnis eorum curia sana intentione laudaverunt et laudando constituerunt hujus modi pretaxatam tenere donationem, videlicet hominiaticum, potestatem castri, aut commendationem castlani, aut adquisitionem de seniore, talem in omnibus firmitatem obtinere, quod deinceps ulla fraudulenta calliditate subverti, vel aliquo ingenio non possit mutari. Hoc quoquo modo et ordine possit pater vel avus meliorare filium suum vel filiam, vel etiam nepotem suum vel neptem.

77. — (2) Exheredare autem possunt predicti genitores filios suos vel filias, vel nepotes sive neptes, si illi tam presumptuosi extiterint ut patrem aut matrem, avum vel aviam, graviter percusserint, vel dehonestaverint, vel de crimine eos in judicio accusaverint, aut si

(1) Ibid., pag. 451.
(2) Ibid., pag. 393-94.

filii efficiantur baudatores, vel filie maritis se jungere noluerint sed turpiter viverint, aut si filii se Sarracenos fecerint et penitere noluerint; tales siquidem manifeste convicti ab hereditate supradictorum, si idem avus, vel avia, pater vel mater voluerint, sunt repellendi.

78. — Si quis filium suum vel filiam seu nepotem suum vel neptam exheredare voluerit, nominatim illum exheredet, et culpam per quam exheredet dicat, et alium in loco suo instituat, et causam exheredationis ab eo qui instituitur heres veram esse probetur. Si unum ex hiis deficerit, exheredare filium suum vel filiam, nepotem vel neptam nullo modo poterit; et si presumpserit, irritum erit et nil valebit.

79. — (1) Possunt etiam principes magnates et milites dare cui voluerint illorum honorem, illum scilicet quem expectabant sibi juste venire in apertionem, post mortem alicujus possessoris; sed postea non possunt mutare suam voluntatem, si acquisitor jam erat homo illorum manibus commendatus, aut, propter illud donum, illum ad hominem receperint, quia hoc erit ei talis tenendo. Quod si senior hunc honorem ei non dedisse negaverit, sufficiet ei averamentum, sicuti faceret si jam hunc honorem tenuisset; quia multocies hoc donum invenitur esse in absconso factum; proptera sepe dicti principes ad talem donum omni tempore dederunt averamentum.

80. — (2) Judicium in curia datum, vel datum a judice de curia electo, ab omnibus sit acceptum et omni tempore secutum; et nullus, aliquo ingenio vel arte, ausus sit recusare. Et qui contra fecerit vel facere voluerit, persona sua cum omnibus que videtur habere veniat in manum principis, ad suam voluntatem facere, quia qui judicium curie recusat curiam falsat, et qui curiam falsat principem dampnat; et qui principem vult dampnare punitus et dampnatus sit omni tempore, ipse et sua progenies; quia demens est et sine sensu qui sapiencie et sciencie curie vult resistere vel contra stare, in qua sunt principes, episcopi, abbates, comites, et vicecomites, comitores et vasvassores, philosophi et sapientes atque judices.

81. — Judicia curie et usatici gratis debent esse accepti et secuti, quia non sunt missi nisi pro severitate legis; quia omnes possunt pla-

(1) Ibid., pag. 452.
(2) Ibid., vol. I, pag. 35.

citare, sed compositionem juxta leges non omnes possunt implere. Quia leges judicant homicidium esse compositum MCCC solidos aureis, qui valent II millia CCCC solidorum plate fine(1); avulsionem etiam oculi C; abscisionem vero manus C; pro pede C; et sic pro cuncta membra; judicant nempe omnes homines æqualiter; nihil vero judicant inter vassallum et seniorem, quia in legibus (2) non invenitur hominiaticum. Idcirco facienda que sunt secundum usaticum, aut erunt facta, constituerunt prelaudati principes secundum usaticum esse judicata, et, ubi non sufficerent usatici, reverteretur ad leges et ad principis arbitrium, ejusdem que judicium atque curie.

82. — (3) Quicunque subdiachonem occiderit, CCC solidos componat; qui diachonem vero CCCC solidos; qui presbyterum DC solidos; qui monachum CCCC solidos culpabilis judicetur; qui episcopum, DCCCC solidorum (4).

83. — (5) Si quis per treugam domini se miserit in aguayt, vel stabilierit aguayt, infra honorem vel terminum castri adversarii sui, et cum ipso aguayt in crastinum per foras treugam fori fecit, ita debet emendare sicuti faceret si per treugam domini fecisset.

84. — (6) Stabilierunt etiam supradicti principes quod adversarius quilibet suum adversarium in placito sperare debet usque ad horam diei terciam. Deinde vero, si vult, accipiat pignora et teneat istud fallimentum per fatigamentum directi, si ille adversarius qui ad placitum fallerit non habuerit esse sine engan; et si esse habuerit, placitum causidico suo non demandaverit. Non ita erit inter homines et illorum seniores; satis videtur esse congruum sperare homines seniores suos usque ad nonam.

85. — (7) Precipimus ut perjuria caveantur, nec admittantur testes ad juramentum antequam discuciantur; et si aliter discuti non pos-

(1) Ibid., pag. 36, trad. catalan.: 300 *sous de morabatins.*
(2) *Wgothicis* nempe.
(3) *Constit. catal.*, vol. I, p. 462.
(4) Deest in ms. 4673.
(5) *Const. cat.* 1, pag. 539.
(6) Ibid., pag. 192.
(7) Ibid., pag. 237.

sunt, separentur ad invicem, et singulariter inquirantur; et non liceat accusatori testes eligere, absente suo causatore. Et omnino nullus nisi jejunus ad sacramentum vel ad testimonium adducatur. Si refutatur, dicat ipse qui eum refutat vel probet quare eum recipere noluit, et de ipso pago non de altero testes eligantur, nisi forte longius extra comitatum causa sit inquirenda. Et si quis convictus fuerit perjurius, manum perdat, aut c solidos redimat.

86. — Et testes, prius quam de causa interrogentur, sacramento constringantur, ut jurent se nichil aliud nisi rei veritatem esse dicturos. Hoc etiam jubemus ut honestiores magis quam viliores testes ad fidem pocius admittantur; unius autem testimonium, quantum libet splendida et idonea videatur esse persona, nullatenus audiendum.

87. — (1) Si quando cujuscunque injusta apellatio comprobatur, sumptus quos per apellationem adversarium suum compulit sustinere, non in simplum, sed in quadruplum ei reformare cogatur. Duo vel tres ad omnia probanda negocia sufficiunt. Unius testimonium legibus et canonibus improbatur (2).

88. — (3) Nullus unquam presumat accusator simul esse et judex et testis, quum in omni judicio quatuor personas necesse est semper adesse; id est judices electos, accusatores idoneos, defensores congruos, atque testes legitimos. Judices autem debent uti equitate, accusatores intentione ad amplificandam causam, defensores extenuatione ad minuendam causam; testes debent probare veritatem.

89. — (4) Accusatores et testes esse non possunt qui ante sternum (5) diem aut nudius tertius inimici fuerint, ne irati nocere cupiant, ne lesi se ulcisci velint; inoffensus ergo accusatorum et testium effectus querendus est, non suspectus. Idonei testes non videntur esse quibus imperari potest ut testes fiant.

90. — (6) Per Scripturam nullius accusatio suscipiatur, sed propria

(1) Ibid., pag. 406. Marquillez : *scilicet quando.*
(2) Ibid., pag. 237. Marquillez y ajoute le fragm. *idonei testes* de l'art. 89.
(3) *Const. cat.* 1, pag. 192.
(4) Ibid., pag. 237.
(5) *Extremum*, ms. 4673. Trad cat : *abans del dia passat.*
(6) Ibid., pag. 456.

voce accuset, si legitima et condigna accusatoris persona fiat, presente videlicet eo quem accusare desiderat, quia nullus absens aut accusari potest aut accusare.

91. — (1) Autoritate et rogatu omnium illorum virorum constituerunt sepedicti principes Raymundus comes et Aldamodis ut omnes homines tam nobiles quam ignobiles ad potestates venientes vel cum eis stantes, sive ab eis recedentes, habuissent omni tempore per omnes dies et noctes pacem et treugam et fuissent securi ab omnibus illorum inimicis, simul cum omni illorum honore et avere, et cum omnibus hominibus illorum honorem tenentibus, vel in illorum honore permanentibus, sive in eorum servicio laborantibus, cum cunctis que habuerint vel possiderint, usque quo in domibus suis sint reversi. Et si quis eis nocuerit, vel aliquod dampnum vel forifacturam eis fecerit, ipsa die teneat se pro aquindatum (2) a potestate. Et si per hoc aliquod malum perdiderit, nullo modo ei emendatum sit. Et ille qui precepta principum transcenderit, et ad illos qui in hac defensione sunt positi vel ad res illorum aliquod malum aliquo ingenio fecerit, et cuncta que rapuerit et cuncta que tulerit, in undecuplo eis restituat quibus violentus fuit, per districtionem potestatis, et postea emendet ad potestatem deshonorem quem ei fecit, cum avere et sacramento, manibus propriis jurando.

92. — (3) Constituerunt etiam ut, factis invicem querimoniis, si persone eorum inter quos causa erit postea ad hominiaticum vel ad sacramentum fidelitatis, seu ad amicitiam per fidem comprehensam devenerint, probate querimonie si ibi non fuerint retente, sint perempniter invalide et *reputentur in fine* (4).

93. — (5) Ex magnatibus vero, videlicet vicecomitibus, comitoribus sive vasvassoribus, nullus presumat deinceps ullo modo punire impios, id est pendere per justiciam, nec castra contra principem noviter edificare, nec fortitudinem tenere obsessam, nec debellare cum

---

(1) Ibid., pag. 527. Marquillez : *ad potestatem v. vel cum eo st. s. ab eo rec.*

(2) *Aeuydatum*, ms. 4673. *Sic* Marquillez.

(3) *Const. cat.* 1, pag. 175.

(4) Sic ex veteri versione catal.; mss. autem : 4673, *deputentur infirme*; et 4671, *deputentur in finc.* Versio cat.: *y tenguts per finits.*

(5) Ibid., pag. 527-28.

ingeniis, quod rustici dicunt fimbula, et gossa, et gata, quia magnum dedecus erit potestatibus, et qui fecerit statim ut requisitus fuerit a principe, castrum relinquat, vel destruat, et fortitudinem ei reddat, sine pejoramento, si captam illam habuerit; et cuncta malefacta que ibi fecerit emendet in duplo cui fecit per illius districtum; et si milites vel alios homines ibi perdiderit, solutos illos ei reddat. Postea vero esmendet illi deshonorem, per sacramentum, manibus propriis jurando quod amplius ei emendare non debet.

94. — Quia justiciam facere de malefactoribus datum est solummodo potestatibus, videlicet de homicidiis, de adulteriis, de veneficis, de latronibus, de raptoribus, de bauzatoribus, et de aliis, sicut eis visum fuerit, truncare pedes et manus, trahere oculos, tenere captos in carcere longo tempore; ad ultimum vero si opus fuerit eorum corpora pendere;

95. — Mulieribus autem truncare nares, et labra et aures, et mamillas et si necesse fuerit in ignem cremare. Et quia terra sine justicia non potest vivere, idcirco datur potestatibus justiciam facere; et sicut datum est eis justiciam facere, sic licitum erit eis cui placuerit dimittere et perdonare.

96. — (1) Laudaverunt, ottorgaverunt et auctorizaverunt sepe dicti principes, Raymundus scilicet et Adalmodis, cum eorum magnatibus, ut ecclesias et clericos et omnia eorum directa atque justicias, sive etiam treugas fractas, et sacrilegia in eorum episcopatu facta, requirant et placitent et distringuant et judicent episcopi in eorum capitulis vel in synodis seu etiam in conciliis vel communitatibus.

97. — (2) Item statuerunt prelibati principes ut potestates confirment omni tempore et teneant pacem et treugam domini et faciant eam confirmari et teneri ab illorum die magnatibus, nec non et ab omnibus hominibus in eorum patria degentibus; et si aliquis in aliquo pacem et treugam domini fregerit, redirigat ad judicium episcoporum ejus.

---

(1) Ibid., pag. 15.

(2) Non traduit dans le volume des *Constit. de Catal.* Cet article a-t-il été interpolé? Je ne pense pas; il est indiqué par Marquilles qui suivait un bon texte.

98. — (1) Omnia malefacta que sint per treugam domini facta, omni tempore in duplo sint emendata, exceptis ad illos qui sunt a pace et treuga domini ejecti.

99. — Treuga data tam inter amicos quam infra inimicos sine engan sit observata et custodita ; si vero, quod absit, in aliquo fuerit fracta, in simplum sit redirecta.

100. — (2) Si quis de homicidio probatus fuerit vel convictus, veniat in manum proximorum defuncti et senioris illorum, si noluerit directum facere, aut non potuerit facere, ad illorum voluntatem sine morte.

101. — (3) De compositione omnium hominum qui sint interfecti, eorum filii seu propinqui quibus ad capiendam hereditatem legitima successio competit, accusare reum vel homicidam poterint, et indubitanter persequi potestatem habeant. Quod si fecerint, habeant compositionem homicidii, sicut judicatum fuerit a reis vel homicidis facere secundum leges, vel secundum istius patrie mores.

102. — (4) De omnibus hominibus exceptis militibus, scilicet de burgensibus et de bajulis, atque de rusticis, constituerunt sepedicti principes habere de emenda terciam partem seniores eorum in quorum honore steterint quando interfecti fuerint vel quando aliquod malum vel contumeliam in corpore vel in honore, sive in avere prehendiderint, si eorum seniores valde eos inadjuverint; ita tamen ut a quibus acceperint compositionem sine engan faciant illis diffinitionem, laude vel consilio proborum hominum vel etiam istius patrie judicum vel potestatum.

103. — (5) Si quis aliquod malum acceperit, et, antequam eum vendicet, justiciam exinde quesierit, si malefactor eam inde illi facere promiserit, et ille, renuens justiciam recipere, postea aliquod malum perinde fecerit, primum emendet malum quod perpetravit et

(1) *Constit. catalan.*, vol. I, pag. 539.
(2) Ibid., pag. 463.
(3) Ibid., pag. 456.
(4) Ibid., pag. 485-86.
(5) Ibid., pag. 251.

postea accipiat ex malefactore illo justiciam quam inde ei facere debuerit; quod si malefactor justiciam contenderit, si aliquod malum prehenderit, nullo modo ei emendatum sit.

104. — Si quis homines habuerit qui, non precepto vel suo consensu, aliquod malum alicui fecerint, et ille propter eos et de illis justiciam facere promiserit et firmare ut eam faciat voluerit, si ille qui malum prendiderit justiciam recipere noluit et postea exinde aliquod malum alicui fecerit, primum redirigat sicut juste judicatum fuerit malum quod fecerit, et postea recipiat per seniores justiciam de hominibus suis, sicut ille eis facere debuit; quia sicut malum quod factum est per fatigacionem de directo nullatenus debet esse emendatum, ita illud quod factum fuerit, super firmamentum de directo, nullatenus debet remanere ut non sit ei redirectum.

105. — (1) Si quis contra alium aliquam querelam habuerit et ad justiciam faciendam eum vocaverit, ille autem, nec timore Dei, nec judicum jussu, nec propinquorum vel amicorum commonitu, justiciam querelatori facere noluerit; querelator autem, ira commotus, res ejus mobiles rapuerit, immobiles invaserit, domos concremaverit, messes et vineas et arbores devastaverit; posteaque reus aliquo tempore ad justiciam venerit; quidquid dampni ad querelatorem fecit primum et restituat et postea querelator res quas ex bonis ejus possidet ei reddat; consumpta vero, si aliquod lucri ad presens habet, tantum restauret, et postea reus justiciam faciat querelatori, sicut facere debuerit et decet.

106. — (2) De Bajuliis, qualescunque sint, respondere debent bajuli senioribus suis directis, per caldariam, etiam sine judiciis. Bajulias vero non concedant heredibus suis sine consensu senioris

107. — (3) Rusticus si desemparaverit hoc quod recte ei emparatum erit, pro sola presumptione det v solidos, et si rem inde traxit restituat illi in duplo, salvo jure suo seniori. Miles vero quod desemparaverit solvat, et quod abstulerit restituat in simplum cum sacramento.

(1) Ibid., pag. 251-52.
(2) Ibid., pag. 344.
(3) Ibid., pag. 521.

108. — (1) Si quis virginem violenter corruperit, aut ducat eam uxorem, si illa et parentes ejus volunt, et dederint ei suum exoar, aut donet illi maritum de suo valore. Si vero (*mulierem non*) virginem quis violenter adulteraverit et impregnaverit, similiter faciat.

109. — (2) De rebus et facultatibus de pagensibus (*steribus*) exorchis, illis ab hoc seculo discessis, eorum seniores habeant partem illam quam deberent habere in simul filii, si ibi remansissent, ab exorchis procreati.

110. — (3) Similiter, de rebus et possessionibus cuguciarum, si carum maritis nolentibus facta est cugucia, ipsi et earum seniores, equa portione, habeant partem totam adulterancium conjugum. Si vero, quod absit, volentibus maritis vel precipientibus, vel assencientibus, fuerit facta ipsa cugucia, illorum talium jus et justiciam habeant integriter seniores.

111. — Si autem mulieres, non grata voluntate sed metu et precepto mariti hoc pegerint, et immunes sint a maritis et a senioribus et absque aliqua amissione propriorum bonorum; et si eisdem mulieribus placuerit, separent se a maritis, ita tamen quod non amittant dotem suam nec sponsalicia.

112. — (4) Mariti uxores suas reptare possunt de adulterio, per suspicionem, et ille debent se inde expiare per illarum avagant, per sacramentum et per batayan, si ibi erunt manifesta indicia vel competencia signa; uxores militum et desuper, per militem; uxores civium et burgensium et nobilium bajulorum, per pedonem; uxores rusticorum, manibus propriis per caldariam. Si vicerit uxor, retineat eam vir suus honorifice et emendet ei omnes missiones quas fecerint amici ejus in ipso placito et in ipsa bataya, et malum de ipso bataier. Si autem victa fuerit, veniat in manu sui mariti cum cunctis que habuit.

113. — (5) Vere judex aliter non erit, nisi hoc quod judicavit ad

(1) Ibid., pag. 465.
(2) Ibid., vol. III, pag. 45.
(3) Ibid., vol. I, pag. 379.
(4) Ibid., pag. 465.
(5) Ibid., pag 456.

verum traxerit, per sacramentum et per batayam vel per judicium aque calide sive frigide.

114 — (1) Hoc quod juris est sanctorum vel potestatum, aut castrorum terminatorum, nemo potest eis impedire nec pro suo jure deffendere, nec retinere, nec etiam longinqua cc annorum possessione.

115. — (2) Tutores vel bajuli respondeant si voluerint pro pupillis; sin autem, expectandum est usquequo pupilli sint talis etatis, id est xx annorum, ut placitare possint cum querelantibus. Sed si probare possint se esse fatigatos de directo in patre eorum, illico debent tutores pro pupillis respondere et placitare, absque ulla prolongacione; ita tamen ut cum decesserit pater, statim veniant homines sui ante filium ejus et fiant sui homines manibus propriis commendati; et accipiant per manum illius castella et fevos quos tenebant per donum patris ejus, etsi parvulus est, et donent ei potestatem de ipsis castris. Deinde veniant cum eo ad seniorem per cujus manum debet habere suum honorem et commendent eum illi et faciant ei accipere per manum suam honorem quem pater ejus tenebat per eum; et illi cum tutore, et tutor cum illis, serviant ad seniorem, ita ut non perdat pupillus suum honorem; et sint homines tutoris, salva fidelitate senioris; ita nempe ut si tutor voluerit honorem illius pejorare, vel super usualiter terminum tenere, adjuvent inde ad seniorem illorum sine engan. Interim vero teneat tutor infantem et honorem ejus et nutriat illum bene et honorifice; et ad suum tempus faciat eum militem sicut decet et reddat illi suum honorem. Sin autem et puella est, det ei maritum laude et consilio proborum hominum, et similiter reddat ei suum honorem sine diminucione. Rustici quoque recuperent a tutore illorum honorem et mobile ad xv annos.

116. — (3) Sarracenis in fuga positis, quicunque eos invenerit et retinuerit antequam transeant Lupricatum reddat eos dominis suis, et pro mercede sua habeat de unoquoque singulos mancusos; de Lupricatu ad Franculinum, tres mancusos; de inde unciam unam auri et ferros et vestimenta.

(1) Ibid., pag. 397.
(2) Ibid., pag. 390.
(3) Ibid., pag. 491.

117.—(1)Rusticus vero si invenerit aurum vel argentum quod vulgo dicitur bonats, aut equum vel mulum, aut sarracenum, vel accipitrem, vel storium, statim denunciet domino suo, et demonstret et reddat et accipiat ab eo qualem mercedem inde ei senior dare voluerit.

118. — Rusticus etiam cum acceperit malum in corpore, vel dampnum de avere, vel de honore, ullo modo audeat vindicare, nec diffinire. Sed statim ut prehendiderit clamet ad dominum suum et simul cum eo accipiat inde justiciam, vel directum, et faciat in finem, ad illius preceptum.

119. — (2) Solidos de compositione arborum incissarum aliquociens precipimus aureos esse, sicut lex precipit, aliquociens ex denariis; quia sicut omnes arbores non similem valorem habent, ita non debent habere equalem compositionem; et ideo concedimus in arbitrium judicis crescere vel minuere hanc compositionem, secundum valorem arboris et secundum dampnum illarum et deshonorem domini.

120. — (3) In bajulia vel guarda unde quis habuerit hominiaticum, vel censum, si secundum suum posse bene custodierit et defenderit, habere ibi debet stachamentum et moderatum adempramentum, scilicet de herbis et de paleis et de ortis et fructibus arborum et nullo ingenio debet inde malum exire. Quod si fecerit, emendet ei dominus alodii, et insuper adjuvet eum si, per hanc bajuliam vel gardam, habuerit placitum vel guerram. De bajulia vero vel garda, unde non habuerit hominiaticum, vel censum, non habebit estacamentum, sed aliud habeat totum.

121. — (4) Si quis dixerit se fatigatum esse de justicia in principem, vel in episcopum, aut in dominum suum, seu in adversarium suum de directo, aut opposuerit ei esse a pace et treuga Domini ejectum, aut dixerit seniorem suum habere diffidatum, vel aquindatum, si hoc probare nequiverit, emendet ei omnia malefacta que per hanc occasionem fecerit. Postea que faciat querimoniam, et querat justiciam,

(1) Ibid., pag. 379.
(2) Ibid., pag. 486.
(3) Ibid., pag. 271-72.
(4) Ibid., pag. 252.

petat directum; ita publice, pluribusque vicibus; ut non possit ei esse negatum.

122. — (1) Omnes homines, postquam aquindaverint potestates, teneant eis pacem et treugam, XXX diebus; et potestates ad vicecomites vel comitores, XV diebus; et ad vasvassores et alios milites, X diebus.

123. — (2) Christiani non vendant arma sarracenis nisi ex consensu principis; quod si fecerint, armaque vendiderint, recuperent, quamvis eis grave sit; et nisi hoc fecerint, c uncias auri potestati persolvant. Similiter componant, si cibum eis vendiderint, contradicente principe. Eamdem quoque compositionem dabunt, si fecerint scire sarracenis cavalcatam vel ardimentum potestatis, vel discooperuerint eum de consilio suo, vel de secretis suis, emendato malo quod inde exierit.

124. — (3) Alium namque supra dicti principes nobilem et honestum et utilem miserunt usaticum quem illi tenuerunt et successoribus suis tenere in perpetuum mandaverunt; scilicet ut tenerent curiam et magnam familiam et fecissent conductum et darent sollatas et facerent emendas, et tenerent justiciam et judicarent per directum et manutenerent oppressum, et occurrerent obsesso; et quando vellent edere, facerent cornare ut nobiles et innobiles venirent prandere, et ibi distribuerent pallas quas haberent in magnatibus et in eorum familia, et ibi mandarent hostes cum quibus irent ad destruendam yspaniam et facerent novellos milites.

125. — (4) Item constituerunt sepe dicti principes quod si aliquis per semet ipsum vel per suum nuncium voluerit aquindare vel diffidare suum seniorem, securus posit facere; securus dum venerit, securus dum steterit, usque quo ad domum suam reversus fuerit (5).

---

(1) Ibid., pag. 445.

(2) Ibid., pag. 314.

(3) Ibid., pag. 528. Marquilles, au lieu de *Pallas*, lit *Palios* qu'il traduit par *tribut*.

(4) Ibid., pag. 344.

(5) La traduction catalane ajoute ici une disposition qui n'est point dans les mss. que j'ai pu consulter, mais qu'indiquent les anciens glossateurs des *Usatici*: *Entretant empero, si sabra dan de son senyor, vet lo si pora, e si vedar non pora, tantost ho notifie a son senyor, et si non fa, dan de malfaytor ne haura.*

126. — (1) Statuerunt etiam quod si parentes cum filiis vel filii cum parentibus contencionem vel placitum habuerint, parentes sint judicati ut seniores, et filii velut homines manibus propriis commendati.

127. — (2) Quod si filii senioribus patris sui aliquid forisfecerint, pater cogat filios ut illam forifacturam senioribus redirigant et emendent, aut ipse pro eis emendet; quod si facere noluerint, exheredet filios suos omnino, et de manu teneat sine engan.

128. — Item statuerunt quod si aliquis filius magnatum terre, tam majorum quam minorum, fecerit aliquod malum alicui homini ex castro patris sui, vel ex honore ejus, aut cum hominibus suis, ipse cogat filium et homines suam terram tenentes redirigere malum quod fecerunt, aut ipse pro illis redirigat. Quod si filius adhuc ex aliis locis, non ex honore paterno vel castro, neque cum hominibus patris, aliquod malum alicui fecerit, non redeat in paternum castrum vel honorem, neque pater aut mater impendant ei aliquod beneficium, vel protegant eum in aliquo. Quod si fecerint, emendent malum quod filius perpetravit et homines quos secum deduxit.

129. — (3) Statuerunt equidem prelibati principes ut si contentio evenerit aut placitum surrexerit inter christianos et judeos, sufficiant ex utraque parte duo testes ad comprobandam eorum nequiciam: videlicet unus christianus et alter judeus; ita tamen ut, si probaverint pro christianis, testificent ambo et juret judeus; et si probaverint judeis, similiter ambo testificent, et juret christianus.

130. — (4) Statuerunt etiam prefati principes et cognoverunt esse bonam fidem ut omnes homines, postquam quemlibet habuerint salutatum vel hosculatum, nullo ingenio aliquid ipsa die eis forisfaciant; si vero, quod absit, fecerint, sine aliquo interdicto illam forisfacturam cui factam habuerint redirigant et emendent.

131. — Similiter nempe statuerunt, ac bonum causimentum esse laudaverunt, ut si quis cum aliquo hospitaverit vel comederit, vu

(1) *Constit. catal.*, vol. I, pag. 192.
(2) Ibid., pag. 314.
(3) Ibid., vol. III, pag. 32.
(4) Ibid., vol. I, pag. 187.

sequentibus diebus, ab illius dampno se abstineat omnino, ut per aliquod ingenium aliquam foris facturam nullo modo ei faciat, neque per seniorem suum, neque per semetipsum. Quod si evenerit ut faciat, redirigat cui fecerit, et emendet sine engan.

132. — (1) Constituerunt igitur ut si quis cum alio ierit vel fuerit, sive in via, aut in domo, sive in agro, seu in alio quolibet loco, si aliquis eum requisierit vel aliquid de suo ei tollere voluerit, adjuvet in eum prout in melius possit, sine engan, contra cunctos, etiam contra seniorem suum; et nullam ex hoc pertimescat calumpniam, et senior suus nullo modo possit eum inde reptare in alico de hominiatico, neque de sacramento transgresso, nisi antea ab ipso seniore suo, seu ab amico ammonitus fuerit ut eum non guidasset, nec cum illo abisset.

133. — (2) Denique sepedicti principes apud Barchinonam commorantes, in ecclesia Sancte Crucis, Sancteque Eulalie, una cum consilio et auxilio episcoporum suorum, videlicet H. Barchinonensis et W. Ausonensis, et B. Gerundensis, nec non et abbatum et diversi ordinis clericorum religiosorum; assentione et acclamatione eorum illorum terre magnatum, ceterorumque christianorum Dominum timentium, confirmaverunt pacem et treugam Domini et statuerunt illam teneri in eorum patria omni tempore; et, si ullo modo fracta fuerit, redirigere et emendare quemadmodum scriptum habebatur illo tempore, in unaquaque sede, vel in unoquoque episcopatu illorum tempore.

134. — (3) Si ille qui plivium fecerit, fidem quam convenerit portare contempserit, liceat illi cui mentitus fuerit, eum distringere et oppignorare in treugam et in pace per omnes dies; ita tamen ut moderatum faciat districtum, aut competenter capiat pignus, quia non est justum capere magna pignora pro debitis modicis. Si vero ille qui plivium fecerit, fidem portaverit, et de suo debitum persolverit, ille qui eum in plivium misit, et ejicere noluit, in duplo ei persolvere cogaturtotum dampnum quod ei per ipsum plivium evenerit.

---

(1) Ibid., pag. 445.

(2) Cet article est reproduit dans une charte plus étendue qui a été insérée dans les *Constit. de Catalogne*, pag. 512, à la place de l'*usaticus*.

(3) Ibid., pag. 450.

135. — (1) Si quis seniorem suum despexerit et ei viliter responderit, et de reptamento quod ei fecerit eum dementitus fuerit; si malum inde ibi acceperit, nullo modo ei emendatum sit, si senior ex hoc verum dixerit; sin autem et senior mentitus fuerit, emendet ad hominem suum malum et deshonorem quem ille et sui inibi ei fecerint.

136. — (2) Miles vero postquam fuerit a seniore suo de baudia reptatus, non debet ei respondere de aliis querimoniis, donec a reptamento se expiaverit, nisi senior antea ei dimiserit reptamentum.

137. — (3) Constituerunt etiam sepedicti principes ut si majores cum minoribus causam habuerint et sacramenta inter eos judicata fuerint, jurent majores minoribus per semetipsos, si minores potuerint habere illorum quoequales qui pro eis jurent. Sin autem, jurent minores majoribus et majores donent eis illorum consimiles qui hoc jurent illis quod eis jurare debent. Si hoc totum illis defuerit, ex utraque parte sacramenta fiant per singulos homines qui sint christiani et homines illorum, manibus propriis commendati; hoc nempe constituerunt de communibus placitis in quibus nullus habet senioraticum vel dominationem.

138. — (4) De intestatis ab hoc seculo discessis, si reliquerint uxores ac filios, tertiam partem assequantur seniores in facultatibus eorum; si reliquerint filios et non uxorem, assequantur medietatem prefati seniores; si uxores et non filios, habeant medietatem seniores jam dicti, aliam medietatem parentes defuncti: quod si parentes desunt, senioribus detur totum, observatis tamen ad uxores suis directis, in omnibus locis. Ita sit de uxoribus intestatis quemadmodum dictum est de viris.

139. — (5) Unaquaque gens propriam sibi ex consuetudine elegit legem. Longa enim consuetudo pro lege suscipitur. Lex autem juris est species; mos vero, longa consuetudo de moribus tracta tantum-

(1) Ibid., pag. 486.
(2) Non traduit. Marquillez lit: *de bauzia.*
(3) *Const. cat.* 1, pag. 268.
(4) Ibid., vol. III, pag. 45.
(5) Ibid., vol. I, pag. 42.

dem. Consuetudo autem est jus quoddam, moribus institutum, quod pro lege suscipitur; nam quod rex vel imperator edicit, constitutio vel edictum vocatur. Omne autem jus legibus et moribus constat; mos vero est vetustate probata consuetudo. Institutio equitatis duplex est, nunc in legibus, nunc in moribus.

140. — Privilegia autem sunt leges privatorum, quasi private leges; nam privilegium inde dictum est quod in privato feratur.

141. — Solidus aureus (1) habet octo argenteos. Argenteus valet dimidium morabatinum. Uncia valet XIV argenteos. Libra quoque auri habet XXI solidum. Viginti unum solidorum sunt XII uncie. Solidus quoque valet III morabatinos. Uncia vero, VII morabatinos. Libra namque LXXXIII morabatinos. C solidi valent CCCC morabatinos. CCC solidi valent MCC morabatinos. Tres manchusi auri valencie valent unum morabatinum. Ternus dicitur pars tercia solidi.

142. — (2) Cum temporibus predecessorum nostrorum, per eorum auctoritatem et constitutiones, in his casibus quos leges nostre non sunt amplexe, utilitati communi sit provisum; nos *autem* eorum vestigia sequentes, omnem que matheriam sedicionis tollentes, et securitatem omnibus militibus ad curiam nostram venientibus vel apud nos manentibus, ex regio beneficio propiciantes, hac presenti lege decernimus, ne quis ausu temerario eos ad nos venientes vel redeuntes, vel apud nos manentes capere vel percutere presumat; penam illam in eum statuentes que constituta est in eos, a predecessoribus nostris per legem consuetudinariam, qui treugam et securitatem a principe datam non observaverint, vel in eos qui falsarii monete inventi fuerint. Sed et eadem pena feriendos esse censemus qui milites vocatos a domino archiepiscopo, et episcopis, comitibus, vicecomitibus, comitoribus,

(1) Cet article est omis dans le ms. 4673, et il porte le n° 163 dans le ms. 4671. La traduction catalane (*const.* I, pag. 531) indique un texte un peu différent de celui du ms. *Sou de or ha vuyt argents. Unça quatorze. Liura de or vingt y un sous. Lo sou val quatre morabatins. La unça set morabatins. La liura val Settante quatre morabatins. Cent liuras de or de valencia han enfi dos milia e cent sous de or, qui valent vuyt milia e quatre cents morabatins. Cent unças de or de valencia valen dos cents morabatins. E quatre mancusos emig de aquell or valen un morabati. E set mancusos de aquell mateix or fan una unça, qui val dos morabatins.*

(2) *Const. cat.* I, pag. 528.

vasvassoribus, vel quibuslibet aliis, de causa aliqua, ex commissione nostra cognoscentibus, in aliquo supradictorum offenderint. Adjicimus quoque huic nostre constitutioni quod si in presencia nostra, vel supradictorum, miles aliquis dementitus fuerit dominum suum (nisi ex causa reptamenti de prodicione, quia tunc non tenebitur hac constitutione, dummodo se purgare voluerit, licet curialius fecerit, si abstinuerit) eadem pena teneatur. Si vero miles non dominum dementitus fuerit, nisi ex causa supradicta, veniat in potestatem judicum, secundum arbitrium eorum, condemnandus.

143. — (1) Quoniam ex conquestione subjectorum querelam frequenter suscepimus, quod propter testium corruptiqnem veritas obfuscatur et depremitur, imperiales leges in hac parte sequentes, sanximus quod, si quilibet testis ab aliquo productus fuerit, in sacramento comprehendat, nec sibi, nec, se sciente, alicui subjecte persone pecuniam vel aliam rem fuisse datam, vel promissam. Præterea, facilitatem testium per quos veritati contraria proferuntur omnino compescentes, jubemus, cum, sub examine nostro vel cujuslibet a nos delegati, litigantem, qui scienter falsum testem produxerit, vel corrupserit, et amissionem cause sustinere et omnium bonorum mobilium duntaxat publicationem incurrere: quorum bonorum medietas domino ipsius assignetur, et medietas errario nostro servetur. Sed et eamdem penam sustineat circa publicationem bonorum qui falsum tulisse testimonium convictus fuerit, et insuper manum amittat et linguam, possessionibus uniuscujusque devolvendis hiis qui jure successorio ad eorum bona vocantur.

144. — (2) Quoniam ex conquestione subjectorum nostrorum frequenter querelam suscipimus quod sepe in judiciis calumpniose agitur et excipitur; interdum vero ab interlocutoria apellatur et ex hoc lis longius protrahitur et diutius suspenditur, ita quod vix aut nunquam finaliter poterit concludi; volentes huic fraudi seu malicie regali antidoto occurrere et finem litibus cupientes imponere, nec partes laboribus et expensis indebite fatigentur, de consilio et approbatione nobilium, magnatum, etiam civitatensium nostrorum qui tunc temporis in curia nostra aderant, taliter duximus statuendum,

(1) Ibid., pag. 237.
(2) Ibid., pag. 227

quod de cetero, in omnibus causis, prestetur sacramentum de calumpnia ab actore et reo; et quod nullatenus (1) ab interlocutoria sentencia apelletur, nisi a manifesto gravamine, vel nisi in se evidenter contineat errorem, seu contra jus fuerit pronunciatum. In quibus casibus, infra triduum cognoscatur de sentencia supradicta, et fine debito corrigatur; sic enim non solum lites sed etiam calumpniatores minuentur.

Item (2), provida deliberatione statuimus quod quilibet judex ordinarius testes nominatos cogat ad perhibendum testimonium veritatis,..... cum ob defectum testium sepe veritas occultetur.

Item (3), inviolabili observatione precipimus firmiter custodiri quod si contigit viatorem aliquem et advenam cum aliquo subditorum nostrorum causam habere, cito, absque mora, causa ista fine debito terminetur. Iniquum enim esset si hujus persone, que periculum viarum et fluminum sustinere se et sua frequenter exponunt, longiorem moram, contra proprie voluntatis arbitrium, in aliquo loco facere videantur (4).

145. — (5) Precipimus ut si aliquis alodiarius, miles vel rusticus, alodium suum dare vel vendere voluerit ecclesie vel monasterio, aut alicui dare, licentiam habeat, salvis bajuliis nobilium; et quantum habet in proprietate alodii, tantum habeat in hominibus ibi habitantibus vel inde exeuntibus.

146. — (6) *Statuerunt etiam sepe dicti principes ut* Si dominus bajulo suo propter fatigationem directi bajuliam suam emparaverit, et bajulus aliquo modo eam ei desemparaverit, bajuliam perdat et desonorem,

(1) Ibid., pag. 406.

(2) Ibid., pag. 238.

(3) Ibid., pag. 255.

(4) Le ms. n° 4673 nous fait défaut désormais. Quant au ms. n° 4671, à partir de l'art. 144, l'ordre des *usatici* y est complétement brouillé et renversé; l'écrivain n'est plus le même et il a inscrit dans sa copie des fragments qui n'appartiennent point à l'ouvrage de Raymond le vieux. Ainsi les n°s 146 et 147 du ms. sont des constitutions de Jacques Ier qu'on retrouve aux pages 268 et 385 des *Constitutions de Cathalunya*. Nous rétablirons le texte dans l'ordre des mss. primitifs, tel qu'il est indiqué par les commentateurs et par la table qui est en tête des *Constitutions* de Catalogne.

(5) *Const. cat.* 1, pag. 12.

(6) Ibid., pag. 344. D'après Marquilles, cet article commence à *si dominus*.

si cum domino suo in alio suo honore remansit, ad suam mercedem ei emendet; et de suis expletis si tantumdem furatus fuerit, et probare eum in aliquo judicio potuerit, per IX vices emendet; et deinceps per eam non transeat, nisi voluntas fuerit domini sui.

147. — (1) Vidua si honeste et caste post mortem viri sui in suo honore, bene nutriendo filios suos vixerit, habeat substanciam viri sui, quamdiu steterit sine marito. Si se adulteraverit et cubile viri sui violaverit, amittat honorem, et totum avere viri sui; et veniat honor in potestate filiorum, si in etate fuerint, vel illorum propinquorum, ita tamen ut non perdat suum, si in presenti apparuerit; nec sponsalicium amitat, quamdiu vixerit, et postea redeat ad filios suos vel propinquos.

148. — (2) Si quis vel testamentum vel cartam firmatam de aliqua contentione in placito ostenderit, et de altera parte nec per testes ydoneos, nec per scripturas firmas evincere potuerit, judex dicat quod justum ei videtur; alias servet unicuique directum suum.

149. — (3) Si quis bajuliam vel honorem domini sui impignoraverit sine ejus consensu, emparare poterit *dominus* per directum quandocumque voluerit. Si vero scierit, et non contradixerit, non emparet eas, sed firmet bajulus in directum, secundum valorem bajulie vel honoris, et sit emendatus, quia cum ejus consilio non fecerat, despectui illum habens.

150. — Si senior fatigaverit se, necessitate compulsus, de aliqua re in bajulo vel suo homine suum tenente de suo servicio, vel alio suo juvamine, semel, bis iterum, et, postea récusando, negaverit ei suum servicium vel adjutorium, secundum posse suum, firmet ei directum, vel coactus, primum servicium quod quesivit duplum emendet, et suum juvamen amplius ei non neget.

151. — (4) Si quis acceperit alienum hominem ei *redebentem* aliquod censum pro defensione, more solito, non debet eum manutenere suo seniori de juribus suis.

---

(1) Ibid., pag. 389.
(2) Ibid., pag. 308.
(3) Ibid., pag. 344.
(4) Ibid., pag. 379.

152. — (1) *Castrum antiqui dicebant oppidum loco altissimo situm, quasi casam altam quæ, mœnibus munita, pro castro tenebatur.*

153. — Cum in contentione (2)... (*res in contentione posita, donari, vendi aut transferri non potest.*)

154. — Quicumque violenter (3) *expulerit aliquem de possessione, sentencia judicis non expectata, causam amittat. Ille vero qui violentiam passus est redintegretur in possessione et securus ibi maneat. Si vero invaserit rem quam judicialiter obtinere nequit, et causam amittat, illudque, tantum quantum invasus est, expulso reddere teneatur.*

155. — Qui aliena (4) *furaverit aut invaserit, si in illa direptione cesus aut occisus fuerit nullam calumpniam patiatur qui vulneravit vel occidit invasorem.*

156. — Omnes cause (5) *Sive bone sive male, actionesque civiles et criminales, spacio* XXX *annorum tollantur; ita quod si postea de his mota sit questio, conventus gaudeat prescriptione, et actor libram auri cui princeps jusserit solvere teneatur.*

157. — Nemini liceat (6) *donare, vendere vel permutare res ecclesiasticas vel monasteriorum. Et si secus fiat pro infectis habeantur alienationes; emptorque precium amittat et venditor rem et precium ecclesie reddat. Quod mandatum servari curent episcopi. Res que ipsas etiam titulo pignoris vel ypothece obligari non liceat; aliasque revocetur ut in ecclesia sacra procedat missa.*

158. — Statuimus quod aliquis clericus (7) *non audeat rem immobi-*

(1) Omis dans le ms. 4671. On peut le restituer d'après la traduction catalane (ibid., pag. 445) et d'après Marquillez, puisqu'il ne contient qu'une définition grammaticale du *castrum* empruntée à Isidore, *Orig.* XV. 2. 13. Édit. Lindeman.

(2) Omis dans le ms. 4671. Marquillez en a donné un sommaire qui peut remplacer le texte. Voy. la traduct. dans *Const. de Catal.*, ibid., pag. 419.

(3) Omis dans le ms. 4671. Voy. *Const. de Catal.*, ibid. pag. 441. Le sommaire de Marquillez peut y suppléer.

(4) Voy. *Const. de Catal.*, ibid., pag. 478, omis dans le ms. 4671.

(5) Omis également dans le ms. 4671. Voy. *Const. de Catal.*, pag. 397. Marquillez attribue cet *usaticus* au roi Jacques Ier.

(6) Omis également dans le ms. 4671. Voy. *Const. de Catal.*, ibid., pag. 12.

(7) Omis également dans le ms. 4671. Voy. *Const. de Catal.*, ibid., pag. 314.

lem ecclesie absque licentia et subscriptione principis (Marquillez lit: *episcopi*) *alienare. Alias, pro nullo habeatur, et contrafaciens pena degradationis mulctetur. Et jam alienate revocentur.*

159. — (1) Si quis inscio domino alienam arborem inciderit, si pomifera est, det solidos III. Si oliva, solidos V. Si glandifera et major, II solidos; si minor est, I solidum. Si vero alterius sint generis et majores atque prolixiores sint, binos solidos det *pro unaquaque*; quia licet non habeant fructus, ad multa tamen commoda utilitatis preparant usus. Et hæc quidem composicio erit si tantumdem abcise fuerint; nam si presumptive incise alicubi ferantur, aut similes arbores cum illis incisis dabuntur, aut predictum precium duplo solvetur.

160. — Si quis alienum ortum vastaverit, statim, juxta damni estimationem a judice factam, domino orti cogatur exsolvere; ita ut si servus hoc fecerit, super compositione ipsius *damni*, L flagella, excessus accipiat.

161. — (2) Si quis per amorem pecunie (al. *per pecuniam*) aut per amorem amici vel propinqui sui juraverit, quartam partem de omnibus rebus suis, ei cui falsitatem juraverit, componat et testimonium amittat.

162. — Si quis falsum testimonium contra proxumum suum aliquo casu dixerit vel fecerit, tantum de suo avere perdat quantum suus proximus amisisset, si veritatem, contra eum testificando, dixisset.

163. — (3) Nullus homo vel femina testificare potest usque ad XIII annos completos. — Duo testes ydonei ad probanda omnia sufficiunt. (*Voy. l'art.* 87.)

164. — (4) Homicide, malefici, fures, venefici, sacrilegi, adulteri, incesti, et *omnes criminosi, ullo modo in testimonium recipiantur.* Anathematizati vero, excommunicati, heretici, Sarraceni, Judei, *a testimonio contra christianos sint alieni. Consanguinei etiam contra extraneos tes-*

(1) Voy. *Const. catal.*, ibid., pag. 486.

(2) Ibid., pag. 464.

(3) Ibid., pag. 238. La seconde partie de cet art. n'existe pas dans le ms. de Marquillez.

(4) Voy. *Const. catal.*, ibid. — Omis dans le ms. 4671.

tificari non possint, nisi voluerint; et inter se consentientes testificari possint, et non contra alios. Familiares nec servi pro domino testes *domui esse non possunt. Item inimici et qui nudius tercius inimici fuerunt a testimonio repellantur.* (Voy. l'art. 89.)

165. — Oportet (1) *ad mandatum judicis, prius facta citatione, cogendum esse testem ad perhibendum testimonium veritatis. Qui autem veritatem celaverit, etiamsi metu mortis aut debilitationis taquerit, deinceps in testimonio non recipiatur.*

166. — (2) Clerici et monachi sive sanctimonialis, qui usque ad septimum gradum non reliquerint heredes, et sic moriuntur ut nichil de suis facultatibus ordinent, ecclesia *ubi ipsi* servierint eorum substanciam vendicabit.

167. — (3) Pater contra filium, filius contra patrem, etiam si utriusque consenciunt, testes esse non possunt. Similiter, alter pro altero, testis esse non potest, quia in re propria reprobatum est domesticum testimonium. In alia vero, nihil nocet ex una domo plures testes alieno adhiberi negocio. In re propria testis aut judex aliquis esse non potest. De re filii, si utique consenciant litigatores, pater potest esse judex; similiter filius de re patris. Altero vero invito judicium ejus probabile non est.

168. — (4) Affirmantis est probare, non negantis, et hoc per omnia currit in exceptione et ceteris similibus. Sacramentum non est probatio, sed in defectu probationis datur reo vel actori, cui judex certiorem esse cognovit et quem magis juramentum timere perspexerit. Probatio fit aut testibus, aut cartis, aut argumentis, vel judicils verisimilibus. Igitur sacramentum non est probacio.

169. — (5) Si quis in alieno solo, sua matheria, domum hedificaverit, illius sit domus cujus et solum est. Sed tamen si bona fide hedificaverit, scilicet solum suum esse credens, domum retinere poterit, donec precium matherie et merces fabrorum recipiat. Si vero mala fide sciens in

(1) Voy. *Const. de Catal.*, ibid. — Omis dans le ms. 4671.
(2) Non reproduit dans les *Const. de Catal.*
(3) *Const. de Catal.* 1, pag. 238.
(4) Ibid., pag 231.
(5) Ibid., pag. 396.

alieno, contra domini voluntatem, hedificat, animum donandi videtur habere. Sed si conductionis jure et voluntate, si sine culpa domini, et ulla necessitate urgente, domum deserat, nec precium matherie, nec merces fabrorum recuperet. Si vero culpa domini, aut necessitate rerum cohactus, domum deserat, veluti propter regionis famem, aut propter guerram, aut propter impressionem alicujus potentis, tunc matherie precium dominus ei cogatur reddere; compensato si quid pro mercede domus debet. Quecumque diximus de eo qui bona fide, vel mala fide, hedificat, et omnia intelligenda sunt de eo qui seminat aut plantat aut silvam infructuosam extirpat.

170. — Si quis aliquem de bausia reptaverit (1) *et reptator non fuerit reptati dominus, et in manu domini se miserit pro bataya, si reptatus victus fuerit, fiat de illo sicut de fraudatore probato fieri debet; et victor recuperet de bonis victi omnes missiones et perdutas quas propter batayam fecerit. Si vero reptator victus fuerit, qui sanguinem alterius injuste tentaverit effudere, in potestate victoris tradatur qui pro sua voluntate de rebus suis capiat emendandum damnum quod passus est.*

171. — Hec est forma (2) qualiter fiat sacramentum judeorum quando intendunt jurare contra christianos, tenentes rotulum in collo.

Juras, o Judee, per illum qui dixit: Ego sum et non est alius preter me; juras per illum qui dixit: ego sum dominus deus tuus qui eduxi te de terra egypti et de domo servitutis. — Dic: Juro.

Et per illum qui dixit: *Non habebis deos alienos contra me.* — Dic: Juro.

Et per illum qui dixit: Non facies..... neque omnem si-

(1) Omis dans le ms. 4671. Traduit dans les *Const. catal.*, pag. 475. Marquillez lui a substitué la constitution *si quis promiserit* de Pierre Ier, roi d'Aragon, relative à la promesse faite par un père, sous clause pénale, de donner sa fille en mariage. Il paraît que cet *usaticus*, comme les quatre suivants, était de bonne heure tombé en désuétude.

(2) Cet *usaticus* est également omis dans le ms. 4671, mais je l'ai retrouvé au fol. XLVIII du ms. 4673. Il a été traduit au vol. 3 des *Constitutions de Catal.*, pag. 5. Marquillez lui a substitué la constitution : *cum in celebri causa*, de l'an 1218; laquelle a été aussi intercalée dans le manuscrit 4671, au n° 147 des *usatici*; on la retrouve à sa place naturelle dans le ms. 4673; elle est traduite en catalan, dans les *Const. de Catal.*, 1, pag. 385. La *forma sacramenti* pourrait bien cependant être postérieure à Raymond le vieux. Elle est datée de l'an 1241 dans le ms. 4673.

militudinem que est in celo desuper, et que in terra deorsum, nec eorum que sunt in aquis, sub terra; non adorabis ea neque coles. — Dic : Juro.

Et per illum qui dixit : Ego sum dominus deus tuus, fortis, zelotes, visitans iniquitates patrum in filios, in terciam et quartam generationem eorum qui oderint, et faciens misericordiam his qui diligunt me in milia, et custodiunt precepta mea. — Dic : Juro.

Et per illum qui dixit : Non assumes nomen domini tui in vanum, nec enim habebit insontem dominus eum qui assumpserit nomen domini sui frustra. — Dic : Juro.

Et per illum qui dixit : Memento ut diem sabbati sanctifices ; vi diebus operaberis, et facies omnia opera tua. Septimo autem die sabbati, Domini tui est, non facies omne opus tuum, et filius tuus, et filia tua, et servus tuus et ancilla tua et jumentum tuum, et advena qui est intra portas tuas. Sex enim diebus fecit Deus celum et terram, mare et omnia que in eis sunt, et requievit in die septima. Idcirco benedixit Deus diem sabbati et sanctificavit eum. — Dic : Juro.

Et per illum qui dixit : Honora patrem tuum et matrem tuam ut sis longevus super terram quam Dominus Deus dabit tibi. — Dic : Juro.

Et per illum qui dixit : Non occides. — Dic : Juro.

Et per illum qui dixit : Non mechaberis. — Dic : Juro.

Et per illum qui dixit : Non furtum facies. — Dic : Juro.

Et per illum qui dixit : Non loqueris contra proximum tuum falsum testimonium, — Dic : Juro.

Et per eum qui dixit : Domum proximi tui non concupisces, nec desiderabis uxorem ejus, nec servum, nec ancillam, nec bovem, nec asinum, nec omnia que illius sunt. — Dic : Juro.

Juras per quinque libros Legis, per nomen sanctum et gloriosum Helie, Assec Heyc, Halic, Husey, etc. — Dic : Juro.

Et per nomen honorificatum Hiya Hiliathia et per nomen magnum et fortem, tam admirabile quod erat scriptum super frontem Aaron. — Dic : Juro.

Et per nomen admirabile Ananie fortis quod dixit Moyses super mare et per duodecim vias. — Dic : Juro.

Et transirent omnes filii Israel per siccum et submersus est Pharao, et omnis exercitus ejus in mari Rubro, et mannam sanctam quod comederunt parentes tui in deserto. — Dic : Juro.

Et per tabernaculum et omnia vasa ejus et per mensam sanctam et tabernaculum aureum, totam et arcam federis, et per duas tabulas

quas posuit Moyses in ea, per preceptum Domini. — Dic : Juro.

Et per cortinam paratam, ante cherubinum extensam et per vestes sanctas Aaron et filiorum ejus, et per fedus sanctum quod pepigit Dominus cum Moyse et cum filiis Israel in montem Sinaï, in manu Moysis. — Dic : Juro.

Et per juramentum sanctum quod juravit Deus ad Abraham in monte Morya et per terram promissionis et per Israel, et per cathedram honorificatam Dei, et per angelos ministrantes ante sanctum benedictum, et per sanctas rotas animalium, stantes facie ad faciem coram Deo, laudancium et dicencium, voce magna : Sanctus, sanctus, sanctus, Dominus Deus Sabaoth, pleni sunt celi et terra gloria sua.— Dic : Juro.

Et per omnes angelos pacificos qui in celis sunt et per omnes sanctos Dei, et per omnes potestates Dei, et omnia nomina sancta et honorificata et mirabilia et terribilia que sunt : Athanatos, Barachu, *Bubrustu*. — Dic : Juro.

Et per illum qui dicitur admirabilis, consiliarius, Deus fortis, pater futuri seculi, princeps pacis. — Dic : Juro.

Et per omnia nomina sancta omnium angelorum qui in celo sunt et per XXIV libros Legis, et per illud totum quod est in eis scriptum, et per benedictiones et maledictiones que date fuerunt super monte Gariza et super monte Ebal, et per duodecim tribus Israel. — Dic : Juro.

Ut si scis veritatem et vis jurare mendacium, veniant super te omnes maledictiones et apprehendent te. — Responde : Juro.

Maledictus eris in civitate, et maledictus in agro; maledictum horreum tuum et maledicte reliquie tue. — Responde : Amen.

Et maledictus fructus ventri tui et fructus terre tue, armenta boum tuorum, et greges ovium tuarum; maledictus eris ingrediens, et maledictus egrediens. — Responde : Amen.

Mittat Dominus super te famem, et esuriam et inquinacionem in omnia opera tua que facies, donech conterat te, et perdat velociter, propter adjuventiones tuas pessimas, in quibus reliquisti me. — Responde : Amen.

Adjungat tibi Dominus pestilenciam donech consumat te de terra ad quam ingredieris possidendam. Percuciat te Dominus egestate et febri, et frigore, ardore, et fluet aere corrupto et rubigine, et persequatur donec pereas. — Responde : Amen.

Sit celum quod supra te est ferreum, et terra quam calcas ferrea:

det Dominus imbres terre tue pulverem, et de celo descendat super te cinis donech conteraris; tradat te Dominus corruentem ante hostes tuos, et per unam viam egrediaris contra eos; et per vii fugias, et dispergaris per omnia regna terre. — Responde: Amen.

Sitque cadaver tuum in esca cunctis volatilibus celi, et bestiis terre, et non sit qui ambigat; percuciat te Dominus ulcere Egipti, et partem corporis per quam stercora egrediuntur scabre quoque et prurigine, ita ut curari nequeas. — Responde: Amen.

Percuciat te Dominus amencia et cecitate, ac furore mentis, et palmes in meridie sicut palpare solet ceeus in tenebris, et non dirigat vias tuas, omnique tempore calumpniam sustineas et opprimaris violencia, nec habeas qui liberet te. — Responde: Amen.

Uxorem accipias et alius dormiat cum ea. — Responde: Amen.

Domum hedifices et non inhabites in eam. Complantes vineam et non vindemies eam. Bos tuus immoletur coram te et non comedas ex eo. — Responde: Amen.

Asinus tuus capiatur in conspectu tuo et non reddatur tibi; oves tue dentur inimicis tuis et non sit qui te adjuvet. Filii tui et filie tue tradantur alteri populo, videntibus oculis tuis, et deficientibus a conspectu ipsorum tota die, et non sit fortitudo in manu tua. — Responde: Amen.

Et fructus terre tue et omnes labores tuos comedat populus quem ignoras, et sis semper calumpniam sustinens, et oppressus cunctis diebus, ad terrorem eorum quos videbunt oculi tui. Percuciat te Dominus ulcere pessima in genubus, in cuxeis; sanari ne non possis, etiam a planta pedum usque ad verticem tuam. — Responde: Amen.

Ducetque Dominus te et uxorem tuam et filios tuos et filias tuas in gentem quam non novisti tu et patres tui et servias ibi diis alienis ligno et lapide et eris positus in opprobrium (1) ac fabulam omnibus populis ad quos introduxerit ibi Dominus. — Responde: Amen.

Semen multum jactabis in terra et modicum congregabis, quia locuste omnia devorabunt. Vineam plantabis et fodies, et vinum non bibes, nec colliges ex ea quitquam, quoniam vastabitur vermibus. Olivas habebis in omnibus terminis tuis et non ungeris oleo, quia defluet et deperibit. — Responde: Amen.

Filios generabis et filias et non frueris eis, quoniam ducentur in

(1) Ms. 4673 : positus in *proverbium* et fabulam.

captivitatem. Omnes arbores tuas et fructus terre tue rubigo consumet. Advena, quoniam tecum adversabitur in terra tua, ascendet super te eritque sublimior; tu autem descendes et eris inferior. Ipse fenerabitur tibi et tu non feneraberis ei. Ipse erit in capite et tu eris in cauda. Et venient super te omnes maledictiones et persequentes apprehendent te donec intereas. — Responde: Amen.

Servies inimico tuo quem Dominus mittet tibi, in fame, et siti, et nuditate, *et frigore*, et omnia penuria; et imponet jugum super cervicem tuam, donech te conterat. Adducet Dominus super te gentem de longinquo et de extremis finibus terre, in similitudinem aquile volantis in impetu, cujus linguam intelligere non possis. — Responde: Amen.

Gentem pessimam que non deferat seni, nec misereatur parvulis, et devoret fructus jumentorum tuorum, et fruges terre tue, donech intereas, et non relinquat tibi triticum, vinum et oleum, armenta gregis boum et greges ovium, donech te disperdat et conterat, et comedat fructum uteri tui et carnes filiorum et filiarum tuarum, quas dedit tibi Dominus Deus tuus, in angustia et vastitate qua operuit te hostis tuus. — Responde: Amen.

Consumetur in vanum virtus tua; non donet terra tua germen suum et arbores terre tue non dent fructum suum. Mittat Dominus bestias agri que consumant te et pecora tua; et ad paucitatem cuncta redigant deserta que fiant in terra tua. Confringat Dominus de te baculum panis et reddat eum ad pondus et comedas et non sis saturatus. Non ignoscat tibi Deus, sed contra te maxime furor ejus firmetur et zelet contra te, et sedeant super te omnia maledicta que scripta sunt in hoc volumine; et deleat Dominus nomen tuum sub celo et consumat te in perdicione, ex omnibus tribubus Israel, juxta omnes maledictiones que in isto volumine continentur. — Responde: Amen.

Et fiant filii tui Orphani et uxor tua vidua fiat, sicut stipula ante faciem venti, et angelus Domini persequatur te. Fiant vie tue tenebrose et lubrice et angelus domini te impellat; fiat mensa tua coram te in laqueum et in tribulationem et in scandalum. — Responde: Amen.

Obscurentur oculi tui ne videant, et dorsum tuum semper incurvetur, et fundat dominus super te iram suam, et furor ire sue comprehendat te; et ponat deus iniquitatem(1) super iniquitatem tuam et

(1) Ms. 4673 et *opponat* Deus iniquitatem *suam*.

non intres in justiciam suam. Fiat habitatio tua deserta et in tabernaculis suis non sit qui inhabitet. Deleat dominus nomen tuum de libro vivencium, et in justis non scribaris. — Responde : Amen.

Et fundatur sanguis tuus sicut humus et corpus tuum sicut stercora ; argentum et aurum non liberet te ; in die furoris Domini, percuciat te Dominus omnibus plagis, sicut Pharaonem et populum ejus, si scis veritatem et juras falcitatem. — Responde : Amen.

Percuciat te Dominus sicut percussit Egyptum, sanguine, ranis, *sterlis* et muscis ; et mortalitate animalium et ulceribus, et vesicis et grandinibus et locustis et mortalitate primogenitorum tuorum ; maledictio quam maledixit Josue Gerico veniat super te et domum tuam et super omnia que habes. Uxor tua et filii tui mendicent hostiatim et non sit qui consoletur eos. — Responde : Amen.

In ira et furore domini regis et omnium illorum qui te videbunt venias, et omnes amici tui habeant te pro inimico, et semper te derideant. Cadas et non sit qui te adjuvet ad sublevandum ; pauper et miser moriaris et non sit qui te tumulet, si scis veritatem et juras falcitatem. Anima tua vadat in illo loco in quo canes stercora deponunt. — Responde : Amen.

172. — Cunctis pateat (1) *quod ego Ramundus comes Barchinone et Petrus episcopus Elne, cum consilio magnatum et militum comitatuum Cerdanie et Confluentis, miserimus pacem et treugam in dictis comitatibus.*

173. — Hæc est pax (2) *et treuga episcoporum et magnatum comitatuum Rossilionis, Cerdanie, Confluentis, et Vallispirie.*

---

(1) Omis dans les mss.; Marquillez lui a substitué un article : *Ad honorem ejus*, etc., qui interdit l'usage des épreuves ou ordalies et qui ne se trouvant dans aucun manuscrit, ni dans les traductions catalanes, est évidemment d'une date postérieure au 14e siècle. L'*usaticus* : *Cunctis pateat* est traduit dans le vol. 1er des *Const. catal.*, pag. 539.

(2) Omis également dans les mss. — On en trouve la traduction *in* [illegible] *iso* dans les *Const. de Catal.*, *loc. cit.*, pag. 540. On lui a su[illegible]ué, [illegible] n° 4673, fol. XXXVI, une autre charte de paix et tréve, de l[illegible]rre d'[illegible] le son côté lui a substitué une constitution de Jacques Ier [illegible]ragon, [illegible] aux [illegible]ns des tréves, et commençant par ces [illegible] *Cum* [illegible] *nostro*[illegible] [illegible] l'an 1251 (voy. pag. 268, *loc. cit.* [illegible] *Const.* [illegible] *Catal.*), et se [illegible] parmi les *Usatici*, au n° 146, dans le [illegible] *usatici*, a terminé ici ses tables et [illegible]

174. — . . . . . .

Treugam etenim (1) domini confirmaverunt fortiter predicti episcopi, videlicet ut omni tempore tenerentur ab omnibus christianis, ab occasu solis, id est, quarte ferie, mercurii die, usque ad ortum secunde ferie, id est lune die. Item, continuando teneantur a prima die adventus Domini, usque ad octavam Epiphanie Domini, quando festivitas sancti Ylarii agitur. — Item similiter continuando teneatur a die lune que antecedit caput jejunii, usque ad diem lune que est primus post diem dominice octabarum Pentecostes. Item vigilie et festivitates inventionis sicut et exaltationis dominice crucis, et in tribus vigiliis totidemque festivitatibus sancte Marie. Vigilie et festivitates omnium apostolorum. Vigilia et festivitas sancti Laurentii. Insuper cum earum vigiliis posuerunt in hac religionis observacione, scilicet sancti felicis Gerunde, et sancti Johannis Baptiste, et sancti Genesii, ac sancti archangeli Michaëlis, sancti Martini confessoris; item vigilia et festivitas omnium sanctorum; et quatuor tempora posuerunt in tali observancia. — Predictos autem dies qui sunt in treuga Domini, confirmaverunt predicti episcopi, cum omnibus precedentibus et sequentibus noctibus, videlicet ab occasu solis diei ipsius *qua ingreditur*, usque ad *solem orientem diei ipsius* qua egreditur. — Si quis autem, intra hanc predictam treugam Domini, aliquod malum alicui fecerit, in duplum ei componat, et postea per judicium aque frigide treugam Domini, in sede sancti Petri, emendet. — Si quis autem intra hanc treugam, voluntarie hominem occiderit, et consensu omnium christianorum diffinitum erit, omnibus diebus vite sue exilio dampnetur. — Et si fecerit hoc sine aliquo casu, tamen e terra egrediatur usque ad terminum quod episcopus et canonici existimaverunt esse imponendum. — Si quis intra hanc treugam se miserit in aguayt, vel

(1) Cet *usaticus* est indiqué dans la table qui est en tête des *Const. de Catal.*; il commençait par une première conclusion de trêve, arrêtée dans l'église de Sainte-Croix de Barcelone; elle est traduite dans les *Const. de Catal.*, ibid., pag. 542 : *En l'any de la incarnacio M.C.LXIII* : ce qui prouve qu'elle a été introduite dans le texte des *coutumes*, postérieurement à Raymond le vieux. La deuxième partie, que nous transcrivons et qui doit être de la même date, se retrouve dans le ms. 4671 au milieu des constitutions de Jacques et d'Ildefons. Le ms. n° 4673 a substitué à ces deux chartes de trêve deux constitutions ayant le même objet, mais émanées de Raymond le jeune et de Sanche son épouse. De tous ces faits nous concluons que le nombre 174 n'est pas celui des *usatici* primitifs quoique depuis plusieurs siècles il ait été reconnu pour le nombre officiel des articles de la coutume de Barcelone.

ipsum aguayt stabilierit pro morte alicujus hominis, vel pro apprehensione alicujus castelli, et tamen hoc agere non potuerit, similiter, ad judicium episcopi et canonicorum ejus, ipsam treugam Domini si faceret velut si fecisset quod agere temptavit. — Item prohibuerunt ne intrantibus hiis continuatis treugis, videlicet tempore adventus Domini, scilicet Quadragesime, nullum castrum vel munitionem edificare presumat, nisi quindecim diebus ante predictas treugas hoc inchoaverit. — De predicta autem pace vel de scripta treuga, querela ad episcopum vel ejus canonicos semper fatigacio omni tempore fiat, sicut superius scriptum, in pace de ecclesiis. — Et ipsi in quibus episcopi, vel canonici predicte sedis, se fatigaverint de directione prefate pacis vel treuge Domini, sive fidejussores vel hostatici pro pace et treuga Domini, malam fidem inde portantes episcopo vel canonicis predictis, similiter excommunicentur et episcopo vel a canonicis ejusdem sedis, cum protectoribus et adjutoribus suis, quamdiu contenderint, sicut infractores pacis et treuge Domini, et ipsi et res sue, non habeantur in pace et treuga Domini (1).

(1) Le ms. 4673 contient un moindre nombre d'articles des *usatici* que le ms. 4671; mais, à l'exception des deux chartes de trêve de Raymond le jeune, il ne contient aucun article faux ou altéré. Au contraire le ms. n° 4674, dont le texte est généralement préférable pour la correction à celui du n° 4673, contient plusieurs interpolations que nous devons signaler. Telles sont celles des art. 155 : *Si advocatus;* 159 : *De committere;* 160 : *Si habuerit christianus;* 161 : *Si quis a quocumque;* et 162 : *Nullus christianus;* articles évidemment supposés ou substitués par le copiste à d'autres articles tombés en désuétude. Ces articles ne sont pas reproduits dans les *Constitutions de Catalogne* ni indiqués par Marquilles. Il est probable qu'ils n'ont eu force de droit à aucune époque. Nous nous abstenons de les reproduire nous-même.

CONSUETUDINES ET JURA

MONASTERII REGULÆ.

(977.)

Anno dominicæ incarnationis DCCCCLXXVII, indictione V, in nomine sanctæ et individuæ trinitatis, ego Gumbaldus episcopus Vasconiæ et frater meus Willermus Sancii dux Vasconum tacti divino amore..... decrevimus quoddam monasterium nostri juris.... ad pristinum reducere statum.... quibus super tali deliberatione multimoda animi anxietate fluctuantibus per eam quæ in antiquis sapientiam compertum est ante Normannorum irruptionem et sui destructionem idem monasterium cœnobio Floriacensium fuisse subditum. Non solum enim utriusque monasterii septa lugubri satis devastatione paganorum, verum etiam totius Galliæ et Aquitaniæ nonnulla perierant municipia.... Donamus ergo et donatum in perpetuum esse voluimus cum hac testamenti auctoritate, monasterium nostrum vocabulo Squirs, quod fundatum est in partibus Vasconiæ, in pago Aliardensi, supra ripam Garonnæ fluminis, cum omnibus ad se pertinentibus, hoc est ecclesiis, villis, mansis, vineis, silvis, pratis, pascuis, molendinis, aquis, aquarumque decursibus, et justitiis, totum ex integro quæsitum et inexqu situm quidquid ad eundem pertinet, tradimus atque transfundimus de jure nostro in jus et ditionem præfati monasterii floriacensis.....

His itaque taliter peractis atque confirmatis ad preces et instanciam nostram, præfatus abbas floriacensis, nomine Ricardus,..... ad sepefatum locum qui Squirs ab antiquis vocabatur, nunc autem Regula, de consilio nostro et voluntate præfatorum etiam vicecomitum et aliorum baronum terræ, villam, in pago qui dicitur Alliardegs, ædificavit. Jura sibi et ecclesiæ suæ et consuetudines perpetuo observandas

constituit. Easdem vero institutiones ratas habentes, perpetuo nos et successores nostros observaturos, in animas nostras et successorum nostrorum, cum obtestatione nominis Jesu-Christi, pariter juravimus, et transgressores consuetudinum perpetuo anathemate, prout dictum est subjecimus.

Consuetudines vero et jura ecclesiæ de Regula sunt hæc.

1. Imprimis sciendum est quod venerabilis dux frater noster, cum super his assensum præbuisset, retinuit sibi et successoribus suis, in eadem villa, procurationem semel in anno, si sine exercitu per terram transitum eum facere oporteret. Ad hæc sciendum est quod dux, cum privata familia sua, penes ecclesiam procurabitur, ceteri vero milites et servientes per villam procurationem recipient sufficientem. Quod si duci placuerit equus cujus precium sit 200 solidorum burdegalensium, nomine procurationis, ei dabitur. Excepta vero hac procuratione, nihil nobis retinuimus in hac villa vel ecclesia, sed omnia dispositioni abbatis relinquimus.

2. Statutum est quod nullus præpositorum vel priorum, intra villam vel extra, audeat dare domos, terras, vineas, vel possessiones aliquas sine censu. Si vero hoc aliquis facere præsumpserit, non est tenendum, quia hoc sub anathemate dantis et accipientis fuit inhibitum.

3. Statutum est etiam quod si quis possessiones quas tenet in feudo de ecclesia, vendere voluerit, cum assensu prioris vel præpositi, faciat: et prior ipse, si voluerit, emat; alioquin, cui voluerit, vendat, salvo jure ecclesiæ, scilicet de unoquoque solido nummum unum.

4. Statutum est iterum, quod de unaquaque domo, intra villam et extra, habeat ecclesia duos homines vel fœminas cum sarculis unoquoque anno ad segetes purgandas : et dabitur unicuique in Quadragesima una libra servientialis: et alio tempore, in mane una torta de furno et vinum, et in nocte una libra; et in festivitate apostolorum Petri et Pauli, unum fasciculum herbæ de unaquaque domo, priori deferre tenentur; et ad Vincula S. Petri, unum panem talem qui sufficiat homini in mensa; et de unaquaque domo unum hominem ad vindemias colligendas.

5. Statutum est etiam quod omnes homines qui morantur in villa

vel in dominio prioris, intus et foris justiciam debent priori et clavigero.

6. Statutum est quod quicumque segetes ad molendina detulerint, vel vinum ad vendendum, in conductu prioris sint, ut nullus burgensium audeat eos inquietare, ex quo de domibus exientes usque ad propria redeant: quod si hoc facere præsumpserint, gadium solvent; similiter et in manu prioris sicut eodem pacto molendina.

7. Statutum est similiter quod omnes burgenses, si vinum emerint, et postea vendiderint, obolum domino, de unaquaque saumata dabunt. Præterea prior habet bannum salis uno mense in villa, et nullus burgensium audebit vendere et emere, nisi cum assensu prioris: qui vero hæc infregerit, cum damno LXVI solidorum emendabit.

8. Statutum est quod omnes sutores unoquoque anno in festo S. Martini reddant optimos solutares; similiter omnes pelliparii debent priori bonam pelliciam unoquoque anno in ramis palmarum, et in festivitate apostolorum Petri et Pauli, et in Vincula B. Petri: nec miles nec burgensis, vel aliquis hominum, erit liber in his tribus diebus quin persolvant de his quæ vendiderint, vel emerint, tributa priori et monachis.

9. Omni tempore statutum est forum in villa Regulæ, in die Sabbati. Dominus de Girunda tenet in hoc foro in feodum de priore justitiam mercati. Nec debet alia die Sabbati aliquid ultra rivos emere. Quod si factum fuerit, ad dominum Girundæ pertinet justitia. Et ipse die Sabati manulevabit ille dominus Girundæ usque ad octo dies. Quod si tunc non solverit, justitia pertinet ad priorem vel clavigerum. Item prior vel claviger poterunt manulevare. Præfatus vero dominus Girundæ securum conductum dabit venientibus ad forum, in eundo vel redeundo. Carnifices etiam sunt securi ab ea hora qua porcum, vaccam, vel cetera ad officium suum pertinentia acceperint, ita quod non pignorentur, sine consilio prioris vel clavigeri.

10. Eamdem securitatem habent ii qui veniunt ad molendina: qui autem hoc vel illud infregerint, sex solidos solvent. Noster vero molendinarius de unoquoque molendino unam coucam unoquoque die, si voluerit, accipiet ad molendum. Nullus molendinarius quærat bladum per villam. Si factum fuerit, sex solidos solvet. Unoquoque

die Veneris solvent molendinarii clavigero quartam frumenti quod lucrati fuerint sub sacramento.

11. Statutum est quod claviger accipiat, de unoquoque porco, obolum; et de porco ultra 20 den. Lumbos habebit claviger. De vacca habebit duos denarios: de bacone tantundem: et non alibi vendentur carnes nisi in consuetis locis, vel pisces. Diebus etiam dominicis 3 feria et 5 manulevabit carnes claviger, tiliam porci vel apri pro 4 den.; frustum vaccæ pro tribus denariis; quarterium arietis pro uno. Quicunque vendiderit carnes, eamdem servabit consuetudinem.

12. Item, si extraneus portaverit sturionem, denarium habebit claviger; et si ibidem fractus fuerit sturio, nerbilium et bidellum habebit claviger, nec minus habebit denarium.

13. Si duo vel tres socii fuerint in porco vel vacca, vel ariete, de unoquoque manulevabit, prout dictum est superius, etiamsi unus vendiderit pro omnibus. Similiter, si extraneus saumonem portaverit, obolum dabit. Si extraneus portaverit duodenam lampredarum, denarium dabit; si sex, obolum. Si duodecim colagos portaverit per aquam, unum dabit; si sex, obolum. Si cum asino portaverit, tres denarios; si cum equo, vel equa, mulo vel mula, 4 denarios dabit; si cum collo duodena colagorum vel lampredarum, denarium dabit. De sturione et salmone primo captis in Beta, medietatem piscatores dabunt; et tunc accipient illi duo piscatores duos panes servientiales et duas mensuras vini. Et deinceps de omnibus piscibus ibidem captis decimam sub sacramento.

14. Si balæna feratur per mare, frustum habebit claviger: si per terras feratur, vel alii quilibet pisces, fiat sicut superius scriptum est de colagis vel lampredis.

15. Item de his que venduntur in foro. De porco qui venditur ultra 20 denarios, accipiat claviger unum denarium; et si minus, obolum. De capra, similiter. De vacca, similiter. De bove, denarium De ove sicut de porco; de asino sicut de bove; de equo et mulo quatuor denarios: de cifis et saleriis, de carra bestiæ quatuor cifos et totidem salerios; de collo onusto duos. Die sabbati nemo vendat, intra vel extra, aliquid, quin reddat clavigero consuetos reditus.

16. Statutum est etiam quod si quis porcum extra villam emerit

et infra octo dies vendiderit, denarium dabit : de nomeriis (*vomeriis;* Ducange) et cultris et fosseriis, sarculis, falcibus, toseriis, vasoriis et cæteris ferramentis quæ venduntur in foro, semel in anno ab unoquoque venditore unum accipit claviger. De retumbis et cifis vitreis, de cæpis et aliis, unoquoque sabbato et dominica, exceptis illis de Papeyran, unam cordam et de scaloriis unam gerbam. Habitantes in terra de Papeyran liberi sunt in omnibus quæ nascuntur in eadem terra. Si extra terram illam aliquid acquisierint, non sunt liberi.

17. Item accipit claviger de vendentibus sal, die sabbati, in foro, de unoquoque unam palmatam ; et in dominica similiter. Et ut breviter concludam : quocumque modo vel quacumque die extranei aliquid portaverint, vel cum aliqua re transitum fecerint, jus suum recipiet claviger. Sic sal, equi, porci, oves, boves, bladum et cetera ; et in foro, manulevabit claviger quidquid voluerit per octo dies.

18. Item habebit claviger de his omnibus qui vendunt saginum, omni quinto decimo die sabbati, unam obolatam. In festo beati Petri, accipit claviger unam corrigiam de unoquoque mercenario.

19. Item Passapont recepit nomine nostro de ligassa lini unum palalduit in foro et plenam manum lanæ, juxta quod ibi fuerit ; de mercenariis quinto decimo die obolum ; de his qui deferunt vasa vitrea, unam lampadem ; de fasciculo ciforum, unam. Pro his tenetur Passapont et ejus successores in dormitorio facere luminare et in camera prioris, dum ipse præsens fuerit. De nattis, unam habebit claviger, semel in anno : et sic de ceteris quæ venduntur.

20. Statutum est quod ille quem prior in jus vocaverit, statim coram eo cum fidejussoribus se præsentet, nisi jam manum ad comedendum lavaverit, vel ad lavandum caput jam se paraverit. Si vero post vesperas eum vocaverit, in crastinum coram eo cum fidejussoribus appareat. Ille vero qui die assignata usque ad horam sextam coram priore non comparuerit, tanquam convictus judicabitur. Quod si præsens prior non fuerit, clavigero se præsentet.

21. Item de unaquaque saumata lignorum dabitur domui nostræ unum lignum per omnes portas de his qui sunt extranei.

22. Statutum est etiam quod prior, tempore vindemiarum, per omnes portas villæ diriget nuncios suos, ad quorum conspectum

decimæ vini et quarta fideliter reddantur, prout in scriptis eorum continebitur. Et debent deferre illi quorum sunt vineæ ad torcular prioris sine ipsius adjutorio. Item, de omnibus obliariis qui fabbas excolunt, dabitur conventui coquus vel alter serviens onustus de fabbis. Tempore vero suo de agresta per vineas arripient servientes coquinæ: similiter de oleribus a Natali usque ad Quadragesimam, et in Quadragesima de portis similiter.

23. Statutum est præterea quod omnes baillivi ad hoc sunt constituti, ut census bailiarum nobis absque difficultate reddi faciant: videlicet frumenti, avenæ et denariorum. Quod si in festo b. Martini ad præfatos census subditos suos non compulerint, bailivi debent pignorare; sed ad priorem pertinet justicia.

24. Præterea statutum est quod claviger per totam villam accipiat asinos ad deferendum bladum suum.

25. Item, cum comes procurationem suam accipiet, claviger per totam villam manulevabit porcos et capiat gallinas per domos.

26. Sciendum præterea quod per omnes bailias nostras accipimus ab unoquoque villano unam gallinam, duos fasces palcæ, et unum panem, et traceam boum in vigilia natalis Domini.

27. Item, omnes bailivi nostri et foris debent procurationem priori semel in anno, præter homines de Pins.

28. Item, omnes villani de baillis nostris debent procurationem priori semel in anno.

29. Boneta de Bordes et successores sui debent priori procurationem apud Burdegalam, cum his omnibus quos secum habebit; et equos similiter procurabit et hoc semel in anno.

30. Milites de Bordes solvunt procurationem plenam priori et sociis suis et omnibus quos secum adducet; et supervenientes similiter procurabunt; et debent commodare priori unum equum, cum sturiones ad sanctum benedictum miserit; quod si in via equus decesserit, prior equi pretium eis restituet.

31. De jure prioris est et ecclesiæ de Regula, ut lites, discordias, causas, et judicia, per judices quos voluerit, et undecunque voluerit, intus vel extra, terminet. Si qui vero adventitius vel naturalis sine

hærede legitimo decesserit, res ejus, si solutus fuerit, ad priorem pertinent: si conjugatus, medietas.

32. Homines de Lauizon: Willelmus Textor, Petrus Ogan, Willelmus Garsias et Vitalis Juliani, debent portare priorem per mare cum sociis suis ubicumque voluerit, et reducere similiter; et debent deferre similiter bladium per mare, quacumque parte domus nostra habuerit, et nocte qua redierint, habebunt de cellario portatores isti panem et vinum.

33. Præpositus de Lobanaeg debet procurare priorem et socios suos semel in anno; et omnes illi qui sunt de præpositura illa aliam tantum debent procurationem priori et sociis suis, semel in anno. Præpositus Sanctæ Aurelianæ cum participibus suis, debent procurationem priori semel in anno, et in mutatione cujusque prioris 14 solidos Burdegalenses, nomine Sportulæ, et Aiquilinus de fonte sex denarios Sportulæ.

34. Amaneus de Lobengs et sui debent facere hominium priori pro mota sua et pro feodo Regulæ, et pro justicia fori, et pro his quæ tenet ab eo, intra et extra; et præterea pro his omnibus faciunt solemnem in die Paschæ toti conventui de Regula.

35. Item, Arnaldus Bernardi de Taurignac facit hominium priori pro devalata pedagii Marie de Gerunda, et præterea pro communitate Casati, cum participibus suis, annuatim in vincula b. Petri, 5 solidos Burdegalenses.

36. Item, Helias de Barela debet solvere conventui de Regula annuatim 24 panes et 12 lampredas, et unam saumatam vini in ramis palmarum.

37. Item, dominus de Culed-Manirou debet facere hominium priori pro feodo quem tenet in villa de Regula. Dominus de Landerro et sanctæ basilicæ debet facere hominium priori pro his quæ tenet in foro Regulæ, et in Salargiis et pro feodis domorum quæ sunt in eadem villa et pro his omnibus quæ tenet à rivo qui dicitur Merdanus usque ad Regulam.

38. Item, Donatus Garsiæ vel Berned et ejus successores debent assistere priori in judiciis, pro feodo quem tenet infra Regulam.

39. Item, homines de Taurignac et homines de Sancto Michaële, et de Guarzac, si forte prior propriam guerram habuerit, debent venire in ejus auxilium pro feodis quæ tenent intra villam.

40. Item, si prior proprium bellum habuerit, pro exheredatione terræ, medietatem expensarum facient Burgenses, aliam medietatem prior. Pro tali bello tenentur se præsentare dominus Gerundæ et dominus de Taurignac et dominus de Berned.

41. Item, si aliquis miles, feodetarius prioris, contra priorem, quod absit, in aliquo deliquerit, per nuncium suum ipsum in jus vocabit; et in manu prioris, de querelis, quod justum fuerit, exequetur. Quod si in ejus manum jure parere noluerit, feodum occupabit.

42. Statutum est præterea quod si Judeus transitum fecerit per villam 4 denarios solvat clavigero; de equo Hispaniæ, 4 denarios; de traca (*carga?*) coriorum boum, ovium, vel caprarum, 4 denarios; de uno corio, unum denarium; de carga stagni vel metalli, 4 denarios. Quicunque vendiderit equum in foro, 4 denarios; extraneus ubique. Constitutum est præterea et jurejurando firmatum, quod neque prior, neque claviger aliquem vel aliquam supercurrat, dum ille vel illa fidejussorem priori gratum dare poterit.

43. Item, nemo cultellum, ensem, lanceam, spiculum, securim, besogium, neque gladium in contentione trahat; quod si traxerit, et non percusserit, et traxisse convictus fuerit, sex solidos priori sine intermissione dabit. Si vero percusserit, et sanguinem effuderit, 66 solidos similiter dabit priori, et damnum percusso ex integro restituet. Aut si hoc totum facere non poterit, uno membro curtabitur. Si percussus mortuus fuerit, ille qui percussit exheredabitur et hereditas tota et possessio pertinebit ad priorem.

44. Item, nemo extra villam, vel infra, aliquem capere præsumat sine assensu domini prioris vel clavigeri; sed si casu contigerit, quod ante præsentiam prioris vel clavigeri cum capto se præsentet, si tamen tempus fuerit opportunum. Quod si id facere neglexerit, 6 solidos dabit priori. Item, si contigerit quod aliquis aliquem ante presentiam domini percusserit, absque dubio damnum restituet et priori satisfaciet.

45. Item, de mensuris, cujuscunque modi sint, ut de conchis, de virgis, de cubitis, de lanis quibus panni venduntur, et de libris, et de rasoriis quibus sal et segetes traduntur, firmiter fuit constitutum omnia esse æqualia et justa. Quod si penes aliquem aliquod istorum falsum inventum fuerit, 6 solidos priori solvet. Quod si aliquis reclamaverit et probaverit se in hujusmodi mensuris fuisse deceptum, deceptor damnum restituet, et priori sex solidos solvet.

46. Similiter, de hortis in villa constitutis et circumjacentibus, et de vineis, statutum est et jurejurando firmatum, quod nemo audeat in hortum vel vineam alterius intrare, nec aliquid rapere, neque olera, neque portum, neque fructus si fuerint sibi.

47. Similiter, de vineis, neque agrestam, neque racemos, neque paxellos, neque aliquid earum. Quod si aliquis fecerit, et de facto comprobatus fuerit, damnum restituet, et priori sex solidos solvet; et si dare non possit auriculam perdet.

48. Item, statutum est ne aliquis sine assensu prioris in expeditione eat, nec prece, nec precio aliquorum ductus castellum ingrediatur ad defendendum, vel foras ad expugnandum. Quod si fecerit et vulnus intulerit, 66 solidos priori dabit, et percusso damnum restituet. Si occiderit hominem, omnia confiscantur priori. Si quis autem, superbiæ fascibus accensus, negligenter de villa exierit profugus, ea occasione quod dicit Burgenses vel ipsum priorem sibi injurias irrogare, et nolit juxta statuta villæ judicio injurias persequi, post primam et secundam admonitionem prioris, per se vel per suos factam, ille talis omnibus diebus vitæ suæ ex tunc exul et profugus non reversurus abeat, et omnis ejus hereditas priori incurratur.

49. Demum statutum est quod quicumque, intus vel extra, aliquem vel aliquam interfecerit, sine misericordia incurratur domino.

50. De minimis autem querelis, ut est de percussione sine sanguinis effusione facta, et de illatis contumeliis, de capillis ruptis, et de aliis hujusmodi, ut consuetum est et statutum tenetur.

51. Item, si quis virginem corruperit vi, si mulier fuerit vilior eo dabit ei maritum consilio amicorum suorum, vel accipiet eam in uxorem Quod si mulier fuerit nobilior, ad arbitrium prioris, et amicorum mulieris, mulieri satisfaciet et 66 solidos priori solvet.

52. Item, si aliquis quamlibet aliam stupratus fuerit, 6 solidos dabit priori et mulieri satisfaciet. Si quis conjugatam rapuerit, et cum ea fugerit, ut de homicidio stabilimentum villæ servetur.

ADDITIONS ET CORRECTIONS.

Page 17, ligne 1re, reciplas, *lisez* : recipiam.
18, *ponctuez ainsi la 9e ligne* :
confiteatur debitum, sine aliqua controversia victus, *etc.*
26, 11, prout in jure, cavetur et tunc, *lisez* : prout in jure cavetur, et tunc, *etc.*
42, 5, cameran, *lisez* : cameram.
Ib., 25, insulas, *lisez* : infulas.
46, 16, tantum unius, *lisez* : tantum minus.
50, 4, pro grammate, *lisez* : programmate.
52, 18, in volueris, *lisez* : involucris.
62, 24, *au mot* : inclitus; *placez des guillemets jusqu'à la fin du 2e alinéa de la page 63, en effaçant à la ligne 7 les mots* : item super eodem, *qui sont évidemment une note du copiste. La lettre du chancelier commence au mot* : inclitus, *et finit a* exoriri.
63, 24, *lisez* : et faciatis ab aliis inviolabiliter observari, cauti attentius, *etc.*
Ib., 28, epressè, *lisez* : expressè.
77, 23, regalis, *lisez* : regulis.
80, 5, *lisez* : nihil solvat, cum carcerarii, *etc.*
165, 6, o donat; Layssera, *lisez* : o donat, layssera, *etc.*
240, 1, MUNICIPLES; *lisez* : MUNICIPALES.
279, art. 61, *lisez* : se aucun ploigent corp pour corp, auoir pour auoir, *etc.*
310, 1, *ajoutez en note* : ces instructions se trouvent dans quelques éditions du Grand Coutumier, d'où l'on tire les corrections suivantes :
3, entre quelques testes, *lisez* : entre queue et teste.
4, *lisez* : de bonne monnoye à vendre, *etc.*
14, *lisez* : ung parisis, a la taille du roy sainct Loys.
311, 6, *lisez* : le rouail, le vraye a chausse orbe, les pescheurs, *etc.*
312, 1, *lisez* : hairon vif, si ce nest a faucon ou autre oyseau, *etc.*
6, *le Grand Coutumier porte* : ne pueent aller voler au gibier a quelques, *etc.*
20, et se par congie, *etc.*, *lisez* : et semblablement se par congie des gens du roy ils prennent aucuns, *etc.*
Ib, à l'art. 256, *ajoutez en note* : les art. 256-258 sont pris d'une ordonnance du roi Jean, du 28 décembre 1355, qui est rédigée un peu différemment dans l'un de ses articles, le 257e de notre coutume.

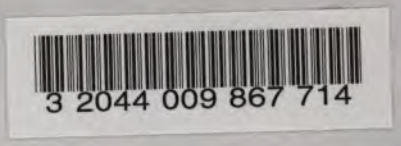
Pag. 313, lig. 3, tant de nos causes, *etc.*, *lisez :* tant de nos eaues, que semblablement des eaues des prélats, barons, *etc.*
6, *lisez :* les RAITZ et les filets, et avoir cognoissance, *etc.*
9, *lisez* : preignent cognoissance..... de tels cas.
321, 10, qui en tel cas reputez, *lisez :* qui en tel cas représentez.
322, 20, art. 280, descendre muert chevau, *lisez* : descendre ou monter, *c'est ce que semble indiquer la suite de l'article; on pourrait aussi lire*, descendre ou muer chevau.
Ib., 26, art. 281, *lisez* : item faut faire trois crys;
341, 15, art. 9, serve, de mainmorte, *lisez :* serve de mainmorte.
360, 3, *lisez* : et qui en use autrement que l'usage ne veult, ou le recèle, ou recelement l'amende est, *etc.*
Ib., 17, art. 61, l'ayra, *lisez* : layra (ne laisserai-je pas).
367, 15, art. 83, cuyr donen, *peut être* cuyr cordouan (cuir de Cordoue).
370, 35, art. 92, qui..... l'airoit à vendre, *lisez :* qui lairoit (qui manquerait).
Ib., 37, pour ce ne l'airoit l'en pas, *lisez* : pour ce ne lairoit l'en pas.
376, art. 137, *lisez :* quiconque amene vivres, bestes, ou quelzconques denrées.
392, 35, art. 202, toutes voies lieve s'en, *lisez :* toutes voies lieve l'en.

TABLE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LE TOME DEUXIÈME.

	Pages.
Introductio	1
Carta consulatus Arelatensis	1
Statuta Raymundi Berengarii 1235	4
Statuta curiæ Aquensis	16
Statuta Caroli Primi	25
— Caroli Secundi	29
Statuta J. Scoti Senescalli (1283-92)	39
Alia Statuta Caroli Secundi	44
Statuti Petri de Ferrariis	52
Littera J. Cabassolle (1306)	61
Statuta Roberti ducis Calabriæ	64
Statutum super Statu advocatorum (1280)	82
Statutum super Statu Tabellionum (1280)	84
Alia Statuta Caroli Secundi	87
Constitutiones provinciales concilii Avenionensis (1337)	88
Statuts municipaux de la ville d'Apt (1252-1422)	128
Statuts d'Arles (1162-1202)	185
Statuts municipaux de la ville de Salon (1293)	216
Coutumes de Bourgogne (1270-1360)	268
Coutumes de Beaune (1370)	329
Coutumes de Châtillon (1371)	338
Coutumes de Charroux (1170-77 à 1247)	399
Coutumes de Malthay (1306)	406
Coutumes de Reims (1250?)	418
Coutumes de Chatelblanc (1306)	419
Formulæ Andegavenses	425
Les Coutumes de Barcelonne (1068-1163)	465
Coutumes de La Réole (977)	510

FIN DU TOME DEUXIÈME.



THE BORROWER WILL BE CHARGED AN OVERDUE FEE IF THIS BOOK IS NOT RETURNED TO THE LIBRARY ON OR BEFORE THE LAST DATE STAMPED BELOW. NON-RECEIPT OF OVERDUE NOTICES DOES NOT EXEMPT THE BORROWER FROM OVERDUE FEES.

WIDENER
BOOK DUE
CANCELLED
NOV 0 1996
NOV 06